

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1896

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'Ecole libre des sciences politiques
Membre de l'Institut de Droit international

Fondé en 1861

DEUXIÈME SERIE

TOME LVIII

AVRIL. MAI. JUIN

ABONNEMENTS

France et Algérie.....	50 francs.
Union postale.....	5 —
Autres pays.....	60 —
Un exemplaire	{ simple..... 5 — double..... 9 —

PARIS

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Convention additionnelle concernant l'échange des colis postaux.

9 juillet 1895 (1).

Le Président de la République française et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, désirant organiser entre les deux pays l'échange de colis postaux avec déclaration de valeur, sur les bases de la convention internationale de Vienne du 4 juillet 1891 (2), ont résolu de compléter par une convention additionnelle la convention signée à Paris le 18 juin 1886 (3), relativement au service des colis postaux entre la France et la Grande-Bretagne, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, S. Exc. M. Gabriel Hanotaux, ministre des affaires étrangères de la République française, etc.,

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, S. Exc. M. le marquis de Dufferin et Ava, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le gouvernement de la République française, etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — 1^o Des colis postaux portant déclaration de valeur jusqu'à concurrence de 500 fr., ou 20 livres anglaises, pourront être échangées entre les deux pays moyennant paiement par l'expéditeur, en sus des droits applicables aux colis sans déclaration de valeur, d'un

(1) *Journal officiel de la République française* du 1^{er} septembre 1895. — Les ratifications ont été échangées à Paris le 22 août.

(2) *V. Archives*, 1892, III, p. 52.

(3) *V. Archives*, 1886, II, p. 278.

droit proportionnel d'assurance de 20 cent. par 300 fr. ou fraction de 300 fr., ainsi décomposé :

- 5 centimes pour la quote-part française ;
- 5 centimes pour la quote-part britannique ;
- 10 centimes pour le trajet maritime.

2° Est réservée à l'administration des postes de la Grande-Bretagne la faculté de percevoir, sur les colis avec déclaration de valeur expédiés du Royaume-Uni, une surtaxe territoriale d'assurance de 5 centimes par 300 fr. ou fraction de 300 fr. et un droit fixe d'enregistrement de 25 centimes par colis.

3° Est réservée aux administrations des postes des deux pays la faculté de déterminer ultérieurement d'un commun accord, si leurs lois ou règlements respectifs le permettent, les prix et conditions applicables aux colis postaux de valeur déclarée excédant 500 fr. ou 20 livres anglaises.

Art. 2. — 1° Sauf le cas de force majeure, la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis postal avec valeur déclarée donnent lieu, au profit de l'expéditeur et, à défaut ou sur la demande de celui-ci, du destinataire, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie, sans toutefois que cette indemnité puisse dépasser la somme déclarée.

2° Les administrations cessent d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans les envois dont les ayants-droit ont donné reçu sans faire d'observation.

Art. 3. — Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle du colis est interdite. En cas de déclaration frauduleuse, l'expéditeur perd tout droit à une indemnité, sans préjudice des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Art. 4. — L'administration des postes de France et l'administration des postes du Royaume-Uni fixeront, d'un commun accord, les conditions d'échange entre leurs bureaux respectifs des colis postaux avec valeur déclarée originaires ou à destination d'autres pays, et pour la transmission desquels chacune des deux administrations pourra servir d'intermédiaire à l'autre.

Art. 5. — 1° Le texte de l'article 2 de la convention du 18 juin 1886 est remplacé par le texte suivant :

Il appartiendra à l'administration des postes de la Grande-Bretagne d'assurer le transport par mer des colis postaux entre les deux pays, tant que les paquebots-poste chargé du transport des dépêches seront la propriété de Compagnies britanniques.

2° Au cas où le service maritime que la France est tenue, en exécution de l'article 1^{er} de la convention du 30 août 1890, d'entretenir ou de subventionner, serait confié à une compagnie française, il appartiendra à l'administration des postes de France d'assurer, par l'intermédiaire de cette dernière compagnie, le transport par mer des colis postaux échangés entre les deux pays au moyen dudit service maritime.

Art. 6. — Le texte de l'article 3 de la convention du 18 juin 1886 est remplacé par le texte suivant :

1° Pour chaque colis expédié de France ou de l'Algérie à destination du Royaume-Uni, l'administration des postes de France paye à celle du Royaume-Uni, savoir :

a. Un droit territorial de 50 cent. si le poids du colis n'excède pas 1 kilog. 360 gr., ou de 1 fr., si le poids du colis excède 1 kilog. 360 gr., mais n'excède pas 3 kilogrammes ;

b. Un droit de factage comprenant l'accomplissement des formalités en douane, dont la montant n'excèdera pas 25 cent.

2° Pour chaque colis expédié du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à destination de la France ou de l'Algérie, l'administration des postes britanniques paye à celle de la France :

a. Un droit territorial de 50 centimes ;

b. Un droit de timbre de 10 centimes ;

c. Un droit pour factage et l'accomplissement des formalités en douane, dont le montant n'excèdera pas 25 centimes.

3° En outre, l'administration expéditrice paye à l'autre administration un droit maritime de 25 centimes pour chaque colis transporté au moyen du service maritime assuré par cette dernière administration.

Art. 7. — Les administrations des postes de France et du Royaume-Uni arrêteront, d'un commun accord, toutes les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions de la présente convention.

Art. 8. — La présente convention, qui sera considérée comme additionnelle à la convention du 18 juin 1886, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra. Elle sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront les administrations des postes des deux pays, après que la promulgation en aura été faite selon les lois particulières à chacun des deux Etats.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire, le 9 juillet 1895.

(L. S.) Signé : G. HANOTAUX.

(L. S.) Signé : DUFFERIN and AVA.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Convention portant modification des articles 7 et 9 du traité d'extradition du 14 août 1876.

13 février 1896 (1).

Le Président de la République française et S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, désireux de rendre plus efficaces les dispositions des articles 7 et 9 du traité conclu, le 14 août 1876, entre la France et la Grande-Bretagne pour l'extradition réciproque des criminels fugitifs, ont nommé respectivement comme plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Le Président de la République française, S. Exc. M. Marcellin Berthelot, sénateur, ministre des affaires étrangères de la République française, etc., etc.,

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, S. Exc. M. le marquis de Dufferin et Ava, son

(1) *Journal officiel de la République française* du 20 février. — Les ratifications ont été échangées à Paris le 19 février.

ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le gouvernement de la République française, etc., etc.,

Lesquels, après s'être respectivement communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Article premier. — Le texte de l'article 7 du traité du 14 août 1876 est modifié par la substitution du mot « un magistrat » aux mots « le magistrat de police qui a décerné le mandat d'arrêt ou tout autre magistrat de police à Londres » dans la première partie du paragraphe 3 de la section A, et par la suppression du mot « police » dans la seconde partie dudit paragraphe et dans les sections B et D.

Art. 2. — Le texte de l'article 9 du même traité est modifié par la substitution des mots « un magistrat » aux mots « un magistrat de police à Londres ».

Art. 3. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur dix jours après sa promulgation dans la forme prévue par la législation des pays respectifs et aura la même force et la même durée que le traité auquel elle se rapporte.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 13 février 1896.

(L. S.) Signé : BERTHELOT.

(L. S.) Signé : DUFFERIN ET AVA.

GRANDE-BRETAGNE — PAYS-BAS

Convention d'arbitrage.

16 mai 1895.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en son nom Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes :

Considérant que le Gouvernement Britannique a adressé au Gouvernement des Pays-Bas des réclamations du chef de l'arrestation et de la détention préventive aux Indes Néerlandaises du sieur Carpenter, capitaine du baleinier *Costa Rica Packet* de Sydney ;

Que ces réclamations concernent non seulement les dommages qui, d'après le Gouvernement Britannique, ont été soufferts par ledit capitaine personnellement mais encore ceux qui ont été subis par les officiers, l'équipage et les propriétaires dudit bâtiment, et qui doivent être considérés comme étant les conséquences nécessaires de la détention préventive du capitaine ;

Considérant que le Gouvernement des Pays-Bas conteste le bien fondé en droit de chacune de ces réclamations, estimant qu'aucune indemnité ne saurait être portée à la charge du Gouvernement des Pays-Bas du chef de l'arrestation ou de la détention préventive dudit capitaine, ni en faveur du capitaine, ni, à plus forte raison, en faveur d'autres personnes qui allèguent avoir souffert des dommages qui devraient être considérés

comme étant des conséquences nécessaires de cette détention préventive ;

Que même, si de telles réclamations pouvaient être admises en droit comme devant tomber à la charge du Gouvernement des Pays-Bas, il n'en résulterait nullement que les dommages susmentionnés, prétendument soufferts soit par le capitaine, soit par les officiers, l'équipage et les propriétaires dudit bâtiment, devraient être considérés comme suffisamment justifiés ;

Désirant mettre fin à l'amiable au différend survenu de ce chef ;

Ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine Régente du Royaume des Pays-Bas les sieurs Jonkheer Joan Roell, chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, ministre des Affaires étrangères, et Jacques Henri Bergsma, chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, ministre des Colonies,

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, sir Horace Rumbold, baronet du Royaume de la Grande-Bretagne, chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué des Saint Michel et Saint-Georges, etc., etc., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Cour des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande conviennent d'inviter le Gouvernement d'une Puissance tierce (1) à désigner parmi ses sujets un jurisconsulte d'une réputation incontestée, pour prononcer comme arbitre dans le différend mentionné ci-dessus.

Art. 2. — Cet arbitre aura à prendre connaissance des réclamations d'indemnité susmentionnées formulées par le Gouvernement Britannique à charge du Gouvernement des Pays-Bas tant en faveur du capitaine du baleinier *Costa Rica Packet*, qu'en faveur des officiers, de l'équipage et des propriétaires de ce bâtiment.

Art. 3. — La Partie demanderesse remettra à l'arbitre dans un délai de trois mois après l'échange des ratifications de la présente convention, un mémoire à l'appui de sa demande et en fera parvenir immédiatement une copie à la Partie défenderesse.

Dans un délai de trois mois après la réception de cette copie, la Partie défenderesse remettra à l'arbitre un contre-mémoire, dont elle fera parvenir immédiatement une copie à la Partie demanderesse.

Endéans trois mois après la réception de cette copie, la Partie demanderesse pourra, si elle le juge utile, remettre à l'arbitre un nouveau mémoire, dont elle fera parvenir immédiatement une copie à la Partie défenderesse, qui pourra également, en déans trois mois après la réception de cette copie, remettre à l'arbitre un nouveau mémoire, dont elle fera parvenir immédiatement une copie à la Partie demanderesse.

L'arbitre est autorisé à accorder à chacune des Parties qui le deman-

(1) Les Parties contractantes se sont adressées à l'Empereur de Russie qui a désigné M. F. de Martens, l'éminent professeur de droit international à l'Université de Saint-Petersbourg.

derait, une prorogation d'un mois par rapport à tous les délais mentionnés dans cet article.

Art. 4. — Après l'échange de ces mémoires, aucune communication ni écrite, ni verbale ne sera faite à l'arbitre, à moins que celui-ci ne s'adresse aux Parties pour obtenir d'elles ou de l'une d'elles des renseignements ultérieurs par écrit.

La Partie qui donnera ces renseignements, en fera parvenir immédiatement une copie à l'autre Partie et celle-ci pourra, si bon lui semble, en déans un mois après la réception de cette copie, communiquer par écrit à l'arbitre les observations auxquelles ils lui donneront lieu. Ces observations seront également communiquées immédiatement en copie à la Partie adverse.

Art. 5. — L'arbitre décidera de toutes les questions qui pourraient surgir relativement à la procédure dans le cours du litige.

Art. 6. — Dans sa sentence, qui sera communiquée par lui aux deux Parties contractantes, l'arbitre, tout en tenant compte des principes du droit des gens, décidera à l'égard de chaque réclamation formulée à la charge du Gouvernement des Pays-Bas, si elle est bien fondée et, dans l'affirmative, si les faits, sur lesquels chacune de ces réclamations est basée, sont prouvés.

Dans ce cas, l'arbitre fixera le montant de l'indemnité due par le Gouvernement des Pays-Bas du chef des dommages soufferts par le capitaine du *Costa Rica Packet* personnellement ; de même que du chef des dommages qui auront été justifiés avoir été soufferts par les officiers, l'équipage et les propriétaires dudit bâtiment comme conséquences nécessaires de la détention préventive du capitaine.

Sans préjudice de l'obligation, incombant à la Partie demanderesse, de justifier les dommages soufferts, l'arbitre pourra, s'il le juge opportun, inviter chaque Gouvernement à désigner un expert commercial pour l'aider, en sa dite qualité, à fixer le montant de l'indemnité.

Art. 7. — L'arbitre fixera également dans sa sentence le montant des frais nécessaires occasionnés par l'arbitrage et décidera laquelle des Parties aura à les supporter. Ces frais, dont il est bien entendu que le montant devra être limité autant que possible, pourront être compensés en tout ou en partie.

Art. 8. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accepter comme jugement en dernier ressort la décision prononcée par l'arbitre dans les limites de la présente convention et à s'y soumettre sans aucune réserve.

Art. 9. — La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications, qui aura lieu à La Haye, aussitôt que possible après que la convention aura reçu l'approbation des Etats-Généraux des Pays-Bas.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double à La Haye, le 16 mai 1895.

(L. S.) (get.) HORACE RUMBOLD.

(L. S.) (get.) J. ROELL.

(L. S.) (get.) BERGSMAN.

— Exposé des motifs présenté aux Chambres néerlandaises à l'appui de la Convention du 16 mai 1855 :

Une sentence du Conseil de justice de Macassar (Indes orientales), en date du 26 janvier 1891, a introduit une instance, avec mandal d'arrêt, contre le sieur John B. Carpenter, sujet britannique et capitaine du navire « Costa Rica Packet », de Sydney, naviguant sous pavillon anglais, pour s'être emparé, au commencement de 1888, d'une pirogue et de sa cargaison flottant en mer à une distance de tout au plus 3 lieues de l'île de Boerœ (résidence d'Amboina).

En exécution de ladite sentence, le Capitaine a été arrêté le 2 novembre 1891 à Fernate et transporté le 6 novembre à Macassar où il est resté emprisonné jusqu'au 28 de ce mois. Par jugement du même jour, le Conseil de justice de Macassar a décidé que, si l'instruction avait suffisamment constaté qu'en réalité l'inculpé s'était emparé en 1888 d'une pirogue flottant en mer avec sa cargaison de boissons et de marchandises, il n'y avait pas lieu de continuer la poursuite et d'ordonner la comparution du Capitaine, puisqu'il n'était pas prouvé que le fait s'était produit à 3 lieues de la côte. En conséquence, le tribunal ordonnait la mise en liberté du prévenu, sentence qui fut de suite exécutée.

Par une lettre du 22 avril 1892, le Gouvernement britannique a invité le Gouvernement néerlandais à ordonner une enquête sur cette affaire. Le résultat de cette enquête poursuivie aux Indes a été que, ni les circonstances dans lesquelles le capitaine Carpenter avait été arrêté, ni le traitement qu'il avait subi, ne pouvaient donner lieu à une plainte légitime.

Ces informations ont été portées le 17 août 1892 à la connaissance du Gouvernement britannique qui ne se laissait pas convaincre et exigeait, à la date du 20 mai 1893, au profit du capitaine Carpenter, à titre d'indemnité pour les prétendus dommages illégitimes dont il avait souffert personnellement, une somme de 2,500 livres.

Le Gouvernement néerlandais a fait savoir au Gouvernement britannique, le 17 mars 1894, qu'il ne pouvait admettre cette réclamation ; il faisait ressortir dans sa lettre que, s'il appartient exclusivement au pouvoir judiciaire, agissant en vertu de l'art. 71 du règlement sur la procédure criminelle pour les Conseils de justice à l'île de Java, de se prononcer sur la question de savoir s'il y a « des motifs suffisants de charges » pour lancer un mandal d'arrêt, le Gouvernement néerlandais ne saurait intervenir et à plus forte raison ne pourrait reconnaître à un Gouvernement étranger le droit d'émettre un jugement à cet égard, et encore moins d'en faire la base d'une demande en dommages intérêts. La lettre ajoutait que, d'ailleurs, il n'y avait aucun motif pour accorder un dédommagement quelconque, puisque (bien que le Conseil de justice de Macassar ait été d'avis qu'il n'était pas suffisamment prouvé que le fait incriminé s'était passé dans les eaux territoriales néerlandaises, et que ce n'était que pour cette raison que le tribunal avait renoncé à la comparution du capitaine Carpenter) les faits dont il s'agissait et avoués par le capitaine lui-même, tombaient aussi bien sous le coup de la loi néerlandaise que de la loi anglaise et qu'il y avait par conséquent lieu de sévir contre de tels procédés dans l'intérêt de la sûreté dans l'archipel indien comme dans l'intérêt général.

Le Gouvernement britannique n'a pas cru devoir souscrire à ces considérations et, par lettre du 11 mai 1894, il a fait savoir qu'il persistait dans son opinion que, ni au point de vue du droit néerlandais, ni au point de vue du droit international, l'arrestation du capitaine Carpenter et son éloignement du navire placé sous son commandement ne pouvaient être considérés comme suffisamment justifiés. En conséquence, ce Gouvernement insistait de nouveau et réitérait sa demande qu'à titre d'indemnité personnelle pour le traitement (prétendu, dit le Ministre) injuste et indigne qu'il aurait subi du fait des autorités néerlandaises, il fût accordé au capitaine une somme de 2,500 liv.

Par lettre du 15 juin 1894, le Gouvernement néerlandais a derechef combattu cette demande en contestant positivement qu'il pût être question, dans le cas

actuel, d'un traitement injuste et moins encore d'un traitement indigne du capitaine Carpenter et, tout en refusant péremptoirement de payer de son propre chef le dédommagement réclamé, il se déclarait néanmoins disposé, afin de terminer ce différend entre deux Puissances amies, à soumettre le litige à une décision arbitrale.

A la date du 2 octobre 1894, le Gouvernement anglais a fait savoir qu'il acceptait cette proposition, à la condition toutefois que toute la question du Costa Rica serait soumise à l'arbitre ainsi que les réclamations des officiers, de l'équipage et des propriétaires du bâtiment qui demandaient à être indemnisés des pertes qu'ils auraient subies par suite de l'arrestation et de l'éloignement du capitaine.

Tout en faisant ressortir, dans une lettre du 14 décembre 1894, que cette extension donnée à l'arbitrage proposé lui paraissait très peu motivée, le Gouvernement néerlandais, fort de son bon droit, a cru néanmoins ne pas devoir refuser son concours pour arriver à une décision arbitrale, même dans ce sens plus étendu, mais à la condition expresse qu'on ne prendrait éventuellement en considération que les dommages suffisamment prouvés dont auraient eu à souffrir les officiers, l'équipage et les propriétaires du bâtiment comme conséquence inévitable de l'arrestation et de l'éloignement de leur capitaine. Le Gouvernement a été amené à cette décision par cette considération que, là où dans sa conviction positive, la Néerlande ne peut être tenue au point de vue international à donner une indemnité quelconque au capitaine Carpenter lui-même, à plus forte raison elle ne peut être engagée vis-à-vis de Tiers qui prétendent avoir subi des dommages personnels, comme conséquence inévitable de l'arrestation de ce capitaine, que cependant rien ne s'opposant à ce que cette question soit tranchée par une décision arbitrale, il ne s'opposant pas à ce que l'on donnât à l'arbitrage l'extension demandée par le Gouvernement britannique.

C'est sur ces bases et après les négociations auxquelles elle a donné lieu que, le 16 mai dernier, a été signée avec l'Angleterre la Convention ci-jointe, aux termes de laquelle le différend sera porté devant un jurisconsulte à désigner par une tierce puissance.

Selon l'interprétation reconnue par les deux Parties contractantes, le sens des mots de l'art. 6, *tout en tenant compte des principes du droit des gens*, est celui-ci : que, dans sa décision, l'arbitre aura à se conformer aux règles du droit international qui peuvent être applicables à la question en litige.

Le Gouvernement vient soumettre maintenant la Convention à la sanction des Etats-Généraux.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

PÊCHERIES DE BEHRING

Contre-Mémoire présenté par les Etats-Unis au Tribunal d'arbitrage (1).

PRÉAMBULE

Conformément à l'article IV du traité d'arbitrage de 1892 entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, l'Agent des Etats-Unis soumet, par ces présentes, au Tribunal d'Arbitrage le contre-mémoire de ce Gouvernement, accompagné d'un certain nombre de documents complémentaires, pièces de correspondance et témoignages, en réponse au Mémoire imprimé, aux documents, à la correspondance et aux témoignages présentés jusqu'ici par la Grande-Bretagne.

Les Etats-Unis estiment que le but principal des Contre-Mémoires est de produire les faits en réponse à ceux des points qui, soulevés par les Mémoires, n'y sont pas encore suffisamment traités et, d'ailleurs, ne pouvaient l'être. Ils ne se considèrent donc pas comme appelés maintenant à combattre tous les arguments développés par la Grande-Bretagne dans son Mémoire imprimé, et si certains de ces arguments, non discutés ou non réfutés ici, diffèrent de ceux qui sont présentés par les Etats-Unis dans leur Mémoire imprimé, le Tribunal est prié de bien vouloir se reporter à ce document, qui exprime suffisamment leurs vues sur les questions controversées.

Les Etats-Unis traiteront plus à fond et à des périodes ultérieures, au moyen des plaidoiries imprimées et orales de leurs Conseils, tous les points de cette contestation nécessitant une discussion par plaidoyer.

Le 5 septembre 1892, l'Agent des Etats-Unis reçut de Sa Majesté britannique des exemplaires du Mémoire imprimé de la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis estimèrent que le Mémoire ainsi présenté n'était pas conforme aux termes du traité. Une correspondance diplomatique entre les deux Gouvernements s'ensuivit, exposant pleinement les idées des Etats-Unis à cet égard (2). Comme conséquence de cette correspondance, le Gouver-

(1) Pour le Contre-Mémoire de la Grande-Bretagne, V. *Archives*, 1895, III, p. 253 et IV, p. 251.

(2) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 139.

nement de Sa Majesté remit à l'Agent des Etats-Unis et aux Arbitres le Rapport de sa Commission de la Mer de Behring, accompagné de la déclaration que le Gouvernement des Etats-Unis était libre de considérer ce Rapport comme une partie du Mémoire britannique. Les Etats-Unis ont, en conséquence, notifié au Gouvernement de Sa Majesté qu'ils regardaient le Mémoire présenté primitivement et le Rapport ci-dessus mentionné, pris d'ensemble, comme la totalité du Mémoire britannique, et qu'aux termes du traité il n'est prévu aucune autre occasion de présenter des moyens nouveaux, n'offrant pas le caractère de simples répliques au Mémoire des Etats-Unis (1).

Pour plus de commodité, le terme « Mémoire britannique », quand il sera seul, signifiera cette partie de celui-ci présentée primitivement. Le terme « Rapport » se référera à la partie présentée en dernier lieu, consistant dans le Rapport susdit.

PREMIÈRE PARTIE

Réponse des Etats-Unis au Mémoire britannique présenté primitivement.

Les véritables points en litige dans le différend actuel.

Il résulte d'un examen du Mémoire britannique et de la correspondance diplomatique ci-dessus mentionnée que les deux Gouvernements ont des opinions différentes quant à l'objet et au but du présent arbitrage. Ce Mémoire est consacré presque tout entier à démontrer que le Gouvernement des Etats-Unis n'a pas qualité pour exercer de juridiction territoriale sur les eaux de la Mer de Behring ou pour en exclure les navires des autres nations. D'un autre côté, le Mémoire des Etats-Unis montre clairement que le but principal poursuivi par ce dernier Gouvernement est de protéger et de conserver le troupeau de phoques qui a pour habitat les îles Pribilof.

La différence entre le droit de juridiction générale et exclusive sur la mer de Behring et le droit de préserver les phoques de l'extermination est grande et évidente. Pour montrer que le dernier, et non le premier de ces droits fait l'objet de la question principale portée devant le Tribunal, l'Agent des Etats-Unis juge utile de lui exposer clairement quelques faits importants, touchant la manière dont la contestation qui a eu pour résultat le traité d'arbitrage s'est élevée, et d'indiquer quels ont toujours été, aux yeux des Etats-Unis, les points essentiels du litige.

La correspondance diplomatique montre que depuis 1887, les Etats-Unis revendiquaient un droit de propriété sur les phoques des îles Pribilof, que la question de souveraineté sur la mer de Behring fut soulevée la première fois par le Gouvernement de Sa Majesté et ne fut traitée par les Etats-Unis dans la correspondance que trois ans après les premières saisies de navires britanniques, enfin que la discussion subséquente de cette question a toujours été incidente à la question principale (2), c'est-à-dire la protection efficace des phoques.

(1) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 147.

(2) Lettre de M. Blaine à Sir Julian Pauncefote en date du 4 décembre 1890, Mémoire des Etats-Unis, Appendice, Vol. I, p. 218, et dernière partie de la note de M. Blaine à Sir Julian Pauncefote du 7 décembre 1890, *ibid.*, pp. 286, 287.

Le 10 septembre 1887, Lord Salisbury, dans une note au Ministre britannique à Washington, appelant son attention sur la copie des actes de procédure judiciaire dans les affaires de la *Carolena*, de l'*Onward* et du *Thornton*, se référait à l'ukase de 1821 et aux traités de 1824 et 1825 et insistait sur ce qu'ils établissaient le droit de la Grande-Bretagne de prendre des phoques dans la mer de Behring (1).

Le Gouvernement des Etats-Unis ne répondit pas à la question ainsi soulevée. Bien au contraire, le 19 août 1887, M. Bayard, secrétaire d'Etat, avait déjà adressé à divers gouvernements étrangers une note (2) dans laquelle il disait : « Sans entrer dans aucune discussion au sujet des mesures exceptionnelles que la nature particulière de la propriété dont il s'agit autoriserait mon Gouvernement à adopter, et sans renvoyer à aucune juridiction maritime exceptionnelle pouvant à juste titre être invoquée à cet effet, il estime à propos... d'arriver aux résultats voulus au moyen d'une coopération internationale. »

Cette note fut suivie d'une autre, adressée à M. Phelps, le 7 février 1888 (2), et contenant des propositions générales en faveur de l'action internationale, lesquelles semblent avoir été en principe acceptées par Lord Salisbury (4).

Le 2 mars 1888, M. Bayard insista de nouveau sur la nécessité de protéger les phoques « au moyen d'un arrangement à intervenir entre les Gouvernements intéressés, sans que les Etats-Unis fussent obligés d'examiner quelles mesures spéciales la nature exceptionnelle de la propriété en question pourrait les contraindre à prendre pour leur propre compte, en cas de refus des puissances étrangères d'accorder leur coopération (5). La correspondance relative aux mesures internationales proposées se trouve dans le volume I de l'Appendice du Mémoire des Etats-Unis, pages 168 à 194.

Le 22 janvier 1890, M. Blaine, secrétaire d'Etat, écrivit à Sir Julian Pauncefote, Ministre de Sa Majesté : « Dans l'opinion du Président, les navires canadiens saisis et capturés dans la mer de Behring se livraient à une chasse *contra bonos mores*, chasse qui constitue nécessairement une atteinte sérieuse et permanente aux droits du Gouvernement et des citoyens des Etats-Unis. Pour établir ce principe, il n'est pas nécessaire de discuter la question de l'étendue et de la nature de la souveraineté de ce Gouvernement sur les eaux de la mer de Behring, il n'est pas nécessaire d'expliquer, moins encore de définir, les pouvoirs et privilèges concédés par Sa Majesté impériale l'empereur de Russie dans le traité qui a cédé aux Etats-Unis le territoire d'Alaska. Les considérations importantes résultant de l'acquisition de ce territoire et de tous les droits sur terre et sur mer qui lui sont inséparablement liés peuvent sans inconvénient être laissées de côté, et les raisons sur lesquelles ce Gouvernement base la légitimité de l'action dont se plaint le Gouvernement de Sa Majesté vont être exposées. »

Ces raisons étaient les suivantes (6) :

- (1) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, p. 162.
- (2) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, p. 168.
- (3) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, p. 172.
- (4) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, pp. 175, 212, 218.
- (5) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, p. 175.
- (6) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, p. 200.

1. La valeur des pêcheries de phoques et l'absence de toute entrave à celle-ci jusqu'en 1886.

2. La capture des phoques en pleine mer amène leur extermination à cause du massacre aveugle de ces animaux, surtout des femelles, massacre auquel M. Blaine oppose les méthodes raisonnées suivies par le Gouvernement des Etats-Unis dans l'abatage des phoques sur les îles.

3. Le droit des Etats-Unis d'interdire cette extermination n'est pas borné à la zone de trois milles et M. Blaine fait remarquer ce qui suit : « Le Gouvernement de Sa Majesté soutient-il sérieusement que le droit des gens est impuissant à empêcher une pareille violation des droits communs de l'humanité ? Les gardiens du droit, chez toutes les nations, doivent-ils être déclarés incompetents pour empêcher des dommages si évidents et si nuisibles ?

« Dans la pensée de ce Gouvernement, le droit des mers ne consiste pas dans la licence. Ce droit et le principe de liberté qu'il consacre et qu'il garantit ne peuvent pas non plus être dénaturés pour justifier des actes injustes en eux-mêmes, qui tendent inévitablement à des résultats contraires aux intérêts et au bien de l'humanité (1) ».

Telles étaient les questions pendantes, suivant les vues du Gouvernement des Etats-Unis. Mais, malgré la façon claire dont elles étaient présentées et la déclaration explicite de M. Blaine que le droit des Etats-Unis de protéger les phoques ne dépend pas de la nature de leur souveraineté sur les eaux de la mer de Behring, lord Salisbury, dans sa note du 22 mai 1890 (2), revient de nouveau sur ce sujet, en citant la protestation de M. Adams contre l'ukase de 1821 et s'appuyant sur cette protestation pour établir le droit des sujets britanniques de pêcher et de chasser dans toute la mer de Behring, au delà de la limite de trois milles, droit qui, en supposant qu'il existât, ne fournirait pas une justification suffisante (3), comme M. Blaine l'avait déjà affirmé.

Il est donc manifeste que les Etats-Unis, au début de cette contestation, n'invoquaient aucun droit de souveraineté sur la mer de Behring, mais recherchaient l'adhésion de la Grande-Bretagne à un arrangement international pour la protection des phoques, et c'est seulement après l'insuccès de cette tentative, amené par l'opposition du gouvernement canadien (4), que celui des Etats-Unis entreprit de combattre l'assertion de Lord Salisbury prétendant que les traités de 1824 et 1825 avec la Russie l'empêchaient de protéger les phoques dans la mer de Behring au-delà de la zone de trois milles. C'est de cette façon que les quatre premières questions mentionnées dans le traité d'arbitrage furent soulevées. On ne veut pas dire qu'elles n'occupaient pas une place importante dans la correspondance diplomatique, mais seulement faire remarquer que, bien avant qu'elles fussent soulevées, les autres points en litige — et les principaux — soumis à ce Tribunal avaient fait l'objet d'une discussion approfondie entre les deux Gouvernements.

Traductions inexactes de certains documents russes.

Quelque temps après la remise par le Gouvernement des Etats-Unis de son mémoire à l'Agent de Sa Majesté britannique, ce Gouvernement ap-

(1) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, p. 200.

(2) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, p. 207.

(3) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, p. 202.

(4) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, pp. 215, 216, 218.

prit qu'il avait été trompé par un fonctionnaire déloyal, et que cet abus de confiance portait sur certaines traductions faites par lui de documents russes sur lesquels les Etats-Unis s'étaient appuyés et qui sont contenus dans le premier volume de l'Appendice de leur Mémoire, traductions qui, en réalité, avaient été falsifiées pour la plus grande partie. Avis en fut immédiatement donné à l'Agent de Sa Majesté britannique, auquel les traductions inexactes furent indiquées, aussitôt que possible, avec précision et auxquels furent remises des traductions revues de ces documents, que les Etats-Unis retiennent maintenant comme une partie de leur Mémoire (1). Des copies de traductions revues et des notes envoyées par l'Agent des Etats-Unis à celui de Sa Majesté britannique relativement à cette question ont déjà été fournies à chacun des Arbitres.

Quelques preuves sur lesquelles le Gouvernement des Etats-Unis s'était appuyé, pour prouver que, bien des années avant la cession de l'Alaska, la Russie avait interdit l'abatage des phoques dans les eaux fréquentées par eux dans la mer de Behring, se trouvent ainsi inexactes, et il devient nécessaire pour les Etats-Unis de modifier dans une certaine mesure leur attitude touchant quelques-unes des questions soumises à ce Tribunal. En ce faisant, ils introduiront en même temps telles critiques ou telles preuves en réplique au Mémoire britannique qui pourront leur sembler nécessaires.

La situation dans la mer de Behring et sur la côte Nord-Ouest jusqu'aux traités de 1824 et 1825.

La Russie paraît avoir pour la première fois affirmé ses droits sur le territoire entourant la mer de Behring, et sur la côte nord-ouest de l'Amérique longeant l'Océan Pacifique, dans l'ukase de 1799. C'était nettement l'intention du gouvernement russe, comme elle est manifestée à la fois par cet ukase et par son action ultérieure jusqu'à la cession de l'Alaska aux Etats-Unis, d'appliquer un régime colonial rigoureux aux régions ci-dessus. Les archives montrent que, jusqu'en 1867, année de la cession de l'Alaska, la Russie a persisté dans cette politique, bien que la surveillance qu'elle exerçait sur ces contrées éloignées ne fût pas toujours assez vigilante pour empêcher toute violation des règlements interdisant de commercer avec les indigènes.

L'ukase de 1799 était dirigée contre les étrangers. A cet égard on donne un extrait d'une lettre de la Compagnie de l'Amérique russe au Ministre des finances de Russie, en date du 12 juin 1824, ainsi conçu (2) : « Le droit exclusif accordé à la Compagnie en 1799 imposait l'interdiction de commercer dans ces régions, non seulement aux étrangers, mais encore aux sujets russes ne dépendant pas de la Compagnie. Cette prohibition fut renouvelée et plus clairement définie dans les nouveaux privilèges accordés en 1821 et dans les règlements relatifs aux limites de la navigation. » Cette interprétation de l'ukase de 1799 est appuyée par l'histoire subséquente de ces régions.

Dans le chapitre I du Mémoire britannique, on s'efforce cependant de montrer que, par l'ukase de 1799, la Russie ne réservait à la Compagnie de l'Amérique russe aucun droit exclusif vis-à-vis des étrangers et que,

(1) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, pp. 151-174.

(2) Un fac-simile de ce document fut remis au Gouvernement britannique le 12 novembre 1892.

pendant bien des années avant 1821, les eaux auxquelles se rapportait l'ukase avaient été librement fréquentées, dans n'importe quel but, par les navires de toutes les nations. On cherche à établir ce fait en considérant les eaux de la mer de Behring et celles voisines de la côte nord-ouest de l'Amérique comme une seule nappe (1), et on cite de nombreux exemples dans lesquels des portions de cette nappe, c'est-à-dire le rivage et les eaux de la côte américaine, à l'est et au sud de Kadiak, étaient fréquentées par les étrangers pour commercer avec les indigènes.

Les territoires et les eaux que le Mémoire britannique confond ainsi, les Etats-Unis les ont toujours soigneusement distingués, et ils contestent au Gouvernement de Sa Majesté ce point « qu'aucune réclamation n'a été formulée par la Russie pouvant rendre une distinction entre la mer de Behring et l'Océan Pacifique de la plus légère importance ». (Mémoire britannique, p. 60.) Les Etats-Unis ont consacré une partie de leur Mémoire, sous le titre « Prétentions sur la côte nord-ouest » (pp 28 à 37), à montrer que la portion du continent américain baignée par l'Océan Pacifique septentrional était constamment visitée par des navires de toutes les nations et que des conflits graves s'y élevèrent quant au droit d'y commercer. En réalité, parmi tous les voyages de navires étrangers, pour les découvertes ou le commerce, énumérés pages 14 à 20 et 29 à 31 du Mémoire britannique, deux ou trois seulement ont trait aux rivages et aux eaux de la mer de Behring. Le fait est que, tandis que le titre de la Russie à tout ce qui s'étend au sud et à l'est de la péninsule d'Alaska était, au commencement de ce siècle, sérieusement contesté, son titre aux côtes septentrionales de cette péninsule et aux îles Aléoutiennes, basé sur une découverte et une occupation antérieures, était admis par tous et ses droits y étaient respectés par toutes les nations. Ce point a déjà été mis en lumière.

L'affirmation du Gouvernement britannique (Mémoire britannique, pages 33, 35, 64) que les Etats-Unis contestaient le titre de la Russie à toute partie du continent nord-américain est suffisamment réfutée par une remarque de M. Middleton, dans laquelle il montre qu'il nie simplement les prétentions de celle-ci à toute partie de la côte est et sud de la sonde du Prince Guillaume ou des environs. Il dit, en parlant des premières découvertes russes : « C'est de ces découvertes que la Russie tire ses droits sur cette longue chaîne d'îles qui se trouve entre les continents occidental et oriental, et même sur une portion très considérable du continent de l'Amérique, — droits qui n'ont jamais été contestés (2). »

L'ukase de 1821, qui était une nouvelle déclaration du régime colonial déjà mentionné, interdisait aux navires étrangers d'approcher à moins de cent milles des côtes de la mer de Behring et d'une vaste portion de la côte nord-ouest de l'Amérique longeant l'Océan Pacifique. Le but qu'on poursuivait ainsi est exposé pages 40 à 43 du Mémoire des Etats-Unis.

Une méprise profonde existe dans le Mémoire britannique quant à la nature de la surveillance que les Etats-Unis prétendent avoir été exercée ou projetée d'être exercée par la Russie dans ces limites. Le Gouvernement des Etats-Unis a déjà montré, p. 52 et pp. 303 à 312 de son Mémoi-

(1) Mémoire britannique, p. 43.

(2) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, pp. 12, 13, notamment les extraits de la *Quarterly Review* et de la *North American Review*.

(3) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, p. 13, et *American State Papers, Foreign Relations*, Vol. V, p. 450.

re, qu'il n'attribue pas à la Russie l'intention de considérer la zone de cent milles comme un territoire lui appartenant, avec le droit d'en exclure les navires d'autres nations en quelque cas que ce soit. Les Etats-Unis ne veulent pas non plus contester l'interprétation donnée par le Gouvernement britannique, pages 38 à 40 de son Mémoire, en tant qu'elle est destinée à montrer que le but principal de l'ukase de 1821 était de protéger les intérêts russes sur les côtes des colonies et que sa clause maritime avait uniquement pour but de rendre efficace cette protection.

La distinction entre le droit de juridiction territoriale exclusive sur la mer de Behring, d'une part, et, d'autre part, le droit d'une nation de défendre, pour le bien de ses citoyens, ses intérêts sur la terre par l'adoption de toutes les mesures nécessaires, même présentant un caractère quelque peu inusité, sur terre ou sur mer, est assez évidente pour ne pas exiger d'autres développements. C'est ce dernier droit, et non le premier, que les Etats-Unis prétendent avoir été exercé d'abord par la Russie, ensuite par eux-mêmes.

L'ukase de 1821 provoqua de vives protestations, dont la nature est indiquée pages 44 et 45 du Mémoire des Etats-Unis. On démontre ensuite, pages 47 et 48, que, dans les traités résultant de ces protestations, on a eu l'intention d'établir une distinction précise entre l'Océan Pacifique et la mer de Behring et que, en renonçant formellement à l'application de l'ukase quant à l'Océan pacifique, et non quant à la mer de Behring, on a reconnu nécessairement et implicitement son application permanente à cette dernière étendue d'eau. La preuve principale, abstraction faite de celle contenue dans les traités eux-mêmes, sur laquelle les Etats-Unis s'appuient pour baser cette conclusion, est le septième paragraphe du rapport de la conférence de la commission impériale russe nommée en 1824, cité page 49 de leur Mémoire (1).

Pages 57 et 73 du Mémoire britannique, un incident résultant d'un voyage du brick américain *Pearl* est cité pour prouver que, l'année qui a suivi la promulgation de l'ukase, la Russie reconnut que la juridiction maritime qui y est revendiquée était sans justification à l'égard de certaines des eaux auxquelles il se rapportait. Les circonstances de l'affaire ne sont pas cependant susceptibles de pareille interprétation, ainsi qu'il résulte de ce qui suit :

1° La *Pearl* reçut tout à coup en 1822 l'ordre de quitter le port de la Nouvelle-Arkhangel, où elle était demeurée presque un mois (2).

2° Le lendemain elle fut abordée par le croiseur russe *Apollo*, mais il n'y a rien qui prouve que cet abordage eut lieu dans des eaux extraterritoriales ; bien au contraire, la juste conclusion des mots employés dans la protestation « reçut l'ordre de quitter la côte immédiatement » et de la simple mention accidentelle de l'événement est qu'il eut lieu près du rivage (3).

3° Les propriétaires n'invoquèrent pas seulement leur ignorance complète de l'ukase (et en cela ils étaient appuyés par le fait que le navire avait mis à la voile avant que les Etats-Unis en eussent reçu notification),

(1) La traduction revue de ce rapport se trouve dans l'Appendice du Contre-Mémoire, p. 157, et doit être consultée.

(2) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 176.

(3) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 176.

mais ils déclarèrent nettement qu'ils auraient obéi à ses prescriptions s'ils les avaient connues (1).

4° Le gouvernement russe prétendit jusqu'au dernier moment que la *Pearl* avait transgressé la loi russe et que l'indemnité était payée uniquement dans l'intention « de cimenter les relations amicales auxquelles la convention du 5/11 avril vient de donner une nouvelle force (2) ».

(A suivre.)

(1) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 177.

(2) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 180.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

SUISSE

Rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral
sur la gestion de 1895.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Suite) (1).

Deuxième division. — Commerce.

I. TRAITÉS DE COMMERCE ET RELATIONS DOUANIÈRES AVEC L'ÉTRANGER

L'événement capital de l'année 1895, c'est l'entente commerciale provisoire avec la France qui eut lieu à Berne, le 25 juin, sous forme d'un échange de notes. Notre message du 29 juillet (2) donne des renseignements détaillés sur cette entente (*F. féd.*, 1895, III, 694). Nous en rappelons ici l'essentiel pour ne point laisser de lacune dans ce compte-rendu de notre gestion.

1. La France réduit, par voie autonome, son tarif minimum du 11 janvier 1892, de la façon convenue à Berne, et applique aux produits suisses ce tarif réduit au lieu et place du tarif général en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1893.

2. La Suisse, de son côté, rapporte le tarif différentiel établi pour les produits français depuis le 1^{er} janvier 1893 également (*Rec. off.*, XIII, 238) et traite ces derniers comme ceux des autres pays, c'est-à-dire leur applique le tarif d'usage.

3. Par un article additionnel à la convention du 23 février 1882, sur les rapports de voisinage, les droits sur les bois sciés sont réciproquement réduits de moitié pour une quantité de 15,000 tonnes par année.

4. Quant au trafic avec le pays de Gex, c'est le règlement spécial convenu en 1892, mais qui n'entra pas alors en vigueur, qui est désormais applicable.

Le projet de loi du Gouvernement français concernant la réduction du tarif minimum fut adopté par la Chambre, le 8 juillet, par 513 voix contre 11, et par le Sénat, le 11 du même mois, par 253 voix contre 2. Ce tarif réduit porte la date du 16 août. Un décret du même jour le rendait applicable aux marchandises suisses. L'arrêté fédéral autorisant le Conseil fédéral à appliquer aux produits français le tarif d'usage (*Rec. off.*, nouv.

(1) V. *Archives*, 1896, I, p. 307.

(2) V. *Archives*, 1895, III, p. 155.

série, XV. 204) fut adopté par le Conseil national, le 15 août par 109 voix contre 18, et par le Conseil des Etats, le 18 du même mois, par 26 voix contre 10.

Le même jour, en vertu de cette autorisation, va le tarif français en question, le Conseil fédéral décida (*Rec. off.*, nouv. série, XV. 206) de traiter les produits français selon le tarif d'usage, à partir du 15 août 1895. A même date, la France commença à traiter les produits suisses selon le tarif minimum réduit.

L'article additionnel réduisant de moitié les droits sur les bois fut appliqué dès le 29 août. Dans les négociations à ce sujet, l'on reconnut que cette réduction de moitié des droits sur les bois devait s'étendre aux postes suivants du tarif :

Tarif français.

Tarif N ^o		Droits par tonne. Fr.
128	Bois communs sciés :	
	De 80 ^{mm} d'épaisseur et au-dessus.	5 »
	D'une épaisseur supérieure à 35 ^{mm} et inférieure à 80 ^{mm}	6 25
	De 35 ^{mm} d'épaisseur et au-dessous.	8 75

Tarif suisse.

Bois de construction et bois d'œuvre communs, sciés de long (bois sciés, sauf le parage :

138	De chêne, excepté les merrains.	2 »
139	Planches et lattes de bois d'essences feuillues et de bois d'essences	
140	résineuses.	3 50
141	Poutres, traverses, etc., autres que de chêne.	4 50

Pour empêcher que la quantité maximum de 15,000 tonnes par année fût dépassée, on convint de distribuer aux intéressés des bons de 5 quintaux chacun. Les intéressés suisses furent invités par la *Famille officielle* suisse du commerce à indiquer le nombre de bons dont ils avaient besoin pour le reste de l'année. Comme c'eût à prévoir, les demandes excédèrent de beaucoup le nombre disponible. Les bons furent d'abord distribués à titre provisoire, en tenant compte en première ligne des demandes les plus modestes. Au milieu de novembre, une seconde distribution eut lieu, à titre définitif cette fois. Les bons non utilisés provenant de la première répartition et dont les détenteurs n'avaient pas encore arrêté l'emploi, durent être restitués en faveur des exportateurs qui avaient encore de grandes provisions. Cette organisation s'est montrée efficace.

En ce qui concerne notamment les produits originaires de la zone franche de la Haute-Savoie et du pays de Gex, notre décision autonome du 23 février 1895 rétablit pour eux le traitement dont ils jouissaient avant la guerre douanière. Vous avez approuvé cette décision, le 6 avril, après avoir pris connaissance de notre message du 19 mars (*F. féd.*, 1895, II. 150); elle resta en vigueur jusqu'au 19 août, c'est-à-dire jusqu'au jour où l'entente commerciale commença de déployer ses effets. A cette date, le tarif différentiel cessa d'être appliqué à la zone, en tant qu'il n'avait pas déjà été rapporté par la décision en question. Sauf les faveurs particulières que contient la convention spéciale de 1881 sur les relations entre le canton de Genève et la zone franche de la Haute-Savoie, convention valable jusqu'à la fin de 1912, notre tarif d'usage fut aussitôt remis en vigueur pour ce pays. La franchise accordée au miel importé en petites quantités, à titre d'approvision-

nement du marché, franchise jointe par notre arrêté du 23 février aux faveurs de la convention spéciale susmentionnée, pour mettre à cet égard, la zone de la Haute-Savoie sur le même pied que le pays de Gex, fut rapportée lorsque l'arrêté du 23 février fut remplacé par celui du 19 août; nous la rétablîmes toutefois provisoirement, afin de laisser à la zone après l'entente tous les avantages dont elle jouissait avant.

Entre autres simplifications et facilités qui furent une suite indirecte de l'entente avec la France, nous citerons l'apposition d'une marque de contrôle spéciale sur les matières d'or et d'argent provenant de Suisse ou des autres Etats contractants lors de leur importation en France (poignon Charençon). Si les marchandises munies de cette marque sont réexportées de France, les taxes prélevées lors de leur importation pour le contrôle du titre, sont restituées.

En Suisse, le service spécial des deux offices de contrôle pour les matières d'or et d'argent, à la Chaux-de-Fonds et à Genève, où pendant la guerre douanière toutes les montres et les boîtes importées en Suisse avaient subi les formalités de douane, fut de nouveau supprimé le 1^{er} janvier 1896.

Il va sans dire qu'après l'entente, la formalité des certificats d'origine pour les marchandises originaires des Etats contractants fut supprimée aussi comme n'ayant plus de raison d'être.

Nos relations avec les autres Etats ne sont pas notablement modifiées. Le 20 septembre 1895, nous avons conclu une convention avec l'empire allemand, relativement à la commune badoise de Büsingen, située sur le Rhin et enclavée dans le territoire suisse; cette convention, pour des raisons de bon voisinage, avait pour but d'accorder des facilités douanières à ce petit territoire qui dépend, pour la vente de ses produits, presque complètement du marché de Schaffhouse. Elle se proposait en outre de régler la situation juridique de cette commune en ce qui concerne l'arrestation et le transport de personnes poursuivies pénalement. Après avoir pris connaissance de notre message du 15 novembre (*F. M.*, 1895, IV, 497), vous avez ratifié cette convention dans la session de décembre. Le 1^{er} janvier eut lieu l'échange des ratifications et, conformément à l'article 3, cette convention entra immédiatement en vigueur.

Les tableaux suivants donnent un aperçu de nos traités de commerce et de nos relations commerciales avec les différents Etats.

Traités de commerce suisses en vigueur au 1^{er} mars 1895.

Allemagne, traité de commerce. — Date de la conclusion : 10 déc. 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} fév. 1892. — Durée : 31 déc. 1903. — Publication : R. o., n. s. XII. 482.

Convention relative à la commune badoise de Büsingen. — Date de la conclusion : 21 sept. 1895. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} janv. 1896. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XV. 354.

Autriche-Hongrie. — Date de la conclusion : 10 déc. 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} fév. 1892. — Durée : 31 déc. 1903. — Publication : R. o., n. s. XII. 504.

Belgique. — Date de la conclusion : 3 juillet 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 29 déc. 1889. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 317.

Bulgarie (1).

Congo (Etat du). — Date de la conclusion : 16 nov. 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 14 avril 1890. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. XI. 395.

Danemark. — Date de la conclusion : 10 fév. 1875. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juillet 1875. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. I. 612.

Equateur. — Date de la conclusion : 22 juin 1888. — Date de l'entrée en vigueur : 21 octobre 1889. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. XI. 195.

Espagne. — Date de la conclusion : 13 juillet 1892. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} janv. 1894. — Durée : 31 déc. 1897. — Publication : R. o., n. s. XIV. I.

Etats-Unis d'Amérique. — Date de la conclusion : 25 nov. 1830. — Date de l'entrée en vigueur : 8 nov. 1855. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V. 189.

France, règlement provisoire des relations commerciales (échange de notes). — Date de la conclusion : 25 juin 1895. — Date de l'entrée en vigueur : 19 août 1895. — Durée : Sans durée déterminée. — Publication : F. féd., 1895, III. 691 ; R. o., n. s. XV. 204.

Règlement relatif au pays de Gex (échange de notes). — Date de la conclusion : 23 juillet 1892, 25 juin 1895. — Date de l'entrée en vigueur : 19 août 1895. — Durée : Sans durée déterminée. — Publication : R. o., n. s. XV. 208.

Rapports de voisinage. — Date de la conclusion : 23 fév. 1882. — Date de l'entrée en vigueur : 16 mai 1882. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. VI. 413.

Article additionnel. — Date de la conclusion : 25 juin 1895. — Date de l'entrée en vigueur : 29 août 1895. — Durée : Sans durée déterminée. — Publication : XV. 214.

Régime douanier entre Genève et la zone franche. — Date de la conclusion : 14 juin 1881. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} janv. 1883. — Durée : 30 ans. — Publication : R. o., n. s. VI. 254.

Grande-Bretagne. — Date de la conclusion : 6 sept. 1855. — Date de l'entrée en vigueur : 6 mars 1856. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V. 255.

Grèce. — Date de la conclusion : 10 juin 1887. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juin 1887. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 327.

Iles Hawaï (Sandwich). — Date de la conclusion : 20 juillet 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 26 fév. 1869. — Durée : 1 an après la dénonciation. — R. o., a. s. IX. 464.

Italie. — Date de la conclusion : 19 avril 1892. — Date de l'entrée en vigueur : 19 juin 1892. — Durée : 1^{er} janv. 1898 (2). — Publication : R. o., n. s. XII. 787.

Japon. — Date de la conclusion : 6 fév. 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 6 fév. 1864. — Durée : Depuis longtemps soumis à une révision. — Publication : R. o., a. s. VIII. 618.

Convention additionnelle. — Date de la conclusion : 26 avril 1867. — Date de l'entrée en vigueur : 26 avril 1867. — Durée : Depuis longtemps soumise à une révision. — Publication : R. o., a. s. IX. 55.

Liechtenstein (traité avec l'Autriche-Hongrie). — Date de la conclusion : 10 déc. 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} fév. 1892. — Durée : 31 déc. 1903. — Publication : R. o., a. s. XII. 535.

(1) Il résulte d'un échange de notes intervenu entre le représentant de la France à Sofia et le Gouvernement bulgare, le 31 janvier 1895, que le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée (taxation à 10 1/2 0/0 de la valeur) est assuré à la France et à la Suisse.

(2) Si le traité n'est pas dénoncé pour cette époque, il demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1903.

Norvège. — Date de la conclusion : 22 mars 1894. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} août 1894. — Durée : 31 déc. 1903. — Publication : R. o., a. s. XIV. 290.

Pays Bas. — Date de la conclusion : 19 août 1875. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} octobre 1878. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. III. 495.

Perse. — Date de la conclusion : 23 juillet 1873. — Date de l'entrée en vigueur : 27 octobre 1874. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. I. 161.

Roumanie. — Date de la conclusion : 3 mars 1893. — Date de l'entrée en vigueur : 13 mai 1893. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : 1 an après la dénonciation.

Russie. — Date de la conclusion : 26 déc. 1872. — Date de l'entrée en vigueur : 30 octobre 1873. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. XI. 379.

Salvador. — Date de la conclusion : 30 octobre 1883. — Date de l'entrée en vigueur : 7 fév. 1885. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. VII. 676.

Serbie. — Date de la conclusion : 10 juin 1880. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juin 1880. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. V. 158.

Transvaal (République sud-africaine). — Date de la conclusion : 6 nov. 1885. — Date de l'entrée en vigueur : 18 nov. 1887. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. X. 248.

Turquie. — Le traité du 29 avril 1861, avec tarif conventionnel, a expiré le 13 mars 1890. Il a été provisoirement remplacé par une déclaration de la Porte, en date du 22 mars 1890, d'après laquelle le commerce suisse en Turquie jouit du traitement de la nation la plus favorisée, moyennant réciprocité en Suisse pour le commerce ottoman.

Voir suite du tableau page 26.

II. — CONTESTATIONS SURVENUES DANS LES RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES

Une contestation assez grave surgit à propos de la mise en séquestre par ordre de la justice du crêpe de santé suisse qui se trouvait dans les magasins de la maison Hohl et Syz à Barcelone. En Espagne, en effet, pour favoriser la création de fabriques, on accorde non seulement des brevets d'invention, mais encore ce qu'on appelle des patentes de fabrication qui confèrent au porteur le droit exclusif, pour toute l'Espagne, de fabriquer, pendant cinq ans, n'importe quel article, même ceux qui ne sont pas nouveaux. Une maison qui avait acquis une patente de ce genre pour le crêpe de santé, crut à tort que désormais cet article ne pouvait être importé en Espagne sans son consentement ; elle requit en conséquence la mise en séquestre sus-mentionnée. Si les tribunaux avaient confirmé cette manière de voir, ils eussent encouragé les industriels de l'Espagne à prendre des patentes de fabrication pour d'autres tissus encore, pour les broderies, les machines, les montres, les couleurs, etc., et la plus grande partie de notre exportation en Espagne eût été paralysée par une interprétation de la loi sur les patentes en contradiction avec tous les principes des relations commerciales internationales et avec les conditions naturelles de tout traité de commerce. Nous fûmes donc obligés de protester par voie diplomatique contre la mesure en question. Le gouvernement espagnol reconnut notre réclamation fondée en principe, en déclarant que l'article crêpe de santé pouvait, après comme avant, être importé par tous les bureaux de douane du royaume et que la vente en était libre dans tout le

Commerce de la Suisse sous le régime des traités
(à l'exclusion des métaux précieux monnayés à l'état brut.)

IMPORTATION					EXPORTATION				
1890	1891	1892	1893	1894	1890	1891	1892	1893	1894
Millions de francs					Millions de francs				
289	286	222	233	239	178	160	157	164	154
207	204	—	—	—	122	124	—	—	—
127	134	135	142	140	50	47	45	43	38
102	86	68	76	80	39	36	37	40	39
4	4	7	9	11	10	12	11	9	12
729	714	432	400	470	399	379	250	256	243
					<i>Traités avec tarifs :</i>				
					<i>Traités stipulant le traitement de la nation la plus favorisée :</i>				
					<i>Grande-Bretagne et colonies.</i>				
env. 57	52	52	53	51	env. 132	130	133	134	131
29	31	41	38	35	83	72	76	80	72
34	47	49	55	56	Russie	14	14	13	18
32	24	20	21	23	Belgique	12	11	20	10
env. 9	10	9	10	9	Pays-Bas et colonies	10	11	9	8
10	7	11	9	6	Etats des Balkans	16	16	15	15
env. 6	6	5	5	5	Autres Etats	13	12	12	11
env. 177	117	187	191	185	env. 280	268	271	276	273
					<i>Etats sans traités :</i>				
—	—	171	103	95	France	—	—	101	73
env. 20	23	62	55	50	Autres Etats	18	20	25	36
env. 20	23	233	158	145	env. 18	20	129	109	101
<i>RÉCAPITULATION</i>					<i>RÉCAPITULATIF</i>				
729	714	432	400	470	399	379	250	256	243
177	177	187	191	185	280	268	271	276	273
906	891	619	651	655	679	647	521	532	516
20	23	233	158	145	18	20	129	109	101
920	914	852	809	800	697	667	650	641	617

Commerce de la Suisse avec les différentes parties du monde
(à l'exclusion des métaux monnayés et à l'état brut.)

IMPORTATION					EXPORTATION				
1890	1891	1892	1893	1894	1890	1891	1892	1893	1894
Millions de francs					Millions de francs				
867	850	731	697	695	Europe	557	542	515	500
15	14	15	12	12	Afrique	4	5	5	5
7	8	39	35	31	Asie	28	29	28	28
35	40	62	59	58	Amérique	106	88	97	104
2	2	5	5	4	Australie	2	3	2	2
—	—	—	—	—	Indéterminé	—	—	3	2
926	914	852	808	800	TOTAL	697	667	650	641
					TOTAL	697	667	650	641

territoire de l'Espagne. Toutefois, en ce qui concerne le cas Hohl et Syz, il prétendit n'avoir pas, comme pouvoir exécutif, le droit d'aller à l'encontre des tribunaux, à qui, ajoutait-il, la maison Hohl et Syz elle-même s'était adressée; elle devait donc attendre leur décision et s'y soumettre,

Depuis, la cour d'appel de Barcelone a levé le séquestre et son arrêt a été confirmé par la cour de cassation. La question qui reste à résoudre, savoir s'il y a eu dans l'espèce appropriation de patente, sera tranchée, sans doute, conformément à la déclaration de principe du gouvernement, dans un sens négatif.

III. — EXPOSITIONS INTERNATIONALES.

En 1893, la Suisse n'a été officiellement représentée à aucune exposition internationale. Quelques maisons suisses prirent part à l'exposition internationale organisée à Bordeaux par la société philomathique.

Au mois de septembre, nous avons été invités par l'ambassadeur de France à Berne à prendre officiellement part à l'Exposition universelle qui, suivant le décret du président de la République, du 13 juillet 1892, doit avoir lieu à Paris en 1900. Nous avons présenté nos remerciements pour cette invitation et informé l'ambassadeur qu'après l'enquête habituelle nous lui ferions connaître notre décision à ce sujet.

Troisième division. — Emigration.

A. Section administrative.

I. — GÉNÉRALITÉS

1. Comme d'habitude, nous commençons par présenter ci-après un tableau indiquant le nombre des ressortissants suisses et des étrangers domiciliés dans notre pays qu'ont expédiés, aux contrées d'outre-mer, en 1893, les agences suisses d'émigration. Cet exposé statistique donne, en outre, à sa rubrique 3, le montant des sommes remises en dépôt aux agents pour être, suivant les prescriptions de l'article 14 de la loi sur l'émigration, versées à ces émigrants au lieu de leur destination.

Cantons	Nombre des émigrants.	Montant des sommes versées aux agents contre lettres de change. Fr.
Zurich.	357	61.626 40
Berne	1.037	128.537 85
Lucerne	64	6.644 70
Uri	29	12.102 »
Schwyz	76	13.434 »
Unterwald-le-Haut	30	3.940 »
Unterwald-le-Bas	6	750 »
Glaris	111	8.020 50
Zoug	21	1.180 »
Fribourg	53	1.370 »
Soleure	90	13.129 80
Bâle-ville	297	24.038 95
Bâle-campagne	118	6.711 »
Schaffhouse	108	3.222 50
Appenzell-Rh. ext.	61	5.674 55
Appenzell-Rh. int.	—	—
St-Gall	216	29.227 35
Grisons	108	8.638 50
Argovie	220	41.147 80
Thurgovie	91	20.697 40
Tessin	301	780 »
Vaud	139	13.287 »
Valais	256	8.700 »
Neuchâtel	146	8.001 »
Genève	153	425 60
Totaux,	4.268	425.283 60

Comparée à l'émigration de l'année précédente qui, comme on sait, était extrêmement faible, celle de 1895 a augmenté de 10,8 0/0. Le chiffre qui l'exprime, supérieur de 417 à celui de 1894, est inférieur de 2,535 au chiffre moyen des dix dernières années, durant lesquelles 68,033 personnes ont émigré de Suisse dans les contrées d'outre-mer. Les cantons qui ont le plus contribué à cette augmentation sont ceux de Zurich, Berne, Glaris, Soleure, Bâle-campagne, Schaffhouse, Argovie, Valais, Neuchâtel et Genève. Comme précédemment, on a constaté dans ce dernier exercice qu'une part assez considérable de l'émigration se compose de personnes qui, après un séjour plus ou moins long dans leur patrie, retournent dans les pays d'outre-mer.

Parmi les émigrants de l'année 1895 qui représentent 1,4 0/00 de la population totale de la Suisse, d'après le recensement du 1^{er} décembre 1888 (contre 1,3 0/00 en 1894), 2,557 sont originaires des cantons qu'ils quittaient, 550 sont citoyens suisses d'autres cantons et 1,161 des étrangers domiciliés en Suisse. En outre, les agences suisses ont expédié aux contrées d'outre-mer 4,110 personnes qui, lors de la conclusion de leur contrat d'émigration, n'avaient pas leur domicile en Suisse.

Au point de vue de la profession, la plupart des émigrants en 1895 étaient des agriculteurs.

L'embarquement des personnes parties de Suisse a eu lieu aux ports suivants : Hambourg 8, Brème 14, Rotterdam 13, Anvers 651, Londres 3, Southampton 1,398, Liverpool 6, Boulogne-s-Mer 20, le Havre 1,860, Cherbourg 2, St-Nazaire 1. La Pallice (La Rochelle) 49, Bordeaux 22, Marseille 159, Gênes 61, Naples 1.

De la somme totale de 425,283 fr. 60, pour laquelle les émigrants ont acheté des lettres de change aux agences suisses, 422,854 francs étaient payables sur le territoire des Etats-Unis ; le reste à Buenos-Aires et à Melbourne.

2. Les formulaires employés par les agences pour les contrats d'émigration ne répondant pas entièrement aux prescriptions de l'article 15, 5^e et 6^e alinéas, de la loi sur l'émigration du 22 mars 1888 (Rec. off., nouv. série, X. 594), on introduisit en 1895 un nouveau formulaire où l'assurance, en cas d'accidents, du chef de famille et celle du bagage de tous les émigrants sont réglées comme suit :

a. Moyennant le paiement d'une prime de 3 francs, le chef de famille ou son représentant est assuré contre les accidents pendant la durée du voyage jusqu'à l'arrivée au lieu de destination fixé dans le contrat. Cette assurance porte sur une somme maximum de 500 fr. En cas de décès ou d'invalidité de premier degré, l'assuré a droit à la somme entière de 500 fr. ; l'invalidité de deuxième degré donne droit à 250 fr. ; celle du troisième degré à 100 francs. Dans aucun cas, il n'est alloué d'indemnité journalière. L'assurance ne s'étend pas aux accidents résultant d'une grave négligence ou de la propre faute de l'émigrant, pas plus qu'aux accidents dont la cause remonte à des événements de guerre ou à une émeute.

Par invalidité de premier degré, il faut entendre les suites de très graves accidents telles que l'incapacité totale et permanente de travail causée par la perte des deux mains ou des deux pieds, ou d'une main et d'un pied, la cécité complète, la paralysie générale ou toute autre infirmité ou lésion de même importance, ainsi que les affections mentales persistantes empêchant tout travail.

Par invalidité de deuxième degré, on comprend la perte de même que

la privation permanente de l'usage d'un pied ou d'une jambe, d'une main ou d'un bras.

La mutilation de l'un ou de l'autre de ces membres, en tant qu'elle n'équivaut pas à une perte totale, de même que la perte de l'acuité visuelle d'un œil, sont considérées comme invalidité de troisième degré.

b. Le gros bagage de l'émigrant est assuré contre toute perte totale ou toute avarie excédant le 50 0/0 de la valeur d'un colis, moyennant le paiement d'une prime du 3/4 0/0. Le montant minimum de la prime pour l'assurance du bagage complet d'un émigrant est fixé à 1 fr. La valeur de chaque colis et la désignation de sa marque d'enregistrement doivent figurer dans le contrat. En ce qui concerne les bagages, le port de débarquement est considéré comme lieu de destination fixé au contrat. Le bagage à main n'est pas compris dans l'assurance.

Tenant compte des expériences faites, nous avons profité de l'introduction des nouveaux formulaires fixée au 1^{er} mars pour prendre la décision suivante :

1. L'emploi pour les contrats d'émigration de formulaires en contradiction avec le formulaire dressé par le Conseil fédéral est considéré comme une violation de l'article 17, dernier alinéa, de la loi, et puni conformément à l'article 19 de cette dernière.

2. Aucune modification ne peut être apportée aux formulaires par les agences sans l'approbation du Département des Affaires étrangères. D'après le nouveau formulaire, les agents doivent indiquer la route à suivre par l'émigrant, même lorsqu'il s'agit d'expéditions dans l'intérieur d'un pays d'outre-mer.

3. Une agence fit faire des formulaires par lesquels l'émigrant peut déclarer qu'il renonce à l'assurance en cas d'accidents et dégager l'agence de toute responsabilité à cet égard. L'assurance étant obligatoire, nous tenons ces formulaires pour illégaux et non valables. Le conseil donné aux émigrants qui ne sont pas obligés d'assurer leur bagage, d'en fixer la valeur à 1 fr., témoigne de la même tendance.

4. Les demandes par lesquelles on priait le Département de s'enquérir du sort d'émigrants qui depuis longtemps n'avaient plus donné de leurs nouvelles à leurs parents de Suisse, ont été l'occasion d'une correspondance considérable. Dans un certain nombre de cas, il s'agissait de procurer des actes de décès, de faire parvenir à des émigrants dans la nécessité les secours que leur envoyait leur famille, etc. Comme des discussions de principe se sont rarement produites à ce sujet, nous nous bornerons à remarquer que, grâce aux légations et consulats, on a presque toujours réussi à satisfaire aux demandes, si pauvres que fussent les indications données pour aider à retrouver les personnes disparues.

5. Dans ce dernier exercice, on a également constaté que des émigrants qui avaient même point de départ et même lieu de destination, avaient eu à payer des sommes parfois assez différentes ; fait qu'il faut attribuer non seulement à la concurrence que se font les compagnies de navigation, mais principalement à cette circonstance que les agents, suivant qu'ils ont ou non à redouter la concurrence d'autres agences, fixent des prix plus ou moins élevés.

II. — AGENTS, SOUS-AGENTS ET CAUTIONNEMENTS.

A la fin de l'année 1894, nous comptons en Suisse 10 agences d'émigration patentées et une maison autorisée à vendre des billets de passage.

A la fin de 1894, le montant des cautionnements déposés à l'administration fédérale des titres par les agences atteignait 1,085,150 fr., et, à la fin de l'exercice, 1,066,400 fr.

III. — PLAINTES.

Comme l'année passée, sous ce titre, nous ne mentionnerons pas uniquement les plaintes formulées contre des agences pour contravention à la loi fédérale du 22 mars 1888 concernant les opérations des agences d'émigration, mais aussi les cas où il s'est élevé des différends quelconques entre les émigrants et les agences. Si d'une part nous reconnaissons volontiers que les plaintes pour contravention à la loi précitée ont diminué dans le dernier exercice, nous regrettons d'autre part que les réclamations de droit civil, les demandes de dommages-intérêts, sur lesquelles l'autorité administrative fédérale n'a pas à statuer, soient toujours fréquentes.

Il faut remarquer que les émigrants et leurs familles connaissent de mieux en mieux les droits que leur confère la loi sur l'émigration et que peu familiarisés avec le principe de la séparation des pouvoirs, ils informent l'autorité fédérale de tous les incidents qu'ils croient de nature à provoquer leurs plaintes, sans se demander si cette autorité a le droit et l'obligation de s'occuper d'affaires de ce genre. Cette habitude d'adresser toutes les plaintes à l'autorité chargée de surveiller les agences à l'avantage de lui donner l'occasion de se renseigner plus à fond sur la manière d'opérer des agents, dont beaucoup se contentent de conclure le contrat et de recevoir la somme convenue, sans se soucier d'autre chose, l'expédition proprement dite étant l'affaire des diverses entreprises de transport. Comme les années précédentes, nous n'avons pas, dans ce dernier exercice, renvoyé sans autre les plaignants au juge compétent, mais tâché d'amener un arrangement entre eux et les agents. Il faut avouer que dans une affaire compliquée, comme le transport d'émigrants, les gens qui n'ont pas l'habitude de voyager trouvent toujours une foule de raisons de se plaindre, sans qu'on puisse dire toutefois que personne soit en faute.

Si jusqu'ici nous avons relaté en détail les différentes plaintes et la manière dont elles furent liquidées, c'était à l'effet de renseigner les agences sur l'interprétation donnée par l'autorité fédérale aux dispositions de la loi, et de contribuer par là, autant qu'il était en nous, à prévenir les contraventions à la loi. Si l'énumération des plaintes qui nous ont été adressées de ce chef est désagréable à certaines agences, nous leur ferons observer qu'il ne tient qu'à elles que cette énumération soit plus courte. Nous nous empressons d'ajouter que les plaintes en question ne sont dirigées que contre un petit nombre d'agences.

Nous ne mentionnerons que les cas pouvant présenter quelque intérêt, soit au point de vue du fait lui-même, soit à celui de l'interprétation de la loi.

1. Une agence fut accusée d'avoir conclu un contrat d'émigration avec trois étrangers mineurs et sans papiers de légitimation, poursuivis pour faux en écriture et détournement et mis à Berne en état d'arrestation. Nous lui avons infligé une amende en nous basant principalement sur les considérants suivants :

a. D'après l'article 14, chiffre 5, de la loi fédérale du 22 mars 1888 concernant les opérations des agences d'émigration, il est interdit à ces dernières d'expédier des personnes qui ne sont pas munies de papiers cons-

talant leur origine et leur nationalité ; le chiffre 2 du même article leur interdit l'expédition de mineurs sans un consentement écrit dûment légalisé de celui qui exerce l'autorité paternelle ou tutélaire.

b. Tandis que, sous le règne de la loi fédérale concernant les opérations des agences d'émigration du 24 décembre 1880, on pouvait se demander si ses dispositions étaient aussi applicables à l'expédition par les agences d'émigration d'étrangers non établis en Suisse — par arrêté du 15 novembre 1887 le Conseil fédéral a résolu affirmativement cette question — la loi du 22 mars 1888 ne permet plus de douter que les agences d'émigration ne soient également tenues de se conformer à ses dispositions lors de l'expédition d'étrangers qui viennent en Suisse pour faire contrat. En effet, l'Assemblée fédérale, en approuvant les considérations et l'arrêté du 15 novembre 1887, a rédigé l'article 2 de la loi de telle sorte qu'on ne peut contester que les dispositions de cette loi soient applicables à toutes les expéditions faites par des agences suisses. Tandis que l'ancienne loi, à l'article 2, disait : « Quiconque veut faire sa profession d'expédier des émigrants hors de la Suisse », la nouvelle loi dit intentionnellement : « Quiconque veut faire sa profession d'expédier des émigrants » et supprime les mots « hors de la Suisse ». Ensuite il y a lieu de faire remarquer que c'est spécialement l'article 11 (à l'exception du chiffre 6 qui ne parle que de citoyens suisses) que les agences doivent observer aussi bien lorsqu'il s'agit de l'expédition d'étrangers que lors de la conclusion des contrats d'émigration avec les Suisses. En effet, les catégories de personnes qu'il est interdit aux agences d'expédier ont été établies par des considérations philanthropiques, de police et d'ordre international et il n'y a aucun motif pour lequel il pourrait être permis aux agences d'expédier des étrangers rentrant dans lesdites catégories. Il est d'ailleurs inutile de discuter avec l'agence les motifs et le bien-fondé des dispositions légales.

c. En ce qui concerne les papiers qui doivent constater l'origine et la nationalité des émigrants, l'agence incriminée fait valoir que l'autorité fédérale avait déclaré que les étrangers n'auraient à présenter qu'un papier certifiant clairement et positivement qu'ils ne sont pas des citoyens suisses. C'est exact ; en raison de la variété des papiers que l'étranger délivre à ses ressortissants pour constater leur nationalité, il a été admis que tout document certifiant la nationalité d'un étranger suffit pour permettre aux agences de l'expédier. Mais deux des jeunes gens en question ne possédaient pas même des documents pareils. Il est établi et avoué par l'agence qu'ils n'avaient sur eux que des lettres de sortie d'apprentissage. Or, des papiers de nature absolument privée ne peuvent nulle part constater clairement et positivement la nationalité même d'un étranger ; ils n'ont pas été non plus délivrés à l'effet de la constater.

1. Quant aux sommes payées, le Conseil fédéral ne put, faute de compétence, entrer en matière sur la demande tendant à ce qu'elles fussent restituées ; il fit observer toutefois que, l'article 13 de loi déclarant nuls et non avenue les contrats qui contiennent des dispositions contraires aux prescriptions de l'article 11, il ne pourrait guère y avoir d'empêchement sérieux à cette restitution.

2. Un Suisse revenu d'Amérique dans sa patrie, s'est plaint que son bagage, qu'il avait remis à la succursale d'une agence suisse à New-York pour l'expédier, ait longtemps tardé à lui parvenir, et que, lorsqu'il le reçut enfin, il ait dû payer une grosse note pour cette expédition, alors que, suivant lui, les frais d'expédition du bagage étaient compris dans les

frais de traversée. Bien que le plaignant ne fût pas un émigrant dans sens de la loi et que l'affaire fût de nature civile, nous nous sommes occupés de ce cas, sans toutefois rencontrer le meilleur accueil de la part de l'agence qui avait dressé le mémoire en question.

3. Les publications contraires à la loi sont toujours assez nombreuses.

a. Dans les prospectus de plusieurs compagnies maritimes, certains agents suisses sont donnés comme représentants de ces compagnies, si bien qu'on pourrait les croire au service de ces dernières, ce qui est interdit par l'article 3, dernier alinéa, de la loi. Il serait à désirer sans doute que les agences suisses prissent vis-à-vis des compagnies maritimes une attitude plus indépendante; mais cela ne nous paraît possible que par une action commune et plus énergique de ces agences.

Tous les agents se trouvent dans la dépendance des compagnies de navigation, en ce sens qu'il est loisible à celles-ci d'entrer en relations d'affaires avec eux et de fixer les conditions auxquelles elles procéderont à l'expédition des émigrants. Pour cette raison, et aussi parce qu'il est difficile de connaître les rapports des agences avec les compagnies, la disposition légale en question n'a pas grande valeur.

b. Une annonce invitait les agriculteurs désireux d'émigrer à se joindre à une colonie agricole; une autre promettait à tout chef de famille, comme à tout émigrant du sexe masculin âgé de 18 ans, la cession gratuite au Canada d'une propriété de 64 hectares. Ces deux annonces doivent être considérées comme une violation des prescriptions de l'article 10 de la loi et de l'article 41 du règlement d'exécution qui interdisent de faire des publications et de donner des renseignements sur des entreprises de colonisation non autorisées par le Conseil fédéral. Bien que dans les deux cas, ce ne fussent pas des agents qui eussent publié les annonces, les tribunaux cantonaux n'en étaient pas moins compétents pour punir cette infraction à la loi (article 19); à ce propos, on souleva de nouveau la question de savoir s'il y avait lieu de poursuivre l'éditeur de la feuille où l'annonce avait paru, ou celui qui l'avait fait insérer. A notre avis, l'éditeur d'une feuille doit savoir discerner les annonces qu'il peut accepter et celles qu'il doit écarter. Suivant le cas, celui qui a demandé l'insertion de l'annonce peut être poursuivi devant les tribunaux pour participation à une entreprise de colonisation.

Dans une circulaire aux gouvernements cantonaux, du 12 février 1889, nous nous sommes déjà largement étendus sur les conséquences funestes de ces publications et de ces vagues promesses dont personne ne garantit l'accomplissement (F. féd. 1889, I. 288). Dans les deux cas susmentionnés, on se borna d'ailleurs, en considération du résultat de l'enquête, à interdire la réinsertion de ces annonces.

c. Une agence fut accusée d'avoir, dans les rapports publiés par elle sur les transports par bateaux, indiqué le départ des émigrants qu'elle avait expédiés, comme s'étant effectué deux jours plus tard qu'il n'avait eu lieu réellement, pour faire croire qu'ils avaient traversé la mer en moins de temps que les émigrants expédiés par d'autres agences. L'annonce nous parut de nature à induire en erreur les personnes qui veulent émigrer. D'après l'article 24, l'autorité fédérale peut interdire la publication de telles annonces; aussi avons-nous exigé de l'agence qu'elle supprimât une indication qu'elle s'efforçait de présenter comme une erreur typographique.

En général, il serait désirable que les agences soumissent leurs publi-

cations au Département, pour qu'il en ait connaissance avant qu'elles soient répandues dans le public. L'avenir montrera encore si l'on peut se borner à des avertissements et si, en punissant les agences, on ne produirait pas plus d'effet.

4. Une agence s'était chargée d'expédier un émigrant de Berne aux Etats-Unis. Le train qu'il avait pris à Pontarlier fut arrêté par les neiges à Larivière, département du Doubs, si bien qu'il dut retourner à Pontarlier et y rester quatre jours. En outre, au lieu de pouvoir prendre un navire de l'American-Line via Havre-Southampton, il dut s'embarquer à Boulogne sur un vapeur de la ligne des Pays-Bas dont les prix étaient plus élevés. L'agence lui offrait une indemnité de 2 dollars, tandis qu'il en exigeait une de 65 francs. Elle faisait valoir que l'arrêt involontaire de l'émigrant à Pontarlier était dû à des circonstances de force majeure. L'argument n'était pas sans fondement, mais ne pouvait la décharger de l'obligation que lui imposait l'article 15, chiffre 7, de la loi, d'après lequel, en cas d'arrêt ou de retard pendant le voyage, non imputable à l'émigrant, l'agence doit pourvoir à son entretien complet, nourriture et gîte. Comme le différend portait sur le montant de l'indemnité et qu'on ne parvenait pas à s'arranger à l'amiable, le plaignant dut être renvoyé aux tribunaux.

5. Une dame de Zurich avait reçu de parents qui habitent l'Ohio une quittance attestant que le montant de 57 dollars 28, prix du voyage jusqu'à cet Etat pour elle et son enfant, avait été versé à l'agent d'une compagnie française de navigation. Tout d'abord celle-ci ne voulut pas reconnaître ce document, sous prétexte qu'en son lieu et place on eût dû faire un billet (prepaid ticket) ; son représentant n'était pas sûr non plus tout d'abord que l'office de vente eût été autorisé à accepter l'argent en question. Sur ce, la dame partit, payant elle-même son voyage, qui fut ainsi payé deux fois. Nous avons fait les démarches nécessaires pour que le montant susdit fût restitué. A la fin de l'année dernière, cette affaire n'était pas encore tranchée ; mais on a de bonnes raisons de croire que cette dame sera mise en possession de la somme versée par ses parents.

6. Toutes les années, on se plaint que les agents, pour leurs relations d'affaires avec les émigrants, emploient des personnes dont le choix n'a pas été ratifié par le Conseil fédéral, et que certains sous-agents, non contents d'entrer en relations d'affaires avec ceux qui se présentent à leurs bureaux pour conclure un contrat d'émigration, s'en aillent hors de leur domicile à la recherche d'émigrants. Règle générale, il s'agit en pareil cas de sous-agents qui s'accusent réciproquement ; ayant déjà eu l'occasion de dire ce que nous en pensions, nous ne voulons ici que mentionner ces plaintes pour donner une idée de la manière dont certains agents exercent leur profession. Le fait tient aussi en partie au genre de salaire que reçoivent les sous-agents et à leurs mutations fréquentes.

7. Dans quatre cas, on se plaignait que l'expédition se fût effectuée contrairement aux termes du contrat ou à l'intention de l'émigrant.

a. Un certain nombre d'émigrants du canton du Valais avaient conclu un contrat pour être expédiés de St-Maurice à Conway, dans l'Arkansas, via le Havre et New-York. Le prix payé à l'agence imposait à celle-ci l'obligation de les transporter de New-York au lieu de destination par ce qu'on appelle « all rail-Route », c'est-à-dire entièrement par voie ferrée. On les fit passer néanmoins par Norfolk, Knoxville, Memphis, ce qui en-

traina pour eux l'inconvénient de s'embarquer et de débarquer plusieurs fois et d'arriver un jour plus tard au but de leur voyage. Ils se plaignirent donc au département que l'expédition n'eût pas eu lieu en conformité du contrat. Comme l'expédition par mer, via Norfolk (Old Dominion Line) coûte moins cher que par « all rail-Route », l'agence, en choisissant le mode de transport le moins coûteux, était suspecte d'avoir voulu faire un gain illicite de 57 dollars 50. L'enquête établit toutefois que les passagers n'avaient pas, comme on l'avait cru tout d'abord, été expédiés à Norfolk par l'Old Dominion Line, c'est-à-dire par navire, mais qu'ils avaient fait le voyage de New-York au cap Charles (une station voisine de Norfolk), par chemin de fer et qu'ils n'avaient franchi par mer que la courte distance du cap Charles à Norfolk. Cette dernière route présente, il est vrai, les mêmes inconvénients que l'Old Dominion Line; cependant nous dûmes renoncer à puer l'agence, le prix de la ligne utilisée, suivant communication du consulat de Suisse à New-York, n'étant pas inférieur à celui payé à l'agence par les émigrants; on ne pouvait donc convaincre l'agence d'avoir voulu faire un gain illicite mais, le prix des deux lignes étant effectivement le même, on s'étonne que les émigrants n'aient pas été expédiés par la ligne via St-Louis (Mo.) qui est la plus courte et la plus souvent suivie par les autres émigrants.

b. Un émigrant déclara que, contrairement à son intention qui était de s'embarquer au Havre pour New-York sur un navire de la ligne française, l'agence l'avait expédié par Southampton sur un navire de l'American Line. Si insuffisantes que fussent les explications de l'agence incriminée, on ne put entrer en matière sur la plainte, l'expédition répondant aux termes du contrat; on n'eût pu réclamer que pour l'erreur où s'était trouvé l'émigrant.

c. Deux émigrants du canton du Tessin avaient été expédiés de New-York à San-Francisco par la route Norfolk-St-Louis-Kansas City-Topeka-Denver et Ogden, tandis que leur contrat, conclu en Suisse, leur donnait le droit de prendre la ligne plus courte, plus agréable et plus chère du chemin de fer Union Pacific et Central Pacific, qui passe par Chicago et Omaha. Au lieu de porter plainte au consulat suisse de San-Francisco, ils firent raconter dans un journal de cette ville, l'*Elvezia*, les peines qu'ils avaient endurées pendant leur voyage et la manière révoltante dont les avait traités un aubergiste de New-York. Aussi n'avons-nous pas cru devoir donner suite au vœu exprimé dans cet article, que les coupables fussent poursuivis. D'ailleurs les contrats d'émigration indiquent, comme l'exige l'article 17 de la loi, devant quelle autorité et dans quel délai les émigrants ont à formuler leurs réclamations.

8. Un ouvrier occupé dans une fonderie de la province brésilienne de Minas Geraes porta plainte au consul de Suisse, à Rio-de-Janeiro; malgré de belles promesses, il n'avait trouvé de l'ouvrage que pour peu de temps, et les frais de son expédition au Brésil avaient été déduits de son maigre salaire. Le consulat de Suisse exprima le vœu que le mandataire de cette fonderie domicilié en Suisse fût invité à ne plus engager d'ouvriers pour cet établissement, vœu auquel nous satisfîmes d'autant plus volontiers qu'en 1892 déjà on avait formulé une plainte analogue.

9. Les agences principales sont autorisées par le Conseil fédéral à employer pour le service de bureau des correspondants, des caissiers, des teneurs de livres et des garçons, lesquels n'ont pas besoin d'être sous-agents et pour lesquels il n'y a pas de droits à acquitter ni de cautionne-

ment à fournir. Or, certains sous-agents cherchent à profiter de ces facilités, bien que leur cas soit très différent, en ce sens que ce ne sont pas les sous-agents eux-mêmes qui sont responsables de leur gestion, mais l'agence principale (article 7 de la loi), et qu'ainsi les employés de sous-agents ne travailleraient pas sous la surveillance directe d'un agent responsable. L'enquête faite à la gare de Chiasso sur certains incidents relatifs à l'émigration, a révélé que les agents de cet endroit ont effectivement des employés qu'ils occupent non seulement au bureau, mais de préférence au dehors, leur imposant l'obligation d'amener chez eux le plus grand nombre possible d'émigrants. Ces employés attendent à la gare l'arrivée des trains, abordent les voyageurs, les questionnent, leur vantent les avantages de leur agence, cherchent à détourner à leur profit ceux qui sont déjà engagés avec une autre agence, en leur représentant celle-ci comme ne méritant pas la même confiance... etc. Il serait naturellement difficile et peu équitable aussi d'interdire aux sous-agents d'avoir des employés dans leur bureau, alors surtout que pour certaines fonctions ils doivent recourir à des auxiliaires. D'autre part, la façon répugnante d'opérer constatée à la gare de Chiasso et ailleurs, ne saurait être tolérée. Comme on ne peut établir de règles générales à cet égard, l'autorité, semble-t-il, devrait intervenir dans chaque cas particulier ; en ce qui concerne, notamment, les abus qui se commettent dans les gares, la police locale serait le mieux à même d'y mettre ordre.

IV. — PLAINTES CONTRE LES SOCIÉTÉS DE NAVIGATION. SINISTRES EN MER.

1. En 1894 et 1895, bien des plaintes nous sont parvenues aussi sur la manière dont les émigrants étaient nourris et traités pendant la traversée. Quelques-unes de ces plaintes ont trait aux sinistres extraordinairement nombreux de l'année 1895. Chaque fois, nous avons, par l'entremise des légations et consulats suisses, donné connaissance de ces plaintes aux compagnies de navigation, dans les ports d'embarquement et de débarquement, et tâché d'amener la suppression des abus signalés. Des rapports que nous avons reçus nous semblent ressortir les conclusions suivantes :

a. En droit, il faut remarquer que c'est, non pas avec les compagnies de navigation que les émigrants ont conclu leurs contrats, mais avec les agences ; c'est à ces dernières seules, par conséquent, qu'on peut réclamer une indemnité. Ayant de leur côté passé contrat avec les compagnies de navigation, elles ont le droit à leur tour de s'en prendre, cas échéant, à celles-ci. La loi fédérale n'impose à ces compagnies aucune sorte d'obligations ; néanmoins l'autorité fédérale n'a jamais manqué d'intervenir pour que les émigrants suisses fussent bien traités, et la plupart des compagnies se sont efforcées en général de faire droit à ses instances.

b. Les faits qui ont donné lieu aux plaintes sont bien difficiles à établir, après que les passagers ont débarqué. Les enquêtes faites alors ne prouvent généralement rien ni dans un sens ni dans l'autre.

c. Les livres où sont inscrites la quantité et la qualité des vivres pris à bord, et les règlements qui formulent les devoirs du personnel, ne sont pas une preuve non plus qu'au point de vue dont il s'agit tout se soit passé régulièrement sur un navire. Les règlements peuvent être tournés, sans que les compagnies l'apprennent en temps utile, et la distribution des vivres peut laisser à désirer, alors même que les dispositions à cet égard ont été bien prises.

d. Aussi longtemps donc qu'il ne s'élève que des plaintes isolées contre une compagnie de navigation, il n'y a pas lieu d'intervenir énergiquement contre elle. Mais si les plaintes se multiplient, le Conseil fédéral peut faire usage des compétences que lui accorde l'article 24 de la loi et interdire aux agences d'expédier des émigrants par les navires de cette compagnie. Les enquêtes auxquelles on procède, ont au moins pour résultat, croyons-nous, d'engager les compagnies à donner de sévères instructions à leur personnel de bord. L'avenir seul pourra nous instruire de l'effet plus ou moins durable de ces remontrances.

2. En revenant de New-York à Rotterdam, le vapeur « Edam », de la ligne néerlandaise-américaine, fit naufrage. A bord, se trouvaient deux Suisses, qui furent sauvés comme les autres passagers d'ailleurs et l'équipage. L'un d'eux nous pria d'intervenir auprès de la compagnie pour qu'elle l'indemnîsât de la perte de ses effets valant de cinq à six cents francs. D'une communication du consulat, à Rotterdam, comme point de vue adopté en pareil cas par les autres compagnies de navigation, il résultait que, contrairement à ce qu'on croit souvent, la responsabilité de ces compagnies ne se règle nullement, par analogie, sur celle des autres entreprises de transport. Les compagnies de navigation à vapeur, nous répondit-on, ne contractent jamais vis-à-vis des passagers l'engagement de payer, en cas d'avaries ou de perte du navire, des dommages-intérêts pour les marchandises, les bagages ou les vies humaines. C'est aux expéditeurs et aux passagers à en prendre soin eux-mêmes, en les faisant assurer ; s'ils négligent cette précaution, c'est à eux de supporter les pertes et dommages qui leur arrivent. Intenter un procès à la compagnie eût occasionné des frais considérables, sans d'ailleurs conduire au but désiré.

3. Le 27 mai, vers 7 heures du soir, le vapeur « Dom Pedro » de la compagnie des Chargeurs Réunis, parti du Havre le 20 du même mois, ayant touché un récif caché sous l'eau, sombra sur la côte sud-ouest de l'Espagne, près du cap Corrubedo. Il y avait à bord 80 passagers et 50 hommes d'équipage. Parmi les premiers se trouvaient 6 Suisses : Hans A. Lehmann, d'Oberdiessbach (Berne) ; Frédéric Wyss, de Balm (Soleure) ; Otto Kaufmann, de Winterthour ; Fritz Schneider, de Bienne ; Antoine et Louise Kung, du canton d'Argovie. Il y eut 18 passagers et 20 hommes d'équipage de sauvés, parmi les premiers MM. Wyss et Lehmann. Tandis que les autres passagers sauvés du naufrage continuaient leur route vers Buenos-Aires sur un autre vapeur, de Vigo, MM. Wyss et Lehmann retournèrent en Suisse et demandèrent à l'autorité fédérale d'obliger la compagnie des Chargeurs Réunis à les indemniser des pertes qu'ils avaient subies. Dans la suite, les parents de F. Schneider et O. Kaufmann, qui périrent dans le naufrage, se joignirent à eux pour formuler une même demande. Wyss et Kaufmann étaient les seuls qui eussent conclu en Suisse leur contrat de voyage ; Lehmann venait de Californie ; les deux Kung étaient domiciliés en France. La compagnie des Chargeurs Réunis prétendit tout d'abord qu'elle n'était tenue à aucune indemnité, n'ayant d'autre obligation que de remplir ses engagements, c'est-à-dire d'expédier à Buenos-Aires ceux qui avaient survécu. Plus tard, elle se déclara prête à restituer le prix de la traversée, puisque celle-ci n'avait pas eu lieu. Le tribunal de commerce maritime du Havre ayant déclaré le capitaine du Dom Pedro pleinement innocent de la perte de ce vapeur, et les compagnies d'assurance qui avaient assuré les marchandises expédiées par le Dom Pedro, renonçant à intenter un procès aux Chargeurs Réunis, les

passagers suisses ou leurs successeurs légaux ne purent plus songer à le faire. Ils n'avaient d'autre ressource que de tâcher de s'entendre à l'amiable, d'autant plus que, de l'avis d'un juriste français versé dans le droit maritime, la difficulté d'établir certains faits ne permettait guère d'espérer gain de cause. Grâce à nos efforts et à ceux de la légation de Suisse à Paris, la compagnie des Chargeurs Réunis alloua aux plaignants favorables à un arrangement à l'amiable, une indemnité bien supérieure aux premières offres, et dont MM. Wyss et Kaufmann père, ainsi que Mme veuve Schneider, se déclarèrent pleinement satisfaits. En outre, les passagers qui avaient conclu en Suisse leurs contrats de voyage, bénéficièrent de la disposition de l'article 15 de la loi qui a trait à l'assurance des bagages ; M. Wyss reçut de ce chef 500 fr. et M. Kaufmann père 100 francs. M. Lehmann aurait voulu que l'autorité fédérale, appliquant l'article 24 de la loi, interdit aux agences suisses d'expédier à l'avenir des émigrants par les navires des Chargeurs Réunis, estimant que le Dom Pedro avait sombré par la faute du capitaine et que le matériel de sauvetage se trouvait dans un état qui ne permettait pas de l'utiliser. Il faut remarquer toutefois que ce n'était pas à nous de décider si le capitaine du Dom Pedro s'était rendu ou non coupable d'une grave négligence, et qu'en refusant d'accepter les offres de la compagnie, nous aurions rendu un bien mauvais service aux réclamants qui s'en étaient déclarés satisfaits. Nous ignorons si les passagers de nationalité différente obtinrent une indemnité quelconque.

V. — DESTINATION DES ÉMIGRANTS

A. Amérique du Nord. — I. Etats-Unis d'Amérique. — 1. Des 4,268 personnes qui ont émigré de Suisse en 1895, 3,697 ou 86,6 0/0 se sont rendues aux Etats-Unis contre 3,285 ou 85,3 0/0 l'année précédente. Cette augmentation de l'émigration aux Etats-Unis constatée aussi dans d'autres pays — à New-York seulement 229,370 passagers d'entre-pont ont débarqué en 1895 contre 188,223 en 1894 — répond aux rapports sur la situation générale de ces Etats ; la crise qui depuis l'automne 1893 y régnait, notamment dans le commerce et l'industrie, ainsi que dans l'exploitation minière, existe encore, sans doute, mais une amélioration graduelle se manifeste, entre autres par l'augmentation assez considérable de l'importation en général et spécialement de l'importation suisse ; l'amélioration toutefois n'est pas aussi grande que le prétendent ceux qui ont intérêt à une forte émigration. Le nombre des gens sans travail, surtout dans les grandes villes, est toujours très élevé, et l'on ne cesse de réclamer des corps législatifs des mesures qui limitent l'immigration. Il faut remarquer aussi que notre émigration se recrute, pour la plus grande part, dans la population agricole et que de tous les gens de métier, ce sont les agriculteurs qui, dans les Etats de l'Ouest, trouvent le plus facilement de l'occupation, surtout au printemps et en été. Au point de vue aussi des lois sévères édictées sur l'émigration, les agriculteurs se heurtent à de moindres difficultés que les artisans, les ouvriers de fabrique et tous ceux qui cherchent du travail dans les mines et la construction de chemins de fer. En outre, comme on l'a déjà fait remarquer précédemment, beaucoup ont aux Etats-Unis des parents, des amis et des connaissances, à l'instigation desquels ils sont venus dans un pays étranger sans doute, mais dans un district souvent où ils retrouvent même la langue maternelle. Aussi les

Etats-Unis sont-ils la destination préférée de notre émigration suisse, et il est à prévoir qu'ils le resteront longtemps encore.

Dans nos rapports de gestion pour 1885 et 1893, nous nous sommes longuement étendus sur la législation des Etats-Unis en ce qui concerne l'émigration et sur la manière rigoureuse, frisant parfois l'arbitraire, d'en faire l'application. Nous avons parlé aussi des mesures que nous avons prises pour prévenir autant que possible le refoulement des émigrants suisses ; grâce à elles comme à l'intervention du consul de Suisse à New-York, aucun émigrant suisse, pendant longtemps, ne fut empêché de débarquer aux Etats-Unis. En 1895 toutefois, il s'est produit de nouveaux cas que nous allons relater en quelques mots :

a. Sur la demande du commissariat pour l'émigration à New-York, une émigrante du canton de Berne fut réexpédiée en Europe, l'examen médical ayant révélé qu'elle souffrait d'une maladie de cœur qui la rendait incapable de gagner sa vie en Amérique. Vu l'article 11, chiffre 4, de notre loi, nous primes des renseignements sur l'état de cette personne avant son départ ; il n'en résulta nullement que l'agent qui l'avait expédiée fût en faute.

b. Un émigrant suisse fut refoulé à New-York pour avoir répondu aux questions insidieuses de l'autorité d'émigration de telle sorte que celle-ci était en droit de le considérer comme un ouvrier déjà engagé par contrat. Le consul de Suisse étant intervenu, on reconnut que cet émigrant se rendait chez un parent qui, sans l'engager du tout, l'avait renseigné sur les chances qu'il avait de trouver du travail. Sur ce, l'arrêté de renvoi fut rapporté. L'agence qui l'avait expédié, a, il est vrai, son domicile à Paris, mais comme elle est en contact incessant avec des émigrants suisses, nous primes occasion de l'incident pour lui recommander instamment de rendre les émigrants suisses qui ont affaire avec elle, attentifs aux dispositions de la loi américaine sur l'émigration, et aux étranges questions que l'on adresse aux émigrants.

c. Deux jeunes gens qui avaient débarqué sans encombre, puis mangé en peu de temps leur argent, se rendirent auprès de l'autorité d'émigration dans un état lamentable, prétendant, pour être expédiés, qu'ils avaient été réexpulsés par leur commune d'origine. Mais le commissariat ne les crut point et leur réexpédition n'eut pas lieu. En revanche, un émigrant et sa prétendue fiancée furent renvoyés par le navire qui les avait amenés à New-York, le médecin en chef de l'autorité d'émigration et le tribunal compétent s'opposant à leur mariage en raison de leur grande différence d'âge et de cette circonstance que la fiancée n'était pas légalement séparée de son mari.

d. Au mois de décembre, cinq messieurs de Bâle furent réexpédiés, comme appartenant, suivant l'autorité d'émigration, à la catégorie des ouvriers déjà engagés par contrat. Ils avaient à monter divers objets achetés à Bâle par une dame américaine et destinés à décorer sa demeure à New-York ; ils avaient des billets de retour et, comme ils n'étaient pas émigrants ni n'avaient passé de contrat avec quelque habitant des Etats-Unis, ils n'auraient pas dû, à notre avis, être réexpédiés. Autant que nous sachions, la disposition y relative de la loi n'a jamais été appliquée aux passagers de 2^e classe, comme l'étaient les cinq personnes en question. Nous avons donc chargé la légation de Suisse à Washington de protester énergiquement contre un renvoi que nous considérons comme une viola-

tion de la convention d'amitié et d'établissement conclue entre la Suisse et les Etats-Unis, et de réclamer des dommages-intérêts.

2. 7 personnes émigrèrent au Canada, contre 21 l'année passée, et 4 au Mexique, contre 2 en 1894.

B. Amérique centrale et Amérique du Sud. — 1. 3 personnes émigrèrent dans l'Amérique centrale, savoir : 1 à Haïti et 2 à la Martinique.

312 émigrants suisses se sont rendus dans l'Amérique du Sud, contre 496 en 1894, savoir 108 au Brésil, 19 dans l'Uruguay, 354 dans la République argentine et 31 au Chili. Seule l'émigration au Brésil et au Chili accuse une augmentation notable, mais purement fortuite, car depuis la cessation de l'énorme propagande faite il y a quelques années pour pousser à l'émigration dans certains états de l'Amérique du Sud, le nombre de ceux qui émigrent de Suisse dans ces pays-là est demeuré à peu près le même. Il faut remarquer notamment que si l'émigration au Brésil a augmenté (de 60 personnes), cette augmentation n'est pas due au système des passages libres introduit il y a quelques années par le gouvernement brésilien. Les mesures prises par le Conseil fédéral comme par les gouvernements de plusieurs autres états européens contre ce système (voir F. féd. 1889, I. 416), se sont montrées d'une part pleinement justifiées, et d'autre part extrêmement efficaces.

Même dans la République argentine, on a commencé à comprendre que ce système n'est propre qu'à amoindrir la qualité de l'émigration et on a pris des mesures pour empêcher de pénétrer sur le territoire argentin les personnes qui, ayant émigré au Brésil, séduites par les avantages que leur offrait cet Etat — paiement de la traversée — en furent refoulées comme ne présentant pas les qualités requises pour coloniser. La gratuité du voyage de Buenos-Aires dans l'intérieur du pays n'est accordée non plus qu'aux personnes qui descendent à l'hôtel des émigrants établi par l'Etat dans cette ville. On prétend que le nombre des émigrants diminue et que le caractère de l'émigration va se rapprochant toujours plus de celui de l'émigration aux Etats-Unis.

Au commencement de 1895, un Brésilien en séjour à Berne nous informa qu'il avait affirmé les biens dits nationaux situés dans l'Etat brésilien de Piahy et que son intention était de les peupler peu à peu de colons européens. Nous nous sommes bornés à le rendre attentif aux prescriptions légales qui règlent en Suisse la représentation d'une entreprise de colonisation, et à lui déclarer que pour pouvoir prendre une décision dans le sens de l'article 10 de la loi fédérale du 22 mars 1888 et l'autoriser à représenter en Suisse l'entreprise dont il s'agit, nous devons obtenir des renseignements plus complets sur différents points encore inéclaircis.

En attendant ces renseignements, nous avons cru bon de prendre ailleurs des informations, d'autant plus que l'exposé fait par le colonisateur ne pouvait prétendre à une objectivité absolue. L'issue d'un certain nombre d'entreprises semblables dans l'Amérique du Sud est un avertissement de n'examiner qu'avec la plus grande circonspection les projets de cette nature. Nous reçûmes plus tard des renseignements qui, sur des points essentiels, étaient effectivement en désaccord avec ceux donnés par le fermier, si bien que, s'il nous avait demandé l'autorisation de représenter en Suisse cette entreprise, nous n'aurions pas pu la lui donner. Nous apprenons qu'il a depuis longtemps quitté notre pays et renoncé pour le moment à y faire de la propagande.

C. Autres destinations. — En outre, 13 personnes ont émigré en Australie, 29 en Afrique (dont 13 pour la ville du Cap) et 3 en Asie.

B. Commissariat.

I. — ACCOMPAGNEMENT DE TRAINS D'ÉMIGRANTS.

Durant l'année 1895, notre commissaire a entrepris trois voyages, soit pour accompagner des émigrants, soit afin de se mettre personnellement en relation avec les consuls suisses et les autorités maritimes des différents ports de l'Europe où nos concitoyens s'embarquent.

Le premier de ces voyages eut comme itinéraire Anvers, Rotterdam, Brème, Hambourg. Il s'agissait d'accompagner des émigrants partant de Bâle pour la Belgique d'où ils devaient se rendre à New-York sur un steamer de la « Red Star Line ». Ainsi que d'habitude, notre mandataire profita de cet embarquement pour visiter en détail les hôtels où logent les émigrants. Il se mit en rapport avec le commissaire du gouvernement belge pour l'émigration, et se rendit ensuite à Rotterdam afin de procéder à une inspection analogue, puis à Brème, à Brèmerhaven et à Hambourg. Sa mission, dans ces divers ports, était spécialement d'examiner l'entrepont des vapeurs de la « Niederlandisch-amerikanische Dampfschiffahrts-Gesellschaft », du « Norddeutscher Lloyd », de la « Hamburg-Amerikanische Packetfahrt-Gesellschaft » et de la « Hamburg-Sudamerikanische Dampfschiffahrts-Gesellschaft ». Au point de vue de l'émigration, la première de ces compagnies fait principalement le service de New-York, la seconde, indistinctement, celui des deux continents américains. Quant aux deux dernières, dont le siège est à Hambourg, l'une transporte les émigrants aux Etats-Unis et l'autre dans l'Amérique du sud. Au retour, en passant par Francfort sur le Mein, notre commissaire s'arrêta dans cette ville pour y nouer des relations avec le bureau de renseignements qu'y a fondé la société coloniale allemande.

Le second voyage eut pour destination Marseille et Gênes où l'embarquement de nos émigrants qui se dirigent vers les pays de La Plata a généralement lieu sur les vapeurs des « Transports maritimes » ainsi que sur ceux de diverses compagnies italiennes. Le but du commissaire lors de cette tournée était, comme du reste aussi dans la précédente, de se mettre bien au courant du service de l'émigration aux ports mêmes, ainsi que de la surveillance exercée par l'autorité.

Un troisième voyage, qui se présentait sous des auspices particulièrement favorables, a été effectué au Havre et à Bordeaux. Grâce à une coïncidence heureuse des départs, il a été possible d'accompagner à la fois, à peu d'heures d'intervalle, deux convois d'émigrants à destination de l'Amérique du Nord et un pour la République Argentine. Les émigrants d'un de ces convois s'embarquaient directement au Havre par transatlantique français, les autres devaient être dirigés de ce port sur Southampton pour profiter d'un paquebot de l'« American Line ». Parmi ces émigrants il s'en trouvait un certain nombre qu'un vapeur des « Chargeurs Réunis » allait transporter, le lendemain, dans la République Argentine en faisant escale à Pauillac, près Bordeaux. Notre mandataire eut l'occasion d'assister à l'embarquement de deux de ces convois, celui de l'« American Line » n'ayant pu, par la force des choses, être accompagné que jusqu'à Paris. Il poursuivit ensuite sa route sur Bordeaux afin d'examiner, au passage à Pauillac, après un trajet sur mer, l'entrepont du vapeur des « Chargeurs

Réunis » qu'il avait déjà vu au Havre lors du départ. Puis, il visita un paquebot des « Messageries maritimes », compagnie qui transporte spécialement les émigrants dans l'Amérique du Sud, et put ensuite, grâce à la complaisance du commissaire français, s'initier à fond au service de l'émigration dans les ports de la Gironde.

Il n'est pas possible d'entrer ici dans des détails sur ces voyages au sujet desquels des rapports circonstanciés nous ont été fournis. Nous constatons que le commissariat en a retiré bien des enseignements utiles et nous remercions messieurs les consuls suisses aux ports visités de l'obligeance dont ils ont fait preuve.

II. — PRÉAVIS DU COMMISSARIAT SUR LES ENTREPRISES DE COLONISATION.

Si personne ne nous a positivement demandé l'autorisation de faire en Suisse de la propagande en faveur de telle ou telle colonie, le commissariat n'en a pas moins eu, au cours du dernier exercice, à s'occuper de requêtes qui rentrent incontestablement dans le domaine de la colonisation. Nous ne mentionnerons que les principales :

Deux Suisses établis dans la Colombie nous ont manifesté le désir d'acquiescer du gouvernement de cette république sud-américaine, dans un but de colonisation, une certaine étendue de terrain. Ils se sont, en même temps, informés des conditions sous lesquelles il leur serait permis de faire chez nous de la propagande pour leur entreprise. Après examen d'un rapport détaillé fourni par le commissariat sur la situation générale en Colombie et les ressources que ce pays serait susceptible d'offrir aux émigrants agriculteurs, nous avons cherché à dissuader ces deux compatriotes en leur donnant clairement à entendre qu'ils auraient peu de chances de succès s'ils formulaient une demande catégorique d'autorisation. Les auteurs du projet n'ont pas insisté.

Un négociant suisse résidant au Paraguay a fait une demande analogue. Possesseur d'un territoire assez vaste situé dans une contrée éloignée de tout parcours, il songeait à morceler sa propriété pour l'offrir à des émigrants suisses désirant se vouer à l'élevage des bestiaux. Les renseignements qu'il nous transmettait sur son projet n'étaient pas suffisants, et nous l'engageâmes à les compléter. Dans l'intervalle, le commissariat ouvrit une enquête qui, ainsi qu'il était à prévoir, donna des résultats défavorables à cette entreprise de colonisation. L'auteur de la demande n'ayant pas fourni les renseignements complémentaires réclamés, nous fûmes ainsi dispensés de lui donner une réponse définitive.

Une dame, propriétaire de grands domaines ruraux en bonne partie incultes situés dans l'un des départements du centre de la Russie d'Europe, nous a rendus attentifs aux avantages matériels que ces terres pourraient offrir aux émigrants suisses. Sans demander positivement qu'il lui fût permis de faire dans ce sens de la réclame, elle nous pria de lui adresser à l'occasion des paysans désireux d'améliorer leur sort en s'expatriant. La Russie ne pouvant en aucune manière être considérée comme un but d'émigration, et les prétendus avantages offerts par ladite personne dans la vente de son terrain n'étant absolument pas de nature à provoquer des demandes, nous n'avons pas donné suite à cette proposition.

III. — CONSEILS ET RENSEIGNEMENTS AUX ÉMIGRANTS.

C'est avec satisfaction que nous constatons le développement d'une

aussi importante branche de l'activité du commissariat. Cette utile institution devient de jour en jour plus populaire sans la ressource de la réclame bruyante, par le simple moyen d'une propagande discrète qui ne saurait en aucune manière inciter à l'émigration. L'exercice de 1894 accusait, en effet, pour les relations avec les émigrants, une augmentation de 25 0/0 sur l'année 1893. Pour le dernier exercice, cet accroissement de la correspondance est de 47,7 0/0. Dans ce calcul ne sont pas compris les renseignements donnés aux assez nombreux émigrants qui préfèrent s'adresser en personne au commissariat. La distribution de ces renseignements a aussi considérablement augmenté. On voit par là que ce bureau est de plus en plus mis à contribution par les personnes auxquelles il est appelé à rendre des services. Ce fait est réjouissant, car il montre que le nombre de ceux qui s'expatrient à la légère diminue graduellement. Dans ce moment-ci où presque tous les pays d'outre-mer, vers lesquels se dirige l'émigrant, souffrent d'une crise plus ou moins aiguë, il est très important que ceux qui n'ont aucun appui au-delà de l'Océan recourent aux conseils du commissariat.

L'aperçu statistique suivant, qui a trait au service des renseignements, pourra présenter quelque intérêt. Dressons en premier lieu, par rang d'importance numérique au point de vue des demandes parvenues, la liste des cantons d'où sont provenues ces demandes. En basant notre calcul sur le chiffre de population des cantons, nous avons en tête Appenzell-Rh. ext. Puis viennent : Bâle-ville, Genève, Neuchâtel, Schaffhouse, St-Gall, Valais, Glaris, Zurich, Zoug, Berne, Crisous, Vaud, Argovie, Schwyz, Tessin, Bâle-campagne, Soleure, Thurgovie, Lucerne et Fribourg. Si nous ne tenions pas compte du chiffre de population, Berne se trouverait au premier rang. Fribourg, par contre, conserverait celui qu'il occupe déjà.

Comme toujours, ce sont les agriculteurs, propriétaires et domestiques, qui ont le plus fréquemment recours aux services du commissariat. Les relations avec cette catégorie d'émigrants embrassent le 23,7 0/0 du chiffre total de la correspondance avec les particuliers. Puis viennent dans la proportion du 16,5 0/0 les jeunes commerçants, les employés et fonctionnaires. Nous avons ensuite les artisans, patrons et ouvriers (14,7 0/0), les médecins, instituteurs, ingénieurs, techniciens (6,6 0/0), les servantes, cuisinières et le personnel d'hôtel (3,4 0/0). Les lettres dans lesquelles l'indication du métier de l'émigrant ne figurait pas représentent le 9 0/0 de la correspondance, les recherches d'émigrants aux pays d'outre-mer, les rapatriements et affaires analogues le 18,4 0/0, tandis que les lettres n'ayant trait que d'une manière indirecte à la distribution des renseignements figurent dans la proportion du 7,7 0/0.

Le 35,7 0/0 de la correspondance du service des renseignements se rapporte aux divers états de l'Union nord-américaine. Malgré les effets persistants de la dernière crise, ce sont, comme on le voit, toujours les Etats-Unis d'Amérique qui exercent le plus d'attraction sur nos émigrants. Le Canada et l'Amérique centrale représentent le 4,1 0/0 ; l'Amérique du sud, avec la République Argentine en tête, accuse une proportion du 12 0/0 ; l'Afrique donne un chiffre égal se répartissant entre l'Algérie, la Tunisie, le Transvaal, la Colonie du Cap et diverses places de commerce disséminées sur les côtes de ce continent. Les demandes concernant l'Asie, l'Australie et l'Europe se calculent par 5,9 0/0. Un certain nombre de lettres formant le 11,9 0/0 de la correspondance avec les particuliers traitent de l'émigration en général sans désignation d'un pays quelconque, et le

reste, soit le 18,44 0/0, est représenté par les recherches ainsi que par les rapatriements mentionnés à l'exposé des professions.

Dans un de nos précédents rapports de gestion, nous exprimions le désir de voir les autorités cantonales et communales ainsi que messieurs les ecclésiastiques servir toujours davantage d'intermédiaires entre certains émigrants inexpérimentés et le commissariat. Nous avons aujourd'hui le plaisir de constater que, dans le courant du dernier exercice, les relations de ce genre se sont accrues dans la proportion de 63 0/0.

Nos représentants diplomatiques et nos consulats aux pays d'outre-mer ont continué à seconder efficacement le commissariat par l'envoi de rapports spéciaux ou par leur bienveillante intervention lorsqu'il s'est agi de recherches. Nous les en remercions en souhaitant qu'ils témoignent toujours plus d'intérêt à cette institution philanthropique.

IV. — DIVERS

Pour répondre au désir de notre ministre à Washington, et afin d'être utiles à nos confédérés tessinois ainsi qu'à certains émigrants des Grisons, nous avons fait traduire en langue italienne le « Guide de l'émigrant suisse aux Etats-Unis d'Amérique ». Ce petit ouvrage, qui est actuellement sous presse, pourra sans doute être mis à la disposition des intéressés avant l'époque où, chaque année, l'émigration vers ces contrées accuse une notable recrudescence.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Un nouveau traité de commerce et de navigation et une convention consulaire entre l'Allemagne et le Japon ont été signés le 4 avril par M. le baron de Marschall, secrétaire d'Etat à l'office des affaires étrangères de l'empire, et M. le comte Aoki, ministre du Japon à Berlin.

FRANCE

Débats sur la politique extérieure

(Séance du Sénat du 31 mars).

M. Bardoux. — Messieurs, nous avons pensé qu'avant la séparation du Parlement, et en présence des événements sérieux qui s'accomplissent, il était indispensable d'interroger le Gouvernement sur sa politique extérieure.

Un fait récent, du reste, la démission de notre honorable collègue, M. Berthelot, comme ministre des affaires étrangères, donnait quelque à propos à notre détermination.

Nous avons toujours été de ceux qui regrettaient que les membres du Sénat ne vinssent pas plus souvent à la tribune discuter la direction donnée par le Gouvernement aux rapports de la France avec l'étranger.

Nous pensons que, dans cette Assemblée, on aurait trouvé autant de compétence et de convenance que d'autorité.

Vous le savez, messieurs, dans tous les pays libres, dans tous les pays où l'opinion est souveraine, c'est une habitude que de venir interroger le Gouvernement sur ses actes de politique extérieure. C'est à ce sentiment, très répandu parmi vous, que nous avons obéi en demandant à adresser quelques questions au ministre des affaires étrangères.

Messieurs, au milieu de circonstances graves, il nous a toujours semblé que le silence avait plus d'inconvénients que la discussion, et nous sommes dans ces circonstances-là. Les faits parlent trop éloquemment pour que mon langage cesse d'être mesuré et réfléchi ; mais je ne peux pourtant pas dissimuler les problèmes graves qui s'imposent à l'attention des représentants du pays ; avant que la solution que ces problèmes peuvent recevoir vous soit connue, avant que le Gouvernement se soit expliqué, il me paraît nécessaire de retracer la comparaison entre la situation de nos affaires telle qu'elle existait il y a cinq mois, et celle qui se manifeste à la fin de mars 1896. *(Très bien ! très bien !)*

Je suis convaincu qu'après cet examen le Sénat comprendra mieux l'importance des questions que je veux poser à M. le président du conseil.

Et d'abord, d'accord avec la politique russe, nous avions, à propos du règlement des affaires arméniennes, modéré des compétitions rivales et fait prévaloir ce principe du droit européen qu'avait si bien formulé à la fin du dix-huitième siècle le plus grand orateur de l'ancienne Angleterre, lord Chatham, quand il disait : « Je ne discute pas avec quiconque ne prend pas

pour base, dans une conversation diplomatique, l'intégrité de l'empire ottoman ».

En Asie, nous avions obtenu de la Chine l'extension jusqu'à la rive gauche du Mekong des frontières de notre grand empire Indo-Chinois ; nous avions obtenu l'autorisation de faire pénétrer jusqu'au cœur des provinces inéridonnées de la Chine notre chemin de fer de Langson ; nous ouvrons un débouché naturel et exclusif à toutes nos possessions annamites ; notre influence était prépondérante, notre intervention entre la Chine vaincue et le Japon triomphant, intervention réalisée d'accord avec l'Allemagne et la Russie, nous avait amené d'importants avantages et assuré presque une neutralité en Europe. A Madagascar, le traité qui avait été confié au général Duchesne et qui l'avait fait signer par la reine des Hovas, établissait efficacement un protectorat avec toutes ses conséquences. Ce traité permettait d'assurer les moyens de reviser librement tous les traités consentis avec les puissances étrangères et le protectorat, suivant une expression à retenir, réalisait le maximum des droits avec le minimum des devoirs.

Quant à l'Égypte, on avait lieu d'espérer que les promesses solennelles qui s'étaient succédées depuis 1882, et qui avaient été faites successivement par M. Gladstone, par lord Granville, par lord Salisbury, par lord Iddesley, par lord Rosebery, par lord Kimberley, tous les premiers ministres, tous les ministres des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, il y avait lieu d'espérer, dis-je, que ces promesses d'évacuation pourraient enfin se réaliser, et qu'un accord aurait pu amiablement être fixé, grâce aux sympathies et à l'autorité de la France. On ne trouvait, en effet, à ce moment-là aucune complication, aucune, je le répète, sur quelque point du globe que l'on jetât les yeux.

Messieurs, qu'est-il advenu depuis cinq mois ? Il semblait, au début, que la fortune eût souri à notre politique extérieure. Rappelez-vous, en effet, les incidents imprévus qui se déroulaient ! Ai-je besoin de rappeler l'incident du Venezuela, qui faisait surtout entre les États-Unis et la Grande-Bretagne une complication, et qui nous amenait la déclaration si importante du président Cleveland sur l'application de la doctrine de Monroë.

Ai-je besoin de vous rappeler l'agression du docteur Jameson, la conduite du président Kruger, et cette célèbre dépêche de l'empereur d'Allemagne.

Ai-je besoin, enfin, messieurs, de vous dire les conséquences que tous les diplomates entrevoyaient dans les événements militaires qui s'accomplissaient dans l'Érythrée ?

Jamais, messieurs, depuis de longues années, il ne s'était trouvé un terrain plus favorable où pouvait se déployer une politique extérieure heureuse et facile. (*Très bien ! très bien !*)

Qu'est-il advenu messieurs, je le répète, depuis cinq mois ? La situation est toute différente, et il semble que les obstacles, qu'on avait écartés, qu'on avait apaisés, se soient redressés devant nous.

Au point de vue de l'équilibre européen, qui est la grande politique de la France depuis Richelieu et Mazarin, il se trouve que, au lieu d'un groupement de trois contre deux, nous voyons naître un groupement de quatre contre deux. Notre patriotisme en est autant ému qu'attristé.

En Chine, dans le Siam, des faits nouveaux nous font redouter de voir échapper le fruit de nos longues entreprises.

En ce qui touche Madagascar, l'article 8 de la loi constitutionnelle du 24 juillet 1875 a été méconnu. Cet article dit formellement que nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi. (*Très bien !*)

Des difficultés relatives à l'exécution des traités passés avec les puissances étrangères s'élèvent ; et l'annexion nous a plus lié les mains que le protectorat.

En Egypte, nos légitimes revendications paraissent éloignées ou ne pas recevoir actuellement de satisfaction. L'armée anglo-égyptienne est en marche sur Dongola et vous savez, messieurs, que les fonds de la réserve de la dette égyptienne sont réclamés pour servir à payer les frais de l'expédition.

Sur tous ces points, il y a des renseignements à puiser dans les grands journaux étrangers, mais il y a surtout à lire les importants débats de la Chambre des communes en Angleterre. Jamais, messieurs, ils n'ont eu un pareil retentissement ; on peut dire qu'ils ont soulevé tous les voiles.

Vous me permettrez de citer quelques fragments de ces discours et d'abord quelques lignes empruntées à l'homme éminent dont le talent grandit avec sa destinée ; je veux parler de M. Chamberlain.

Voici ce qu'il disait :

« Nous resterons aussi prêts à évacuer l'Egypte (*Rires ironiques sur les bancs de l'opposition*), et aussi disposés à examiner toute proposition tendant à une évacuation éventuelle. Sans doute quelques administrations précédentes ont été trop promptes à ce sujet ; c'était une faute : le gouvernement actuel ne veut pas la renouveler. Le gouvernement entend maintenir l'occupation de l'Egypte jusqu'à ce qu'il estime que les troupes anglaises puissent se retirer sans mettre en péril l'œuvre accomplie. »

Et continuant — car je ne fais que des extraits — M. Chamberlain disait :

« En ce moment, le but est d'empêcher Kassala d'être pris et de marcher jusqu'à Akasheh, mais dans le cas d'une attaque, il serait peut-être nécessaire de pousser jusqu'à Dongola. L'expédition sera limitée par le degré de résistance des ennemis et la sécurité des communications. Le chemin de fer suivra les troupes, et la construction de la voie ferrée indiquera notre intention de garder tous les territoires occupés. »

Puis le leader ministériel, M. Balfour, venant appuyer la politique dont M. Chamberlain était l'organe, ajoute :

« Ce que l'Angleterre fait en ce moment n'a aucun rapport avec la question de l'occupation de l'Egypte. L'Angleterre cherche à détruire la puissance des Mahdistes ; notre marche en avant ne sera pas suivie d'une retraite ; ce que nous aurons gagné pour l'Egypte sera gagné à jamais. »

Enfin, messieurs, en ce qui touche spécialement la dette égyptienne, M. Curzon, dans la séance du 20 mars, s'exprime ainsi :

« Il y a, dit-il, deux fonds égyptiens : le plus important est tiré de la conversion de la dette et, pour son affectation à des dépenses, le consentement unanime des puissances est nécessaire ; l'autre se chiffre par 62 millions et demi seulement et peut être employé sur la demande de la majorité des commissaires de la dette. C'est celui-là que nous désirons consacrer à l'expédition projetée. »

Et vous savez, messieurs, qu'en effet quelque temps après intervenait la dépêche du Caire dont voici le texte :

« Passant outre à l'opposition de la France et de la Russie, dont les commissaires se sont retirés après avoir protesté, la commission de la dette a voté 500,000 livres sur les fonds de réserve pour l'expédition de Dongola. 200,000 livres seront avancées immédiatement. »

Venant à Madagascar, l'honorable M. Curzon, à la date du 24 mars, fait aussi une déclaration qui s'impose à votre attention ; cette déclaration est ainsi conçue :

« 11 février. — Lord Salisbury a reçu une note de la France marquant que, par suite des difficultés survenues dans l'exercice de son protectorat, le gouvernement français avait été contraint d'intervenir arbitrairement à Madagascar, et avait été amené à occuper l'île et à en prendre possession. » Il est entendu qu'une note semblable avait été adressée aux autres puissances.

M. le président du conseil. — Monsieur Bardoux, voulez-vous me permettre

un seul mot ? Je ne comprends pas le mot arbitrairement, il doit y avoir : militairement.

M. Bardoux. — En effet, monsieur le président du conseil, j'ai mal lu, je vous prie de m'excuser ; c'est militairement qu'il faut lire.

« Lord Dufferin a été chargé de demander ce qu'on entendait par cette phrase. Aucune réponse n'a encore été reçue, mais on peut admettre d'après un récent discours du ministre des affaires étrangères, qu'une modification concernant les traités avec les autres puissances sera bientôt faite par le gouvernement français. Jusqu'à ce qu'elle ait été reçue et examinée, il serait prémature de faire aucune déclaration à ce sujet. »

Messieurs, j'ai voulu vous faire connaître ces documents. J'ai prévenu M. le ministre des affaires étrangères des questions que je voulais lui poser : je les lui ai fait connaître, et je demande la permission de les lire au Sénat.

« En ce qui concerne l'Extrême-Orient, nous demandons au Gouvernement de renseigner le Sénat sur notre situation actuelle en Chine.

« Est-il exact qu'un nouvel emprunt chinois ait été contracté à Londres par l'intermédiaire des banques anglo-allemandes ?

« Est-il exact que sir Robert Hart, l'ancien directeur des douanes chinoises, ait été désigné comme directeur de l'office général des postes et télégraphes qui vient d'être créé en Chine ?

« Est-il exact que l'accès du fleuve Si-Kiang, qui ouvre une voie de pénétration vers le Yun-Nan parallèle à celle du Fleuve Rouge, le long de notre frontière du Tonkin, et dépassant le territoire de la voie fluviale de Langson à Thon-Kin, ait été ouvert à la navigation européenne ?

« En ce qui concerne Madagascar, le traité signé par le général Duchesne n'ayant pas été ratifié par le Gouvernement, et une nouvelle convention ayant été signée, pourquoi cette convention, qui emporte l'occupation de territoire, n'a-t-elle pas été soumise aux Chambres suivant l'article 3 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 ? *(Très bien ! très bien !)*

« Pourquoi le Gouvernement a-t-il renoncé au territoire que nous assurait la formule employée dans les actes diplomatiques antérieurs, c'est-à-dire le protectorat avec toutes ses conséquences ?

« Quelle est la situation diplomatique actuelle de notre nouvelle possession de l'Océan Indien ?

« La notification de la prise de possession n'a-t-elle donné lieu à aucune observation, notamment au point de vue de la juridiction ?

« En ce qui concerne l'Egypte, nous demandons que le Sénat soit renseigné sur l'ensemble des négociations qui ont eu lieu à Londres au sujet de la situation actuelle de l'Egypte.

« Quelles sont les observations qui ont été présentées par le gouvernement français au gouvernement britannique sur l'envoi d'une expédition anglo-égyptienne dans le Soudan ?

« Quelles sont les déclarations qui ont été faites au sujet des droits du sultan et du khédive, et de l'évacuation éventuelle du territoire égyptien ?

« Enfin, la note communiquée par le Gouvernement à l'Agence Havas aura-t-elle une autre suite que le procès intenté devant le tribunal mixte, et le Gouvernement se croit-il en état de poursuivre avec autorité les négociations ? » *(Très bien ! très bien !)*

Telles sont, messieurs, les questions que je désire poser à M. le ministre des affaires étrangères.

Certes, par mes idées, je n'appartiens pas au parti que le Gouvernement représente sur ces bancs. De tout temps, j'ai combattu sa politique intérieure ; elle me paraît aussi redoutable pour la République que pour la liberté. *(Très bien ! très bien ! et applaudissements.)*

De tout temps, ce furent là mes opinions, et je n'hésite pas à les affirmer.

Mais quand il s'agit de notre politique extérieure, je ne m'occupe que

d'une chose : c'est de savoir si le drapeau de la France est entre les mains de personnes qui me rassurent sur la défense de nos intérêts, de notre dignité et aussi sur la sécurité nationale et la paix du monde. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Il n'entre nullement dans mes intentions, monsieur le président du conseil, de troubler les négociations que vous avez entamées et qui peuvent se poursuivre.

Le Gouvernement va s'expliquer ; quant à moi, j'ai voulu éclaircir une situation obscure. C'était un devoir dont mes amis m'avaient chargé ; j'ai tâché de le remplir.

Le Sénat, après vous avoir entendu, verra si les explications que vous allez nous donner sur vos actes et vos intentions auront été suffisantes ; il appréciera, j'en suis convaincu, avec indépendance, avec le sentiment de sa responsabilité et surtout avec son patriotisme élevé, les paroles que vous aurez prononcées. (*Applaudissements répétés sur un très grand nombre de bancs.*)

M. le président. — La parole est à **M. le président du conseil.**

M. Léon Bourgeois, président du conseil, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, je remercie l'honorable **M. Bardoux** d'avoir bien voulu, dans les dernières paroles de son discours, déclarer qu'aucune préoccupation de politique intérieure ne se mêlait au débat qui est ouvert aujourd'hui devant le Sénat.

Il est des questions sur lesquelles nous n'avons certainement tous qu'une pensée, qu'un sentiment, et celle que nous examinons aujourd'hui est de ce nombre. (*Très bien ! à droite.*)

L'honorable **M. Bardoux** avait bien voulu me remettre hier le texte des différentes questions qu'il comptait m'adresser aujourd'hui ; je lui demande la permission de me renfermer pour ma réponse dans les termes mêmes de ces questions, et de ne pas étendre au delà des points précis qu'il a énumérés à la fin de son discours les explications que je lui devais à lui-même et que je dois au Sénat.

Ces questions sont les suivantes ; je les lis dans l'ordre où, hier soir, l'honorable **M. Bardoux** a bien voulu me les remettre :

S'occupant tout d'abord de l'Extrême-Orient, il m'a adressé, au sujet de la situation des intérêts français dans l'empire chinois, les trois interrogations que voici :

Est-il exact que sir Robert Hart, directeur des douanes, ait été nommé directeur des postes de l'empire chinois ?

Est-il exact que ce soit en Angleterre — c'est la formule qu'avait énoncée **M. Bardoux** — que la Chine a fait son nouvel emprunt ?

Est-il vrai que la Chine vient d'ouvrir le Si-Kiang à la navigation européenne, malgré certains engagements antérieurs ?

Je réponds à ces trois questions.

En ce qui touche la nomination de sir Robert Hart, nous n'avons reçu jusqu'ici aucun avis officiel. Nous avons demandé, à cet égard, des renseignements à notre représentant à Pékin, et nous avons donné les instructions nécessaires pour que, dans le cas où la Chine se déciderait à faire appel dans une plus large mesure aux fonctionnaires européens pour l'organisation de certains services qui n'existaient pas jusqu'ici dans ce pays, une part équitable fût assurée à nos nationaux. (*Approbations au centre.*)

Je vais répondre à présent sur le second point :

ARCH. DIPL. 1896. — 2^e SÉRIE, T. LVIII (120)

Est-il vrai que l'emprunt que la Chine est en voie de contracter en ce moment ait été concédé à des financiers anglais ?

Messieurs, je rappelle, et vous savez tous qu'un emprunt de 100 millions de taëls a été récemment souscrit en France et en Russie au taux de 4 p. 100 sous la garantie du gouvernement russe.

Le nouvel emprunt chinois n'a rien de commun avec cet emprunt de 1895 ; la garantie du gouvernement russe ne lui est pas assurée ; il n'a d'autre gage que le reliquat du produit des douanes de l'empire, produit qui sert déjà, et avant tout autre prélèvement, à gager deux emprunts : un emprunt antérieur, contracté autrefois près d'une banque anglaise, et l'emprunt de 1895 garanti par la Russie.

Les établissements financiers français, qui ont tenu, d'ailleurs, à demeurer d'accord avec les établissements financiers russes, n'ont pas cru pouvoir, dans ces circonstances, offrir au gouvernement chinois les conditions qu'il attendait et qui lui ont été faites par les établissements anglais et allemands.

Messieurs, une concurrence s'était ainsi établie ; le gouvernement chinois a usé de son droit en s'adressant au groupe qui offrait les conditions les plus avantageuses pour lui, et le gouvernement français ne peut avoir, de ce chef, aucune responsabilité.

Je constate simplement, et c'est l'idée que je désire que le Sénat retienne sur ce point, qu'entre les deux emprunts, l'ancien, celui qui a été consenti au profit des établissements financiers français et russes et le nouveau, il y a cette différence que le premier avait la garantie du gouvernement russe et que l'opération financière actuelle ne présente aucune condition analogue.

La troisième question, en ce qui concerne l'Extrême-Orient, est celle-ci :

Est-il vrai que le gouvernement chinois vienne d'ouvrir le Si-Kiang à la navigation européenne malgré certains engagements antérieurs ?

Messieurs, je veux, tout d'abord, rectifier une erreur de fait que l'honorable M. Bardoux a commise tout à l'heure. Il nous a dit qu'avant notre arrivée aux affaires la France avait obtenu la concession d'un chemin de fer pénétrant dans le Kouang-Si. Cela n'était pas exact alors, et cela ne l'est même pas encore aujourd'hui. Il ne faut pas prendre comme terme de comparaison un état de choses qui n'est pas conforme à la réalité. La situation est celle-ci : d'abord, aucun engagement n'avait été pris par la Chine en ce qui touche l'ouverture du fleuve Si-Kiang à la navigation européenne. Je n'ai pas besoin de rappeler, d'ailleurs, que l'ouverture du Si-Kiang à la navigation ne saurait, si elle était autorisée, constituer un privilège au profit d'aucune puissance en particulier, et que notre commerce, qui est si important, à Canton, où notre industrie lyonnaise se fournit de soies, en bénéficierait également. Mais, en tout cas, nous avons reçu des assurances d'après lesquelles le Si-Kiang ne serait pas ouvert sans que nous obtiendrions en même temps la concession, pour une compagnie française, d'une voie ferrée de pénétration de la frontière tonkinoise vers l'intérieur de la Chine, cette concession que l'honorable M. Bardoux croyait tout à l'heure nous être depuis longtemps acquise. (*Très bien !*)

Le Sénat peut donc avoir la certitude que sur ce point aucun intérêt français n'a été compromis et que la question se maintient, grâce à notre vigilante intervention auprès du gouvernement chinois, dans des conditions qui assurent une protection très large à tous les intérêts nationaux.

J'arrive aux questions qui touchent Madagascar et l'Egypte.

Il me serait difficile, et l'honorable M. Bardoux avec qui je m'en suis entretenu le comprenait lui-même, il me serait difficile, dis-je, à l'occasion d'une question portant sur un grand nombre de points très divers, de développer ce que j'appellerai la théorie de la situation de Madagascar.

Le Sénat va être à même, soit dans la discussion des crédits qui lui sont demandés, soit dans la discussion du projet de loi de douanes déposé sur

le bureau de la Chambre des députés depuis quelques jours, d'aborder largement et complètement cette question du régime de Madagascar ; je lui demande donc la permission de ne pas entrer incidemment dans un débat de cette importance. Je ne me refuse pas, bien entendu, à l'aborder, mais je demande que ce soit véritablement la question tout entière qui soit apportée à cette tribune dans des termes qui permettent de la discuter avec tous les développements et tous les détails nécessaires à l'éclaircissement d'un problème aussi compliqué et dont la solution peut entraîner d'aussi sérieuses conséquences.

Aujourd'hui, en ce qui touche Madagascar, je voudrais simplement répondre sur un certain nombre de points de fait qui ont été indiqués tout à l'heure par l'honorable M. Bardoux.

Il nous a demandé si nous avions fait aux puissances la notification de notre prise de possession et comment nous l'avions faite.

Une confusion s'était établie à ce sujet dans une grande partie de la presse française, à la suite de certaines paroles prononcées à la Chambre des communes, et l'on s'était imaginé que la notification de la déclaration de prise de possession de Madagascar, annoncée par le gouvernement français dès le commencement du mois de février dernier, n'avait pas été accomplie.

Messieurs, c'était une erreur, et il suffit d'ouvrir le Livre jaune pour la constater et la rectifier. Dès le mois de février, le gouvernement français a notifié à toutes les puissances la déclaration de prise de possession de l'île de Madagascar ; mais il n'a pas communiqué, et c'est délibérément qu'il s'en est abstenu, l'acte unilatéral que la reine de Madagascar a signé après avoir pris connaissance de la déclaration de prise de possession ; nous n'avons pas communiqué cet acte, parce que — et ici je touche incidemment à la question générale dont parlait l'honorable M. Bardoux — nous considérons que cet acte unilatéral ne concerne que nous-mêmes, qu'il n'est point de nature à nous lier à l'égard des puissances étrangères, qu'il a purement et simplement pour objet de régler les rapports de la reine de Madagascar avec la France, et qu'il ne peut en aucune façon servir de base, de la part des puissances étrangères, à une négociation quelconque.

Quant à la prise de possession, je le répète, elle a été notifiée, les accusés de réception nous ont été envoyés et non seulement la très grande majorité, mais la presque unanimité des puissances ont répondu par des accusés de réception sans réserves. Deux puissances seulement nous ont adressé, en même temps que cet accusé de réception, des demandes de renseignements complémentaires auxquelles nous allons incessamment répondre. Nos réponses, je ne peux pas mieux les définir qu'en vous disant qu'elles seront conformes à l'esprit du projet sur le régime douanier qui a été déposé par nous sur le bureau de la Chambre des députés. C'est précisément, en effet, sous cette forme d'un règlement du régime douanier que nous avons cru pouvoir le plus utilement mettre le Parlement en mesure de se saisir souverainement de la question de Madagascar.

Voilà exactement où nous en sommes ; nous ferons connaître successivement aux puissances qui ont eu des traités antérieurs avec la reine de Madagascar, ou qui se réfèrent à certains arrangements où la France est intervenue, les conséquences qui nous paraissent devoir résulter de la prise de possession.

Je vous demande, messieurs, la permission de ne pas en dire davantage sur ce point aujourd'hui, car il n'est pas possible d'en dire plus avant que vous n'ayez fait connaître vous-mêmes si vous approuvez le projet de loi réglant le régime douanier soumis à l'approbation du Parlement.

M. Bardoux. — Voudriez-vous vous expliquer, monsieur le président du conseil, sur la violation de la loi constitutionnelle ? (*Mouvement.*)

M. le président du conseil. — Il me serait très difficile, monsieur Bardoux,

de m'expliquer sur une violation de la loi constitutionnelle, car ce serait tout d'abord avouer l'avoir commise (*Sourires sur quelques bancs*), et je ne crois pas l'avoir fait.

Vous voulez sans doute faire allusion à l'article 8 de cette loi, aux termes duquel les adjonctions de territoires ne peuvent être prononcées qu'en vertu d'une loi.

Nous avons eu l'occasion, devant la Chambre des députés, d'indiquer — mais je vais entrer alors dans le débat général... (*Parlez ! parlez !*)

M. Bardoux. — Le sénat vous écoutera.

Un sénateur à droite. — C'est précisément ce que nous demandons !

M. le président du conseil. — J'ai déjà dit que j'étais aux ordres du Sénat, mais je ne crois pas qu'il soit d'une bonne méthode de faire intervenir une question d'ordre général, et aussi vaste que celle-là, au travers de l'ensemble de discussions d'un ordre aussi particulier.

M. Hervé de Saisy. — Il est plus commode d'y échapper !

M. le président du conseil. — Mais pas du tout, puisque j'ai dit que je suis prêt à accepter un débat d'ensemble sur ce point.

Nous avons fait connaître à la Chambre des députés, lorsque cette question de l'interprétation de l'article 8 de la loi constitutionnelle fut soulevée devant elle, qu'il nous avait paru et qu'il nous paraissait qu'il n'y avait pas adjonction de territoire au sens prévu par l'article 8, dans la situation nouvelle faite à l'île de Madagascar.

Nous avons fait remarquer que l'acte signé par la reine seule et non signé par la France, ne l'oubliez pas, messieurs, et la prise de possession qui l'a précédé avaient créé une situation particulière qui pourrait se définir ainsi : disparition à l'extérieur de la souveraineté de la reine de Madagascar ; maintien à l'intérieur de l'île de cette souveraineté dans les conditions fixées par la capitulation de la reine Ranavaloa.

Dans quel but et pour quelle raison, messieurs, ce partage de souveraineté ? Uniquement afin de pouvoir conserver dans ce pays cet organisme indigène qui offre à la France des conditions favorables d'administration, et afin de n'être pas obligé sans préparation et sans transition de résoudre certaines questions de statut personnel qui, vous le savez, sont rendues particulièrement délicates à Madagascar, notamment la question de l'esclavage.

C'est pour ces raisons qu'il a paru au Gouvernement qu'il était bon, qu'il était nécessaire de ne pas dépouiller la reine de Madagascar de sa souveraineté intérieure et de maintenir autour d'elle les institutions antérieures de l'île, qui sont un cadre dans lequel le développement de la civilisation européenne peut s'accomplir pacifiquement. (*Murmures à gauche et au centre.*)

Messieurs, vous m'avez demandé de m'expliquer sur ce point, laissez-moi au moins continuer ! (*Parlez ! parlez !*)

Mais, au dehors, il nous a également paru que les sacrifices considérables qui avaient été faits par la France dans cette expédition, sacrifices qui avaient certainement dépassé en importance et en gravité les prévisions des premiers jours, étaient de nature à justifier de notre part des actes plus décisifs, plus définitifs que ceux qui auraient résulté d'une confirmation du protectorat antérieur.

Je ne divulgue aucun secret en disant que cette pensée a été également celle de nos honorables prédécesseurs ; car, dans le *Livre jaune* qui vous a été distribué, vous avez pu voir qu'eux-mêmes au moment où l'on avait connaissance de l'étendue des sacrifices dont je viens de parler, ils avaient

pensé à substituer au traité que le général Duchesne avait emporté avec lui de France un acte d'un caractère beaucoup plus étroit.

C'est cette pensée de nos prédécesseurs que nous avons en somme reprise et réalisée. L'acte qu'ils avaient eu l'intention de substituer à celui que le général Duchesne avait emporté n'est pas arrivé à temps à Madagascar ; nous avons pensé qu'il n'était pas interdit de chercher à obtenir la signature de dispositions semblables à celles auxquelles nos prédécesseurs avaient eux-mêmes pensé. Nous avons alors notifié à la reine la prise de possession de Madagascar et nous lui avons soumis un acte que, je le répète, elle a signé seule, qui constitue de sa part ce que j'appellerais volontiers une soumission à l'autorité de la France.

Nous avons ainsi réalisé ce double objet de maintenir l'organisation intérieure qui nous est utile à Madagascar et de faire disparaître d'autre part au dehors, vis-à-vis des puissances étrangères, la souveraineté extérieure de l'île, ce qui au point de vue économique — je n'ai pas besoin de m'expliquer longuement aujourd'hui sur ce point — produira des conséquences très favorables au développement de nos intérêts commerciaux.

M. Franck Chauveau. — Votre point de vue est-il accepté par les deux puissances dont vous avez parlé ?

M. le président du conseil. — Je vous ai dit que les demandes d'explications nous ont été adressées et que les réponses que nous voulons faire à ces demandes d'explications sont en voie de préparation en ce moment. (*Mouvements divers.*)

Mais, messieurs, vous me critiqueriez vivement si nous avions devancé l'examen de ce projet de loi sur le régime douanier pour résoudre des questions qui sont du ressort du Parlement.

Le projet de loi qui a été présenté au Parlement a pour objet de déclarer le régime de 1892 applicable à Madagascar et, en même temps, de faire juger par les deux Chambres les conséquences du régime nouveau de l'île.

Je crois qu'il est sage, en effet, que le Gouvernement attende pour accomplir des actes définitifs que le Parlement ait consacré par son vote les vues qui sont les nôtres, mais qu'il vous appartient toujours de critiquer et de modifier.

J'arrive à la dernière des questions posées. Je n'ai pas, sur ce point, un texte précis des questions de M. Bardoux ; mais je crois les résumer exactement en indiquant comme il suit la préoccupation qui me paraît avoir dominé son esprit :

Quelle est aujourd'hui, à l'heure où nous parlons, la situation exacte de la France dans la question égyptienne ? Où en sommes-nous des négociations auxquelles elle a donné lieu ?

Messieurs, pour apprécier la situation à l'heure où je parle, je demanderai la permission au Sénat de rappeler rapidement les conditions dans lesquelles cette question est née.

Vous vous rappelez que nous avons été informés d'une façon très brusque de la nouvelle d'un projet d'expédition anglo-égyptienne dans la direction de Dongola.

Nous fûmes saisis, presque au moment même où la nouvelle en arrivait au public, d'une lettre par laquelle le gouvernement anglais portait à notre connaissance le projet dont je viens de parler.

Le Sénat connaît, par la déclaration qui a été lue à la Chambre des députés, à la date du 19 mars, par notre honorable collègue et ami M. Berthelot... (*Exclamations ironiques sur quelques bancs.*)

Voix nombreuses. — Parlez ! parlez !

M. le président du conseil. — Messieurs, je suis très surpris... (*Parlez ; parlez !*)

Laissez-moi m'expliquer, messieurs. Je suis très surpris et très attristé du léger mouvement qui vient de se manifester lorsque j'ai fait allusion au collègue que je cherche sur son banc, en ce moment, qui a été mon collaborateur pendant ces cinq derniers mois, et que des raisons que vous savez bien, messieurs, très graves et très tristes, ont amené à abandonner le fardeau des affaires. Certainement je répondrai à votre sentiment à tous, en saisissant l'occasion qui m'est offerte d'adresser à ce grand Français, à ce grand serviteur de la science et de la patrie, le salut que je lui devais, et que la légère manifestation qui vient de se produire m'engage d'autant plus à lui adresser publiquement, comme un hommage. (*Applaudissements.*)

Vous vous rappelez, messieurs, les termes de la déclaration par laquelle l'honorable M. Berthelot, à la tribune de la Chambre des députés, le 19 mars dernier, faisait connaître l'appréciation et les vues du gouvernement français en présence de la brusque nouvelle de l'expédition vers Dongola.

Je vous demande la permission de relire les deux paragraphes qui contiennent toute la théorie du gouvernement français sur cette question, théorie qui n'a jamais cessé d'être la base de toutes les paroles que nous avons prononcées et de tous les actes que nous avons accomplis depuis cette époque :

« Messieurs, disait M. Berthelot, au point de vue financier, il tend à engager les intérêts des porteurs des titres de la dette, dont les trois quarts environ sont entre les mains de citoyens français, d'une façon directe, à cause de l'affectation du fonds de réserve et à cause du danger qui résulterait des dépenses d'une semblable expédition pour les finances égyptiennes. En effet, cette expédition d'un caractère essentiellement offensif et mal défini paraît susceptible d'entraîner des dépenses illimitées, qui absorberaient non seulement les 500,000 livres demandées, mais de nouvelles sommes s'étendant éventuellement à la totalité du fonds de réserve, sinon même au delà.

« Dans ces conditions financières, la proposition qui nous est faite paraît exiger le consentement unanime des puissances.

« Elle paraît l'exiger également au point de vue politique, à cause de la modification profonde et inattendue qu'une semblable expédition apporterait nécessairement aux conditions actuelles de l'occupation de l'Egypte en attirant sur ce pays des dangers qui ne le menacent pas actuellement. Ces dangers, résultant de l'exaltation du fanatisme, pourraient même s'étendre aux possessions de la France et des autres nations européennes en Afrique. En tout cas, elle tendrait à prolonger indéfiniment une occupation dont le gouvernement britannique a constamment reconnu le caractère provisoire. »

Voilà, messieurs, les différentes raisons qui devaient dès le premier jour amener le gouvernement français à présenter des observations et à demander des éclaircissements sur l'expédition dont on annonçait l'entreprise ; ce sont elles en même temps qui devaient déterminer et qui ont déterminé le Gouvernement à donner au commissaire français de la dette au Caire les instructions dont vous connaissez les résultats.

Les faits, je n'ai pas besoin de vous les retracer, vous les connaissez tous, messieurs ; vous savez que le commissaire français de la dette, joint au commissaire russe, l'un et l'autre parlant et agissant dans un parfait accord, ont soutenu qu'il ne paraissait pas possible que la question soumise à la commission de la dette pût être résolue par la majorité des commissaires ; qu'il était nécessaire, au contraire, qu'un vote unanime se produisît.

C'était indiquer que la question supérieure aux affaires administratives qui sont résolues couramment par la commission, revêtait un caractère exceptionnel et ne pouvait être valablement tranchée que moyennant l'accord unanime des puissances.

Messieurs, la commission de la dette, par 4 voix contre 2, n'a pas accepté

cette thèse. Notre commissaire et le commissaire du gouvernement russe se sont retirés en protestant.

Voilà les faits. Ils ont par eux-mêmes une signification et une portée que personne ici ne méconnaîtra.

Je laisse de côté l'action judiciaire qui s'exerce, d'ailleurs, à la requête des porteurs français. C'est là une affaire considérable, très intéressante, au point de vue de nos intérêts généraux, mais qui nécessairement reste une affaire privée, suivie avec intérêt par le gouvernement français, mais ne nous engageant pas directement.

Et j'en viens alors aux conséquences que la manifestation de la pensée de la France et de la Russie dans cette question comporte, en dehors même des délibérations de la commission de la dette.

C'est évidemment par la voie diplomatique, et par la voie diplomatique seule, qu'a pu, à partir de ce moment, se poursuivre l'examen de cette difficulté.

Messieurs, vous me permettrez de dire qu'il n'est pas possible en ce moment au Gouvernement de s'expliquer sur les négociations qui se poursuivent. Tout ce que je puis dire à l'heure actuelle, c'est que les vues de la France, telles que je viens de vous les rappeler, ont été communiquées au gouvernement anglais, et que les pourparlers se poursuivent sur cet objet, dans un esprit de sagesse et de fermeté dont nous ne nous départirons en aucun cas au cours de cette affaire.

J'ajoute, et c'est là le point sur lequel je crois qu'il est nécessaire de retenir un instant l'attention du Sénat, que la France dans l'attitude qu'elle a prise a rencontré dès le premier jour la ferme adhésion de la Russie, et que jamais l'accord entre les deux puissances n'a été plus complet et plus cordial qu'aujourd'hui (*Très bien !*) ; je suis heureux de descendre de la tribune sur cette assurance, et je prie le Sénat, par l'accueil qu'il voudra bien faire à mes déclarations, de donner au Gouvernement de ce pays l'autorité nécessaire pour poursuivre, dans les conditions de sagesse et de fermeté dont j'ai parlé tout à l'heure, les négociations qui sont en cours. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche.*)

M. Bardoux. — Monsieur le ministre, voulez-vous me permettre, avant que vous descendiez de la tribune, de vous prier de vous expliquer sur une des questions que je vous avais posées relativement à la note de l'agence Havas.

M. le président du conseil. — Ceci ne me paraît pas un fait qui puisse être utilement discuté à la tribune ; les notes de caractère purement officieux ne peuvent pas être discutées par le Gouvernement. (*Bruit.*) Messieurs, vous savez très bien, puisqu'on insiste, qu'on a donné une signification tout à fait excessive à un incident qui en lui-même n'a aucune portée et aucune signification. (*Exclamations sur divers bancs à gauche et au centre.*)

Permettez, messieurs, lorsqu'un événement préoccupe l'opinion publique, il est nécessaire de faire connaître certaines indications, pour éviter à cette opinion publique de se laisser entraîner au-delà du point de justice et de vérité.

Ces indications d'un caractère purement officieux n'ont pas d'autre portée, je le répète, et je souhaiterais que l'honorable M. Bardoux n'insistât pas sur cette question. (*Mouvements divers.*)

M. le président. — M. Bardoux a la parole.

M. Bardoux. — Messieurs, sur trois points principaux j'avais posé des questions au Gouvernement. Je laisse de côté tout ce qui est relatif à l'Extrême-Orient et j'arrive aux deux points essentiels, ceux qui concernent Madagascar et les affaires égyptiennes.

A coup sûr, je crois que lorsque vous viendrez apporter au Sénat des lois

de finances qui concernent Madagascar, soit au point de vue de la conversion, soit au point de vue de la fixation définitive des dépenses...

M. le président du conseil. — Et du régime douanier, c'est là le grand point.

M. Bardoux. — Nous aurons à ce moment une explication digne du sujet ; mais je ne pouvais pas, monsieur le président du conseil, laisser passer vos affirmations sans une protestation. Je n'ai pas trouvé claires et précises vos explications, notamment sur un point essentiel, celui qui est relatif au traité confié au général Duchesne et à celui que vous lui avez substitué.

Je voudrais appeler votre attention sur deux faits dont vous avez parlé. Ces deux faits ont une importance capitale.

Le premier, c'est que le traité anglo-français de 1890, au moment de l'incident de Zanzibar, avait comporté la reconnaissance de l'Angleterre et ultérieurement de l'Allemagne, de notre protectorat sur Madagascar ; par conséquent, il était évident que vous alliez au-devant d'une difficulté en abandonnant cette année le protectorat et en le remplaçant par une prise de possession déclarée.

Mais, monsieur le président du conseil, une seconde erreur s'est glissée dans vos trop courtes observations. Vous avez fait une équivoque. Il y a eu deux traités envoyés à Tananarive. Le second comportait, comme le premier, le protectorat vis-à-vis de l'extérieur, avec toutes ses conséquences. Lorsqu'il y a quelques instants, vous avez assimilé ce second traité avec celui du ministère actuel, cela a été une grosse erreur de votre part. Ce qui complique les difficultés avec les puissances étrangères, c'est précisément notre prise de possession. C'est là la source de toutes les difficultés. Je tenais absolument à relever ces erreurs et cette équivoque.

M. le président du conseil. — Je me borne à répondre un mot : Je voudrais que vous voulussiez bien vous reporter à ce qui s'est passé en Birmanie ; vous verriez si ce qui s'y est passé ne donne pas à la France un argument très fort.

M. Bardoux. — Je n'ai pas les documents qui sont en votre possession, et c'est précisément parce que je ne les avais pas que j'ai demandé à la tribune des explications qui me paraissent insuffisantes.

Sur un dernier point, en ce qui concerne l'Egypte, j'aurais voulu, — abstraction faite de la question à laquelle vous n'attachez pas d'importance, — c'est-à-dire la note communiquée de l'agence Havas, — j'aurais voulu que quelques explications nous fussent données sur la question de l'occupation.

Ne vous est-il pas possible — vous ne porteriez pas atteinte aux négociations entamées — de nous dire que vous persistez dans toute la politique...

M. le président du conseil. — Je l'ai dit expressément.

M. Bardoux. — Des anciens ministères et que vous avez pleine confiance que la promesse d'évacuation faite solennellement par un grand peuple, qui est notre voisin, sera tenue ?

Je voudrais que cette parole d'espérance tombât de votre bouche, afin que le Sénat ne pût se séparer sans avoir la certitude que votre autorité sera suffisante pour faire revenir une puissante nation voisine sur la promesse que tous ses hommes d'Etat ont renouvelée. Sur ce point encore, monsieur le ministre, j'ai trouvé vos explications insuffisantes et je le constate.

M. le président du conseil. — Je ne puis répondre qu'un mot à la dernière question de l'honorable M. Bardoux, et je croyais que l'extrême modé-

ration et l'extrême prudence de mon langage n'avaient rien laissé ignorer au Sénat de la netteté et de la fermeté de l'attitude du gouvernement français.

J'ai rappelé tout à l'heure au Sénat les termes précis de la déclaration lue par M. Berthelot le 19 mars. Vous vous souvenez que la dernière phrase de cette déclaration répond de la façon la plus directe aux préoccupations exprimées par M. Bardoux,

J'ai dit au Sénat que nous n'avions rien abandonné de la thèse qui avait été dès le premier jour formulée par M. Berthelot. Au point où en sont les négociations, je ne puis véritablement pas en dire davantage au Sénat. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

M. le président. — L'incident est clos.

Séance de la Chambre des députés du 2 avril.

M. Léon Bourgeois, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, répondant à une interpellation de MM. Pierre Alype, Jules Delafosse et André Lebon, sur la politique extérieure de la France, a fait, au sujet de la question d'Egypte, les importantes déclarations suivantes, que nous reproduisons *in extenso*.

La Chambre comprendra d'elle-même qu'il ne me soit pas possible de la mettre au courant des pourparlers auxquels a donné lieu l'expédition de Dongola et de lui dire où en est actuellement la négociation diplomatique.

Ce qui nous est permis, par contre, ce que j'ai à cœur de faire avec toute la clarté et toute la précision désirable, c'est de définir une fois de plus le point de vue auquel le gouvernement de la République s'est placé dès la première heure pour envisager les questions, soulevées par l'initiative du gouvernement anglais et le terrain sur lequel il entend se maintenir.

On sait quelle est la situation que l'Angleterre occupe en Egypte ; c'est exclusivement une situation de fait, dont il n'est pas inutile de faire ressortir une fois de plus le caractère.

L'Egypte fait partie intégrante de l'empire ottoman, en vertu des traités solennels auxquels ont pris part toutes les grandes puissances. Les différents firmans d'investiture, octroyés par le Sultan à tous les khédives, attestent également l'existence des liens qui unissent l'Egypte à la Turquie.

Par l'article 7 du traité de Paris du 30 mars 1856, les puissances « se sont engagées à respecter l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman, ont garanti en commun la stricte observation de cet engagement, et déclare qu'elles considéreraient tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général. »

Grâce au principe que cet article a introduit dans le droit public européen, les puissances sont intervenues depuis lors dans le règlement des questions soulevées par les crises qui ont affecté successivement l'équilibre du monde oriental. Toutes ces questions ont été considérées comme ayant un caractère international et elles ont été soumises aux délibérations de l'Europe.

C'est ainsi que les événements dont l'Egypte a été le théâtre en 1881 et 1882, ont appelé l'attention des puissances. Celles-ci tentèrent d'abord de trouver une solution dans la réunion d'une conférence à Constantinople.

A cette occasion, les Etats participants signèrent un protocole de désintéressement, par lequel ils s'engageaient à ne rechercher aucun avantage territorial, ni la concession d'aucun privilège exclusif. Ce fut le seul résultat de cet essai d'entente internationale.

L'Angleterre, en effet, à la faveur des progrès de l'insurrection égyptienne, intervenait militairement dans les conditions que l'on sait, et la conférence de Constantinople n'avait plus qu'à se séparer.

Il n'en reste pas moins vrai que l'intervention de l'Angleterre a eu lieu sans mandat de l'Europe ni de la puissance suzeraine, et qu'il en est résulté pour l'Europe tout entière un malaise toujours croissant.

Ce malaise s'est manifesté lors de l'incident provoqué par le cabinet de Londres, quand il a pris l'initiative de l'expédition sur Dongola et qu'il est venu demander aux puissances leur adhésion au prélèvement sur le fonds de réserve de la Dette égyptienne des sommes considérables nécessaires aux frais de cette opération.

En présence de cette intervention du gouvernement britannique, nous avons à nous préoccuper des intérêts de nos porteurs de titres, compromis par cette affectation donnée au gage commun des créanciers de l'Egypte. On sait qu'ils ont pu saisir en temps utile les tribunaux mixtes de leur réclamation.

D'autre part, nous devons sauvegarder une question de principe sur laquelle repose la prospérité financière de l'Egypte, en soutenant qu'une telle dépense ne pouvait être votée par la commission de la Dette qu'à l'unanimité des voix.

Cette thèse n'ayant pas prévalu, notre délégué et le commissaire russe se sont retirés, et cette double protestation a permis de réserver en fait la question d'un examen ultérieur entre les puissances.

Au point de vue politique, l'initiative prise par le cabinet de Londres soulève des questions plus sérieuses encore.

Ce n'est pas seulement l'Egypte dont la tranquillité peut être compromise.

Qui peut garantir que le fanatisme des Derviches, une fois surexcité, ne se propage de proche en proche, créant des embarras et des dangers non seulement aux puissances européennes, dont les possessions avoisinent plus ou moins immédiatement la vallée du Nil, mais, d'une manière générale, à toutes celles qui ont établi leur domination sur les populations musulmanes de l'Afrique.

Toutes ces puissances ont donc un intérêt commun à ne pas voir se réaliser un projet qui paraît devoir entraîner de tels résultats. Je crois répondre ici aux préoccupations de l'un des honorables interpellateurs.

Peut-on contester, d'autre part, que l'entreprise projetée mette aussi en cause les intérêts généraux de l'Europe par la modification profonde qu'elle apporterait au caractère de l'occupation anglaise ? Elle tendrait, en effet, par la force même des choses, à prolonger en quelque sorte indéfiniment une occupation militaire dont le gouvernement britannique a constamment reconnu le caractère provisoire.

Messieurs, il n'est pas possible d'oublier les assurances que le gouvernement anglais a toujours données à ce sujet.

Dans une circulaire en date du 3 janvier 1883, lord Granville déclarait que son gouvernement était désireux de retirer d'Egypte les forces britanniques.

Il répétait cette déclaration dans une note adressée, le 16 juin 1884, à notre ambassadeur à Londres, et prenait l'engagement de retirer les troupes anglaises au commencement de l'année 1888, si les puissances étaient d'avis qu'on pouvait le faire sans compromettre l'ordre et la paix en Egypte.

Lord Granville ajoutait : « Le gouvernement de Sa Majesté Britannique proposera, à la fin de l'occupation anglaise ou avant, aux puissances et à la Porte un projet de neutralisation de l'Egypte sur la base des principes appliqués à la Belgique et fera, en ce qui concerne le canal de Suez, des propositions conformes à celles contenues dans ma dépêche-circulaire du 3 janvier 1883 ».

Dans la séance tenue le 13 juin 1885 par la commission internationale pour le libre usage du canal de Suez, le délégué de la Grande-Bretagne n'hésitait pas à constater « l'état transitoire et exceptionnel où se trouve l'Egypte par suite de l'occupation britannique ».

Lord Salisbury a insisté à son tour sur ce caractère transitoire et exceptionnel dans une dépêche adressée le 21 octobre 1887 à M. Egerton, ministre d'Angleterre à Paris, que celui-ci a communiqué officiellement, le 24 du même mois, à notre ministre des affaires étrangères.

Ces engagements réitérés, formulés au cours d'une période de quatorze années, le gouvernement de la République en a pris acte constamment, dans les conditions que comportaient à la fois le souci de nos légitimes intérêts et les égards dus à une nation amie. C'est dire assez que nous ne pouvions rester indifférents aux conséquences d'une entreprise qui tendrait à ajourner *sine die* l'exécution des engagements pris.

J'ajouterai qu'une opération de guerre entreprise sous les tropiques, dans des conditions aussi hâtives et dans une saison défavorable, ne peut manquer de nécessiter des efforts militaires et financiers plus étendus ; de telle sorte que l'occupation britannique peut se trouver ainsi non seulement prolongée, mais encore aggravée.

Devant de telles perspectives, le gouvernement de la République avait le devoir de ne pas laisser la prescription s'établir.

La Chambre peut être assurée qu'il n'a pas manqué à ce devoir.

Il a eu la satisfaction de le remplir dans des conditions qui ne s'étaient pas encore rencontrées.

Cette fois, en effet, la France n'a pas été la seule à rappeler les principes de droit dont l'Europe a la garde et à réserver l'avenir dans une question où elle défend, en même temps que ses propres intérêts, ceux de toutes les puissances européennes.

Le gouvernement russe, avec lequel notre accord n'a jamais été plus étroit ni plus cordial, a fait entendre le même langage et poursuit avec nous, par les mêmes voies, la défense de la même cause.

La France ne poursuit en Egypte aucune vue particulière, aucun avantage exclusif. Nos efforts, comme ceux de nos prédécesseurs, tendent à maintenir à la question d'Egypte son caractère de question européenne.

La garantie que le libre usage du canal de Suez sera assuré en temps de guerre comme en temps de paix aux navires de toutes les nations est devenue pour nous plus essentielle que jamais depuis notre établissement au Tonkin et à Madagascar.

Mais elle intéresse en même temps que nous toutes les puissances coloniales, toutes les puissances maritimes.

Il est d'un intérêt non moins général que l'avenir de l'Egypte, initiée à la civilisation européenne grâce à de longs et féconds efforts dans lesquels nous ne méconnaissons la part de personne, soit assuré dans des conditions qu'un examen impartial des puissances doit pouvoir permettre de déterminer équitablement.

Mais de tous les intérêts dont nous avons à nous préoccuper, il n'en est pas qui revêtent plus nettement un caractère plus européen ni qui soient à nos yeux d'un plus grand prix que ceux qui se rattachent au maintien de l'intérêt de l'empire ottoman. Quels que soient les privilèges que lui assurent les firmans, l'Egypte n'a jamais cessé d'être une partie intégrante de cet empire. L'occupation étrangère, en se prolongeant au delà des circonstances passagères qui, aux yeux mêmes du cabinet de Londres, ont été son unique raison d'être, équivaudrait, en fait, à la méconnaissance des droits de l'Etat souverain sur l'Etat vassal.

Or, s'il est une vérité que la situation de l'Europe rende plus que jamais évidente, c'est que l'intégrité de l'empire ottoman est une des conditions les plus essentielles du maintien de la paix générale.

Tel est l'ensemble des considérations dont notre diplomatie s'inspire au cours des négociations que nous poursuivons, d'accord avec le gouvernement russe.

Nous saurons continuer les négociations en cours avec la courtoisie qui convient entre les nations également soucieuses du respect du droit, mais avec la fermeté que nous inspire la conscience de défendre, en cette cause, non pas seulement les intérêts et les droits les plus légitimes de notre pays, mais encore les intérêts et les droits qui sont communs à toutes les puissances, et de travailler par là même à l'œuvre supérieure de la paix du monde.

J'attendrai qu'on vienne dire ici par quelle voie il serait possible de mieux servir, dans ces circonstances, les intérêts permanents de la France.

Messieurs, je ne veux faire, en terminant, qu'une allusion aux critiques plus générales qui ont pu être formulées, en dehors de l'affaire d'Egypte, sur notre situation internationale.

L'affaire d'Egypte comporte, en 1896, — comme dans toutes les circonstances où elle a été soulevée depuis les événements de 1882, — des difficultés particulières ; mais, en dehors de ces difficultés, je ne vois pas d'après quels actes ni d'après quels indices on pourrait prétendre que les affaires dont nous avons recueilli le dépôt aient périclité entre nos mains ou que notre situation extérieure se soit, durant ces cinq mois, modifiée à notre détriment.

Partout où notre action s'est exercée, nous avons la conscience de nous être inspirés des intérêts permanents de la France et de les avoir servis utilement.

Il en a été ainsi en toutes circonstances, soit qu'il s'agit de contribuer au maintien du concert établi entre les puissances à la suite des troubles d'Asie-Mineure, ou, plus récemment, de prêter le concours efficace de la France à l'œuvre de réconciliation et d'apaisement qui vient de s'accomplir en Bulgarie ; soit que nous eussions en Extrême-Orient à assurer l'exécution de l'arrangement du 15 janvier, si important pour nos possessions d'Indo-Chine, et qui a réuni ici une approbation unanime, ou à nous préoccuper du développement de nos relations avec l'empire chinois.

Il en est de même dans l'ensemble des affaires qui, sur d'autres points de l'Afrique, touchent au développement de nos intérêts légitimes et que nous avons suivies avec la plus exacte attention.

Messieurs, j'ai terminé ; j'espère que la Chambre, se dégageant de toutes les considérations étrangères à ce débat, laissant de côté les préoccupations d'ordre intérieur qu'il ne serait digne de personne de laisser aujourd'hui pénétrer ici, voudra bien, par son vote, dire nettement que nous n'avons pas démerité de sa confiance et qu'elle peut compter sur nous pour sauvegarder, au grand profit de la paix universelle, les intérêts, les droits et l'honneur de notre pays.

(Vifs applaudissements.)

La Chambre a voté, à une grande majorité, un ordre du jour de confiance pour le Ministère.

Dans la séance du Sénat du 3 avril, est venue à l'ordre du jour une interpellation sur la politique extérieure du Gouvernement. Un sénateur a demandé l'ajournement de la discussion après les vacances parlementaires. M. Léon Bourgeois, président du Conseil, s'est associé à cette demande dans les termes suivants :

Le Sénat se rappelle qu'à la fin de la semaine dernière, l'honorable M. Bardoux m'a fait l'honneur de me prévenir qu'il comptait me poser, à la tribune du Sénat, une question sur la politique étrangère du Cabinet. J'ai accepté cette question et je suis tombé d'accord avec son auteur pour que la discussion en fût fixée à mardi.

Lundi, à la Chambre, des demandes d'interpellation sur le même objet me furent adressées. Je demandai à ce moment à la Chambre, qui désirait la discussion immédiate, de bien vouloir au contraire reporter à jeudi la discussion de ces interpellations.

En agissant ainsi, j'entendais marquer la déférence que j'avais pour la haute Assemblée... (Très bien ! et applaudissements à l'extrême gauche)... et le respect que j'entendais assurer à la parole que j'avais donnée moi-même à l'honorable M. Bardoux.

C'est dans ces conditions que mardi j'ai eu l'honneur de m'expliquer devant vous. Vous n'avez pas jugé à propos, ce jour-là, de transformer cette question en interpellation pour donner à la discussion la sanction de votre vote.

Je me garderai bien, Messieurs, d'interpréter à la tribune votre silence ; cela ne m'appartient pas. Mais je puis dire qu'ayant ainsi donné au Sénat toute la satisfaction qu'il était légitimement en droit d'attendre de moi, et en tout cas toute la satisfaction qu'il m'avait demandée, je croyais avoir épuisé devant vous les explications que j'avais à vous fournir.

Je suis alors allé devant la Chambre des députés et lui ai demandé de maintenir au jour qui avait été précédemment fixé, c'est-à-dire à la date d'hier, la discussion des interpellations.

La Chambre des députés, vous le savez, a clos le débat par un vote de confiance envers le Gouvernement émis à une majorité considérable.

Je crois pouvoir puiser actuellement, et dans la discussion qui s'est produite l'autre jour au Sénat et qui s'est terminée dans les conditions que j'ai indiquées tout à l'heure, et dans le vote de confiance éclatant que m'a donné la Chambre des députés, l'autorité nécessaire pour poursuivre avec dignité les négociations dont j'ai la charge.

M. le baron de Lareinty. — En dehors du Sénat, alors !

M. le président du Conseil. — Je crois que, si je ne m'étais pas expliqué devant le Sénat, on aurait le droit de me faire ce reproche. Je me suis, je le répète, expliqué, du moins autant que cela m'était possible, devant l'une et l'autre Assemblée.

Voilà la situation faite aujourd'hui au Cabinet qui est devant vous.

Il peut, si vous voulez bien laisser cette situation entière, continuer les négociations entreprises dans les conditions de dignité et d'autorité que j'indiquais tout à l'heure. Si, au contraire, aujourd'hui, un nouveau débat s'ouvre devant vous, un débat dans lequel, je n'ai pas besoin de le dire, je ne puis rien apporter de nouveau, dans lequel il m'est impossible d'ajouter un mot aux déclarations successives que j'ai faites devant l'une et l'autre Chambre, un débat qui ne peut avoir aucun objet réel, puisqu'il ne s'appuie sur aucun fait nouveau, et qu'il ne justifie par suite, de votre part, aucune interpellation et aucune décision nouvelles, si un tel débat s'ouvre aujourd'hui, quel peut en être le résultat ?

Je le dis très nettement : ce ne peut être qu'une cause de difficultés sérieuses dans l'accomplissement de sa tâche pour le Gouvernement qui, en ce moment, représente le pays.

Messieurs, dans une discussion de cette nature, dans un ordre de questions aussi grave et aussi élevé, alors qu'il s'agit certainement des intérêts les plus généraux et les plus permanents de la France, alors qu'il s'agit de ces questions étrangères dans lesquelles, jusqu'à présent, il existe, Dieu merci, dans nos Assemblées, cette tradition que les partis oublient leurs divisions et cherchent autant que possible à se grouper autour du Gouvernement qui représente alors, non pas tel ou tel parti, mais la France tout entière, il me sera permis de faire appel à ces traditions, à ces habitudes, et de vous répéter combien il est désirable, utile au pays que vous soyez résolus à les conserver.

Messieurs, en prononçant l'ajournement qui vous est demandé, vous n'aurez, en aucune façon, abdiqué le droit qui vous appartient de juger les actes du Gouvernement. Attendez des actes nouveaux, attendez des faits nouveaux pour les discuter et les juger. Je ne demande que l'ajournement de cette discussion.

Mais je le demande avec force ; je le demande avec le sentiment que j'accomplis, en parlant ainsi, un devoir envers le pays tout entier ; je le demande, en vous suppliant d'oublier les questions qui nous divisent et de penser qu'il y a quelque chose au-dessus d'elles, l'intérêt supérieur de la France que le Gouvernement représente en ce moment.

Messieurs, si vous voulez bien entendre les paroles que je vous adresse, si vous voulez admettre qu'il me serait impossible de prendre une part utile à l'interpellation que vous voulez discuter aujourd'hui, si vous vous rendez compte des sentiments qui motivent mes paroles, vous ne vous refuserez pas à cet ajournement qui, je vous le répète, d'une part, n'épuise en aucune façon

notre droit, et, d'autre part, donnera à ceux qui parlent au nom de la France la force nécessaire pour continuer la tâche entreprise. (Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers autres bancs.)

La proposition d'ajournement, combattue par M. Franck Chauveau, a été repoussée par 154 voix contre 108.

Le président du Conseil a fait alors la déclaration suivante :

Messieurs, j'ai indiqué tout à l'heure au Sénat quelle était aux yeux du Gouvernement la situation, je lui ai fait connaître quel était le sentiment du Gouvernement qui considérait pour lui comme impossible de donner aujourd'hui les explications nouvelles après les explications qu'il a déjà données dans les deux Chambres sur la question d'Egypte. En conséquence, j'ai le regret de ne pouvoir faire connaître au Sénat qu'il sera impossible au Gouvernement de répondre à l'interpellation qui va s'ouvrir devant vous.

L'interpellation a été développée par M. Milliard qui l'a justifiée par la nécessité de sortir de l'équivoque née de la discussion du 31 mars, discussion restée dépourvue de sanction. Du silence du Sénat on a conclu l'approbation de la politique du ministère, ce qui, suivant l'orateur, n'est pas exact.

Et maintenant, vous comprenez, Messieurs, que je n'ai pas à entrer dans de longues explications. Je ne veux pas reprendre les questions qui ont été posées par l'honorable M. Bardoux ; je ne veux pas non plus discuter la réponse que lui a faite M. le président du Conseil ; j'ignore si les explications de M. le président du Conseil ont donné satisfaction à la majorité du Sénat : ce que je puis affirmer, c'est qu'il est bon nombre de sénateurs qu'elles n'ont pas satisfaits et qui, après comme avant ces explications, conservent les mêmes préoccupations, les mêmes inquiétudes patriotiques.

D'où viennent ces inquiétudes, Messieurs ? Laissez-moi vous le dire brièvement : elles viennent de la série des faits qui vous ont été exposés par l'honorable M. Bardoux ; elles viennent surtout de deux faits principaux, qui ont vivement ému l'opinion publique et qui devaient vivement l'émouvoir : l'expédition de Dongola, brusquement entreprise par le Gouvernement anglais, et la démission de l'honorable M. Berthelot, soudaine comme l'expédition de Dongola et contemporaine de cette expédition.

Si j'avais devant moi M. le président du Conseil, je serais peut-être tenté de l'interroger sur la question d'Egypte et sur l'expédition de Dongola.

Je ne puis plus formuler ces interrogations. Ai-je d'ailleurs à le regretter ?

Il a répondu si peu de chose à l'honorable M. Bardoux, sans doute parce qu'il ne pouvait pas en dire davantage !

J'ai lu ce matin la discussion qui a eu lieu hier à la Chambre des députés : M. le président du Conseil y a fait l'historique de la question d'Egypte ; il y a affirmé la politique traditionnelle de la France en Egypte ; il n'a pas donné d'autres renseignements que ceux qu'il avait fournis au Sénat.

Ce que nous reprochons au Gouvernement, ce n'est pas d'avoir méconnu la politique traditionnelle de la France en Egypte, c'est de s'être laissé en quelque sorte surprendre, c'est de n'avoir pas su prévenir ce qui s'y passe en ce moment.

L'expédition de Dongola est en cours ; elle a surpris notre ministère des affaires étrangères, et elle est, en Europe, l'indice d'un changement dont la France n'a pas lieu de se féliciter. (Assentiment.) Est-ce que l'opinion publique, en France, ne devait pas vivement s'émouvoir, et n'était-elle pas autorisée à se demander, surtout au lendemain de la démission de M. Berthelot, si avec plus de prudence, plus de vigilance et d'habileté, on n'aurait pas pu épargner à notre pays cette cruelle déception ?

Quant à la démission de M. Berthelot, nul ne peut se méprendre sur sa portée et sur sa signification. M. le président du Conseil a cherché à l'expli-

quer. Si M. le président du Conseil était ici, je me permettrais de lui dire que son explication est par trop diplomatique. Ici encore l'opinion publique, en France, ne s'y est pas trompée : elle a considéré la démission de M. Berthelot comme un aveu, l'aveu des fautes commises.

Or, quel a été le collaborateur assidu de M. Berthelot ? A propos de l'affaire d'Egypte, qui a fait publier par l'agence Havas cette trop fameuse dépêche si peu diplomatique, si imprudente, qui a jeté l'émotion tout à la fois en France et en Angleterre, et qu'il a fallu désavouer ? Et à propos de Madagascar, qui donc a fait ce dernier traité si compliqué et si contradictoire, qui consacre, tout à la fois, le protectorat et l'annexion, qui fait de la reine de Madagascar une souveraine qui n'est pas une souveraine ; traité qui en est un et qui n'en est pas un, si bien que le Gouvernement nous déclare que cet acte n'a pas besoin de la sanction des Chambres, malgré l'article 8 d'une de nos lois constitutionnelles ?

Enfin, Messieurs, qui a créé, ou laissé créer la situation d'aujourd'hui, si différente de ce qu'elle était il y a cinq mois ? Qui en est responsable ?

Est-ce M. Berthelot tout seul qu'on paraît avoir sacrifié, ou est-ce le cabinet tout entier ?

Voilà la politique du Gouvernement, voilà ses résultats ; je ne la discute pas, je n'ai pas à la discuter ; je n'ai même pas tous les éléments nécessaires à cette discussion. Je constate des faits, je juge cette politique par ses résultats, c'est mon droit ; j'ai le droit de comparer la situation d'aujourd'hui à la situation d'il y a cinq mois.

Nous faisons tous cette comparaison, Messieurs, et elle fait naître la même impression dans tous les esprits.

Nos inquiétudes augmentent, nous sommes inquiets pour l'avenir, pour les négociations à entreprendre, pour les fautes à éviter.

L'autre jour, et tout à l'heure encore à cette tribune, M. le président du Conseil nous disait qu'il lui fallait l'autorité du Parlement pour négocier au nom de la France et faisait appel à notre patriotisme.

Si nous avons fait cette interpellation, c'est précisément le patriotisme qui nous l'a inspirée (Exclamations à l'extrême gauche. — Vifs applaudissements à gauche et au centre) ; car, ainsi qu'on vous le disait tout à l'heure, le patriotisme ne consiste pas toujours à s'abstenir ; il consiste aussi à s'affirmer.

Nous sommes tous des patriotes, au Sénat, à la Chambre des députés, comme sur les bancs du Gouvernement. Oui, ce sont des patriotes qui vous interpellent et qui disent au ministère : Nous voudrions pouvoir vous donner notre confiance, nous voudrions pouvoir approuver votre politique extérieure. Nous avons écarté délibérément de ce débat tout ce qui touche à la politique intérieure, bien que votre politique intérieure ne soit peut-être pas de nature à augmenter votre crédit auprès des puissances étrangères. (Très bien ! très bien ! et vifs applaudissements à droite, au centre et sur plusieurs bancs à gauche. — Protestations à l'extrême gauche.)

Le Sénat, après avoir repoussé l'ordre du jour pur et simple, a, par 147 voix contre 8, voté l'ordre du jour suivant :

Le Sénat, prenant acte de la déclaration du Gouvernement qu'il ne peut ajouter aucune explication à celles qu'il a déjà fournies, et jugeant ces explications insuffisantes, déclare qu'il ne peut lui accorder sa confiance et passe à l'ordre du jour.

Le Sénat s'est ensuite ajourné au 21 avril.

A la suite de la démission du Cabinet présidé par M. Léon Bourgeois, un Cabinet a été constitué sous la présidence de M. Jules Méline, qui a pris le portefeuille de l'agriculture. M. Gabriel Hanotaux a le département des Affaires étrangères.

La déclaration suivante a été lue aux Chambres dans la séance du 30 avril : Messieurs, en répondant à l'appel de M. le Président de la République, nous ne nous sommes pas dissimulé les difficultés de notre tâche ; mais il est des heures où les hommes politiques dévoués à leur pays n'ont pas le droit de se dérober aux responsabilités du pouvoir.

La netteté de nos explications vous permettra, dès le premier jour, de savoir ce que nous voulons et où nous allons.

Nous poursuivrons d'abord une œuvre d'apaisement, en nous efforçant de rétablir l'harmonie entre les pouvoirs publics.

La Chambre des députés, issue du suffrage universel direct, exerce une action prépondérante dans la direction générale de la politique ; mais, si elle tient de ses origines et de la Constitution des droits incontestables, il est impossible de légiférer et de gouverner sans le concours du Sénat. C'est là une question de fait qui domine et rend inutiles les controverses théoriques. La bonne volonté réciproque a suffi jusqu'ici à résoudre toutes les difficultés ; c'est à elle que nous faisons encore appel. Nous ne désespérons pas d'effacer les traces des récents conflits, si vous voulez bien nous suivre sur le large terrain d'action où nous entendons nous placer.

La Chambre, nous en sommes convaincus, renferme une majorité républicaine fermement résolue à écarter les questions qui la divisent pour s'attacher enfin à un ensemble de réformes démocratiques, mûres depuis longtemps et immédiatement réalisables.

Elle voudra faire aboutir les projets de loi qui intéressent les travailleurs.

Le moyen le plus sûr de barrer la route aux doctrines révolutionnaires sera toujours de rester fidèle à l'idéal de justice et de solidarité, qui est la tradition du parti républicain.

Sans prétendre limiter le champ de son activité, nous croyons devoir vous rappeler les questions essentielles dont la solution prochaine ne dépend que de nos communs efforts.

En première ligne, nous plaçons les réformes fiscales. Les questions sont posées : il est nécessaire d'y apporter de promptes solutions.

La réforme du régime des boissons, la réforme des droits de succession sont devant le Sénat ; nous en poursuivrons avec énergie la réalisation.

Pour les contributions directes, répondant aussentiment nettement manifesté par le pays, nous vous proposerons, au budget de 1897, un système de réformes qui, sans vexations, sans mesures inquisitoriales ou arbitraires, assurera une meilleure répartition des impôts, permettra de soulager les petits contribuables, de tenir compte des charges de famille et de dégrever l'agriculture.

En même temps, nous-reprendrons et nous appliquerons avec vigilance la politique des économies, que le pays réclame impérieusement, et qui est la condition même de l'équilibre budgétaire et de l'amélioration du crédit public. Nous pourrons surtout y réussir par les modifications successives que nous prenons l'engagement d'apporter à notre organisation administrative, dont les formalités compliquées concordent si peu avec les besoins de simplicité et de célérité de la société moderne.

Nous n'avons pas besoin de dire que nous consacrerons tout notre dévouement, toutes nos forces, aux intérêts de l'agriculture ; nous n'épargnerons rien pour lui venir en aide et nous prendrons en mains tous les projets qui l'intéressent. Nous commencerons par lui assurer la représentation officielle à laquelle elle a droit et qu'elle attend depuis si longtemps. Nous ne saurions trop faire pour ces vaillantes populations rurales que rien ne décourage, qui luttent avec un véritable héroïsme contre toutes les crises qui les assaillent et qui, par leur sagesse, par leur bon esprit, sont la force des gouvernements.

L'armée et la marine sont l'objet des plus chères espérances du pays ; pour compléter l'œuvre de la défense nationale, il faudra créer enfin cette armée coloniale dont vous n'avez cessé de réclamer l'organisation.

Dans l'ordre économique et social, nous chercherons à faire voter les projets que trop d'agitations stériles ont laissés en souffrance depuis tant d'années.

Les projets de lois relatifs à la réglementation des heures de travail, à la responsabilité en matière d'accidents, au développement de la mutualité, de l'épargne et de la prévoyance, sont soumis à vos délibérations. Convaincus à la fois de leur importance et de leur urgence, nous voulons les rendre définitifs.

L'organisation des caisses de retraites ouvrières par la coopération de l'Etat et de l'initiative individuelle s'impose également à votre attention.

Ainsi limitée, l'œuvre législative du Parlement sera féconde et produira des résultats durables. Mais nous ne servirons pas moins efficacement les intérêts des travailleurs et de la nation entière, en maintenant avec fermeté, contre toutes les tentatives, le respect des lois et l'ordre public. C'est un devoir auquel nous ne faillirons pas.

La prospérité du pays en dépend. La stagnation des affaires n'a peut-être pas de cause plus profonde que l'incertitude et la crainte du lendemain. Vous pouvez, dans une large mesure, y remédier en pratiquant la politique d'ordre, de travail et de progrès que le pays appelle de ses vœux.

Cette politique sage et ferme n'offre pas moins d'avantages à l'extérieur qu'à l'intérieur. C'est par elle qu'une démocratie laborieuse et pacifique, consciente de sa force, de ses intérêts et de ses droits, a pu s'assurer au dehors des alliances précieuses et fidèles. Par la continuité des vues et desseins, cette politique pourra maintenir et développer la situation qui appartient à la France dans le monde.

Tel est le programme que nous vous proposons de réaliser ensemble.

Nous ne le pourrions qu'en écartant résolument les discussions irritantes et stériles qui, depuis le commencement de la législature, ont trop souvent paralysé la bonne volonté réformatrice de la majorité.

Messieurs, la France qui travaille est lasse d'agitation, elle a soif de paix et de tranquillité; elle nous adjure de songer à elle et de faire trêve aux dissensions qui l'affaiblissent. C'est pour la bien servir que nous avons assumé une lourde tâche. Nous avons la ferme confiance que vous nous comprendrez et que vous répondrez à notre appel pour pratiquer avec nous, dans l'intérêt supérieur de la République, une politique d'apaisement et de progrès.

La lecture de la déclaration a été suivie, à la Chambre des députés, d'une interpellation sur les conditions dans lesquelles avait été formé le nouveau Cabinet. Après une vive discussion, la Chambre a, par 278 voix contre 244, voté l'ordre du jour suivant :

La Chambre, affirmant la souveraineté du suffrage universel et approuvant la Déclaration du Gouvernement, passe à l'ordre du jour.

Affaires de Madagascar.

Proposition de résolution relative à la colonisation et au régime de l'administration intérieure dans l'île de Madagascar, présentée le 23 mars par M. Louis Brunet, député. — (Renvoyée à la commission des colonies)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, la Chambre a, par un vote presque unanime, ratifié la prise de possession définitive de Madagascar, incorporé dans notre domaine national.

Personne ne saurait plus contester aujourd'hui que la Grande-Ile ne soit, suivant l'expression employée par M. le président du conseil dans la déclaration ministérielle, possession française.

Jamais, en effet, même au moment du traité de 1885, la France n'avait renoncé à ses « droits séculaires et imprescriptibles » sur Madagascar, vingt

fois proclamés par le Parlement et formellement réservés même par le traité ci-dessus visé.

Il n'est plus utile, après les derniers événements et en l'état de la question, ni de refaire l'histoire durant les deux siècles derniers de l'île Dauphine, dont le chef-lieu fut en même temps celui de tout notre empire colonial « au delà du cap de Bonne-Espérance », ni de rappeler la célèbre querelle de Farquhar. Par une fortune singulière, notre ennemi a lui-même contresigné les titres de la France. Le 23 mai 1816, il informait le gouverneur de l'île Bourbon qu'il avait reçu l'ordre de son gouvernement de considérer l'île de Madagascar comme ayant été cédée à la Grande-Bretagne « sous la désignation générale de dépendances de l'île de France ». Mais quand, à la suite des protestations de la chancellerie française, lord Bathurst, secrétaire d'Etat aux colonies, lui écrivait que S. A. R. le prince régent avait « admis l'interprétation donnée par le gouvernement français au traité de paix du 30 mai 1814 », Farquhar, condamné à remettre Madagascar à la France, employa cent moyens dilatoires et finit par transformer en roi de tout Madagascar un chef de tribu installé dans l'Imérina. Ainsi naquit la fiction hova.

Nos représentants, Sylvain Roux, de Blévec et leurs successeurs, ont toujours protesté contre le titre de « roi de Madagascar » attribué au chef des Hovas. La tradition française jusqu'en 1883 consista à protéger contre Radama et ses successeurs les tribus de la côte et de l'intérieur. En 1857, le capitaine de vaisseau Fournier, commandant de la division de la Réunion et de Madagascar, écrivait : « La France n'a jamais reconnu aucun droit aux Hovas sur la terre de Madagascar... On peut bien dire que la puissance hova n'existe nulle part. »

C'est la vraie doctrine française, d'après laquelle la France seule est souveraine à Madagascar, celle que le Gouvernement actuel a soutenue et proclamée.

Même les partisans du protectorat ont renoncé au système qui avait leurs préférences pour, dans la séance du 19 mars dernier, « approuver la notification faite aux puissances étrangères de la prise de possession définitive de Madagascar » (1).

II

En même temps que la Chambre repoussait la constitution d'un protectorat, acte international par nature et par essence, qui, en cas de troubles à Madagascar, aurait pu autoriser l'intrusion chez nous des puissances étrangères, elle soulignait la déclaration très nette faite à la Chambre par le président du conseil au sujet de l'organisation administrative de notre colonie. « Le régime intérieur est réservé », a dit l'honorable M. Bourgeois.

La Chambre des députés a pris acte de cette parole.

M. le professeur de droit international Despagne, étudiant la question de Madagascar et parlant du papier qu'avait fait signer le cabinet Ribot, écrivait avant la convention du 19 janvier :

« Ce projet de traité a été très mal accueilli par les partisans résolus d'une annexion pure et simple, fort nombreux du reste, et qui comptent dans leurs rangs des hommes particulièrement autorisés à émettre une opinion, à cause de la connaissance qu'ils ont de l'île malgache et des éléments politiques ou économiques qu'elle peut offrir pour le fonctionnement d'un protectorat. On objecte cependant à ceux qui veulent faire ainsi de Madagascar une véritable possession française par le moyen d'une annexion, que la colonie nouvelle serait bien difficile, bien longue et bien coûteuse à organiser et à exploiter, vu son étendue, l'absence des voies de communication et son climat, qui ne permet guère aux Européens de s'y fixer en nombre considérable.

« D'autre part, les défenseurs de l'annexion, qui veulent faire de Madagas-

(1) Ordre du jour de MM. de Mahy, Louis Brunet, Pourquery de Boisserin, Decker-David, Duval et Samary.

car une possession française, entendent bien utiliser les institutions locales, tout en les dirigeant et en les améliorant, sans vouloir leur substituer celles de la métropole ni remplacer les autorités malgaches en général par des fonctionnaires français (1).

« Frappés des heureux résultats politiques et économiques, obtenus grâce à cette façon de procéder par les Anglais dans l'Inde et en Birmanie, par les Hollandais à Bornéo, à Java et à Sumatra, ils veulent la transporter à Madagascar.

« Malheureusement, les idées ont été obscurcies et les discussions sont nées de ce que les publicistes qui ont adopté cette manière de voir ont persisté à vouloir considérer la solution défendue par eux comme l'établissement d'un protectorat.

« Il est fâcheux que l'on ait voulu voir un protectorat ou, du moins, une variété de cette institution, dans la combinaison proposée pour organiser Madagascar devenue possession française. On se serait épargné bien des discussions oiseuses en disant nettement que l'on veut l'annexion pure et simple, l'incorporation proprement dite, avec anéantissement de la personnalité juridique de l'Etat malgache, qui disparaît dans les rapports internationaux et n'est plus, dans les autres colonies, qu'une dépendance de la souveraineté française. Peu importe le procédé d'administration employé pour la nouvelle colonie, ce n'est plus là qu'affaire de législation interne, étrangère aux autres Etats.

« Ce sont d'ailleurs ces conséquences juridiques du protectorat véritable qui déterminent ses adversaires à le répudier. Il ne faut pas se dissimuler que si l'on maintient le protectorat, même en l'accentuant au profit de l'Etat protecteur et en attribuant à celui-ci l'exercice ou le contrôle de la souveraineté de l'Etat protégé, ainsi que le fait très nettement le projet de traité préparé par le ministre Ribot (art. 1^{er}), on laisse subsister la personnalité juridique de l'Etat malgache au point de vue des rapports internationaux et on se met dans l'obligation de respecter les conventions conclues par lui antérieurement avec d'autres pays; la France ne pouvant avoir plus de droits comme dirigeant la politique extérieure de Madagascar que n'en a la puissance qu'elle protège, comme le tuteur ne peut qu'exercer les droits de son pupille. Or, nombre de traités d'un caractère politique ou économique passés par le gouvernement hova sont perpétuels ou, du moins, ne peuvent être dénoncés à l'heure présente. Il en résulte que la France serait strictement tenue, avec le régime du protectorat, de les considérer comme étant toujours en vigueur, sans pouvoir faire attribuer à ses nationaux des privilèges qui appartiennent de plein droit à des étrangers, et sans pouvoir surtout écarter les sujets d'autres Etats qui profiteraient, dans le pays si péniblement occupé par nous, d'avantages acquis par contrat et d'autant mieux assurés pour eux que notre protectorat serait plus fort et plus fermement organisé. Une fois de plus, nous n'aurions dépensé notre argent et la vie de nos soldats que pour favoriser les étrangers. On a pu comparer la situation qui nous serait ainsi faite à celle que nous a imposée l'établissement du protectorat en Tunisie. Là aussi, pendant longtemps, notamment jusqu'à la dénonciation du traité de commerce italo-tunisien, nos sacrifices servaient plus peut-être aux étrangers qu'à nos nationaux. Mais si les circonstances politiques et les ménagements qu'elles imposaient ont pu nous amener jusqu'à garantir les traités antérieurement conclus par la Tunisie, il semble bien que rien ne nous oblige à de pareilles concessions vis-à-vis des puissances intéressées en ce qui concerne Madagascar et que rien ne nous est plus facile, en présence du défaut de protestation légitime des autres Etats, comme devant l'impossibilité de résistance sérieuse du gouvernement malgache, que de procéder à une « annexion pure et simple, sauf à organiser notre nouvelle colonie en utilisant le concours des autorités et institutions locales... »

(1) Notre formule a toujours été : « Peu de fonctionnaires et beaucoup de colons. »

« ... Madagascar doit disparaître comme entité juridique, comme Etat; ce n'est plus qu'une colonie absorbée par la France au point de vue des rapports internationaux, sauf au pays annexant à lui laisser une autonomie relative par le maintien, dans la mesure jugée convenable, des institutions indigènes, et la conservation du pouvoir de la reine à titre plus honorifique que réel, comme pour les souverains hindous assujettis à la Grande-Bretagne.

« Les conséquences de cette situation, c'est que, comme pour tous les pays annexés, au sens juridique de l'expression, les traités conclus par Madagascar antérieurement ne sont pas, en principe, opposables à la France; en règle générale, les contrats conclus par un sujet de droit sont anéantis par la disparition même du sujet qui les a conclus, ce qui aurait lieu pour Madagascar cessant d'exister en tant que personnalité du droit des gens.

« ... Nous pensons notamment que les conventions internationales d'un caractère politique ou économique passées par le pays annexé avant son incorporation peuvent être incompatibles avec la condition et les droits de souveraineté de l'Etat annexant; aussi sont-elles « intransmissibles de leur nature », ... et il sera toujours permis à l'annexant d'y mettre un terme pour l'avenir. Tel sera le cas pour les traités qui touchent à la situation politique ou économique générale, qui doit être la même pour le territoire annexé que pour le pays dont il fait désormais partie, comme, par exemple, pour les traités d'alliance, de commerce, les conventions relatives à la condition des étrangers, à leurs immunités de juridiction, etc. »

Il nous a paru que ces observations étaient bonnes à retenir, d'abord parce qu'elles précisent l'état de la question et, ensuite, parce qu'elles contiennent une opinion raisonnée sur les droits et les obligations de la France, souveraine à Madagascar, à l'égard des Etats ayant des traités de commerce ou autres avec la reine hova. Voilà pour l'extérieur.

Pour l'intérieur, tout le monde s'accorde à reconnaître que nous devons, dans la mesure possible, utiliser les indigènes et l'organisation indigène pour l'administration du pays.

Mais quels indigènes et quelle organisation indigène?

III

Au moment où le résident général allait prendre son poste à Tananarive, un négociant honorable (1), fixé à Madagascar depuis trente-cinq ans, lui adressait un mémoire qui nous a été communiqué par l'auteur lui-même. Nous estimons devoir en extraire les pages suivantes qui contiennent, sur la situation géographique, politique et administrative des tribus, les renseignements les plus complets et les plus désintéressés. Nous souhaitons que le Gouvernement, très mal renseigné jusqu'à ce jour, s'en inspire dans l'intérêt de la colonisation de la Grande-Ile.

L'auteur a divisé son travail en plusieurs parties. Il parle d'abord des Antanosy, dont le principal chef ou roi Rabefanatra détruisit la garnison hova de Fort-Dauphin, en 1844, pensant que nous aurions occupé ce fort au lieu et place des Hovas. Par crainte des représailles, ce chef a depuis fui la côte pour se réfugier chez les Antanosy émigrés de l'intérieur; mais, en août 1893, il revint à la côte malgré la présence des Hovas et il offrit à M. Besson, notre résident, 2.000 porteurs et ses guerriers pour nous aider à chasser les Hovas de Fort-Dauphin.

LES ANTANOSY ET AUTRES PEUPLADES DU SUD

Le pays des Antanosy a pour chef-lieu notre ancien Fort-Dauphin. Depuis

(1) M. Bonnemaïson, doyen de la colonie française à Madagascar.

la découverte du caoutchouc propre à cette contrée, ce point, délaissé autrefois, est devenu très important, grâce à l'occupation française. Toutes les peuplades qui habitent les environs se souviennent de notre domination et l'accepteraient de nouveau facilement, tandis que jusqu'à l'heure présente ils détestent les Hovas, dont le pouvoir ne s'étend en somme que sur un territoire très restreint et n'est que nominatif sur les naturels; ce sont plutôt des alliés que des feaux. Les Hovas ne détiennent ce point que parce qu'il nous a appartenu et qu'ils ne voudraient point nous le voir reprendre s'ils le délaissaient.

Le pays est très riche, mais l'intérieur n'est pas ouvert, parce que les naturels craignent de voir les Hovas y pénétrer après nous. Les Antatsinos, les Antandray, habitants d'Androhomano au cap Sainte-Marie, sont tout à fait indépendants; les Masikora, habitants de l'intérieur, le sont aussi. Au nord de Fort-Dauphin, on rencontre cinq ou six peuplades indépendantes, ne laissant aux Hovas en armes qu'un droit de passage sur le rivage.

Au-dessus des pays Antanosy, on trouve l'immense pays des Bara, dont la frontière confine, au nord, avec les Betsileos et, à l'ouest, avec les Sakalaves « Mahafaly ». A mesure qu'on se rapproche de l'intérieur, tous ces pays sont fertiles et tempérés dans leur climat, et l'Européen pourrait facilement s'y acclimater. Les moutons du pays, les bœufs, les chèvres forment des troupeaux immenses dans ces vastes plaines où ils trouvent d'excellents pâturages. L'élevé du mouton mérinos y serait facile et nous permettrait de faire concurrence aux laines d'Australie.

Je ne parle pas des richesses du sous-sol, encore moins des productions naturelles; mais, comme toutes les peuplades qui y habitent détestent les Hovas, elles n'admettent que très difficilement le passage dans leurs terres des étrangers amis des Hovas.

De la sorte, le commerce en général, qui aurait pu être très fructueux avec ces peuplades très denses, est tout à fait nul.

Pour les attirer à nous, il serait nécessaire d'enlever aux Hovas, dans ces pays, toute puissance, tout pouvoir politique, et de ne les y admettre que comme de simples particuliers.

Puis en nommant un chef indigène responsable de la caste du pays, qui aurait le pas sur les autres, d'après les us et coutumes, et en groupant autour de lui d'autres chefs, tout aussi responsables, dans chaque tribu ayant la même organisation, nous arriverions en peu de temps à dominer ces peuplades, à les rendre accessibles à la civilisation et à les pénétrer complètement.

Avec un corps de soldats noirs fortement organisé, c'est-à-dire avec cadres européens, et en procédant au désarmement au fur et à mesure des soumissions volontaires, l'ordre régnerait bien vite chez ces populations, guerrières plutôt par nécessité que par état. Craignant toujours l'invasion des Hovas, elles resteraient toujours sur le qui-vive, et comme quiconque a des armes a toujours envie de s'en servir, on s'explique les petites guerres intestines qui ont lieu dans ces parages.

En résumé, il faut que le drapeau français flotte seul dans ces provinces, que les chefs soient désignés par les peuplades elles-mêmes et nommés par nous, que ces chefs demeurent près de nos résidents et qu'ils deviennent les intermédiaires obligés entre leurs compatriotes et nous.

La peur des Hovas n'ayant plus sa raison d'être, le pays s'ouvrira à nos commerçants, par conséquent à la civilisation. Agir autrement serait vouloir éterniser l'état de choses actuel, ou bien, s'il fallait en appeler aux armes, il en résulterait une guerre très coûteuse, très longue, ce qui n'est pas à désirer. Qu'on éloigne le Hova des provinces qui ne lui appartiennent pas et tout marchera à souhait; c'est le point capital de la pacification et de l'utilisation de ces pays.

LES ANTAIMORO

Cette peuplade d'origine musulmane est, comme administration, la mieux

organisée de l'île; c'est sur elle que les Hovas ont copié la leur; en effet, les anciens rois hovas étaient alliés par le serment du sang (*fatidra*) avec les rois Antaimoro. Radama I^{er} l'était aussi; et, avant l'arrivée des Vazahas à sa cour, Radama ne se servait que de secrétaires parlant et écrivant l'arabe et provenant du roi Antaimoro, son frère de sang. Il serait nécessaire de savoir s'ils veulent encore de la domination hova ou bien s'ils voudraient nous voir à leur place.

Depuis la conquête de ce pays par les Hovas, cette organisation n'a pas changé, et nous pourrions très facilement remplacer le gouverneur représentant la reine par un résident, qui laisserait au peuple plus de liberté et de justice.

Au sud des Antaimoro et dans l'intérieur de ce pays se trouvent d'autres peuplades, mais autochtones, qui supportent difficilement la domination hova. Les travailleurs que nous employons sur la côte est proviennent de ces peuplades. On les rencontre aussi bien à Fort-Dauphin qu'à Tamatave et jusqu'à Diégo-Suarez; tous aiment la terre, et leur pays est très bien cultivé, c'est-à-dire mieux que ne l'est la province hova de l'Imérina, ainsi que celle de Betsileo.

Toutes ces peuplades s'administrent elles-mêmes et le Hova ne remplit auprès d'elles que le rôle de protecteur que nous voulons à notre tour remplir auprès des Hovas.

Le pays est très fertile et la population considérable, un peu querelleuse de tribu à tribu; mais une administration juste, sage et ferme nous assurerait la soumission de ces peuplades, et leur contrée serait comme rendement financier et commercial la plus appréciable de l'île, justement à cause de la densité de sa population; mais il serait de toute nécessité, pour atteindre ce but sans longs tâtonnements, de substituer notre pouvoir à celui des Hovas, qui n'est qu'à moitié supporté et non aimé; ces peuplades sont désignées sous le nom de Zafizono, Zafirabakary, Antimahyamanina, Antaisaka et Antaifasy.

LES ANTOMBAHOAKA ET LES ANTATSINOS

Les premiers habitent la province de Mananjary et les seconds celle de Mahanoro. Ces deux provinces sont très riches, et comme les populations qui les habitent sont très denses et très passives, les Hovas se sont livrés sur elles à toutes les exactions possibles; de tout temps, les Français, particulièrement, ont commercé avec ces peuplades et, après l'abandon de Fort-Dauphin, c'est chez elles qu'ils s'étaient réfugiés; partout, on retrouve des traces de leur passage, par les habitations et les plantations qu'ils ont créées.

La richesse du sol, la fertilité de ces terres sont connues depuis très longtemps; c'est là qu'on rencontre les seules vanilleries et plantations de thé considérables de l'île. Les plus considérables plantations de caféiers y avaient été créées; mais la trop mauvaise exposition du lieu, ainsi que la trop taible altitude n'ont pas convenu à la plante, et ainsi beaucoup de colons se ruinèrent de 1870 à 1880. Il est vrai qu'à cette époque les colons, empêchés par les Hovas, n'avaient pas le choix du sol.

Ces populations paisibles s'administrent elles-mêmes sous le contrôle désastreux des Hovas; leur bien-être s'augmenterait si nous voulions les régir directement; ce ne serait après tout que justice, car elles étaient autrefois sous notre domination.

LES RÉTANIMENA

La province des Bétanimena est bornée au sud par celle de Mahanoro et au nord par l'Ifontsy, frontière sud du vaste pays des Betsimisarakas. Tamatave est la nouvelle capitale de cette province; c'est son port d'entrée; mais la vraie capitale de cette tribu est Andavoronte. De tous les peuples côtiers, c'est le premier qui ait été placé sous la domination des Hovas. Etant sur le passage de l'Imérina à la côte, cette peuplade a

été mise en coupe réglée pour les transports par leurs dominateurs, et on peut dire que c'est celle qui est la plus accablée par le fanamboana, au point que les agglomérations d'habitants sont rares dans les environs immédiats de Tamatave. La province produit énormément de rafia, et si le régime administratif des Hovas n'était pas si ruineux, ce serait l'une des provinces les plus riches, les plus peuplées et les plus fréquentées de l'île, à cause de sa proximité de Tamatave et de sa position admirable, à cheval sur la route de Tamatave à la capitale. Cette province était autrefois sous notre domination directe et c'est avec le plus grand mécontentement que ses habitants ont vu la France les remettre d'un trait de plume et sans les consulter sous celle des Hovas. Le pays en restera troublé tant que nous voudrions maintenir cet état de choses que le résultat de la dernière guerre semblait devoir changer.

LES BÊTSIMISARAKA

Les tribus du Nord alliées sous le nom de confédération des Betsimisaraka, lors de leur guerre contre les Bétanimena, occupent un territoire très considérable, partant de la rivière Ifontsy, au sud, pour finir au cap Massalina, englobant toutes les tribus de la baie d'Antongil. De toutes les tribus de Madagascar, ce sont les plus paisibles, les plus obéissantes. Toutes ces tribus ont été autrefois sous notre domination directe, ou féales ou alliées. Elles ont longtemps partagé notre sort heureux ou malheureux.

En 1823 et 1825 et en 1829, elles se sont révoltées contre les Hovas pour revenir à nous et par trois fois abandonnées par nous, les Hovas les ont cruellement décimées, et la « majeure partie des esclaves des Hovas proviennent des prisonniers de guerre faits sur ces tribus à diverses époques ». Malgré les années écoulées, les Betsimaraka n'ont pas oublié les cruautés d'autan, d'autant plus que les Hovas n'ont rien fait pour qu'ils les oublient.

Au contraire, confiants dans la passivité de ces peuplades, ils n'ont cessé de les accabler, de les ruiner de fond en comble. Le pays, pour sa vaste étendue, si peuplé autrefois, ne l'est plus aujourd'hui. Il est grand producteur de bois de construction, de riz, de caoutchouc, de gomme copal, de cire et de cristal de roche, etc. Ces territoires sont favorables à toutes les cultures des plantes textiles, ainsi qu'à toutes celles des pays intertropicaux, à diverses altitudes. Il serait de toute justice que nous rendions à cette peuplade son autonomie, sous notre contrôle, puisqu'elle s'est sacrifiée jusqu'au sang pour nous. La remettre sous le joug des Hovas, ce serait agir avec elle de la manière la plus indigne, ce serait vouloir fouler volontairement aux pieds les souvenirs les plus chers et les plus sacrés; ce serait en même temps disperser ses membres épars sur la terre qui les a vus naître.

LES PEUPLADES DU HAUT PLATEAU ORIENTAL

Les Tanalo, les Sahavata, les Vorino, les Bezanozana, les Tsianaka et les Tsimihety sont des peuplades qui habitent le haut plateau oriental ou vallées encaissées par la chaîne centrale qui les borne à l'ouest et l'autre chaîne qui court probablement à l'est.

Les Tanalo sont absolument indépendants, leur pays se trouve à l'ouest de la province des Antaimoro; jamais les Hovas n'ont pu pénétrer et dominer ces territoires assez vastes, et ce n'est pas aujourd'hui qu'ils accepteront leur domination.

Les Sahavata dominent au-dessus de Mananjary et de Mohéla; ils obéissent à peine aux Hovas, qui les exploitent cependant de toutes les façons; aussi se sont-ils soulevés dernièrement, ont-ils massacré les Hovas qui se trouvaient chez eux, et ce n'est donc pas aujourd'hui qu'ils accepteront d'être gouvernés par eux.

Les Vorino habitent au-dessus de Mahanaro et de Vatomandry; il n'y a pas d'exactions, pas de cruautés, que les Hovas n'aient commises contre eux

depuis ces quelques années ; l'avant-dernier gouverneur hova de Belonona a été exécuté pour avoir fait tuer deux cent cinquante Vorino d'un seul coup ; ce dernier vient de se signaler par des atrocités semblables. Ces peuplades se sont révoltées et tiennent maintenant la campagne. Ce serait une cruauté que de vouloir leur imposer de rechef ces mêmes Hovas ; en le faisant, nous nous aliénerions volontairement ces naturels.

Les Bezanozena voient leur pays traversé par la route de Tamatave à Tananarive ; aussi sont-ils contraints de faire tous les transports que le gouvernement hova réclame ; ils sont devenus de véritables bêtes de somme qu'on traite de la plus indigne façon. Autrefois, leur chef les menait combattre, aux moindres exactions des Hovas, jusqu'en Imerina ; mais, décimés depuis, ils ont courbé la tête en attendant des jours meilleurs ; on nous apprend que la révolte est actuellement générale chez eux, excepté là où nous protégeons, par la présence de nos troupes, le pouvoir hova.

Les Tsianaka se battaient autrefois contre les Hovas avec avantage ; mais aujourd'hui ils sont complètement soumis à ces derniers ; c'est chez eux que les Hovas révoltés contre notre domination ont trouvé asile ; cette peuplade est cependant semi-indépendante, regardée par les Hovas plutôt comme une alliée que comme une vassale ; voisine de l'Imerina, bon nombre de Hovas l'habitent et y font pâturer leurs troupeaux de bœufs. Le pouvoir hova serait, assurément, accepté là presque sans discussion.

Les Tsimihety habitent directement au-dessus de Manahara dans la baie d'Autongil, mais peu à peu des émigrations incessantes ont envahi toutes les hautes vallées dans la partie nord jusqu'à Antala ; ce sont des peuplades tout à fait nomades et forestières comme les Tanala du sud ; les Hovas n'ont aucune action sur elles et c'est à peine s'ils viennent vendre leurs produits dans les ports de la côte. Grands planteurs de riz, les Tsimihety font de grands dommages dans les forêts qu'ils brûlent pour planter leurs récoltes ; comme à mesure que les Hovas approchent des endroits habités par eux, ils émigrent vers d'autres régions ; les Hovas ont fini par comprendre qu'il ne leur restait que la ressource de percevoir sur eux des droits d'octroi sur les produits qu'ils viennent vendre dans les ports des côtes.

Toutes ces hautes vallées et ces hauts plateaux du versant oriental sont très fertiles et renferment des richesses incalculables en forêts et en minerais.

De vastes pâturages nourrissent de nombreux troupeaux ; d'immenses champs de riz couvrent de grandes surfaces et ce sol composé d'humus produirait de tout sans grande peine et en abondance. L'absence de toute route, de toute voie fluviale conduisant à la côte en empêche le développement et, à cause de la cherté du transport, il ne s'exporte de ces parages que les produits les plus riches, cire et caoutchouc. Tous ces pays sont appelés à un grand avenir pour le jour où des voies de pénétration arriveront jusque-là ; le climat y est excellent et l'Européen s'y acclimaterait facilement, pourrait y faire souche.

Toutes ces peuplades, hormis peut-être celles d'Antsianaka, détestent les Hovas, et si nous leur imposons la domination de ceux-ci, elles se réfugieront dans les endroits inaccessibles sans profit pour personne ; elles pourront au contraire devenir dangereuses pour le colon qui ira habiter près de leurs repaires ; il serait donc préférable de leur laisser leur autonomie avec des chefs responsables dont le principal résiderait près de nos agents à chaque chef-lieu choisi ; cette combinaison suffirait pour modérer tous les exalts et pour pacifier ces immenses régions dont les habitants n'ont pour principal défaut qu'une timide sauvagerie, fruit de certaines exactions commises sur elles à différentes époques par les Hovas. Agir autrement, ce serait les replonger dans la barbarie ; quant à guerroyer contre elles, ce serait folie.

L'ANTAVARATRA

Du cap Masoaly au cap Est, la presqu'île est habitée par la tribu des Sam-

barivo, d'origine arabe, très illustre et très ancienne dans les annales de l'histoire malgache; cette presqu'île est très riche, très montagneuse, mais bien arrosée: on y rencontre tous les produits de l'île et le commerce est très actif dans sa partie nord-est pleine de cirques protégés par d'immenses récifs; ils forment des ports naturels excellents. Sa population est très douce et très tranquille; elle ne demanderait pas que mieux de recevoir de nous le chef que nous voudrions choisir chez elle et qui leur transmettrait nos ordres. Elle déteste les Hovas et elle serait heureuse de se soumettre à notre autorité.

Du cap Est à la rivière Loky, cette partie du pays, déserte autrefois, a été peuplée par des immigrations successives des tribus de la baie d'Autongil, fuyant les guerres intestines de leur pays; c'est dans ces parages que se trouvent les plus belles forêts, dont on retire le caoutchouc le plus prisé de l'île et la gomme copal; la population est aussi très douce et bien clairsemée; elle accepterait notre domination avec joie. Le Hova y est détesté généralement, car, sous la première Ranavalona, ils tuèrent un grand nombre d'habitants et ils réduisirent à l'esclavage une autre partie de ces émigrés.

Les gouverneurs hovas isolés et se croyant à l'abri de tout contrôle ont commis sur ces peuplades des exactions sans nombre et ont ruiné toutes les plus riches familles. En les remettant sous la domination des Hovas, ces peuplades se refuseraient à tout travail et, si elles n'émigraient pas une deuxième fois, ne feraient aucun effort pour sortir de leur état actuel. Tout au contraire si nous prenions la résolution d'éloigner leurs oiseaux de proie, la vie renaîtrait et, sans efforts extraordinaires, on verrait ces populations travailler avec ardeur à recouvrer leur aisance d'autrefois. C'est là tout le secret de la paresse qu'on reproche aux Malgaches, ainsi que la source, très souvent, de l'ivrognerie, qui ne cesse de faire de grands ravages parmi eux.

LES ANTANKARES

De la rivière Loky au nord jusqu'au cap d'Ambre et de là jusqu'à la rivière de Sambirano, au sud de Nossi-Bé, toute cette partie de l'île constituait autrefois le domaine intégral des Antankares. Attaqués par les Hovas, ils se sont peu à peu retirés et aujourd'hui c'est à partir de la rivière de Ampa-nobé, un peu avant d'arriver à Vohémar, qu'on commence à les rencontrer, tout le pays qu'ils ont abandonné est envahi par des immigrations d'Antanaratra fuyant les exactions du gouvernement hova.

Le pays des Antankares est remarquable par ses immenses pâturages où paissent des centaines de milliers de têtes de gros bétail; c'est au reste l'élevage auquel ces peuplades se livrent tout particulièrement. Ce qu'on peut reprocher à l'extrême-nord de ce pays où est située notre colonie de Diégo-Suarez, c'est le manque de pluie pendant sept mois de l'année, d'avril à novembre.

Les Antankares et les Sakalaves se livrent à des guerres continuelles, poussés par les Hovas qui les divisent; ces deux peuplades, de mœurs et d'habitudes semblables, en ces guerres où les razzias de troupeaux payent les frais, se ruinent; les troupeaux de bœufs se dispersent et, si l'on n'y mettait pas ordre, cette province perdrait toute sa richesse. Le meilleur parti à prendre serait de renvoyer tous les Hovas dans l'Île. Regardant ce pays comme taillable et corvéable à merci, ils ne font rien pour en améliorer la situation; au contraire, ils recèlent, en achetant à vil prix, le butin du vainqueur qu'ils poussent vers les plaines de Tsianaka. Les Antankares ne pouvant en aucune manière sympathiser avec les Hovas, il faut leur rendre leur autonomie sous notre contrôle; de cette manière on arriverait facilement à rétablir le calme et à pacifier toutes ces régions, demeurées presque inconnues jusqu'aujourd'hui.

Par ses immenses troupeaux de bœufs et avec l'aide de l'ancien roi Tsianala qui deviendrait responsable des déprédations de ses administrés, nous pourrions faire de ce pays une des plus prospères contrées de l'île.

Une foule de familles européennes attendent que la sécurité règne dans ces parages pour s'y établir et créer des fermes modèles d'élevage.

LES SAKALAVES

De la rivière Sambirano au nord jusqu'au cap Sainte-Marie au sud, toute cette partie de la côte ouest est habitée par les chefs sakalaves jusqu'à Majunga; ces chefs, après la mort de leur père, venaient se faire sacrer rois par nos commandants de Nossi-Bé. Ces rois et reines, qui avaient ainsi reconnu notre souveraineté, ne gardaient que le premier degré de juridiction et nous soumettaient tous les cas assez graves pour être jugés par nos tribunaux de Nossi-Bé ou de la Réunion. Les rois et reines ainsi nommes par nous sont Tsianala, roi des Antankares; Tsiaraso, roi des Bemarafy, dont la capitale est Ankify; Binao, reine des Betsimitra; viennent ensuite les peuplades connues sous les noms de Baramahamay, les Marofitana, les Mahajamba, les Marosaka, les Boina, jusqu'à Boily. Ces cinq dernières peuplades se courberont facilement à notre domination, tout aussi bien que les trois premières, mais à la condition que nous leur laissions leur autonomie avec leurs chefs naturels pour les gouverner, sous notre contrôle. Elles n'accepteront les Hovas que contraintes par les armes.

Puis vient la province d'Ambongo, divisée entre plusieurs chefs; la province de Ménabé aussi, la province de Fihérana et les Mahafaly au sud. A part quelques points militaires occupés par les Hovas, ainsi que quelques postes situés sur les sentiers qui conduisent de la côte à la capitale hova, tout cet immense pays est absolument indépendant. Très fertile, très riche à mesure qu'on s'avance dans l'intérieur, sous le rapport du sol et du sous-sol, il est encore pre-qu'en inconnu. La crainte du Hova domine tout et fait qu'ils n'acceptent pas que les étrangers pénètrent dans l'intérieur de leurs terres; ils craignent que la connaissance des voies de communication ne serve aux Hovas pour les envahir. Par suite de ces obstacles, le commerce, qui devrait être très florissant, y est plus que nul; cette immense étendue de terre reste inexploitée, bien que cette partie de l'île soit très riche et très abondante en produits riches, gomme et caoutchouc. Dès que la sécurité des colons sera assurée dans ces vastes régions, encore inexploitées, son sol et sous-sol nous réservent de grandes surprises.

Si les naturels de ces parages repoussent toute immixtion hova dans leurs territoires, il ne s'ensuit pas pour cela qu'ils nous reçoivent en dehors des ports des côtes. Comme les Hovas le croyaient avant l'arrivée de nos troupes à Tananarive, toutes ces peuplades se croient invulnérables dans les points qu'elles habitent dans l'intérieur et pour peu qu'elles sachent que nous avons pris pour auxiliaires les Hovas à la côte est, elles nous repousseront par crainte qu'en se soumettant à nous, nous prenions aussi plus tard pour les gouverner des chefs hovas; elles nous résisteront donc et elles n'accepteront l'introduction de nos colons chez elles qu'après que nous les aurons soumises par les armes. Si on ne veut pas s'exposer à être obligé d'organiser de petites expéditions militaires dans chacune de ces provinces, il faut chercher à traiter avec le chef souverain de chacune d'elles et, après avoir obtenu le désarmement dans toute l'étendue de son territoire, le faire résider près d'un de nos agents directs et surtout le rendre responsable des actions des autres chefs ses subordonnés. En appuyant les ordres que nous lui ferons transmettre à ses subordonnés, c'est-à-dire par les armes, nous arriverons promptement à bout de commander en maîtres dans ces vastes régions.

J'estime qu'un petit envoi de cent hommes bien armés avec des fusils Lebel aura plus d'action sur leurs esprits que tous les présents que nous pourrions leur faire. Cela ne veut pas dire que nous n'ayons pas à rémunérer tant soit peu les chefs qui feront acte de présence près des demeures de nos résidents. Les Baniens de Bombay, ainsi que les habitants des Comores, ont seuls eu accès chez les peuplades sakalaves du centre et du sud, et

comme les Banians de Bombay, sujets anglais, nous détestent assez, leur contact avec les Sakalaves nous a nui beaucoup pendant ces vingt dernières années dans l'esprit de ces derniers.

LES TRIBUS DES HAUTS PLATEAUX DU VERSANT OCCIDENTAL

On n'en trouve que quatre : les Betsiléos au sud ; les Vanankaratra, peuplade composée de Betsiléos et de Hovas mêlés ; les Antimerina ou Hovas, et les Antandrona, dont la capitale est Mandritsara, le grand arsenal hova de l'extrême nord ; nous ne nous étendrons pas sur cette région très connue, déjà décrite par ceux qui l'ont parcourue en tout sens. Nous dirons seulement que les Hovas devront être maintenus en tant que puissance sur ces hauts plateaux, leur domaine serait assez vaste et comme après tout ils resteraient dans les limites premières, aucune peuplade n'aurait à en souffrir ou à en prendre prétexte pour troubler le pays.

A un autre point de vue, ce serait très politique, car le pays excessivement divisé ne pourrait jamais s'unir contre nous, nous ne pourrions avoir affaire qu'à une seule tribu à la fois, et les Hovas concentrés dans l'Imérina ne trouveraient pas de secours ailleurs, s'ils voulaient se révolter. Au contraire, toutes les tribus nous prêteraient assistance pour les réduire. Il est fort possible aussi que toutes les populations concentrées dans l'Imérina, à mesure qu'elles deviendront plus nombreuses, émigrent vers la côte, ce qui amoindrirait encore les forces des Hovas.

Dans nos intérêts, et non dans ceux des Hovas, en agissant ainsi nous préparons l'avenir pour nos enfants. Il ne faut pas que l'hégémonie hova soit constituée selon le système naguère préconisé par le vœu du ministère des affaires étrangères, autrement la pacification de l'île en serait retardée. Les Hovas, délivrés du souci du pouvoir, pourraient s'adonner aux travaux des champs et à l'industrie, et il y aurait assez de place inoccupée sur le haut plateau pour les excédents de sa population ; c'est là qu'il faudrait les placer et non sur la côte, où ils ont perdu tout leur crédit et toute leur influence.

Ils pourront être ainsi, dans l'Imérina même, l'objet d'une surveillance plus étroite. Il est de notoriété publique en effet que si nous les avons conquis par les armes, nous ne les avons pas encore gagnés à notre cause.

Les Hovas sont patients dans leurs desseins ; les peines, les années, ne compteront pour rien avec eux, s'ils ont résolu de venger leur dernière défaite : il faudra être toujours sur nos gardes et ne les perdre jamais de vue : trop de confiance serait mal placée, car ils en profiteraient pour nous trahir plutôt. Au reste, cette race n'a de respect que pour ceux qui ne les ménagent pas trop.

IV

La pratique de notre Gouvernement a toujours consisté, depuis 1885, à administrer par les Hovas et pour les Hovas.

Telle n'est pas la conception des vieux colons de l'île, de ceux qui ont vu, qui ont lutté, qui ont souffert. Eux aussi demandaient l'utilisation des éléments indigènes, mais sans placer une tribu au-dessus des autres, en les laissant, au contraire, s'administrer respectivement elles-mêmes et chacune chez soi, sous notre contrôle et notre direction.

On pouvait espérer qu'après l'annexion, officiellement proclamée, nos gouvernants seraient revenus à une appréciation, selon nous, plus saine de la situation de Madagascar et de ce qu'il importe d'y faire au point de vue administratif. Il semble, au contraire, que la France n'ait imposé tant de sacrifices qu'en vue de reconstituer l'hégémonie hova et donner une nouvelle investiture à Ranavaloa. On avait promis cependant, au moment de la guerre, l'affranchissement des tribus ; des proclamations leur avaient été adressées, annonçant que la France leur accorderait l'autonomie administrative, sous sa direction.

Si notre vieille France, avant la Révolution, en plein siècle de Voltaire, était encore divisée en provinces ayant leurs coutumes, presque leurs lois respectives, à plus forte raison il doit en être ainsi dans un pays encore barbare comme Madagascar, plus grand que la France, occupe par des populations hétérogènes n'ayant entre elles aucun lien de race, même aucune affinité. Les indigènes, c'est un fait, s'assimilent plus volontiers et plus vite aux Français qu'aux Hovas et aux Anglais; sur certains points du continent malgache et dans les îles voisines, le croisement a produit un type très beau et très affiné, absolument français. Il faut faciliter cette assimilation.

Malheureusement, les promesses faites, les engagements pris au nom de la France ne furent pas tenus. Il semble que ce soit une fatalité à Madagascar. Nous recommençons le passé sans tenir compte de ses enseignements. On a réinstallé partout des gouverneurs hovas, de préférence les anciens, ceux d'avant la guerre. Les peuplades qui résistent arborent le drapeau tricolore pour s'en faire une protection; on les soumet par la force, on les décime, et c'est nous qui frappons. Nous ne voulons pas, dans un document comme celui-ci, préciser des faits que nous avons déjà signalés au Gouvernement et qu'il doit avoir vérifiés.

Après avoir rappelé comment, en violation des déclarations officielles, avec une hâte singulière, fut proclamé dans une réunion publique le rétablissement de l'hégémonie hova, dès le 7 janvier, sans attendre les instructions du ministère des colonies auquel Madagascar venait d'être rattaché, et la veille même de l'arrivée du résident général, — comme pour placer le ministre des colonies et le résident général en face des faits accomplis et de l'irréparable, — l'auteur du mémoire déjà cité expose qu'on s'est aliéné encore une fois, de cette façon, la confiance des tribus indigènes.

Qu'arriverait-il, ajoute-t-il, si les indigènes se retiraient dans l'intérieur et s'ils nous attaquaient à notre tour? Qui oserait s'aventurer alors isolément dans ces immenses solitudes de l'île? N'oublions pas que les vrais producteurs, ce sont ces indigènes. Ils nous fournissent le riz, la cire, le caoutchouc, le copal, le bois de construction, les animaux de toutes sortes. Les Hovas ne sont que des courtiers entre les naturels et nous; par la crainte qu'ils inspiraient, ils arrivaient à monopoliser presque tous les produits, dont ils prélevaient les plus clairs bénéfices. Si nous nous aliénons les naturels par un manque de foi et qu'ils se retirassent dans l'intérieur, en fermant les issues du pays, en le troublant, en empêchant les agglomérations d'habitants, en mettant obstacle aux cultures, il y aurait une famine épouvantable qui, d'ailleurs, nous menace déjà. Pourquoi admettre que les indigènes sont incapables de s'administrer sans les Hovas? La hiérarchie existe chez eux, parfaitement établie, consacrée par le temps. Les Hovas, qui n'ont dans certaines régions que des colonies militaires et ne possèdent aucune racine, ont tout emprunté à ces tribus. Leur rôle a consisté jusqu'ici — là où on les a tolérés — à exploiter le pays, non à le civiliser ni enrichir. Peut-on citer un seul point sur la côte, où ils aient fait quelque chose de bien pour le pays et pour les habitants? Les agglomérations se forment autour du commerce étranger; les Hovas, eux, ont entraîné la dépopulation des provinces; ils font fuir les indigènes, tandis que le Français les attire. Il serait impolitique de vouloir imposer aux indigènes des côtes l'autorité des Hovas; ce serait la ruine de la colonisation et la perte totale de notre influence.

Nos gouvernants ont peut-être été amenés par la force d'un préjugé et comme en vertu du mouvement acquis à maintenir provisoirement un état de choses que l'expérience, l'intérêt français, celui du pays, l'intérêt de la civilisation, condamnent absolument. Comme nous, ils recherchent sans doute le moyen le plus pratique de faire à peu près bien, comptant sur l'avenir pour arriver au mieux. Mais ils doivent comprendre qu'à une situation nouvelle s'impose une pratique autre. Ce n'est pas sous le régime de la possession qu'on peut administrer comme durant le protectorat. La France sait ce que lui a coûté l'hégémonie hova, ce legs de sir Robert Farquhar, pieuse-

ment recueilli, après une interruption de soixante-dix ans, par les auteurs du traité de 1883.

Autonomie des tribus, administration de chacune d'elles chez soi, avec l'utilisation, dans toute la mesure possible, des éléments propres à chacune d'elles, sous le contrôle et sous la direction de la France, telle est, sur ce point, notre conclusion.

V

Il n'est pas nécessaire, pensons-nous, d'insister beaucoup pour qu'on comprenne qu'il est contradictoire d'avoir, dans une colonie française, des résidents, personnages diplomatiques, d'ordinaire accrédités auprès des puissances étrangères. Il est à désirer que le résident général prenne le titre de gouverneur général ou de haut commissaire.

Le décret portant organisation de la justice française à Madagascar, bon en soi, contient quelques contradictions. L'examen de ce décret a amené un jurisconsulte à s'exprimer ainsi :

« Qu'est-ce que ces « lois locales » visées pour exécution par le « résident général » et qui seront appliquées par les tribunaux français à Madagascar et dans ses dépendances? Nous verrons Ranavalo réglementant toutes sortes de choses à Sainte-Marie, à Diégo-Suarez et à Nossi-Bé qui sont, en même temps que des dépendances de Madagascar, des colonies françaises. Sinon, il est permis de se demander ce que les tribunaux français ont à voir avec ces « lois locales », puisqu'ils n'ont pas, en principe, « juridiction sur les indigènes », ce qui est d'ailleurs une faute, à notre avis. Entend-on que les « lois locales », visées pour exécution par le « résident général », puissent être appliquées aux Français aussi? A cet égard, le texte est assez peu clair. »

L'article 6, paragraphe 2, décide, avec infiniment de raison, que les résidents peuvent être investis des fonctions de juge de paix. Mais il veut que ce soit au moyen d'un décret. Or, l'article 5 du décret portant institution de Tribunaux dit que le résident général désignera par des arrêtés les localités où les résidents ou vice-résidents seront investis de fonctions judiciaires. Ces arrêtés seront soumis à l'approbation du ministre des colonies. Ainsi, d'un côté, il faut un décret du Président de la République; de l'autre côté, il suffit de l'arrêté du résident général : la contradiction est évidente.

Quant au droit criminel indigène, il est incohérent, arbitraire et barbare. Il ne peut subsister. Et pourtant on le maintient, puisqu'on conserve la juridiction hova même en ces matières.

Il faut n'avoir aucune idée des mœurs du pays pour croire à la justice hova, à l'intégrité des gouverneurs hovas, des fonctionnaires hovas.

Nous avons le tort de prendre des formules toutes faites et de les appliquer. Les Romains, nos maîtres en colonisation, laissaient l'autonomie administrative aux provinces soumises, mais ils rendaient la justice. C'est une force, c'est la vraie consécration du pouvoir des pays, soit annexés, soit protégés. Les Malgaches ont une autre confiance dans le vazaha, à qui ils s'adressent pour avoir justice ou faire juger une cause, que dans tous les grands juges hovas qui ne savent rien et dont la vénalité est proverbiale.

En résumé, les magistrats du Tribunal d'instance à Tananarive n'auront, d'après le décret, à juger ni les militaires ni les indigènes; et l'on ne dit pas si la Cour d'appel sera appelée à reviser les jugements rendus par les juridictions spéciales.

Les fonctionnaires qui ont résidé à Madagascar, comme tous ceux qui ont été en rapport avec les Malgaches, savent que ceux-ci honorent et aiment la justice française. Du moins, aurait-on dû, en attendant que la question ait été étudiée, consacrer dans le décret le droit pour les indigènes de recourir à la juridiction française, si cela leur convient, dans les matières civiles et commerciales.

VI

Nous nous proposons, à l'occasion des projets de lois déposés par le Gou-

ernement, d'étudier le régime économique et monétaire à Madagascar. Il eût été utile aussi que le Gouvernement nous fit connaître comment il entend la colonisation de cette grande colonie où, sans parler des richesses actuelles, la France et ses colonies peuvent s'approvisionner de tout le bétail et le riz nécessaires à leur consommation. Dans un livre qui vient de paraître, M. Locamus, créateur d'usines à conserves à Madagascar, s'exprime ainsi :

« On peut considérer que dès maintenant on peut disposer de 2 millions de têtes de bœufs pendant les trois premières années — il y a une loi qui défend l'abatage des vaches. Ces 2 millions de têtes représentent à 150 kilos par bœuf, 300.000 tonnes de viande, soit à peu près tout ce qu'il faudrait à la France si les services publics prenaient la résolution d'utiliser cette alimentation... Il n'y a pas de pays au monde où l'on puisse obtenir la viande à aussi bas prix. Il faut, pour les pays les plus favorisés, tripler le coût de la viande de Madagascar pour avoir le prix de revient. »

Constatacion identique pour le mouton et le porc, dont le croit est obtenu dans des proportions fabuleuses. Il ajoute :

« Pour résumer ce qui précède, nous dirons que Madagascar peut suffire immédiatement pour combler le déficit de la viande en France, que dans cinq ans notre colonie pourra combler à la fois le déficit de la France et de l'Angleterre. La dépense nécessitée par l'utilisation de ces viandes mettrait en circulation, à Madagascar, plusieurs centaines de millions et donnerait un bénéfice de plus de 50 millions par an, soit au Gouvernement français, soit au pays de Madagascar. »

« La France est tributaire de l'Australie et de la République Argentine pour la fourniture des peaux brutes et que le tanneur transforme en cuirs. Nous importons annuellement pour 200 millions de peaux. Madagascar exporte annuellement 500.000 cuirs, représentant une valeur de 5 millions. Cette exportation peut et doit être quadruplée. Même en développant l'industrie de la tannerie à Madagascar, on ne peut compter utiliser qu'une minime partie de ces peaux (1). »

Il serait trop long d'énumérer, après les personnes qui ont visité Madagascar, les richesses minières du pays. D'autre part, dans la baie d'Auntongil, où La Bourdonnais a créé une flotte, on construit actuellement quelques bateaux. « La colonie y produira ses chalands, ses boutres et ses caboteurs, en attendant de pouvoir construire des navires en bois et en fer, tout comme cela se fait en Norvège et en Angleterre, pays qui n'ont pas plus de ressources que Madagascar et qui doivent payer beaucoup plus cher leur main-d'œuvre. Pour l'utilisation du fer, du cuivre, du plomb, du nickel, il faut favoriser la création de hauts fourneaux, de fonderies et autres établissements qui permettront de développer les industries des métaux. Il faut encore amener la création de distilleries et d'usines à sucre. » On trouve le riz à 87 fr. la tonne et l'on peut obtenir, à vil prix, toutes les plantes propres à alimenter une distillerie. On fait jusqu'à huit et dix coupes de cannes. Toutes les racines propres à alimenter les féculeries viennent admirablement. Les écorces et produits tanniques abondent. Il n'est pas possible de tout énumérer ici, même les industries déjà existantes, quoique, il est vrai, à l'état rudimentaire. « Les ressources sont infinies; il s'agit seulement de les mettre en valeur. »

(1) *Madagascar et ses richesses*, par P. Locamus. — Augustin Challamel, 1896. — Ce livre est dédié : « Aux ouvriers créoles de la Réunion, qui ont si vaillamment contribué à la conquête de Madagascar. A ceux d'entre eux qui ont collaboré à la construction des usines de Diégo-Suarez et qui m'ont apporté leur concours dans l'exécution de mes travaux. » Ailleurs l'auteur s'exprime ainsi : « Nous avons eu sous notre direction des ateliers employant de 300 à 400 ouvriers forgerons, mécaniciens, ajusteurs, chaudronniers, etc. ; nous les avons trouvés parmi les créoles de la Réunion et de Maurice, et nous sommes heureux de rendre justice à leur valeur professionnelle; ils ont effectué des réparations, réfections et constructions métalliques fort importantes. A notre avis, on pourra construire sur place la majeure partie du matériel roulant nécessaire aux futures voies ferrées de la colonie. »

Maintenant nous venons non demander au Gouvernement ce qu'il entend faire à Madagascar. — ceci ne pourrait être que l'objet d'une interpellation, — mais rechercher avec lui comment il faut procéder pour faciliter la colonisation de cet immense domaine.

VII

D'abord il faut rejeter, comme décidément routiniers et caducs, les systèmes employés un peu partout dans nos colonies, et qui consistent à avoir autant de fonctionnaires que de citoyens, quelquefois plus, et à décourager, par une réglementation excessive, les bonnes volontés individuelles et les initiatives.

On a aussi de singulières conceptions dans les sphères administratives. La tradition veut que la main du pouvoir se fasse sentir partout.

En ce qui concerne Madagascar, on paraît disposé à laisser une assez grande latitude au pouvoir local, ce qui serait très bien, mais celui-ci en laissera-t-il aux individus ? Là est toute la question.

D'autre part on se figure, au ministère, que l'on ne doit faciliter l'accès de Madagascar aux émigrants que « s'ils ont quelques ressources ». Où commence et où finit ce « quelques » pour un individu, conserve-t-il la même propriété quand il s'agit d'une famille ? Laissez-les donc partir, nos prolétaires vaillants, même s'ils n'ont pas d'autres ressources que leur capital intelligence, énergie et courage. Combien ont fait fortune en quelques années, dans les Républiques sud-américaines, qui ne possédaient rien lorsqu'ils s'expatrièrent.

Ce n'est pas par amour des voyages et par esprit d'aventure que l'on quitte le sol natal et sa famille ; souvent c'est l'inexorable nécessité qui vous y pousse. Cette pauvreté féconde trempe les hommes et fait d'eux quelquefois les auxiliaires et comme les véhicules du progrès.

Que l'on accorde de grandes concessions à ceux qui peuvent les mettre en valeur : nous sommes loin d'y être contraires. Mais il importe que l'on fasse aussi la part du pauvre, que l'on ne mette pas d'obstacle à son expatriation, s'il juge à propos de s'expatrier vers cette autre terre française, Madagascar : que l'on encourage, que l'on seconde ses efforts, qu'on l'aide dans toute la mesure possible.

Au lendemain de l'expédition, — quand la France faisait douloureusement la récapitulation des fautes commises et l'inventaire des pertes subies, parce que le Gouvernement avait négligé, dédaigné les avis des hommes compétents, — une voix s'éleva, et elle s'est fait entendre hier encore (1), pour dire que ceux qui avaient combattu et souffert afin de donner Madagascar à la France avaient droit à être les premiers concessionnaires du sol. Un de nos collègues (2) déposait récemment une proposition inspirée par les mêmes considérations, les mêmes sentiments de justice et de reconnaissance envers les serviteurs de la patrie.

D'autre part, il convient de faciliter, à ceux de nos compatriotes d'Alsace-Lorraine qui voudraient aller vivre en cette terre française, le voyage et l'installation et de leur procurer les premières ressources. Il y a là mieux qu'un acte philanthropique à accomplir, il y a une œuvre patriotique à faire, une mesure de haute justice à prendre. Ils sont nombreux, ils sont légion, les frères séparés de nous par la force, qui n'ont qu'une espérance et un but, vivre sous le drapeau de la France n'importe où, fût-ce au bout du monde. A ces déshérités, à ces Français privés de la patrie, la France orientale doit offrir asile et protection, bien-être et, avant tout, une autre patrie.

Nous aimerions aussi voir faire appel aux créoles de nos autres colonies, déjà accoutumés à la nourriture peu coûteuse du pays malgache, le riz et les racines, sobres, n'ayant pas besoin de vin, acclimatés aux pays chauds, bronzés par le soleil, souples et endurants. Dans les bureaux de certains

(1) Articles de M. Henri Rochefort.

(2) Proposition de M. Gérault-Richard.

ministères existe un préjugé coupable contre nos vaillants créoles, si ardemment patriotes, qui tout de suite crient : Présent ! quand la patrie a besoin d'eux. Les fils de ceux qui construisirent la flotte de La Bourdonnais, furent ses matelots à bord, ses soldats à terre et firent avec lui la conquête de l'Inde, sont des hommes aussi et des citoyens. Ils ont gardé l'esprit chevaleresque et d'aventure : c'est vertu française.

Aux créoles des Antilles, de la Guyane, du Sénégal, de la Réunion, de Mayotte, de Sainte-Marie, de Nossi-Bé, se seraient associés ceux de l'ancienne île de France, qui, restés Français, peuvent le redevenir officiellement, par un simple acte de leur volonté, en vertu des traités et en renonçant complètement à la nationalité anglaise.

Parmi ces hommes des colonies, on pourrait recruter non seulement « d'excellents ouvriers, qui se déplacent facilement, considérant Madagascar comme une seconde patrie » (1), mais encore un contingent de « soldats laboureurs », tels ces Romains qui colonisèrent le monde.

Miliciens libres, si l'on peut s'exprimer ainsi, vivant au milieu de leur champ, parmi la famille qu'ils ne tarderaient à se faire, non embarrassés des soucis et des entraves de la caserne, prêts à marcher au premier appel, chargés du maintien de l'ordre dans un rayon déterminé : pionniers, soldats et agriculteurs, quels services ils rendraient à la colonisation ! Combien promptement ils deviendraient Madagascariens, eux déjà rompus aux marches sous le soleil et dans les pays de montagne, et si vite se pliant aux soucis et aux fatigues les plus divers.

A un pays comme Madagascar, absolument neuf, où tout est à créer, il faut des institutions et, si je puis m'exprimer ainsi, des hommes neufs.

Le Gouvernement, loin de fermer les portes de notre colonie, doit les laisser ouvertes grandes et permettre l'accès du pays à tous les Français, de partout, qui veulent y chercher fortune et essayer d'être utiles :

« Réserve faite de ses imprescriptibles protestations, la France n'a pas pour objectif des accroissements en Europe ; son rôle sur le vieux continent, celui qu'elle a si magnifiquement rempli jusqu'à ce jour, c'est de former un ardent foyer de civilisation, de concevoir des idées nouvelles et de les féconder de son travail, parfois de son sang, n'en profitant souvent elle-même qu'après que les autres en ont tiré les principaux avantages. Cependant, elle ne peut, pour conserver sa situation de grande puissance, se cantonner dans une sphère déterminée : l'horizon pour elle s'ouvre sur des territoires qui attendent encore les lumières de la civilisation. Là, par une direction tutélaire et ferme à la fois des souverainetés locales, par une sage communication de ses mœurs et de ses institutions, elle peut transformer les populations et en faire des candidats intéressés à sa propre nationalité.

« Faute d'augmenter notre population par la procréation, ne nous reste-t-il pas la ressource de « franciser » des populations indigènes ?

« Ainsi se formerait, dans une large mesure, cette « France nouvelle » rêvée par Prévost-Paradol, et nul ne peut dire qu'elle ne serait pas dans l'avenir un précieux appui et la réserve abondante de ressources et d'hommes pour le vieux sol national. C'est avec des légions recrutées dans les peuples protégés, puis assimilés par lui, que l'empire romain résista pendant des siècles ; c'est avec l'or et le blé de ces peuples qu'il vécut. Même, lorsque le foyer intellectuel de Rome pâlit, c'est du fond des provinces que revinrent vers l'Italie quelques rayons, reflet de la lumière éclatante que la ville éternelle avait jadis projetée sur ses sujets lointains (2). »

En conséquence, j'ai l'honneur de vous soumettre la proposition de résolution suivante :

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

La Chambre invite le Gouvernement :

(1) Locamus.

(2) Despagnet.

1° A lui soumettre un plan de colonisation de l'île de Madagascar, avec indication du système proposé pour les concessions de terres et de mines dans cette colonie;

2° A reviser le décret portant organisation de la justice à Madagascar, de manière, tout au moins, que les indigènes puissent, dans tous les cas et de leur libre consentement, faire ressortir à la juridiction française leurs différends civils et commerciaux;

3° A organiser l'administration intérieure en utilisant, dans chacune des provinces, les éléments indigènes propres à chacune d'elles.

Projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au ministre de la guerre au titre spécial du compte spécial de Madagascar, présenté au nom de M. Félix Faure, Président de la République française, par M. Godefroy Cavaignac, ministre de la guerre, et par M. Paul Doumer, ministre des finances. — (Renvoyé à la Commission du budget.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs, bien qu'elle ait prorogé jusqu'au 30 juin 1896 la clôture du compte spécial de l'expédition de Madagascar, la loi du 28 décembre 1895 n'a pourvu que jusqu'au 30 avril prochain aux frais d'occupation de l'île. Il convient donc de se préoccuper dès aujourd'hui de faire face aux dépenses des huit derniers mois de l'année courante.

Des propositions à cet égard auraient même été apportées plus tôt au Parlement si, par suite de l'impossibilité de recevoir assez rapidement les renseignements et les justifications demandées au général commandant les troupes, le ministère de la guerre n'avait pas manqué de bases certaines pour établir des chiffres suffisamment exacts. Il eût été d'ailleurs sans intérêt de réclamer ces renseignements, dès le mois de décembre dernier, à Madagascar, puisque le commandant n'aurait pu donner à cette époque que des indications très aléatoires.

Cette difficulté d'être suffisamment édifié sur les besoins du corps d'occupation pendant la seconde partie de l'année 1896 avait d'ailleurs été prévue lors de la présentation du projet déposé le 19 décembre 1895, et c'est pourquoi les crédits provisoires avaient été demandés alors de façon à assurer les services jusqu'au 30 juin et non pas seulement pendant les quatre premiers mois.

En ce qui concerne le prochain exercice, le Gouvernement a résolu dès aujourd'hui de comprendre dans les crédits ordinaires du ministère de la guerre l'entretien des troupes qui seront maintenues à Madagascar et les prévisions nécessaires ont été inscrites au projet de budget de ce département pour 1897, 2^e partie (Armée coloniale). Mais pour la période intermédiaire qui s'étend du 1^{er} juin au 31 décembre de cette année, il a semblé prématuré de faire entrer dans le budget ordinaire les dépenses restant à effectuer.

Il s'agit, en effet, d'une situation essentiellement transitoire; si les opérations actives de l'expédition sont complètement terminées, il n'en reste pas moins à pourvoir à certaines nécessités qui en sont la conséquence directe et qui ne se représenteront pas à l'avenir. Les travaux les plus urgents de casernement et d'installation des troupes doivent être effectués sans délai, afin de mettre nos soldats, dans la plus large mesure possible, à l'abri des atteintes du climat; les transports à l'intérieur de l'île, par suite de l'insuffisance des voies de communication, exigent toujours des frais relativement considérables qui s'atténueront dès l'année prochaine avec l'amélioration des routes; d'autre part, les dépenses d'affrètement et de transport par mer dépassent encore la moyenne normale par suite de rapatriements plus

nombreux; enfin les effectifs ne sont pas dès aujourd'hui réduits à leur chiffre définitif.

Le Gouvernement a donc pensé qu'il convenait de laisser à la charge du compte spécial, qui a déjà supporté les frais d'occupation des quatre premiers mois, des crédits qu'on peut considérer, au moins en grande partie, comme provenant de la liquidation de l'expédition. Cette solution aura, d'ailleurs, l'avantage de présenter en un seul compte et d'une façon très précise l'ensemble des dépenses qu'aura nécessitées depuis le début des opérations la prise de possession de Madagascar.

Nous vous proposons, par suite, d'ouvrir au compte spécial, dont la clôture définitive serait fixée au 31 décembre 1896, les crédits que le ministère de la guerre juge indispensables pour assurer jusqu'à cette date tous les services militaires, y compris les transports auxquels le ministère de la marine n'a plus désormais à participer.

Les ressources nécessaires seraient fournies comme précédemment par l'émission d'obligations amortissables par annuités terminables et comprises dans celles qu'a autorisées l'article 13 de la loi du 27 décembre 1894 : le chiffre n'en dépasserait pas 13,848,000 fr., le total des nouveaux crédits demandés se trouvant atténué par une annulation de 800,000 fr. sur le chapitre de la remonte.

Nous vous demandons, en conséquence, messieurs, de vouloir bien adopter les dispositions suivantes :

PROJET DE LOI

Article premier. — Il est ouvert au ministre de la guerre, au titre du compte spécial : « Dépenses de l'expédition de Madagascar », des crédits montant à la somme totale de 14,648,000 fr. répartis ainsi qu'il suit :

Chap. 1 ^{er} .	— Solde.....	4.543.000
Chap. 2.	— Subsistances.....	2.500.000
Chap. 3.	— Habillement et campement.....	650.000
Chap. 4.	— Service de santé.....	500.000
Chap. 5.	— Transports par terre et par rivières.....	1.900.000
Chap. 7.	— Artillerie.....	250.000
Chap. 8.	— Génie.....	1.300.000
Chap. 9.	— Dépenses diverses et imprévues.....	300.000
Chap. 12.	— Transports maritimes.....	2.640.000
Chap. 15.	— Service géographique.....	105.000
Total égal.....		14.648.000

Art. 2. — Sur les crédits ouverts au ministre de la guerre au titre du compte spécial par les lois des 7 décembre 1894 et 28 décembre 1895, une somme de 800,000 fr. est et demeure annulée sur le chapitre 6 (Remonte et harnachement).

Art. 3. — Pour pourvoir à l'excédent des dépenses prévues par la présente loi, le ministre des finances est autorisé à remettre à la Caisse des dépôts et consignations, jusqu'à concurrence de 13,848,000 fr., des obligations amortissables au moyen d'annuités terminables en 1923.

Ces obligations seront comprises dans celles que le ministre a été autorisé à créer par l'article 13 de la loi du 27 décembre 1894 pour la liquidation des caisses vicinale et scolaire.

Art. 4. — Le compte spécial de Madagascar sera définitivement clos le 31 décembre 1896.

Toutefois les opérations relatives à l'ordonnancement et au paiement des dépenses ainsi qu'à la régularisation des cessions et avances de service à service pourront être effectuées jusqu'au 31 mars 1897.

Le Temps du 9 avril publie une lettre de Tananarive d'où nous extrayons les renseignements suivants :

La résidence générale fait procéder à un recensement de la population de l'île. Par parenthèse, cette mesure étonne beaucoup les Malgaches et ne laisse pas de les inquiéter. Ils disent que « ça sent l'impôt ». Quoi qu'il en soit, l'opération dont il s'agit était nécessaire.

Ses premiers résultats vont causer en Europe une véritable surprise. Jusqu'à présent, on était persuadé, d'après les auteurs d'ouvrages sur Madagascar, que Tananarive renfermait de 80 à 100,000 âmes et l'Imerina 1,100,000 environ. Il faut en rabattre : Tananarive compte 43,000 habitants et l'Imerina donne un total de 600,000.

Quand le recensement général sera fini, je crains bien que le chiffre d'environ 6 millions auquel on avait évalué naguère la population de Madagascar ne subisse une réduction considérable ; elle sera de moitié, si la proportion se maintient.

En prenant possession de leurs postes, les résidents ont reçu de M. Laroche, résident général, des instructions écrites dont ils doivent s'inspirer dans l'exercice de leurs fonctions.

Nous y relevons les passages suivants :

Vous donnerez une attention particulière à ce qu'aucun abus ne soit commis dans l'emploi des corvées. Dans aucun cas et sous aucun prétexte, les prestataires ne doivent être détournés au profit d'un particulier ; ils doivent être employés exclusivement aux travaux publics, conformément aux lois. Vous veillerez à ce que le rôle des impôts que les gouverneurs pourront être chargés de recouvrer soient établis régulièrement ; à ce que les recouvrements soient effectués sans retard, et le versement des recettes opéré au Trésor dans les délais fixés.

Vous ne vous désintéresserez pas de l'enseignement donné dans les écoles. Vous avez le droit de pénétrer dans les classes, et vous vous ferez remettre tous les trimestres la statistique des élèves qui les fréquentent. Vous encouragerez les maîtres et les enfants ; vous ferez comprendre aux familles l'intérêt de l'instruction. Vous pousserez en particulier à l'étude de la langue française dont il faut généraliser la connaissance et l'usage. Mais vous ne laisserez pas ignorer que le Gouvernement, neutre entre les diverses croyances religieuses, entend protéger avec impartialité tous les gens de bonne volonté, et ne favoriser aucun enseignement confessionnel au détriment d'un autre.

Vous ne pourrez bien remplir vos multiples fonctions qu'à la condition d'entretenir sans cesse votre connaissance du pays et de vous tenir en contact permanent avec la population. Dans ce but vous devez faire de fréquentes tournées dans votre circonscription. Vous regarderez comme absolue l'obligation d'en visiter toutes les parties au moins deux fois par an. Vous vous appliquerez immédiatement à apprendre la langue du pays, de façon à être dans quelques mois en état de converser, de traiter toutes les affaires sans interprète, par écrit et de vive voix. Des examens seront institués pour juger, à ce point de vue, vos progrès et ceux de vos collègues ; les fonctionnaires qui ne se seraient pas très bien assimilés le malgache seraient très mal notés : j'insiste sur ce point que l'obligation de connaître cette langue est essentielle et doit faire l'objet de votre constante préoccupation.

Vous occuperez la première place dans votre circonscription. Tous les fonctionnaires civils et militaires, placés au-dessous de vous dans l'assimilation hiérarchique, vous devront la première visite lorsque vous prendrez possession de votre poste et plus tard au jour de l'an chaque année. Je vous recommande de ne jamais oublier que, en raison même de cette haute situation, vous devez être, au milieu des populations que la France se propose de civiliser, le représentant des qualités de notre nation et donner le bon exemple à tous. Il sera tenu, dans vos notes, le compte le plus sérieux de la bonne harmonie dans

laquelle vous vivrez avec les agents des divers services, de votre capacité à vous faire aimer, respecter et obéir, et de la dignité de votre vie.

Vous vous efforcerez d'entretenir des relations courtoises avec les étrangers, de leur assurer justice, protection et sécurité comme à nos nationaux. Vous éviterez ainsi la naissance de difficultés toujours fâcheuses, et susceptibles parfois de soulever des incidents diplomatiques plus fâcheux encore. La bonne harmonie entre les éléments civilisés de la population est d'ailleurs une condition de progrès.

Vis-à-vis des indigènes, vous n'oublierez jamais que la terreur ne doit pas être votre moyen d'action, que la fermeté n'est pas exclusive de la modération et de la sympathie, et que nous devons, par notre équité, par notre bienveillance, par notre serviabilité, nous faire respecter et aimer. Ce rôle exige beaucoup de patience, beaucoup de persévérance ; j'espère que vous les trouverez dans votre dévouement à la patrie qui vous a choisi comme un de ses pionniers à l'autre bout de la terre.

Enfin, en un mot, Monsieur, considérez que nous sommes en France. Observez les principes fondamentaux sur lesquels la société française repose : ordre public, justice impartiale, honnêteté administrative et privée, liberté de conscience, liberté des cultes. Continuez à maintenir, dans ce monde nouveau, le bon renom et la haute situation morale que nous occupons dans l'ancien ; et, mettant en pratique les préceptes que vous ferez entendre aux populations de l'île, acheminez-les par l'exemple, vers l'état supérieur de notre civilisation.

Le Résident général,

Hippolyte LAROCHE.

Nous avons reçu de Tananarive la traduction authentique de deux lois récemment promulguées par la reine de Madagascar, concernant la concession de terres et le régime de la propriété foncière dans l'île.

Voici le texte de ces documents, qui intéressent au plus haut point l'avenir de notre nouvelle colonie :

LOI SUR LES CONCESSIONS DE TERRES

Voici ce que je dis à mon peuple :

De grandes étendues de terrain sont incultes dans l'île. C'est autant de perdu pour la richesse publique. Plus il y a de cultures, plus le pays est prospère.

C'est pourquoi je désire que quiconque veut mettre en valeur des terres du domaine puisse le faire sans difficulté.

On pourra donc à l'avenir acquérir ces terres de trois manières :

Soit par concession gratuite. — Mais, afin que les terres ainsi données ne tombent pas entre les mains de gens qui continueraient à les laisser incultes, il faut que les demandeurs prouvent qu'ils ont les ressources nécessaires pour les mettre en valeur, et des précautions sont prises pour qu'elles fassent retour au domaine si elles ne sont pas exploitées.

Soit par location. — Chacun pourra, moyennant une rente payée à l'Etat, s'établir sur son lot et, si son entreprise est heureuse, acheter ce lot en toute propriété au bout de quinze ans à un prix déterminé d'avance.

Soit par achat immédiat. — Chacun pourra, au prix fixé par la loi, acquérir tout de suite en toute propriété le lot qu'il aura choisi. Il est à présumer que sur la côte est, où des cultures riches, comme le café, le cacao, la vanille, réussissent, et dans le haut pays où la population est nombreuse, la terre acquerra vite une grande valeur. C'est pourquoi, pour éviter qu'elle soit accaparée par des spéculateurs, l'étendue que la même personne peut acquérir est limitée à 2,000 hectares.

Dans les bas pays du Nord et de l'Ouest, qui paraissent surtout propres à l'élevage, pour lequel de plus grandes étendues sont nécessaires, une précaution semblable a paru inutile.

Afin qu'aucune contestation ne puisse jamais s'élever sur les terres provenant du domaine de l'Etat, aucune d'elles ne pourra être louée ou vendue avant d'avoir été immatriculée.

Que mon peuple travaille ! Le Gouvernement lui assurera la jouissance paisible du produit de ses travaux. C'est dans cette intention que je promulgue la loi suivante :

Article premier. — Les terres du domaine peuvent être aliénées par voie de concession gratuite, de location ou de vente. Le directeur de l'agriculture et du domaine a qualité pour opérer ces aliénations, qui devront être approuvées par le résident général en conseil de résidence.

Art. 2. — Les concessions gratuites sont réservées aux personnes qui justifient par un dépôt dans une banque, soit en France, soit à Madagascar, d'un capital pour les mettre en valeur, qui ne saurait être inférieur à cinq mille francs.

Elles ne peuvent dépasser une étendue de 50 hectares. La même personne ne peut en obtenir qu'une.

Art. 3. — Toute personne qui désire une concession gratuite doit en adresser la demande à la direction de l'agriculture et du domaine, à Tananarive, en l'accompagnant de la justification de sa qualité de citoyen, sujet ou protégé français, d'un certificat constatant qu'elle a fait le dépôt exigé par l'article ci-dessus et d'une déclaration par laquelle elle s'engage à employer la somme déposée à la mise en valeur de la concession.

Le directeur de l'agriculture et du domaine attribue au demandeur le lot que celui-ci a choisi et lui délivre un titre de propriété provisoire, qui sera transformé en titre de propriété définitif lorsque le demandeur se sera établi sur la concession, qu'il y aura dépensé la somme qu'il aura déposée en banque à y bâtir et à la mettre en culture.

Les concessions gratuites ne seront définitives qu'au bout de cinq ans. Si, dans les deux premières années qui suivront la concession provisoire, le demandeur ne s'est pas établi sur son lot et n'a point commencé à le mettre en valeur, la concession sera annulée. Si au cours des trois années suivantes le demandeur, après un commencement d'installation, abandonne son lot, ou cesse d'y travailler et d'y résider, la concession sera annulée également.

L'annulation ne pourra avoir lieu qu'après la visite d'une Commission composée du résident ou de son délégué, d'un délégué de la direction de l'agriculture et du domaine et d'un représentant du concessionnaire, qui constatera l'état de la concession. Si le concessionnaire avait quitté l'île ou s'il ne veut pas se faire représenter à l'expertise, il sera passé outre.

Art. 4. — Des locations ou des ventes seront consenties aux personnes qui ne désireront ou n'obtiendront pas de concession gratuite. Les personnes qui auront obtenu une concession gratuite pourront prendre en location ou acheter des terres domaniales au même titre que les autres.

Art. 5. — L'étendue des locations est déterminée au gré des demandeurs dans les limites des terres domaniales disponibles. Elles sont faites par baux de quinze ans au maximum, au prix fixe de vingt-cinq centimes par hectare et par an, payables à l'avance, dans les régions de l'Ouest et du Nord, et de 30 centimes par hectare et par an, payables à l'avance, sur la côte Est et dans le haut pays.

On entend par haut pays les parties de l'île situées à plus de 500 mètres d'altitude et, par côte Est, les parties de l'île comprises entre le haut pays et la mer, de la rivière Ouibé près du cap Angoutsi, à l'embouchure de la rivière Mandrany, au-delà de Fort-Dauphin.

Un locataire aura toujours le droit d'acheter son lot en toute propriété au cours du bail, aux conditions fixées par l'article 6.

Art. 6. — Les ventes sont faites au comptant et au prix fixe de 5 francs dans les régions de l'Ouest et du Nord, et de 40 francs sur la côte Est et dans le haut pays.

Les terres vendues à la même personne sur la côte Est et dans le haut pays ne pourront pas dépasser une étendue de 2,000 hectares d'un seul tenant.

Pendant la durée de son bail, le locataire d'une terre aura le droit de préemption pour l'acquérir au prix indiqué ci-dessus. La vente aura lieu au comptant. Si l'étendue louée est située sur la côte Est ou dans le haut pays et dépasse 2,000 hectares, le locataire ne pourra acheter qu'un lot de 2,000 hectares d'un seul tenant qu'il déterminera à son choix dans l'étendue louée. Si le locataire n'use point de son droit d'achat, à l'expiration de son bail, le Gouvernement reprendra possession de la terre pour en mettre la location ou la vente en adjudication.

Art. 7. — Quand un locataire aura laissé écouler six mois sans payer le prix annuel, payable à l'avance, de son bail, le bail sera annulé de plein droit et le domaine reprendra possession de la terre.

Art. 8. — Aucune terre domaniale ne sera louée ou vendue avant d'avoir été immatriculée. Les frais de l'immatriculation sont à la charge du locataire ou de l'acheteur.

Toute personne désirant acheter ou prendre en location des terres domaniales, adresse au directeur de l'agriculture et du domaine une demande dans laquelle il spécifie soit l'étendue de terre qu'il désire, soit les limites du lot qu'il a choisi, et consigne entre ses mains le montant des frais présumés d'immatriculation.

Le directeur de l'agriculture et du domaine fait mesurer le lot et en fait lever, par le service topographique, le plan qui est joint au contrat de location. En cas de vente, il délivre à l'acquéreur un titre de propriété immatriculé.

Art. 9. — Si, parce qu'ils sont situés dans un lieu habité ou pour toute autre raison, des terrains vacants ont une valeur exceptionnelle, le Gouvernement se réserve le droit de ne point leur appliquer la présente loi et de les mettre en adjudication.

Si plusieurs compétiteurs se disputent un même lot et qu'il soit impossible d'établir quel est le premier demandeur, le Gouvernement aura également recours à l'adjudication.

RANAVALO-MANJAKA.

LOI SUR LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Article premier. — Le sol de Madagascar appartient à l'État, sauf les réserves contenues dans les articles 2, 4 et 6 ci-après.

Art. 2. — Les habitants continueront à jouir des parcelles sur lesquelles ils ont bâti et de celles qu'ils ont eu l'habitude de cultiver jusqu'à ce jour.

Art. 3. — Il est institué, à Tananarive, une conservation de la propriété foncière à Madagascar.

Le conservateur de la propriété foncière est chargé, dans des formes qui seront déterminées par une loi ultérieure :

- 1° De l'immatriculation des immeubles ;
- 2° De la constitution des titres de propriété ;
- 3° De la conservation des actes relatifs aux immeubles immatriculés ;
- 4° De l'inscription des droits et charges sur ces immeubles.

Art. 4. — Il est institué à Tananarive un service topographique chargé de mesurer les terres et de dresser les plans qui doivent accompagner les titres de propriété.

Art. 5. — Les habitants qui voudraient acquérir des titres de propriété réguliers sur les parcelles qu'ils ont bâties ou qu'ils ont eu jusqu'à ce jour l'habitude de cultiver, pourront le faire sans autre dépense que les frais de constitution du plan par le service topographique et des titres par la conservation de la propriété foncière. Ils adresseront dans ce but une demande au directeur de la conservation foncière en consignant à l'avance entre ses mains les frais présumés de l'opération. Le directeur de la conservation foncière fera procéder à l'immatriculation et, après que les droits des demandeurs auront été établis, il fera établir gratuitement un acte de propriété en leur faveur au nom de la reine.

Les parcelles dont la jouissance est garantie aux habitants par l'article 2 ne pourront être désormais vendues qu'autant qu'elles auront été immatriculées, afin d'éviter toute contestation sur la propriété.

Art. 6. — Toute propriété immatriculée est inviolable. Le propriétaire ne peut être dépossédé de la moindre portion que pour une cause d'utilité publique légalement constatée et moyennant une juste et préalable indemnité.

L'Expédition de Madagascar, par un témoin oculaire.

M. E.-F. Knight, qui fut le correspondant du *Times* pendant la récente expédition de Madagascar, vient de réunir en un volume les notes qu'il a recueillies au cours de sa mission ; s'il faut en juger par les analyses que publient les journaux anglais, cet ouvrage sera lu avec curiosité par ceux qui s'intéressent au mouvement d'expansion coloniale commun à toutes les puissances occidentales.

M. Knight consacre la première partie de son œuvre à l'exposé de la situation sociale et politique de notre nouvelle colonie, qu'il compare à l'état où se trouvait l'Inde aux jours de lord Clive. Pas plus que les Mogols dans l'Hindoustan, les Hovas n'avaient pu établir solidement leur autorité à Madagascar.

Dans les immenses territoires qui environnent l'Île de Madagascar, le pouvoir des gouverneurs hovas ne s'étendait pas au-delà des palissades de leur « rova » et les tribus indomptées guerroyaient incessamment les unes contre les autres. M. Knight affirme cependant que la France viendra facilement à bout de cette difficulté et qu'elle trouvera même, parmi ces peuplades belliqueuses, les éléments d'une excellente armée coloniale.

On ne trouve pas, dans l'ouvrage de M. Knight, de détails sur les faits militaires antérieurs à la prise de Tananarive ; nos lecteurs savent qu'il ne fut pas autorisé par le Gouvernement malgache à suivre les opérations, mais il fait un tableau peu flatteur des subterfuges grotesques au moyen desquels les officiers hovas transformaient en glorieuses victoires les défaites les plus honteuses.

Comparant la conduite des soldats français envers les prisonniers à celle des Hovas, il raconte ce sanglant épisode :

Comme des chiens autour d'un gibier aux abois, les hommes et les femmes envahissaient un cadavre que je pris d'abord pour celui d'un de leurs chefs, mais je ne tardai pas à comprendre, à leurs vociférations, que c'était celui d'un soldat algérien qu'ils avaient capturé et tué à coups de sagaie. Ces bons (zeutle) Hovas l'avaient abominablement mutilé ; sa tête, ses mains avaient été coupées et, triomphants, ils portèrent ces hideux débris au palais de leur reine.

Le correspondant du *Times* fait au contraire les plus grands éloges de l'attitude de nos troupiers ; il vante leur tact, leur courtoisie, leur scrupuleuse probité. Dans cette ville de cent mille habitants, ajoute-t-il, la troupe de l'Algérie, les sauvages du Dahomey « furent aussi disciplinés que les soldats européens », malgré les privations et les cruelles épreuves d'une longue marche à travers un pays dévasté.

Le lendemain du jour de l'entrée des troupes, dit M. Knight, je me promenai dans la ville et je vis que les Français étaient déjà au mieux avec les naturels et leur payaient à des prix exorbitants tout ce qu'ils achetaient. Au marché, un poulet valant ordinairement huit sous leur était vendu 2 fr. 50 qu'ils payaient sans marchander. Je ne crois pas que jamais des troupes aient eu une meilleure attitude dans un pays conquis. Il n'est pas douteux, quoi qu'on ait pu dire, que les Français ont conduit cette campagne de la façon la plus humaine.

Les excès commis au début des opérations par quelques soldats sakalaves ne se sont jamais renouvelés. Le général Duchesne a tenu les troupes sous la dis-

cipline la plus stricte, et ceux qui ont commis des actes de brutalité ont été sévèrement punis.

La conduite des soldats dans la capitale a été admirable et a surpris tout le monde. Aucune plainte n'a pu être formulée contre eux et ce qu'il y a de plus remarquable, aucun Hova n'a été maltraité. Les troupes d'Algérie, les enrôlés dahoméens eux-mêmes se sont admirablement tenus ; ils ont payé tout ce qu'ils ont acheté, et comme aucun tarif n'avait été édicté, on les a outrageusement volés.

En arrivant à Tananarive, ils avaient tous six mois de solde en poche, et quelques jours ont suffi pour que non seulement leurs ennemis de la veille, mais aussi les négociants mauriciens qui ne vendaient qu'avec un bénéfice de 600 0/0, les aient complètement dépouillés de leur argent.

M. Knight termine son ouvrage par une description de Madagascar ; il dit que le pays est splendide, riche, et le climat beaucoup plus hospitalier que l'Inde anglaise pour les Européens. C'est une précieuse conquête, et si la France sait en tirer parti, un magnifique avenir s'ouvre devant elle.

Inauguration du monument du centenaire de la réunion de Nice à la France.

Elle a eu lieu le 4 mars.

Le maire de Nice, M. Malaussena, a pris la parole en ces termes :

« En élevant ce monument, nous avons voulu affirmer solennellement nos sentiments d'attachement à la Patrie française, notre fidélité inébranlable à ses destinées et notre adhésion absolue à l'œuvre de nos ancêtres, qui, pour la première fois, il y a cent ans, manifestèrent spontanément leur ferme volonté de s'unir à leur véritable patrie. Les armées de la République avaient occupé Nice, et lorsque, quarante-cinq ans plus tard, la population niçoise est consultée pour la seconde fois, c'est à l'unanimité qu'elle affirme sa volonté d'être française.

« Le plébiscite de 1860, émis en pleine paix et en toute liberté, fut l'éclatante confirmation du vote de 1793. C'est pour cela que nous confondons ces deux dates dans le même sentiment patriotique et que nous avons voulu en consacrer par ce monument le souvenir impérissable.

« Nice était enfin rentrée et pour toujours dans le sein de la grande famille française.

« A partir de ce moment, c'est pour elle une véritable renaissance. Grâce à la puissance économique de la France et à la bienveillance du Gouvernement, la prospérité de Nice prend un essor prodigieux. »

Le maire a terminé ainsi :

« Déjà sur les champs de bataille de France, comme sur ceux d'Afrique et d'Extrême-Orient, les enfants de Nice ont fait vaillamment leur devoir. Ils seront toujours prêts à verser leur sang pour la défense de l'honneur et des intérêts nationaux.

« Devant ce monument, gage éternel de notre fidélité à la Patrie, aux jours de bonheur comme aux jours d'épreuve, sous les yeux de celui qui personnifie la France, nous ne pouvons que répéter aujourd'hui le mot du conventionnel Grégoire qui résume éloquemment la pensée de nos cœurs :

« Notre union sera durable comme nos montagnes, immuable comme le ciel qui nous entend ! »

M. Rouvier, président du Conseil général, a prononcé le discours suivant :

« La solennité qui nous rassemble autour de ce monument a le rare privilège d'éveiller dans l'âme les sentiments les plus élevés : le culte de la Patrie, le respect du droit.

« Cette pyramide de pierre, avec ses figures allégoriques et ses inscriptions commémoratives, n'est pas seulement destinée à perpétuer le souvenir de l'événement historique qui, il y a un siècle, a fait Nice française. Si important que soit cet événement, si vive et si légitime que soit l'émotion qu'il suscite dans toute âme de Français, le monument que nous inaugurons aujourd'hui s'élève pour proclamer, à la face du monde civilisé, cette vérité d'une application plus générale et d'une portée morale plus haute : au peuple seul appartient le droit de disposer de ses destinées.

« Ce principe, nos pères de la Révolution l'ont proclamé et appliqué en 1792, comme leurs fils l'ont fait en 1860. Les hasards de la force, la brutalité de la conquête n'ont jamais terni l'éclat des événements que nous commémorons en ce jour.

« Nice est devenue française, parce que ses fils l'ont voulu dans toute leur liberté. Aussi, la fusion des deux éléments qui forment le département des Alpes-Maritimes, l'arrondissement de Grasse et l'ancien comté de Nice, déjà préparée par la communauté de race, a été singulièrement facilitée par un égal dévouement de tous à la grande Patrie française, et ils forment aujourd'hui un groupement tout aussi homogène, tout aussi profondément français dans toutes ses parties, que les plus vieilles provinces de France. »

M. Borriiglione, sénateur, s'est exprimé ainsi :

« Lorsque, en 1792, les armées victorieuses de la République envahirent notre territoire, lorsque plus tard elles eurent conquis l'ancien comté de Nice et fait flotter sur le sommet des Alpes le drapeau tricolore, la Convention nationale aurait pu annexer Nice et son comté par droit de conquête. Nulle protestation ne se serait élevée. C'était le droit de la guerre qui s'identifiait alors d'une manière absolue avec le droit des gens.

« La Convention nationale ne l'a pas voulu. Elle a demandé un vote, et par là, pour la première fois peut-être, s'est affirmé un principe nouveau : celui qu'ont les peuples de disposer librement d'eux-mêmes, le principe de l'indépendance et de la souveraineté nationales.

« C'est là précisément ce qui rend à jamais mémorable le plébiscite niçois du 25 novembre 1792, par lequel les sujets de Sa Majesté Sarde demandaient à devenir citoyens libres de la République française. Ainsi notre immortelle Révolution témoignait déjà de son respect pour le libre arbitre humain et montrait qu'à ses yeux, contrairement aux doctrines que l'on a invoquées contre nous il y a un quart de siècle et que l'on cherche encore à faire prévaloir aujourd'hui, la force est toujours primée par le droit. La France alors, en repudiant cet esprit de conquête et en proclamant à Nice même le principe de la souveraineté du peuple, était, comme en bien d'autres moments de son histoire, le défenseur du juste, le soldat du droit, le précurseur du progrès.

« Aujourd'hui, après cent années révolues, toutes pleines pour nous d'évolutions diverses et de cruelles vicissitudes, nous venons affirmer notre adhésion absolue à l'œuvre de nos ancêtres qui s'incorporèrent à la République par un acte réfléchi de leur volonté. Ce que nous tenons à perpétuer dans la pierre, le bronze et le marbre, c'est notre inébranlable fidélité aux destinées de la République, indissolublement liées désormais à celles de notre Patrie française.

« Sans doute, pendant le cours de ce siècle, la liberté a subi des éclipses, mais son règne est revenu avec cette troisième République qui, en s'affermissant, a retrouvé le peuple niçois toujours fidèle à ses traditions libérales, plus épris que jamais de justice et de progrès.

« Et je crois être, messieurs, l'interprète de ces vaillantes populations de l'ancien comté de Nice, en déclarant qu'elles ont bien recueilli l'héritage de la Révolution française. C'est à elle, en effet, à la Révolution française que nous rendons aussi hommage en glorifiant l'œuvre grandiose de civilisation

qu'elle a accomplie dans le monde. C'est par elle que nos populations ont pris conscience de leurs droits, estimant qu'un peuple asservi est indigne de vivre et que, là où est la liberté, là est la patrie.

« Ce patrimoine que nous ont légué nos aïeux, la génération d'aujourd'hui comme celle de demain sauront énergiquement le défendre. Et si la Patrie venait à être menacée, elle trouverait dans chaque citoyen un soldat et dans chaque Niçois de la ville ou de la montagne un défenseur résolu, prêt à verser son sang pour la sainte cause du droit et de la liberté.

« Je salue dans la personne sympathique du Président de la République et dans celle des ministres qui l'accompagnent, je salue notre patrie bien aimée qu'ils représentent si dignement aujourd'hui à nos yeux. Et dans ce monument commémoratif que couronne une Victoire ailée, je salue les plus glorieux souvenirs comme les plus glorieuses espérances. Mais, si durable que soit ce monument, il le sera moins encore que les sentiments de fidélité à notre France et à la République, qui, de génération en génération, vivront éternellement dans nos cœurs. »

M. Raiberti, député, a prononcé le discours suivant :

« La nature, en le parant de ces charmes, l'histoire, en le marquant de son sceau, ont choisi ce point extrême du sol de la Patrie pour que l'âme des peuples y eût un monument.

« Qu'elle soit faite de l'équilibre harmonieux des nationalités de différente origine réunies sous la sagesse d'un sceptre auguste et respecté, ou de l'âme de cent millions d'hommes confondue avec la grande âme loyale et pacifique d'un jeune souverain, ou que, forgée par l'épée glorieuse d'une monarchie séculaire, elle soit devenue comme chez nous, par le miracle d'une Révolution unique dans l'histoire, la libre aspiration d'une République vers un idéal toujours plus élevé de paix, de progrès et de justice, il y a une âme des peuples, et c'est elle qui, tour à tour naïve ou sublime, tendre ou héroïque, bienfaisante ou terrible, vibre, souffre, ou sourit, déferle ou s'apaise. Dans chacun d'eux, c'est elle qui, pour chacun d'eux, diverse et personnelle, se reflète dans le miroir de leurs glaciers ou de leurs fleuves, se cache dans le mystère de leurs forêts, s'élance avec la cime de leurs montagnes, germe dans le sillon de leurs campagnes. C'est elle qui pleure ou qui chante sur la lyre de leurs poètes, rayonne sur le front de leurs penseurs, combat avec l'épée de leurs capitaines; c'est elle qui, des faubourgs de leurs villes et des champs de leurs plaines, fait lever la moisson des armées. C'est elle qui unifie dans la main providentielle des tsars l'immense empire qui, d'un côté de l'Oural, verse à l'Europe la jeunesse, et de l'autre la civilisation à l'Asie; c'est elle qui a été la voix de Jeanne d'Arc, c'est elle qui, après avoir été le génie de la monarchie, a été le souffle immortel de la Révolution française; c'est elle qui fait la France.

« Le marbre et l'airain ont élevé un monument en ce lieu qu'une antique tradition a consacré à la Victoire, et la piété des habitants, en souvenir d'une inoubliable rencontre, a consacré ce monument à l'âme de la France, car ici même, il y a cent ans, comme dans une vision surnaturelle, l'âme de la France leur est apparue, non point formidable et terrible telle qu'aux grands jours de péril et de gloire on l'avait vue planer sur les champs de bataille, mais souriante et maternelle, ouvrant les portes de l'avenir à la liberté dans un rayonnement de clarté et d'amour. Et, à la voir si majestueuse et si belle, des fils, que les destins avaient séparés d'elle depuis des siècles, reconnurent leur mère et tombèrent à genoux en l'adorant. C'est ce centenaire du miracle de la Patrie que nous célébrons.

« La France a le droit d'avoir cet orgueil devant le monde, que les dates de son histoire sont des dates de l'humanité et qu'elle pourrait convier l'univers entier à ses anniversaires. Aussi tous les peuples peuvent-ils s'associer aujourd'hui à notre commémoration. Ce que la France célèbre, ce n'est pas seulement une heure ou un instant de la formidable aurore par laquelle elle

a ouvert la matinée d'un siècle dont le cours est loin d'avoir épuisé pour elle toutes les promesses de progrès, et qui ne devait pas être pour elle seule le grand siècle de la liberté, puisqu'il devait voir dans un immense et glorieux empire, dont l'histoire semble avoir de tout temps préparé les destinées à s'unir aux siennes, tomber de la bouche d'un tsar libérateur la parole émancipatrice qui devait appeler des millions d'êtres humains à la liberté.

« Ce que la France célèbre, ce n'est pas seulement la page si belle et si pure de sa vie où la Convention nationale proclama comme une règle pour elle, comme un exemple pour le monde, que la République ne voulait d'agrandissement à ses frontières et d'annexion à son territoire que par la libre consultation et un acte de la volonté solennellement exprimée des citoyens. Ce que nous célébrons, c'est la fête de l'unité nationale, et voilà pourquoi tous les peuples dont l'unité a connu le deuil ou l'espérance peuvent s'associer à cette fête dont la joie serait pour nous plus complète si elle n'avait été subitement assombrie par la douloureuse et patriotique préoccupation d'une nation que les affinités de race et la fraternité des champs de bataille ont si étroitement unie à la France.

« Ce que nous célébrons, c'est, gardienne indéfectible et impérissable de notre unité nationale, plus forte que la force, l'unité morale du pays, devant celui que la confiance des élus de la Nation a placé au-dessus de la lutte des partis et du choc des passions, pour qu'il en fût, pendant toute la durée de son mandat, le témoin le plus fidèle et le représentant le plus haut.

« Ce que nous célébrons, c'est, à cette limite extrême où la terre de France vient mourir sous le baiser des flots, en ce lieu où des Français qui ne se connaissaient pas ont entendu la voix du sang et se sont comme des frères mutuellement tendu les bras, la réconciliation de tous les Français dans la seule idée qu'aperçoivent les yeux quand ils regardent de la frontière, l'idée de la grandeur de la Patrie.

« Et parce que toutes les patries sont pour leurs enfants également maternelles et saintes, parce que toutes les patries auront un jour une patrie qui s'appelle le Droit, tous les peuples peuvent se reconnaître dans la patrie française, et, dans ce monument élevé à l'âme de la France, ils peuvent reconnaître et célébrer avec nous un monument élevé à la conscience des nations. »

Dans un banquet qui lui a été offert par la ville, le Président de la République a prononcé le discours suivant :

Je vous remercie de l'accueil que vous avez fait au Président de la République. Les manifestations si spontanées et si touchantes qui nous accompagnent depuis le moment où, débarquant de l'escadre, nous avons mis le pied sur le sol du vieux comté niçois, m'ont profondément ému; mais, s'il est possible, je sens l'émotion me pénétrer davantage en songeant que vous m'associez à une fête qui fait battre le cœur de tous les Français. Vous célébrez, en effet, l'anniversaire du jour où, par la libre volonté de vos pères, la France a vu s'accroître le nombre de ses enfants.

Nous avons le droit d'évoquer dans un sentiment de reconnaissance et de fierté le souvenir des mémorables résolutions que l'amour de notre Patrie inspira aux Niçois de 1792 et de nous réjouir, avec leurs descendants, du généreux élan qui les réunit à la grande famille française. Qu'elle est belle dans sa simplicité cette déclaration des administrateurs provisoires de la ville et du comté de Nice venant porter à la Convention nationale les vœux de leurs concitoyens.

« Législateurs, dit l'un d'eux, depuis sa régénération à la liberté, le peuple de Nice avait manifesté le désir de vous envoyer des députés pour vous témoigner des sentiments gravés dans son cœur; il nous a chargés de solliciter vivement de vous sa réunion à la République française. »

La Convention est sur le point de céder à cette émouvante supplique. Déjà

son président salue le jour où, d'une rive à l'autre, le Var n'arrosera plus qu'une terre de liberté.

Cependant Barrère monte à la tribune : « Les administrateurs, s'écrie-t-il, ne sont pas des représentants; ils ne peuvent émettre les vœux de leurs administrés. »

Et la Convention, soucieuse jusqu'au scrupule du droit souverain des peuples, refuse de se prononcer sur la demande dont elle est saisie tant qu'il pourra subsister un doute sur la volonté des Niçois. Mais rien ne pouvait prévaloir contre le serment que s'étaient fait vos pères. Ils s'étaient juré de devenir Français et ils surent vaincre une si honorable résistance.

Moins de trois mois après, ils envoient à Paris deux nouveaux députés avec mission d'annoncer à la Convention que le peuple de la ville et du ci-devant comté, convoqué et réuni en assemblée primaire, a exercé son premier acte de liberté et de souveraineté en demandant à l'unanimité, et par acclamation, la réunion du pays de Nice à la République française.

Vaincue, entraînée par cet attachement si touchant, dont il n'est plus désormais possible de douter, la Convention nationale, au milieu d'une émotion indicible, déclare, le 31 janvier 1793, qu'elle accepte « au nom du peuple français le vœu émis par le peuple souverain du ci-devant comté de Nice, qui fait en conséquence partie du territoire de la République ». La Convention avait donné à cette réunion son caractère véritable, celui d'une adoption également glorieuse pour la France et pour le comté de Nice. Elle avait ainsi établi en principe que la victoire ne suffit pas à légitimer ce que n'a pas sanctionné le vœu d'un peuple libre.

Les événements de 1814 et 1815 n'arrachèrent pas du cœur des Niçois l'amour de la France. Aussi, lorsqu'en 1860 ils furent de nouveau consultés sur le choix de leur patrie, les a-t-on vus dans un élan unanime proclamer qu'ils voulaient être et rester Français.

Non, ce n'est pas par la conquête que Nice fut de nouveau réunie à notre patrie, c'est le vote populaire prévu et secondé d'avance par le conseil éclairé du roi dont le nom est inséparable de l'unité italienne qui a rapproché et mêlé des frères qu'une communauté d'origine et de traditions devait naturellement conjoindre dans une même famille.

Le Gouvernement de la République a tenu à glorifier avec vous les nobles souvenirs que vous évoquez aujourd'hui. Je suis heureux de recevoir les témoignages de votre patriotisme, et c'est avec émotion que j'ai retrouvé hier, dans les rangs de notre chère armée, image de la Nation une et indivisible, les vaillants fils d'une terre qui a donné de si glorieux noms à nos fastes militaires.

GRANDE-BRETAGNE

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 2 mars*). — M. Goschen, premier lord de l'amirauté, expose ses vues sur le budget de la marine.

Il propose un accroissement de 4,900 hommes au personnel de la marine.

Le bill des constructions maritimes, qui était l'année passée de 8,900,000 livres sterling, sera porté à 14 millions et, une fois les chapitres supplémentaires du budget couverts, l'excédent budgétaire sera appliqué aux constructions maritimes.

De 1889 à 1896, on a construit ou bien on a mis en chantiers 105 navires de guerre et 52 contre-torpilleurs.

M. Goschen propose l'accélération de la construction des navires en chantiers ou à mettre en chantiers. Il propose pour l'année prochaine la mise en chantiers de 5 vaisseaux de ligne, de 4 croiseurs de 1^{re} classe, de 3 croiseurs de 2^e classe, de 6 croiseurs de 3^e classe et de 28 contre-torpilleurs qui devront tous être complétés en 1899.

Le coût de ces nouvelles constructions s'élèvera à 10 millions de livres sterling, qui seront répartis sur trois années budgétaires.

Le coût total des nouvelles constructions maritimes, y compris celles prévues dans le programme Spencer, sera de 28 à 29 millions de livres sterling.

Le coût des nouvelles constructions maritimes de 1889 à 1899 s'élève à 55 millions de livres sterling.

M. Goschen poursuit sa déclaration.

Il expose que ses propositions sont faites de sang-froid et sans aucun sentiment d'alarme.

Il rappelle que tout accroissement de la flotte signifie non seulement un accroissement du nombre des navires, mais un accroissement d'ouvriers dans les chantiers maritimes, un accroissement du personnel des équipages de la flotte, un accroissement du nombre des écoles navales, un développement plus grand des constructions accessoires sur mer et sur terre.

Tous les officiers brevetés auront leurs appointements augmentés. L'âge du début dans la carrière navale sera élevé d'un an.

Le vaisseau-école *Britannia* sera supprimé et remplacé par un collège naval à terre.

Nous avons pu, dit le premier lord de l'amirauté, renforcer toutes nos escadres dans la Manche, dans la Méditerranée, dans les mers de Chine. Nous avons remplacé les vieux vaisseaux par des navires en parfait état. L'armement de l'escadre volante a beaucoup augmenté le nombre des navires qui tiennent la mer, mais l'organisation de cette escadre n'a causé aucun désordre dans nos arsenaux.

M. Goschen dit que, durant les deux dernières années, on a été un peu en retard pour les canons et les munitions, le gouvernement précédent n'ayant pas prévu que la construction des navires aurait fait de si rapides progrès. Une somme de 200.000 livres sterling de plus ayant été dépensée pendant cette année pour des canons et des munitions, la nécessité d'un crédit supplémentaire se fait sentir ; mais il est aussi nécessaire de demander une augmentation de 850.000 livres sterling pour des canons et des munitions pour l'année courante, de sorte que le vote pour les articles sera porté de 1,692,000 livres sterling à 2,543,000.

Cette augmentation est énorme ; mais si l'on accorde de nouveaux navires, il est impossible de refuser les canons et les munitions.

Il serait également nécessaire d'agrandir les bassins maritimes et d'en construire trois autres à Gibraltar.

Le coût de ces nouveaux travaux s'élèvera à 2,250,000 livres en plus des 365,000 livres déjà prévues.

L'exécution des travaux en vue ferait monter le coût des travaux navals de 8 millions 1/2, chiffre auquel il était l'année dernière, à 14 millions.

Passant ensuite à la question de la construction des navires, M. Goschen dit que les 103 navires et les 62 contre-torpilleurs qui ont été construits de 1889 à 1896 ne sont pas suffisants. Il est obligé de demander à la Chambre d'ajouter à ce nombre.

Il y a deux manières d'augmenter la flotte : 1° presser la construction des navires en chantiers ; 2° mettre de nouveaux vaisseaux en chantiers.

Pendant l'année passée, l'amirauté a fait son possible pour l'exécution du programme de ses prédécesseurs en augmentant le nombre des marins et en finissant les navires en chantiers.

On a aussi poussé la construction des blindages et on a dépensé à cet effet bien plus qu'on ne l'avait calculé l'année dernière.

Les crédits supplémentaires se monteront à 1,100,000 livres sterling. Le nombre d'hommes employés dans les chantiers est maintenant de 23,000.

M. Goschen dit qu'il y a présentement en chantiers 8 grands navires de guerre, 21 croiseurs et 40 contre-torpilleurs.

Il n'a pas l'intention de placer devant la Chambre une liste des forces

maritimes des diverses puissances comparées à la force maritime anglaise, quoique l'amirauté ait dépensé des jours, des semaines et des années à faire une pareille comparaison. Il propose seulement de soumettre à la Chambre des communes les conclusions auxquelles l'amirauté est arrivée.

Les nouveaux grands vaisseaux de guerre seraient de 2,000 tonnes plus petits que le *Majestic* ; mais leur vitesse serait augmentée de 2 nœuds.

Tout compte fait, il y aura cette année 13 grands vaisseaux de guerre en construction. M. Goschen se propose de terminer tous les vaisseaux de guerre compris dans le programme de lord Spencer ainsi que tous ceux qui ont été proposés par le précédent gouvernement.

Le crédit budgétaire maritime pour l'année prochaine serait de 21,800,000 livres sterling ; l'augmentation sur l'année précédente est de plus de trois millions.

Le prix de construction total des navires additionnels commencés en 1894-1895 serait de 28 à 29 millions.

Le prix de revient de ce qui avait été construit conformément au *Naval Defence Act* était de 21 millions, ce qui fera pour la période de 1889 à 1899 une dépense totale de 55 millions de livres sterling.

M. Goschen dit qu'il n'apporte pas ces propositions dans un esprit de vanité ou d'exagération ; ce ne sont pas des crédits demandés en guise de provocation, mais des crédits de défense nationale. Ils sont basés sur les conditions spéciales dans lesquelles se trouve l'Angleterre, conditions différentes des autres nations. L'Angleterre doit considérer la position disséminée de son domaine colonial, les conditions de son approvisionnement en vivres, et la sauvegarde de ses côtes. Aussi les nations étrangères, en présence de ces crédits, ne doivent pas les comparer avec ce qu'elles ont dépensé elles-mêmes pour leur propre marine, mais bien avec ce qu'elles ont dépensé pour leurs armées.

Nos flottes, continue M. Goschen, sont les corps d'armée que nous plaçons sur nos frontières. Les autres nations font de vastes armements militaires, tandis que nous, nous nous occupons de notre marine. Nos crédits militaires ne doivent par conséquent pas exciter de jalousie ou d'émulation de leur part. Nous ne faisons que le strict nécessaire pour notre propre défense.

Quelques-unes de nos paroles ont été mal interprétées. Je n'ai pas dit que l'Angleterre était indifférente à l'amitié des puissances étrangères. Rien ne pouvait être plus éloigné de ma pensée.

Les crédits proposés montrent en effet que nous ne sommes pas indifférents à l'amitié des autres puissances ; au contraire, ils rendront la nôtre plus précieuse. Mais que nous soyons isolés, oui ou non, que nous ayons, oui ou non, dans quelque effort terrible, à soutenir tout le fardeau sans alliés, ou bien qu'au milieu de quelque trouble éventuel de la paix européenne nous ayons à prendre notre place côte à côte avec les autres puissances, nous ne désirons qu'une chose, c'est que notre marine soit la manifestation de la confiance que l'Angleterre possède en elle-même.

Sur une motion de M. Balfour, la discussion est ajournée.

CHAMBRE DES COMMUNES (Séance du 5 mars). — En réponse à diverses questions, M. Chamberlain, ministre des colonies, donne lecture de plusieurs dépêches qui démontrent que les commandants des troupes boers avaient reçu des ordres précis d'exiger des soldats de Jameson la capitulation sans condition, et qu'en dépit de cet ordre un de ces commandants a offert à sir John Willoughby et à ses hommes d'épargner leurs vies, s'ils déposaient leurs armes et s'ils promettaient une indemnité : qu'en agissant ainsi, le commandant a dépassé ses pouvoirs et que le président Krüger déclare maintenant qu'il ne savait rien de cette affaire.

M. Chamberlain ajoute : Je n'ai jusqu'ici aucun motif de douter de la bonne foi du président Krüger. Les négociations avec lui ne peuvent qu'être contrariées par des accusations de mauvaise foi acceptées comme vraies par de hautes

personnalités en Angleterre, accusations que je crois sans fondement et que, certainement aucune des preuves que j'ai en ma possession ne justifie.

M. Curzon, répondant à une question, dit qu'il n'y a aucune rupture de négociations au sujet de la délimitation du Niger. Il ajoute qu'aucun commissaire britannique n'a été rappelé.

M. Forster demande si des démarches ont été faites pour mettre à exécution la résolution prise à l'unanimité par la Chambre des communes, le 20 février 1893, en faveur d'une coopération dans la conférence internationale monétaire.

M. Balfour répond que rien n'est arrivé depuis la réponse qu'il a donnée en août dernier, pour lui faire croire qu'il y aurait un avantage quelconque à prendre au nom du gouvernement britannique, l'initiative de cette affaire.

La Chambre discute le budget de la marine.

Au cours des débats sur le budget de la marine, sir Charles Dilke déclare que l'Angleterre rencontre peu de sympathie chez les autres nations et il émet le doute que, dans une lutte à mort, une seule voix s'élève en sa faveur.

L'orateur critique le programme naval. La composition de la flotte ne pourrait donner à l'Angleterre, même en 1899, la supériorité sur la France et la Russie réunies.

Il exprime la crainte que d'autres nations puissent réunir des forces plus redoutables encore.

Il se plaint du manque d'hommes pour les équipages de la flotte.

M. Balfour répond qu'avec la réserve de la marine, l'Angleterre a suffisamment d'hommes pour tous ses vaisseaux en temps de guerre. Aucune nation ne pourrait supporter le fardeau des armements qui seraient préparés en Angleterre pour tenir tête à toutes les combinaisons possibles. L'Angleterre doit se contenter d'avoir une flotte capable de lutter avec avantage contre les deux plus grandes flottes du monde réunies. Or, c'est là le résultat qu'elle aura atteint dans trois mois.

L'Angleterre possède certainement aujourd'hui une organisation de combat absolument supérieure à ce qu'elle pouvait opposer aux autres nations depuis plusieurs générations.

Sir William Harcourt dit qu'il ne faut pas se dissimuler la gravité de la situation qui a conduit à des évaluations budgétaires aussi considérables et les dépenses navales de l'Angleterre sont le résultat de sa position vis-à-vis des autres nations.

Le gouvernement n'est pas actuellement en mesure d'exposer à la Chambre la situation politique en Europe et en Amérique. Une discussion sur ce point à l'heure actuelle, ne serait ni prudente, ni patriotique. Toutefois, l'orateur fait remarquer que ce n'est pas en défiant les autres nations qu'on pourra se concilier leur amitié.

Séance du 9 mars. — La Chambre des communes continue la discussion du budget de la marine.

Répondant à divers orateurs, M. Goschen fait ressortir, au milieu des applaudissements de la Chambre, que l'Angleterre a maintenant presque autant de vaisseaux à la mer que toutes les puissances européennes réunies.

Sa politique est de se mettre en mesure de faire face aux attaques sur tous les points du globe. Son budget n'est pas un budget de provocation. Le programme actuel a été établi au mois de novembre, c'est-à-dire avant les événements qui se sont récemment produits à l'étranger.

Au cours de la discussion, M. Dillon déclare que l'accroissement de la marine est une menace, soit à l'adresse de la France et de la Russie, soit à celle des Etats-Unis au sujet de la question du Venezuela.

M. Arnold Foster se plaint de l'insuffisance de la flotte anglaise dans la Méditerranée et M. Labouchère propose une réduction de 4,000 hommes sur les effectifs des équipages de la flotte ; il blâme le gouvernement d'avoir cherché la popularité en prenant une attitude de fanfaronnade.

L'Angleterre, en voulant avoir une flotte aussi puissante que celle de toutes les nations réunies, dit l'orateur, amènera le monde entier à se liguier contre elle.

M. Balfour propose la clôture qui est votée par 239 voix contre 65.

L'amendement Labouchère est rejeté par 262 voix contre 45.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 12 mars*). — En réponse à une question, M. Balfour rappelle que les corsaires n'ont pas été employés en temps de guerre depuis 1855, même par les puissances qui n'admettent pas la Déclaration de Paris.

En outre, la convention d'après laquelle le pavillon neutre couvre les marchandises de l'ennemi, excepté la contrebande de guerre, a reçu l'approbation générale pendant ces dernières années. Il est donc permis de douter que le gouvernement espagnol, en cas de guerre avec l'Amérique, cherche à s'emparer des marchandises des Etats-Unis sous pavillon neutre. « Je me tiens, ajoute l'orateur, dans les limites de la stricte vérité quand je dis que les puissances ont adopté en général, quoique sans traité formel, la résolution que toute marchandise, sauf naturellement la contrebande de guerre, serait couverte par le pavillon neutre. »

M. Charles Shaw demande s'il est vrai que cinquante marins allemands soient actuellement occupés à faire des relevés topographiques du port de l'île de Laba, en Chine.

Il demande, en outre, si, les sondages et les relevés nécessaires ayant déjà été faits à Quemoy, l'annexion est imminente.

M. Moon demande si l'attention du gouvernement a été attirée sur un article d'un journal de Berlin disant que le gouvernement chinois avait payé l'île de Laba, dont le port est considéré dans cet article comme ouvert à l'Allemagne par traité ; et il demande si on l'a cédée à l'Allemagne.

M. Curzon répond à ces questions que le gouvernement n'a reçu aucune information à ce sujet, mais qu'on a télégraphié à Pékin pour obtenir des renseignements.

Sir E. Ashmead-Bartlett demande s'il est vrai que l'affaire du Venezuela ait été définitivement réglée.

M. Curzon répond que le gouvernement n'a été informé de rien à ce sujet.

M. Chamberlain dit que des plaintes ont été reçues relativement au traitement des travailleurs dans l'Etat du Congo et qu'en conséquence le recrutement des travailleurs pour le Congo a été prohibé dans les colonies anglaises de l'Afrique occidentale.

On discute le vote d'un crédit supplémentaire de 3 millions de francs pour la guerre des Achantis et de 12,032,500 francs pour les volontaires et pour l'artillerie.

M. Chamberlain donne un démenti formel aux orateurs qui ont déclaré que la campagne contre les Achantis avait été entreprise à cause des mouvements des Français sur la côte occidentale d'Afrique. L'Angleterre a voulu mettre un terme aux sacrifices humains, au fétichisme, à l'esclavage, aux guerres intestines de tribu à tribu qui désolaient le pays des Achantis. Elle a voulu donner la sécurité aux habitants du pays et aux commerçants.

M. Brodrick, sous-secrétaire à la guerre, explique que le gouvernement veut encourager les engagements des officiers volontaires et faciliter le recrutement de leurs cadres, augmenter le nombre des canons de la réserve et compléter l'armement de la cavalerie et de l'artillerie de campagne.

Sir Charles Dilke regrette qu'on n'augmente pas aussi le nombre des canons pour les volontaires du service actif. Sans cette augmentation, les volontaires ne pourront rien contre une armée étrangère.

M. Dillon propose une réduction de 2,000,500 francs sur le crédit demandé pour la guerre des Achantis.

Cette proposition est repoussée par 232 voix contre 75.

Les crédits relatifs à la campagne contre les Achantis ont été votés par 228 voix contre 48.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 13 mars*). — M. Curzon, répondant à une question, dit que le traité du 3 juin 1884 entre la Grande-Bretagne et l'Abyssinie n'a pas été abrogé, quoique quelques-uns de ses articles soient devenus sans effet par suite de la conclusion du traité d'Ucciali du 16 mai 1889 qui fut communiqué au gouvernement britannique et auquel on ne fit aucune objection.

Les stipulations relatives aux armes et aux munitions doivent aussi être considérées comme étant affectées par les articles 8 et 13 de l'Acte général de Bruxelles, dans la conférence du 2 juillet 1890.

L'amiral Colomb demande que les forces militaires actuelles de l'Angleterre soient mises en mesure de faire face aux exigences de la guerre à l'extérieur.

Il demande au gouvernement d'exposer les principes généraux de défense sur lesquels il s'est basé pour établir le budget de la marine et de la guerre et enfin d'exposer le plan général de la défense de la Grande-Bretagne.

Le général Havelock-Allan déclare que l'Angleterre devrait avoir une armée de 60,000 hommes pour faire la guerre à l'extérieur. Il estime qu'avec une meilleure organisation, on pourrait, sans accroître le nombre des hommes, doubler la puissance d'action des forces britanniques.

M. Brodrick, secrétaire d'Etat pour la guerre, répond que le rôle de la milice des volontaires pour la défense du territoire est d'une importance capitale. On ne pouvait pas encourager un grand nombre d'hommes à s'engager comme volontaires pour des guerres à l'extérieur.

Le gouvernement a des plans tout prêts pour faire face à toute éventualité. Il a pris ses mesures pour une mobilisation rapide de l'armée et de la flotte, mais il ne les communiquera pas à la Chambre.

M. Balfour appuie la déclaration de M. Brodrick et l'amiral Colomb retire ses propositions.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 16 mars*). — M. Curzon, secrétaire par-

lementaire pour les affaires étrangères, répondant à sir William Harcourt qui avait demandé les raisons pour lesquelles la marche en avant dans la vallée du Nil venait d'être décidée, déclare que, depuis quelques semaines, le gouvernement a reçu communication de bruits indiquant que les derviches songeaient à marcher sur l'Égypte. On disait qu'ils avaient trois objectifs : 1° les puits de Mourad ; 2° Tokar, entre Berber et Souakim ; 3° Kassala vers laquelle Osman-Digma marchait.

En même temps, le gouvernement apprenait que de grands renforts s'approchaient de Dongola.

C'était à la fin de février que ces nouvelles parvinrent au gouvernement.

Dans l'esprit des gouvernements anglais et égyptien, ces informations marquaient une sérieuse marche en avant de la part des derviches. L'objectif principal devait être sûrement Kassala, mais il existait un danger ultérieur pour l'Égypte elle-même. L'inquiétude ressentie à ces nouvelles fut d'autant plus sérieuse que les Italiens se trouvaient en difficultés. Survinrent les malheureux événements d'Adoua qui, dit M. Curzon, provoquent les regrets sincères de chacun des membres de cette assemblée...

A ces mots les Irlandais crient énergiquement : C'est bien fait ! Non ! non !

M. Curzon reprend et constate que les regrets sont ressentis par la Chambre des communes, à quelques voix près, pour l'infortune qui a frappé une nation de soldats vaillants et de solides alliés.

Je parle des Italiens, dit-il ; nous avons tous la certitude que les troupes italiennes pourront par leur courage recouvrer tous leurs moyens d'action et que les Italiens se lèveront de nouveau pour venger l'honneur du drapeau.

Le désastre d'Adoua constituait un double danger de la part des Abyssins et de la part des derviches, dans la direction de Kassala. Ces derniers étaient environ 10,000.

Il est évident qu'il y a, en ce moment, dans l'Afrique centrale, des influences actives et des forces déchaînées qui, enflammées par la victoire et grossies par d'autres forces, pourraient constituer un danger grave non seulement pour l'Italie, mais pour l'Égypte et même pour la cause de l'Europe qui est la cause de la civilisation.

Si Kassala était pris, des forces détachées de là pourraient se porter sur Tokar ou sur Souakim ou bien ensemble sur la vallée du Nil, créant, dans les deux cas, une menace pour l'Égypte.

Les conseillers du gouvernement en Égypte et en Angleterre se sont prononcés pour l'action. Il a été décidé qu'il y avait un intérêt permanent pour l'Égypte à remonter la vallée du Nil. La marche en avant a été ordonnée jusqu'au poste d'Akasheh, sur le Nil, aux deux tiers de la distance qui sépare Wady-Halfa et Dongola. Plus tard, elle pourra s'étendre jusqu'à Dongola dont l'importance est connue.

Mais il ne convient pas de publier les plans d'une campagne alors que les actes du gouvernement doivent être guidés par des considérations à la fois politiques, militaires et financières.

L'action décidée aura le double avantage d'agir comme diversion en faveur des Italiens et en faveur de l'Égypte.

Sir William Harcourt demande que l'occasion de discuter cette grave question soit donnée à la Chambre.

Il déclare que cette discussion est d'autant plus nécessaire, que M. Curzon a indiqué qu'il s'agissait non seulement d'un mouvement militaire, mais d'un mouvement politique.

Après une réponse évasive de M. Balfour, M. Labouchère se lève et demande l'ajournement de la Chambre.

C'est là une motion uniquement destinée à permettre de discuter la question de la marche en avant des troupes sur le Nil.

M. Labouchère dit : On met en avant le nom de la civilisation et le nom de

l'Europe ; mais quand on veut massacrer des hommes libres, c'est toujours au nom de la civilisation.

Quant à l'Europe, l'expression des opinions des journaux français, allemands et d'autres pays, prouve que l'Europe n'est pas favorable à la mission que l'Angleterre s'est donnée.

L'orateur fait ensuite l'historique du Soudan et de l'Abyssinie et il montre comment l'Italie s'est installée à Massauah par la permission de l'Angleterre qui, dit-il, est toujours généreuse quand il s'agit de donner des territoires qui ne lui appartiennent pas.

Il se déclare ami chaleureux de l'Italie, mais pas en Afrique. Il se réjouit que les Italiens aient été vaincus. La marche sur Dongola est sûrement une action anglaise et les derviches ne menacent pas plus l'Égypte qu'il y a quatorze ans. Si le gouvernement anglais est si abominablement hypocrite dans ses affaires d'Égypte, c'est qu'il y a des financiers au fond de ses affaires. On marche en avant pour ne pas pouvoir remplir sa promesse d'évacuer l'Égypte. Les grandes puissances sont choquées et dégoûtées de voir l'Angleterre faillir à ses promesses.

Nous avons des difficultés avec le monde entier depuis que le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir.

A ce moment, l'orateur cite un extrait du Livre bleu rapportant une conversation de l'ambassadeur de France avec M. Gladstone. Dans cette conversation, M. Gladstone déclarait que l'Angleterre ne chercherait jamais à occuper Dongola.

Sir Charles Dilke appuie la motion Labouchère.

Au cours de la discussion, sir Charles Dilke a qualifié de folie l'expédition de Dongola et il a laissé entrevoir la possibilité d'un désastre analogue à celui des Italiens, sans compter la confusion financière et militaire qui s'en suivrait pour l'Égypte.

Sir William Harcourt a dit que la proposition du gouvernement était très grave et pourrait avoir des conséquences dangereuses. Si au lieu d'une simple mesure militaire temporaire, comme le gouvernement la représente à l'heure actuelle, il s'agissait en réalité de l'occupation du Soudan, c'est-à-dire d'un premier début dans une politique d'action en Afrique, cette proposition devrait être condamnée et énergiquement combattue. L'occupation du Soudan mettrait en effet en danger la paix de l'Europe.

L'orateur ne veut pas croire que M. Curzon n'a pas eu l'intention de présenter une proposition dans ce sens-là.

M. Balfour, répondant aux orateurs précédents, dit qu'il croit comprendre que sir William Harcourt désire un débat plus complet lors du vote du budget des affaires étrangères qui aura lieu mercredi ou jeudi. En conséquence, on peut aujourd'hui abréger la discussion.

En ce qui concerne l'interprétation de la déclaration de M. Curzon par sir William Harcourt, il faut remarquer que M. Curzon a dit que les troupes s'avanceraient immédiatement jusqu'à Akasheh et qu'il serait prématuré de discuter en ce moment les autres mesures qui pourraient être prises. Ces mesures dépendront de considérations politiques et financières qu'on ne peut guère prévoir.

M. Labouchère semble se réjouir de la défaite des Italiens, mais cette façon d'envisager les choses n'est certainement pas celle du gouvernement ; elle n'est pas celle de la majorité de l'opposition et bien moins celle du peuple anglais.

Toutes les nations européennes, même celles dont les intérêts diffèrent de ceux de ceux de l'Italie, témoignent comme l'Angleterre leur sympathie au peuple italien.

M. Balfour ne peut concevoir aucun changement plus profitable au Soudan

sans parler de l'Egypte et de l'Angleterre, que la soumission de ces tribus arabes à un gouvernement soumis lui-même à l'influence anglaise.

Quant aux objections de sir Charles Dilke, M. Balfour peut assurer que l'attitude des gouvernements européens ne donne aucune raison de croire que les sombres prédictions de M. Labouchère et de sir Charles Dilke se réaliseront. Aucune puissance, si elle désire sincèrement la prospérité de l'Egypte et des Egyptiens, ne peut soulever la moindre objection aux mesures prises par le gouvernement anglais.

Les craintes de sir Charles Dilke au sujet de Darfour ne sont pas non plus fondées.

On a prétendu que notre occupation d'Akasbeh ne saurait être d'aucun secours à l'Italie, mais la nouvelle de notre marche en avant sera vite connue à Kassala et amènera une diversion. Nos conseils militaires sont d'avis qu'il n'y a pas de plan plus favorable aux Italiens assiégés dans Kassala.

Notre expédition n'aura pas sur les ressources financières et militaires de l'Egypte les fâcheux résultats que prévoit sir Charles Dilke.

L'extension de l'influence de l'Egypte vers le Sud ne peut être qu'un bien pour la civilisation, et l'assistance que nous apporterons aux troupes italiennes bénéficiera à l'Europe et au monde civilisé.

M. Courteney dit que si l'expédition avait pour objet la conquête du Soudan, elle devrait être condamnée sans hésitation.

La motion Labouchère a été rejetée par 268 voix contre 126.

CHAMBRE DES LORDS (*Séance du 17 mars*). — Lord Rosebery demande :

1° Le mouvement en avant de l'armée égyptienne a-t-il été entrepris sur la demande du gouvernement égyptien ?

2° Un rapport de lord Cromer a-t-il été reçu en dehors de celui qui porte la date du 3 février ?

3° Les dépêches relatives à ce mouvement seront-elles communiquées à la Chambre ?

Lord Salisbury répond :

Nous avons reçu des autorités de l'Egypte plusieurs communications postérieures à la date indiquée au sujet de ce mouvement. L'autorité militaire ayant l'approbation de lord Cromer recommande de marcher contre les derviches dans le but de les arrêter et de secourir Kassala ; car on pense que ce serait un grand malheur si Kassala tombait entre leurs mains.

Après que cette opinion fut exprimée, il y a eu un échange considérable de communications avec le gouvernement italien et avec les autorités égyptiennes.

Les instructions données ont été le résultat de ces communications.

Lord Salisbury ne peut pas déposer devant la Chambre les télégrammes échangés. Les derniers se rapportent beaucoup à l'attitude militaire des derviches et à la conduite militaire future proposée pour les troupes égyptiennes.

Il y a des documents qui ne peuvent pas être soumis à la Chambre, comme ceux qui se rapportent à la direction des opérations militaires.

Le gouvernement égyptien nous a présenté le danger de la marche en avant des derviches. Naturellement, dit lord Salisbury, je ne puis pas dire que les instructions données par nous, après examen de toutes les considérations, correspondent précisément aux suggestions premières du gouvernement égyptien, mais je crois qu'elles correspondent sur ces deux points : mouvement en avant qui tiendra les derviches en échec, et mouvement en avant qui sera un secours pour Kassala.

Lord Salisbury termine en disant :

Je ne suis pas en communications directes avec le gouvernement égyptien, mais je suppose que lord Cromer agit avec la connivence du gouvernement égyptien et je suis en communication avec lord Cromer.

Les dépêches communiquées aux communes sont également communiquées aux lords.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 17 mars*). — M. Curzon, répondant à une question, déclare que des communications ont été échangées entre l'ambassadeur d'Italie à Londres et le gouvernement anglais, ainsi qu'entre l'ambassadeur d'Angleterre à Rome et le gouvernement italien, au sujet des forces égyptiennes qui vont entrer dans le Soudan.

Le gouvernement italien a déclaré qu'il verrait avec plaisir toute action prise par le gouvernement égyptien pour s'avancer dans la direction de Dongola, ce qui ne peut être qu'avantageux aux troupes et à la situation des Italiens à Kassala ; mais aucune promesse n'a été faite au sujet d'une assistance quelconque. Aucun document diplomatique ne peut être déposé en l'état actuel des choses.

Répondant à une question, M. Curzon déclare que le gouvernement n'a jamais été informé par l'Etat du Congo que des postes avaient été établis dans le territoire cédé à bail par la convention de 1894. On n'a pas d'informations dignes de foi sur la situation de ce district. Il est certain, toutefois, que ni Wadelai, ni Dufleu ne sont occupés par le Congo.

En ce qui concerne la cession par la Chine de Lapa à l'Allemagne, M. Curzon assure, d'après des réponses reçues de Pékin, que le bruit de cette cession n'a aucun fondement.

M. Morley demande des informations sur les motifs qui ont induit le gouvernement à ordonner le mouvement en avant sur le Nil.

M. Curzon répond en lisant trois télégrammes de lord Cromer et des extraits d'une dépêche du consul anglais de Souakim. Ce sont là les documents sur lesquels étaient basées les déclarations faites hier.

M. Curzon continue :

Le 24 février, dit-il, lord Cromer télégraphiait qu'Osman-Digma s'avancait dans le district de Souakim.

Un second télégramme du 26 février disait que des marchands, qui se sont échappés de Berber, annonçaient, il y a neuf jours, que 700 derviches avaient été détachés pour s'emparer des puits de Mourad. Une seconde troupe de derviches avait été envoyée à Kokres ; une troisième troupe était partie d'Omdurman pour Dongola ; Osman-Digma était envoyé à Kassala.

Lord Cromer déclare ne pas affirmer l'exactitude de ces bruits, mais il paraît certain que des mouvements hostiles des derviches, probablement contre Kassala, sont en préparation.

Dans un troisième télégramme daté du 28, lord Cromer confirme les nouvelles du télégramme du 26 par des renseignements de Souakim.

Osman-Digma avait adressé une proclamation aux Arabes du pays, les appelant à se réunir le 27 et à le suivre, sous peine de châtiement. Osman-Digma s'avança le 16 février à Grod-Rejeb. Les commerçants se rendant de Berber à Souakim étaient arrêtés à Kokres.

Le consul de Souakim déclare, dans une dépêche du 26, qu'après trois ans d'apaisement à peu près complet, les madhistes, sous les ordres d'Osman-Digma, commencent à s'agiter de nouveau.

Pendant plusieurs mois le bruit courut qu'Osman-Digma se préparait à recommencer ses exploits en novembre.

Une patrouille envoyée de Tokar rencontra un parti de derviches et échangea avec eux des coups de fusil.

Le consul anglais assurait que, dans la semaine qui précédait l'envoi de sa dépêche, 50 à 60 derviches parurent dans le Sinkat. Une patrouille de 100 hommes envoyée revint en disant que les derviches étaient au nombre de 500 sous le commandement de Monca-Digma. Celui-ci se retira sur Adarawa, d'où

Osman-Digma était parti pour Grod-Rejeb, sans doute pour organiser l'attaque sur Kassala.

Aujourd'hui, ajoute la dépêche du consul, on dit que la caravane de Berber a été arrêtée à Kokres et que tous ses chameaux ont été réquisitionnés pour le service, de telle sorte que de nouveaux mouvements sont en vue.

Le bruit court aussi que le khalife Abdullah a proclamé la guerre sainte contre les Italiens et que son Moudir à Berber a ordonné la suspension de toute communication avec la côte.

La proposition en faveur du bimétallisme est soumise à la Chambre par M. Whiteley. En réponse, M. Hicks-Beach, chancelier de l'Echiquier, dit notamment que l'Angleterre n'avait actuellement aucune raison apparente pour changer son système de monnaies. Sans doute les Indes souffrent du bas prix de l'argent : le gouvernement étudiera avec plaisir les moyens de remédier à ce mal ; mais il ne peut oublier que le système monétaire des autres colonies est basé sur l'or.

Le gouvernement anglais, tout en étant prêt à négocier avec les autres nations pour soulager les souffrances résultant de la baisse de l'argent, n'est pas disposé à abandonner pour l'Angleterre le monométallisme or.

La perspective de négociations n'est d'ailleurs pas brillante ; cependant on pourrait augmenter la valeur de l'argent en encourageant l'emploi aux Indes. C'est tout ce que le gouvernement peut faire. Il ne faut pas que la prospérité de l'Angleterre soit mise en danger.

M. Balfour espère que le pays sera plus tard favorable au bimétallisme. Il considère que la motion Whiteley est une invitation aux autres nations à la création d'un système monétaire juste et acceptable pour les débiteurs et pour les créanciers.

La motion Whiteley est adoptée sans scrutin.

Séance du 20 mars. — M. Curzon, répondant à une question de M. O'Connor, dit que la décision du gouvernement britannique, relative à la marche en avant en Egypte, a été considérablement influencée par une communication du gouvernement italien ayant trait au projet d'attaque des derviches sur la position italienne de Kassala et aux conséquences que cette attaque pourrait avoir sur la situation militaire en Egypte et sur les intérêts égyptiens. Il n'est naturellement pas désirable de donner le contenu exact de cette communication.

M. Curzon dit que la marche en avant des Italiens en Abyssinie avait été entreprise sans communication préliminaire avec le gouvernement britannique.

M. Curzon explique qu'il y a deux fonds égyptiens dont le plus important est tiré de la conversion de la dette et pour la dépense duquel le consentement unanime des puissances est nécessaire. L'autre, moins important, se montant à 2 millions et demi, peut être employé sur la décision de la majorité des commissaires de la caisse. Une demande est faite afin de consacrer le second fonds aux dépenses de l'expédition d'Egypte.

M. John Morley demande dans quels documents l'autorisation de dépenser ce fonds est donnée à la majorité.

M. Curzon répond : Dans un décret constituant le fonds de réserve de la commission de la dette.

M. Dillon demande si, en vue de la déclaration de M. Berthelot d'hier à la Chambre française, disant qu'avant d'accorder sa coopération, le gouvernement français désirait obtenir des explications sur certains points, M. Curzon

maintient la réponse qu'il a faite hier également, disant que la France n'avait fait aucune réponse à la communication faite par l'Angleterre.

M. Curzon dit qu'il est tout à fait contraire à la pratique et aux convenances des choses de poser inopinément des questions pareilles.

M. Dillon dit, comme explication personnelle, qu'il pense que M. Curzon a agi hier peu franchement avec la Chambre.

Le président rappelle à l'ordre M. Dillon en disant que cette déclaration n'a pas du tout l'air d'une explication personnelle.

La Chambre se forme en comité pour discuter le budget.

M. Morley se lève et propose sa motion aux applaudissements de l'opposition.

M. Morley affirme tout d'abord que bien que sa motion contienne une censure du gouvernement, il ne veut pas discuter cette question comme une question de parti.

Il rappelle que M. Balfour a parlé de grands changements, presque d'une révolution dans la politique anglaise envers la Turquie et que de nouvelles considérations étaient survenues, affectant non seulement la situation des Anglais en Egypte, mais aussi toute la partie Est de la Méditerranée.

L'Egypte est un des éléments qui ont affaibli notre position dans les négociations malheureuses et humiliantes au sujet de l'Arménie.

Les puissances désirent que l'Egypte puisse rester seule, sans l'aide de l'étranger, et nous regardons, poursuit M. Morley, l'époque où nous serons en état, suivant nos promesses abondamment répétées, de mettre fin à l'occupation de ce pays. Cette occupation a fait du bien à l'Egypte; son maintien ferait du mal à l'Angleterre. La nouvelle politique va être mauvaise pour l'Egypte, parce qu'elle emploiera pour l'expédition des fonds qui auraient pu être utilement employés à des améliorations en Egypte. Notre occupation a prouvé que l'Egypte n'était pas assez forte pour rester seule; et sur ce pays, qui n'est pas fort, on va jeter la responsabilité de gouverner un des territoires les plus difficiles de la terre entière.

Si l'on n'a présenté à M. Berthelot que les télégrammes montrés à la Chambre, il n'est pas étonnant que le ministre français ait demandé un échange de vues.

M. Morley désire aussi un échange de vues entre l'opposition et le gouvernement. La Chambre et le pays sont dans les ténèbres. Jamais gouvernement n'a agi sur des bruits aussi légers, sur des informations aussi maigres et aussi futiles.

De deux choses l'une : ou le khalifat croule, ou il ne croule pas. Dans le premier cas, il n'y a pas de danger, et l'expédition est inutile; dans le second cas, les forces envoyées sont complètement insuffisantes.

Il est absurde de supposer que la présence de 5,000 Egyptiens à Dongola causera une panique parmi les derviches à Kassala, qui est à 500 milles de distance. Les raisons données pour cette expédition sont ambiguës, équivoques et vagues. Elles prouvent qu'il ne s'agit pas du développement de la politique précédente, mais bien d'une politique absolument nouvelle.

Pendant onze ans, la frontière d'Egypte a été sûre; ce que les Soudanais ne veulent pas accepter, c'est le gouvernement égyptien.

M. Balfour interrompt, disant qu'il n'a jamais eu en vue de rendre le Soudan à ce genre de gouvernement égyptien qui dominait autrefois.

M. Morley demande quelle administration existera donc au Soudan si on ne rend pas ce pays à l'administration européenne. Il tient en grande suspicion la politique africaine de l'Italie.

Je veux du bien à l'Italie, ajoute-t-il, mais parce que cette nation s'est em-

barquée dans une entreprise très impolitique, ce n'est pas une raison pour que l'Angleterre fasse la même chose. L'occupation anglaise de l'Egypte est le point délicat de la situation de l'Angleterre en Europe, et sur la foi de quelques misérables télégrammes, le gouvernement a soulevé la question de l'Egypte. L'expédition actuelle n'a pas de bases rationnelles. Le gouvernement n'a pas donné au pays des raisons suffisantes pour l'expliquer.

M. Chamberlain déclare que les critiques viennent de ceux qui sont en faveur d'une évacuation immédiate ou tout au moins prochaine.

Dans notre histoire moderne, il ne voit rien qui puisse donner à l'Angleterre autant d'orgueil et de satisfaction que la révolution pacifique faite dans le gouvernement égyptien par une poignée de fonctionnaires et d'officiers anglais.

M. Chamberlain continue en ces termes :

Un gouvernement banqueroutier et corrompu a été remplacé par une administration efficace, et le pays se trouve dans une prospérité qu'il n'a jamais connue. Tout cela disparaîtrait si nous quittions l'Egypte.

M. Chamberlain nie que la politique annoncée maintenant puisse, en aucune façon, modifier la situation relativement à l'évacuation. Nous resterons aussi prêts à évacuer l'Egypte que nous l'étions auparavant et nous sommes disposés à examiner toute proposition tendant à une évacuation éventuelle.

Sans doute, quelques administrations précédentes ont été trop promptes à ce sujet : c'était une faute ; le gouvernement actuel ne veut pas la renouveler. Le gouvernement entend maintenir l'occupation de l'Egypte jusqu'à ce qu'il estime que les troupes anglaises puissent se retirer sans mettre en péril l'œuvre accomplie.

L'espoir de tous les hommes d'Etat égyptiens patriotes est de reconquérir le Soudan. Les ressources actuelles de l'Egypte ne le permettent pas en ce moment, mais on peut reporter plus loin les frontières de l'Egypte. Si le désert qui est situé devant Wady-Halfa est une barrière contre la conquête de l'Egypte par les derviches, il sert aussi à faciliter leurs incursions.

La situation aurait pu être encore tolérée plusieurs années, mais la défaite des Italiens a créé une dangereuse agitation parmi les derviches.

La chute de Kassala pourrait causer aux intérêts de l'Egypte un préjudice incalculable. Le gouvernement a pensé que notre mouvement aurait pour résultat d'empêcher Kassala de tomber entre les mains des derviches et de prêter assistance aux Italiens.

Dans cette politique au moins nous n'étions pas isolés ; l'Allemagne nous soutenait, l'Autriche nous approuvait. L'Italie nous voyait de chaleureux remerciements. En ce qui concerne l'attitude de la France et de la Russie, le gouvernement se tenait dans l'attente. Il eût été peu sage et discourtois de préjuger de leur décision.

Mais rien ne faisait supposer qu'elles ne seraient pas d'accord avec les autres grandes puissances.

En ce moment, le but est d'empêcher Kassala d'être pris ; mais dans le cas d'une attaque, il serait peut-être nécessaire de pousser jusqu'à Dongola. L'expédition sera limitée par le degré de résistance des ennemis et de la sécurité des communications. Le chemin de fer suivra les troupes et la construction de la voie ferrée indiquera notre intention de garder les territoires occupés. Mais il ne s'agit pas d'envoyer une grande quantité de troupes tenir garnison dans le Soudan. Le gouvernement n'a pas l'intention de demander aux finances égyptiennes des efforts qui dépasseraient les limites du patriotisme des hommes d'Etat égyptiens ; mais si les derviches n'opposent pas une très grande résistance, si on peut les réduire sans trop de difficultés, il serait peu sage de refuser à l'Egypte la possibilité de recouvrer les positions que les Egyptiens croient essentielles à leur sécurité. La politique actuelle du gouvernement reste donc dans les limites des besoins immédiats de l'Egypte.

MM, Labouchère, Stanley et d'autres membres prennent ensuite la parole,

Sir William Harcourt dit que ces explications sont incomplètes. La Chambre ne sait pas si l'expédition s'arrêtera à Akasheh, ou si elle poussera jusqu'à Dongola, ou même jusqu'à Berber et Khartoum. Si une telle extension n'était pas dans l'intention avouée du gouvernement, ne serait-elle pas la conséquence nécessaire des mesures actuelles ?

Sir William Harcourt proteste contre l'expédition qui, dit-il, est grosse de dangers pour le pays.

M. Balfour répond :

Le gouvernement a été accusé de vouloir éveiller les susceptibilités de la France, mais le gouvernement anglais serait réduit à l'impuissance s'il devait attendre le consentement de toutes les puissances européennes pour agir en Egypte ou ailleurs.

Rien dans cette expédition n'est de nature à nous aliéner l'amitié des Français, et ce que l'Angleterre fait en ce moment n'a aucun rapport avec la question de la durée de l'occupation de l'Egypte.

L'Angleterre cherche à détruire la puissance du mahdi. Notre marche en avant ne sera pas suivie d'une retraite. Ce que nous aurons gagné pour l'Egypte sera gagné à jamais.

La motion Morley, mise aux voix, est rejetée par 288 voix contre 145.

Séance du 24 mars. — Répondant à diverses questions, M. Curzon dit que lord Salisbury a reçu, le 11 février, une communication de l'ambassadeur de France, l'informant qu'à la suite de difficultés dans l'exercice du droit de protectorat à Madagascar, le gouvernement français avait été forcé d'intervenir militairement, d'occuper l'île et d'en prendre possession. Lord Dufferin a été chargé de demander la portée de cette phrase. Aucune réponse n'a encore été reçue. Toutefois, il ressort d'un récent discours de M. Berthelot que le gouvernement français est disposé à adresser aux puissances étrangères une notification concernant les traités avec Madagascar. Il serait donc prématuré de faire une déclaration quelconque au sujet des traités avant d'avoir reçu et examiné cette notification.

La demande d'affecter les fonds de la caisse de la dette égyptienne aux frais de l'expédition de Dongola a été présentée simultanément à toutes les grandes puissances. Le foreign-office n'a aucune information tendant à montrer dans quelle proportion les Français sont détenteurs de la dette égyptienne.

L'Etat libre du Congo n'occupe aucun poste dans la sphère britannique dans la direction de Bahr-El-Gazal. Le gouvernement anglais n'a reçu aucun renseignement au sujet de l'évacuation des postes en dehors de la sphère britannique.

En ce qui concerne la question de savoir si Wadelai et Duflelh étaient irrégulièrement occupés par l'Etat libre du Congo et si le gouvernement anglais considérerait comme toujours en vigueur le bail relatif aux territoires au sujet desquels la France n'a pas élevé de réclamations. M. Curzon répond que le gouvernement anglais n'a pas eu de part dans les négociations qui ont pu avoir lieu entre l'Etat du Congo et d'autres puissances relativement aux territoires cédés à bail. Il n'en a pas été informé. En conséquence, le gouvernement n'est pas actuellement en mesure de dire comment les contrats à bail peuvent être affectés par ces négociations.

M. Curzon termine sa réponse en disant qu'il faut toutefois se rappeler que la portion du territoire dans laquelle se trouvent Wadelai et Duflelh n'a pas été cédée à bail par la convention de mai 1894 à l'Etat du Congo, mais au souverain de cet Etat pour la durée de son règne.

Séance de la Chambre des Communes du 27 mars. — Sir Charles Dilke, faisant allusion aux visites récentes faites par des sujets britanniques venus de

l'Ouganda sur différents points du territoire du Nil cédé à bail au souverain de l'Etat du Congo, demande si Wadelai et Dufileh doivent être ouverts à la fois à l'occupation de l'Angleterre et à celle de l'Etat du Congo.

M. Curzon répond que des officiers du protectorat britannique de l'Ouganda ont, en effet, à diverses reprises, visité les régions du Haut-Nil, mais qu'on ne peut tirer de ces visites la conclusion qu'en tire sir Charles Dilke.

Le major Lothaire sera jugé devant la cour de Boma en présence du vice-consul britannique.

Le droit d'appel à la cour supérieure de l'Etat du Congo à Bruxelles est réservé au gouvernement britannique.

Le gouvernement anglais est informé que le major Lothaire avait reçu le 16 décembre des ordres de rappel vers la côte et qu'il s'était mis en devoir d'y obtempérer. On croit à Bruxelles qu'il doit se trouver maintenant à Boma ou bien dans le voisinage de cette ville.

M. William Allen demande si le gouvernement a l'intention d'envoyer une expédition britannique à Dongola en automne.

M. Curzon répond que non.

En réponse à une autre question, M. Curzon dit que le gouvernement n'a pas à présent l'intention de proposer le vote d'un crédit pour l'expédition de Dongola.

M. Balfour déclare que le duc de Cambridge a refusé de permettre que la proposition d'une pension pour les services qu'il a rendus comme commandant en chef, soit présentée à la Chambre. Si la reconnaissance pour des services comprenant une période de plus de quarante années dans une des plus hautes situations de l'Etat avait été unanime, cette proposition aurait alors été acceptée avec joie, mais l'opposition que devait faire M. Campbell-Bannerman à la proposition de pension, a rendu cette acceptation impossible, et le duc ne veut pas permettre que des titres personnels à la reconnaissance publique, si légitimes qu'ils soient, servent de sujet à des controverses de partis politiques.

M. Curzon répondant à une demande, dit que la question de l'avance à faire pour le fonds de la réserve générale de la caisse égyptienne ne dépend pas des grandes puissances, mais bien des commissaires de la caisse de la dette publique. Les gouvernements autrichien, italien et allemand se sont prononcés en faveur de cette avance, mais c'est maintenant aux commissaires de la caisse de décider s'ils s'en tiendront, en cette occasion, comme en d'autres, au vote de la majorité. La plupart d'entre eux ont décidé d'agir ainsi. Il est établi que le gouvernement français ne considère pas que dans ce cas la majorité soit suffisante.

M. Curzon continue. Aucune des autres puissances n'a encore formellement exprimé une opinion à ce sujet.

M. Curzon, en réponse à une question de sir William Harcourt, déclare ensuite que, relativement à la décision prise hier par les commissaires de la caisse, le gouvernement a reçu des informations analogues à celles parues dans les journaux.

Les commissaires ont décidé, par 4 voix contre 2, d'accorder au gouvernement égyptien un crédit de 500,000 livres prélevé sur le fonds général de réserve. Les commissaires français et russe ont protesté contre cette décision. 200,000 livres égyptiennes ont été remises immédiatement au gouvernement égyptien. Certains Français détenteurs de titres de la dette égyptienne ont adressé aux commissaires de la dette, par l'intermédiaire des tribunaux internationaux, une protestation contre tout paiement prélevé sur le fonds de ré-

serve pour les dépenses de l'expédition et ils les ont assignés à comparaître le 13 avril devant les tribunaux.

Sir Ashmead Bartlett demande quelle réponse le président Krüger a faite à la dépêche de M. Chamberlain du 4 février et à son invitation de visiter l'Angleterre.

M. Chamberlain répond que la correspondance continue à ce sujet. Il lui est impossible de donner des informations certaines.

Sir Edward Grey appelle l'attention sur les droits conférés par traités à l'Angleterre à Madagascar. Ces droits avaient été réservés dans les communications diplomatiques avec le gouvernement français et n'avaient certainement pas été exercés de manière à tracasser et à ennuyer la France. S'il en était ainsi, et si l'Angleterre perdait le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, ce serait une chose des plus graves pour son commerce.

L'orateur ajoute qu'il avait pressé M. Curzon, l'autre jour, de faire une déclaration disant que les droits de l'Angleterre à Madagascar seraient maintenus, mais M. Curzon avait répondu alors qu'il serait prématuré de faire une déclaration à présent.

M. Curzon pourrait donner au moins l'assurance que les vues du gouvernement britannique ont été communiquées au gouvernement français et que ce dernier a été informé de l'importance que l'Angleterre attache à ses droits.

Sir Charles Dilke dit qu'il y a des raisons pour espérer que le commerce anglais avec Madagascar ne souffrira en aucune façon, parce que la position de l'Angleterre est la même que celle des Etats-Unis, qui ont déclaré qu'ils ne souffriraient pas que leurs droits à Madagascar fussent lésés par le protectorat français.

M. Curzon répond que les droits accordés par les traités de Madagascar constituent une question de la plus haute importance.

Un traité de protectorat a été imposé par le général Duchesne à Madagascar, et depuis les clauses du traité ont été étendues ou remplacées par d'autres.

Enfin, M. Berthelot a fait une déclaration à la Chambre française. La déclaration de M. Berthelot, si le compte rendu en est exact, présente un certain caractère de gravité. Le ministre des affaires étrangères français a, en effet, annoncé qu'une notification serait faite aux puissances. Le mieux est donc d'attendre la réception de cette notification.

Jusqu'à ce jour, le gouvernement ne sait pas ce que le gouvernement français compte faire ; mais, dès que la notification aura été reçue, les mesures nécessaires seront prises pour protéger les intérêts anglais. Ces intérêts sont basés sur la déclaration de 1890 et la Chambre peut être assurée que le gouvernement saura sauvegarder les droits de l'Angleterre.

M. Mac Kenna propose de réduire de 500 livres sterling le crédit provisoire demandé par le ministère des affaires étrangères, afin, dit-il, d'appeler l'attention sur la situation créée au Siam par la convention anglo-française. L'Angleterre a sacrifié un territoire sur le Haut-Mékong, sans obtenir aucune concession en retour. De plus, les provinces placées sous le contrôle de la France menacent l'intégrité du Siam.

M. Curzon répond qu'il est heureux que la question ait enfin été soulevée, après avoir fait l'objet de tant de commentaires dans d'autres milieux. Lord Rosebery a même parlé de l'abandon du Siam. Si le gouvernement a abandonné le Siam ou sacrifié les intérêts anglais au Siam, pourquoi n'a-t-on pas encore proposé un vote de censure ?

Il est vrai que le bassin du Mékong a une étendue plus considérable que celui

du Ménam, mais des sept millions d'habitants du Siam, le bassin du Ménam en a cinq. Les droits des Siamois restent intacts sur toute l'étendue de leur territoire.

La France et l'Angleterre n'ont acquis aucun droit nouveau. La partie du Mékong que le gouvernement est accusé d'avoir sacrifiée n'est et ne sera jamais navigable et la petite bande de territoire abandonnée à la France est de si peu d'importance qu'elle avait été déjà abandonnée au Siam par l'arrangement de 1891. En 1893, lord Salisbury a lui-même proposé de la céder.

Le gouvernement actuel a renoncé à la création d'un petit Etat tampon sur le Mékong, mais il a créé un Etat tampon véritable et délivré le Siam des appréhensions qui paralysaient toute entreprise.

M. Curzon ne considère pas la convention comme une victoire anglaise, mais comme un arrangement conclu dans un esprit de bonne volonté et de concessions mutuelles.

Sir Edward Grey pense que le gouvernement a fait de très grandes concessions. L'Etat tampon a disparu. Les droits de l'Angleterre ne sont pas maintenus. La garantie de l'intégrité du Siam n'est pas complète et le Mékong a été cédé à la France, au détriment du commerce britannique. Il y avait d'abord compensation dans la perspective de meilleures relations avec la France. Mais sir E. Grey regrette que la politique suivie depuis par l'Angleterre tende à rendre ces meilleures relations moins fructueuses.

Sir Charles Dilke s'associe à tout ce que sir E. Grey a dit au sujet de la convention du Siam. Il doute que les commerçants britanniques du Siam soient satisfaits d'un arrangement conclu en vue d'être agréable à la France et qui n'a pas atteint son but.

L'orateur espère que les capitaux ne feront pas défaut aux entreprises qui seront tentées pour développer les richesses commerciales du Siam.

M. Labouchère exprime l'opinion que le gouvernement a agi sagement dans la question du Siam. Il regrette que la politique suivie sur le Haut-Mékong n'ait pas été appliquée dans d'autres parties du monde.

M. Mac Kenna retire son amendement et le crédit est voté.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 30 mars*). — Sir Charles Dilke demande si le gouvernement français a l'intention de développer à Madagascar son commerce aux dépens des autres nations et, s'il en est ainsi, le gouvernement a-t-il l'intention de considérer la possibilité d'une entente amicale avec les Etats-Unis à ce sujet ?

M. Curzon répond que la question soulevée est d'une très grande importance, mais comme le gouvernement français n'a pas encore communiqué au gouvernement anglais ses intentions à ce sujet, l'orateur ne peut rien ajouter à sa déclaration de vendredi dernier.

M. Curzon, répondant à une autre question, dit que le sultan ayant requis le khédive d'exprimer ses vues sur le mouvement en avant dans la vallée du Nil, le khédive a déclaré que les gouvernements britannique et égyptien s'étaient mis d'accord pour replacer Dongola sous l'administration égyptienne.

M. Gibson Bowles propose, à propos du budget de l'administration civile, un amendement disant qu'il est du devoir du gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour remplir les engagements prescrits par les traités en ce qui concerne la Turquie.

M. James Lowther appuie la motion de M. Gibson Bowles.

M. Curzon défend sir Philip Currie contre les attaques de M. Lowther,

Puis, abordant la question des traités, le sous-secrétaire d'Etat fait remarquer que le sultan n'a pas rempli les obligations de la convention de Chypre, qu'il n'a pas introduit des réformes dans les provinces d'Asie-Mineure et qu'en conséquence les clauses de la convention qui obligeaient l'Angleterre à défendre ces provinces peuvent être considérées comme suspendues. Il ne s'ensuit pas cependant que l'Angleterre soit libérée de tous ses autres engagements envers la Turquie.

Sir R. Reid dit que M. Gibson Bowles a surtout pour objet de s'assurer si l'Angleterre se considérerait comme obligée de défendre la Turquie par la force des armes.

Sir R. Reid pense que l'Angleterre ne doit pas défendre la Turquie dans les conditions actuelles.

M. Bryce approuve les paroles de sir R. Reid. « La Turquie, dit-il, n'a plus droit à la sympathie de l'Angleterre ».

L'amendement Gibson Bowles est rejeté sans scrutin.

Au cours de la discussion du budget des affaires étrangères, M. Labouchère soulève de nouveau la question du Soudan. Il demande de nouvelles explications au sujet de l'expédition de Dongola, car, dit-il, les déclarations ministérielles ne sont pas satisfaisantes et ne concordent pas.

M. Balfour répond qu'il n'y a nulle contradiction entre les déclarations ministérielles. Il affirme que l'Angleterre a les mains aussi libres qu'avant l'expédition de Dongola : « Celle-ci n'a aucun rapport avec les alliances européennes ».

Séance de la Chambre des Communes du 17 avril. — M. Chamberlain annonce que le gouvernement a décidé de remplacer dans le sud de l'Afrique les troupes envoyées dans l'intérieur pour la répression des troubles du Matabéléland. En conséquence, un bataillon de ligne et un corps d'infanterie montée seront envoyés le plus tôt possible dans l'Afrique du Sud.

Cet envoi de troupes coïncide avec la décision du gouvernement d'augmenter la garnison du Cap d'une façon permanente, augmentation qui a été vivement recommandée par les autorités militaires. Nous sommes prêts, ajoute le ministre, à autoriser, si cela est nécessaire, le recrutement de troupes coloniales supplémentaires par les autorités locales.

M. Chamberlain, répondant à une question de M. Labouchère, dit que c'est la Chartered Company qui supportera tous les frais.

M. Curzon dit que le vice-consul britannique de l'Etat libre du Congo n'a pas envoyé de dépêche et que par conséquent la nouvelle publiée par les journaux relativement à l'acquittement du major Lothaire est tout au moins prématurée.

La dépêche de lord Kimberley, en date du 12 mai 1894, avait parlé de permettre à l'Etat libre du Congo de faire des recrutements dans les colonies britanniques de l'Afrique occidentale ; mais, la situation ayant changé, il n'a pas été donné suite à cette assurance.

Au sujet des affaires d'Arménie, M. Curzon déclare qu'une quinzaine de révolutionnaires qui essayaient de provoquer un soulèvement contre le gouvernement turc, ont été livrés par les Arméniens aux autorités d'Antioche. La difficulté est presque réglée. Il ne semble pas y avoir lieu d'appréhender des massacres. Un vaisseau de guerre anglais doit se rendre de temps en temps dans le golfe d'Alexandrette.

M. Ritchie, ministre du commerce, regrette de reconnaître que les bateaux pêcheurs anglais ne peuvent pas vendre leurs poissons dans les ports français,

nien qu'il soit permis aux bateaux pêcheurs français de vendre les leurs dans les ports anglais. C'est ainsi, par exemple, que les bateaux pêcheurs français vendent une petite partie du produit de leur pêche sur le littoral méridional de l'Irlande.

Le gouvernement anglais a fait plusieurs fois, mais sans succès, des représentations au gouvernement français à ce sujet.

La demande que fait M. Lowther de frapper les poissons vendus par des pêcheurs français en Angleterre d'un droit équivalent à celui qui pèse sur les poissons anglais vendus en France doit être soumise, dit M. Ritchie, à un autre ministre.

Quant à retirer aux bateaux pêcheurs français la permission qui est refusée en France aux bateaux anglais, comme le demande M. Gibson Bowles, ce serait une politique de représailles, que le pays ne serait pas disposé à adopter.

Séance du 28 avril. — M. Chamberlain dit qu'il a reçu un télégramme privé de bonne source, quoique ne venant pas de sir Hercule Robinson. Ce télégramme annonce la condamnation à mort de cinq des principaux membres du comité de réformes de Johannesburg. Le gouvernement anglais a, dès la réception de cette nouvelle, envoyé la dépêche suivante à sir Hercule Robinson :

« Communiquez ce télégramme à M. Krüger : « Le gouvernement anglais apprend à l'instant la condamnation à mort de cinq membres du comité de réformes (1). Il n'a aucun doute que Votre Honneur ne commue la sentence, et il a assuré le Parlement de sa conviction quant aux intentions qu'a Votre Honneur. »

Cette déclaration de M. Chamberlain a été lue à la Chambre dans un profond silence.

En réponse à diverses questions, M. Chamberlain dit que la question de savoir si les membres du comité de réformes ont été jugés suivant le code du Transvaal ou suivant les lois hollandaises basées sur la loi romaine, a toujours été douteuse. Dans ce dernier cas, il peut y avoir condamnation à mort.

Les condamnés sont au nombre de cinq : le colonel Rhodes, M. Farrar, M. Hamond, un Américain et le cinquième dont le nom a échappé.

Séance du 30 avril. — M. Chamberlain dit que la sentence prononcée à Pretoria contre les membres du comité de réformes de Johannesburg est tirée de la loi romaine, loi qui est rarement usitée dans le Transvaal.

Le juge qui présidait était un Hollandais du Transvaal. J'ai, continue l'orateur, été informé d'une manière privée que ce juge avait été emprunté à l'Etat libre d'Orange. Son nom, m'a-t-on dit, est Gregorowski ; il est d'extraction polonaise.

J'ai reçu une confirmation de la commutation des sentences prononcées contre les membres du comité de réformes.

J'ai reçu aujourd'hui un autre télégramme de sir Hercules Robinson, daté d'aujourd'hui, disant que l'agent britannique de Pretoria a télégraphié que le

(1) L'acte d'accusation dressé contre les conjurés de Johannesburg portait sur les quatre chefs suivants, allégués contre tous les conjurés indistinctement :

1° Ils ont comploté avec le docteur Jameson d'envahir le territoire de la république et ils ont fomenté une insurrection à Johannesburg ;

2° Sur l'avis du comité des réformes, ils ont illégalement soutenu Jameson après qu'il eût envahi le Transvaal à la tête d'une force armée ; ils ont muni d'armes Johannesburg pour assister Jameson et l'ont directement secouru en lui envoyant des troupes de renfort, des provisions et des munitions ;

3° Ils se sont illégalement procuré des canons Maxim, des armes, des munitions et ils les ont distribués au peuple afin de renverser la république ;

4° Ils ont assumés les fonctions et le pouvoir de la république, écartant la police établie, instituant une police de leur façon, investissant un individu de pouvoirs judiciaires (qu'il exerça en effet) dans les affaires de simple police.

conseil exécutif délibère encore quant à la punition à substituer à la peine de mort, et il ajoute que les Boërs du Transvaal eux-mêmes ont conscience de la sévérité de la sentence prononcée contre les accusés et qu'ils font circuler, pour recueillir des signatures, une pétition demandant un adoucissement de la sentence, ou même la grâce complète.

M. Curzon dit qu'il a reçu un télégramme de l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople disant que, le 19 avril, en réponse aux représentations des puissances, le ministre des affaires étrangères de Turquie, tout en donnant de nombreuses raisons contre la nomination d'un chrétien comme gouverneur de Zeitoun, a donné l'assurance que le grand-vizir est sur le point de prendre des mesures qui satisferont aux demandes des ambassadeurs.

Aucune autre communication n'a été reçue de la Porte, et l'on propose une réunion prochaine des ambassadeurs, dans laquelle ces derniers considéreraient quelles sont les demandes à faire pour appuyer les représentations déjà faites.

— M. Chamberlain a prononcé, le 22 avril, un grand discours au Constitutional Club.

Parlant des événements de l'Afrique du Sud, l'orateur a dit que deux idées principales dominaient la question :

1^o L'Angleterre a été, est et doit continuer à être la puissance prépondérante dans cette partie du monde. Elle résistera à toute intervention étrangère et elle est prête pour cela à tous les sacrifices ;

2^o L'élément hollandais étant en majorité, c'est le devoir de tout homme d'Etat de s'efforcer de maintenir des relations amicales entre l'élément anglais et l'élément hollandais.

Les Hollandais du Cap sont aussi attachés au drapeau anglais que les Français du Canada, mais ils éprouvent de la sympathie pour les Hollandais du Transvaal et de la République d'Orange.

Le Transvaal est le seul pays civilisé qui ait refusé à la majorité de sa population les droits les plus élémentaires du citoyen.

L'administration y est corrompue et défectueuse. Le maintien de l'ordre et le fonctionnement de la police et des ministères font l'objet de justes critiques. Le rejet méprisant des réclamations raisonnables de la majorité causerait de nouvelles difficultés dans l'avenir.

M. Chamberlain déclare que l'invasion du Transvaal a aliéné les sympathies des Hollandais de l'Afrique du Sud pour le gouvernement britannique ; elles reviendront, mais il faut de la patience et employer toutes les ressources de la persuasion.

En ce qui concerne le soulèvement du Matabéléland, le gouvernement ne se dissimule pas sa gravité ; mais il croit que les ressources locales suffiront pour la répression et il n'a pas l'intention, sauf événements imprévus, d'envoyer de gros détachements de l'armée anglaise dans l'Afrique du Sud.

En terminant, M. Chamberlain demande au pays de se montrer calme et réservé en présence des difficultés et même du danger.

ITALIE

Dans la séance de la Chambre des députés du 17 mars, le marquis di Rudini, le nouveau président du conseil, a fait la déclaration suivante :

Notre première pensée doit être pour l'armée d'Afrique. A cette armée infortunée, mais vaillante, nous envoyons un affligé et affectueux salut, plein de confiance et d'espérance.

Les événements qu'il appartient au Parlement de juger ont prouvé que nos fils et nos frères ont été conduits sur le champ de bataille avec un manque

absolu de préparation. Dans ces conditions, toute l'armée de la nation aurait dû succomber, mais nous sommes récompensés par le sacrifice généreux des vaillants qui écrivirent avec leur sang une nouvelle page parmi les plus brillantes de l'armée italienne.

La mémoire des soldats tombés pendant la guerre africaine sera un exemple stimulant pour défendre vaillamment les intérêts et l'honneur de la patrie.

Si, dans la direction supérieure, il y eut des défaillances dans le commandement, ou des fautes, elles seront attentivement recherchées et sévèrement punies. Mais la nation doit sa reconnaissance à l'armée italienne qui versa noblement son sang pour la défense du drapeau.

Vous savez dans quelles conditions difficiles nous avons assumé la charge du gouvernement, au milieu d'une catastrophe militaire en Afrique et d'une effervescence populaire en Italie.

La première parole que je dois vous adresser à vous et au pays est une parole de réconfort et de reconnaissance. C'est par un vigoureux effort de volonté que les peuples surmontent les épreuves les plus ardues. Les périls encourus leur donnent des avertissements, des conseils et leur tracent la voie du salut. Nous ne pouvons pas vous donner encore des informations précises sur les événements passés. Il nous faut d'abord pourvoir au présent et à l'avenir.

La gravité de la situation est démontrée par les instructions mêmes données par le ministère démissionnaire après la bataille, le 1^{er} mars.

Ces instructions laissaient textuellement l'entière liberté au général Baldissera de prendre sur le champ les mesures qu'il jugera nécessaires pour faire face aux difficultés de la situation. Il pouvait prendre au sud comme à l'ouest les dispositions qu'il estimerait les meilleures pour améliorer ou assurer la situation nécessaire. Il pouvait même abandonner Adigrat et Kassala.

Le 8 mars, en outre, l'ordre formel était donné au général Baldissera de traiter de la paix dans les meilleures conditions, à son avis, pour le salut de la colonie et la dignité de l'Italie.

Cet ordre prouve que le cabinet qui nous a précédés comprenait l'impérieuse nécessité de hâter la paix, puisque, bien qu'ayant déjà donné sa démission, il assumait l'entière responsabilité des négociations sans attendre la constitution du nouveau ministère.

En ce qui concerne les dispositions qui furent prises par le général Mocenni, après la bataille d'Adoua, pour renforcer l'armée d'Afrique, nous aurions voulu y donner pleine exécution, mais le général Baldissera, dont la prudence égale la vaillance, tout en signalant la confiance et le bon esprit du corps d'opération, ajoutait qu'il n'avait plus besoin de la seconde moitié des renforts qui n'était pas encore partie.

C'est ainsi que fut suspendu l'envoi des trois derniers bataillons et des trois batteries, qui restent toujours prêts à partir au premier signal.

Nous poursuivrons les négociations de paix entamées par nos prédécesseurs. Nous les poursuivrons avec prudence, avec fierté et surtout avec la ferme résolution de repousser toute proposition qui ne serait pas d'accord avec notre dignité.

D'ailleurs, je crois qu'en Afrique, au lieu de stipuler des traités mêmes avantageux en apparence, il vaut beaucoup mieux établir par des faits un état de choses vraiment conforme à nos intérêts.

En attendant, on continuera les hostilités, et, quels que soient les événements, elles ne seront pas suspendues tant qu'il n'existera pas une situation qui nous permette de satisfaire les intérêts de notre colonie et les sentiments du peuple italien.

Ce dont je me porte garant devant la Chambre, c'est que jamais nous n'entreprendrons une politique d'expansion.

J'affirme même que le nouveau cabinet, quelle que soit la fortune de nos armes, quelle que soit la situation politique et militaire qui résulte de la campagne actuelle, n'aspire sûrement pas à conquérir le Tigré.

Si même le Négus nous offrait le Tigré, nous le repousserions comme un don

funeste à nos intérêts ; car ceux qui s'imaginent trouver dans le Tigré la domination, la gloire et les richesses, ne savent pas ce qu'est l'Éthiopie, ou le savent trop bien et veulent nous pousser sciemment dans une entreprise qui consumerait sans profit prochain ni lointain toutes nos énergies.

Nous ne devons pas, pour chercher l'inconnu, affaiblir ou perdre notre position de grande puissance en Europe.

Si les événements nous conduisaient à stipuler un traité de paix, nous ne voudrions en aucune façon y inscrire la condition de notre protectorat sur l'Abyssinie.

Je maintiens sur ce point les opinions que j'ai manifestées en 1891 et 1892. Nous ne pouvons pas d'une formule équivoque déduire un droit parfait, et, quand ce droit existerait, nous voudrions y renoncer dans notre intérêt.

Nous voulons la paix, mais nous ne sommes pas pressés d'en stipuler une quelconque. Aussi, pour l'obtenir telle que nous l'imposent notre intérêt et notre prestige, devons-nous nous préparer à continuer la guerre.

Partant, nous demandons un crédit de 140 millions, afin de pourvoir aux dépenses qui pourraient être nécessaires jusqu'au 31 décembre 1896.

Nous entendons nous procurer cette somme par une opération de crédit dans le royaume, dont les charges sur le budget ne pèseront qu'en minime partie sur l'exercice courant. Les mesures ne sont donc pas nécessaires pour le budget de l'exercice 1895-1896. Elles seront au contraire nécessaires pour l'avenir et nous présenterons en temps opportun des propositions relatives à ces mesures.

Dans le moment actuel, toute l'attention du pays est dirigée vers l'Afrique et l'armée. Tous nos soins seront consacrés à assurer en Afrique une situation durable qui restaure notre prestige et à améliorer l'armée en mettant son organisation en rapport avec le budget.

M. di Rudini fait ensuite appel à la concorde et invite la Chambre à éviter soigneusement toute proposition pouvant provoquer des dissentiments.

L'œuvre du cabinet consistera tout entière à rétablir l'observation des libertés publiques et à défendre contre toute embûche nos institutions monarchiques, qui furent notre plus pure gloire et qui seront aussi notre salut.

Nous agirons pour la pacification en même temps que nous pourvoirons à la défense sociale avec équité et fermeté.

Dans la politique étrangère, nous suivrons, comme autrefois, cette ligne de conduite prudente qui nous donna des amitiés et des alliances auxquelles nous entendons conserver intacte notre foi.

Nous ne vous demanderons pas votre confiance, nous tâcherons de la mériter.

M. di Rudini annonce ensuite l'application d'une réforme pour la nomination des maires, comme un gage des tendances de libéralisme, d'impartialité et de loyauté par lesquelles le cabinet entend administrer.

La déclaration conclut ainsi :

« Nous faisons appel à toutes les vertus, à toutes les énergies du peuple italien, qui doivent grandement se manifester dans ces temps difficiles, afin que, ayant surmonté les angoisses précédentes, on puisse aspirer à cette grandeur vraie, à cette gloire lumineuse et impérissable qui fut le rêve des hommes forts auxquels on doit la résurrection de la patrie italienne.

« Ce n'est qu'au nom des grandes idées qu'on livre les grandes batailles, ce n'est qu'avec l'aide de Dieu et de sa propre vertu qu'on obtient le triomphe ».

Après avoir achevé sa lecture, M. di Rudini réclame l'urgence pour le projet de crédit relatif à l'Afrique et la nomination d'une commission de neuf membres chargée d'examiner ce crédit.

Cette commission serait nommée par le président de la Chambre.

La proposition de M. di Rudini est adoptée à la presque unanimité des voix.

La séance est suspendue pour permettre aux ministres d'aller communiquer la déclaration au Sénat.

De nombreux députés vont leur serrer la main avant qu'ils quittent la salle des séances.

La séance est reprise.

M. Imbriani rend hommage à l'irréprochable honorabilité des ministres actuels. Il loue l'amnistie et l'intention du cabinet de réfréner l'aventure africaine. Il a confiance qu'une paix digne sera conclue, comme l'autorise aussi à le croire la parole du Négus.

M. Imbriani continue en disant que l'honneur national n'est pas amoindri, car les soldats italiens ont su combattre et mourir d'autant plus admirablement qu'ils combattaient par pur devoir militaire.

Il ne peut cependant pas adhérer à la politique étrangère du gouvernement, parce qu'il est opposé à la triple alliance.

Il demande ce que le gouvernement entend faire à l'égard des derviches. Kassala, dit-il, a été occupée seulement pour le compte de l'Angleterre.

Il voudrait la retraite de l'Afrique, et il espère que le ministère de M. Crispi sera mis en état d'accusation pour les dépenses faites sans l'autorisation du Parlement.

M. Cavallotti, au nom de l'extrême-gauche, s'associant à son collègue Imbriani, salue le cabinet.

Il accepte le programme du gouvernement concernant l'entreprise africaine, et il envoie un chaleureux salut aux vaillants soldats tombés en Afrique. Mais il espère que le gouvernement étudiera les conditions de paix avec plus de calme que le précédent cabinet et qu'il saura éviter la faiblesse et la témérité.

Il ajoute que le gouvernement sait que le pays réclame la restauration de la légalité, de la moralité et de la justice. Si les voix honnêtes réclamant cette restauration avaient été précédemment écoutées, beaucoup de deuils auraient été épargnés à la patrie.

Il espère que la commission chargée d'examiner le projet de crédits pour l'Afrique cherchera à vérifier l'importance des fonds qui ont déjà été dépensés d'une façon occulte au mépris de la volonté du Parlement.

M. Cavallotti ajoute qu'il constate avec douleur que quelques documents publiés dans les livres verts sur l'Afrique ne correspondaient pas aux originaux.

M. Sonnino déclare, en l'absence de M. Crispi, que la déclaration ministérielle parle de mauvaise préparation, mais il faut convenir que la bataille d'Adoua ne fut pas perdue par manque de préparation. Il rectifie la façon dont la presse a rapporté l'entretien entre lui et le général Baratieri l'été dernier. Le général Baratieri lui déclara alors qu'il aurait fait une guerre défensive et il ne cacha pas que d'autres fonds seraient nécessaires si le Négus attaquait : mais les fonds pour cette éventualité ne furent pas demandés avant Amba-Alaghi.

En ce qui concerne les négociations de paix, l'autorisation de traiter fut demandée par le général Baldissera. Le gouvernement était alors démissionnaire et ne put pas donner l'autorisation pour ne pas préjuger la politique de ses successeurs. Il croit excessif le crédit demandé. Il considère la situation comme bonne, mais il faut être prudents et vigilants.

M. Sonnino conclut qu'il jugera le gouvernement à ses œuvres avec une plus grande équité que le précédent cabinet ne l'a été par ses adversaires.

Le général Mocenni attend avec calme le jugement sur l'œuvre du précédent ministère, d'après les documents ; il demande formellement que toute la correspondance entre le gouvernement et le commandant en chef de l'Afrique

soit déposée à la Chambre, et il confirme que le général Baldissera a demandé de négocier la paix.

M. di Rudini déclare que les documents demandés par le général Mocenni, relativement aux négociations de la paix, seront déposés à la Chambre aussitôt que possible. M. di Rudini dit qu'il a toujours observé la solidarité avec les divers cabinets, mais puisqu'on a accusé le présent ministre d'avoir compromis l'honneur du pays, il a éprouvé l'impérieux devoir de se défendre. Il n'a pas eu l'intention de blâmer l'administration précédente, mais il a voulu démontrer que le cabinet actuel n'est pas allé, comme on a voulu le faire croire, mendier la paix.

Il est jaloux autant que personne de la dignité du pays, et il ne permettra jamais qu'elle soit aucunement amoindrie.

Discussion des crédits pour l'Afrique.

Séance de la Chambre des députés du 21 mars. — A propos de la discussion des crédits pour l'Afrique, M. di Rudini a fait les déclarations suivantes :

L'amitié, désormais traditionnelle avec l'Angleterre, complète le système de nos alliances. Elle eut toujours une grande influence sur notre orientation en Europe, et elle doit nécessairement en avoir pour l'avenir.

Ces paroles prouvent la valeur que l'Italie donne à l'amitié de l'Angleterre, amitié inspirée par le sentiment et conseillée par les intérêts.

Mes paroles démontrent aussi la valeur des affirmations de ceux qui mettent en doute la cordialité de nos rapports avec l'Angleterre, et c'est vous dire combien nous ont été agréables les témoignages de grande bienveillance qui nous ont été donnés ces jours-ci dans le Parlement anglais.

C'est pour rendre hommage à cette amitié que l'Italie donne son consentement à l'avance de 500,000 livres sterling à prélever sur la caisse de réserve de la dette publique d'Egypte pour la démonstration militaire sur Dongola ; consentement qui fut aussi donné par l'Allemagne et par l'Autriche-Hongrie.

Le premier ministre dément que la paix soit conclue avec l'Abyssinie. Les négociations sont encore pendantes ; mais quelle qu'en soit l'issue, M. di Rudini répète qu'il n'a jamais pensé à conquérir le Tigré.

La Chambre ayant deux fois, sous le précédent cabinet, déclaré être contraire à la politique d'expansion et de conquête, le gouvernement, confirmant de nouveau qu'il ne veut pas d'une politique d'expansion, s'en rapporte au vote de la Chambre.

L'orateur déclare qu'il n'a pas dit que la Chambre doive renoncer au protectorat sur l'Ethiopie. Il a dit seulement que, dans le cas d'une conclusion d'un nouveau traité, il n'aurait pas insisté sur l'adoption d'un protectorat.

En attendant, le traité d'Ucciali et l'article relatif au protectorat continuent à avoir la valeur qu'ils ont eue jusqu'ici. Mais notre position en Ethiopie ne dépend pas du traité d'Ucciali, mais du sang italien versé et des conventions italo-anglaises, qui établissent notre sphère d'influence indépendamment de toute formule de protectorat. On dit que le gouvernement ne sait pas s'il jouit de la confiance de la Chambre, mais lui, di Rudini, a dit que, s'il ne demande pas la confiance de la Chambre, il espère la mériter. Il respecte cependant trop la dignité du Parlement pour consentir à rester au pouvoir par tolérance ou par pitié.

Plusieurs des ordres du jour qui avaient été proposés sont retirés.

Finalement, la Chambre approuve, par assis et levé, les trois articles du projet des crédits pour l'Afrique.

Elle approuve ensuite, au scrutin secret, par 214 voix contre 37, l'ensemble du projet.

Séance du Sénat du 24 mars. — Le général Primerano, au nom des officiers d'état-major dont il est le chef, envoie un affectueux salut à la mémoire du général Da Bormida et propose de manifester les regrets du Sénat à sa veuve.

Le ministre de la guerre s'associe au général Primerano. Il fait l'éloge du général Da Bormida et dit que sa mort est une véritable perte pour le pays. Le ministre s'associe également à la proposition de l'adresse de condoléances à la veuve.

La motion est approuvée.

M. Gadda fait une proposition analogue pour le général Arimondi.

Le ministre de la guerre dit que la mort du général Arimondi n'est pas encore certaine, mais qu'il est évident que le général a donné des preuves de sa haute valeur.

M. Massarini dit : « Si le protectorat est une entrave aux négociations de paix, sacrifions-le ; mais ne renonçons pas à l'influence légitime que nous exerçons en Afrique, surtout en ce qui concerne l'abolition de l'esclavage dans toute notre sphère d'influence, comme l'ont reconnu tous les Etats européens, sauf un qui ne nous surpasse pas dans la voie de la liberté et de la civilisation.

« L'abolition de l'esclavage doit être imposée et faire l'objet d'une paix honorable que désire l'Italie ».

M. Alexandre Rossi ne croit pas à la paix africaine. Après la bataille d'Adoua, l'Europe civilisée s'est réveillée contre les barbares.

Il cite l'exemple de l'Angleterre et il conclut qu'il votera les 140 millions comme dépenses de guerre, ne croyant pas qu'ils puissent être dépensés pour la paix, ce qui serait calomnier le ministère di Rudini.

Le président du conseil dit que sur ce point le ministère ne répond pas.

M. Negrotto dit préférer une paix honorable à la guerre. Il demande s'il est vrai que le Négus a réclamé 50 millions.

M. di Rudini déclare démentir aussitôt ce bruit qu'il qualifie d'outrageant pour l'Italie.

M. Negrotto, reprenant, dit qu'il a foi que le roi d'Italie ne signera jamais une paix tant soit peu contraire à l'honneur.

M. Vitelleschi qualifie de grande illusion le traité d'Ucciali. Il critique le système de guerre suivi et l'entreprise coloniale africaine.

M. Cambray-Digny dit qu'une nation jeune doit maintenir haut son drapeau. L'abandon des lieux où nous avons été vaincus diminuerait le prestige du nom italien.

Il demande qui nous remplacerait dans le protectorat.

M. di Rudini, interrompant, dit : « Mais le protectorat existe-t-il ? »

M. Cambray-Digny conclut qu'il votera le projet de crédits, si le gouvernement doit dicter la paix.

A propos d'une allusion de M. Cambray-Digny au réveil des partis subversifs, M. di Rudini dit que les partis subversifs ne se sont pas réveillés au moment de la constitution du présent ministère, mais ils s'agitent depuis assez longtemps, et on a vu leur effervescence pendant les derniers jours du précédent cabinet.

La pensée du gouvernement actuel de défendre la monarchie est trop notoire. Les intérêts de la famille, de la propriété et de la monarchie ne seront jamais plus efficacement défendus que par le gouvernement actuel.

M. Paternostro estime que le gouvernement actuel est à la hauteur de sa tâche pour donner à l'Italie la force à l'extérieur et restaurer à l'intérieur la justice et la moralité.

M. Pierantoni critique longuement l'entreprise africaine et le traité d'Ucciali.

Il déclare qu'une paix honorable est une nécessité et il souhaite que le cabinet réalise la mission pour laquelle il est arrivé au pouvoir.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

La Conférence internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques s'est réunie au ministère des affaires étrangères, le 15 avril, à dix heures du matin. L'assemblée se compose des délégués des Etats membres de l'Union de Berne, dont le nombre s'est trouvé porté à treize par l'adhésion de la Norvège, notifiée la veille, et des représentants de seize autres pays.

M. Léon Bourgeois, président du Conseil des ministres, ministre des affaires étrangères, a ouvert la séance en prononçant le discours suivant :

Messieurs,

Au moment où m'échoit l'honneur d'inaugurer vos travaux, permettez-moi d'exprimer toute la satisfaction que j'éprouve à voir une fois de plus Paris devenir le siège d'une de ces Conférences internationales que l'esprit de prévoyance et de solidarité des peuples s'ingénie à multiplier. En moins de deux ans, les représentants des puissances s'y sont déjà concertés sur les mesures de préservation sanitaire, la protection des oiseaux utiles, la question des transports par chemins de fer, celle des étalons de mensuration. Tous les grands intérêts publics qui unissent les nations dans une pensée de défense ou de progrès y ont ainsi trouvé, à la faveur de la libre discussion, une forme et une sanction. Et, par contre-coup, ces réunions elles-mêmes, qui attirent de toutes parts tant d'hommes éminents, deviennent un puissant élément de rapprochement et de pacification; par elles, les points de vue se contrôlent, les préjugés s'émoussent, les opinions se pénètrent, et chaque jour s'affirme et se développe ainsi cet état d'esprit plus large qu'on a appelé « l'état d'esprit européen » et que je devrais aujourd'hui qualifier d'un autre nom, en présence de l'empressement des puissances du Nouveau-Monde à répondre à notre appel.

Vous allez avoir à statuer sur un des intérêts les plus précieux et les plus élevés de l'humanité : la défense des productions de l'esprit, la juste rémunération du talent, le droit des écrivains et des artistes d'assurer le prix de leur travail contre les tentatives des plagiaires. Qui pourrait soutenir que c'est le petit côté des choses, l'aspect mercantile de la production, qui sont ici seuls en cause? Est-ce que, sûrs du fruit de ses peines, n'ayant plus à disputer leur pain à de déloyales convoitises, l'esprit dégagé des soucis matériels, l'écrivain, l'artiste, ne gagnent pas en indépendance, en dignité? Et ce loisir, cette fierté reconquise, leurs œuvres ne doivent-elles pas forcément s'en ressentir?

La convention de 1886 a déjà posé les bases d'une protection internationale garantie aux auteurs ou à leurs ayants droit dans toute l'étendue de l'Union, sous la seule condition de l'accomplissement des formalités prescrites dans leur pays d'origine. L'insuffisance, la divergence des lois particulières, ne permettaient guère de faire davantage à ce moment; depuis lors, l'esprit public a accentué ses tendances, les législations intérieures se sont perfectionnées, l'opinion et la doctrine sont aujourd'hui d'accord sur un plus grand nombre de solutions qu'il reste à formuler d'une manière concrète.

C'est ainsi que les vœux unanimes des Congrès provoqués par les représentants de la production intellectuelle réclament une énumération plus étendue des catégories d'ouvrages à sauvegarder, une protection moins timide des œuvres musicales proprement dites et des publications périodiques, une identification plus complète du droit de traduction au droit de propriété sur l'original, une prévision plus circonstanciée des modes divers de contrefaçon, une répression moins intermittente de la contrebande intellectuelle.

Sur toutes ces questions, des propositions précises vous seront soumises, dans une forme compatible avec vos législations particulières, à côté desquelles se constituera ainsi peu à peu une sorte de droit commun universel.

Telle est, messieurs, l'œuvre de sages retouches, d'améliorations pratiques à laquelle vous êtes conviés.

Laissez-moi me réjouir que ce soit par nos soins. C'est en France que, il y a un siècle, cette propriété des œuvres de l'esprit, la dernière venue et la plus contestée, a trouvé son premier asile : nous sommes heureux que votre vote unanime ait désigné la capitale de ce même pays pour une réunion d'où sortiront, pour la propriété intellectuelle, de nouvelles et plus complètes garanties.

Laissez-moi également remercier pour leur collaboration aussi active et compétente à l'élaboration de notre programme les membres du bureau international de Berne, dont le distingué directeur, M. Morel, apporte à la Conférence l'utile secours de ses avis.

Enfin, messieurs, nous devons nous féliciter d'une adhésion à la convention qui nous est parvenue à la veille même de l'ouverture de vos travaux : celle de la Norvège.

Mais je n'aurais que bien incomplètement accompli ma tâche si je me bornais à tracer, à l'intention des délégués de l'Union, cette brève esquisse de leurs travaux. Je ne puis oublier que seize Etats nouveaux nous font l'honneur d'assister à ses délibérations et de venir juger le pacte de Berne sur ses titres et sur ses résultats. Aux envoyés de ces puissances je dirai : Soyez aussi les bienvenus, vous qui venez en toute sincérité, en toute liberté d'esprit, étudier l'œuvre de droit international dont nous poursuivons aujourd'hui le développement. Nous nous garderons d'en altérer le caractère et d'y affaiblir l'expression du respect nécessaire à l'égard des coutumes et des lois particulières de chaque nation. Si ces stipulations visent à assurer à tout auteur la protection légale du pays auquel il s'adresse, ce n'est, bien entendu, que dans la forme et la mesure propres à ce pays. Elles n'en violentent en rien les idées, elles n'en brusquent pas la marche : fidèles à cet esprit, nous nous bornerons à leur en faire suivre pas à pas les changements et les progrès.

Et, d'autre part, justement touchés des préoccupations de ceux qui appréhendent de voir étouffer sous l'afflux des importations étrangères les arts et les littératures indigènes, nous avons tout au contraire entendu, par notre convention, en favoriser l'essor. Ce qu'il leur faut craindre, en effet, c'est l'irruption brutale et sans frein, non les emprunts réglementés et taxés. Ceux-ci, en marquant et mesurant sa place au génie étranger à côté de l'inspiration nationale, bien loin d'entraver cette dernière, ne peuvent que la stimuler par l'exemple et par la comparaison.

Suivez donc, messieurs, d'un œil impartial l'œuvre des plénipotentiaires unionistes ; vous apprécierez l'esprit d'équitable ménagement, le prudent libéralisme qui les inspire, et, après que vous aurez rendu compte à vos Gouvernements de ce qu'il vous aura été donné de voir et d'entendre, nous nous confions à leurs lumières pour en tirer des conséquences heureuses pour l'œuvre commune.

M. Lardy, ministre de Suisse, a répondu en ces termes :

Monsieur le président du Conseil,

Puisque les circonstances font de moi le plus ancien des représentants étrangers prenant part à la Conférence, permettez-moi de vous exprimer immédiatement, au nom de mes collègues et au mien, nos meilleurs remerciements pour les paroles de bienvenue que vous venez de nous adresser au nom du Gouvernement de la République française.

L'œuvre au perfectionnement de laquelle nous allons consacrer nos efforts a été commencée il y a plus de douze ans ; elle est le fruit de la persévérance, de la bonne volonté et de l'esprit de conciliation de tous. Elle constituait une transaction entre les vœux plus absolus d'un certain nombre d'Etats habitués de longue date à reconnaître et à pratiquer la protection des droits des auteurs

sur leurs œuvres littéraires et artistiques, et les tendances moins accentuées des pays récemment gagnés au principe de la garantie du travail intellectuel. Elle formait un mélange habilement dosé de dispositions précises, véritable commencement de Code international, sur un certain nombre de points pour lesquels les Etats convenaient d'un minimum de protection et, d'autre part, de dispositions laissant subsister les bigarrures des lois intérieures de chaque pays, mais consacrant tout au moins le grand progrès de l'assimilation des intéressés unionistes aux intéressés nationaux. C'est seulement grâce à cette combinaison qu'il a été possible d'atteindre ce magnifique résultat de grouper un demi-milliard d'êtres humains sous le drapeau de notre union.

La convention de 1886 constituait, en d'autres termes, la première étape en vue d'atteindre et de concilier deux grands buts, dont l'un est d'unifier sans imposer de recul à personne, et dont l'autre est d'attirer dans notre sphère commune de nouveaux adhérents sans leur demander d'aller plus vite que ne le comportaient leur tempérament et leurs nécessités intérieures.

Ce but peut et doit, semble-t-il, rester le nôtre aujourd'hui comme il y a dix ans, parce que nous pouvons indéfiniment nous en rapprocher sous ses deux aspects différents.

Au moment de signer le pacte de 1886, il a paru aux fondateurs de l'Union qu'il y aurait un grand intérêt à ce que la première Conférence de revision se tint à Paris. C'est la France, en effet, qui a, dans une grande mesure, contribué à élargir le mouvement internationaliste en matière de protection des droits des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques. C'est elle, il me sera peut-être permis de le rappeler dans un moment où les choses du passé s'effacent trop vite de la mémoire, c'est elle qui a compris que, pour triompher, il fallait ouvrir les portes toutes grandes, accorder à tous le bénéfice de la protection des lois françaises sans même exiger de réciprocité, et prouver au monde une fois de plus que les larges et généreuses initiatives sont généralement aussi un excellent moyen de sauvegarder ses intérêts. Cette initiative unilatérale énergique a été suivie, à partir de 1860, de nombreuses conventions particulières entre la France et les divers Etats du continent européen. Ces conventions particulières ont été la semence féconde d'un droit nouveau et ont rendu possible la convention générale de 1886. En nous réunissant à Paris, nous avons non seulement le privilège de jouir de l'hospitalité d'un grand peuple et de bénéficier de cet accueil toujours si courtois auquel le Gouvernement de la République française a habitué les représentants des Gouvernements étrangers, mais nous sommes heureux d'avoir enfin l'occasion d'entrer en relations personnelles avec tous ces hommes distingués qui illustrent en France la science du droit en matière littéraire et artistique, qui sont les princes de cette science et qui nous semblent être d'anciennes connaissances, tant nous avons pris l'habitude de vivre avec leurs ouvrages et de puiser à la source de leur érudition toujours si sûre et si limpide.

Nous savons qu'avec leur concours, joint à nos bonnes volontés, l'Union de Berne deviendra à Paris un vaste édifice aux solides assises, dont les portes demeureront largement ouvertes aux peuples nouveaux, désireux de se grouper avec nous autour des principes de justice et de progrès qui sont notre raison d'être.

Monsieur le président,

Nous regrettons vivement, mais nous comprenons qu'au milieu des responsabilités de tous genres qui vous incombent comme chef du Gouvernement d'un grand pays, il ne vous soit pas possible d'accepter la direction effective de nos travaux; nous osons espérer, toutefois, que vous consentirez à les suivre de votre intérêt, à les seconder de votre haute et puissante influence et à y intéresser M. le Président de la République, auquel nous serions heureux d'avoir l'occasion de présenter les hommages de la Conférence. En nous inclinant devant votre décision, je vous remercie, au nom de mes collègues, d'avoir placé à la tête de la délégation française un de vos éminents prédécesseurs,

qui cumule en sa personne le prestige des plus hautes fonctions politiques, l'éclat de la tribune parlementaire et les gloires de deux illustres Académies, l'Académie française et l'Académie des sciences.

Mes chers collègues, j'ai l'honneur de vous prier d'acclamer avec moi le nom de S. Exc. M. de Freycinet comme président de la Conférence.

La Conférence accueille cette proposition par des applaudissements unanimes.

M. Léon Bourgeois cède le fauteuil de la présidence à M. de Freycinet, qui s'exprime de la manière suivante :

Messieurs,

En prenant possession de la présidence, je tiens à vous remercier profondément du grand honneur qui m'est fait par cette désignation. Je tâcherai de m'en montrer digne.

Vous auriez aisément trouvé parmi vous un membre plus compétent et mieux préparé, par ses antécédents, pour une semblable mission. Mais vous n'en auriez trouvé aucun de plus sincèrement dévoué à votre œuvre et plus désireux d'en assurer le succès.

Après les éloquentes discours que vous venez d'entendre de la bouche de M. le président du Conseil et de M. le ministre de la Suisse, il serait déplacé, de ma part, de m'étendre sur vos prochains travaux. Je me bornerai à en constater et en proclamer d'un mot la haute portée philosophique et sociale : instituer une législation commune, en tant de pays divers, pour la protection de la pensée humaine, c'est travailler au rapprochement des peuples et coopérer directement au progrès de la civilisation. Aussi vos travaux sont-ils d'avance assurés de rencontrer la sympathie universelle.

Je termine par une requête personnelle.

Comme il ne me sera peut-être pas loisible d'assister à toutes vos séances, je demanderai à la Conférence de vouloir bien m'adjoindre un vice-président. Et, en ce cas, je me permets de proposer à ses suffrages, un homme doublement désigné, et comme doyen des diplomates présents à cette réunion, et comme représentant du pays qui a été le berceau de la convention internationale en vigueur : j'ai nommé M. Lardy, ministre de Suisse.

Congrès des Sociétés savantes.

Section des sciences économiques et sociales, séance du 7 avril. — M. Lermine, secrétaire général de l'Association littéraire et artistique internationale, a la parole sur cette question :

« De la création d'un répertoire universel, bibliographique, littéraire, artistique et scientifique, et de la constitution, dans ce but, d'une Union entre les divers Etats. »

M. Lermine analyse un mémoire sur cette question. Il explique qu'elle est entrée dans la vie pratique et que des oppositions assez vives ont disparu. Il montre quelle énorme importance ont les renseignements bibliographiques. Il est difficile de les réunir pour un seul pays ; il l'est plus encore de les réunir pour tous les pays. L'idée est venue de constituer un répertoire national d'abord, international ensuite, de tous les ouvrages parus dans tous les genres. En Belgique, un Institut bibliographique est formé pour essayer de réaliser cette idée. Des tentatives analogues limitées à un seul pays ou à une seule science ont été faites. Le lien international fait encore défaut. La grave question de la classification se pose tout d'abord. Il faudrait ne rien arrêter de définitif avant d'avoir fait des expériences nombreuses. On a parlé d'une union internationale. C'est un instrument excellent, mais dont il faut user avec modération. Les Sociétés savantes ont toutes de nombreux documents se rattachant à l'objet de leur activité. Il faudrait qu'un appel fût adressé à toutes les Sociétés savantes

de France pour que chacun dressât un répertoire spécial. On arriverait ainsi à constituer, en réunissant tous les répertoires particuliers, un répertoire général. D'autres pays imiteraient cet exemple. Le groupement international se ferait peu à peu. On aurait à constituer un centre sans doute dans un pays neutre. Le bureau international de Berne, pour la protection des œuvres de littérature et d'art, pourrait rendre à ce point de vue de grands services. Mais il ne faut pas oublier que c'est aux Sociétés savantes à faire le premier pas. Elles comprennent particulièrement bien la grande utilité de l'œuvre à accomplir.

M. de la Grasserie, membre de la Société de législation comparée, juge à Rennes, adhère aux idées de M. Lermine. Il insiste sur l'énormité de la tâche à entreprendre. Il voudrait qu'à titre d'essai on se limitât d'abord à une ou plusieurs sciences particulières. Il pense que peut-être on pourrait aussi se limiter quant au temps. La classification offre également une grande difficulté. Le système décimal employé à Bruxelles présente de grands avantages. Au point de vue financier, il serait difficile de ne pas recourir à l'appui de l'Etat.

M. G. Harmand, membre de l'association littéraire et artistique internationale, montre la grande importance de l'œuvre et explique les services que peut rendre à cet égard l'Union de Berne pour la protection internationale des œuvres de littérature et d'art.

M. de Saint-Arroman, membre du Comité de la Société des gens de lettres, fait savoir que la Société royale de Londres a proposé d'établir un répertoire bibliographique des sciences. On s'en occupe spécialement en France. La section des sciences du Comité des sciences historiques et scientifiques a été saisie de cette proposition et des délégués de la section iront en juillet se réunir à Londres aux savants qui s'occupent de cette question.

M. Limousin, de la Société d'économie politique, rappelle qu'un Congrès bibliographique s'est réuni en septembre 1893 à Bruxelles et que ce Congrès a demandé la création d'une union internationale bibliographique. Il fait l'éloge de la méthode décimale; mais il trouve que cette méthode ne doit être appliquée qu'après une entente entre hommes compétents.

M. Camoin de Vence, de la Société des prisons, demande des renseignements sur le Congrès de Bruxelles.

M. Limousin dit que le Congrès a adopté l'admission intégrale de la classification admise par des bibliothécaires américains et demande que, dans chaque Etat, on fasse un catalogue bibliographique international à envoyer à un office international. Il s'est créé à Bruxelles une Société coopérative intellectuelle qui a adopté cette classification.

M. de Saint-Arroman dit que le Congrès de Bruxelles n'a pas encore soumis toutes ses propositions par les voies ordinaires aux administrations des divers pays. La question du système décimal sera examinée à Londres. Il est probable que beaucoup de modifications seront proposées; des études nombreuses seront encore nécessaires.

M. Cheysson, de la Société d'économie sociale, ne croit pas les objections techniques insurmontables. Il est plus préoccupé de la question financière. Les frais seront énormes. M. Cheysson voudrait savoir comment cette question sera résolue. Il ne voudrait pas que l'Etat fût appelé à y contribuer. Aussi il croit que l'on devrait se limiter au point de vue du temps spécialement.

M. Brantz, professeur de droit à l'Université de Louvain, expose ce qui a été fait en Belgique. Il parle du projet de confection d'une bibliographie nationale belge et du Congrès de Bruxelles de 1895. Le ministre a constitué une Commission officielle chargée de s'occuper de ces questions. Elle cherche sans doute à entrer en relations avec les pays étrangers.

M. Ch. Lucas, de la Société des architectes, demande si le Comité des travaux historiques et scientifiques ne pourrait pas pour la section poser pour l'an prochain une question relative à un plan à dresser relativement à une branche des sciences lui ressortissant.

M. de la Grasserie montre la possibilité de restreindre, quant au temps, l'étendue du répertoire. Il défend l'idée de faire intervenir l'Etat. Il recommande de nouveau le système décimal qui est de nature à être compris dans tous les pays.

M. Limouzin dit que beaucoup de bibliothèques publiques ont déjà des catalogues imprimés ou prêts à l'être, que cela restreindra les frais.

M. G. Harmand constate que tout le monde paraît être d'accord sur le principe. Il n'y a plus de difficultés que sur l'exécution. On peut trouver des moyens financiers auxquels on ne songe pas et qui diminueraient les charges de l'Etat.

Les progrès de la Marine marchande.

Nous empruntons à un article de M. G. d'Avenel sur les grandes Compagnies de navigation (*Revue des Deux-Mondes*, numéro du 1^{er} mars) de curieux détails sur le fret actuel de la marine marchande :

Le passager de 3^e classe rapporte plus, du Havre à New-York, que celui de 1^{re}, mais il rapporte moins que de simples marchandises. Les 100 francs payés pour son transport correspondent, proportionnellement à l'espace occupé par lui dans le navire, à un fret de 25 fr. le mètre cube. Or, le mètre cube paye un taux moyen de 36 fr. sur les transatlantiques, qui reçoivent principalement des marchandises de prix, et cependant le fret ne cesse de baisser depuis dix ans d'une manière constante. Sa quantité augmente, son produit brut diminue, chaque progrès de la navigation tournant au profit du commerce universel.

Sous Louis XIV, il en coûtait environ 200 fr. de notre monnaie, en tenant compte du pouvoir de l'argent, pour porter 100 kilos de soie de Messine à Marseille ; aujourd'hui, d'un port chinois à Marseille, les Messageries pour 25 fr. transportent un quintal de la même marchandise. De Bilbao à Nantes, au temps de Colbert, la laine espagnole payait 440 fr. par 1,000 kilos, La même quantité de laine est maintenant véhiculée d'Australie à Liverpool pour 20 fr. et parfois pour 15.

Le fret, de Marseille à Constantinople, était encore, il y a quarante-quatre ans, avant la guerre de Crimée, de 200 fr. la tonne. Il n'y a plus de distance au monde pour laquelle on paye un prix semblable : à moins qu'il ne s'agisse d'objets exceptionnels, le fret le plus cher est de 50 à 60 francs. De l'Amérique du Sud à Bordeaux, le tarif moyen des Chargeurs réunis ressort à un dixième de centime par tonne et par kilomètre : et l'on a vu le prix du port de Calcutta à Londres tomber, en 1892, à 6 fr. 25 les 1,000 kilos ; exactement ce que coûte à l'intérieur de Paris, le camionnage des marchandises de la gare d'arrivée au domicile du destinataire. Le prix des transports maritimes n'obéit en effet à aucune règle.

On vend et on achète du fret, aux Bourses spéciales de Londres et de New-York, suivant les oscillations très brusques résultant de l'offre et de la demande. Aucune puissance, aucune compagnie organisée, ne peuvent prévaloir contre la rivalité des libres cargo-boats, qui, semblables aux flacres maraudeurs des grandes villes, se promènent de ci de là sur les mers, en quête de fret, char-

geant ou ils peuvent. Si la clientèle donne quelque part, le télégraphe au son leur fait signe, et ils viennent à quai, ainsi qu'au geste du passant le coudier flâneur se range le long du trottoir. En quarante-huit heures la ville fait disparaître dans leurs flancs 2.000 tonnes de marchandises, sares, saumons, rangées aussi bien que du linge dans une main : et voilà que déjà leur parodie de grosse fumée noire disparaît à l'horizon. Ainsi les prix s'épaississent, d'une mer à l'autre, comme les flots.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des deux Mondes.

1^{er} avril. — *Le 18 Fructidor*, fragment des mémoires de Barras. — *Rome et la Renaissance. Le jeu de ce monde 1560-1512*, par Julien Klaczko. — *Une Correspondance inédite de Prosper Mérimée* (lettres de 1838 et de 1840). — *De l'organisation du suffrage universel. La représentation réelle du pays*, par Ch. Benoist. — *Le péril prochain. L'Europe et ses risques*, par le baron d'Estournelles de Constant, député. L'Europe est vieille, fatiguée ; la concurrence de l'Extrême-Orient est menaçante et il sera prudent d'y songer.) — *Le dernier voyage d'exploration du prince Henri d'Orléans*, par G. Valbert.

15. — *La duchesse de Bourgogne et l'Alliance saxonne sous Louis XIV. Préliminaires et négociations du mariage*, par le comte d'Haussonville. — *Le règne de l'argent : la finance, la haute banque, le cosmopolitisme financier*, par An. Leroy-Beaulieu. — *Une Correspondance inédite de Prosper Mérimée* (fin de cette intéressante publication qui s'arrête en 1841). — *La Agglomération étrangère*, par le comte de Villebois-Mareuil (exposé des services qu'elle a rendus et de ceux qu'elle pourrait rendre avec quelques réformes). — *L'Administration des Postes et des Télégraphes. Les attributions nouvelles*, par H. Blerzy. (Les recouvrements, la caisse d'épargne et les couriers postaux ; les conventions internationales ; les paquebots et les services maritimes ; les câbles sous-marins ; le téléphone.)

La Revue de Paris.

1^{er} avril. — *Madagascar et le régime du protectorat*, par G. Huguier. — *Le lendemain du 18 brumaire*, par Aulard (l'impression générale n'autant pas été ce que l'on croit communément). — *La crise italienne*, par Giacomelli. — *Une patricienne de la Renaissance, Jeanne d'Aragon*, par Maurice Paléologue.

15. — *Lettres de 1848*, par Ernest Renan (lettres écrites à sa sœur). — *L'examen de Saint-Cyr*, par Ern. Lavisse (vive critique de la partie de cet examen qui porte sur l'histoire et la géographie). — *Paysages et mœurs de Toscane*, par Brada. — *Les dernières années de Madame Geoffrin*, par Pierre de Segur. — *En Serbie, notes d'hiver*, par Albert Malet.

Le Correspondant.

10 avril. — *Les annexions italiennes en 1560. Le général de Lamoricière et Myr de Mérode. L'expédition de Sicile et Garibaldi*, par Pierre de la Gorce. — *Expéditions polaires*, par le marquis de Nadaillac (appel des prin-

cipales). — *Une promesse romaine au XVIII^e siècle : Marie Mancini Colonna*, par Lucien Perey (histoire romanesque et mouvementée de Marie Mancini à son départ de la Cour de France et de son mariage avec le prince Colonna). — *Les accidents du travail et l'assurance obligatoire*, par Hubert Valleroux (dernière partie d'un travail fort instructif montrant les inconvénients de tout genre qu'entraînerait le système de l'assurance obligatoire). — *Roger-Collard et M. Spuller*, par A. Hatzfeld (critique du livre de M. Spuller en ce qui concerne l'éducation et la souveraineté du peuple).

25. — *Mgr Dupanloup et le Comte Frankenberg en 1870*, par M. de Lacombe (réfutation un peu violente d'attaques sans grande portée dirigées contre Mgr Dupanloup à propos d'un passage des mémoires du Comte Frankenberg qui avait eu occasion d'entretenir l'évêque d'Orléans en octobre 1870). — *Erdéus poénaires : les tentatives en cours par navire et par ballon*, par le marquis de Nadaillac. — *La fin du directoire et les dernières années de Barras*, par de Lanza de Laborie. (Malgré ses efforts, il se révèle assez dans ses mémoires pour que nous voyions un des plus médiocres et des plus repugnants personnages que les hasards de nos destinées aient momentanément placés au premier plan de l'histoire de France.) — *La télégraphie sous-marine*, par J. de Roe (exposé historique et technique). — *Marie Mancini Colonna*, par Lucien Perey (fin d'une intéressante étude historique). — *La nouvelle loi municipale en Belgique*, par Leon de Crousar.

Revue politique et littéraire.

4 avril. — *Essais de psychologie militaire : Bonaparte en Italie*, par Art Roë. — *Les Portugais en Abyssinie*, par le baron d'Avril. — *La chaire de littérature slave au Collège de France*, par L. Mickiewicz (elle a été créée en 1840 à la suite de discussions dont il est ici rendu compte). — *Vendredi Saint à Burgos*, par J. Porcher. — *La politique extérieure*, par Ch. Girardeau (les affaires d'Egypte et l'annexion de Madagascar).

11. — *Les dernières années de Barras*, par G. Duruy (avec un extrait des *Mémoires* racontant l'entrevue de Barras avec le duc de Richelieu en 1822). — *La vie au Transvaal*, notes de voyage par Paul de Nay. — *L'Espagne socialiste et les partis à Cuba*, par M. Oswald.

18. — *Que fera le Sénat?* par Paul Lafitte. — *La réforme du baccalauréat*, par Em. Boutmy. — *Nos œuvres dramatiques à l'étranger*, par J. Gascogne (détails curieux sur les actes de piraterie dont sont victimes les auteurs français). — *La vie au Transvaal*, par Paul de Nay.

Revue politique et parlementaire.

Avril. — *La crise italienne*, par Colajanni, député (article très vif contre le parti de Crispi). — *La France et l'Angleterre sur le Niger. La liberté de navigation du fleuve*, par G. Regelsperger (étude des stipulations de l'acte de Berlin et de la façon dont elles sont observées par la Compagnie du Niger). — *Démocratie et liberté. Tocqueville et la Démocratie en Amérique*, par E. d'Eichthal (dans quelle mesure les prévisions de Tocqueville ont-elles été vérifiées ou démenties). — *De la réorganisation de la police parisienne*, par G. Graux (l'auteur demande le rattachement du budget de la Préfecture de police à celui de l'Etat). — *Les assurances mutuelles ouvrières*, par Eug. Rochetin. — *Les banques coloniales*, par G. François (à propos d'un projet de loi prorogeant le privilège des banques coloniales). — *En Roumanie*, par Camille Guy (exposé de la situation politique et critique de l'attitude de certains journaux français qui reprochent au Gouvernement roumain d'être

plus favorable à l'Allemagne qu'à la Russie. — *La situation du Transvaal au point de vue international*, par Poyden, (exposé historique, l'auteur admet la souveraineté de l'Angleterre). — *Revue des questions politiques contemporaines : Questions financières et monétaires*, par A. Raffalovich ; *Questions agricoles*, par D. Zolla. — *Chronique politique et parlementaire : Brésil*, par Guenabara, député au Parlement brésilien (année 1896) ; *Hongrie*, par Horn ; *Transvaal*, par E. de Morpurgo (lettre datée de Pretoria, mars 1896). — *La politique extérieure du mois*, par F. de Pressensé.

Bibliothèque universelle et Revue suisse.

Mars. — *La réforme de l'armée suisse*, par J. Repond (étude technique détaillée). — *Un sermon anglais et une crue européenne*, par Ed. Savonin. Il s'agit du sermon prononcé à Londres dans la cathédrale de Saint-Paul en novembre 1709, sermon qui donna lieu à un procès retentissant devant la Chambre des Lords et qui, plus que le verre d'eau légendaire, avait été l'une des causes de la chute du ministère Whig.) — *La Sibirie ignorée*, d'après un récent voyage, par Michel Belinas.

Annales de l'Ecole des Sciences politiques.

15 mars. — *L'ouvrier américain. Salaire des hommes*, par Em. Lévasseur. (Chapitre d'un ouvrage consacré à l'ouvrier américain dont l'éminent professeur a recueilli les éléments dans un récent voyage aux Etats-Unis.) — *La politique française en Indo-Chine : Annam*, par J. Silvestre. — *La France et les principautés danubiennes, de 1718 à 1813*, par J.-D. Galka. — *Chronique du Venezuela de 1893 à 1896*, par C. Desforges. (Le Venezuela a beaucoup fait parler de lui dans ses dernières années; il est utile d'avoir des renseignements un peu précis sur les divers incidents de sa politique intérieure et extérieure.)

Revue de droit international et de législation comparée.

1896. I. — *Essai sur l'organisation de l'arbitrage international*, par le Chevalier Descamps. (Travail fait en exécution d'un mandat donné par la Conférence interparlementaire de 1893 à son Président. On recommande à l'examen bienveillant des Etats civilisés un certain nombre de dispositions pouvant faire l'objet d'une conférence diplomatique ou de conventions spéciales.) — *La Norvège devant le droit international : la Norvège dans l'union actuelle avec la Suède*, par L. Aubert, professeur à l'Université de Christiania. (La dernière œuvre de l'ignominieur juriconsulte enlève subitement à sa patrie et à la science en février dernier. C'était un patriote et même temps qu'un savant, et la question si grave des rapports entre la Suède et la Norvège l'avait particulièrement occupé dans les dernières années. Aussi tirait-on avec le plus grand intérêt le résultat de ses recherches et de ses réflexions.) — *De la reconnaissance des étrangers comme belligérants analysée par M. Lehr* d'un ouvrage récent du marquis d'Olivart.)

II. — *La question du Transvaal*, par J. de Louter, professeur à l'Université d'Utrecht. (Court exposé dont la conclusion est que la responsabilité des faits et gestes de la *Chartered* retombe, sans aucune réserve, sur le gouvernement anglais. La rupture diplomatique, quoique indirecte, de la convention de 1884 a écarté cette convention et inscrit en principe l'autre partie contractante de ses liens, non pas que dès ce moment toute relation

entre les parties soit dissoute, mais en ce sens que, les bases de cette relation étaient minées, la situation exige une révision de la convention, notamment la suppression de l'art. 4 qui restreint la faculté pour la République sud-africaine de conclure des traités avec les Etats étrangers. L'Angleterre n'ayant pu sauvegarder la tranquillité et la paix extérieure de l'Etat, celui-ci doit y veiller désormais à sa guise, et il lui faut, pour réussir, une liberté d'action non entravée.) — *Etude comparative et critique sur les lois relatives aux successions légitimes*, par Ern. Lehr. (L'auteur examine comment le droit de succession *ab intestat* est réglé dans les principales législations de l'Europe et quels sont les principes rationnels par lesquels il devrait être actuellement régi. C'est là certainement une question fort intéressante que l'auteur traite avec sa compétence et sa clarté habituelles. Sa conclusion est que, sous une réserve, le projet de Code civil allemand a suivi le meilleur système.) — *Le serment judiciaire en droit comparé*, par Ch. Lessona. (La conclusion de cette étude est que l'on ne devrait pas maintenir le serment parmi les moyens de preuve.) — *La nouvelle législation roumaine sur les faillites*, par G. Flaischlen (traits principaux de la loi du 20 juin 1895). — *Jurisprudence des Tribunaux*, spécialement des Tribunaux consulaires français *sur le droit applicable dans les Echelles du Levant*, par Manasse, avocat à Constantinople (revue de jurisprudence très utile). — Notice nécrologique sur M. L. Aubert, l'éminent jurisconsulte norvégien.

Revue générale de droit international public.

Mars-Avril. — *La doctrine de Monroe*, par Arthur Desjardins (le conflit anglo-vénézuélien, comment il a rouvert le débat sur la doctrine de Monroe, origine et formule primitive de la doctrine, ses applications de 1823 à 1895, analyse juridique, conséquences extrêmes, l'insurrection cubaine). — *L'Angleterre et le Transvaal*, par P. Heilborn (rapports de la République sud-africaine avec les étrangers et droits que l'Angleterre peut faire valoir quant à ces derniers, conduite de la *Chartered*. intervention de l'Empire allemand; étude très sérieuse appuyée sur de nombreux documents). — *La liberté de navigation du Niger d'après le Traité de Berlin du 26 février 1885*, par A. Piller (examen approfondi des difficiles questions soulevées récemment par la conduite de l'Angleterre sur le Niger ou plutôt de la Compagnie à Charte qu'elle y a établie). — *Les limites de la mer territoriale*, par P. Godey (système nouveau ingénieusement présenté). — *La question de la répression internationale au Congrès pénitentiaire de Paris* (juillet 1895), par Paul Cuhe (indication de certains points sur lesquels il est indispensable que les législateurs s'entendent pour mieux assurer la répression). — *La Caisse de la dette égyptienne, ses pouvoirs et sa responsabilité*, par N. Politis (l'auteur prévoit que le Tribunal mixte donnera gain de cause aux porteurs français demandant la nullité de la décision de la Caisse du 26 mars.) — *Chronique des faits internationaux* : *Grande-Bretagne et Maroc*, cession au Maroc des établissements britanniques du Cap Joby; *Grande-Bretagne et République argentine*, extradition de Jabez Spencer Balfour, questions diverses qu'elle a soulevées avec les décisions des Tribunaux argentins.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Mars. — *Etude sur les Caisses d'épargne en Espagne, en Portugal et en Belgique*, par MM. Lepelletier et Dufourmantelle, avec des observations intéressantes de divers membres. — *Chronique législative* : Suède.

Avril-Mai. — *Etude sur le Barreau en Angleterre, en Irlande et en Ecosse*,

par Ern. Passez. — Rapport de M. Charles Lachau sur le Congrès tenu à Bruxelles, en octobre 1893; par l'Association pour la réforme et la codification du droit des gens. (Intéressant résumé des travaux qui ont eu des objets très divers : arbitrage international, exécution des jugements étrangers, conflit des lois en matière d'abordage, revision de l'acte de Bruxelles, limites et privilèges des eaux territoriales, neutralisation des mers et des canaux interocéaniques, conflits de nationalités.) — Note sur une loi portugaise du 28 mars 1893 modifiant la législation électorale pour la Chambre des députés. — Les nouvelles lois militaires de la République argentine. — Chronique législative : *Landtag de Prusse* (session de 1893).

Annales de droit commercial français, étranger et international.

Avril. — Bulletin judiciaire. — *Les négociations de valeurs cotées effectuées par l'intermédiaire des coulissiers devant la jurisprudence*, par MM. Geouffre de Lapradelle et Lévy-Ullmann.

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Avril. — *France* : Création d'une direction du contrôle financier auprès du Gouvernement général de l'Indo-Chine ; statistique des sucres en France (commerce et consommation) ; le mouvement des pensions depuis 1834 (la charge réelle pesant sur le budget monte en 1896 à 200 millions) ; la situation financière des départements en 1893 ; recettes des chemins de fer en 1893 et 1894 (une trentaine de millions de plus en 1893) ; les banques coloniales. — Situation des principales banques d'émission à la fin du 1^{er} trimestre de 1896. — *Angleterre* : Le bimétallisme à la Chambre des Communes (longs discours du Chancelier de l'Echiquier et de sir William Harcourt). — *Allemagne* : Projet de budget de l'Empire pour 1896-97. — *Luxembourg* : Budget de 1896 (les recettes sont d'un peu plus de 9 millions et les dépenses d'un peu moins). — *Italie* : Tarif douanier. — *Russie* : Les postes et télégraphes (grand développement depuis une dizaine d'années).

La propriété industrielle.

Mars. — *Avantages et inconvénients de la convention internationale d'Union*, d'après une pétition présentée au chancelier de l'Empire allemand. (C'est la Société pour la sauvegarde des intérêts de l'industrie chimique qui demande l'accession de l'Allemagne à l'Union.)

Avril. — *Inventions utilisées par l'Etat sans l'autorisation du breveté* (intéressante question soulevé récemment aux Etats-Unis, article doctrinal et décision judiciaire). — Indication de provenance employée en Russie comme nom commercial ; projet de loi sur les marques. — Rapport sur l'activité du bureau suédois des brevets de 1885 à 1894.

Le droit d'auteur.

Mars. — *Législation haïtienne sur la propriété littéraire* — situation faite dans l'Union aux auteurs non ressortissants. (Question soulevée par l'art. 3 de la Convention de 1886, et devant être soumise à la prochaine conférence.) — *Pestalozzi et la reconnaissance des droits d'auteur*.

Avril. — *La Conférence de Paris.* — *La législation et les traités en matière de protection littéraire* (état sommaire des dispositions qui assurent dans la plupart des pays civilisés la protection des droits des auteurs). — Ratification de la Convention de Montevideo. — Durée de la protection accordée aux auteurs dans les divers pays.

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. Léon FREMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

AUTRICHE-HONGRIE — RUSSIE

Arrangement concernant le régime prophylactique à appliquer, en temps d'épidémie, au trafic-frontière entre la Russie et l'Autriche-Hongrie.

13/25 janvier 1896 (1).

Disposition générale.

§ 1. Les principes adoptés par la Conférence sanitaire de Dresde seront en règle générale appliqués également dans le domaine du trafic-frontière. Ce n'est que dans le cas où le système de prophylaxie ne pourra, à cause des difficultés toutes particulières qui peuvent se présenter aux frontières, être considéré comme garantie suffisante qu'on pourra avoir recours à des mesures de prévention plus rigoureuses d'après les règles suivantes.

Délimitation de la zone-frontière et devoirs qui incombent aux autorités des districts-frontière.

§ 2. Les dispositions du présent arrangement s'appliquent aux territoires limitrophes des deux pays sur une zone d'une largeur ne dépassant pas 10 kilomètres de chaque côté de la frontière.

§ 3. Seront appelés à veiller sur l'exécution des dispositions ci-dessus indiquées : En Russie, les chefs des districts pour les territoires qui ne s'éloignent pas plus de 10 kilomètres de la frontière, et les gouverneurs des provinces limitrophes sous l'autorité supérieure desquels ces districts sont placés ; en Autriche-Hongrie, toutes les autorités administratives de première instance dont la compétence s'étend sur un district qui ne s'éloigne pas plus de 10 kilomètres de la frontière, ainsi

(1) C'est la date à laquelle le comte Pierre Kapnist, ambassadeur extraordinaire de Russie, a fait connaître au ministre des affaires étrangères austro-hongrois qu'il adhérerait au nom de son Gouvernement à l'arrangement qui avait été l'objet d'un accord préalable entre les deux Gouvernements.

que les autorités de deuxième instance dont la compétence s'étend jusqu'à la frontière de l'Etat.

§ 4. Les autorités indiquées dans le paragraphe précédent s'informeront réciproquement sur l'apparition du choléra et sur les mesures prises contre la propagation de la maladie.

Afin de garantir l'efficacité des mesures de prévention prises aux frontières pour obvier à l'invasion du choléra d'un district contaminé, rentrant dans le sens du § 2, ainsi que pour restreindre la propagation du choléra dans le district-frontière même, il est indispensable que les autorités des districts-frontière des deux Etats limitrophes s'entraident autant qu'elles pourront.

En dehors des informations réciproques que, aux termes des stipulations de la conférence de Dresde, les Gouvernements sont tenus de se faire parvenir sur la première constatation cholérique et des mesures prises pour assainir le foyer contaminé, les chefs des districts en Russie et les chefs des autorités administratives de première instance en Autriche de deux territoires limitrophes s'aviseront réciproquement, avec le moins de délai possible, c'est-à-dire immédiatement, sur l'apparition du choléra, et simultanément avec leurs rapports officiels, adressés à leur Gouvernement, sur le progrès de l'épidémie, des mesures prises pour étouffer la maladie et des restrictions appliquées au commerce et au mouvement de la population. Ces dernières doivent être aussi communiquées par la voie régulière aux Consuls qui se trouvent dans les rayons des territoires limitrophes.

Les autorités promulgueront, en outre, dans leur propre district, le texte des ordonnances importantes émanant des autorités de l'Etat voisin, pour préserver la population indigène des conséquences fâcheuses que pourrait entraîner l'ignorance des mesures sanitaires en vigueur au delà de la frontière.

§ 5. Il est à désirer que les autorités des districts intéressés soient informées, à temps, par les autorités compétentes de l'Etat voisin dans le cas où une troupe d'individus venant d'un territoire contaminé et par conséquent devant être placée sous contrôle sanitaire, doit être transportée dans le territoire de l'Etat voisin. V. aussi § 13.

Information sur les lieux par des fonctionnaires délégués dans le territoire de l'Etat limitrophe.

§ 6. Pour faciliter l'information réciproque des autorités-frontière, celles-ci seront tenues d'aider, autant que faire se pourra, les fonctionnaires de l'administration sanitaire du pays limitrophe, délégués, en cas de nécessité, par leur Gouvernement pour se renseigner sur les lieux sur l'état de santé du district voisin.

Ces fonctionnaires produiront, pour recueillir les renseignements voulus, leurs papiers de légitimation aux autorités de première instance en Autriche, et aux personnes, désignées par les chefs de districts en Russie, dont on fera connaître les noms et lieux de résidence au préalable.

Contrôle sanitaire dans le service de chemins de fer et de navigation fluviale.

§ 7. Les mesures sanitaires introduites dans le service des chemins

de fer et de la navigation fluviale pour surveiller la circulation des voyageurs et le mouvement des marchandises, pourront être adoptées également dans le service de chemins de fer et de navigation locale pour les stations situées en proximité d'un district contaminé, ainsi que pour les stations situées à l'embranchement de routes fréquentées.

Pour les procédés à suivre dans le service de navigation fluviale, on s'en rapporte aux dispositions du règlement recommandé par la conférence de Dresde du 15 avril 1893.

Prohibition partielle du passage de la frontière.

§ 8. Pour assurer le fonctionnement de ces stations de revision et pour garantir en même temps, sauf le contrôle sanitaire dans l'étendue admise par ladite conférence, le passage de ces points-frontière, on pourra avoir recours à la prohibition du passage de la frontière aux points intermédiaires. De même, on pourra fermer les stations de chemins de fer et de navigation fluviale, dans lesquelles l'établissement de l'inspection sanitaire rencontrerait des difficultés.

Toutefois ces mesures prohibitives à l'égard des points-frontière et des stations ne seront prises qu'en cas de nécessité absolue.

Les Gouvernements contractants échangeront la liste des points-frontière, dont la fermeture et où l'établissement de stations de revision pourraient être prévus.

Organisation des stations sanitaires de frontière.

§ 9. Dans chacune des stations sanitaires, la visite médicale se fera par un médecin. La station sera munie des appareils de désinfection nécessaires. Les deux Pays limitrophes se feront connaître les appareils et les moyens de désinfection qui seront employés sur les points sanitaires respectifs. On portera dans ces stations les premiers secours aux individus atteints du choléra dans une localité isolée et spécialement affectée à ce service.

Chaque station disposera, en outre, d'un emplacement convenablement organisé destiné à recevoir les personnes devant rester sous contrôle sanitaire.

Tout malade y trouvera, sans retard, les secours indispensables.

La station ne pourra refuser ses soins non plus à un ressortissant de l'Etat limitrophe devant être secouru, avant qu'elle se soit mise en rapport avec l'autorité locale compétente du district-frontière.

Interdiction du passage de la frontière.

§ 10. Le passage de la frontière ne pourra être refusé qu'aux vagabonds, émigrants, indigents et pèlerins, lorsqu'ils viennent d'une zone-frontière contaminée et, dans ces conditions, aux personnes exerçant un commerce prohibé par ordonnance de l'autorité compétente, tels que : chiffonniers, marchands ambulants, etc.

Cette défense ne peut entrer en vigueur qu'à partir du jour de la promulgation et notification simultanée prévue au § 4, par l'autorité compétente, de l'ordonnance respective.

Ces dispositions ne doivent nullement entraver la procédure d'extradition soit des vagabonds, des contrebandiers ou autres malfaiteurs.

Nécessité d'empêcher autant que possible le rassemblement d'hommes en temps d'épidémie.

§ 11. De même l'autorité compétente pourra, conformément aux ordonnances sur le mouvement de ses nationaux, restreindre ou interdire l'entrée en masse des individus venant non seulement d'un district-frontière infecté mais même indemnité pour se rendre aux marchés, foires, aux lieux de pèlerinage, à des assemblées, etc. Toutefois pareille interdiction ne pourra avoir lieu que dans des cas tout exceptionnels et par ordonnance des Gouvernements à communiquer réciproquement, à l'avance et à temps.

Contrôle sanitaire à la frontière.

§ 12. D'autres personnes ne seront soumises qu'à une revision médicale, au contrôle de leurs effets et, éventuellement, à un traitement spécial de prévention conformément aux dispositions adoptées par la Conférence internationale de Dresde.

Mesures de revision plus rigoureuses pour des cas particuliers.

§ 13. Une surveillance plus rigoureuse et plus étendue pourra être appliquée aux ouvriers sans travail (Handwerksburschen auf Wanderrung, Masterovoi bez dela) et en masse, bateliers et personnes vagantes venant d'un endroit infecté, en faisant passer à ces individus plusieurs fois la visite médicale et le contrôle de leurs effets.

Les objets reconnus spécialement suspects pourront même, après échange contre des effets nouveaux, être brûlés. Afin de faciliter la surveillance sanitaire, les transports en masse de ces personnes seront effectués, autant que possible, dans des wagons ou compartiments exclusivement affectés à l'usage de ces voyageurs. Il sera désirable d'indiquer à l'avance aux stations-frontière l'arrivée de ces masses.

Facilités à apporter à la revision sanitaire.

§ 14. Les employés en fonction, y compris le personnel du service sanitaire, afin de ne pas entraver l'exercice de leurs devoirs, ne seront, au sens de la Convention de Dresde, soumis à aucun traitement de prévention.

La circulation nécessaire pour l'exploitation ou l'administration d'une terre s'étendant au delà de la frontière sera facilitée autant que faire se pourra et réglée à l'avance par les autorités compétentes. Toutefois les propriétaires mixtes feront leurs demandes à ces autorités en temps opportun, et doivent les faire même sans attendre l'apparition de l'épidémie pour que les autorités puissent régler d'avance les formalités nécessaires pour le passage d'un territoire à l'autre en cas d'épidémies.

Surveillance de la circulation des ouvriers à la frontière.

§ 15. En cas d'apparition du choléra dans un district-frontière, on se réserve de restreindre, autant que possible, l'aller et le retour des ouvriers employés dans des établissements, usines, chantiers, mines, etc., situés dans la zone-frontière.

Dans ce cas on se réserve également le droit de faire cesser complètement la circulation des ouvriers et d'insister à ce que les ouvriers, qui ont leur domicile dans un endroit contaminé au delà de la frontière,

soient logés là où ils travaillent. Toutefois le passage de la frontière pourra, mais sous des précautions particulières, être accordé à ces personnes un jour par semaine, par exemple les dimanches et dans des cas spéciaux à décider par les autorités compétentes.

Restrictions du commerce par rapport à certains objets provenant d'un district-frontière contaminé.

§ 16. Indépendamment des produits, dont l'importation est interdite par les dispositions de la Conférence de Dresde, les autorités de l'Etat limitrophe ont droit d'exiger, en temps d'épidémie cholérique, des importeurs de lait, de produits de laitage, de légumes et de fruits provenant d'un district-frontière contaminé, la production d'un certificat de l'autorité compétente du lieu de provenance attestant l'innocuité de ces produits quant à la contagion.

Afin d'empêcher une restriction par trop rigoureuse du trafic-frontière et pour obvier à la contravention des ordonnances respectives qui sans doute en résulterait, on est convenu d'appliquer les prohibitions d'exportation prises en cette vue par la Conférence de Dresde pour les marchandises et articles de provenance suspecte dont l'entrée a été interdite par les Etats limitrophes, également dans le domaine du trafic-frontière.

ITALIE — ZANZIBAR

Concession donnée par le Gouvernement de S. M. le Sultan de Zanzibar, au Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, sur la côte de Bénadir.

12 août 1892.

Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar et dépendances de la côte orientale d'Afrique, par la présente convention, donne les concessions suivantes au gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, qui de son côté accepte les obligations ci-après :

Article premier. — Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar accorde au gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, tous les pouvoirs qu'il possède sur les villes et ports de Bénadir dénommés Brava, Merka, Mogadiscio, avec un rayon vers l'intérieur de 10 milles marins et Warscheik, avec un rayon vers l'intérieur de 5 milles marins, ainsi que les îles et îlots voisins, pour être administrés politiquement et judiciairement au nom du gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar et à l'abri de son pavillon ; mais il est convenu que le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan ne sera pas responsable, ni ne sera appelé à régler les dépenses d'administration ou autres, telles que celles qui résulteraient de la guerre, prix de sang (dya), etc., etc., ni d'aucune réclamation qui pourrait se produire.

Le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou ses représentants auront seuls le droit d'acheter ou de disposer des terres publiques dans les limites des territoires sus-mentionnés.

Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan, s'engage à donner au gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, toutes les facilités et à user de son autorité pour lui assurer tous les droits et tous les pouvoirs, afin que la présente convention obtienne son plein effet. Il est en outre

convenu entre les hautes parties contractantes. qu'aucune des clauses contenues dans les articles suivants de la présente concession. ne pourra en aucun cas atteindre ou amoindrir les droits accordés par le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar aux sujets ou citoyens de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, d'Allemagne ou de toute autre puissance étrangère ayant des traités avec le sultanat de Zanzibar, ou les obligations qui sont ou pourront être imposées par l'adhésion à l'acte général de Berlin de 1835 et à l'acte général de la conférence de Bruxelles de 1890.

Art. 2. — Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar autorise le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie à céder l'administration des villes et ports du Bénadir. qui font l'objet de la présente concession, à une société italienne qui sera chargée d'administrer ces villes, ports et territoires, au nom du gouvernement de Sa Hautesse le Sultan et à l'abri de son pavillon ; mais toujours sous la responsabilité du gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie. Les commissaires de la société italienne pourront exercer, au nom et avec l'autorisation du gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, tous les droits stipulés par la présente concession ; ils pourront nommer tous officiers et employés subalternes, établir des cours de justice et adopter toutes les mesures qui seront reconnues nécessaires ou utiles pour la protection et dans l'intérêt des villes, ports et territoires sus-énoncés.

Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan consent à donner au gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou à ses représentants tous les forts et établissements publics existants au moment où l'administration italienne occupera les villes du Bénadir, ainsi que tous les droits de propriété qu'il peut avoir sur les territoires de 10 milles marins de rayon vers l'intérieur pour les villes de Brava, Merka et Mogadiscio et de 5 milles marins de rayon pour le village de Warscheik.

Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan autorise en outre le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou ses représentants à lever toutes taxes, tributs, impôts, patentes, droits d'importation et d'exportation et à prendre toutes les mesures reconnues nécessaires pour subvenir aux dépenses du gouvernement local, au maintien de la force publique, à l'administration de la justice, à la construction des routes, des ports et autres travaux publics ou défensifs, ainsi que pour la liquidation des dettes et le payement des intérêts sur le capital dépensé.

Les gouverneurs, tous les officiers judiciaires, ainsi que les employés de tous grades, seront nommés par le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou par ses représentants.

Les allocations accordées aux gouverneurs, aux juges arabes ou indigènes, les appointements de tous les officiers et employés, ainsi que la solde des troupes seront payés par le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou par ses représentants.

Art. 3. — Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar donne à la société italienne qui administrera, avec l'autorisation du gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, les villes et territoires du Bénadir qui font l'objet de la présente concession, ou à ses représentants, le droit de faire le commerce, de posséder des propriétés, d'ériger des constructions, d'acquérir des terrains, des maisons et des bâtiments par achats ou par conventions dans les villes et territoires sus-énoncés,

avec le consentement des propriétaires de ces maisons, terrains et bâtiments.

Art. 4. — Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar cède au gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou à ses représentants, le privilège exclusif de lever des taxes sur les habitants et le pouvoir de régler le commerce et les transactions, ainsi que la navigation, de contrôler les pêcheries, de construire des routes, tramways, chemins de fer, canaux, ports, télégraphes, etc., etc., et de lever des taxes et des droits sur ces établissements d'utilité publique, ainsi que de contrôler ou interdire l'importation de toutes marchandises, armes, munitions de toutes sortes, liqueurs alcooliques ou de toutes autres marchandises qui, dans l'opinion du gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou de ses représentants, seraient préjudiciables aux lois, à l'ordre et à la moralité publique et pour lesquelles le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan n'est pas lié avec d'autres gouvernements. Mais il est bien entendu que l'exercice de ces droits et privilèges sera conforme aux traités existants entre le sultanat de Zanzibar et les puissances étrangères, ainsi qu'aux obligations qui sont ou pourront être imposées par l'adhésion à l'acte général de Berlin de 1885 et à l'acte général de la conférence de Bruxelles de 1890.

Art. 5. — Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar autorise le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou ses représentants, à établir des douanes et à prélever des taxes et des droits sur les navires et les marchandises entrant dans les ports sus-énoncés ou en sortant et de prendre toutes les mesures nécessaires pour la répression de la contrebande ; ces mesures seront sujettes toutefois aux traités, actes et conventions susdits.

Art. 6. — Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar donne au gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou à ses représentants, le droit d'établir une banque ou des banques dans les villes qui font l'objet de la présente concession, avec le privilège exclusif d'émettre des billets et de la monnaie d'or, d'argent et de cuivre, à condition de se conformer à des engagements précédemment pris par Sa Hautesse le Sultan ou par ses prédécesseurs.

Art. 7. — Tous les pouvoirs, droits et privilèges susdits sont accordés au gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou à ses représentants pour une période de temps de 25 années européennes, qui commencera du jour où la présente concession sera approuvée par le gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et par le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie.

A l'expiration de cette période de 25 années européennes, la présente concession pourra être renouvelée pour une période de temps égale de 25 années dans les mêmes conditions et par une simple déclaration à cet effet du gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie.

A l'expiration de la période de temps de 25 années ou de 50 années, tous les travaux publics, constructions, chemins de fer, etc., feront retour au gouvernement de Sa Hautesse le Sultan, s'il le désire et pour leur valeur, qui sera estimée par des arbitres choisis par les deux parties. Excepté pour les établissements et constructions qui auront été remis gratuitement par le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan au

gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou à ses représentants, qui seront rendus de même (gratuitement).

Art. 8. — Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar cède au gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou à ses représentants la régie des douanes dans les ports sus-énoncés pour la période de temps de 25 années ou de 50 années, comme il est dit plus haut, et aux conditions ci-après :

Le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage à payer au gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar une somme de quarante mille roupies (Rs. 40,000) à titre de prime au moment où l'administration italienne prendra possession des ports, villes et territoires qui font l'objet de la présente concession, et ensuite quarante mille roupies (Rs. 40,000) par trimestre échu de l'année européenne.

Mais il est bien entendu que le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar ne réclamera pas deux fois les droits d'importation et d'exportation sur le commerce des villes du Bénadir qui font l'objet de la présente concession, et que le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou ses représentants auront le droit de réclamer un drawback pour le montant des droits de douane qui seraient payés directement au gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar, sur toutes les marchandises d'importation au Bénadir ou d'exportation des ports du Bénadir, à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Art. 9. — Il est bien entendu que tous les pouvoirs gouvernementaux, judiciaires et autres, concédés par la présente convention, seront exercés par le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou par ses représentants, au nom du gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar et à l'abri de son pavillon et que le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie ou ses représentants jouiront de tous les droits, privilèges, immunités et avantages qui sont ou pourraient être accordés à tout autre gouvernement, compagnie ou particulier, auxquels le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar aurait donné ou pourrait donner des concessions, dans toute autre partie de ses domaines, similaires à ceux garantis par la présente concession, ou d'un caractère autre.

Mais le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage à ne pas réclamer le droit de changer le système de paiement annuel établi par la présente concession, à moins d'obtenir le consentement, ou sur l'initiative du gouvernement de Sa Hautesse le Sultan, ou du gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes.

Art. 10. — La présente convention entrera en vigueur à l'époque que le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie jugera opportune et en donnant avis au gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar un mois entier à l'avance.

Le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie sera responsable envers le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar du paiement des sommes stipulées à l'article 8 de la présente convention, seulement à partir du jour où il prendra charge de toute l'administration, ainsi qu'il est spécifié plus haut ; il est en outre entendu que l'époque du transfert gratuit des douanes, terrains, forts, établissements publics, droits de propriété, etc., que le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar possède dans les villes et territoires sus-énoncés, sera fixée par un

accord spécial, et qu'une liste détaillée en sera donnée à cette époque par le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan.

Art. 11. — La présente convention n'aura de valeur qu'après qu'elle aura été approuvée par le gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et par le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie.

Art. 12. — Sa Hautesse Saïd Aly, Sultan de Zanzibar, a déclaré par ses lettres du 14 Rejub 1307/6 mars 1890 à M. Mackenzie et du 5 Moharrem 1310/31 juillet 1892 à M. Portal, n'avoir aucune objection à faire contre la concession des villes, ports et territoires du Bénadir à l'Italie et d'accepter l'arrangement tel qu'il sera fait et approuvé par le gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, qui est la puissance protectrice du sultanat de Zanzibar.

La présente convention a été faite en six copies, dont deux en langue anglaise, deux en langue française et deux en langue arabe, d'une seule et même teneur. En cas de différend sur l'interprétation des stipulations de la présente concession, les textes français ou anglais seuls feront foi.

En foi de quoi, sir Gerald H. Portal, agent diplomatique et consul général de Sa Majesté Britannique, et M. Pierre Cottoni, gérant du consulat de Sa Majesté le Roi d'Italie, ont signé les présentes et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Zanzibar, le douze du mois d'août mil huit cent quatre-vingt-douze.

(L. S.) G. PORTAL.

(L. S.) P. COTTONI.

ITALIE — ZANZIBAR

Convention additionnelle à la Convention du 12 août 1892.

15 mai 1893.

Le gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar et dépendances de la côte orientale d'Afrique, par le présent contrat annexe, accorde au gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie l'exercice provisoire pendant trois années de la convention du 12 août 1892, signée *ad referendum* par sir Gerald Portal et M. Pierre Cottoni pour la concession des villes, ports et territoires énumérés à l'article 1 de ladite convention, aux conditions stipulées dans les articles suivants :

Article premier. — Si le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, ou la Compagnie qui le représentera, abandonne les susdites villes du Bénadir dans le délai ou à la fin de trois ans à partir du seize juillet mil huit cent quatre-vingt-treize (16 juillet 1893) et rejette ainsi la convention signée le 12 août 1892, le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'engage à payer au gouvernement de Sa Hautesse le Sultan, aussitôt après l'abandon, une somme de cinquante mille roupies pour indemnité des dépenses qu'occasionnerait au gouvernement de Sa Hautesse le Sultan, le rétablissement de son administration dans les villes et ports du Bénadir et cette indemnité à payer serait de cent mille roupies si le

pays avait été en état de guerre dans les trois mois qui précéderaient l'abandon.

Art. 2. — En cas d'abandon des villes du Bénadir comme il est dit à l'article précédent, les travaux publics tels que routes, signes et marques pour la navigation (leading marks) et autres travaux pour lesquels il serait impossible de fixer la valeur en argent et que la Compagnie italienne ne pourrait ni céder à des tiers ni exploiter elle-même, seront abandonnés gratuitement au gouvernement de Sa Hautesse le Sultan. La réalisation de tous les autres travaux publics sera réglée par l'article 7 de la convention du 12 août 1892.

Art. 3. — La prime de quarante mille roupies que le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie s'est engagé à payer au gouvernement de Sa Hautesse le Sultan de Zanzibar, suivant l'article 8 de la convention du 12 août 1892, ne sera payée que quand ladite convention entrera définitivement en vigueur, c'est-à-dire après les trois années d'exercice provisoire accordées par le présent contrat-annexe et dans le cas où le pays ne serait pas abandonné par le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie à la fin de cet exercice provisoire.

Art. 4. — L'exercice provisoire pour trois années de la convention du 12 août 1892, qui fait l'objet du présent contrat-annexe, commencera le seize juillet mil huit cent quatre-vingt-treize (16 juillet 1893), pour finir le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-seize (15 juillet 1896). Pendant cette période les clauses et conditions de la convention du 12 août 1892 conserveront toute leur valeur en ce qu'elles ne seront pas modifiées par le présent contrat.

Art. 5. — Si les ports et villes de Bénadir n'avaient pas été abandonnés avant le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-seize (15 juillet 1896), la convention signée *ad referendum* le 12 août 1892 par sir Gerald Portal et M. P. Cottoni, entrerait en vigueur à partir dudit jour avec toutes ses clauses et conditions.

Art. 6. — Le présent contrat n'aura de valeur qu'après qu'il aura été approuvé par le gouvernement de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et par le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie.

Art. 7. — La présente convention a été faite en six copies dont trois en anglais et trois en français.

En foi de quoi, MM. Rennell Rodd, agent diplomatique et consul général de Sa Majesté Britannique, A. I. et P. Cottoni, gérant du consulat de Sa Majesté le Roi d'Italie, ont signé les présentes et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Zanzibar, le quinze du mois de mai mil huit cent quatre-vingt-treize.

(L. S.) RENNELL RODD.

(L. S.) P. COTTONI.

— Le Gouvernement italien a soumis au Parlement les conventions qui précèdent en lui donnant les explications suivantes contenues dans l'*exposé des motifs* dont nous donnons ci-après la traduction :

Vous savez, messieurs, que par la convention signée *ad referendum* à Zanzibar, le 12 août 1892, et qui fut déjà présentée au Parlement comme

annexe à l'état de prévision des dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1893-94, le Sultan concédait à l'Italie pour 25 ou 30 ans, moyennant le paiement d'une redevance annuelle de 160,000 roupies, tous ses pouvoirs sur les ports de Brava, Merca, Magadisim et Usarsceih (Benadir), qui se trouvaient déjà dans notre sphère d'influence en vertu du protocole italo-britannique du 24 mars 1894. Le Gouvernement italien acquerrait ainsi le droit de percevoir les taxes douanières et d'exercer sur ce littoral une souveraineté de fait. Pour pouvoir, en connaissance de cause, évaluer les bénéfices de la concession, on demanda au Sultan et on en obtint l'exécution provisoire de la convention pour trois années à partir du 16 juillet 1893. L'art 5 du protocole complémentaire du 13 mai 1893 contient la clause suivante : « Si les ports et les villes de Bénadir n'avaient pas été abandonnés avant le quinze juillet mil huit cent quatre-vingt-seize (15 juillet 1896), la convention signée *ad referendum* le 12 août 1892, par sir Gerald Portal et M. P. Cottoni, entrerait en vigueur à partir dudit jour avec toutes ses clauses et conditions. »

Presqu'en même temps que la signature du protocole, le Gouvernement, le 11 mai 1893, concédait l'administration du Bénadir, pour trois ans à partir du 16 juillet 1893, à la Société Filonardi et C^{ie}, qui devait pourvoir aux dépenses d'administration, au développement commercial de la colonie et au paiement de la redevance au Sultan, en recevant en compensation la perception des droits de douane et la somme annuelle de 300,000 livres.

Le 15 juillet de cette année, viennent en même temps à échéance la période triennale de l'exécution provisoire de la convention du 12 août 1892 avec le Sultan et l'accord du 11 mai 1893 avec la C^{ie} Filonardi.

Il n'y a de la part du Gouvernement aucune hésitation au sujet de l'opportunité de rendre définitive la convention avec le Sultan. Même les malheureux événements récents de l'Erythrée n'ont pas ébranlé notre confiance dans l'avenir des possessions italiennes de l'Océan Indien où dix années d'activité ininterrompue ont affirmé désormais la situation politique et commerciale de l'Italie. Des raisons évidentes de convenance internationale et d'utilité directe nous conseillent ainsi de ne pas abandonner les échelles de Bénadir qui se trouvent dans la sphère d'influence assignée à l'Italie par les protocoles avec l'Angleterre du 24 mars 1891 et du 3 mai 1894, dont les avantages seraient presque entièrement perdus par l'abandon de ces échelles. Cela est démontré par les documents présentés au Parlement sur la « Somalie italienne ». Le 25 juillet de l'année passée, dans lesquels est amplement constaté le développement de l'action politique et commerciale de l'Italie dans ces régions de 1885 à 1895.

Seulement, le Gouvernement du Roi, dans le but de donner au Benadir, en même temps qu'un plus ample développement économique, une assiette définitive, a dû aborder la question de savoir ce qui convenait le mieux d'une gestion gouvernementale directe ou d'une Société commerciale qui, par ses capitaux, le caractère sérieux et honorable de ses membres, donnerait de suffisantes garanties de succès. L'exemple des autres nations et la nature de la gestion ne laissent pas de doute sur le choix ; l'on doit donc s'occuper de la formation d'une Société anonyme commerciale qui se substituerait à la Compagnie Filonardi. La Société, à laquelle participent de forts capitalistes d'une haute honorabilité, est sur le point de se constituer légalement, tandis qu'a été signée, le 13 avril dernier, entre le Gouvernement royal et le Comité promoteur de cette même Société, une convention qui entrera en vigueur à une époque non éloignée à fixer par un accord spécial et pour laquelle un projet de loi spécial sera en son temps soumis à vos délibérations.

À partir de l'expiration de la convention Filonardi (15 juillet 1896) jusqu'à l'époque où la nouvelle Société aura la gestion des ports et des territoires concédés par le Sultan, l'administration de la colonie sera provisoirement assumée par le Gouvernement. En ce sens, des instructions préliminaires ont été données à notre Consul général à Zanzibar qui, embarqué sur le « Volturne »,

est chargé de visiter à nouveau la côte des Somalis et le Bénadir proprement dit.

Avant cependant que, avec l'acquiescement du Gouvernement, la convention avec le Sultan devienne définitive pour 25 ans, sauf à être renouvelée éventuellement pour 25 autres années, comme elle entraîne une charge annuelle de 160,000 roupies (art. 8) et le paiement en une seule fois, à titre de prime, d'une somme de 40,000 roupies au moment de la confirmation tacite de la même convention (article cité), il est nécessaire, pour obéir à l'art. 5 du Statut et à la loi de comptabilité de l'Etat, que votre approbation intervienne et elle est requise, comme vous le voyez, pour consolider la situation politique de l'Italie sur la côte de l'Océan Indien et pour donner un développement civil et commercial à notre colonie.

Il n'y a pas lieu à une nouvelle disposition dans le budget, puisqu'avec celle de 300,000 livres déjà existante dans le budget spécial de la colonie de l'Erythrée pour l'exercice 1896-97 (art. 2, lettre *d*) et qui y figure depuis l'exercice 1893-94, et avec les taxes douanières, on fera face au paiement de la redevance et de la prime au Sultan ainsi qu'aux dépenses d'administration pour le temps que durera l'action gouvernementale.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

PÊCHERIES DE BEHRING

Contre-Mémoire présenté par les Etats-Unis au Tribunal d'arbitrage *(suite)* (1).

Période postérieure aux traités.

Le régime colonial rigoureux, inauguré par la Russie dans l'ukase de 1789 et dont l'existence est reconnue, en termes formels, dans les traités de 1824 et 1825, fut continué pendant la période qui suivit la conclusion de ces traités ; une preuve évidente en est fournie par l'affaire du *Loriot*, citée pages 79 à 83 du Mémoire britannique. Estimant que cet incident n'est qu'indirectement lié à la question du droit sur la mer de Behring et dans ces parages, les Etats-Unis le négligèrent dans leur Mémoire, en n'en faisant qu'une très courte mention (2) ; mais l'importance que lui a donnée le Gouvernement britannique exige à présent un exposé plus complet des faits et des points impliqués dans cette affaire.

Le traité de 1824 accordait pour une période de dix années certains privilèges de commercer sur la côte, entre la baie de Yakutat et 54°45' de latitude nord (3). Le 19 mai 1835, les Etats-Unis furent avisés par le ministre de Russie que les privilèges avaient pris fin et que les capitaines de deux navires américains à Sitka en avaient été avertis. Les Etats-Unis firent aussitôt des efforts répétés pour obtenir le renouvellement des privilèges en question, et, pendant ce temps, reçurent la nouvelle de la saisie par les Russes du *Loriot*, navire américain, pour avoir commercé sur la côte nord-ouest, par 54°35' de latitude nord, c'est-à-dire juste au-dessus de la limite la plus méridionale mentionnée dans le traité de 1824.

De vigoureuses protestations de la part des Etats-Unis s'ensuivirent et une indemnité fut demandée, et les Etats-Unis profitèrent de l'incident pour appuyer leur réclamation déjà formulée d'un renouvellement des dix ans de privilèges. Un résumé de la correspondance diplomatique se trouve dans l'Appendice (4). Il suffit de dire que le gouvernement russe était si opiniâtre dans son refus d'abandonner son attitude, que le Gouvernement

(1) V. *Archives*, 1896, II, p. 13.

(2) *Mémoire des Etats-Unis* (en français), p. 83.

(3) *Ibid.*, p. 52.

(4) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 180, 181.

des Etats-Unis fut finalement contraint d'en reconnaître la justesse et d'abandonner complètement sa réclamation. Autant que l'affaire du *Loring* peut avoir de rapport avec les questions engagées à présent, elle montre donc que le Gouvernement des Etats Unis reconnut et accepta le régime colonial que la Russie soutenait, même au sud de Sitka.

Le chapitre IV du Mémoire britannique traite des eaux de la mer de Behring et de l'Océan Pacifique limitrophes de la côte nord-ouest pendant la période qui suivit les traités. Quelques-uns des navires mentionnés comme ayant fait des voyages dans ces régions ne visitèrent que la côte nord-ouest, sur laquelle, on doit s'en souvenir, pendant dix ans après les traités, il était fait du commerce par les citoyens américains et britanniques avec le consentement formel du gouvernement russe. Après 1833 cependant, la plupart des voyages qui s'étendaient jusqu'à la côte, au nord de 54°40' de latitude, étaient faits en violation de la loi russe. Toutes ces violations peuvent n'avoir pas été punies, mais le fait que la loi n'en était pas moins en vigueur est montré par la saisie du *Loring*, par la proclamation du Gouvernement des Etats-Unis en 1843 (1) et par celle du gouvernement russe en 1864 (2).

Plus tard, cependant, surtout dans les années postérieures à 1840, la mer de Behring fut visitée effectivement, comme on le voit pages 83 à 90 du Mémoire britannique, par de nombreux navires, la plupart baleiniers. Mais il est prouvé par Bancroft, l'auteur cité si fréquemment par le Gouvernement britannique, que l'industrie baleinière n'était pas productive pour les Russes (3), et il paraît qu'il n'y avait pas de raison pour la protéger dans l'ukase impérial ou les règlements du gouvernement colonial. Bancroft est également cité dans le Mémoire britannique (pages 83 et 84, pour montrer que, en 1842, le gouvernement russe repoussa la demande d'Etholin, sollicitant la protection de la mer de Behring contre les invasions de baleiniers étrangers, parce que le traité de 1824 entre la Russie et les Etats-Unis accordait aux citoyens américains le droit de se livrer à la pêche dans toute l'étendue de l'Océan Pacifique (4). De ce qu'il dit le même auteur cependant, immédiatement après la citation ci-dessus, il résulte que, sur les instances d'Etholin, « le gouvernement, à la fin, soumit la question à une commission, composée de fonctionnaires du département de la marine, qui déclara que l'équipement d'un croiseur pour protéger la mer de Behring contre les baleiniers étrangers coûterait 200,000 roubles argent et son entretien 85,000 roubles par an. Elle ajoutait que, si la compagnie était disposée à se charger de ces dépenses, un croiseur serait aussitôt mis à sa disposition (5) ». Conséquemment, d'après Bancroft, l'absence de protection sur la mer de Behring ne peut pas être attribuée à ce fait que le gouvernement russe estimait qu'il avait perdu ce droit de protection par suite des traités de 1824 et 1825.

Le principe mis en avant par les Etats-Unis ne dépend pas cependant de l'exactitude de l'explication qui précède. On a déjà montré pourquoi la Russie revendiquait la protection de ses côtes jusqu'à une distance de 100 milles ; et de ce que, pour une raison quelconque, elle a pu tolérer la pêche de la baleine ou toute autre pêche dans la mer de Behring, il ne s'en-

(1) Mémoire des Etats-Unis, (en français), p. 53.

(2) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 164.

(3) BANCROFT'S *Alaska*, p. 584.

(4) BANCROFT'S, *Alaska*, p. 583.

(5) *Ibid.*, p. 583.

qui pas qu'il se soit abandonné son droit évident de protéger ses troupeaux de porcs et de vaches de leurs déplacements pour aller dans leurs pays d'élevage et pour les vendre.

Même pour les baleiniers, ceci est tout à fait certain : leurs mouvements furent, après 1804 ou à peu près, soigneusement surveillés, et, à l'appui de ce fait et de l'affirmation plus étendue qu'une surveillance générale fut exercée sur les mers côtières, on peut fournir les preuves qui suivent.

Le parallèle de 1817 des baleiniers étrangers visitèrent les îles Pribilof. Cette visite, dont procéda une lettre du conseil d'administration de la Compagnie d'Amérique adressée à l'administrateur en chef, datée du 13 juillet 1816, dans laquelle il était dit : « En même temps le conseil d'administration craint que nous n'ayez pris, comme votre prédécesseur, toutes les mesures nécessaires pour préserver les îles Pribilof, si importantes pour la Compagnie, contre le retour de semblables de la part de étrangers. À l'avenir, et jusqu'à ce que ces eaux soient débarrassées des baleiniers par un moyen, de l'avis duquel le conseil a déjà reçu avis, il vous est recommandé d'ordonner aux croiseurs de la Compagnie d'exercer une surveillance soignée particulière sur les îles Pribilof (1), ».

Le 18 avril 1811, le Conseil d'administration écrit de nouveau à l'administrateur en chef au sujet des visites de baleiniers étrangers et déclara avoir demandé au gouverneur général de la Sibérie orientale « dans le but de protéger la Compagnie contre les dommages résultant de pareilles incursions, de donner des instructions, enjoignant aux croiseurs que son Excellence pouvait avoir à sa disposition de surveiller les mers côtières surtout autour des îles du Commandant », où, disait-on, les baleiniers étrangers se réunissent en grand nombre pendant l'été. Plus loin, le Conseil recommandait à l'administrateur en chef « d'équiper un croiseur de la Compagnie indépendamment de celui de la marine de l'Etat, et de lui donner l'ordre de visiter aux endroits où, après examen attentif, il semblerait nécessaire (2), ».

Le 14 mars 1813, le Conseil d'administration de la Compagnie de l'Amérique nous écrit à l'administrateur en chef en lui donnant des instructions complètes sur l'emploi à faire de la flotte coloniale pendant l'année. Un navire devait être envoyé à la fin d'avril pour croiser et surveiller les baleiniers étrangers dans la partie méridionale de la mer de Behring et le long du groupe des îles Aléoutiennes ; il devait croiser continuellement dans cette zone et n'en sortir que en cas de nécessité. Un autre navire devait « avancer dans la partie septentrionale de la mer de Behring et y faire l'office de croiseur » en surveillant les baleiniers étrangers et les Asiatiques relatifs au commerce auquel ils se livrent avec nos sauvages (3).

Une des injonctions finales de cette lettre à l'administrateur en chef est la suivante : « Les mers côtières seront, autant que possible, visitées dans toutes leurs parties par les croiseurs de la Compagnie pour surveiller les étrangers et à cet effet, en donnant des instructions à nos croiseurs, vous vous conformerez vous-même aux mouvements projetés des baleiniers de la Compagnie qui peuvent également servir de croiseurs, s'ils se livrent à la pêche dans la mer de Behring, et vous veillerez à ce que les

1. Appendice au Courant-Mémorial des États-Unis, p. 166.

2. Appendice au Courant-Mémorial des États-Unis, p. 201.

3. Appendice au Courant-Mémorial des États-Unis, p. 161.

navires de la Compagnie désignés pour visiter les nombreuses îles des colonies soient placés, autant que possible, sous le commandement d'officiers de la marine de l'Etat (1). »

Le 20 juin 1861, l'administrateur en chef écrivit à Benzeman, de la marine impériale : « Il est venu à ma connaissance que deux baleiniers ont été envoyés cette année de San-Francisco pour commercer aux îles Pribilof. Je prie donc Votre Excellence, pendant le temps fixé pour son voyage, d'agir comme croiseur en se conformant exactement aux instructions ci-incluses qui ont été approuvées par l'Empereur (2). »

Quoiqu'on ne voie par aucun des documents précédents à quelle distance des rivages de la mer de Behring la Russie cherchait réellement à protéger ses colonies contre les incursions des étrangers, rien ne montre cependant qu'elle se fût départie, dans l'intervalle, de l'attitude qu'elle avait prise dans l'ukase de 1821, et sanctionnée, comme les Etats-Unis le prétendent, par les traités qui en résultèrent. Au contraire les termes hardis dans lesquels la surveillance des mers coloniales est ordonnée, surtout autour des îles Pribilof et du Commandant, indiquent clairement que, même à cette période éloignée, la Russie défendait encore ses intérêts coloniaux par tous les moyens.

Il est vrai qu'on ne rapporte aucun exemple d'avertissement ou de saisie d'un navire pour avoir tué des phoques dans les eaux de la mer de Behring. Mais, avec ce que nous connaissons de la sollicitude et des soins de la Russie pour ses troupeaux de phoques, surtout pendant les années postérieures à 1836, on ne peut douter que cette destruction, si elle avait été pratiquée, aurait été considérée comme illégale. En avançant cette assertion, les Etats-Unis croient être pleinement appuyés par la manière de faire de la Russie durant l'été de 1892. Cette année-là, des navires chassant le phoque se réunirent en grand nombre auprès des îles du Commandant et tuèrent des phoques à fourrure dans les eaux extraterritoriales entourant ce groupe. La Russie, prévoyant que son troupeau de phoques serait ainsi décimé, avait envoyé dans ces eaux, au début de la saison, deux croiseurs qui saisirent six navires, dont cinq anglais et un américain, à une distance de plus de trois milles de toute terre et les emmenèrent au port (3).

Pour terminer, et à titre d'observation finale sur cette partie du différend, le Gouvernement des Etats-Unis se bornera à dire qu'à ses yeux, toute la question de la nature et de l'étendue de l'occupation par la Russie et de l'affirmation d'un droit en ce qui concerne la mer de Behring, ainsi que toute la discussion diplomatique qui est intervenue à cet égard, est d'une importance secondaire et très limitée dans la cause soumise au Tribunal, et il ne s'appuie sur les preuves fournies relativement à cet objet que pour montrer ce qui suit :

Premièrement. Bientôt après la découverte des régions de l'Alaska et à une époque très rapprochée du début de son occupation de ces régions, la Russie établit une industrie basée sur le phoque à fourrure aux îles Pribilof, et elle tuait annuellement une partie du troupeau fréquentant ces îles pour son propre profit et pour faire du commerce avec le monde. Elle exploita, soigna et protégea cette industrie par tous les moyens nécessaires, sur terre ou sur mer, pendant toute la durée de son occupation et jusqu'à la

(1) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 161.

(2) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 162.

(3) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 201.

cession aux Etats-Unis en 1867. L'acquisition de cette industrie fut un des principaux motifs qui engagèrent les Etats-Unis à faire l'achat de l'Alaska.

Deuxièmement. Par aucun acte, consentement ou acquiescement, la Russie n'a renoncé au droit exclusif d'exercer cette industrie; encore moins d'autres nations avaient-elles le droit de la détruire d'une manière quelconque admise ou reconnue. Aucune tentative persistante ouverte ou connue n'a été faite pour y mettre d'entrave jusqu'au moment de la cession de l'Alaska aux Etats-Unis.

Troisièmement. La revendication formulée actuellement par le Gouvernement des Etats-Unis pour protéger et défendre la propriété et les intérêts dont il a ainsi fait l'acquisition et qui ont toujours été conservés avec soin, tout en ne reposant aucunement sur un droit quelconque affirmé antérieurement par la Russie à leur égard, est néanmoins en parfait accord avec l'industrie ainsi établie et les droits proclamés et maintenus par la Russie à cet égard, et elle en est la continuation.

Le droit de protection et de propriété sur le troupeau de phoques d'Alaska.

Pages 11 et 135 du Mémoire britannique, la proposition soumise dans la cinquième question de l'article VI — savoir : les Etats-Unis ont-ils un droit de protection ou de propriété sur les phoques à fourrures des îles Pribilof quand on les trouve dans des eaux extraterritoriales? — est présentée comme nouvelle dans la discussion actuelle et comme dénuée des précédents, ce que les Etats Unis contestent.

En présence de la correspondance qui a eu pour conséquence la soumission de la cinquième question à l'arbitrage, cette déclaration est très surprenante. Dès le 19 août 1887, M. Bayard, dans sa note adressée avec l'espoir d'obtenir la coopération de tous les Gouvernements pour la protection des phoques, parle des « mesures exceptionnelles que la nature spéciale de la propriété en question » peut autoriser les Etats-Unis à prendre en vue de leur conservation (1). Une déclaration analogue fut faite de nouveau par lui, le 2 mars 1888 (2).

M. Blaine, dans sa note à Sir Julian Pauncefote du 22 janvier 1890, insista sur le droit des Etats-Unis de protéger les phoques, indépendamment de tous droits particuliers sur la mer de Behring (3). Cette note a déjà été citée en partie (ci-dessus, page 10), et quelques-uns des motifs par lesquels le Gouvernement des Etats-Unis estimait son action justifiée ont été indiqués. M. Blaine assimilait ce droit de protection à celui conféré à la Grande-Bretagne par sa « propriété » des pêcheries de perles de Ceylan. Quoiqu'il n'y soit pas nettement prétendu que les Etats-Unis possèdent les phoques, cependant cette idée est fortement mise en avant, tandis que le droit de protection, abstraction faite d'une propriété stricte, est affirmé en termes clairs.

Le 4 juin 1890, M. Blaine écrivit à Sir Julian Pauncefote : « Puis-je vous demander sur quels principes les navires canadiens basent leur réclama-

(1) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. I, p. 168.

(2) *Ibid.*, p. 175.

(3) *Ibid.*, p. 200.

tion, à moins qu'ils ne prétendent avoir un titre au croît du troupeau de phoques? Si la prétention des Etats-Unis sur les phoques des îles Pribilof est bien fondée, nous avons certainement droit au croît tout autant qu'un éleveur de moutons a droit à celui de son troupeau (1). »

Le 17 décembre 1890, M. Blaine adressa au ministre britannique une note très complète relative à l'interprétation de l'ukase de 1821 et des traités de 1824 et 1825 (2). Malgré la chaleur et la vigueur avec lesquelles il avait défendu ses idées qui étaient basées sur ces documents, il insista à la fin de cette note en disant qu'il n'avait pas traité les véritables points en litige dans la cause, et il continua par l'énumération de ceux-ci, en citant l'extrait suivant d'une dépêche écrite par M. Phelps, quand il était ministre des Etats-Unis à Londres, à M. Bayard, secrétaire d'Etat, le 28 septembre 1888 (3) : « On a dépensé beaucoup de savoir dans la discussion de la question abstraite du droit de la *mare clausum*. Je ne la crois pas applicable dans l'espèce.

« Voici une pêcherie précieuse et une industrie importante et permanente, si elle est bien administrée, qui sont la propriété du pays sur les côtes duquel elles sont exploitées. Il est proposé par une colonie d'une nation étrangère, malgré les remontrances réunies de tous les pays intéressés, de détruire cette source de commerce par un massacre et une extermination aveugles des animaux en question dans la mer ouverte voisine, pendant la période de gestation, quand les préceptes communs de l'humanité devraient être de les protéger s'il n'y avait pas d'intérêts engagés du tout. Et on prétend que nous n'avons pas le droit de nous protéger contre de semblables ravages, parce que la mer est libre à une certaine distance de la côte.

« Le même système d'argumentation soutiendrait la piraterie et le commerce des esclaves, quand ils ont lieu en pleine mer, ou justifierait la destruction par une nation du commerce d'une autre, en plaçant des obstacles dangereux dans la haute mer, près de ses côtes. Il y a beaucoup de choses qu'on ne peut permettre impunément en pleine mer et contre lesquelles toute mer est *mare clausum*. Et le droit de défendre sa personne et sa propriété prévaut ici tout autant qu'ailleurs. Si la pêche sur les côtes du Canada pouvait être ruinée en répandant du poison dans la mer ouverte contiguë, avec quelque faible profit pour ceux qui se livreraient à une telle pratique, le Canada, en vertu des justes principes du droit international, serait-il considéré comme dépourvu de défense en pareil cas? Cependant cette action ne serait pas plus destructive, pas plus inhumaine et pas plus dévastatrice que celle en question.

« Si les précédents font défaut pour une défense si nécessaire et si convenable, c'est parce que les précédents d'une semblable ligne de conduite sont aussi inconnus. Le meilleur droit international est résulté de précédents qui ont été créés quand la juste occasion en est survenue, sans être arrêté par la discussion de règles abstraites et hors de propos. »

Les idées exprimées ainsi par M. Phelps furent déclarées par M. Blaine, dans sa note, être celles du Gouvernement des Etats-Unis.

Le 14 avril 1891, M. Blaine écrivit à Sir Julian Pauncefote : « Dans l'opinion du Président, Lord Salisbury est totalement et étrangement dans

(1) Appendice au Mémoire des Etats-Unis, vol. I, p. 219.

(2) *Ibid.*, p. 263.

(3) Appendice au Mémoire des Etats-Unis, vol. I, p. 287.

l'erreur en disant : « Ils (les conseillers du Président) ne prétendent pas non plus, pour justifier la saisie de navires britanniques en pleine mer, que les intérêts des pêcheries de phoques donnent à cet égard au Gouvernement des Etats-Unis des droits que, d'après le droit international, ils ne possèderaient pas autrement. »

« Le gouvernement des Etats-Unis a constamment soutenu le contraire de l'opinion que Lord Salisbury lui a attribuée. Il prétend que la propriété des îles sur lesquelles les phoques mettent bas, que l'habitude de ces animaux de s'y rendre régulièrement et d'y élever leurs petits, de s'en éloigner pour chercher de la nourriture et d'y retourner régulièrement, et que tous les faits et toutes les particularités de leur existence dans leur relation avec ces îles donnent aux Etats-Unis un droit de propriété sur les phoques. Ce Gouvernement soutient aussi que ce droit de propriété fut revendiqué et exercé par la Russie pendant toute la durée de sa souveraineté sur la terre et les eaux de l'Alaska et que l'Angleterre a reconnu ce droit de propriété, en tant que cette reconnaissance résulte de ce qu'elle s'est abstenue de le troubler pendant toute la période de la domination russe sur l'Alaska et pendant les dix-neuf premières années de la souveraineté des Etats-Unis. Il reste à voir si les incursions illégales de navires canadiens en 1886 et dans les années suivantes ont changé le droit et l'équité qui ont prévalu jusqu'ici dans cette cause. »

La correspondance montre également que les habitudes des phoques, que tous les actes de leur vie sur les îles Pribilof, la nature de leur migration annuelle, et que tous les faits nécessaires pour appuyer la revendication de protection et de propriété formulée par les Etats-Unis ont été l'objet de recherches et de discussions approfondies entre les deux Gouvernements (1).

Ce qui précède détruit totalement l'affirmation de la page 135 du Mémoire britannique que la revendication de la protection et de la propriété formulée par les Etats-Unis à l'égard des phoques à fourrure est nouvelle, ainsi que l'affirmation à la page 140 relative à « l'absence de toute indication quant aux raisons sur lesquelles les Etats-Unis basent une réclamation si dénuée de précédents ».

Le Mémoire britannique cite, page 136, l'affaire de la goëlette américaine *Harriet* pour montrer que les Etats-Unis ont dénié à d'autres nations un droit de protection et de propriété sur les phoques quand ils sont dans les hautes mers. Un examen soigneux des faits prouvera aisément toutefois qu'ils ne portent nullement sur le point qu'ils étaient destinés à établir.

(1) Appendice du Mémoire britannique, vol. III, 1^{re} partie, pp. 424-453. et *House Ex. Doc.* N° 450, 51st Cong., 1st sess. Pp. 15-51, pp. 45 du vol. III. et 48 de l'*Ex. Doc.*, ci-dessus mentionnés, le docteur DAWSON, l'un des Commissaires britanniques de la mer de Behring, à la date du 5 mars 1890, discute à fond les faits sur lesquels la revendication de la propriété est basée.

Voir également les débats de la Chambre des communes du Canada, 1888, vol. XXVI, p. 976. Dans un discours prononcé le 23 avril 1888, M. BAKER, membre du Parlement, cite ce qui suit du *Tenth Census* (1880) des Etats-Unis : « Les phoques à fourrure d'Alaska collectivement et individuellement sont la propriété du Gouvernement général... Tout phoque s'ébattant dans les eaux de la mer de Behring dans le voisinage des îles Pribilof, quand même ce serait à cent milles des *rookeries*, en fait partie, y a été engendré, y est né, et c'est un animal que couvre nettement la protection de la loi; aucun doute légal et aucune argutie légale ne peuvent obscurcir la parfaite vérité d'un exposé quelconque (*sic*). » Commentant ce qui précède, M. BAKER dit : « Il paraît que les garde-côtes du Trésor des Etats-Unis s'appuient sur quelque prétention absurde de cette nature pour justifier la saisie qu'ils ont faite de navires britanniques dans la mer de Behring. »

En 1831, un certain Vernet, qui avait été nommé par la République de Buenos-Ayres gouverneur des îles Malouines (Falkland), saisit la *Harriet*, sous l'inculpation d'avoir pris des phoques dans ces îles. Le chargé d'affaires américain à Buenos-Ayres protesta contre la saisie et il s'ensuivit une longue correspondance dont toutes les parties essentielles sont reproduites dans l'Appendice de ce Contre-Mémoire (1). De cette correspondance résulte ce qui suit :

Premièrement. Il n'était pas dans l'intention de l'un ou de l'autre Gouvernement de soulever aucune question quant à la juridiction sur les hautes mers ou quant aux droits de protection ou de propriété sur les phoques trouvés dans les hautes mer. Les phoques n'avaient jamais été pris aux îles Falkland autrement qu'à terre et la *Harriet* n'était pas accusée de les avoir capturés sur les hautes mers.

Deuxièmement. La véritable question en jeu était de savoir si la République de Buenos-Ayres possédait les côtes sur lesquelles la goëlette saisie s'était livrée à la chasse du phoque et c'est sur ce point que les deux Gouvernements firent réellement porter le litige. L'opinion soutenue par le chargé d'affaires américain était que les îles Falkland étaient inoccupées et n'étaient sous la souveraineté d'aucune nation et que, conséquemment, la chasse du phoque y était loisible à tous.

Troisièmement. Il est vrai que le chargé d'affaires américain déclare que « la pêche dans l'océan est un droit naturel » et que « toute entrave à celle-ci par une puissance étrangère est un tort naturel », et c'est sur ces déclarations qu'on semble s'appuyer, page 137 du Mémoire britannique, pour repousser la revendication de protection et de propriété formulée actuellement par les Etats-Unis. Le contexte montre cependant que, eu ce qui concerne les phoques, le chargé d'affaires posait simplement un principe pour y asseoir la proposition suivante : admettant que le droit de la République de Buenos-Ayres sur la côte en question fût certain, celle-ci n'en était pas moins déserte et inhabitée, et la justice voulait conséquemment que « les rivages, comme le milieu de l'océan, fussent laissés communs à tous (2) ». Cette proposition, une fois établie, aurait justifié la conduite de la *Harriet*. Les Etats-Unis ne sont pas appelés maintenant à discuter l'exactitude de cette proposition, puisqu'elle n'a pas de rapport avec les points actuellement en litige.

Pour en finir avec l'affaire de la *Harriet*, les Etats-Unis maintiennent qu'elle est absolument étrangère à la controverse présente par la raison qu'elle n'offrait en rien l'occasion de revendiquer le droit de protéger les phoques quand ils sont loin de la terre, et qu'aucun droit semblable n'a été véritablement affirmé ou nié par l'une ou par l'autre partie.

SECONDE PARTIE

Réponse des Etats-Unis à la portion du Mémoire de la Grande-Bretagne contenue dans le rapport des Commissaires britanniques.

Les Commissaires britanniques et leur rapport.

Le rapport des Commissaires de la Grande-Bretagne, en date du 21 juin 1892, désigné ici sous le nom de seconde partie du Mémoire britannique,

(1) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, pp. 184-191.

(2) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 190.

a été remis à l'agent des Etats-Unis et aux arbitres, conformément à un accord intervenu à la suite d'une correspondance diplomatique échangée entre les deux Gouvernements, déjà citée ci-dessus, p. 2 ; néanmoins cette remise n'a eu lieu que le 25 octobre 1892, sept semaines après celle de l'original du Mémoire britannique.

Les pages suivantes contiennent une discussion assez détaillée sur la nature du rapport, et on a jugé convenable de faire, dès le début, quelques observations sur la composition de la commission. En 1891, lors de la discussion de la question d'un *modus vivendi*, comme préliminaire du traité projeté, on proposa, dans le cours de la correspondance, la nomination d'une « Commission mixte » chargée de faire une enquête sur les faits qui se rapportent à l'existence et aux mœurs du phoque, en vue de réunir d'avance des renseignements de nature à être utilisés par le Tribunal d'arbitrage projeté, dans la discussion des mesures propres à assurer la protection et la conservation de cette espèce, dans le cas où cette question serait soumise au Tribunal (1), et, alors que la constitution de ladite Commission mixte fut réservée pour être déterminée dans le traité projeté, on jugea convenable de désigner, dans l'intervalle, immédiatement après la signature du *modus vivendi*, deux agents de la part de chaque Gouvernement, pour conduire cette enquête.

Le *modus vivendi* fut signé le 15 juin 1891, et, dès le 3 juillet de la même année, le secrétaire d'Etat par intérim proposa au ministre de Sa Majesté à Washington « que des arrangements fussent faits pour dépêcher simultanément sur les lieux les agents des Gouvernements respectifs, afin qu'ils pussent relever leurs observations en commun ». Le 6 juillet 1891, le ministre répondit qu'ayant communiqué cette proposition à Lord Salisbury, ce dernier l'avait informé « qu'un navire avait déjà été affrété pour transporter les Commissaires britanniques aux îles des phoques », mais que des instructions leur seraient données « pour prêter autant que possible leur coopération » aux Commissaires des Etats-Unis (2). Il appert du rapport des Commissaires britanniques que ces derniers n'eurent avec les Commissaires des Etats-Unis qu'un commerce de « quelques jours » aux îles Pribilof (§ 12), tandis que « la croisière dans le Pacifique septentrional » (§ 20) dura près de trois mois.

Le récit qu'un des Commissaires britanniques, membre du Parlement à l'époque, fit publiquement devant ses électeurs, après son retour en Angleterre (3), permet d'inférer d'une manière générale de quelle façon et dans quel esprit les-dits Commissaires britanniques procédèrent à leur enquête. L'accord relatif à la constitution de la Commission mixte fut fait et signé le 18 décembre 1891, avant la promulgation du traité, et M. Blaine, le secrétaire d'Etat, en apprenant, le 6 février 1892, par l'intermédiaire du ministre de Sa Majesté, les noms des Commissaires britanniques et leur arrivée à Washington, où ils étaient prêts à entrer en conférence avec les Commissaires des Etats-Unis, crut devoir adresser au ministre une note exprimant le regret que le Gouvernement britannique eût arrêté son choix sur des personnes « ne remplissant pas les conditions nécessaires pour faire une enquête impartiale et déterminer les questions qui devaient leur être

(1) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. I, pp. 305, 311, 312.

(2) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. I, p. 312.

(3) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 418.

soumises (1) ». A la suite de conférences qui durèrent du 8 février au 4 mars 1892, les Commissaires des deux Gouvernements s'ajournèrent, et le rapport dont il s'agit est celui qui fut subseqüemment dressé par les Commissaires britanniques et remis aux Etats-Unis et aux arbitres, comme annexe du Mémoire de la Grande-Bretagne.

La partie la plus considérable de ce rapport comprend des points qui ont été examinés avec le plus grand soin dans le Mémoire des Etats-Unis, et peut être ainsi considérée comme présentant des questions qui doivent être traitées dans les plaidoyers imprimés et oraux prévus par le traité, mais il embrasse également, à l'appui de l'attitude assumée au nom de la Grande-Bretagne, des allégations qui n'ont pas été discutées par anticipation, dans le Mémoire des Etats-Unis, et enfin des questions de témoignages, portant sur des points traités dans ce Mémoire, et dont les Etats-Unis contestent l'exactitude en tout ou en partie.

Ces différents points, ainsi que les projets de règlements proposés dans le rapport (2), constituent les matières qui doivent être discutées dans ce Contre-Mémoire. Chacune d'elles sera traitée sous le titre qui lui convient.

PREMIÈREMENT

Matières à l'égard desquelles le Rapport britannique et le Mémoire des Etats-Unis émettent des vues qui diffèrent matériellement, et au sujet desquelles des propositions ou des faits qui n'ont pas été examinés dans le Mémoire des Etats-Unis sont allégués dans le Rapport.

MŒURS DU PHOQUE A FOURRURE

1. De la façon dont sont distribués les phoques dans la mer de Behring et du prétendu mélange des troupeaux de phoques des îles Pribilof et des îles du Commandant.

Examinant la question du mélange des deux troupeaux, les Commissaires britanniques, après avoir déclaré que le troupeau des îles Pribilof entre dans la mer de Behring et en sort par les passes orientales des îles Aléoutiennes, et avoir fait allusion à certaines déclarations contenues dans le Rapport au sujet de la migration, continuent ainsi : « Ces circonstances, ainsi que d'autres qu'il n'est point nécessaire de détailler ici, sont suffisantes pour démontrer que les principales routes de migration suivies par les phoques fréquentant les îles du Commandant ne passent pas par l'archipel Aléoutien, et il y a toute raison de croire que, bien que les phoques s'entremêlent plus ou moins pendant l'été, dans la mer de Behring, les routes de migration des deux côtés du Pacifique septentrional sont essentiellement distinctes (§ 198) ».

Examinant de nouveau cette question, les Commissaires, après avoir encore déclaré que les routes de migration sont distinctes, ajoutent : « ... On pense que, bien que, chaque année, probablement, quelques phoques

(1) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. I, p. 348 ; communication du docteur Dawson, contenue dans l'Appendice du Mémoire britannique, vol. III, Etats-Unis, n° 2 (1890), p. 450.

(2) Note. — L'expression « Rapport » employée dans ce Contre-Mémoire désigne le rapport des Commissaires (britanniques) de la mer de Behring, à moins d'indications contraires ; et l'expression « Mémoire » s'applique de la même façon au Mémoire des Etats-Unis (en français). Toute référence du texte de cette portion du Contre-Mémoire à des paragraphes ou pages se rapporte aux paragraphes ou pages du rapport des Commissaires britanniques de la mer de Behring, à moins d'indications contraires.

errant individuellement ou en petits groupes passent du troupeau des îles Pribilof à celui des îles du Commandant et *vice versa*, c'est là un fait plutôt exceptionnel que normal (§ 453) ». Néanmoins, tout en admettant que le mélange des deux troupes est anormal et se présente rarement, ils affirment qu'il se produit (§ 170). A l'appui de cette assertion, deux cartes marines (n^{os} 3 et 4, en face de la page 150 du Rapport), tendant à montrer la façon dont sont distribués les phoques dans la mer de Behring, pendant les deux périodes du 15 juillet au 15 août et du 15 août au 15 septembre (§ 213), sont annexées au Rapport. En outre, la carte marine qui a pour objet d'indiquer les repaires et les routes de migration fréquentées par les phoques à fourrure dans l'Océan Pacifique septentrional (n^o 2, en face de la page 150), suppose que ces animaux sont distribués d'une façon analogue.

Les données sur lesquelles ces cartes marines sont dressées, à l'égard de la distribution des phoques dans la mer de Behring, sont les lochs de navires de chasse conservés par les croiseurs américains et britanniques dans la mer de Behring, pendant la saison de 1891, et autres « renseignements à ce sujet... obtenus de différentes façons, soit au moyen des enquêtes faites auprès des capitaines et des équipages de navires de chasse rencontrés à Victoria et à Vancouver, ainsi que parmi les habitants des différents points où ils ont touché pendant l'été (§ 210) ». Les Etats-Unis contestent que les données recueillies par les croiseurs américains et britanniques justifient la construction des cartes marines n^{os} 3 et 4, ou de la partie susdite de la carte n^o 2, qui prétendent indiquer les eaux fréquentées l'été par les deux grands troupes de phoques. Et les Etats-Unis soutiennent que « les renseignements » obtenus « par différents autres moyens » ne doivent exercer aucune influence sur le Tribunal, par la raison que les preuves ou déclarations sur lesquelles se basent les Commissaires britanniques ne sont pas fournies et que les Commissaires ont même omis de donner les noms des personnes qui les leur ont faites.

De la façon même dont le Rapport décrit la manière dont les données recueillies par les vaisseaux de guerre des deux nations ont été obtenues (§§ 210, 212, 213), il résulte que ces données ont été leur principale source de renseignements. Mais les Etats-Unis maintiennent que les observations concernant les phoques, relatées par les navires, n'établissent pas la prétendue densité du nombre, ni la distribution des phoques dans la mer de Behring telles qu'elles ressortent des cartes marines susmentionnées. A l'appui de ces dénégations, les Etats-Unis produisent les copies des données sur lesquelles sont basées ces cartes, données compilées par les Commissaires britanniques, d'après les lochs relatifs aux phoques (*seals logs*) des croiseurs britanniques, et que lesdits Commissaires ont eu la courtoisie de remettre au Gouvernement américain, ainsi que les données compilées sur les lochs, relatifs aux phoques, des navires américains (1). L'attention des arbitres est appelée d'une façon toute particulière sur l'étendue de mer située entre les îles Pribilof et les îles du Commandant, sur la partie de ces eaux dans laquelle ont été effectuées les croisières, ainsi que sur le nombre de phoques qui y a été observé.

A l'appui de leurs allégations à cet égard, les Etats-Unis présentent une carte marine indiquant l'itinéraire suivi au cours des croisières effectuées

(1) Cartes marines de l'itinéraire des croisières et des phoques observés, 1891, n^o 1 et 2. Portefeuille de cartes terrestres et marines annexé au Contre-Mémoire des Etats-Unis.

dans la mer de Behring par des navires de guerre américains, pendant l'été de 1892, et durant lesquelles ces navires se livrèrent à des observations spéciales au sujet de l'importance du nombre des phoques et des endroits où ils se trouvent dans la mer de Behring (1). Cette carte marine a été dressée par le département de la Marine des Etats-Unis d'après les lochs de l'escadre américaine de la mer de Behring conservés dans la collection de ce département, et elle montre que les observations relevées en 1892 se rapportent exactement aux superficies marines entourant les îles Pribilof.

Les Etats-Unis présentent également, à l'appui de leur attitude à l'égard de cette question, une carte marine, dressée d'après les lochs relatifs aux phoques desdits navires, tenus de la même façon que ceux de 1891 par chacun des vaisseaux de l'escadre ; cette carte montre le nombre de phoques aperçus, l'endroit où ils ont été observés, et la date des observations (2). Si l'on compare cette carte marine à la carte des pérégrinations du phoque, annexée au Mémoire des Etats-Unis (3), aux cartes marines qui ont fourni les données d'où les Commissaires britanniques ont tiré leurs conclusions (4), et à la carte marine de l'itinéraire suivi par les croisières de l'escadre américaine en 1892 (5), on peut se rendre compte d'une façon évidente que l'assertion des Commissaires ne repose sur aucune preuve, et que la prétendue distribution des phoques dans la mer de Behring, établie par les cartes marines n^{os} 2, 3 et 4 du Rapport, est injustifiable et de nature à induire en erreur (6). On peut aussi remarquer que, dans la carte marine 2, les Commissaires établissent que les phoques des îles Robben et du Commandant s'entremêlent ; cette conclusion est néanmoins niée d'une façon explicite par M. Grebnitzki, le fonctionnaire russe si souvent cité dans le Rapport (7).

2. *Prétendue promiscuité dans l'allaitement des veaux par les phoques femelles.*

Les Etats-Unis nient que les déclarations faites dans le Rapport, à l'appui de l'assertion qu'une vache nourrit d'autres veaux que le sien, soient fondées sur des preuves suffisantes pour établir l'authenticité des faits allégués.

Les deux principales autorités sur les témoignages desquelles se base le Rapport sont M. Henry W. Elliott et le capitaine Charles Bryant, qui sont

(1) Cartes marines de l'itinéraire des croisières et des endroits où des phoques furent rencontrés en 1892. Portefeuille de cartes terrestres et marines annexé au Contre-Mémoire des Etats-Unis.

(2) Cartes marines des pérégrinations du phoque en 1892. Portefeuille de cartes terrestres et marines annexé au Contre-Mémoire des Etats-Unis.

(3) Carte marine des pérégrinations du phoque. Portefeuille de cartes terrestres et marines annexé au Mémoire des Etats-Unis n^o 4.

(4) Cartes marines de l'itinéraire des croiseurs et indiquant les endroits où des phoques furent rencontrés, en 1891, par les navires, n^{os} 1 et 2. Portefeuille des cartes terrestres et marines annexé au Contre-Mémoire des Etats-Unis.

(5) Cartes marines de l'itinéraire des croiseurs, 1892. Portefeuille de cartes terrestres et marines annexé au Contre-Mémoire des Etats-Unis.

(6) Voir aussi l'enquête faite en 1892 par le capitaine Hooper au sujet de l'étendue des endroits fréquentés par le troupeau des îles Pribilof dans la mer de Behring. Rapport du 6 septembre 1892, contenu dans l'Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 246.

(7) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 363. M. Grebnitzki, commandant du poste militaire russe des îles du Commandant, est si souvent cité par les Commissaires britanniques, que l'attention des arbitres est particulièrement appelée sur ses déclarations annexées au Contre-Mémoire des Etats-Unis, pp. 362-367.

cités, le premier plus de cinquante fois dans les premières cent quarante-cinq pages, et le second quarante fois dans le même nombre de pages. Cependant les avis de ces deux observateurs sont contraires sur ce point ; et, alors que leurs opinions sont acceptées sans réserve sur tous les points favorables aux conclusions des Commissaires, elles sont, à l'égard de cette question spéciale, qualifiées de « théorie » (§§ 320, 322, 323) « et non établies » (§ 321) (1).

Le Rapport essaie de révoquer en doute l'opinion de M. Elliott, en citant un passage de lui où il est dit que la femelle du phoque ne semble posséder aucune affection naturelle pour son petit (§ 322) ; mais le Rapport omet de rappeler que sir F. Mc Coy, membre de la Société royale, également cité à cet égard (§ 324), publie, dans son article auquel il est fait allusion dans le Rapport, une lettre d'un de ses correspondants qui, par sa connaissance des habitudes du phoque, lui inspire la plus grande confiance. Dans cette lettre, on relève le passage suivant : « Elles (les vaches) veillent constamment sur leurs petits et les entourent des soins les plus affectueux. . J'ai vu trois veaux enlevés par une lame : les vaches s'élançèrent immédiatement à leur secours, et les ramenèrent sur les rochers avec une rapidité vraiment surprenante ». On appelle également l'attention des arbitres sur le témoignage contenu sur ce point dans l'Appendice ci-annexé (2).

Le Rapport admet que « l'analogie (qu'offre le phoque) avec la plupart des animaux, semble en faveur de cette opinion » (§ 317), et qu'elle peut être juste dans le cas du phoque à fourrure (§ 318) ; mais il persiste à affirmer que les observateurs ont été trompés par cette analogie (§ 317) ainsi que par le fait d'avoir vu une vache refuser de prendre le premier veau venu et en choisir un autre pour l'allaitement (§ 323), ajoutant que ce choix peut simplement provenir de ce fait que la femelle cherche un veau qui ne sente pas le lait frais (§ 323). Et on prétend en outre qu'il est possible que ce choix soit fait peut-être « au moyen du son » (bèlement du petit phoque) (§ 323). Deux autorités sont particulièrement citées à l'appui de l'attitude prise dans le Rapport par les Commissaires britanniques : « Sir Samuel Wilson, membre du Parlement, le fameux éleveur de moutons en Australie », lequel dit : « Il est facile de faire allaiter à une brebis les agneaux d'une autre brebis, et c'est un fait qui se présente fréquemment » ; puis il démontre combien il est difficile d'y réussir (§ 325) ; et M. C.-H. Jackson, agent du gouvernement chargé de la surveillance des îles de phoques et de guanos de la colonie du Cap, qui affirme que « une vache allaitera n'importe quel petit phoque, qu'il soit d'elle ou d'une autre (§ 324) ».

Quant aux déclarations de sir Samuel Wilson, elles sont suffisamment d'accord avec l'attitude prise à l'égard de cette question dans le Mémoire des Etats-Unis, pour ne soulever aucune critique ici. D'un autre côté, M. Jackson fait à ce sujet une affirmation directe en désaccord complet avec les preuves contenues dans le Mémoire des Etats-Unis et avec les principales autorités citées par les Commissaires britanniques. Un examen des renseignements fournis (pp. 154, 155) par ce témoin ne permet pas de

(1) Voir aussi N. A. Grebnitzki, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 366 ; déclaration de Dampier, rapport des Commissaires britanniques, § 848.

(2) « Prodomus of the Zoology of Victoria », par sir F. Mc Coy, membre de la Société royale, décade VIII, p. 9.

découvrir sur quels faits probants il base sa déclaration ; et il n'existe aucune preuve qu'il ait jamais vu les îles de phoques de la colonie du Cap ou qu'il ait même obtenu ses renseignements de personnes expérimentées à l'égard des habitudes des phoques à fourrure qu'on y rencontre. Dans ces circonstances, les Etats-Unis soutiennent que sa déclaration ne saurait être regardée comme ayant aucune valeur probante.

Le Rapport allègue également que « une déclaration semblable (à celle de M. Jackson) est faite à l'égard du phoque à fourrure de la côte australienne » (§ 324), et, dans une note, il fait allusion à l'ouvrage de sir F. Mc. Coy, déjà mentionné par les Commissaires britanniques (1). La déclaration suivante est telle qu'elle parut dans l'article auquel il est fait allusion et elle est extraite d'une lettre du sieur Ardill, agent de la police à cheval, laquelle est fournie en entier dans ledit article, et republiée dans l'Appendice de ce Contre-Mémoire (2) : « Si une vache est tuée ou meurt naturellement, les autres vaches allaitent son petit ; c'est du moins un fait qu'on m'a assuré, mais je ne saurais en répondre ». Cette fameuse dernière autorité, qui, dans le Rapport, a nom sir Mc Coy, n'est autre, en réalité, qu'un agent de police à cheval, qui fait une déclaration au sujet d'un renseignement si peu digne de croyance qu'il ne veut même pas en garantir l'authenticité.

Les Etats-Unis soutiennent donc que les Commissaires britanniques n'ont réussi à citer aucune autorité sur l'opinion de laquelle ils puissent valablement appuyer leur affirmation du fait qu'une vache (phoque) allaita un veau quelconque, et que le principe contraire, avancé par les Etats-Unis, et basé sur des preuves suffisantes (3), reste à l'abri de toute controverse.

3. Époque à laquelle les phoques femelles gagnent la mer.

Sans déclarer d'une façon positive que les phoques femelles ne recherchent pas l'eau pendant une période qui varie de quatre à six semaines après la naissance de leurs petits, le Rapport adopte en principe l'opinion de « Snegiloff » (Sniegeroff), contre-maitre indigène aux îles russes, ainsi que la déclaration jadis faite, à ce sujet, par le capitaine Bryant, et corrobore les opinions précitées en se référant aux propres observations des Commissaires à l'égard du nombre relatif de vaches et de veaux présents sur les *rookeries* à diverses époques de la saison de 1891 (§ 306). La « croyance très généralement répandue parmi les indigènes des îles Pribiloff et des îles du Commandant que, pendant l'allaitement de leurs petits, les femelles ne quittent pas la terre pour se nourrir » (§ 307), ne saurait être acceptée comme preuve en l'absence des noms des personnes parmi lesquelles cette croyance est répandue ; et le fait que l'estomac de deux femelles, tuées en septembre en présence des Commissaires, ne contenait aucune nourriture (§ 307), ne mérite pas qu'on s'y arrête, puisque, à l'époque où ces vaches ont été tuées, les Commissaires reconnaissent que la majorité des vaches mangeaient (§ 306). En outre, le nombre des animaux

(1) J. Stanley Brown, p. 388 ; W.-H. Williams, p. 398 ; C.-H. Townseup, p. 393.

(2) Voir ci-dessus, p.

(3) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 292.

(4) N.-A. Grebnitzki, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 366, et témoignages annexés au Mémoire des Etats-Unis, Appendice, vol. II, pp. 62, 104, 117, 375, etc.

tués est trop restreint pour confirmer la déclaration avancée dans le Rapport.

Quant au renseignement fourni par le ministre de Sa Majesté à Tokio, à savoir « qu'il appert de certaines déclarations que les vaches qui allaitent ont l'habitude de quitter les *rookeries*, à la recherche de poissons destinés à la nourriture de leurs petits, mais que lui (le ministre britannique), dont l'autorité en la matière ne saurait être contestée et sur les observations personnelles de qui est basée cette note, n'est pas de cet avis : il n'a jamais trouvé de nourriture dans le corps de la femelle du phoque à fourrure prise sur les *breedings grounds* » (§ 307), il doit être écarté, par la raison qu'il ne repose sur aucune expérience personnelle.

L'allusion faite à l'opinion du capitaine Bryant a trait au rapport par lui adressé, lorsqu'il était agent spécial de la Trésorerie au mois de novembre 1869, et publié à l'Appendice ci-annexé, en tant que ce rapport concerne les îles Pribilof (1). La déclaration à laquelle il est fait allusion dans le Rapport est ainsi conçue : « Les femelles vont se nourrir dans l'eau lorsque les petits ont environ six semaines, et laissent ces derniers sur les dunes (2) ». Dans une autre partie de son rapport, le capitaine Bryant dit : « Vers le milieu de juin les mâles sont tous arrivés et les terrains sont complètement occupés. Peu de temps après, les femelles commencent à se montrer, peu nombreuses au début, mais augmentant au fur et à mesure que la saison avance, jusque vers le milieu de juillet (3) ». Ailleurs, il dit : « Vers le milieu de juillet, les femelles vont des *rookeries* dans l'eau ». Il est donc évident que la période ne saurait être de six semaines, comme l'indiquaient ses premières déclarations en 1869. Dix ans plus tard, après huit années d'expérience aux îles Pribilof, il déclare : « Après avoir mis bas, les femelles vont à l'eau de temps en temps, et ne sont jamais sur la grève toutes à la fois (4) ».

Il omet soigneusement d'indiquer aucune période entre la naissance du petit et les excursions des vaches à la recherche de nourriture. Cette omission a son importance, car la déclaration faite par le capitaine Bryant, en 1879, contient, en guise de préface, la note suivante adressée au docteur Allen : « Vous comprendrez que toutes les fois que j'ometts ou que je modifie mes déclarations antérieures, ces changements sont dus à des corrections rendues nécessaires par mon expérience prolongée (5) ». Il est donc évident que le capitaine Bryant a désavoué publiquement l'opinion utilisée par les Commissaires pour garder l'attitude qu'ils ont prise. Un indigène des îles du Commandant est donc la seule autorité sur laquelle repose la déclaration des Commissaires britanniques.

Les Etats-Unis contestent que cette preuve soit suffisante et pour cela, ainsi que pour établir jusqu'à quel point les femelles qui allaitaient avaient déjà étendu leurs excursions à la recherche de nourriture, même dans les derniers jours de juillet, ils se basent sur le témoignage de M. C.-H. Townsend. Le même témoin déclare que, le 27 juillet 1892, un grand nombre de femelles avaient quitté les *rookeries* de l'île Saint-Paul, et que les quatre cinquièmes des phoques installés aux *breeding grounds* étaient des

(1) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 275.

(2) *Ibid.*, p. 278.

(3) *Ibid.*, p. 276.

(4) *Monograph of North American Pinnipeds*, p. 386.

(5) *Monograph of North American Pinnipeds*, p. 382.

petits (1). On peut remarquer à cet égard que c'est précisément à cette date que les Commissaires britanniques arrivèrent aux îles en 1891 (§ 759), et qu'ils déclarent qu'à cette époque, les *rookeries* étaient encore absolument pleines » (§ 3).

M. Stanley Brown, à l'opinion de qui les études spéciales qu'il a faites aux îles des mœurs du phoque, en 1891 et 1892, ont donné la plus grande valeur, déclare que les femelles quittent les *rookeries* de quatorze à quinze jours après la naissance de leurs petits, et il indique à la suite de quelles observations il s'est convaincu de ce fait (2).

4. Coût aquatique.

Le rapport déclare que, pour certaines raisons, « la plupart des écrivains » ont avancé « une assertion erronée » en disant que la fécondation des phoques femelles a lieu sur terre (§ 295). Les Commissaires affirment, au contraire, qu'il est non seulement possible au phoque de copuler dans l'eau (3), mais que cette copulation aquatique est un fait des plus fréquents lorsque les mâles sont en nombre insuffisant dans les *rookeries* (§ 297). Le Rapport déclare que cette allégation concernant la possibilité du coût pélagique est établie par des « preuves surabondantes » (§ 246).

Un examen de ces « preuves surabondantes » montre qu'elles se composent de l'opinion du capitaine Bryant contenue dans son rapport de 1869 au département de la Trésorerie (laquelle opinion, ainsi qu'on l'a démontré, est entièrement remplacée par son article qui se retrouve dans le *Monograph of North American Pinnipeds*), et de deux déclarations faites par lui dans ce dernier travail (§ 295), pages 385 et 405 (note de la page 52), lesquelles allèguent, l'une et l'autre, la possibilité du coût dans l'eau. Outre ces déclarations du capitaine Bryant, le Rapport cite une déclaration faite par M. W.-H. Dall au professeur Allen, dans laquelle le premier affirme que la vache reçoit le mâle dans l'eau (§ 296, p. 53). Le reste de ces « nombreux témoignages » se compose « d'enquêtes spéciales » faites par les Commissaires, et qui « ont pleinement confirmé les déclarations primitives de Bryant, parmi les dépositions recueillies au cours de ces enquêtes, se trouvent celles de quatre ou cinq messieurs qui ont une grande expérience des îles Pribilof et du Commandant, et de plusieurs chasseurs, observateurs intelligents, qui ont pratiqué la chasse du phoque en mer » (§ 296). Ces renseignements vagues fournis par « quatre ou cinq messieurs » et par des « chasseurs, observateurs intelligents », dont on ne donne pas les noms, ne sauraient être acceptés comme preuves à l'appui du principe avancé dans le Rapport, au sujet de la possibilité du coût aquatique.

À propos des preuves avancées par les Commissaires, c'est un fait significatif que, nonobstant les observations auxquelles se sont livrés ces fonctionnaires aux îles Pribilof et du Commandant et dans leurs parages, ils n'ont pas pu remarquer, ou, du moins, ils n'ont pas enregistré un seul exemple de coût aquatique, alors qu'il semblerait que ces exemples ont dû fréquemment se produire dans les eaux où s'est trouvé leur navire, si on doit accepter leurs déclarations relatives à la disette de mâles adultes aux îles.

(1) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 393.

(2) *Ibid.*, p. 386.

(3) M. Grebnitzki, dont l'autorité est reconnue par le Rapport, déclare qu'il croit la copulation impossible dans l'eau. Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 364.

Quant à l'opinion du capitaine Bryant sur laquelle s'appuient les Commissaires, on appelle l'attention des Arbitres sur sa déposition annexée au Mémoire des Etats-Unis (1). M. W.-H. Dall, que le Rapport cite également comme autorité, après avoir dit que ses déclarations « relatives à la copulation aquatique reposent principalement sur l'hypothèse », et avoir fait le récit de ces observations au sujet des phoques jouant dans l'eau, fait la déposition suivante à l'égard du coït aquatique : « Je n'ai jamais eu occasion de m'assurer que les couples de phoques qui folâtraient dans l'eau fussent de sexe différent, ni dans ce cas, que leurs jeux fussent de nature sexuelle, ni enfin, dans ce dernier cas, si l'acte était consommé d'une façon complète et effective (2). »

En présence des faits cités et du nombre des témoignages recueillis sur ce point et publiés dans leur Mémoire (3), les Etats-Unis soutiennent qu'il n'existe aucune preuve « surabondante » ou autre, pour affirmer que le coït du phoque a lieu dans l'eau (§ 246, p. 43).

Les Etats-Unis soutiennent en outre que l'attitude prise dans le Rapport à l'égard de la question de savoir combien de temps après la naissance de leurs petits les phoques femelles quittent les *rookeries* (voir ci-dessus, p. 58) ne saurait concorder avec la proposition avancée par les Commissaires « que l'époque de la fécondation des femelles n'est pas nécessairement comprise dans la période de temps où elles s'installent à terre en vue d'y mettre bas » (§ 297), et avec la déclaration du Rapport que les femelles reproductrices restent plusieurs semaines à terre après avoir mis bas leurs petits (§ 30). Les Commissaires ayant déclaré que la période de gestation était d'environ douze mois (§ 434), le coït dans l'eau aurait nécessairement lieu de quatre à même six semaines (§ 306) après l'arrivée des vaches aux îles ; ce qui les obligerait à s'y rendre autant de semaines plus tard l'année suivante, puisqu'elles donnent naissance à leurs petits aussitôt après avoir atterri (§ 30).

Si la fréquence du coït pélagique est telle que l'allègue le Rapport, la date de l'arrivée des vaches se trouverait continuellement retardée et serait aujourd'hui bien plus reculée que jadis. Le Rapport n'apporte aucune preuve sur ce point important. En réponse à cette assertion, les Commissaires des Etats-Unis ont joint à leur rapport une table établissant l'arrivée des différentes catégories de phoques aux îles (4). A cette table les Etats-Unis ont cru devoir ajouter les témoignages du major W.-H. Williams, agent spécial de la Trésorerie en résidence aux îles Pribilof, qui déclare que 95 pour cent des vaches avaient mis bas le 12 juillet 1891, ce qui prouve qu'elles ont dû arriver à l'époque habituelle (5), et de M. Stanley Brown, qui arriva aux îles le 6 juin 1892, et qui déclare que quelques vaches y étaient déjà installées avant cette date (6).

LA GESTION DES ILES PRIBILOF, CAUSE PRÉTENDUE DE LA DIMINUTION DU TROUPEAU DE PHOQUES D'ALASKA.

En maints endroits, les Commissaires britanniques reconnaissent, dans leur Rapport, que les règlements en vigueur et les méthodes employées

(1) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. II, p. 6.

(2) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 359.

(3) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. II, pp. 14, 42, 163, etc.

(4) Mémoire des Etats-Unis (en anglais), p. 386.

(5) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 397.

(6) *Ibid.*, p. 386.

pour la capture des phoques aux îles Pribilof sont les meilleurs que l'on puisse adopter, fondés qu'ils sont sur la longue expérience acquise par le Gouvernement russe au cours d'une occupation de près d'un siècle (voir §§ 659, 676). D'autre part, le Rapport déclare que, « au point de vue théorique, les méthodes proposées étaient appropriées, et même parfaites, mais qu'au point de vue de la pratique, et à en juger par les résultats acquis au cours d'un certain nombre d'années, elles se sont montrées défectueuses et nuisibles » (§ 662). Les critiques des Commissaires portent donc, non sur les méthodes, mais sur leur application. Outre cette accusation générale d'application défectueuse, la seule modification apportée par les Etats-Unis aux méthodes russes, laquelle est désapprouvée par le Rapport, concerne le nombre de phoques qu'il est permis de capturer (§ 659).

Les Etats-Unis soutiennent qu'en affirmant que le nombre des phoques tués annuellement aux îles était excessif, les Commissaires auraient dû ne faire porter les examens que sur les dix premières années de la concession des îles Pribilof à la Compagnie commerciale d'Alaska (1879-1880); en effet, durant cette période, la chasse pélagique était trop insignifiante pour affecter, d'une façon sensible, le développement normal du troupeau, et toute considération relative à la gestion postérieure à la mise en pratique de la chasse pélagique, laquelle est admise comme facteur « de la diminution du troupeau » (§ 66), est étrangère à la question dont il s'agit, à moins toutefois qu'il ne soit démontré qu'il y a eu augmentation suffisante dans le nombre des animaux abattus aux îles, ou que les changements apportés aux méthodes en vigueur dans la détermination de ce nombre ont été eux-mêmes suffisants pour affecter matériellement et dépeupler le troupeau, même en dehors des effets qu'a pu avoir la chasse pélagique.

Les Etats-Unis reconnaissent qu'après que la chasse pélagique eût eu pour effet de diminuer d'une façon positive le taux des naissances dans le troupeau de phoques, le nombre d'animaux que les clauses de la concession autorisaient à abattre dépassait celui des proportions réduites du troupeau lui permettaient de supporter raisonnablement; mais ils affirment que tous effets nuisibles résultant de la gestion des phoques aux îles sont directement attribuables aux conséquences de la chasse pélagique.

Ce n'est qu'en 1889 que la diminution du taux des naissances dans le troupeau de phoques (diminution qui s'était accrue d'année en année par suite du développement constant de la flotte des chasseurs pélagiques) devint suffisamment évidente parmi la jeune portion mâle du troupeau pour attirer sérieusement l'attention et éveiller les craintes du Gouvernement aux îles (1). Cette année-là, pour la première fois, le poids des peaux tomba bien au-dessous de la moyenne des années précédentes (2). Le rapport du fonctionnaire chargé des îles eut pour résultat la réduction immédiate de la quotité d'animaux à abattre autorisée par le département de la Trésorerie à Washington, et celle du temps pendant lequel il était permis d'abattre cette quotité (3). En dépit des efforts des Etats-Unis pour faire face au nouvel état de choses créé par la chasse pélagique, au moyen de restrictions apportées à l'abatage, restrictions rendues encore

(1) Mémoire des Etats-Unis (en français), p. 180.

(2) Max Heilbronner, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 369 tableau placé en regard de cette page.

(3) Mémoire des Etats-Unis (en français), p. 144.

plus rigoureuses en 1891, le troupeau de phoques continua à se dépeupler de plus en plus, et, en 1892, il présentait encore une diminution sur 1891, bien que tout le monde aux îles soit unanime à reconnaître que, pendant la première de ces années, le nombre des phoques mâles a augmenté dans une certaine proportion (1).

Cependant les Etats-Unis soutiennent que le fait d'avoir omis de tenir compte, si toutefois cette omission s'est produite, du « nouveau facteur » (à savoir la chasse pélagique du phoque) est totalement étranger à la question dont il s'agit, et ils ont fourni des témoignages se rapportant à la gestion des îles dans le dessein de montrer, et qui montrent en réalité, que cette gestion n'aurait pu, dans des conditions normales, amener une diminution du troupeau de phoques des îles Pribilof.

Le Rapport ne réussit pas à fournir un seul exemple probant d'un changement quelconque apporté depuis 1880 à la gestion des îles et aux méthodes y employées et différant du système « approprié et même parfait » adopté en 1870, ou dans lequel le nombre de phoques tués annuellement a dépassé la quotité annuelle des dix premières années de la concession.

Le Gouvernement des Etats-Unis se réserve de discuter dans une autre partie de ce Contre-Mémoire les insinuations répétées et, à son avis, absolument injustifiables, de manœuvres illicites portées par les Commissaires contre des fonctionnaires des Etats-Unis, de pratiques frauduleuses attribuées par les dits Commissaires à la Compagnie commerciale d'Alaska alors qu'elle jouissait de la concession, et enfin de collusion, nécessairement sous-entendue, de la part de la maison C.-M. Lampson et C^{ie} de Londres. Il se contente de déclarer ici que tous ces efforts évidents pour tromper le Tribunal d'arbitrage et embrouiller la véritable question ne sont fondés sur aucun fait et ne reposent sur aucune preuve ou témoignage.

Ainsi donc, toute allusion à la gestion des îles Pribilof postérieure à la mise en pratique de la chasse pélagique du phoque, quand cette dernière devint un facteur de la diminution du troupeau de phoques, est, les Etats-Unis le répètent, étrangère à la véritable question — la cause de dépopulation actuelle des *rookeries* de îles Pribilof.

Le prétendu abatage excessif des phoques mâles repose entièrement sur ce fait, que le Rapport cherche à établir, à savoir que, grâce à l'autorisation accordée aux concessionnaires de tuer 100,000 jeunes mâles dans les îles, les *bulls* sont devenus tellement rares qu'il leur a été impossible de féconder toutes les femelles, causant ainsi, dans le taux des naissances, une diminution suffisante pour expliquer l'état actuel du troupeau de phoques d'Alaska. A l'appui de leur allégation, les Commissaires citent, entre autres preuves, le rapport adressé en 1875 au département de la Trésorerie par le capitaine Charles Bryant. Ainsi que le dit le Rapport (§ 628), ce fonctionnaire, comme résultat de ses observations, conseilla au secrétaire de la Trésorerie de réduire à 85,000 la quotité permise de peaux à prélever sur le troupeau; mais la véritable raison de cette recommandation est embrouillée dans le Rapport au moyen d'une série de citations des divers écrits dont le capitaine est l'auteur, et d'une fausse interprétation donnée à ses paroles.

Un coup d'œil sur la déposition qu'il fit, en 1876, devant un Comité de

(1) J. Stanley Brown, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 385.

la Chambre des représentants, permet de se rendre compte clairement des raisons qui ont dicté son rapport de 1875, dans lequel il dit : « Au cours de la saison de 1868, avant que la loi de prohibition eût été votée et appliquée, de nombreuses bandes de chasseurs vinrent à volonté chasser les phoques aux îles et en prirent environ deux cent cinquante mille. Ils tuèrent presque tout le croit de 1866-1867. En faisant nos calculs au sujet des phoques reproducteurs, nous n'avons pas tenu compte de cette perte, de façon qu'en 1872-1873, époque à laquelle le croit de 1866-1867 eût été adulte, nous nous sommes trouvés un peu à court. Ces phoques avaient été tués. C'est pourquoi, et par surcroît de précaution, j'ai recommandé au secrétaire de la Trésorerie une réduction de 15,000 phoques pour les dix années suivantes. Je n'ai cependant pas l'intention de dire que le nombre de tous les phoques est en décroissance, mais que le nombre proportionnel des phoques mâles remplissant les conditions d'âge requises pour l'abatage est en décroissance.

« D. — Le nombre des femelles augmente-t-il ?

« R. — Oui, monsieur ; les nombre des veaux qui naissent annuellement augmente aussi en conséquence (1). »

En 1872, la majorité des phoques capturés étaient âgés de quatre à six ans ; on en tuait même de 7 ans (§ 812). C'était emprunter à la même catégorie de phoques que ceux abattus en 1868 (2), lesquels, s'ils avaient été épargnés, se seraient montrés dans les *rookeries* comme reproducteurs en 1873 et postérieurement à cette époque.

L'année suivante (1873), la catégorie de peaux préférée fut celle des phoques âgés de trois ans (§ 813), ou ceux nés en 1870 ; les « croits » (comme on les appelle) de 1869 et de 1870 n'auraient pas été en mesure d'occuper les *breeding grounds* avant 1875 ou 1876, ce qui concorderait avec la déclaration du capitaine Bryant où il est dit que la diminution de la portion mâle du troupeau de phoques cessa en 1876, et que les phoques mâles reproducteurs se mirent à augmenter en 1877 dans de telles proportions qu'il affirmait qu'au bout de deux ans (1879) la perte (causée par cette diminution) serait réparée (§ 679). Ce témoin s'est de nouveau expliqué longuement à cet égard dans sa déposition, laquelle est annexée au Mémoire des Etats-Unis (3).

Les témoignages fournis dans le Rapport, ayant trait à la période qui s'étend de 1870 à 1880, consistent 1° en déclarations où l'on prétend que l'on n'aurait pas pu prendre 100,000 peaux ou plus, aux îles, sans dépeupler le troupeau ; 2° en d'autres déclarations ou conclusions ayant pour effet d'établir que les phoques mâles, reproducteurs ou non, avaient diminué pendant les dix premières années de la concession de 1870.

Quant aux premières de ces déclarations, les Etats-Unis soutiennent que le point de déterminer combien de phoques ont été capturés aux îles annuellement est entièrement étranger à la question, à moins qu'on ne puisse démontrer que le nombre d'animaux tués a eu pour résultat de diminuer le nombre normal du troupeau de phoques, ou tout au moins le nombre de ses mâles. Cependant, la prétendue preuve de ce fait, que le Rapport représente comme se rapportant à la période d'occupation russe, est si manifestement empreinte d'injustice qu'il est indispensable d'indi-

(1) « House Rep., 41. Cong., 1^{re} Sess., Rept., n° 623, p. 99 ».

(2) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. II, p. 7.

(3) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. II, p. 7.

quer qu'elle est de nature à induire en erreur. Les Commissaires déclarent que, de 1787 à 1807, le nombre des peaux prises fut de 50,090 par an; de 1807 à 1816, de 47,500; et de 1817 à 1866, de 25,000. Leur but est évidemment de suggérer comme déduction que l'abatage de 50,000 animaux a été excessif, car leur Rapport donne comme raison secondaire de la diminution évidente du troupeau « l'abatage presque pêle-mêle et irraisonné (pendant la première partie de cette période) de phoques de tout sexe et de tout âge » (§ 40).

Les Etats-Unis soutiennent que « l'abatage presque pêle-mêle et irraisonné », mentionné comme cause secondaire, a été la cause principale, et que l'expression « pendant la première partie de cette période » est intentionnellement indéfinie, bien qu'il ressorte du Rapport que l'abatage des femelles n'a été prohibé qu'en 1847 (§ 37, p. 8). Le Rapport déclare qu'en 1836, un hiver exceptionnellement rigoureux détermina une si grande mortalité parmi les phoques, qu'on n'en observa que 4,100 de toutes catégories dans les *rookeries* (§ 500), et que cette mortalité réduisit, pendant un certain nombre d'années, le taux des naissances et nécessairement, aussi, le chiffre des peaux obtenues. Le fait de comprendre ce temps de disette absolue de toute catégorie de phoques dans la période qui s'étendit de 1834 à 1836 est des plus trompeurs à l'égard de la question de savoir combien de phoques mâles peuvent être pris, alors que les *rookeries* se trouvent dans leurs conditions normales. L'examen des documents russes, soumis avec ce Contre-Mémoire, démontre que, de 1860 à 1865 inclusive-ment (alors qu'il serait permis de supposer que les *rookeries* avaient réparé les effets de la mortalité de 1836 et du massacre des phoques femelles antérieur à 1847), la quotité annuelle s'étendit de 45,000 à 70,000 à l'île Saint-Paul seule, et que l'unique raison pour laquelle on négligea de prendre plus de phoques fut la pléthore des marchés chinois, russe et américain (1).

Quant à l'autre catégorie de déclarations, ou de conclusions, avancées au nom du Gouvernement britannique et tendant à montrer que les phoques, reproducteurs ou non, ont diminué pendant les dix années qui ont suivi la concession des îles Pribilof en 1870, elle peut se subdiviser en trois parties, soit : 1^{re} augmentation prétendue de la proportion des femelles par rapport aux mâles reproducteurs ; 2^{re} reconnaissance prétendue de la diminution des phoques mâles, par les concessionnaires ; et 3^{re} marche excessive et recours prétendu aux animaux installés dans d'autres repaires, afin de trouver la quotité requise.

La première de ces allégations repose entièrement sur des comparaisons établies entre les toutes premières années de la concession de 1870 et ses deux ou trois dernières années (1889-1891). Les Etats-Unis soutiennent que de telles comparaisons sont étrangères à la question, car, si le nombre des mâles reproducteurs est resté bien au-dessous de ce qu'il devait être pendant les dernières années de la concession, cette diminution provient de la décroissance du taux des naissances causée par la chasse péla-

(1) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, pp. 193-199. Bancroft's *Alaska*, p. 582 : « En 1851, on pouvait abattre 30,000 phoques annuellement à l'île Saint-Paul seule, et, en 1861, on en pouvait abattre jusqu'à 70,000 sans crainte d'épuiser le troupeau ».

gique. Toutefois, les Etats-Unis nient que, pendant la période de 1870 à 1874, les harems aient augmenté de « quatre à huit fois » (§ 54).

M. Henry W. Elliott, sur l'autorité duquel les Commissaires se fondent à ce sujet pour montrer que les harems comprenaient une moyenne de 5 à 20 vaches en 1874 (§ 293), déclare, dans le même passage dont la citation faite dans le Rapport est un extrait, qu'il y a « beaucoup d'exemples où 45 ou 50 femelles sont placées sous la garde d'un même mâle », et il termine en déclarant qu'il n'est pas très satisfait de la moyenne donnée (1). Le fait d'avoir ainsi écarté la déclaration de M. Elliott est une violation flagrante des instructions données aux Commissaires dans la lettre de lord Salisbury, où il est dit : « J'ai à peine besoin de vous rappeler que la plus grande impartialité doit présider à votre enquête (p. 2) ».

Le rapport omet de fournir aucun témoignage établissant de combien de femelles se composait un harem en 1891, et déclare, sans se baser sur aucune preuve, que le nombre des femelles comprises dans chaque harem a augmenté « de quatre à huit fois » (§ 54).

Dans le Mémoire des Etats-Unis, il a été longuement question de l'ex-cédent actuel des mâles virils (2), et une photographie faite par M. Stanley Brown en 1892, au plus fort de la saison du rut, montre une quantité de *bulls* vigoureux, errant à l'aventure sur les *breeding grounds*, incapables de trouver des compagnes (3). Le 19 juillet 1892, le professeur B.-W. Evermann, membre de la commission de pisciculture des Etats-Unis, et dont l'autorité est bien connue en matière d'histoire naturelle, a compté le nombre de *bulls*, de vaches et de veaux contenus dans une partie de la *rookery* de Lukannon dans l'île Saint-Paul, et le résultat a été le suivant : 13 *bulls*, 80 vaches et 211 veaux (4). Si chaque vache d'un harem était représentée par un veau, le nombre moyen de femelles pour un *bull* serait de 15, ce qui n'est certes pas un nombre excessif, même d'après le Rapport.

Pour établir certains faits, allégués par eux, les Commissaires se basent également sur un extrait de journal qui prétend être le résumé d'un rapport adressé en 1890, par M. Henry W. Elliott, au secrétaire de la Tréso-rie (§ 832). Une des déclarations contenues dans ce prétendu résumé (§ 433), dit, qu'en 1890, il y avait, aux îles Pribilof, 250,000 femelles qui n'avaient pas de veaux (non fécondées, *barren females*) (§ 832, p. 40). Les Commissaires la citent pour montrer la pénurie de mâles virils qui existait cette année-là dans les *rookeries*. Si on examine l'extrait du rapport en question tel qu'il est publié au volume III de l'appendice du Mémoire de la Grande-Bretagne (*Parliamentary Paper* C. 6368, n° 2, 1891, p. 60), on voit que la déclaration précitée vient après la signature de Henry W. Elliott, et qu'elle ne peut donc pas être regardée comme faisant partie de son rapport ci-dessus mentionné. D'un autre côté, comment les Commissaires peuvent-ils, ainsi qu'ils l'ont fait, mettre en question la facilité qu'a eue M. Elliott de calculer le nombre de phoques existant aux îles, et, malgré cela, faire un fond quelconque sur le nombre de femelles non fécondées dont il a établi le relevé ? Ceci demande une explication.

Le second moyen par lequel ils s'efforcent de démontrer qu'antérieure-

(1) « United States Census Report », 1880, p. 36.

(2) Mémoire des Etats-Unis (en français), p. 166.

(3) J. Stanley Brown, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 386.

(4) B.-W. Evermann, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 264.

ment à 1880, le troupeau de phoques présentait une diminution, est d'indiquer une prétendue reconnaissance de cette diminution par les concessionnaires dans le fait qu'ils ont réduit leurs prises en 1875, et un prétendu abaissement du poids des peaux. Le Rapport continue ainsi : « Dans cette même année (1875) le nombre de peaux obtenu fut considérablement réduit, nonobstant la fermeté du marché et avant la baisse de prix des deux années suivantes (§ 44) ». Cette déclaration est notoirement inexacte, ainsi qu'il appert des renseignements cités (1). La déclaration contenue dans le Rapport au sujet de l'abaissement, de temps en temps, de l'étalon du poids des peaux, impliquant une disette croissante de mâles, est une autre allégation aussi inexacte que la précédente (§ 694). En 1876, le poids moyen de toutes les peaux provenant du troupeau d'Alaska était de 8 livres, et demeura tel jusqu'en 1886, année où le poids moyen fut de 10 livres 9/10 ; à partir de cette époque, concurremment avec l'augmentation de la chasse pélagique du phoque, le poids tomba à 9 livres 2/3 en 1886, 8 livres 3/5 en 1887, 8 livres 1/2 en 1888 et finalement, en 1889, à 7 livres 85/100, poids étalon le plus bas qui ait jamais été atteint (2). Les Etats-Unis nient donc les allégations contenues dans le Rapport à l'égard de la réduction de « l'étalon de poids » (page 119, C.).

Les Commissaires se basent aussi sur une déclaration qu'ils prétendent leur avoir été faite par M. Daniel Webster, à savoir que, en 1874 et en 1875, de 35,000 à 36,000 peaux furent obtenues dans la *rookery* de *Northeast Point* et que, depuis 1879, de 29,000 à 18,000 peaux seulement y avaient été prises, ce qui impliquerait une grande diminution dans le nombre des phoques fréquentant cette importante *rookery* (§ 677). Les abatages annuels à *Northeast Point* sont indiqués dans la table qui se trouve à l'appendice de ce Contre-Mémoire (3), laquelle donne le nombre annuel des prises faites dans cette *rookery*, ainsi que leur proportion au nombre total des animaux abattus dans l'île Saint-Paul. De cette table il ressort que, en 1873, 26,369 phoques y furent pris, soit 34,9 pour cent du chiffre total ; en 1874, 34,526, ou 37,5 pour cent ; en 1875, 35,113, ou 39 pour cent ; en 1888, 33,381, ou 39,7 pour cent ; et en 1889, 28,794, ou 33,9 pour cent. La proportion moyenne pendant les dix-neuf années qu'a duré l'exploitation effective de la concession (3,400 phoques seulement furent pris la première année) est de 31,4. Les Commissaires fixent à 15,076 le nombre des prises en 1889, et prétendent que c'est le chiffre officiel, mais la citation donnée est extraite d'un rapport adressé à la Chambre des représentants et imprimé en 1876 (§ 677). C'est évidemment là une erreur de copiste, mais elle prive les Etats-Unis de l'occasion d'examiner l'autorité que l'on se proposait de citer.

La question de la conduite (*driving*) d'individus empruntés, en 1879, à des *rookeries* closes et réservées jusque-là, sert dans le Rapport à montrer que les phoques mâles avaient tellement diminué qu'on était forcé d'avoir recours aux *hauling grounds* de ces *rookeries*. Les Commissaires s'expriment ainsi à ce sujet : « Quelle qu'ait pu être l'histoire détaillée des avantages tirés de l'industrie du phoque à l'île Saint-Paul au cours des années

(1) Rapport des Commissaires britanniques, p. 131. Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. II, pp. 558, 585. Tableau des phoques pris aux îles l'Ériblof pour tous usages, voir Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 427.

(2) Max Heilbronner, voir Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 369, et tableau ci-contre.

(3) P. 427.

intermédiaires, le fait qu'en 1879, il devint nécessaire pour la première fois d'étendre l'opération de la conduite (*area of driving*) aux *rookeries* de Zapadnie et de Polavina, ou aux *hauling grounds* adjacents, montre d'une façon manifeste qu'un grand changement à son désavantage avait déjà eu lieu à cette date dans l'industrie du phoque (§ 684) ». Cette déclaration n'est pas d'accord avec les faits. Antérieurement à 1879, Polavina avait fourni des phoques chaque année à deux exceptions près ; quant à Zapadnie, antérieurement à 1879, elle avait fourni, chaque année de la concession, sa quote-part du total des peaux, ainsi que le montre la table citée plus haut (1). C'est pourquoi les Etats-Unis soutiennent que cette déclaration du Rapport ne devrait pas être prise en considération, lors de l'examen de la cause de la diminution du troupeau de phoques. La question des marches excessives (*overdriving*) et de la conduite des mêmes individus deux ou plusieurs fois de suite (*redriving*), des *hauling grounds* aux abattoirs a déjà été traitée à fond dans le Mémoire des Etats-Unis (2) ; il est à remarquer, cependant, que M. Elliott est cité comme ayant déclaré que les marches excessives furent inaugurées en 1879 (§ 714), c'est-à-dire l'année mentionnée dans les déclarations erronées, ci-dessus indiquées, comme étant celle où des phoques furent, pour la première fois, extraits des *rookeries* de Polavina et de Zapadnie et conduits aux abattoirs.

Les Etats-Unis soutiennent que les marches excessives et la conduite du même animal plusieurs fois de suite des *hauling grounds* aux abattoirs après que la chasse pélagique eût été inaugurée, toutes les fois qu'elles eurent lieu, furent directement imputables à l'état de chose créé par la chasse en pleine mer.

Les Etats-Unis nient donc que les Commissaires aient fourni aucune preuve sérieuse et suffisante pour établir qu'une portion quelconque du troupeau de phoques ait diminué antérieurement à 1880, ou que pendant cette période les *breeding grounds* aient présenté une disette quelconque de mâles, ou enfin que la gestion et les méthodes en vigueur aux îles Pribilof aient été une cause de la diminution du troupeau de phoques d'Alaska.

CHASSE PÉLAGIQUE DU PHOQUE

La partie du Rapport des Commissaires britanniques qui examine les effets de la chasse pélagique sur le troupeau de phoques d'Alaska a la forme d'une excuse et d'une tentative de justification, car les Commissaires admettent en propres termes que la chasse pélagique du phoque est irraisonnée et aveugle (§ 633) et tend vers la diminution du troupeau (§ 60 et 71). L'excuse est basée sur trois propositions qu'ils essaient d'établir principalement au moyen de témoignages obtenus des parties intéressées à Victoria, lesquelles propositions sont traitées ici dans l'ordre d'importance qui leur a été assigné dans le Rapport.

1. Que la proportion des phoques femelles dans la capture pélagique n'est pas élevée.

Le Rapport cite d'abord à cet égard de prétendues « preuves », supposées avoir été obtenues des chasseurs indiens sur différents points de la côte nord-ouest (§§ 633-641), et au sujet desquelles on évite soigneuse-

(1) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. II, pp 117-127.

(2) Mémoire des Etats-Unis (en français), p. 150.

ment de fournir les noms des témoins qui les ont faites. Les Etats-Unis soutiennent qu'un pareil témoignage est sans valeur et qu'on ne saurait tirer aucune conclusion sur laquelle on pût s'appuyer dans ce litige.

La seconde série de preuves présentées à l'appui de l'attitude prise dans le Rapport repose sur des déclarations faites sous serment par des chasseurs de phoques canadiens, lesquelles les Commissaires reconnaissent ne pas être « tout à fait exemptes d'intérêt personnel (§ 634) ». Ces prétendues déclarations d'Indiens dont on cache les noms, et celles d'autres témoins que l'on reconnaît être sujets à caution, constituent la seule base, dans le domaine des faits matériels, sur laquelle repose la défense de la chasse pélagique du phoque par les Commissaires britanniques.

La plus grande proportion de femelles, que ces « chasseurs pélagiques ou ne peut plus expérimentés et intelligents (§ 642) » reconnaissent avoir prises le long de la côte nord-ouest, est de cinquante sur chaque centaine de phoques, encore ne sont-ils que trois à admettre ce fait (§§ 644, 645, 646). Les autres témoins cités (au nombre de quinze) diffèrent considérablement dans leurs opinions au sujet du chiffre des femelles contenues dans une prise; les uns prétendent que cette proportion varie entre deux et demi et plus de quarante pour cent, mais la majorité donne le chiffre de vingt à trente pour cent (§§ 644, 645, 646). Il est difficile de comprendre comment ces déclarations peuvent concorder avec la prétendue pénurie de mâles du troupeau de phoques des îles Pribilof, si souvent alléguée dans le Rapport, ainsi qu'avec la déclaration que « l'abatage persistant des jeunes mâles a eu pour résultat, pendant ces dernières années, un surplus considérable de femelles, et qu'ainsi la proportion des femelles au nombre total des phoques, tant à la mer que dans les *rookeries*, est, à l'heure présente, d'après les renseignements que nous avons recueillis, tout à fait anormale (§ 635) ». Comme ces derniers renseignements n'ont évidemment pas été publiés par les Commissaires à propos de leur discussion concernant la chasse pélagique du phoque, à moins qu'ils n'aient été compris dans les déclarations obtenues à « une conférence faite en présence d'un certain nombre de chasseurs pélagiques bien connus (§ 648) », conférence à laquelle lesdits chasseurs « ne montrèrent pas la moindre réticence en répondant aux questions directes qui leur furent adressées sur tous les points impliqués (§ 648) », il est impossible d'en tirer aucune conclusion, si ce n'est que ces renseignements sont en contradiction directe avec les dépositions des témoins indiqués dans le Rapport.

En présence du peu de confiance que l'on peut accorder aux témoignages fournis dans le Rapport, et vu les preuves convaincantes apportées à l'égard de cette question, dans le Mémoire des Etats-Unis, ces derniers nient que la proportion des femelles dans les prises pélagiques ait été exagérée dans leur Mémoire. Et pour corroborer les dépositions qui y sont contenues à cet égard, ils ont annexé à l'Appendice de ce Contre-Mémoire le rapport du capitaine C.-L. Hooper, des douanes maritimes des Etats-Unis, qui a croisé dans la mer de Behring au cours de l'été 1892, et qui, sous la direction du Gouvernement des Etats-Unis, s'est livré à une série d'observations systématiques concernant la distribution et la catégorie des phoques rencontrés dans ces eaux, et, à cet effet, a pris, en pleine mer, un certain nombre de phoques (1). Le résultat de ses observations et de

(1) Rapport du capitaine C.-L. Hooper, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, table qui fait face à la page 219.

sés expériences a été què, sur 41 phoques tirés et capturés, 29 étaient des femelles: M. Malowanski, agent de la Compagnie russe de peaux de phoques aux îles du Commandant, a examiné environ 2,700 peaux provenant de goëlettes de chasse, saisies dans le voisinage de ces îles par les autorités russes, au cours de l'été de 1892, et a reconnu que plus de 90 pour cent de ces prises étaient des peaux de phoques femelles (1).

Ce fait est également confirmé par M. Grebnitzki (2), fonctionnaire russe aux îles du Commandant, ainsi que par l'examen spécial de plus de 1,000 des mêmes peaux qui a été fait à Londres. Les dépositions (3) de M. Behlow, l'expert en fourrures, qui a examiné les prises d'un certain nombre de goëlettes de chasse enregistrées au port de San-Francisco pendant l'été et l'automne de 1892, confirment le fait qu'une très grande proportion des prises pélagiques consiste en phoques femelles (4).

Cette importante proportion de femelles prises en mer ne diffère pas de celle qui a été observée avant la concession des îles Pribilof. Dans le rapport officiel sur la question du phoque, dressé, le 30 novembre 1869, par un agent spécial des Etats-Unis, on remarque le passage suivant: « La presque totalité des 5.000 phoques capturés annuellement sur les côtes de la Colombie britannique sont des femelles pleines... (5) » et le capitaine Bryant avait également déclaré, en 1870, que « jadis, aux mois de mars et d'avril, les naturels de la sonde de Puget prenaient un grand nombre de femelles prêtes à mettre bas (6) ».

2. *Que la chasse pélagique du phoque n'est pas aussi destructive dans la mer de Behring que dans l'Océan Pacifique septentrional.*

Les Commissaires britanniques s'efforcent évidemment de prouver que le principal tort apporté au troupeau de phoques par la chasse pélagique se produit au cours de la migration de ces animaux dans l'Océan Pacifique. Pour cela, les Commissaires se basent, tout d'abord, sur l'hypothèse qu'on ne prend pas de femelles pleines dans la mer de Behring (§ 648), et que la prétendue mort accidentelle de « quelques femelles pleines de lait » (§ 649) n'entraîne pas celle de leurs petits (§ 355, 356),

Si l'on examine les dépositions des chasseurs pélagiques citées dans le Rapport (§§ 645, 646), on verra que huit d'entre eux seulement mentionnent le nombre de femelles prises dans la mer de Behring, et que la proportion indiquée par eux est, en principe, la même que celle donnée pour les prises de l'Océan Pacifique septentrional. C'est donc un fait concédé que la destruction des femelles est aussi grande dans la mer de Behring que le long de la côte nord-ouest, avec distinction, toutefois, que l'on ne prend pas de femelles pleines dans cette mer. Il ne faut toutefois pas perdre de vue, dans la discussion de cette question, que la durée reconnue de la gestation du phoque à fourrure est « de près de douze mois » (§ 434), et que, par conséquent, une femelle adulte qui a été fécondée est pleine à toute époque où elle se rencontre en mer, et que d'autant plus il ne saurait

(1) John Malowanski, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 374.

(2) N.-A. Grebnitzki, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 366.

(3) Déclaration de C.-W. Martin et fils, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 417.

(4) C.-J. Behlow, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, pp 353-358.

(5) Ex. Doc., n° 32, 41^{re} Cong., 2nd Sess., p. 39.

(6) Bul : 2, Mus. Comp. Zoology, p. 88.

en être autrement si, comme le prétend le Rapport, on pouvait établir que la femelle séjourne de quatre à six semaines dans les *rookeries*, après avoir mis bas (§§ 306, 307).

L'assertion faite à dessein dans le Rapport que très peu de vaches qui allaitent sont capturées par les chasseurs pélagiques (§ 649) n'est qu'une pure hypothèse et ne repose sur aucun témoignage probant. Le capitaine Hooper, dont il a déjà été question, déclare que sur 29 vaches prises par lui en 1892, dans la mer de Behring, 22 étaient des vaches nourrices (1); et M. C.-H. Townsend, naturaliste bien connu et membre de la Commission de pisciculture des Etats-Unis, qui accompagnait le capitaine, a joint à sa déposition la photographie de deux vaches en partie dépecées, prises le 2 août 1892, à 175 milles des îles Pribilof (2), montrant les glandes mammaires et leur prolongement, « et, dans chaque cas, ces dernières étaient pleines de lait (3) ».

Il a déjà été démontré, dans le Mémoire des Etats-Unis, ainsi que dans ce Contre-Mémoire, que les petits de ces vaches nourrices ne comptaient que sur leurs mères pour leur nourriture (4).

A l'appui de l'attitude qu'ils ont prise dans leur Rapport, les Commissaires britanniques cherchent à écarter la déduction évidente qui découle du grand nombre de petits veaux morts remarqués par eux dans les *rookeries* des îles Pribilof, pendant leur rapide enquête sur les phoques aux îles. Les efforts faits et les théories avancées dans le but d'expliquer cette mortalité prouvent surabondamment que les Commissaires considéraient la présence de ces petits cadavres comme une grave présomption (*prima facie evidence*) du fait qu'ils s'efforcent de réfuter (§ 344-356). Par quelque circonstance étrange, ces fonctionnaires ont été amenés à croire qu'ils étaient les premiers à observer cette mortalité parmi les veaux des *rookeries* (§ 83), et de cette croyance ils ont inféré que « la mort de tant de jeunes phoques aux îles, en 1891, était tout à fait exceptionnelle et sans précédent » (§ 355). Cependant, les nombreuses dépositions annexées au Mémoire des Etats-Unis montrent non seulement que des veaux morts avaient déjà été observés dans les *rookeries* dès 1885, mais aussi, qu'à partir de cette époque, leur nombre s'était accru d'année en année (5). M. J. Stanley Brown atteste qu'il avait déjà vu et remarqué de petits cadavres avant l'arrivée des Commissaires aux îles en 1891 et que la cause de leur mort avait été pleinement discutée par les habitants des îles (6).

Une opinion semblable à l'égard de la cause de cette mortalité, laquelle « en aucun cas ne fut... au début volontairement exprimée » (§ 83) aux Commissaires, soit « la destruction de la femelle en mer » (§ 83) existait depuis plusieurs années avant l'enquête des fonctionnaires britanniques aux îles Pribilof (7). Il est fâcheux, pour l'attitude prise par les Commissaires en vue d'établir que la mortalité était insolite et que la cause qui lui fut attribuée par les habitants des îles un jour ou deux après l'enquête

(1) Rapport du capitaine Hooper, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, table en regard de la p. 219.

(2) C.-H. Townsend, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 334.

(3) *Ibid.*

(4) Voir ci-dessus, p. 54.

(5) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. II, pp. 32, 39, 51, 71, etc.

(6) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. II, p. 19.

(7) *Ibid.*, vol. II, pp. 32, 39, 41, 71, etc.

de ces fonctionnaires était nouvelle, il est fâcheux, nous le répétons, que, malgré le « soin » qu'ils affirmèrent avoir pris pour compléter leurs renseignements personnels au moyen de toutes preuves documentaires possibles, « y compris la correspondance officielle antérieure » (§ 8), ils n'aient pas pris connaissance d'une note en date du 1^{er} mars 1890 adressée par M. Blaine à Sir Pauncefote (*Parliamentary Papers* [C., 6131], 1890, p. 424), contenant des extraits d'un rapport officiel adressé à la Chambre des représentants en 1889, document si souvent cité dans le Rapport britannique. Au nombre de ces extraits, se trouve la déclaration suivante du docteur H.-H. McIntyre (*Ibid.*, p. 430) :

« Le braconnage [chasse pélagique du phoque] avait atteint de très grandes proportions en 1885-1886 et pendant les années antérieures, de sorte que les veaux qu'auraient dû mettre bas les vaches tuées en 1885, ou qui périrent de faim cette année-là, à la suite de la mort de leurs mères, seraient venus aux îles en 1888... J'ajouterai que si les vaches sont tuées tard dans la saison, par exemple au mois d'août, après la naissance des veaux, ces derniers demeurent sur les îles privés des soins de leurs mères et, par conséquent, périssent. Le résultat est le même, que la vache soit tuée avant ou après avoir mis bas : les petits périssent dans l'un et l'autre cas. » (*Ibid.*, p. 430.) Plus loin, la note cite le témoignage suivant de Jacob-H. Moulton : « D. — Lorsqu'une femelle qui allaite son petit est tuée ou blessée au cours d'une de ses excursions à la recherche de nourriture, son petit meurt-il? — R. — Oui, Monsieur. (*Ibid.*, p. 432.) »

Le Rapport ne fait mention de cette explication de la cause de la mort des veaux que pour la contredire. Il attribue cette mort à quatre causes spéciales, « auxquelles la mortalité observée peut être assignée avec le plus grand degré de probabilité » (§ 356) : 1^o l'abatage des mères qui, installées sur la limite des *breeding grounds*, sont comprises dans le nombre des animaux conduits des *breeding grounds* aux abattoirs; 2^o une maladie épidémique; 3^o l'écrasement des veaux dans le sauve-qui-peut général (*stampede*), et 4^o les razzias opérées dans les *rookeries* (356, a, b, c, d).

La première cause alléguée — conduite des vaches aux abattoirs, où elles sont assommées — ne repose sur aucune preuve, et ne saurait expliquer la mort [des veaux] de la *rookery* de Tolstoi, où les Commissaires remarquèrent le plus grand nombre de cadavres (§ 350), par la raison qu'en 1891, aucune marche (*drive*) ne fut organisée à moins d'un quart de mille en deçà de cette *rookery* (1).

La seconde prétendue cause — une maladie épidémique, — n'est qu'une simple hypothèse, et a déjà été discutée dans le Mémoire des Etats-Unis (2).

La troisième cause alléguée par le Rapport — l'écrasement du veau dans le sauve-qui-peut — ne repose sur aucun témoignage. Le seul exemple où un prétendu sauve-qui-peut se serait produit dans un *breeding ground* quelconque est mentionné dans le Rapport dans les termes suivants : « Pendant l'été de 1891, une panique eut lieu dans la *Reef Rookery* de l'île Saint-Paul; elle fut causée par un nuage de fumée provenant d'un vapeur entrant au mouillage (§ 332). » Les Commissaires n'indiquent pas la source de ce renseignement, et M. Stanley Brown assure que personne

(1) J. Stanley Brown, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 388; V.-H. Williams, *Ibid.*, 399.

(2) Mémoire des Etats-Unis (en français), p. 215.

n'a jamais vu pareil sauve-qui-peut (1). La difficulté et l'impossibilité pratique de causer un sauve-qui-peut ou de produire une panique dans un *breeding ground* sont clairement démontrées par le docteur H.-H. McIntyre (2), M. J. Stanley Brown (3) et d'autres personnes versées dans les habitudes du phoque (4). Si un sauve-qui-peut s'est jamais produit parmi des phoques reproducteurs, aucun témoignage n'a été fourni pour prouver ce fait.

La quatrième et dernière cause, que l'on déclare être « dans l'ordre des probabilités » (§ 356, p. 64), est que les phoques femelles ont été tuées par des braconniers, ou à la suite d'un sauve-qui-peut résultant d'une razzia. Le Rapport ne fournit pas la moindre preuve de cette prétendue razzia, et allègue même qu'elle a dû être ignorée des habitants des îles (§ 355, p. 64), et le fait additionnel que nombre de veaux morts ont été remarqués par les Commissaires dans des *rookeries* éloignées de plusieurs milles donne à supposer qu'il y a eu plusieurs razzias distinctes, dont on n'a pu trouver aucune trace. En outre, à l'époque où l'on rencontrait une si grande quantité de veaux morts, les eaux qui baignent les *rookeries* étaient surveillées par des vaisseaux de guerre américains et anglais (5). Il est donc difficile de saisir sur quelle donnée repose cette prétendue cause de la mort des veaux.

Tous les cadavres de veaux examinés par le docteur Ackerly (désigné sous le nom d'« Acland », dans le Rapport, § 352) et par le docteur Gunther (§ 354) avaient l'estomac complètement vide de nourriture, et les témoignages contenus dans le Mémoire des Etats-Unis (6) montrent que ces cadavres étaient tous fort émaciés. Il semble assez extraordinaire que tous les jeunes phoques qui périrent à la suite de sauve-qui-peut, d'épidémies ou de razzias, en supposant qu'une quelconque de ces causes ait déterminé leur mort, aient présenté les symptômes de l'inanition.

Les nouvelles des îles indiquent une énorme réduction du chiffre de la mortalité des veaux dans les *rookeries* en 1892, comparé à celui de 1891. Ceux qui ont visité les îles en 1892 font les déclarations suivantes. M. Stanley Brown, qui était déjà aux îles en 1891, dit en 1892 : « Les cadavres de veaux ont été aussi rares en 1892 qu'ils ont été nombreux en 1891 (7). » Le colonel Joseph Murray, qui est agent auxiliaire de la Trésorerie aux îles Pribilof depuis 1889 jusqu'à ce jour, fait la déclaration suivante : « J'ai examiné soigneusement les *rookeries* en 1892 en quête de veaux morts. La *rookery* qui en présentait le plus était celle de Tolstoi, mais, là comme dans les autres *rookeries* généralement, j'en ai rencontré fort peu, comparativement à l'année dernière. C'était la première fois, pendant les quatre saisons qu'a duré ma résidence aux îles, que le nombre des cadavres de veaux n'a pas dépassé un chiffre que l'on ne puisse expliquer par des causes naturelles (8). » M. A.-W. Lavender, agent du Gouvernement chargé de l'île Saint-Georges, fit un relevé exact du nombre des phoques morts existant dans les *rookeries* le 29 août 1892. Il trouva

(1) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 388.

(2) *Ibid.*, p. 371.

(3) *Ibid.*, p. 388.

(4) W.-H. Williams, *Ibid.*, p. 398.

(5) Cartes marines de croisières, 1891, nos 1, 2 et 3.

(6) Mémoire des Etats-Unis (en français), pp. 212 et suiv.

(7) J. Stanley Brown, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 388.

(8) Joseph Murray, *ibid.*, p. 378.

dans les cinq *rookeries* 41 cadavres de veaux, « qui tous se trouvaient sur le bord de la mer (1) ». Le professeur Evermann, naturaliste-expert de la Commission de pisciculture, évalue à moins de 250 le nombre de veaux morts, en 1892, dans la *rookery* de Polavina, et déclare qu'elle contenait plus de cadavres que toutes les autres *rookeries* réunies (2).

En conséquence de la surveillance zélée et efficace des vaisseaux de guerre chargés de la protection du troupeau de phoques et de l'exécution du *modus vivendi*, peu de navires armés pour la chasse du phoque pénétrèrent, en 1892, dans la portion orientale de la mer de Behring, et ces eaux furent, pour ainsi dire, à l'abri des incursions des chasseurs de haute mer. Si la mortalité observée parmi les veaux, en 1891, peut être attribuée à une des causes alléguées par le Rapport, c'est un fait remarquable et très fâcheux, pour l'opinion exprimée par les Commissaires, que la restriction de la chasse du phoque dans la mer de Behring ait coïncidé avec une diminution correspondante du nombre des cadavres de jeunes phoques. D'un autre côté, l'extension qu'a prise la chasse du phoque dans les eaux asiatiques baignant les îles du Commandant a été suivie d'une augmentation notable du nombre des morts parmi les jeunes phoques des *rookeries* russes (3).

Les effets désastreux de la chasse du phoque dans la mer de Behring, comparés avec ceux qu'elle a dans le Pacifique septentrional, ressortent encore de l'importance relative des prises de ces deux chasses. Un tableau du relevé des prises annuelles de la flotte de chasse de Victoria, annexé au rapport des Commissaires britanniques (pp. 205-212), montre que la prise moyenne par navire, pendant une période de trois ans (1889-1891), sur la côte nord-ouest, a été de 587 phoques, alors que la prise moyenne dans la mer de Behring, pendant le même laps de temps, a été de 783 individus (4). Il est impossible d'établir exactement, pour une plus longue période, la proportion des prises effectuées dans l'Océan Pacifique septentrional et dans la mer de Behring, car, antérieurement à 1889, les prises provenant de cette dernière mer comprenaient une partie des prises de l'Océan Pacifique septentrional (p. 211, note).

Parlant de la chasse pélagique du phoque sur la côte, le Rapport déclare que la saison où elle est pratiquée s'étend du mois de février au mois de juin inclusivement, et que, dans la mer de Behring, elle comprend les mois de juillet et d'août (§§ 132, 212, 308, 582). On peut donc conclure des relevés présentés dans le Rapport que les prises obtenues sur la côte (du Pacifique septentrional) nécessitent quatre mois et demi d'opérations, tandis que les prises de la mer de Behring n'occupent les chasseurs que pendant deux mois. Sur la foi des relevés ci-dessus, on a dressé une table montrant que la prise journalière de chaque navire pendant une période de trois années (1889-1891) a été de 4,3, sur la côte, et de 13 dans la mer de Behring (5). Cette table comprend l'année 1891, pendant laquelle l'application du *modus vivendi* a abrégé sérieusement la saison dans la mer de Behring. En conséquence, les Etats-Unis soutiennent que la chasse péla-

(1) A.-W. Lavender, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 263.

(2) B.-W. Evermann, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 271.

(3) John Malowanski, *ibid.*, p. 374; N.-A. Grebnitzki, *ibid.*, p. 366.

(4) Tables relevées d'après les tables dressées par les Commissaires, *ibid.*, p. 411.

(5) Table dressée d'après les tables des Commissaires, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 411.

gique du phoque dans la mer de Behring est au moins trois fois plus destructive pour cet animal que celle qui se pratique sur la côte nord-ouest.

3. Que la perte résultant de la chasse pélagique du phoque est insignifiante.

Ce troisième argument est avancé dans le Rapport en défense de la méthode employée pour prendre le phoque en pleine mer ; et les Commissaires, en vue de maintenir leur attitude dans cette question, réunissent et citent les déclarations d'une quantité de personnes dont les opinions sont en désaccord complet avec l'argument que le Rapport s'efforce de soutenir (§§ 613, 614). Ces déclarations sont toutes indiquées comme « émanant de personnes probablement intéressées ou employées à protéger les îles de reproduction, mais ne possédant aucune expérience personnelle en la matière (§ 615) ». Le Rapport s'occupe ensuite de rassembler contre ces opinions une autre quantité de déclarations « émanant, pour la plupart, de personnes directement intéressées à la chasse pélagique du phoque », mais qui, assure-t-il, « doivent être considérées comme possédant une bien plus grande valeur, au point de vue de l'exactitude (§ 616), que les témoins précédents. Ces personnes intéressées, ainsi citées dans le Rapport (§§ 616-621), prétendent que les Indiens perdent « fort peu » de phoques parmi ceux qu'ils tuent (§ 618), « au plus quelques rares individus (§ 619), et « un pour cent (§§ 617, 621) » ; d'un autre côté, c'est une opinion générale que les chasseurs blancs en perdent de trois à six pour cent (§§ 616-621). Puis, les Commissaires présentent une quantité de dépositions (§§ 623-626) provenant de personnes inexpérimentées, et qui sont exposées aux mêmes critiques que les renseignements opposés cités dans le Rapport.

Les Commissaires s'efforcent ensuite « d'élucider la question » dont il s'agit, au moyen d'une table comprenant un certain nombre de renseignements fournis par les blancs et par les Indiens, dont les uns reposent sur des dépositions et les autres non. « Cette méthode a pour résultat » d'établir que les blancs affirment qu'ils ne perdent que 4 pour cent des phoques qu'ils tuent, tandis que la perte subie par les Indiens est de 8 pour cent (§ 627). La table intitulée « chasseurs blancs » (p. 107) indique une moyenne, tandis qu'il n'en est pas de même de celle intitulée « chasseurs indiens » (p. 108) par la raison évidente que ces Indiens (§ 627) paraissent avoir perdu deux fois plus de phoques que les blancs, ce qui est en contradiction flagrante avec les déclarations citées dans le Rapport, où les témoins parlent de deux catégories de chasseurs (§§ 616-621). Si l'on accepte les déclarations des Indiens qui établissent que sur 100 phoques tués par eux 8 sont perdus, ainsi que les dépositions des capitaines Warren, Petit et autres (§§ 616-621), qui prétendent que les chasseurs blancs perdent cinq fois autant de phoques que les chasseurs indiens, il faut admettre alors que les premiers perdent au moins 40 pour cent des phoques qu'ils tuent. Il est difficile de faire concorder cette conclusion avec la table intitulée « chasseurs blancs » (p. 107), et les témoignages ainsi fournis sont si contradictoires qu'on ne saurait s'imaginer comment les Commissaires ont pu en tirer des conclusions quelconques.

La table intitulée « chasseurs blancs » se compose des dépositions de seize témoins ; cinq d'entre eux (nos 1, 7, 20, 26 et 27, p. 107) déclarent

d'une façon explicite que les pertes qu'ils ont essuyées sont dues à la submersion des phoques ; six autres, interrogés à la même époque, n'indiquent pas ce qu'ils entendent par « phoques perdus », mais il est à supposer qu'ils attribuent leur perte à la même cause que les premiers de ces témoins ; les dépositions de trois autres personnes « obtenues directement » ne sauraient être discutées sous le rapport du chiffre des pertes éprouvées par les auteurs, car elles n'ont pas été publiées ; la perte proportionnelle subie par Abel Douglass est simplement publiée dans la table, sans aucune indication de la source qui l'a fournie, de façon qu'il est impossible de déterminer ce qu'il entend par « phoques perdus » ; la dernière déposition employée dans la table est celle de William Fewing ; ce chasseur est le seul qui déclare, explicitement ou implicitement, que par « phoques perdus », il entend aussi bien ceux qui coulent à fond ; et ce renseignement est spécialement consigné dans la table sous la rubrique « remarques ».

Il est donc permis de supposer que cette table ne représente que les phoques perdus par submersion. Toute la question, si importante dans ce litige, de savoir combien de phoques sont perdus à la suite de blessures, se trouve résumée dans l'admission vague « qu'une certaine proportion de phoques tirés s'échappent naturellement (§ 628) », et est écartée au moyen du calcul du nombre de balles enkystées trouvées dans le corps des phoques mâles tués sur les îles en 1890, lequel établit une moyenne d'une balle sur 280 phoques abattus (§ 628). L'idée que le cadavre de chaque phoque tué aux îles est soumis à un examen dans le but de retrouver les balles enkystées est assez absurde en elle-même, mais elle paraît faire partie de l'argument des Commissaires.

La proportion nécessairement considérable de phoques qui perdent la vie à la suite de leurs blessures est indiquée par M. Townsend dans le récit de l'expérience qu'il a eue comme chasseur pélagique (1). Il déclare que « souvent la blessure reçue par l'animal est suffisante pour entraîner sa mort, mais pas assez rapidement pour l'empêcher de se soustraire à la capture » ; et plus loin il ajoute « que seuls les phoques qui sont tués sur le coup tombent aux mains des chasseurs ; l'animal blessé emploie le temps de son agonie à s'échapper ». Il est évident que cette catégorie de « phoques perdus » doit de beaucoup dépasser le nombre de ceux qui, tués sur le coup, coulent à pic avant qu'on ait pu s'en emparer (2) ; et cependant les Commissaires ont négligé, sans doute par inadvertance, de tenir compte de ce facteur important de la perte du phoque, et ne se sont occupés que des phoques que les chasseurs pélagiques perdent à la suite de la submersion du cadavre.

Ayant ainsi résumé ces trois arguments exposés dans le Rapport, à savoir : 1° que la proportion des femelles sur la totalité de la prise pélagique n'est pas élevée ; 2° que la chasse pélagique dans la mer de Behring n'est pas aussi destructive pour le phoque que dans le Pacifique septentrional ; 3° que la perte résultant de la chasse pélagique est insignifiante, les Etats-Unis nient qu'aucune de ces raisons, sur lesquelles les Commissaires fondent leur excuse, ait été, ou puisse être établie.

(1) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 395.

(2) Voir aussi le rapport du capitaine C.-L. Hooper, *ibid.*, pp. 208-219.

DEUXIÈMEMENT

Questions, non examinées dans le *Mémoire des Etats-Unis*, sur lesquelles le Rapport se fonde pour établir des conclusions qui y sont posées par les Commissaires et pour formuler les règlements qui y sont recommandés.

MŒURS DU PHOQUE A FOURRURE

1. *Que le troupeau de phoques d'Alaska a un habitat d'hiver.*

Les Commissaires ont avancé une théorie des plus extraordinaires à l'égard de l'histoire des habitudes du troupeau de phoques d'Alaska. Cette théorie est exposée dans les termes suivants : « On peut donc dire, dans chaque cas (sans en excepter le troupeau du Commandant), que le phoque à fourrure du Pacifique septentrional possède deux habitats ou domiciles entre lesquels il voyage, fréquentant l'un l'été, l'autre l'hiver, et qui, dans les circonstances actuelles, sont également indispensables à son existence (§ 28). Ailleurs, le Rapport déclare que l'étendue de mer située à la hauteur de la côte occidentale, entre les 56° et 46° parallèles de latitude nord, limites comprenant la longueur totale de la côte de la Colombie britannique, « est l'*habitat d'hiver* du phoque à fourrure de la portion orientale du Pacifique septentrional (§ 192, p. 31) », et que la mer de Behring peut être désignée comme étant son *habitat d'été* (§ 192, p. 31).

Cet argument théorique d'un animal possédant deux domiciles est contraire à ce qui a été observé des mœurs des animaux en général, et n'est posé que dans le seul but d'établir le droit à une part de propriété dans le troupeau de phoques d'Alaska, droit basé sur la prétendue présence de phoques, pendant plusieurs mois, dans les eaux contigues à l'île de Vancouver. Ce dessein ressort de la déclaration suivante du Rapport : « Cette chasse indépendante pratiquée par les indigènes (indiens de la Colombie britannique) constitue, à n'en pas douter, un droit primitif, dévolatif des tribus de la côte, et sa nature, à cet égard, se trouve encore accentuée par le fait, désormais évident, que les quartiers d'hiver du phoque à fourrure sont situés le long de la partie de la côte habitée par ces tribus de chasseurs de phoques (§ 113) ».

Si l'on examine les témoignages (si, toutefois, il est permis d'appeler ainsi les déclarations fournies par les Commissaires sans donner le nom des personnes dont ils ont tiré leurs renseignements) sur lesquels on s'est basé pour poser cet argument remarquable, on note un fait important qui paraît avoir entièrement échappé aux Commissaires. C'est que « les mâles arrivés à leur pleine maturité et connus sous le nom de *beachmasters* (1) ou *seacatchie* n'ont rarement ou presque jamais été vus au sud du 50° parallèle (§ 193) ». Il est évident que les Commissaires n'ont jamais ouï dire qu'un phoque *bull* ait jamais été vu au-dessous de ce parallèle, aussi ne déclarent-ils nulle part avoir ouï dire qu'un mâle de pleine maturité ait été rencontré au-dessous du 56° parallèle, prétendue limite septentrionale de l'habitat d'hiver (§ 192, p. 31) qu'ils ont inventée ; et le capitaine Hooper déclare particulièrement que les *bulls* sont rarement vus au-dessous de l'île Baranof, dont l'extrémité inférieure est au-dessous dudit parallèle (2). Ce « domicile » méridional est donc, d'après le Rapport, fréquenté seule-

(1) Littéralement : maîtres de la plage. (Traducteur.)

(2) Appendice au *Mémoire des Etats-Unis*, vol. I, p. 504.

ment par une portion du troupeau de phoques ; et le mâle viril, cet élément essentiel de toute vie animale, n'a pas d'autre domicile que les îles Pribilof, ainsi que cela est admis en principe. Le nouvel et spécial habitat allégué par les Commissaires, est donc seulement le quartier d'hiver des femelles adultes et des petits des deux sexes, le reste du troupeau ne possédant qu'un seul domicile, les îles Pribilof.

Or, les Etats-Unis nient que l'on puisse dire que les phoques, à un moment quelconque de leur migration, se tiennent dans telle ou telle limite, ainsi que le prétend le Rapport, ou que des données suffisantes, de quelque nature qu'elles soient, aient été produites pour justifier l'établissement de la carte marine 2 (en regard de la page 150), particulièrement pour l'espace compris à la droite de cette carte et marqué en bleu, lequel est censé représenter « l'habitat d'hiver du phoque à fourrure ».

Le capitaine Kelley, un des témoins dont la déposition est citée dans le Rapport (p. 279), déclare qu'il a chassé le phoque au sud du cap Flattery « et qu'il a poursuivi cet animal tout le long des côtes de la Colombie britannique jusqu'à la mer de Behring » (p. 219, question 3).

Le capitaine Petit fait une déclaration analogue (p. 220, question 5). De ces déclarations, il ressort qu'au-dessous de l'espace désigné dans le Rapport sous le nom de « habitat d'hiver » la chasse du phoque se pratiquait fréquemment, et non d'une façon exceptionnelle, ainsi qu'on pourrait l'inférer de l'examen de la carte marine ci-dessus mentionnée. C'est un fait également confirmé par tous les témoins interrogés sur la question, et dont les dépositions sont comprises dans le Rapport (pp. 231, 237).

Le Mémoire des Etats-Unis contient également une quantité de témoignages qui établissent que la chasse du phoque commence à la hauteur des côtes de Californie (1). Les Commissaires déclarent « qu'il paraîtrait qu'on n'a enregistré aucune prise importante au sud de la rivière Colombie, et qu'une grande partie des phoques capturés, classés dans les relevés comme « prises de la côte méridionale », ont été pris à la hauteur du détroit de Fuca » (§ 120). Cette déclaration ne repose sur aucune espèce de témoignage, et paraît avoir été faite dans le seul dessein d'établir la théorie de « l'habitat d'hiver ». On peut aussi remarquer, à cet égard, que les capitaines Kelley et Petit, déjà cités, déclarent qu'ils ont poursuivi le phoque « le long » de la côte de la Colombie britannique, ce qui est une preuve de ce fait que le troupeau de phoques se dirigeait vers le nord quand il a été chassé à la hauteur de l'île de Vancouver.

Pendant l'hiver le troupeau de phoques d'Alaska se trouve dispersé bien davantage que ne le donne à entendre le Rapport, et l'on rencontre des portions de ce troupeau beaucoup plus au sud et à l'ouest que ne l'indique la carte de migration dressée par les Commissaires. Le capitaine Hooper, des douanes maritimes des Etats-Unis, qui, jusqu'au mois de septembre 1892, se livra à des observations dans la mer de Behring, et continua son enquête sur les mœurs du phoque et la migration du troupeau jusqu'au mois de novembre déclare : « Ceux qui, les premiers, quittent les îles Pribilof, s'avancent le plus au sud et parviennent jusqu'au littoral californien, quant à ceux qui partent plus tard, ils atteignent la côte plus haut... Ils paraissent, environ à la même époque, au large d'une longue étendue de la côte, comprise entre la Californie et l'état de Washington. Lorsqu'on les

(1) Appendice du Mémoire des Etats-Unis, vol. II, pp. 339, 331, 344, 346, etc.

y rencontre, on les voit toujours se diriger vers le nord (1) *. Cette question se trouve encore traitée plus au long dans son rapport du 21 novembre 1892 (2).

Le capitaine Walter H. Ferguson, qui navigue depuis vingt ans, et qui, pendant six ans, s'est livré à une enquête minutieuse au sujet des endroits fréquentés l'hiver par les phoques d'Alaska, en vue de les chasser pendant cette saison, dit : « Tous les renseignements tendent à démontrer qu'entre les 40° et 42° degrés de latitude nord et les 172° et 135° degrés de longitude ouest, il doit exister une immense étendue de mer où les phoques viennent chercher leur nourriture .. Tous ces renseignements montrent que, pendant les mois de novembre, de décembre et de janvier, de grandes troupes de phoques à fourrure se rencontrent dans ces parages (3). » Dans un volume intitulé : *List of Reported Dangers in the North Pacific Ocean* (4) publié par le bureau hydrographique des Etats-Unis et paru en 1871, il est question d'un espace, situé par environ 43° de latitude nord et s'étendant du 150° au 151° degré de longitude ouest où les phoques abondent littéralement (5). Il est donc évident que l'aire restreinte que, d'après les Commissaires, les phoques à fourrure couvrent, au cours de leur migration, est erronée.

Une nouvelle carte de migration, corrigeant et modifiant celle qui est annexée au Mémoire des Etats-Unis, a été dressée d'après les nouvelles données recueillies et ci-dessus mentionnées. L'attention du Tribunal d'arbitrage est appelée ici sur cette carte, et les Etats-Unis soutiennent qu'elle est plus exacte et fondée sur des renseignements plus précis que celle contenue dans le Rapport (6).

2. Que le troupeau de phoques d'Alaska a modifié ses habitudes par suite des tracasseries dont il a été l'objet dans les îles de reproduction et en raison de la chasse pélagique.

a. Le premier point avancé par le Rapport sous cette rubrique est que les phoques, pour les raisons indiquées ci-dessus, sont devenus de mœurs plus aquatiques (§ 44, 85, 86).

Il paraîtrait qu'on a recours à cette hypothèse pour prouver que la terre n'est pas indispensable au phoque à fourrure, et concilier les dépositions annexées au Rapport, faites sous serment par les chasseurs pélagiques, en vue d'établir que les phoques n'ont pas diminué en pleine mer, avec la décroissance qui est constatée dans les îles. A l'appui de cet argument, on produit le témoignage intéressé de ces chasseurs pour montrer qu'il n'y a pas eu, dans les phoques en mer, de diminution semblable à celle qui s'est produite dans les îles, mais plutôt même une augmentation (§ 87, 89, 94, 402). On affirme en même temps (§ 281) qu'aucun phoque *stagey* (7) n'est capturé en mer, que la durée de la mue dans les *rookeries* est d'environ six semaines, et que cette mue a pour cause un séjour prolongé sur terre.

(1) C.-L. Hooper, Appendice du Contre-Mémoire des Etats Unis, p. 370.

(2) Rapport du capitaine Hooper, 21 novembre 1892. Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 228.

(3) Tableau des obstacles signalés dans l'Océan Pacifique septentrional (Traducteur.)

(4) WALTER H. FERGUSON, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 362.

(5) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 288.

(6) Carte de Migration. Portefeuilles de cartes terrestres et marines, annexé au Contre-Mémoire des Etats-Unis.

(7) État de la peau du phoque, au moment de la mue.

Tout phoque doit, chaque année, perdre son poil à une époque quelconque, et c'est un fait qu'une quantité de phoques sont pris en mer à l'époque de leur mue (1) ; la raison alléguée par le Rapport est donc évidemment la vraie. Le phoque doit donc nécessairement séjourner aux îles à une époque quelconque de l'année, et les Etats-Unis soutiennent que les observations faites dans les *rookeries* et dans les *hauling grounds* sont les seuls critères de la condition numérique du troupeau de phoques.

Les Commissaires fournissent aussi une table donnant la prise moyenne par homme et par bateau, afin d'établir que le nombre respectif des prises d'année en année n'a pas varié en fait, en dépit d'une diminution constante (§ 409, p. 74). Cette table comprend les prises de 1887 à 1891 inclusivement. Les années 1885 et 1886 n'ont pas été comprises, pour une raison qui devient évidente lorsqu'on examine la statistique du Rapport, à savoir que la moyenne par homme en 1885 a été de 127 phoques, soit 68 de plus qu'au cours d'aucune des autres années citées dans la table, et, en 1886, de 77 phoques, soit 18 de plus que le nombre le plus élevé d'aucune année suivante. Pendant l'année 1886, la moyenne par bateau a été de 241 phoques, ou plus d'un tiers de plus qu'au cours d'aucune des années subséquentes (2). Il faut aussi se rappeler, en examinant cette question, que les capitaines de navires de chasse sont devenus, chaque année, de plus en plus familiers avec la route suivie dans le Pacifique septentrional ainsi qu'avec les localités de la mer de Behring où ces animaux trouvent leur nourriture, et ceci tend naturellement à augmenter d'année en année, les prises faites dans ces localités ; ce n'est donc qu'en comparant les prises faites dans les zones de chasse plus anciennes, avec lesquelles les chasseurs pélagiques sont familiers depuis douze ou quinze ans, qu'il est possible d'obtenir une donnée de quelque valeur.

A cet effet, une table a été dressée d'après celle des Commissaires, donnant la moyenne par bateau pour « les prises de printemps », lesquelles sont capturées dans « l'habitat d'hiver », du phoque à fourrure, ou dans ces parages. Comme il n'y a qu'un chasseur par bateau, la moyenne par homme ne présente aucun intérêt. Cette table donne une moyenne de 18 phoques par bateau en 1886, et elle établit une diminution constante pour chacune des années suivantes jusqu'en 1891, où elle n'a été que de 15 et demi (3). En face des témoignages déjà fournis dans leur Mémoire (4) et des faits ci-dessus mentionnés, les Etats-Unis soutiennent que le taux de la diminution du phoque en pleine mer et aux îles ne saurait avoir été différent.

Les Commissaires affirment aussi que les phoques que l'on rencontre dans la mer de Behring ne sont pas de ceux qui ont provisoirement quitté les *rookeries* en quête de nourriture, mais font partie de troupeaux pélagiques complètement distincts (§ 219). La seule preuve fournie à cet égard se compose de quelques prétendues observations sur la direction du vent, sur les localités où se trouvent les phoques, ainsi que l'assertion, que le

(1) CHARLES BEILOW. Appendice du Contre-Mémoire des États-Unis, p. 357 ; C. W. PREISS, *ibid.*, p. 384. WALTER E. MARTIN, *ibid.*, p. 376 ; voir aussi la page de titre du catalogue des ventes de Londres, *ibid.*, p. 412.

(2) Ces moyennes sont tirées des tables de prises transmises avec le Rapport, pp. 209, 210.

(3) Table de la prise moyenne par navire et par bateau. Appendice du Contre-Mémoire des États-Unis, p. 411.

(4) Mémoire des États-Unis (en français), p. 163.

choix de ces localités doit être régi par la température ; mais ces observations ne sont pas fournies, et même dans le cas où elles seraient fondées, elles sont trop insignifiantes pour servir à une conclusion quelconque (1).

Cette supposition d'un développement des habitudes aquatiques du phoque est basée sur une simple hypothèse, au sujet de laquelle les Commissaires n'avancent aucune preuve de quelque nature qu'elle soit, et les États-Unis maintiennent qu'elle n'est pas digne d'être prise sérieusement en considération dans ce litige.

b. Que la situation des *breeding rookeries* dépend seulement de ce fait que les phoques qui s'y installent puissent ne pas y être dérangés par l'homme.

Cette assertion (§ 523, 524), qui implique également la possibilité d'un changement de *rookeries*, toutes les fois que les phoques sont dérangés, est fondée en partie sur des légendes indiennes, et sur les oui-dire de M. J. W. Mackay et de J. G. Swan (§§ 447, 448, 449), qui prétendent que des *rookeries* existaient jadis sur la côte nord-ouest, et sont résumés dans les paragraphes précités ; mais les Commissaires ont omis de vérifier ces déclarations. Comme nouvelle preuve de cette assertion, le Rapport allègue que de nouvelles *breeding rookeries* ont été, à différentes reprises, remarquées sur la côte du Kamchatka (§§ 518, 519) ; néanmoins, ces *rookeries* n'ont pas été visitées par les fonctionnaires britanniques. M. Malowanski, agent de la Compagnie russe des peaux de phoques, entraîné par les « nombreuses et excellentes autorités des îles du Commandant », sur lesquelles les Commissaires se fondent pour établir cette déclaration (§ 518), a visité une *rookery* prétendue de phoques à fourrure sur la côte de Kamchatka, et a constaté que ces soi-disant phoques à fourrure n'étaient autres que des lions marins (2). Si toutes les *breeding rookeries* naissantes, que l'on prétend exister sur la côte asiatique, étaient examinées, on les trouverait sans nul doute identiques à celle mentionnée plus haut. M. Grebnitzki, déjà cité, dit que, dans son opinion, il est tout à fait improbable que le troupeau de phoques des îles du Commandant fréquente d'autres plages que celles de ces îles (3).

Les États-Unis nient que les phoques d'Alaska aient d'autre pays que les îles Pribilof, ou que, même en admettant qu'ils soient constamment dérangés par l'homme pendant leur séjour dans les *rookeries*, ils puissent rechercher un nouveau domicile à cet égard, l'attention des arbitres est appelée sur le fait que les îles Pribilof sont habitées par l'homme depuis un siècle, et que les phoques tués sans distinction d'âge ou de sexe pendant les premières années de l'occupation russe, n'ont pas déserté leur pays, ainsi que sur l'autre fait qu'en 1851-1853, des *rookeries* de l'île Robben furent dépeuplées de phoques à fourrure (§ 510), mais que les quelques individus qui échappèrent regagnèrent les *rookeries* au cours des années suivantes (§§ 510, 511).

Les Commissaires se sont efforcés d'établir le principe qu'ils ont avancé au sujet du changement des habitudes du troupeau de phoques en raison d'un trouble insolite apporté dans les *rookeries*, en citant le fait que le capitaine Bryant a relaté l'abondance des phoques à fourrure le long des côtes

(1) C. L. HOOPER, Appendice du Contre-Mémoire des États-Unis, p. 370.

(2) JOHN MALOWANSKI, Appendice du Contre-Mémoire des États-Unis, p. 376.

(3) N. A. GREBNITZKI, Appendice du Contre-Mémoire des États-Unis, p. 363.

d'Oregon, de Washington et de la Colombie britannique en 1869 (§ 422), et ils cherchent ainsi à en faire naître l'impression que cette abondance a eu pour cause le grand nombre de phoques tués, en 1868, aux îles Pribilof. Sans aucune erreur de leur part, les Commissaires ont été amenés à faire cette déclaration erronée. La *Monograph of North America Pinnipeds* citée par eux, donne ce renseignement ; mais le docteur Allen, auteur de ce travail, dit que l'année où l'abondance précitée s'est produite a été 1870, et non en 1869, ainsi qu'on l'a imprimé par erreur (1). La déclaration relative à l'abondance des phoques à la hauteur de la côte d'Oregon a été publiée pour la première fois par le docteur Allen dans le *Bulletin of the Museum of Comparative Zoology*, p. 88, où il donne l'extrait suivant d'une lettre « en date du 14 juin 1870 », à lui adressée par le capitaine Bryant : « L'année courante, un nombre extraordinaire de phoques a été à la hauteur des côtes d'Oregon, du territoire de Washington, et de la Colombie britannique... la majorité d'entre eux étaient de tout jeunes phoques, parmi lesquels aucun ne paraissait âgé de plus d'un an. » Si les commissaires avaient consulté le *Bulletin* à cet égard, ils se seraient rendu compte de l'erreur existant dans la seconde publication, qui leur a servi à dresser leur Rapport, et de ce fait additionnel que ces jeunes phoques n'auraient pu être d'un âge suffisant à l'époque de leur présence dans les îles, pour avoir ressenti l'effet d'une boucherie quelconque.

PRÉTENDUE ADMINISTRATION FRAUDULEUSE DES ÎLES PRIBILOF

Ainsi qu'on l'a déjà indiqué (plus haut p. 70), les Commissaires britanniques, sans porter absolument une accusation de fraude, ont insinué et apparemment essayé de faire naître l'impression que les anciens concessionnaires, la Compagnie commerciale d'Alaska, s'étaient rendus coupables de fraude aux îles Pribilof, en en tirant un nombre de peaux de phoques supérieur à celui qu'ils étaient autorisés à prendre annuellement, aux termes de la concession. Cette accusation couverte de mauvaise gestion est une atteinte portée à l'intégrité des fonctionnaires des Etats-Unis à San-Francisco et des personnes qui, à différentes époques depuis vingt ans, ont été chargées de la gestion des *rookeries* d'Alaska. Et, étant donné que les dites peaux supplémentaires ne sont pas portées dans les livres de MM. C. M. Lampson et C^{ie} de Londres, cette accusation fait naître également des soupçons sur l'intégrité de cette maison bien connue.

Le Gouvernement des Etats-Unis se refuse à croire que le Gouvernement de Sa Majesté ait, en comprenant le Rapport de ses Commissaires dans le Mémoire par lui soumis au Tribunal d'arbitrage, intentionnellement et en connaissance de cause, accepté contre les fonctionnaires des Etats-Unis, des citoyens américains et des sujets britanniques, ces accusations qui ne reposent sur aucun témoignage. Et le Gouvernement des Etats-Unis croit en toute confiance que les dites accusations auraient été retranchées du Rapport avant qu'il fût soumis comme partie du Mémoire britannique, si l'Agent de la Grande-Bretagne en avait eu préalablement connaissance.

Toutefois, comme les dites accusations sont devenues partie intégrante du Mémoire du Gouvernement de Sa Majesté devant le Tribunal d'Arbitrage, les Etats-Unis considèrent de leur devoir de les discuter, non qu'elles soient suffisamment précises ou importantes pour établir quelques

(1) Lettre du docteur ALLEN, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 413.

faits essentiels dans ce litige, mais uniquement dans le but de justifier les fonctionnaires des Etats-Unis; cependant, le Gouvernement des Etats-Unis ne soutient pas moins que les dites accusations de pratiques frauduleuses sont étrangères à la présente question et ont été introduites par les Commissaires dans le dessein de distraire l'attention des Arbitres de la véritable question et de jeter également un discrédit général sur l'administration des *rookeries* de phoques par les Etats-Unis.

Les accusations ci-dessus mentionnées sont énoncées au Rapport dans les termes suivants : « On a déclaré que, pendant la durée de la concession de la Compagnie commerciale d'Alaska, des fraudes ont été commises à l'égard du nombre des peaux prises dans les îles et comptées pour la rentrée de l'impôt. Il ne semble pas qu'aucune preuve directe de ces fraudes ait été produite, mais comme l'énumération officielle des peaux aux îles et à San-Francisco avait lieu par paquet, chaque paquet étant supposé contenir deux peaux, il est évident que, n'était la différence de volume et de poids qui aurait pu être observée, trois ou même quatre peaux auraient pu être réunies en paquet, ficelées ensemble et comptées pour deux (§ 670). » D'un autre côté, le Rapport déclare qu'il y a eu plusieurs exemples d'un même individu ayant rempli les fonctions d'employé de la compagnie, tantôt celles de contrôleur du gouvernement, (§ 52). Enfin, la dernière assertion a trait à la déclaration qui établit que les rapports adressés au département de la Trésorerie par les fonctionnaires chargés des îles sont « souvent contradictoires » et « manifestement inexacts » ; le prétendu fait ci-dessus mentionné étant une des raisons qui expliquent ces contradictions. Les Commissaires ne fournissent aucune autorité pour la déclaration citée en dernier lieu, et n'indiquent pas non plus les sources des renseignements sur lesquels ils fondent leur insinuations de fraude quelconque. Ce ne serait pas appliquer à ces insinuations une expression trop forte que de dire qu'elles constituent une diffamation inexcusable.

Avec le « soin » habituel qu'ils apportent à l'examen de « toutes preuves documentaires » (§ 8), les Commissaires ont détaché du *Census Report* de M. Henry W. Elliott, une déclaration qui laisse à croire que les peaux prises par les concessionnaires n'étaient comptées qu'en ballots dans les îles, et qu'elles étaient recomptées dans les mêmes ballots par les agents des douanes à San-Francisco. Néanmoins, ainsi que le témoigne la citation suivante du même rapport, page 106, M. Elliott n'a jamais eu l'intention de tirer pareille conclusion : « Les peaux sont comptées quatre fois dans l'île, de la manière suivante : 1° Au moment de leur entrée au saloir, par l'agent de la compagnie et les chefs indigènes qui, chaque jour, après l'abattage de la journée, rendent des comptes à l'agent du Gouvernement; 2° de nouveau, au moment où elles sont mises en ballots par les indigènes, qui font le travail, et qui sont tous payés par ballot; 3° par l'agent du Gouvernement, au moment de leur transport du saloir aux navires, et 4° par le premier officier du vapeur de la Compagnie, au moment de leur remise à bord. »

Les ballots étaient alors transportés par vapeur au port de San-Francisco et jamais ouverts à bord du navire, si ce n'est pour resserrer les ballots qui s'étaient défaits, et dans ce cas on ne plaçait que deux peaux dans chaque ballot (1). A San-Francisco, les ballots étaient comptés conjointement par

(1) M. C. ERSKINE, Appendice du Contre Mémoire des Etats-Unis p 360.

un agent des douanes des Etats-Unis et par un employé de la Compagnie commerciale d'Alaska (1). Quelques ballots étaient alors ouverts par un agent de la Compagnie, afin de vérifier leur état, généralement de douze à vingt par cargaison (2). Toutes les peaux de phoques des Pribilof étaient immédiatement mises en barils, en ballots d'origine (depuis 1878, cette opération a lieu sur le quai où les peaux ont été déchargées) (3), transportées en chemin de fer, et expédiées à MM. C. M. Lampson et C^{ie} de Londres (4).

Si ces ballots avaient contenu plus de deux peaux, ce fait aurait été connu de la maison de Londres ; mais ses directeurs ont déclaré d'une façon formelle qu'ils n'ont jamais trouvé plus de deux peaux de phoques dans aucun des ballots qui leur ont été consignés par la Compagnie commerciale d'Alaska pendant les dix-neuf années qu'elle a exploité sa concession (5). Ce témoignage repose en outre sur la déposition du vice-président de la Compagnie commerciale d'Alaska, qui, lorsque la quotité arrivait à San-Francisco, procédait à l'examen annuel de quelques peaux de chaque cargaison (6) ; il est en outre confirmé, sous serment, par la personne chargée d'emballer les peaux (7), par le chef de l'équipe des débardeurs à laquelle était confié le soin de décharger le vapeur de la compagnie (8), et par le capitaine Erskine, qui a commandé le vapeur de la Compagnie pendant plus de vingt ans (9). Les personnes familières avec la manutention des peaux de phoques brutes déclarent qu'on ne saurait rouler trois peaux en ballot sans qu'on s'en aperçût, et, qu'en tous cas, il serait impossible de rouler quatre peaux ensemble (10). Ce fait a encore été vérifié par le major W. H. Williams, qui, en 1892, procéda à une enquête spéciale à ce sujet (11).

Les Commissaires basent encore leur rapport sur les renseignements fournis par M. Elliott, lequel déclare que les peaux pèsent de 5 et demie à 12 livres (§ 671) et comparent ces renseignements avec la déposition du lieutenant Maynard, « observateur impartial », qui fixe à 22 livres le poids moyen des ballots et à 64 livres celui des plus gros (§ 672). Cela « semble aux Commissaires nécessiter quelque explication » (§ 673). L'induction est claire, et les Etats-Unis offrent de fournir l'explication en défense des fonctionnaires du Gouvernement qui sont l'objet de ces accusations. Le ballot contient non seulement les deux peaux de phoques, mais du sel et de la graisse dans lesquels on les emballe pour les conserver, ce qui naturellement ajoute beaucoup à leur poids, de même d'ailleurs que l'humidité amassée par le sel et par la fourrure. Un ballot pèsera donc quelquefois de 60 à 70 livres, si les deux peaux sont fortes, et même, lorsqu'il consiste seulement en deux peaux de veau d'un an, pesant probablement

(1) LOUIS SLOSS jeune, *ibid.*, p. 384.

(2) GUSTAVE NIEBAUM, *ibid.*, p. 382 ; LOUIS SLOSS, jeune, *ibid.*, p. 384.

(3) GUSTAVE NIEBAUM, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 382 ; MARTIN MYER, *ibid.*, p. 380 ; J. BRAVIN, *ibid.*, p. 358.

(4) GUSTAVE NIEBAUM, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 382.

(5) Lettre de C.-M. LAMPSON et C^{ie} *ibid.*, p. 415 ; ALFRED FRASSER, *ibid.*, p. 415.

(6) GUSTAVE NIEBAUM, *ibid.*, p. 382.

(7) MARTIN MYER, *ibid.*, p. 390.

(8) JAMES B. BROWN, *ibid.*, p. 358.

(9) M. C. ERSKINE, *ibid.*, p. 360.

(10) MARTIN MYER, *ibid.*, p. 380 ; GUSTAVE NIEBAUM, *ibid.*, p. 382.

(11) W. H. WILLIAMS, *ibid.*, p. 399.

5 livres à sec, le ballot pèse quelquefois 20 livres (1). C'est aussi un fait que, pendant les premières années de la concession, quelques peaux exceptionnelles furent recueillies dans les îles (2).

Un relevé comparatif des comptes des peaux de phoques pour la durée entière de la concession, dressé simultanément par le fonctionnaire du Gouvernement aux îles, l'inspecteur des douanes à San-Francisco, les emballeurs de la Compagnie commerciale d'Alaska avant l'expédition des ballots à Londres et par MM. C.-M. Lampson et Cie, montre qu'en vingt ans seulement 900 peaux de plus que ne l'établit le compte original, fait au moment du chargement des ballots à bord du vapeur aux îles Pribilof, furent vendues à Londres (3). C'est une moyenne de 45 peaux par année sur une quotité de 100,000, laquelle fut prise régulièrement pendant sept ans seulement. C'est dans ces proportions, et dans ces proportions seules, qu'on peut prétendre qu'il y a eu fraude.

En 1875, l'agent spécial, J. S. Moore, adressa au secrétaire de la Trésorerie un rapport comprenant le résultat de certaines enquêtes faites par lui au sujet du nombre de peaux prises par les concessionnaires des îles Pribilof. Il découvrit que 559 peaux de plus que celles dont il était rendu compte dans les relevés des taxes perçues pour le compte du département de la Trésorerie, avaient été vendues à Londres, et il soumit une table dressée par lui, donnant le nombre des peaux sur lesquelles la taxe fut payée, et celui indiqué comme ayant été expédié à MM. C. M. Lampson et Cie, et celui vendu par ces derniers. Il résume ainsi le résultat de son enquête : « Je suis persuadé que ces chiffres sont exacts, à moins que non seulement la Compagnie, mais les employés des douanes aux îles, les officiers des navires qui transportèrent les peaux, les fonctionnaires des douanes à San-Francisco, et la grande maison de MM. Lampson et Cie de Londres ne soient tous en collusion et ne se soient ligués pour frauder la Trésorerie des Etats-Unis. Il y aurait encore, en ce cas, une autre difficulté à surmonter, car il serait nécessaire de tenir de faux livres et de faire de faux enregistrements, alors qu'en fait, rien n'est plus facile à reconnaître qu'une fausse comptabilité (4).

Quant aux allégations contenues dans le Rapport à l'effet que des fonctionnaires du Gouvernement étaient d'anciens employés des concessionnaires, les Etats-Unis reconnaissent que, dans un seul cas, un agent du Gouvernement (John M. Morton), qui a été chargé de l'administration des îles Pribilof, était antérieurement au service de la Compagnie commerciale d'Alaska (5), mais ils nient qu'aucun autre cas similaire se soit produit, et soutiennent que l'imputation de fraude à la suite d'une telle circonstance est injustifiable.

Toute défense ultérieure des fonctionnaires et des citoyens des Etats-Unis, auxquels les Commissaires ont cru devoir attribuer des pratiques frauduleuses et reprocher de s'être ligués en vue de frauder le Gouvernement des Etats-Unis, est considérée comme superflue.

(1) W. H. WILLIAMS, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 399; Louis Sloss, jeune, *ibid.*, p. 384.

(2) H. H. Mc INTYRE, *ibid.*, p. 373.

(3) MAX HELBRONNER, *ibid.*, 368.

(4) Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 283.

(5) GUSTAVE NIEBAUM, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 283.

TROISIÈMEMENT

Règlements proposés dans le Rapport.

Les Commissaires de la Grande-Bretagne ont annexé à leur Rapport un certain nombre de projets pour la réglementation à venir de la capture des phoques à fourrure faisant partie du troupeau d'Alaska. Les Etats-Unis soutiennent, ainsi qu'ils l'ont proclamé dans leur Mémoire, que se basant sur les faits établis par les témoignages, ils possèdent, vis-à-vis du troupeau de phoques fréquentant les îles des Etats-Unis dans la mer de Behring, et de l'industrie qui en procède et qu'ils y entretiennent, un droit de propriété qui leur confère des droits à une décision de ce Tribunal les protégeant contre toute chasse pélagique, laquelle chasse forme le fond du différend dans ce Mémoire. Et, en dehors de tout droit de propriété ou de légitime défense s'appliquant à leurs intérêts territoriaux, ils soutiennent qu'ils ont clairement démontré qu'aucun règlement autre que la prohibition ne pourra prévenir, d'une façon efficace, la prochaine destruction du troupeau de phoques d'Alaska.

De l'examen des règlements proposés, il ressort que la principale réduction du nombre des phoques à abattre, dans chacun des différents projets, doit s'appliquer aux îles Pribilof. Toutes recommandations visant le territoire des Etats-Unis, même en admettant qu'on ne tienne pas compte de la propriété dont jouit ce Gouvernement à l'égard du troupeau de phoques, ainsi que cela paraît être le cas dans les propositions faites par les Commissaires, sont étrangères à cet arbitrage. La juridiction du Tribunal d'arbitrage ne s'étend pas, dans l'esprit du Gouvernement des Etats-Unis, au territoire ou aux eaux territoriales, lesquels ne sont pas contestés, et au sujet desquels aucune question n'a été soumise à la décision de ce Tribunal.

Cependant l'injustice manifeste des règlements proposés appelle l'attention des Etats-Unis, car les propositions soumises par les Commissaires démontrent on ne peut plus clairement l'esprit de partialité qui est un des traits caractéristiques du Rapport. Dans ce but, les Etats-Unis jetteront un coup d'œil rapide sur les règlements proposés ; néanmoins ils ne cesseront de soutenir que toute proposition ayant trait aux droits territoriaux incontestables des Etats-Unis est en dehors de la juridiction de ce Tribunal et étrangère au présent litige.

(a) *Perfectionnement des méthodes employées pour la capture des phoques (§§ 147-150).*

La première recommandation suggérée par les Commissaires a trait aux perfectionnements des méthodes employées pour la capture des phoques dans les îles de reproduction ; tous ces perfectionnements sont déjà appliqués aux îles Pribilof, bien que les Etats-Unis reconnaissent que, dans quelques détails de peu d'importance, certaines modifications pourraient avoir un résultat satisfaisant.

Les secondes propositions se rapportent au perfectionnement des méthodes appliquées en mer. La première concerne l'interdiction de l'usage de la carabine (*rifle*). Les déclarations suivantes du Rapport montrent le peu d'importance d'un pareil règlement : « L'usage de la carabine (*rifle*) fut introduit, mais bientôt après remplacé par celui du fusil de chasse (*shot-gun*), lequel est maintenant devenu l'arme généralement employée

pour la chasse [du phoque] » (§ 584, p. 100); « s'il [le phoque] est tué, comme cela se produit dans la majorité des cas, particulièrement maintenant que le fusil de chasse a remplacé la carabine », etc. (§ 604); « l'emploi du fusil de chasse pour tirer les phoques en mer est devenu maintenant presque universel et il est douteux, » etc. (§ 657). Il ne semble pas que les Commissaires puissent sérieusement faire une proposition tendant à interdire une arme dont l'usage est devenu suranné parmi les chasseurs pélagiques de phoques.

Le second perfectionnement consiste dans l'adoption d'un système de permis (*licences*) pour *chasseurs blancs*, la proposition ne visant pas sous ce rapport les *chasseurs indiens*. En 1891, d'après la table des Commissaires (p. 205), 715 blancs et 368 Indiens ont été employés sur les vaisseaux composant la flotte de chasse de Victoria. Trois de ces vaisseaux seulement avaient un équipage blanc (p. 205). Il est donc permis de supposer qu'au moins 360 de ces Indiens étaient des chasseurs ou des canotiers, or, comme un canot (*canoe*) ne contient que deux Indiens (1), sur les 369 bateaux ou canots donnés dans la table, 180 portaient des chasseurs indiens, de façon que le « perfectionnement » général ne s'appliquerait qu'à la moitié des chasseurs de la flotte de Victoria. En outre, les Etats-Unis contestent que le système de permis proposé puisse avoir quelque effet utile, même en supposant qu'on dût l'appliquer à toutes les catégories de chasseurs.

Le troisième « perfectionnement » proposé est d'augmenter le droit de patente prélevé sur les « navires marchant à l'aide de machines ». Mais comme il ressort de la table du Rapport (p. 205), que sur cinquante navires de la flotte de Victoria, deux seulement paraissent avoir employé des machines en 1891, et comme leurs prises n'ont été que de 50 et de 385 peaux respectivement, tandis qu'il ressort de la table que la moyenne de chaque navire à voiles a été de près de 1000, il n'est pas possible de saisir quelle utilité une pareille restriction pourrait avoir. Il a déjà été déclaré, par les personnes intéressées à la chasse pélagique du phoque à Victoria, que les vapeurs employés à cette base n'ont jamais rien rapporté (2).

(b) Restriction du chiffre des phoques qu'on pourra capturer
(§§ 151 et 154).

Le Rapport propose de limiter le nombre de phoques à prendre. On peut remarquer que les restrictions proposées à cet égard pour les flottes se rapportent à un nombre et à une catégorie fixes de phoques, tandis que celles qui visent la chasse pélagique ne considèrent que le temps et les lieux et ne contiennent aucune disposition concernant le nombre ou l'espèce de phoques pris. L'injustice de telles propositions est manifeste.

PROJET SPÉCIAL

(c) Projet spécial de règlements recommandés.

Les Commissaires, après avoir ainsi généralisé les méthodes de restriction nécessaires, en présentent de spéciales « sur terre et sur mer »,

(1) Appendice du Mémoire des Etats Unis, Vol. I, pp. 496, 504, Vol. II, p. 317, 326, 369, etc.

(2) Rapport de l'agent spécial HENLY, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 246.

qu'ils croient devoir apporter le degré requis de protection, étant données les conditions d'existence particulières dans lesquelles le phoque leur paraît se trouver à présent (§ 155).

La première restriction proposée est de limiter à un maximum fixe de 50,000 le nombre de phoques à prendre sur les îles Pribilof (§ 155 a). Ce règlement, devant s'appliquer au territoire des Etats-Unis, est, ainsi qu'on l'a déjà remarqué, en dehors de la juridiction de ce Tribunal.

La seconde proposition est de créer autour des îles Pribilof, dans un rayon de 20 milles marins, une zone en deçà de laquelle la chasse pélagique serait interdite (§ 155 b). Le Mémoire des Etats-Unis a pleinement discuté ce projet de zone protectrice (1), et le Rapport lui-même reconnaît en principe la difficulté d'appliquer une prohibition de cette nature (§§ 160, 768).

La troisième proposition des Commissaires est l'institution d'une saison pendant laquelle la chasse du phoque serait fermée, cette saison devant s'étendre du 15 septembre au premier mai de chaque année avec la disposition supplémentaire qu'aucun navire de chasse ne serait autorisé à pénétrer dans la mer de Behring avant le 1^{er} juillet de chaque année (§ 155 c). Cette proposition est basée sur l'hypothèse que les mâles et les femelles non fécondées (*barren*) constituent la presque totalité des prises pélagiques dans la mer de Behring (§ 648). Si, cependant, cette hypothèse pouvait être établie, il est de suite évident que, si l'on rémédiât aux prétendues erreurs commises dans la gestion des îles Pribilof, la catégorie des femelles non fécondées que l'on prétend former une grande proportion des prises de la mer de Behring (affirmation exprimée pour défendre la chasse pélagique), disparaîtrait entièrement. Ainsi l'excuse pour la chasse du phoque en pleine mer est fondée sur la prétendue mauvaise direction donnée à la gestion des *rookeries* de phoques par les Etats-Unis.

La période pendant laquelle la chasse du phoque est permise par les règlements projetés comprend, en principe, l'époque pendant laquelle les chasseurs de phoques se livrent à la capture des soi-disant prises de « Sand Point » et de « Behring Sea », lesquelles, en 1891, ont fourni, d'après la table des Commissaires (p. 205), 93 pour cent des prises totales de la flotte de Victoria. Les Commissaires proposent donc de réduire à 50 pour cent la quotité des îles Pribilof, et seulement de 7 pour cent les prises pélagiques.

Quant à la nouvelle concession du Rapport qui établit qu'il peut être interdit aux navires de chasse de pénétrer dans la mer de Behring avant le premier jour de juillet de chaque année, il n'est pas sans intérêt de remarquer ici que les Commissaires déclarent que cette mer est « maintenant généralement fréquentée par les chasseurs pélagiques du 20 juin au 1^{er} juillet » (§ 649). Une restriction aussi inutile n'a pu être proposée dans le Rapport, qu'avec l'intention de paraître faire une concession, alors qu'en réalité il n'en est fait aucune.

Le Rapport propose en outre de faire coïncider toute diminution de 10,000 phoques dans les prises des îles avec une augmentation de dix milles marins accordée à la zone protectrice autour des îles (§ 156). Comme ce n'est là tout simplement qu'une extension de la question de zone, on considère inutile de discuter de nouveau le projet de cette « compensation ». Une seconde proposition de même nature consiste à réduire de sept jours

(1) Mémoire des Etats-Unis (en français), pp. 260, 268.

la saison ouverte à la chasse pélagique du phoque pourvu que la quotité des îles soit réduite de 10,000. Les commissaires considèrent évidemment cette proposition comme une « juste échelle d'équivalence entre la chasse sur terre et celle dans la mer » (§ 156); ce qui revient à dire qu'une semaine de chasse pélagique représente une prise de 10,000 phoques. Comme la saison ouverte que les Commissaires proposent comprend plus de vingt semaines, cela présuppose une prise pélagique de 200,000 phoques, soit quatre fois le nombre que leurs règlements auraient l'intention d'accorder aux îles Pribilof. Cette proposition aurait également pour résultat d'élever à 250,000 le nombre total des peaux fournies par le troupeau de phoques d'Alaska, ce qui certainement serait plus nuisible à l'existence du phoque que l'état actuel des choses, même en admettant le cas où les Etats-Unis autoriseraient à prendre 100,000 peaux dans les îles.

La recommandation par les Commissaires d'une série de règlements tels que ceux qui viennent d'être examinés indique clairement la prévention et l'esprit de parti que l'on peut d'ailleurs remarquer dans presque tous les paragraphes de leur Rapport.

Les règlements alternatifs proposés (§§ 163-168), tels que l'interdiction complète de tuer les phoques dans les îles de reproduction, et les périodes de repos, avec toutes les obligations gouvernementales nécessaires imposées par de tels règlements, ne sont pas considérés par les Etats-Unis comme des questions nécessitant l'attention du Contre-Mémoire. Elles sont évidemment inadmissibles.

Réponse des Etats-Unis aux réclamations en dommages-intérêts formulées par la Grande-Bretagne.

En ce qui concerne l'état des dommages-intérêts joint au Mémoire de la Grande-Bretagne, pour lesquels on demande des constatations de fait conformément à l'article VIII du traité d'arbitrage :

Les Etats-Unis admettent qu'une partie des navires mentionnés dans l'état a été saisie par leurs croiseurs à l'époque spécifiée, ou à peu près que ces navires étaient aux époques des dites saisies dans les eaux de la mer de Behring et à plus d'une lieue marine de toute terre appartenant aux Etats-Unis ou dépendant de leur juridiction; mais ces saisies ont été opérées dans les eaux comprises dans le traité de cession conclu le 30 mars 1867 entre la Russie et les Etats-Unis.

Quant à certains autres des navires mentionnés dans l'état, les Etats-Unis admettent que les croiseurs des Etats-Unis leur signifièrent l'ordre de quitter la mer de Behring, où ils se livraient illégalement à la capture des phoques à fourrure; et quant à d'autres qui se disposaient à entrer dans cette mer pour le même but illégal, les croiseurs des Etats-Unis les avisèrent de n'en rien faire. Mais sur le point de savoir si les navires qui ont ainsi reçu l'ordre de quitter la mer de Behring, ou l'avis de n'y point entrer, l'ont en réalité quittée ou se sont abstenus d'y entrer, en raison des dits ordres ou avis, les Etats-Unis n'ont d'autres éléments d'information que les déclarations qui accompagnent les réclamations en question et ils n'admettent pas que l'on ait obéi aux dites injonctions ou aux dits avis.

Les Etats-Unis prétendent que tous et chacun des navires, au moment

de leur saisie, se livraient à la capture des phoques à fourrure dans les eaux de la mer de Behring, au mépris des lois des Etats-Unis, et que ces saisies ont été effectuées en vertu des lois des Etats-Unis (1), lois édictées pour la protection de leurs droits de propriété sur les phoques à fourrure qui fréquentent la mer de Behring et ne se reproduisent que sur les îles Pribilof, lesquelles îles font partie du territoire des Etats-Unis ; et que les agissements des équipages et patrons de ces navires, en chassant et capturant les phoques, étaient de telle nature que, si on les permettait, on aboutirait à l'extermination du troupeau de phoques d'Alaska et, par suite, à la suppression d'un article de commerce d'une grande valeur pour toutes les nations civilisées.

Les Etats-Unis insistent en outre sur ce fait que les goëlettes mixtes *Thornton*, *Grace*, *Anna Beck* et *Dolphin*, et les goëlettes *Sayward*, *Carolina*, *Pathfinder*, *Alfred Adams*, *Black Diamond* et *Lily*, pour la saisie desquelles on demande des dommages-intérêts, appartenaient en tout ou en partie au moment de leur saisie à des citoyens des Etats-Unis, et que, conséquemment, aucune demande de dommages-intérêts ne saurait être arguée en leur faveur par la Grande-Bretagne ; quelques goëlettes mixtes *Thornton*, *Grace*, *Anna Beck* et *Dolphin* et la moitié de la goëlette *Sayward* étaient la propriété d'un certain Joseph Boscowitz, citoyen des Etats-Unis ; que James Douglas Warren, au nom duquel la réclamation est faite à propos de la goëlette mixte *Thornton*, n'avait en réalité aucun intérêt sur ce navire, mais qu'au contraire celui-ci était hypothéqué pour le montant de sa valeur à Joseph Boscowitz, qui en était, de fait, le vrai propriétaire ; et que Thomas H. Cooper, au nom duquel sont formulées les réclamations ayant trait aux saisies de la goëlette *W. P. Sayward* et des goëlettes mixtes *Grace*, *Dolphin* et *Anna Beck*, n'avait aucun intérêt réel sur ces navires, et qu'il n'a en aucune façon subi de préjudice ni supporté de perte par suite de la saisie de ces navires, soit comme propriétaire de ces goëlettes et goëlettes mixtes, de leur armement ou de leurs prises, les dits navires étant hypothéqués pour leur valeur intégrale au profit de Joseph Boscowitz, ci-dessus désigné, et ayant été transférés à Thomas H. Cooper, à titre gratuit, dans le seul but de les faire enregistrer sous désignation de navires britanniques (2).

Les Etats-Unis insistent de plus sur ce fait que les goëlettes *Carolina*, *Pathfinder* étaient, à l'époque de leur saisie, la propriété d'un certain A. J. Betschel, alors citoyen des Etats-Unis (3), et que William Munie et Frederick Carne, au nom desquels on formule une demande en dommages-intérêts fondée sur la saisie de ces goëlettes, n'avaient, en fait, aucun intérêt sur celles-ci, leur armement et leurs prises ; que les goëlettes *Alfred Adams*, *Black Diamond* et *Lily* pour la saisie desquelles la liste détaillée porte des réclamations, étaient, en fait, au moment de leur saisie, la propriété d'un certain A. Frank, lequel était alors un citoyen des Etats-Unis ; que Gutman, au nom duquel était enregistrée la goëlette *Alfred*

(1) § 1986 des statuts révisés des Etats-Unis ; voir l'Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. I, p. 98.

(2) THOMAS H. COOPER, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 320 ; T. T. WILLIAMS, Appendice du Mémoire des Etats-Unis, Vol. II, p. 491 ; Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 351 ; Preuves-action WARREN c. Boscowitz, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, pp. 301-320.

(3) T. T. WILLIAMS, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 351.

Adams, n'était pas le propriétaire réel de la goëlette, de son armement ou de sa prise, mais qu'au contraire la dite goëlette, son armement et sa prise étaient la propriété du dit Frank ; qu'après sa libération de saisie, l'*Alfred Adams* a changé son nom pour celui de *Lily*, navire en faveur duquel une demande de dommages figure aussi sur l'état alors qu'il restait la propriété de A. Frank, et que celui-ci était seul intéressé dans son armement et sa prise, et non pas Morris Moss, au nom de qui figure cette dernière réclamation ; et que le dit Frank était aussi propriétaire de la goëlette *Black Diamond*, de son armement et de sa prise, et qu'il était en réalité la vraie personne ayant souffert un dommage ou une perte en raison des saisies de l'*Alfred Adams*, la *Lily* et le *Black Diamond* (1).

Les Etats-Unis insistent encore sur ce fait que tous les chefs de réclamations portés sur l'état sous les désignations de « perte prise évaluée », « prise probable », « solde de prise probable », « moyenne de gains pour les mois d'octobre, novembre et décembre », « perte de profits » poursuites postérieures à la saisie, et que tous les chefs des dites réclamations basées sur des événements futurs ou éventuels, rentrent dans la nature des profits en perspective ou dommages spéculatifs, et sont d'une telle incertitude qu'ils ne sauraient servir de base légale ou équitable pour asseoir des faits donnant lieu à l'attribution de dommages-intérêts. Des réclamations de même nature furent présentées au nom des Etats-Unis devant le tribunal d'arbitrage pour les réclamations de l'Alabama, qui se réunit à Genève en 1872, et, en statuant sur cette classe de réclamations, ce tribunal s'exprimait en ces termes : « Considérant que les profits éventuels ne sauraient être l'objet d'aucune compensation, puisqu'il s'agit de choses futures et incertaines, le tribunal est d'avis, à l'unanimité, qu'il n'y a lieu d'adjuger aux Etats-Unis aucune somme à titre d'indemnité de ce chef (2). »

Les Etats-Unis déclarent en outre que la valeur de tous et chacun des navires saisis, mentionnés dans l'état des réclamations, et les comptes produits à l'appui, sont très fortement exagérés, qu'en fait la valeur intrinsèque de ces navires et de leurs équipements respectifs était bien inférieure aux sommes désignées et réclamées, et que les dommages-intérêts auxquels on prétend sont à tous égards excessifs (3), sans parler de ceux qui, comme il a été précédemment établi, sont tout à fait insoutenables.

Les Etats-Unis ne jugent pas nécessaire d'entrer dans une discussion détaillée sur les évaluations exagérées et excessives des dommages-intérêts réclamés, ni de produire des preuves à l'appui autres que celles fournies par l'analyse des dites réclamations dans l'Appendice de ce Contre-Mémoire à la page 339 pour la raison que les questions de fait se rattachant aux réclamations de l'une des puissances signataires du traité contre l'autre, qui doivent être soumises au Tribunal d'arbitrage aux termes de l'article VIII, ne peuvent, d'après le sens attribué par les Etats-Unis à cet article, porter que sur les faits précis qui tendent à fixer la res-

(1) W. H. WILLIAMS, Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, p. 352.

(2) Documents relatifs au traité de Washington (Réclamations de l'Alabama), publication du Congrès, Vol. 4, p. 53.

(3) Tables indiquant la valeur des navires saisis, etc., Appendice du Contre-Mémoire des Etats-Unis, pp. 339-340. Rapport des Commissaires britanniques, pp. 205, 210, 211.

ponsabilité de l'une des parties envers l'autre, et ne comprennent pas les faits qui ne se rapportent qu'au montant des dites réclamations.

Le Gouvernement des Etats-Unis, en terminant son exposé des questions controversées, par cette réplique au Mémoire imprimé de la Grande-Bretagne, persiste dans l'attitude qu'il a prise dans son Mémoire imprimé, en confirme à nouveau toutes les propositions et conclusions, et se déclare prêt à les faire valoir, par des arguments fondés, devant le tribunal d'arbitrage.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

SUISSE

Rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral
sur sa gestion en 1895.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(Suite) (1).

Quatrième division. — Bureau de la propriété intellectuelle.

I. Protection des inventions. — Les demandes de brevets augmentent d'année en année et les recettes provenant des annuités payées suivent le même mouvement. Nous nous référons à cet égard aux tableaux statistiques reproduits plus loin, sans entrer dans des détails. Les cinq recours mentionnés ont tous été rejetés par le Département.

Nous jugeons opportun de signaler ici que les délais légaux pour le paiement des annuités et pour la présentation de la preuve de l'existence du modèle ne sont pas observés dans bien des cas. Cet oubli se produit alors même que le bureau rappelle expressément les échéances et les conséquences d'un retard qui, chaque fois, entraîne la radiation du brevet dont il s'agit, et donne lieu à des réclamations inutiles.

Il serait certainement bon que la loi frappât d'une taxe supplémentaire le paiement des annuités échues.

La condition qui lie la délivrance d'un brevet efficace (brevet définitif), à la présentation de la preuve de l'existence du modèle de l'invention, s'est montrée sans utilité dans la pratique. Malheureusement, il ne pourrait être apporté un remède à cet état de choses que par une révision de l'article 64 de la constitution fédérale.

Statistique concernant les brevets d'invention.

A. Renseignements généraux.

	1895.	1894.
Demandes déposées.	2.125	1.951
Dont :		
Pour brevets provisoires	1.523	1.342
— définitifs	550	575
— additionnels	50	32
Pour protection aux expositions	2	2
Demandes retirées	66	66

(1) V. Archives, 1896, I, p. 307 et plus haut p. 21.

	1895	1894
Demandes rejetées	104	72
Recours ensuite du rejet de demandes, etc . . .	5	5
Notifications relatives à des demandes à l'examen. . .	2.891	2.594
Dont :		
I. Notifications	1.883	1.724
II. »	837	691
III. »	148	163
Autres »	23	16
Avis secrets	63	81
Brevets principaux délivrés	1.850	1.675
Brevets additionnels délivrés.	24	15
Certificats de protection aux expositions.	2	2
Rappels de transformation	328	311
Preuves du modèle présentées au bureau	1.176	1.058
Dont :		
Pour la confrontation au bureau.	847	800
» en dehors du bureau	79	33
Modèles à dépôt permanent	141	125
Photographies à dépôt permanent	109	100
Preuves du modèle refusées par le bureau	167	122
Preuves du modèle présentées au Département. . .	10	4
Rappels des annuités	2.077	1.947
Sursis de paiement pour les trois premières annuités	6	12
Annuités payées	5.106	4.665
Dont :		
Premières annuités	1.919	1.789
Deuxièmes »	1.218	1.138
Troisièmes »	715	748
Quatrièmes »	459	395
Cinquièmes »	319	273
Sixièmes »	198	271
Septièmes »	224	51
Huitièmes »	54	—
Cessions, etc., enregistrées	124	133
Licences enregistrées	30	15
Nantissements enregistrés.	3	4
Nantissements radiés	1	4
Radiations.	1.513	1.294
Dont :		
Brevets principaux	1.192	1.281
» additionnels	21	11
Annulation partielle	1	—

B. Répartition par pays, classés dans l'ordre alphabétique, des brevets principaux délivrés pendant les années 1894 et 1895.

	1895.	1894.
Suisse.	575 = 31,08 0/0	574 = 34,27 0/0
Etranger.	1.275 = 68,92 0/0	1.101 = 65,73 0/0
	1.850	1.675

Répartition pour l'étranger :

Europe :

	1895.	1894.
Allemagne	687	590
Autriche	65	57
Belgique	24	21

	1895	1894
Danemark et colonies	7	7
Espagne et colonies	43	5
France et colonies	199	199
Grande-Bretagne et colonies	102	86
Hongrie	26	14
Italie	30	26
Luxembourg	—	1
Pays-Bas et colonies.	10	4
Roumanie	1	1
Russie	9	9
Serbie.	1	—
Suède et Norvège.	18	19
Turquie d'Europe et d'Asie.	1	2

Autres continents :

	1895.	1894.
Argentine	1	1
Australie.	8	1
Canada	3	3
Chili	1	—
Etats-Unis (Amérique du Nord). . .	67	53
Etats-Unis du Brésil	1	2
Nouvelle-Zélande	1	—
	1.275	1.401

2. *Dessins et modèles.* — Le nombre des objets déposés a doublé cette année, ensuite de la participation toujours plus grande de l'industrie de la broderie. Celle-ci n'est toutefois pas encore satisfaite des diminutions de taxes introduites dans le règlement du 31 août 1894; elle réclame en outre d'autres allègements qui ne peuvent être accordés qu'au moyen d'une revision de la loi. Ces desiderata ont fait l'objet d'une motion déposée le 11 décembre 1895 par MM. le conseiller national Wild et consorts, motion que nous avons acceptée et dont nous nous sommes déclarés prêts à tenir compte dans la mesure du possible.

Le bureau a rappelé l'échéance de 328 dépôts. On a retiré 2 demandes de dépôt et 6 ont été rejetées.

Statistique concernant les dessins et modèles.

A. Tableau pour les 4 périodes de la protection.

PÉRIODES	DÉPÔTS		OBJETS	
	1895	1894	1895	1894
I ^{re} période (2 ans).	1331	632	55,943	25,765
(dont cachetés).	1088	549	50,865	24,287
II ^e période (3 ans)	98	77	733	462
III ^e " (5 ans)	24	10	75	109
IV ^e " (5 ans)	2	—	5	—
Cessions	7	4	55	29
Radiations, dépôts entiers	212	107	6,437	1,728
" parties de dépôts.	24	22	458	218

B. Répartition par pays, classés dans l'ordre alphabétique, pour la I^e période.

PAYS	DÉPOTS		OBJETS	
	1895	1894	1895	1894
Suisse.	1309	664	55,728	25,614
Etranger.	22	18	215	151
TOTAL.	1331	682	55,943	25,765
Répartition pour l'étranger :				
Allemagne	15	12	165	135
Autriche	—	1	—	1
Espagne	—	1	—	1
France	5	2	45	12
Grande-Bretagne	1	1	1	1
Hongrie	—	1	—	1
Suède.	1	—	1	—
TOTAL.	22	18	215	151

3. *Marques de fabrique et de commerce.* — Les données statistiques concernant les marques sont publiées sous une forme plus simple que précédemment.

La loi fédérale du 29 juin 1894, concernant les dispositions transitoires à celle du 26 septembre 1890, relative à la protection des marques, etc., mise à exécution au cours de l'exercice, a occasionné un grand surcroît de travail, mais n'a rencontré aucune difficulté sérieuse. Cette loi n'a donné lieu qu'à un seul recours, relatif à une marque renfermant la croix fédérale, emblème qui constitue la partie figurative du signe obligatoire des brevets d'invention. Le propriétaire de ladite marque se refusait à modifier la croix en question. Ce recours a été rejeté.

Trois autres recours ont été présentés au département pendant l'année. Deux d'entr'eux portaient sur le refus, par le bureau fédéral, d'admettre des marques exclusivement constituées par une raison de commerce n'étant pas absolument conforme à celle du déposant. Cette pratique, sanctionnée antérieurement déjà (voir rapport de gestion pour 1886, Feuille fédérale, 1887, I. 377), a été confirmée.

On a constaté pendant le cours de l'exercice qu'un assez grand nombre de propriétaires de marques omettent de faire enregistrer les transferts de propriété, bien que, à teneur de l'article 11 de la loi de 1890, la transmission ne soit opposable aux tiers qu'à partir de sa publication par le bureau fédéral.

Une déclaration assurant la protection réciproque des marques de fabrique ou de commerce a été échangée entre la Suisse et la Grèce, en date du 21 novembre/3 décembre 1895. Elle aura la même durée que la convention provisoire de commerce du 10 juin 1887.

Statistique concernant les marques.

A. Renseignements généraux.

	1895.	1894.
Marques présentées à l'enregistrement	812	562
Marques dont les pièces étaient irrégulières ou incomplètes	303	224
Marques enregistrées.	765	524
Marques enregistrées au bureau international	229	231
Marques retirées.	11	17
Marques rejetées.	23	14
Recours.	4	1
Marques ayant donné lieu à un avis confidentiel.	52	74
Changements de raison ou de domicile	38	17
Marques transférées	67	39
Marques radiées à la demande des déposants (non compris 6 radiations anticipées, loi de 1894).	11	12

Exécution de la loi du 29 juin 1894.

Marques ayant donné lieu à un avis	849	—
Marques modifiées (y compris 20 transmissions, etc.)	161	—
Marques régularisées au moyen d'attestations	79	—
Marques radiées pour non conformité à la loi de 1890	609	—
Marques radiées pour non conformité à la loi de 1879	393	—

B. Répartition par classes de marchandises des marques enregistrées pendant les années 1894 et 1895.

Classes de marchandises :

	1895.	1894.
1. Produits alimentaires, etc	129	54
2. Boissons, etc	49	38
3. Tabacs, cigares, etc.	62	51
4. Produits chimiques, pharmaceutiques, etc.	48	44
5. Couleurs, vernis, etc. ; savons, etc.	68	50
6. Produits textiles, etc., servant à l'habillement, à l'ameublement, etc.	68	65
7. Produits servant à l'éclairage, au chauffage, etc. ; explosifs	12	5
8. Produits de la papeterie, etc. ; procédés de reproduction, etc	27	12
9. Matériaux de construction, etc.	7	9
10. Meubles et objets à l'usage personnel, domestique ou public	5	2
11. Métaux, outils, machines, moteurs, véhicules, etc.	58	25
12. Horlogerie, bijouterie, instruments de musique, etc.	231	168
13. Divers	1	1
Total.	765	524

C. Répartition par pays, classés dans l'ordre alphabétique, des marques enregistrées pendant les années 1894 et 1895.

	1895.	1894.
Suisse	577	413
Etranger	188	111
Total.	765	524

<i>Répartition pour l'étranger :</i>		1895.	1894.
Allemagne.		93	36
Autriche		7	7
Belgique		9	1
Espagne		—	1
Etats-Unis (Amérique du Nord).		6	8
France		13	22
Grande-Bretagne		53	32
Italie		—	1
Hongrie		4	2
Roumanie		1	—
Suède		2	1
Total.		188	111

4. *Protection de la propriété littéraire et artistique.* — Le nombre total des inscriptions d'œuvres littéraires ou artistiques effectuées pendant l'année s'est élevé à 206, dont 129 inscriptions obligatoires et 77 inscriptions facultatives.

Une conférence des délégués des Etats faisant partie de l'Union internationale conclue à Berne le 9 septembre 1886, aura lieu à Paris, le 15 avril 1896.

DÉPARTEMENT DE JUSTICE ET POLICE

A. Administration de la justice.

I. LÉGISLATION.

1. Par message du 3 mai 1895 (F. féd. 1895, II. 1043), nous avons soumis à l'Assemblée fédérale un projet de loi concernant le transfert, au Tribunal fédéral, des compétences du Conseil fédéral en matière de poursuite pour dettes et de faillite, et modifiant la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite, ainsi que la loi fédérale du 22 mars 1893 sur l'organisation judiciaire fédérale.

Le Conseil des Etats, qui avait la priorité, modifia notre projet sur un point important, en ce qu'il décida que la chambre des poursuites et des faillites à créer se composerait de deux juges fédéraux nouveaux, n'appartenant pas aux sections existantes, et du vice-président du Tribunal fédéral, comme président; le Conseil national adhéra à cette proposition. Le 28 juin 1895, les deux conseils se mirent d'accord sur tous les points; de ce jour date « la loi transférant au Tribunal fédéral les compétences du Conseil fédéral en matière de poursuite pour dettes et de faillite ». Elle fut publiée le 17 juillet 1895 dans la Feuille fédérale; le 15 octobre, le délai référendaire expirait sans avoir été utilisé, sur quoi, le 18 du même mois, nous ordonnâmes l'insertion de la loi dans le Recueil officiel, en la déclarant exécutoire dès le 1^{er} janvier 1896. Par arrêté du 8 novembre, nous déclarâmes supprimée, dès le 1^{er} janvier 1896, la division de la poursuite pour dettes et des faillites créée provisoirement au Département de justice et police, en date du 9 octobre 1891 et composée du bureau fédéral pour la poursuite pour dettes et la faillite et du conseil de la poursuite. Nous reviendrons sur cette matière au chapitre de la poursuite pour dettes et des faillites.

2. Comme nous le prévoyions dans notre rapport de l'an dernier, la commission d'experts chargée d'examiner le projet d'un code pénal suisse a terminé ses travaux en 1895. Elle a eu quatre sessions de quinze jours chacune. Il a été tenu de ses délibérations un procès-verbal détaillé. M. le professeur Stooss, à Berne, est l'auteur du texte allemand, que M. le professeur Gautier, à Genève, s'est chargé de traduire en français. Le procès-verbal (2 volumes avec table des matières), ainsi que le projet, ont été imprimés et vous seront distribués. En publiant ce travail dans le but de le soumettre à l'avis de personnes versées dans la matière aussi bien que du public, notre département l'a expressément qualifié de projet d'une commission. Il sera reconnaissant des observations qu'on voudra bien lui adresser au sujet de cette œuvre, sur laquelle nous aurons à revenir dans le rapport de gestion pour l'année 1896.

MM. Hartmann et Gohl, que, comme vous le savez, notre département avait, sur la demande de la commission d'experts, chargés de procéder à une enquête sur les pénitenciers et maisons de détention en Suisse, ont terminé leur travail au mois d'octobre de l'année dernière. Leur rapport a été remis imprimé au département ; il traite des questions suivantes : *a.* Les conditions suivant lesquelles doivent être construits les établissements pénitentiaires et de détention ; *b.* L'état dans lequel se trouvent ces établissements en Suisse ; *c.* Conclusions. Les experts expriment toute leur reconnaissance pour l'accueil empressé qu'ils ont partout reçu, dans leur tournée d'inspection, de la part des autorités et des employés ; nous joignons ici nos remerciements aux leurs.

Notre département ne s'est pas encore prononcé à l'égard de ce rapport ; il entend le soumettre à un examen objectif et général et l'a dans ce but communiqué, avec prière de présenter les observations qu'il pourrait suggérer, d'abord à la commission d'experts qui a arrêté le texte du projet de code pénal suisse.

3. Pendant l'exercice de 1895, le nombre des gouvernements cantonaux qui se sont prononcés sur le programme élaboré par M. le professeur Eugène Huber, au sujet de la méthode à suivre dans la rédaction d'un projet de code civil suisse, s'est augmenté dans une forte proportion ; ils ont donné des avis détaillés. Il n'en manque plus que quelques-uns qui ont promis d'envoyer leurs rapports dans un terme peu éloigné.

Ces avis sont, ainsi que nous l'avons déjà dit l'année dernière, d'une grande valeur pour la rédaction du projet.

Nous avons également reçu des mémoires importants, relatifs aux projets partiels rédigés par M. le professeur Huber sur les effets juridiques du mariage et sur le droit de succession ; c'est pour nous une tâche agréable de remercier vivement Messieurs les experts de l'empressement qu'ils ont mis à nous prêter leur précieux concours.

M. le professeur Huber ne s'est pas contenté de revoir ses deux projets partiels à la lumière des avis donnés par les experts ; il s'est, de plus, occupé des autres parties du droit des personnes et du droit de famille.

Nous aurons à faire à ce sujet d'ultérieures communications.

4. Le projet de loi fédérale sur le commerce des bestiaux, qui fait l'objet de notre message du 29 mai 1894, a été discuté par le Conseil national dans sa session de printemps, sur la base d'un nouveau projet du Conseil

fédéral, puis adopté par le Conseil des Etats avec quelques modifications. La discussion en sera continuée en 1896.

5. Le Conseil d'Etat du canton de Glaris a, par office du 12 décembre 1895, insisté vivement auprès de nous pour nous engager à reprendre l'essai d'une interdiction, par voie législative, de la double imposition. Le gouvernement parle en passant de la jurisprudence du Tribunal fédéral en la matière, jurisprudence qu'il critique sur quelques points.

Sans avoir perdu de vue cette tâche législative qui incombe à la Confédération, nous avons cru ne devoir la reprendre qu'au cas où le besoin de voir la question réglée par une loi se ferait impérieusement sentir, au point que l'on pût compter sur l'accord des Chambres sur les parties essentielles, spécialement l'imposition simultanée des sociétés anonymes et des actionnaires.

C'est incontestablement le Tribunal fédéral qui est le mieux en situation de se prononcer sur la question de savoir s'il est nécessaire ou désirable de régler, par une loi, l'interdiction de la double imposition. Aussi n'avons-nous pas manqué de lui demander son avis sur la demande du gouvernement de Glaris ; nous attendons sa réponse.

Si nous signalons cette affaire ici déjà, c'est surtout pour donner aux membres du pouvoir législatif l'occasion d'émettre leur opinion sur la nécessité qui peut exister d'avoir une loi fédérale prohibant la double imposition.

II. POURSUITE POUR DETTES ET FAILLITES

Pendant l'exercice de 1895, le nombre des recours s'est élevé à 242. Le tableau comparatif ci-dessous indique les solutions qu'ils ont reçues :

Années.	Nombre des recours.	Retirés.	Ecartés.	Déclarés fondés.	Pendants.
1892	188	29	110	49	—
1893	225	16	147	62	—
1894	230	19	155	56	—
1895	242	30	132	29	51

Les 51 recours qui n'étaient pas liquidés à la fin de l'année ont été, conformément à l'article 16 de la loi fédérale sur le transfert au Tribunal fédéral de la surveillance en matière de poursuite pour dettes et de faillites, transmis au Tribunal fédéral au commencement de 1896.

Questions de nature juridique posées par des autorités et des particuliers : 1892, 610 ; 1893, 501 ; 1894, 399 ; 1895, 242.

Le conseil de la poursuite a tenu pendant l'exercice neuf séances d'une demi-journée.

Le grand conseil du canton du Tessin avait adopté une loi modifiant la loi d'application de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, mais le Conseil fédéral n'a pas pu donner son approbation à la disposition de cette loi qui répartissait entre deux autorités, Conseil d'Etat et Cour d'appel, les attributions d'autorité cantonale de surveillance jusqu'alors dévolues au Conseil d'Etat. Une répartition de cette nature ne nous a pas paru conciliable avec les articles 13, 14, 17 et 18 L. P.

La division de la poursuite pour dettes et des faillites a envoyé les circulaires ci-après :

1. Concernant l'interprétation de l'article 50 du tarif des frais ;

2. Concernant la liquidation des faillites régies par l'ancien droit cantonal.

3. Concernant les conditions auxquelles peut être requise la poursuite pour effets de change.

Les cantons du Tessin et des Grisons ayant réclamé une révision du tarif des frais, notre Département de Justice demanda à tous les gouvernements cantonaux leur avis sur cette question. Tous, sauf Schwyz et Fribourg, ont, dans le courant de l'année, envoyé des réponses circonstanciées, qui permettent au Conseil fédéral de poursuivre l'étude de la question. Il va sans dire que la chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral sera consultée.

Outre qu'il reste chargé d'arrêter les tarifs, le Conseil fédéral restera compétent pour approuver les lois et règlements cantonaux d'application, les suspensions de poursuite, ainsi que pour contrôler les publications officielles paraissant dans la Feuille officielle suisse du commerce.

Il a paru : en 1892, 2,141 ; en 1893, 2,357 ; en 1894, 2,170 ; en 1895, 1,903 de ces publications.

Enfin, le Tribunal fédéral ne s'est jusqu'ici pas encore chargé de faire établir et expédier les formulaires et les registres de poursuite ; c'est le Département fédéral des finances qui, depuis le 1^{er} janvier, s'en occupe provisoirement.

III. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.

En 1895, nous vous avons présenté un rapport général sur les conférences de droit international privé qui ont eu lieu en 1893 et 1894 à La Haye, la capitale des Pays-Bas, et auxquelles notre pays a été représenté, avec beaucoup de distinction, par MM. les professeurs Meili (Zurich) et Roguin (Lausanne). Il nous est possible, cette année, de vous faire connaître notre décision au sujet de l'un des cinq projets devant former l'objet d'une convention internationale et arrêtés par la conférence le 13 juillet 1894 ; nous ne sommes pas encore fixés sur les quatre autres. Ainsi que nous l'indiquions l'année dernière déjà, les dispositions concernant la procédure civile ont, dès le début, paru les plus acceptables. Partant d'un point de vue identique, le gouvernement royal des Pays-Bas a fait soumettre, par note du 12 novembre 1894 de sa légation à Berne, un projet de convention internationale restreinte aux matières relevant de la procédure civile sur lesquelles l'accord était intervenu au sein de la conférence. Le projet du gouvernement des Pays-Bas reproduit les votes de la conférence ; il est divisé en cinq parties, savoir : *a.* Notification de pièces judiciaires et extrajudiciaires ; *b.* Commissions rogatoires ; *c.* Cautio judicatum solvi ; *d.* Assistance judiciaire ; *e.* Contrainte par corps.

Sur la proposition de notre département, nous avons, en date du 28 décembre 1895, fait savoir que nous étions disposés à accepter, sous quelques réserves, le projet soumis par le gouvernement des Pays-Bas. Nous n'avons pas encore — et ce ne serait pas ici que nous aurions à le faire — à examiner de plus près le contenu du projet. Si comme tout le donne à croire, les négociations qui vont s'ouvrir entre les Etats participants, doivent aboutir à un résultat, nous exposerons la question dans un rapport spécial. Un certain nombre d'Etats se sont déclarés disposés à signer une convention sur la base du projet des Pays-Bas. Une entente en ce domaine impliquerait un progrès important et serait tout au bénéfice du développement des rapports internationaux en matière de procédure civile.

IV. GARANTIE ACCORDÉE A DES CONSTITUTIONS CANTONALES.

En 1895, la garantie fédérale a été accordée :

1. A une loi constitutionnelle du canton du Tessin du 8 novembre 1894, par arrêté fédéral du 5 avril 1895.

Cette loi institue pour l'administration de la justice pénale :

a. Une chambre des recours, composée de trois membres choisis dans le sein du tribunal d'appel ; b. Des assises de district, composées du tribunal de district et de cinq assesseurs-jurés ; c. Des assises cantonales, composées de trois juges choisis dans le sein du tribunal d'appel et de neuf assesseurs-jurés ; d. D'une cour de cassation, composée du président du tribunal d'appel et de quatre membres.

La nouvelle organisation remplace celle du 2 juillet 1892, qui prévoyait en matière pénale (et civile) le tribunal de district comme première instance et le tribunal d'appel comme deuxième instance.

2. A deux lois constitutionnelles du canton de Genève du 12 janvier 1895, par arrêté fédéral du 5 avril 1895.

Une de ces lois institue le referendum facultatif dans le domaine municipal. L'autre modifie l'article 46 de la constitution cantonale du 24 mai 1847, en ce qui concerne la date et la durée des sessions ordinaires du grand conseil.

3. A la revision partielle de la constitution du canton d'Appenzell-Rh. int., du 28 avril 1895, par arrêté fédéral du 22 juin 1895.

Par cette revision, le canton d'Appenzell-Rh. int. a soumis au peuple l'élection de son député au Conseil des Etats et fixé à trois ans la durée de ses fonctions.

4. A la revision des articles 23 et 42 de la constitution du canton de Schaffhouse, du 26 janvier 1895, par arrêté fédéral du 22 juin 1895.

Jusqu'ici c'était, à teneur de l'article 23 de la constitution de 1876, le grand Conseil qui exerçait dans le canton de Schaffhouse le droit octroyé aux cantons par l'article 89 de la constitution fédérale, de demander une votation fédérale sur les lois et arrêtés fédéraux, tandis que maintenant, depuis la revision du 26 janvier 1895, le grand Conseil exerce ce droit « de concert avec le peuple ».

D'après l'article 42 de la constitution de 1876, les lois et arrêtés étaient soumis à la votation populaire dans le canton de Schaffhouse lorsque 1,000 citoyens actifs en faisaient la demande. La revision du 26 janvier 1895 introduit le referendum obligatoire pour toutes les lois et tous les décrets rendus par le grand Conseil en application de l'article 23 (demande de votation fédérale sur les lois et arrêtés fédéraux), ainsi que pour tous les décrets du grand Conseil entraînant une fois pour toutes une dépense déterminée ou une nouvelle dépense annuelle. Elle permet d'ailleurs au grand Conseil de soumettre, de son chef, à la votation populaire certains arrêtés ou les principes qui doivent être pris en considération dans un décret.

5. A une revision de la constitution du canton de Glaris, du 5 mai 1895, par arrêté fédéral du 22 juin 1895.

Cette revision implique une réorganisation des compétences des tribunaux civils.

6. A la revision partielle de la constitution du canton de Soleure, du 17 mars 1895, par arrêté fédéral du 28 juin 1895.

Cette revision porte essentiellement sur les points suivants :

a. L'introduction du système proportionnel obligatoire pour l'élection du grand Conseil et des conseils municipaux de sept membres au moins et facultatif pour celle des autres conseils municipaux et des commissions ;

b. L'introduction de l'initiative constitutionnelle ;

c. La réforme financière (introduction de l'impôt direct à l'Etat, réduction du droit de mutation sur le transfert des immeubles, des émoluments et du prix du sel) (F. féd. 1895, II, 340).

Conformément à la proposition faite par la commission du Conseil des Etats, les deux conseils ont voté une adjonction au considérant du Conseil fédéral qui précède l'arrêté accordant la garantie, en ce sens que les dispositions additionnelles contenues dans les annexes A et B du projet de revision, concernant le vote proportionnel et la réforme financière, pourront toujours être révisées par voie législative, sans qu'il soit besoin de requérir à cet effet la garantie fédérale (voir à ce sujet le rapport de la commission du Conseil des Etats, du Dr J. Stossel, F. féd. 1895, III, 357).

V. ETAT CIVIL ET MARIAGE

1. Les rapports d'inspection des gouvernements cantonaux prévus par l'article 12 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage ont aussi fourni en 1895 matière à une longue correspondance entre le Département fédéral de Justice et les autorités cantonales de surveillance. On n'a pas obtenu de rapport de la part de deux cantons. Mais les mesures nécessaires sont prises pour qu'en revanche les rapports de 1895 soient d'autant plus substantiels. Les rapports sont bons en général. Toutefois, on s'occupe de réviser le questionnaire qu'on emploie actuellement pour les inspections (guide des officiers d'état civil, pages 205 et suivantes), afin de rendre les rapports encore plus utiles, c'est-à-dire plus fructueux pour l'autorité fédérale de surveillance. Par les motifs indiqués précédemment, nous devons renoncer à nous étendre ici davantage sur ces rapports.

2. En fait d'état civil et de mariage, nous avons adressé aux cantons les circulaires suivantes en 1895 :

a. La circulaire du 8 mai 1895, concernant les rapports officiels avec les officiers d'état civil du royaume de Prusse.

En vertu d'une ordonnance du ministère de l'intérieur de ce royaume, en date du 10 juin 1894, les demandes de publication qui émanent des officiers d'état civil suisses et sont destinées aux offices d'état civil du royaume de Prusse doivent toujours être transmises au lieu de leur destination par la voie diplomatique, c'est-à-dire par l'intermédiaire de la légation de Suisse à Berlin. Comme le Département fédéral de Justice et Police a souvent pu le remarquer, cette règle s'applique également à l'Alsace-Lorraine. En ce qui concerne le grand duché de Bade, il faut voir notre circulaire du 8 décembre 1894. On a répondu à plusieurs demandes que les officiers suisses d'état civil peuvent correspondre directement avec la légation de Suisse à Berlin dans tous les cas de ce genre.

b. La circulaire du 24 octobre 1895, concernant la reconstitution des registres de l'état civil de Prez-vers-Noréaz, qui étaient devenus la proie des flammes le 20 septembre de la même année.

c. La circulaire du 28 octobre 1895, concernant les étrangers résidant en Suisse, c'est-à-dire l'envoi de leurs actes d'état civil à leur pays d'origine.

d. La circulaire du 6 décembre 1895, concernant le mariage des ressortissants hongrois en Suisse et des ressortissants suisses en Hongrie.

e. La circulaire du 10 décembre 1895, concernant une entente avec l'Espagne, en matière civile, et la tenue de registres matricules par les autorités publiques en Hongrie.

3. L'article 5 du règlement prévoit l'envoi d'actes aux officiers de l'état civil de l'étranger. Ces envois doivent généralement se faire par la voie diplomatique et les actes être légalisés (n^{os} 20 et 21 du « Guide »).

En 1895, la chancellerie d'Etat du canton d'Appenzell-Rh. ext. a demandé au Département fédéral de Justice et Police si on pouvait exiger le coût ordinaire de la légalisation et réclamer aux parties le port des envois pour la Bavière, lorsqu'il s'agissait d'actes d'état civil transmis directement.

Comme l'envoi des actes d'état civil aux pays étrangers incombe à la chancellerie fédérale, nous avons, sur son préavis, fait la réponse suivante.

Les instructions que le n^o 26 du « Guide » nous donne en ce qui concerne les articles 8 de la loi fédérale sur l'état civil et 15 du règlement y relatif, sont aus-i claires et complètes que possibles. On ne doit pas exiger d'émolument quelconque pour les actes d'état civil envoyés d'office à l'étranger.

En ce qui concerne les actes d'état civil transmis en Bavière, la convention avec ce pays, du 7 décembre 1874, prévoit qu'ils sont envoyés directement et sans frais, après qu'ils ont été légalisés. Les frais de port ne doivent pas être réclamés aux parties, puisque l'envoi des actes a lieu précisément, non pas sur leur demande, mais d'office.

Le n^o 21 du « Guide » ne vise, son titre l'indique, que les communications à des Suisses résidant à l'étranger.

4. Le département des affaires étrangères a remarqué ces derniers temps que plusieurs consuls suisses exigeaient le paiement d'un émolument pour la légalisation d'actes officiels de naissance, de mariage et de décès de Suisses établis dans leur arrondissement, tandis que d'autres y renonçaient généralement.

Sans vouloir exprimer aucun blâme, ni devoir constater un abus quelconque, le département estimait qu'il y avait lieu de faire disparaître cette inégalité en astreignant les consuls à légaliser gratuitement la première expédition d'actes officiels de naissance, de mariage ou de décès de Suisses et en leur accordant la faculté de percevoir, comme précédemment, un émolument de légalisation pour chaque nouvelle expédition d'actes de ce genre éventuellement requise. L'article 27 du règlement pour les fonctionnaires consulaires suisses, du 26 mai 1875, suffit pour justifier l'obligation de légaliser sans frais les actes de l'état civil.

Partageant ces vues, nous avons chargé le département des affaires étrangères de transmettre aux légations et consulats suisses l'ordre de ne plus exiger, à l'avenir, d'émolument pour la légalisation d'actes officiels de naissance, de mariage et de décès, lorsqu'il s'agit d'une première expédition (décision du 10 juin 1895).

5. Des plaintes se sont fait entendre contre des officiers d'état civil

auxquels on reprochait d'avoir perçu, contrairement à la loi, des émoluments pour la célébration de mariages.

L'article 8 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage stipule que les inscriptions et les communications d'office, ordonnées par cette loi, sont faites sans frais. Et l'article 15 du règlement pour la tenue des registres de l'état civil (du 20 septembre 1881) prescrit expressément qu'aucun émolument ne peut être perçu des parties intéressées pour la célébration du mariage dans l'arrondissement du domicile de l'époux. Il n'y a d'exception à la règle que lorsque la célébration du mariage est demandée hors de l'arrondissement ou en dehors des jours et heures fixés par les autorités cantonales. Encore faut-il dans ces deux cas que la perception d'un émolument soit formellement autorisée par la législation cantonale (voir la circulaire du Conseil fédéral du 11 février 1876 et les nos 41, 184 et 195 du « Guide pour les officiers de l'état civil »).

D'un autre côté, l'article 3 de la loi sur l'état civil et le mariage prescrit que les dispositions relatives aux émoluments des officiers de l'état civil restent dans les attributions cantonales.

Or, comme l'émolument de 3 francs, que les officiers lucernois de l'état civil sont, vu la loi cantonale sur les émoluments d'état civil (1^{er} décembre 1885), en droit d'exiger de la caisse de police « pour chaque mariage inscrit au registre *a* », avait été réclamé dans les cas incriminés, non pas de cette caisse, mais bien des époux, avec d'autres taxes encore plus élevées dans quelques-uns d'entre eux, nous avons, en nous fondant sur le résultat de l'enquête instruite par l'autorité cantonale de surveillance, à la demande que nous lui en avions faite, condamné les officiers d'état civil dont il s'agit à 10, soit 40 francs d'amende, en les rendant attentifs aux pénalités que le chapitre F de la loi sur l'état civil prévoit en cas de récidive. Le Gouvernement lucernois a été chargé de pourvoir à l'exécution de cette mesure et invité en même temps à transmettre des instructions à tous les officiers de l'état civil, de façon à prévenir le retour des illégalités signalées.

Les amendes furent recouvrées en faveur des caisses de police des communes intéressées.

Quelque temps après la solution de cette affaire, la préfecture de Hochdorf nous fit savoir qu'un des officiers d'état civil condamnés l'avait nanti d'une action en réparation d'injures, intentée à son accusateur qui, disait-il, avait porté atteinte à son honneur en lui reprochant d'avoir exigé trop d'émoluments ou des émoluments illicites pour la célébration de mariages. Comme l'accusé offrait d'administrer la preuve de ses affirmations et qu'il se référait à l'enquête ordonnée par le Conseil fédéral, la préfecture nous priait de vouloir bien lui communiquer le dossier de cette enquête. Transmise par le Gouvernement cantonal, notre réponse portait qu'ordinairement le Conseil fédéral ne faisait pas droit aux demandes de ce genre, tendant à obtenir la communication de pièces empruntées à une enquête. Mais comme il s'agissait ici d'une action en réparation de l'atteinte portée à l'honneur d'un officier d'état civil et que cette action se rattachait à une enquête officielle, qui avait été instruite sur l'ordre de l'autorité fédérale de surveillance en matière d'état civil, contre le fonctionnaire auteur de la plainte, nous n'hésitâmes pas à communiquer, en copie, le passage de notre arrêté qui se trouvait jouer un rôle dans cette affaire, y compris l'exposé des faits et les considérants y relatifs.

6. Un officier d'état civil du canton de Schwyz aurait voulu qu'on imposât aux sages-femmes l'obligation de vérifier tous les 3 mois à l'état civil si toutes les naissances auxquelles elles avaient assisté en qualité d'accoucheuses avaient bien été déclarées.

Ce qui l'engageait à soulever cette question, c'était le fait qu'un père avait omis de déclarer plusieurs naissances, motif pour lequel plainte avait dû être portée contre lui.

Nous avons répondu par l'entremise de l'autorité cantonale de surveillance que la coopération des sages-femmes aux déclarations de naissance était réglée d'une façon satisfaisante par l'article 15 de la loi fédérale sur l'état civil et les instructions du « Guide pour les officiers de l'état civil ». Les dispositions pénales de l'article 59 de la loi déjà citée sont d'ailleurs applicables au cas particulier.

D'un autre côté, le fait que, pour beaucoup de naissances, c'est le médecin qui assiste à l'accouchement, en lieu et place de la sage-femme, et que, pour d'autres, l'accouchement a lieu sans l'assistance de qui que ce soit, s'oppose, ne serait-ce qu'à lui seul, à la réalisation du vœu émis. La prescription en question serait peut-être de nature à augmenter les garanties pour les déclarations de naissance, mais il serait en tout cas très difficile d'en assurer l'exécution.

7. Le Conseil d'Etat du canton de Genève nous a soumis le désaccord qui s'était élevé entre lui et le Conseil administratif de la ville de Genève sur la question de savoir si, oui ou non, l'article 20, alinéa 2, de la loi fédérale concernant l'état civil et le mariage pouvait être interprété dans un sens extensif, c'est-à-dire si les déclarations de décès devaient aussi être reçues par l'officier de l'état civil lorsqu'elles émanaient de personnes autres que celles mentionnées dans cette disposition de la loi, par exemple, — comme cela se pratiquait à Genève, — de l'entrepreneur des pompes funèbres. Nous avons répondu ce qui suit : A l'instar des articles 14 et 15 pour les naissances et de l'article 41 pour les légitimations par mariage subséquent, l'article 20 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage désigne expressément pour les décès les personnes qui sont tenues de faire à l'état civil les déclarations voulues. Si ces personnes omettent de faire la déclaration ou ne la font pas dans le délai prescrit, elles doivent être punies conformément à l'article 59 de la loi citée. Plus que toute autre, cette disposition pénale démontre à l'évidence que le législateur a voulu imposer à des personnes ou organes parfaitement déterminés l'obligation de faire ces déclarations.

8. Un Fribourgeois, fonctionnaire des douanes suisses à la station de Luino, avait l'intention de se marier avec une Bernoise résidant à Uster (Zurich). Il eut recours à l'état civil d'Uster qui lui signala, fort bien, en somme, les difficultés que son mariage rencontrait par le fait qu'il était employé à Luino. S'étant adressé, en fin de compte, à l'autorité fédérale de surveillance en matière d'état civil, voici les directions qui lui furent données :

Comme la loi fédérale sur l'état civil et le mariage ne vise que la célébration du mariage des personnes domiciliées en Suisse, les éclaircissements fournis par l'officier d'état civil d'Uster sont justes au fond. Toutefois, cet officier d'état civil a perdu de vue qu'en sa qualité de fonction-

naire des douanes suisses à la station de Luino, le pétitionnaire n'avait pas, dans cette localité, de domicile proprement dit, tel que le prévoit l'article 37 de la loi fédérale précitée (F. féd. 1895, II. 420, chiffre 32), et que, par conséquent, son lieu d'origine devait être considéré, par rapport à l'état civil, comme son domicile aussi longtemps qu'il remplirait ses fonctions actuelles (F. féd. 1895, II. 370, chiffre 7). Comme les principales formalités à remplir pour la célébration du mariage sont confiées par la loi fédérale à l'officier de l'état civil du domicile du futur époux, c'est à l'officier de l'état civil de sa commune d'origine que le pétitionnaire devait adresser la demande de publication. A la vérité, l'officier de l'état civil du domicile de la fiancée pouvait aussi faire les publications. Mais il devait transmettre ensuite toutes les pièces à son collègue du lieu d'origine de l'époux, pour faire ce qui resterait à faire. Une fois les publications faites, l'officier d'état civil du lieu d'origine pouvait, si le pétitionnaire désirait faire célébrer son mariage dans une autre localité suisse, donner à l'officier de l'état civil de cette localité l'autorisation nécessaire à cet effet.

9. Une ressortissante de Vallorbes avait l'intention de se marier à Meulan (France), avec un citoyen de cette localité. L'état civil français exigeait à cet effet « une autorisation du Gouvernement helvétique ».

Nous avons fait observer ce qui suit à l'avocat de la fiancée :

L'article 54 de la constitution fédérale et l'article 25 de la loi suisse concernant l'état civil et le mariage prescrivent d'un commun accord que le mariage conclu à l'étranger, conformément à la législation qui y est en vigueur, sera reconnu comme valable dans toute la Confédération. Une autorisation spéciale de l'autorité du pays d'origine n'est pas nécessaire.

En ce qui concerne les formalités requises pour le mariage des Suisses en France, le ministère français de la justice a, par circulaire du 2 août 1884, donné, à tous les procureurs généraux de France, l'ordre d'aviser les officiers de l'état civil qu'ils peuvent procéder au mariage des Suisses lorsqu'ils produisent un acte de naissance et un document établissant leur nationalité. Ce document sera, le plus souvent, un certificat délivré par la légation de Suisse à Paris ou par le consul suisse le plus rapproché, légalisé par le Ministère des Affaires étrangères et attestant la nationalité de l'intéressé. Cette instruction ne s'applique, il est vrai, qu'aux cas où les Suisses qui veulent se marier en France sont âgés de 20 ans révolus. Si cet âge n'est pas atteint, il faut le consentement des parents.

10. Une autorité cantonale de surveillance nous a demandé si le mariage d'un Suisse, célébré à l'église allemande réformée de Copenhague, mais non suivi du mariage civil, était valable à teneur des lois danoises.

Fondés sur le rapport que le consulat de Suisse à Copenhague nous a fait à ce sujet, nous avons pu fournir le renseignement suivant :

Aux yeux de la loi danoise, tous les mariages, qu'ils soient religieux ou civils, sont valables au même degré. Il n'y a d'exception à la règle que si les époux appartiennent à des confessions différentes. Dans ce cas, seul le mariage civil est admis.

11. Un Schwyzois s'est marié dans le Piémont, en 1872, avec une Bernoise. Il a fait célébrer son mariage à l'église, mais n'a pas requis le mariage civil. Comme l'article 117 du Code civil italien stipule expressément

ment que nul ne peut réclamer le titre d'époux et les effets civils du mariage s'il ne représente l'acte de célébration extrait des registres de l'état civil, nous répondîmes négativement au Gouvernement schwyzois, qui nous demandait si ce mariage était valable à teneur du droit italien. Or, les autorités schwyzoises, qui, jusqu'à ce moment-là, avaient considéré ce mariage comme valable et les enfants qui en étaient issus comme ressortissants schwyzois, demandèrent que le canton de Berne fût tenu d'inscrire à son registre des bourgeois les enfants comme enfants illégitimes d'une Bernoise. A l'appui de cette demande, on prétendit, notamment, que, vu l'article 54 de la constitution fédérale, qui est applicable à tous les mariages conclus par des Suisses avant ou après le 29 mai 1874, conformément à la législation en vigueur au lieu de leur célébration, le mariage dont il s'agit devait être reconnu comme non valable, sans s'inquiéter de savoir ce que le droit matrimonial avait été dans le canton de Schwyz avant l'entrée en vigueur de la constitution fédérale de 1874. Le Gouvernement bernois objecta que le mariage avait été conclu non pas, il est vrai, d'après les prescriptions du Code civil italien en vigueur au lieu de sa célébration, mais bien en la forme prescrite par le *Decretum Tametsi* du concile de Trente, c'est-à-dire conformément au droit canon catholique. Or, c'est le droit canon qui, dans le canton de Schwyz, régissait la célébration du mariage avant l'entrée en vigueur de la constitution fédérale du 29 mai 1874. Le mariage conclu en Piémont d'après le droit canon a donc pour le canton de Schwyz aussi, comme étant le pays d'origine de l'époux, les effets civils d'un mariage légalement valable.

Comme il s'agissait d'une contestation entre communes de différents cantons, touchant le droit de cité, l'affaire fut, en fin de compte, soumise au Tribunal fédéral, conformément aux articles 49 de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire fédérale et 110 de la constitution fédérale. Cette autorité interpréta l'article 54 de la constitution fédérale en ce sens que, sans doute, un mariage conclu d'après les lois du lieu de la célébration doit être reconnu partout comme valable, mais que, en tout cas, le mariage est aussi valable lorsque, bien que non conclu en conformité des lois en vigueur au lieu de sa célébration, il l'a été d'après celles du pays d'origine. Le Tribunal fédéral estima que, logiquement, un état ne pouvait pas refuser de reconnaître un mariage conclu valablement d'après sa législation, par le motif qu'on n'aurait pas observé la loi étrangère du pays où il a été célébré. Toutefois, la disposition de la constitution fédérale dont il s'agit ne pourrait pas être invoquée, non pas comme si elle devait avoir le sens que lui attribuent les autorités schwyzoises, parce que le mariage a été célébré au Piémont avant l'entrée en vigueur de la constitution fédérale et qu'un mariage conclu d'après la législation (schwyzoise) alors en vigueur et par conséquent définitivement valable, ne saurait jamais être déclaré non valable en vertu d'un article constitutionnel élaboré postérieurement.

Par tous ces motifs, le mariage ayant d'ailleurs été conclu en Piémont, le fait est prouvé, conformément aux prescriptions du droit canon, qui était alors en vigueur dans le canton de Schwyz, le Tribunal fédéral soutint le point de vue du Gouvernement bernois. Son arrêt est reproduit dans le volume XXI de ses arrêts, aux pages 311 et suivantes.

12. Le 1^{er} février 1894, un bourgeois de Berne s'est marié à l'église

protestante du Caire, avec une ressortissante de Beirut. En novembre 1895, lorsqu'il s'est agi de transcrire au pays d'origine des époux l'acte de mariage légalisé par le consul allemand en résidence à Alexandrie, par l'office des Affaires étrangères de l'Empire allemand et par la légation de Suisse à Berlin, la direction de police du canton de Berne réclama notre intervention à l'effet de savoir si, vu l'article 25, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'état civil, ce mariage était valable, s'il répondait aux exigences de la loi égyptienne.

Nous avons répondu que c'était au juge compétent à se prononcer sur cette question. En Suisse, les autorités administratives de surveillance en matière d'état civil se bornent à examiner la question de savoir si on a voulu éluder la loi ou si on a omis d'assurer la validité de l'acte. Si le résultat de cet examen est négatif, les autorités administratives n'ont, vu l'article 54 de la constitution fédérale, aucun motif de contester l'inscription de tels actes dans les registres d'état civil du pays d'origine. Il est loisible aux intéressés, s'il y en a, de l'attaquer en justice.

En nous plaçant à ce point de vue, nous estimions que le mariage en question pouvait être inscrit sans aucun scrupule au registre B de l'arrondissement de l'état civil de Berne. Nous ajoutions que la population chrétienne de l'Egypte, tout comme celle de la Turquie, a le choix entre deux alternatives en ce qui concerne l'état civil : elle s'adresse ou bien à ses ecclésiastiques, ou bien au consul d'un état sous la protection duquel elle se trouve placée. Ce dernier mode est sans contredit celui qui offre le plus de garantie contre une contestation ultérieure. Toutefois, il faut observer expressément que ce sont précisément les mariages religieux contractés par les Européens en Egypte qui y sont reconnus comme valables lorsqu'ils ont été précédés, accompagnés ou suivis des formalités exigées par la loi du pays auquel ressortissent les époux. Or, dans le cas particulier, c'est la publication qui serait en cause. Mais, comme la publication est absolument inconnue en Egypte, ce point n'entre pas non plus en considération, à teneur de l'article 54 de la constitution fédérale. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que les légalisations de l'acte de mariage, de la part du consul allemand en résidence à Alexandrie et de l'office des Affaires étrangères de l'Empire d'Allemagne, à Berlin, constituent une garantie suffisante de la validité légale du mariage dont il s'agit, abstraction faite de la légalisation de la légation de Suisse à Berlin.

A titre complémentaire, nous dirons que nous avons été appelés à nous prononcer en outre sur deux autres cas analogues en 1895. Dans un, il s'agissait de l'inscription du mariage d'un Suisse avec une Française, contracté également à l'église évangélique du Caire le 23 mai 1894, et, dans l'autre, du mariage d'un Suisse avec une Autrichienne, célébré à l'église Sainte-Catherine, à Alexandrie, le 8 mars 1888. Nous avons donné aussi dans ces deux cas les instructions nécessaires, dans le sens de l'exposé ci-dessus.

13. Le n° 63, chiffre 2, du « Guide pour les officiers de l'état civil » dit que les femmes divorcées portent, dans le canton du Tessin, le nom de l'époux divorcé.

Comme on prétendait, de certain côté, que tel n'était pas le cas, nous avons prié le Département de justice du canton intéressé de vouloir bien nous faire connaître la base législative sur laquelle repose cette indication

qui nous avait été fournie dans le temps par les autorités tessinoises. Voici la réponse que nous avons reçue :

Le Code civil du canton du Tessin ne contient aucune disposition explicite, à teneur de laquelle les femmes divorcées continuent à porter le nom du mari défunt ou divorcé. Mais l'indication fournie à l'autorité fédérale de surveillance en matière d'état civil par le Conseil d'Etat tessinois il y a de cela 15 ans, lors de l'élaboration du « Guide pour les officiers de l'état civil », indication portant que, comme les veuves, les femmes divorcées conservent, dans le canton du Tessin, le nom du mari, n'en est pas moins conforme au principe effectivement introduit dans la jurisprudence tessinoise et toujours maintenu dans la pratique officielle.

14. Un Tribunal de district du canton de Saint-Gall avait, en octobre 1892, prononcé le divorce entre des époux wurtembergeois, bien qu'à teneur de l'article 43 de la loi fédérale, il ne fût pas compétent à ces fins, et sans avoir reçu la déclaration exigée par l'article 56. Lorsque l'époux ainsi divorcé voulut se remarier, l'autorité cantonale de surveillance refusa de procéder à la publication, aussi longtemps que la preuve ne serait pas fournie que le jugement serait, après coup, reconnu par les autorités wurtembergeoises compétentes, à quoi le Code de procédure civile allemand s'oppose de la manière la plus catégorique. Nous avons pris à tâche de régler cette affaire et engagé dans ce but les parties à requérir du Tribunal de district compétent la revision, soit la cassation du jugement déclaratif du divorce. Le jugement fut cassé le 22 mai 1895, ce qui liquidait l'affaire en ce qui nous concernait.

15. Un jugement de divorce rendu en Suisse entre époux suisses devait être, à teneur de l'article 57 de la loi fédérale, transcrit à Turin, lieu où le mariage avait été célébré. Les autorités italiennes s'y opposèrent toutefois, attendu que, conformément à la jurisprudence constante du Ministère de la justice, qui est aussi celle des Cours d'appel et de la Cour de cassation du royaume (voir arrêts de la Cour d'appel de Modane du 29 avril 1892 et de la Cour de cassation de Turin du 29 février 1893), les divorces prononcés par des Tribunaux étrangers entre des époux qui se sont mariés en Italie ne peuvent être transcrits en Italie que s'il est produit un jugement de délibation (jugement statuant sur la légalité du jugement de divorce).

16. Huit jugements de divorce émanant de Tribunaux étrangers et prononçant la dissolution de mariages contractés par des étrangers en Suisse ont été, pendant l'exercice, communiqués pour être transcrits dans les registres de l'état civil en Suisse. Tous avaient été rendus par des Tribunaux allemands. La transcription eut lieu sans difficulté.

Deux jugements, par lesquels des Tribunaux suisses avaient prononcé le divorce de Suisses mariés à Paris, ont été transcrits à Paris par voie de Commissions rogatoires.

Notre Département a écarté comme inadmissible la requête d'une femme qui, mariée en Californie avec un Suisse, avait été, fin mai 1894, divorcée par la Cour d'appel de San-Francisco, puis était revenue en Suisse où elle entendait se remarier sans être divorcée valablement selon le droit suisse.

17. Le secrétariat de l'association zurichoise de moralité publique nous

a demandé quels étaient les Etats allemands accordant la réciprocité en matière de mariage, de divorce et d'action en paternité.

Pour pouvoir répondre à la dernière de ces questions, nous avons demandé à la légation de Suisse à Berlin les renseignements voulus et avons ensuite répondu en ces termes :

A. Mariages. — Il faut actuellement considérer comme d'usage constant que dans tous les Etats de la Confédération germanique, les mariages contractés valablement en Suisse par des ressortissants allemands sont, en la forme, reconnus valables, pourvu que les conditions légales requises se trouvent remplies. Les Tribunaux exclusivement ayant à statuer sur les oppositions au mariage quant à la validité, il ne peut pas être question de réciprocité pour la reconnaissance absolue de ces mariages.

B. Divorces. — A teneur de la loi fédérale, les Tribunaux suisses ne peuvent entrer en matière sur les demandes de divorce formées par des étrangers que s'il est produit une déclaration portant que l'Etat dont les époux sont ressortissants reconnaitra le jugement ; mais comme, d'autre part, la législation allemande actuelle n'admet pas de déclarations de principe de cette nature, une garantie générale de réciprocité ne peut être actuellement obtenue du Gouvernement impérial allemand, soit des Gouvernements des divers Etats de la Confédération.

Disons toutefois que, dans quelques Etats, le Ministère de la justice, sur le vu des explications des autorités judiciaires compétentes, a déclaré dans certains cas qu'un divorce prononcé par un Tribunal suisse serait reconnu en Allemagne (F. féd. 1888, II, 313).

C. Action en paternité. — Il faut relever tout d'abord que dans les Etats et provinces de l'Allemagne qui sont encore régis par le droit français, il ne saurait être question de réciprocité, attendu que la règle : « La recherche de la paternité est interdite », supprime, en thèse générale, toute action en paternité. En revanche, on peut admettre en principe que dans les autres Etats et provinces de l'Allemagne, des étrangères sont recevables à intenter l'action en paternité.

Il serait toutefois de peu d'utilité de demander à chaque Etat de l'Allemagne intéressé une déclaration constatant que la réciprocité est effectivement accordée. Sans parler des empêchements imprévus qui pourraient surgir, il faut tenir compte des lenteurs inhérentes à ce genre de négociations.

18. Le consul général de Suisse à Turin a adressé à l'officier de l'état civil de l'arrondissement de Carouge l'avis que Marie-Mélanie C., née à Carouge le 6 février 1881, avait été légitimée par le mariage de ses parents célébré à Turin le 6 février 1892. Le consulat demandait en conséquence qu'il fût fait mention de cette légitimation et qu'un nouvel acte de naissance fut dressé en conformité.

Nous avons répondu que la légitimation de l'enfant Marie-Mélanie ne pourrait être inscrite dans le registre des naissances de Carouge que si l'acte de mariage des parents et un acte de légitimation régulier, pièces à légaliser, étaient produits. Nous avons fait observer au consulat général que les consuls suisses n'étaient pas en situation et qu'il ne rentrait pas

dans leurs attributions de dresser des attestations de cette nature destinées à des officiers de l'état civil en Suisse, voire de demander, en vertu d'attestations de cette espèce, des inscriptions dans les registres de l'Etat civil suisse.

19. Le bureau cantonal de l'état civil de Genève nous a transmis deux extraits, certifiés conformes aux procès-verbaux du consulat des Etats-Unis à Genève, pièces rédigées en anglais et accompagnées de la traduction en français, requises par la loi et desquelles il résultait que :

1. Le 14 décembre 1894, M. Francis-Dawson G. de Genève et sa femme avaient déclaré au consul des Etats-Unis de l'Amérique du Nord à Genève, pour être dressé procès-verbal de leur déclaration, qu'ils avaient été unis par le mariage le 19 avril 1892 par le « recteur de l'église du Calvaire », à New-York, dans la dite église, conformément aux lois de l'Etat de New-York et du règlement de l'église épiscopale des Etats-Unis.

2. Le même jour, ces personnes ont requis le consul d'inscrire, dans les registres du consulat, la naissance de leur fille Marie-Lucie, née le 21 mai 1893, en leur domicile n° 1265, 34^e avenue, à New-York.

Le bureau cantonal de l'état civil ajoutait que ces deux extraits lui avaient été transmis par la chancellerie d'Etat du canton de Genève, pour être inscrits dans les registres de l'état civil de la ville de Genève. Il demandait si ces deux pièces pouvaient être tenues pour des actes réguliers d'état civil.

Nous avons répondu en ces termes :

Ainsi qu'il résulte du rapport de gestion du Département fédéral de Justice et Police, division de l'état civil et du mariage, pour les années 1887, 1890 et 1892, le Conseil fédéral a toujours, en tant qu'il s'agissait de la Suisse, maintenu que les représentants diplomatiques et consulaires des Etats étrangers en Suisse ne sauraient valablement exercer les fonctions d'officier d'état civil, même à l'égard de ressortissants de leur propre Etat, lorsqu'il s'agit d'appliquer des dispositions de notre loi sur l'état civil et le divorce. Il va sans dire qu'ils le sauraient encore moins, lorsque c'est de Suisses qu'il s'agit. M. G. ne pouvait invoquer la nationalité américaine. Il n'y avait aucun compte à tenir de la manière, absolument défectueuse, dont les deux pièces avaient été dressées : les intéressés avaient à se procurer à New-York un acte de mariage dûment légalisé et un acte de naissance pour leur fille (voir Guide pour les officiers de l'état civil, instructions, n° 23).

Nous avons, sur ce dernier point, fait encore observer ce qui suit :

Dans les Etats de l'Amérique du Nord, les communes organisent à leur gré la tenue des registres des naissances, des mariages et des décès. La tenue des registres est confiée aux organes municipaux, au secrétaire municipal (Town Clerk), dans les grandes villes au City Clerk ou registraire, soit à l'autorité sanitaire (Board of Health). Dans les grandes villes, il existe un bureau spécial pour l'état civil (Bureau of Records of vital Statistics) dépendant du Board of Health. Les paroisses restent libres de tenir des registres pour leur usage, mais les ecclésiastiques, aussi bien que les personnes chargées, dans certains cas, de procéder aux mariages, comme les maires, les juges, les notaires, sont tenus de porter à la connaissance des fonctionnaires de l'état civil les mariages célébrés, pour ceux-ci être inscrits dans les registres civils.

20. Le n° 67 de l'instruction du « Guide » recommande aux officiers d'état civil, dans le cas où un ressortissant d'un Etat étranger veut reconnaître un enfant illégitime dans un Etat suisse, d'exiger du père qu'il fournisse, par un acte authentique, la preuve que son Etat d'origine admet la reconnaissance et que cette reconnaissance déploiera ses effets sur l'état civil de l'enfant.

La question a été posée à notre Département de Justice de savoir s'il y avait lieu de se conformer à cette instruction au cas aussi où la législation de l'Etat étranger est conforme à celle du canton où la reconnaissance doit avoir lieu, soit lorsqu'il est à la connaissance de l'officier d'état civil que les dispositions de la loi de l'Etat étranger sont bien les mêmes que celles du canton ; notre Département a répondu, en rappelant les conséquences que pourrait entraîner ce mode de faire et la responsabilité qu'aux termes de l'article 58 la loi fédérale, encourrait l'officier de l'état civil, que cette prescription était absolue et que la preuve requise l'était dans l'intérêt même du fonctionnaire ; elle ne saurait être suppléée par la connaissance qu'il peut avoir de la législation étrangère.

Voici un cas qui est en connexité avec la question :

Une enfant née à Genève a été déclarée à l'état civil fille naturelle de sa mère et d'un Français ; le prétendu père a fait la déclaration. Plus tard, la mère a épousé une autre personne et elle introduit contre le père une instance en rectification de l'état civil de l'enfant, concluant à ce que toute mention de la paternité fût rayée de l'acte de naissance et à ce que l'enfant fût désignée comme fille naturelle de sa mère, sans indication du père. Elle basait sa demande principalement sur le motif que l'officier de l'état civil n'avait pas exigé du père, comme le prescrit le n° 67 du Guide, la preuve irréfragable que son pays d'origine autorisât la reconnaissance avec ses conséquences pour l'état civil de l'enfant. Les Tribunaux genevois écartèrent la demande, pour le motif que l'inobservation, par un officier de l'état civil, des prescriptions du « Guide » ne saurait avoir pour conséquence l'irrégularité de l'acte dressé par lui, si cet acte est du reste conforme aux prescriptions légales, soit fédérales, soit cantonales, qui règlent la matière. La reconnaissance, par un Français, d'un enfant illégitime, est valable, alors même que le père n'a pas rapporté la preuve que cette reconnaissance sera admise par son pays d'origine.

La mère recourut alors au Tribunal fédéral qui se déclara incompétent pour les motifs ci-après :

« 1. L'article 9 de la loi fédérale sur l'état civil et le mariage statue, à son alinéa 2, que la rectification des actes de l'état civil ne peut être ordonnée que par jugement des Tribunaux cantonaux compétents, et à l'alinéa 3 que lorsqu'il existe une erreur manifeste, l'autorité cantonale chargée de la surveillance de l'état civil peut toutefois en ordonner la rectification par voie administrative.

« L'article 8 de la loi fédérale sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour, du 25 juin 1891, dispose, de son côté, que l'état civil d'une personne, notamment sa filiation, légitime ou illégitime, la reconnaissance volontaire ou l'adjudication des enfants naturels et l'adoption, est soumis à la législation et à la juridiction du lieu d'origine.

« 2. Il résulte avec évidence de ces dispositions que le Tribunal fédéral n'est, en général, pas compétent pour connaître des procès relatifs à la

fixation de l'état civil des personnes. Dans l'espèce, il s'agit de décider si le citoyen français en question doit figurer sur les registres de l'état civil comme le père de l'enfant de la recourante, en d'autres termes si ladite enfant doit y être inscrite comme ayant un père connu ou si elle doit, au contraire, être agrégée à sa mère seule. Cette question rentre dans celles dont la solution est réservée aux seules autorités cantonales, et le Tribunal de céans ne saurait dès lors se nantir du présent recours ».

21. Le Département de Justice du canton de Neuchâtel nous a posé la question ci-après : Un ressortissant français, qui a obtenu son divorce par jugement du Tribunal compétent de son pays d'origine et qui, pendant l'existence du mariage dissous par le divorce, a eu, avec une autre femme, deux enfants, désire contracter mariage et légitimer ces deux enfants ; la légitimation sera-t-elle admise en France, bien que contraire à l'article 331 du Code civil français ?

Nous avons répondu que la légitimation des enfants nés avant le mariage et l'exercice de ce droit dépendent du statut personnel et qu'ils sont, en conséquence, régis par la législation du pays d'origine des parents. Or, en l'espèce, le droit français interdit la légitimation.

Roguin, dans son *Conflit des lois suisses*, page 145 et suivantes, donne plusieurs cas importants, empruntés aux rapports de gestion du Département de Justice et Police.

22. Par arrêté du 22 août 1893, le Conseil fédéral a écarté comme non fondé un recours formé par les frères C. de Recco (Italie) contre une décision du conseil d'Etat du Tessin, du 19 février 1891, soit contre la confirmation de cette décision par le grand conseil du Tessin, en date du 2 mai 1893 ; les recourants concluaient à la rectification de leur acte de naissance, demandant à figurer dans le registre de Berzona en qualité de fils illégitimes d'une mère tessinoise, non reconnus par leur père, un ressortissant italien.

Nous renvoyons quant aux faits de cette longue affaire, qui remonte au commencement de l'année 1850, ainsi que pour les motifs à l'appui du rejet du recours, à notre rapport de gestion pour 1893 et nous nous bornons à signaler les circonstances nouvelles qui sont survenues :

Le 5 septembre 1893, les frères C... intentèrent auprès du tribunal de Locarno une action en rectification de leur état civil. Le 10 du même mois, le conseil communal de Berzona requit le Conseil d'Etat du canton du Tessin de mettre enfin à exécution l'expulsion des frères C..., décrétée par les décisions ci-dessus des autorités tessinoises, soit par arrêté du Conseil d'Etat du 19 août 1889 déjà. Mais les frères C... réussirent à obtenir la suspension de l'arrêté d'expulsion, grâce entre autres à des recours qu'ils nous adressèrent. Attendre plus longtemps eût pu avoir pour conséquence de faire des frères C... des heimatlosen, à quoi les communes de Berzona et Mosogno s'opposaient avec la plus grande énergie ; aussi le Conseil d'Etat, d'accord avec nous, fixa-t-il définitivement l'expulsion au 4 avril 1895.

Le 6 avril, nous reçûmes de l'avocat des frères C... une nouvelle requête, demandant la suspension de l'arrêté d'expulsion pendant la durée de l'instance relative à l'état civil de ses clients et destinée à établir s'ils étaient ressortissants suisses ou italiens. Les recourants avaient toutefois,

le 5 avril déjà, été conduits à la frontière du canton, d'où ils étaient partis pour l'Amérique. Dans ces circonstances, nous avons, le 18 juillet, déclaré la demande de suspension caduque et sans fondement. Nous n'avons depuis reçu aucune nouvelle au sujet de la suite donnée à l'instance.

23. Dans la nuit du 8 au 9 mars 1893, quatre citoyens tessinois qui traversaient le lac Lugano se noyèrent dans les eaux de la commune de Castagnola. On retrouva le lendemain matin, renversé et brisé en partie, le bateau dont ils s'étaient servi, mais aucune trace des quatre hommes qui le montaient. Deux témoins avaient, dans la nuit du sinistre, entendu des cris provenant du lieu du naufrage. On admit que ces quatre personnes s'étaient noyées; on organisa des collectes au profit de leurs parents, etc., sans toutefois avoir requis d'inscription dans le registre des décès, et sans que les autorités y eussent fait procéder. Ce n'est que deux ans après, des questions de succession ayant surgi, que l'inscription des décès fut requise. Le bureau de l'état civil de Castagnola, à qui il incombait de donner suite à cette requête, s'y refusa et recourut au Conseil fédéral contre un arrêté du Conseil d'Etat qui avait ordonné l'inscription. Il faisait valoir surtout que ces quatre personnes devaient être considérées comme des absents qui n'ont pas donné de leurs nouvelles, et qu'elles ne pouvaient être inscrites dans le registre des décès qu'une fois que le juge compétent aurait, conformément à la loi cantonale, déclaré le décès.

Le 4 février 1896, nous avons admis le recours. Et comme cet arrêté abandonnait le point de vue auquel le Conseil fédéral s'était jusqu'ici placé en pareille circonstance (voir le cas Molly-Müllec, F. déd. 1892, III, 928), nous avons jugé utile de le publier in-extenso dans la Feuille fédérale.

24. Neuf cas de heimatlosat ont été tranchés pendant l'exercice. Des cinq qui sont survenus depuis, trois ont déjà eu leur solution.

L'un d'eux est d'un intérêt spécial :

Le 7 septembre 1894, la police se saisit, dans l'église du monastère d'Einsiedeln, d'un sourd-muet imbécile, âgé d'environ vingt ans; il fut conduit à la préfecture de district. Il n'avait sur lui aucune pièce permettant d'établir son identité. Quand, après un certain temps, on voulut le mener à l'hôpital pour y être recueilli, il donna clairement à entendre qu'il désirait être relâché. C'est ce qu'on fit, dans l'espoir qu'il retrouverait le chemin par lequel il était venu. Mais, quelques jours plus tard, il fut repris dans la vallée de Waggi et amené à Lachen. Un conflit s'éleva alors entre les districts d'Einsiedeln et de March sur la question de savoir lequel était tenu de garder cet individu à l'avenir. Le 4 février 1895, le gouvernement de Schwyz décida que c'était à la commune d'Einsiedeln d'entretenir et soigner l'inconnu. Il se basait sur les §§ 12 et 20 de l'ordonnance cantonale du 26 novembre 1831, sur le heimatlosat, qui déterminent aussi le traitement à appliquer aux individus totalement inconnus trouvés en état de vagabondage ou appréhendés par la police.

La préfecture d'Einsiedeln recourut au Conseil fédéral contre cette décision, dont elle requit l'annulation, comme ayant été rendue par une autorité incompétente à ces fins; ce n'est pas, selon elle, le droit schwyzois, mais bien la loi fédérale de 1850, sur l'heimatlosat, qui était applicable à l'espèce. La recourante concluait à ce que le Conseil fédéral prit les mesures voulues, en conformité des articles 3, 7 et 8 de la loi susvisée. Elle

insista sur l'importance capitale que la question avait pour Einsiedeln ; si, désormais, tous les individus arrêtés à Einsiedeln et dont il est impossible d'établir le lieu d'origine, devaient être simplement attribués à cette commune, ce serait pour elle une charge ruineuse. Parmi les milliers de pèlerins étrangers qui se rendent chaque année à Einsiedeln, il peut très facilement y avoir des personnes abandonnées dont il n'est pas possible d'établir la nationalité.

Le Conseil d'Etat du canton de Schwyz répondit en ces termes :

Il pourrait se joindre à l'avis de la recourante si la présomption qu'il s'agit d'ores et déjà d'un heimatlose, était fondée. Mais l'inconnu qui a été arrêté ne rentre, en l'état, dans aucune des catégories de heimatloses visées à l'article 2 de la loi fédérale ; ce n'est ni un « toléré », ni un vagabond ; ce n'est pas de son plein gré qu'il est venu dans le canton, il y a été amené et abandonné malicieusement par une tierce personne.

L'inconnu est un enfant trouvé, au même titre qu'un enfant abandonné. Le gouvernement considère comme tels non pas seulement les enfants nouveau-nés et exposés, mais encore ceux que leur faiblesse intellectuelle et physique rend de tous points pareils à des enfants et qui, s'ils n'étaient recueillis, périraient misérablement.

Or, la décision du Conseil d'Etat ne parle pas de la naturalisation de cet enfant trouvé, de son attribution à une commune schwyzoise, mais seulement des soins à donner à cet inconnu jusqu'à ce qu'il soit devenu possible, par des recherches de police, d'établir son origine, de le rendre aux autorités de son pays. Si ces démarches devaient rester infructueuses, la commune entretiendra l'étranger jusqu'à ce qu'il ait été procédé à son égard conformément à la loi fédérale de 1850, qui lui sera applicable, puisqu'alors il sera devenu heimatlose.

Pour le moment, l'affaire n'en est pas encore là ; le gouvernement s'est bien gardé de prendre aucune mesure ou décision au sujet de la nationalité de l'inconnu ; il s'est borné à prescrire, appliquant par analogie les §§ 12 et 20 de l'ordonnance cantonale sur le heimatlosat, que l'individu inconnu, incapable de subvenir à ses besoins, serait recueilli à Einsiedeln, où il avait été trouvé tout d'abord et que cette commune serait tenue de pourvoir à son entretien. Cette décision ne préjudicie en rien à la question de la naturalisation.

Nous nous sommes rangés à l'opinion du gouvernement de Schwyz.

B. Administration de la police.

I. TRAITÉS ET CONVENTIONS.

1. Le gouvernement roumain s'est déclaré en général d'accord avec le projet que nous lui avons soumis pour servir de base à un traité d'extradition. Toutefois, il a proposé d'y apporter certaines adjonctions, dont quelques-unes nous ont paru ne pouvoir être prises en considération. Nous avons fait connaître au ministère roumain des affaires étrangères notre manière de voir à ce sujet et attendons une réponse.

2. Nous avons fait parvenir au gouvernement néerlandais les observations que son projet de nouvelle convention pour l'extradition des malfaiteurs nous suggérait. En réponse, ce gouvernement a formulé diverses contre-propositions. Nous n'avons pu les accepter toutes, mais nous avons

dû proposer au contraire d'y apporter plusieurs changements. Le gouvernement néerlandais examine actuellement nos propositions.

3. Le nouveau traité d'extradition projeté avec l'Autriche-Hongrie n'a pas encore pu être définitivement conclu. — Le gouvernement impérial et royal nous a fait une nouvelle proposition, celle d'insérer au protocole final un article portant qu'une convention spéciale autorisera les autorités judiciaires des districts limitrophes à correspondre directement entre elles pour les affaires pénales. Nous avons répondu que nous préférierions une entente aux termes de laquelle l'autorisation dont il s'agit serait accordée non seulement aux autorités judiciaires des districts de la frontière, mais à toutes les autorités judiciaires de Suisse et de la monarchie austro-hongroise, et cela d'ailleurs aussi bien en matière civile qu'en matière pénale. Ce point reste à liquider. — Le gouvernement impérial et royal nous a proposé en outre de conclure un arrangement sur la procédure à suivre pour la remise, à la frontière, des personnes extradées d'un pays à l'autre ou en transit, pareil à celui qui existe actuellement entre la Prusse et l'Autriche.

Nous avons donné notre adhésion pleine et entière à cette proposition et attendons du gouvernement impérial et royal la communication d'un projet de convention.

4. En 1892, le gouvernement de la République argentine nous a soumis, par l'entremise de notre légation à Buenos Ayres, un projet de traité d'extradition. Après avoir examiné ce projet en le rapprochant de notre loi sur l'extradition, du 22 janvier 1892, nous avons proposé d'y apporter diverses modifications. Nous avons porté nos observations à la connaissance du gouvernement argentin en octobre 1895 et attendons sa réponse.

5. Nous sommes en négociations avec la France pour la conclusion d'une convention relative à l'assistance médicale gratuite des indigents.

Afin de persuader au gouvernement français que les Français malades seront, en général, aussi bien soignés en Suisse que les Suisses malades le sont en France, nous nous sommes adressés aux cantons, les priant de nous dire si, en matière d'assistance médicale, ils font une différence entre leurs propres ressortissants et les Suisses d'autres cantons ou les étrangers et quelle pourrait être cette différence de traitement. Nous demandions en même temps aux cantons de nous indiquer le nombre d'hôpitaux ou d'établissements similaires qu'ils possèdent pour le traitement des malades, nationaux ou étrangers, et de nous dire si les malades peuvent être assistés comme en France à domicile, aux frais de l'état ou des communes. Cette consultation a donné le résultat suivant :

1° Les seuls cantons de Zoug, Fribourg, Bâle-campagne et Appenzell-Rh. int. établissent quelque différence, au point de vue de l'assistance médicale, entre les citoyens du canton et les étrangers, sans qu'il en résulte cependant un préjudice réel pour ces derniers.

2° L'assistance médicale à domicile pour les indigents est appliquée dans les cantons de Zurich, Lucerne, Nidwald, Glaris, Bâle-ville, Schaffhouse, Appenzell-Rh. ext., St-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Valais, Neuchâtel et Genève.

3° Le nombre des hôpitaux publics est de 146 pour toute la Suisse. Il existe en outre des infirmeries (Krankenstuben) dans plusieurs communes.

6. Le gouvernement belge nous a proposé la conclusion d'une convention pour régler l'assistance et le rapatriement des ressortissants pauvres de l'un des deux pays qui tombent à la charge de la bienfaisance publique sur le territoire de l'autre. En même temps, il se référait aux arrangements de ce genre, que la Belgique a déjà conclus avec l'Allemagne et l'Italie. Nous avons examiné ces arrangements et trouvé que le premier d'entre eux peut fort bien servir de base à une convention analogue de la Suisse avec la Belgique. Dans ses grandes lignes, l'arrangement belge-allemand est en harmonie non seulement avec les principes généralement admis en la matière, mais encore avec les prescriptions de la loi fédérale sur les frais d'entretien et de sépulture des ressortissants pauvres d'autres cantons, du 22 juin 1875, et avec les conventions qui existent sur cet objet entre la Suisse et les pays limitrophes. Avant de faire parvenir au gouvernement belge une réponse et des propositions, nous avons pris l'avis des principaux intéressés, les cantons, qui seraient formellement liés par la convention dont il s'agit. Tous, sans exception, ont déclaré leur adhésion. Nous attendons du gouvernement belge une réponse à nos propositions.

II. EXTRADITIONS ET POURSUITES PÉNALES.

7. En 1895, nous avons eu à nous occuper de 360 affaires d'extradition (336 en 1894, et 288 en 1893). L'extradition a été demandée par la Suisse à l'étranger dans 99 cas (98 en 1894 et 99 en 1893), et par l'étranger à la Suisse dans 261 (238 en 1894 et 189 en 1893).

Nous avons reçu, en outre, 5 demandes en autorisation de transit, qui, toutes, ont été accordées en conformité de l'article 32 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892.

Les demandes d'extradition de l'étranger se répartissent, par Etats, de manière suivante :

Allemagne	151
France	49
Italie	47
Autriche-Hongrie	10
Belgique	2
Russie	1
Etats-Unis d'Amérique .	1

Dans 210 cas, l'extradition a été accordée; dans 32 autres, les individus poursuivis n'ont pas été découverts; dans 2 cas, l'extradition a été refusée; 10 demandes ont été retirées; 3 cas étaient pendants à la fin de l'année.

Dans 2 cas, la demande n'est intervenue qu'après que les accusés avaient été remis en liberté par suite de l'expiration du délai fixé pour le maintien de l'attestation provisoire.

A l'égard de 7 individus, qui étaient poursuivis pour crimes de droit commun en même temps que pour désertion, nous n'avons accordé l'extradition que sous la réserve prévue par l'article 11, deuxième alinéa, de la loi sur l'extradition.

Quant aux demandes d'extradition formulées par la Suisse, nous en avons transmis :

42 à la France,
25 à l'Allemagne,
9 à l'Italie,
6 à l'Autriche-Hongrie,
5 à la Belgique,
1 aux Etats-Unis d'Amérique,

En outre, nous avons fait rechercher 4 individus simultanément en France et en Allemagne et 7 autres simultanément dans tous les pays limitrophes et en Belgique, dans le grand-duché de Luxembourg et en Angleterre.

Des demandes adressées par la Suisse à l'étranger, 39 ont été accordées. Dans 20 cas, les recherches sont demeurées infructueuses; 13 demandes ont été retirées; 7 cas sont reportés à 1896.

Indépendamment des extraditions accordées par le Conseil fédéral et le Tribunal fédéral, nous avons reçu avis, conformément à l'article 29 de la loi sur l'extradition, de 39 extraditions opérées *brevi manu* par les cantons (45 en 1894).

En 1895, nous avons remboursé, en vertu de l'article 31 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892, 2,326 fr. 45 de frais occasionnés aux cantons de Berne, Schwyz, Zoug, Fribourg, Bâle-ville, Schaffouse, St-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud et Neuchâtel par les extraditions accordées aux Etats étrangers (en 1894, 2,026 fr. 85).

8. Conformément à l'article 23 de la loi fédérale sur l'extradition aux Etats étrangers, du 22 janvier 1892, nous avons transmis au Tribunal fédéral six demandes d'extradition (8 en 1894) à nous adressées par les Etats étrangers et contestées par les intéressés. L'extradition a été refusée dans un cas, sur lequel nous revenons en détail sous le chiffre 9. Des 5 extraditions accordées, l'affaire Oscar Lux (arrêts du Tribunal fédéral, XXI, page 76) présente un intérêt spécial. Le Tribunal fédéral a jugé qu'une objection soulevée contre l'extradition requise par l'Allemagne, pour viol, ne saurait être fondée sur le motif que la poursuite n'aurait pas eu lieu sur plainte, comme l'exige la loi pénale zurichoise; le traité d'extradition entre la Suisse et l'Allemagne, du 24 janvier 1874, dit le Tribunal, ne contient, au sujet du délit de viol, aucune réserve qui stipule que l'extradition ne peut avoir lieu que si la loi de chacun des Etats contractants, la loi de l'Etat requis par conséquent aussi, soumet la poursuite de l'acte incriminé aux mêmes conditions. Le Tribunal fédéral a, à cette occasion, posé une fois de plus comme règle, que, pour les Etats avec lesquels la Suisse a un traité d'extradition, les dispositions de ces traités sont seules applicables, à l'exclusion de celles de la loi fédérale du 22 janvier 1892, sur l'extradition; il ne peut pas être dérogé aux stipulations des traités par une loi d'extradition, qui est un acte législatif unilatéral, émané de l'une seulement des parties contractantes.

9. Depuis l'affaire Wey, relatée dans notre rapport de gestion de 1887, il est arrivé plusieurs fois que des personnes poursuivies pour attentat à la pudeur sur des enfants âgés de moins de 14 ans ont été extradées par l'Allemagne à la Suisse et vice versa, grâce à l'interprétation extensive donnée aux chiffres 8 et 9 (viol et excitation à la débauche) de l'article 1^{er} du traité d'extradition entre la Suisse et l'Empire allemand, du 24 janvier 1874.

En 1895, F. Knittel, qui résidait en Suisse, poursuivi par le tribunal de Rottweil pour délit de cette nature, s'opposa, auprès du Tribunal fédéral, à son extradition aux autorités wurtembergeoises. Le Tribunal fédéral jugea qu'il ne pouvait pas être donné suite, à teneur du traité d'extradition entre la Suisse et l'Empire allemand, à la demande d'extradition, attendu que, suivant les charges relevées contre lui dans le mandat d'arrêt, Knit-

tel n'avait pas réussi dans les moyens employés par lui pour obtenir une cohabitation illicite et que, par conséquent, il n'avait commis aucun acte constitutif du viol.

Le gouvernement allemand déclara que, vu cet arrêt, il considérerait comme abolie l'interprétation donnée jusqu'alors par les deux Etats à l'article 1^{er} du traité d'extradition. De plus, il tenait l'arrêt du Tribunal fédéral pour contraire à la jurisprudence par lui précédemment adoptée.

Sur le premier point, nous avons répondu que nous n'en continuerions pas moins à examiner et, le cas échéant, à accorder les demandes d'extradition que les autorités allemandes pourraient nous adresser au sujet d'infractions de cette nature. Nous ajoutons que nous agirions de la sorte en vertu, non du traité d'extradition qui ne nous y autorisait pas, mais de la loi fédérale sur l'extradition du 22 janvier 1892, qui donne au Conseil fédéral le droit d'accorder l'extradition pour une infraction qui, non prévue par le traité de 1874, comme donnant lieu à l'extradition, l'est par la loi fédérale. Tel serait le cas pour les délits contre les mœurs, puisqu'à teneur de l'article 3, chiffre 13, les actes immoraux commis sur des enfants ou sur une personne quelconque par celui à qui elle est confiée, peuvent donner lieu à l'extradition. Sur le second point, nous avons déclaré que la critique de l'arrêt du Tribunal fédéral ne nous paraissait pas fondée, car il résultait des décisions sur les recours Strassburger et Wiltig (arrêts au Tribunal fédéral, XII, 139 et XVIII, 184), visées par l'autorité allemande, que le tribunal était toujours parti du principe que si la notion du viol prévu par le traité entre la Suisse et l'Allemagne ne devait pas être restreinte, s'entendre seulement du *stuprum violentum*, elle n'en comprenait pas moins toujours la tentative de cohabitation illicite ou la cohabitation illicite consommée. Aucun acte de cette nature n'ayant été relevé contre K., le tribunal avait dû refuser l'extradition.

Le gouvernement allemand eut peu après l'occasion de nous demander l'extradition d'un régent primaire, qui était accusé d'actes immoraux, commis sur des enfants. Il se référa à notre réponse ci-dessus. L'individu arrêté ayant déclaré consentir à être livré, nous avons accordé l'extradition en vertu de la loi fédérale et sous la condition qu'en pareil cas l'Allemagne userait de réciprocité vis-à-vis de la Suisse (affaire Twartz).

C'est aussi ce que fit le gouvernement du grand-duché de Bade, à qui nous eûmes à demander l'extradition de F. Ambühl, condamné par le tribunal du district d'Uznach, pour attentat à la pudeur commis sur des mineurs.

10. Les autorités bernoises avaient saisi en la possession d'un individu extradé à l'Allemagne, lors de son arrestation dans le canton de Berne, une partie des fonds dont il était porteur, en couverture partielle des frais d'arrestation et de détention provisoire. Critiqué par le juge d'instruction allemand qui avait requis l'arrestation, ce mode de procéder n'était pas, aux yeux des autorités bernoises, contraire à l'article 9 du traité d'extradition conclu entre la Suisse et l'Allemagne. Suivant elles, les fonds saisis ne pouvaient pas être considérés, à n'importe quel titre, comme des pièces de conviction indispensables à l'instruction du procès intenté à l'accusé.

Nous avons dû faire observer aux autorités bernoises que l'article 11 du traité international susvisé est formel. Aux termes de cet article, l'Etat requis d'accorder l'extradition supporte tous les frais d'arrestation et d'en-

tretien de l'individu réclamé. On ne peut donc pas retenir pour leur bonification les fonds ou objets de valeur saisis en la possession de ce dernier. Bien au contraire, ces fonds et objets doivent être remis aux autorités de l'Etat requérant, sans en rien excepter. L'article 9 du traité ne saurait être interprété dans ce sens que seuls les objets servant de pièces de conviction doivent être délivrés. Son préambule stipule, en effet, d'une manière générale, que « les objets trouvés en possession du condamné ou prévenu », qu'ils consistent en numéraire ou non, doivent être remis au moment de l'extradition de l'individu arrêté. Ce principe, qui fait généralement règle en matière d'extradition, est d'ailleurs consacré également par l'article 27 de la loi fédérale sur l'extradition, du 22 janvier 1892.

11. Le consulat italien à Bellinzone, qui se trouve souvent dans le cas de requérir auprès des autorités tessinoises la recherche de malfaiteurs, en vue de leur arrestation et de leur extradition à l'Italie, estimait que, aussi longtemps que l'individu poursuivi n'était pas arrêté en Suisse, on pouvait se dispenser de formuler la demande d'extradition par la voie diplomatique (cas Ancona).

Nous avons fait observer que lorsqu'une autorité étrangère requiert auprès du pays de refuge l'arrestation provisoire d'un individu, il faut que sa demande soit confirmée le plus tôt possible par l'envoi d'un mandat d'arrêt ou d'un jugement et que, à son tour, l'extradition soit demandée par la voie diplomatique, que l'individu ait déjà été arrêté ou non. Ces formalités ne sont pas soumises à un délai; elles doivent être accomplies le plus tôt possible. C'est d'ailleurs pour ce motif que les demandes d'arrestation provisoire, formulées directement ou par télégramme, doivent toujours mentionner l'existence d'un mandat d'arrêt et dire que l'extradition de l'individu poursuivi sera requise.

Ce mode de procéder fait généralement règle. Il est consacré par les articles 9 et 10 du traité d'extradition italo-suisse du 22 juillet 1868. Le 7 juin 1874, le ministère de la justice italien a d'ailleurs adressé aux autorités italiennes une circulaire relative à l'exécution de l'article 10 précité, leur donnant pour instruction de procéder dans le sens des observations qui précèdent (F. féd. 1874, II, 429).

12. En 1895, nous avons reçu 15 demandes de faire poursuivre des Suisses qui avaient commis des délits sur territoire étranger et s'étaient réfugiés en Suisse, savoir 8 de l'Allemagne, 6 de la France et une de la Belgique. 4 de ces demandes ont abouti à la condamnation et 3 à l'acquiescement des individus poursuivis. 8 cas sont reportés à 1896.

De notre côté, nous avons demandé à la France dans 8, à l'Allemagne dans 7 et à l'Italie dans 3 cas de faire exercer des poursuites judiciaires contre des ressortissants de ces états qui avaient commis des délits en Suisse et s'étaient réfugiés impunis dans leur pays d'origine. Dans 9 cas, les prévenus ont été condamnés, dans deux acquittés et dans un non découverts. Les 6 autres cas n'étaient pas encore liquidés à la fin de l'année.

13. En demandant la poursuite d'un Suisse qui avait commis en Belgique le crime de supposition d'enfant, le gouvernement de ce pays donna l'assurance que les autorités belges useraient de réciprocité dans les cas

analogues. En même temps, il déclara que l'accusé ne serait plus recherché en Belgique, si, jugé en Suisse, il satisfaisait à la Justice de son pays, mais qu'il appartenait toutefois au parquet, usant de son pouvoir d'appréciation, de s'abstenir ou non, dans un cas déterminé, de poursuites nouvelles contre l'étranger qui s'est rendu coupable d'une infraction en Belgique, alors même qu'il aurait été jugé de ce chef dans son pays d'origine (affaire Rilling).

D'un autre côté, le gouvernement français, dans un cas où il s'agissait de poursuivre un ressortissant bernois qui avait commis des faux en France, émit l'avis qu'on ne pouvait pas renoncer aux poursuites en France, pas même si le délinquant venait à être jugé en Suisse pour les faits incriminés. La jurisprudence et la doctrine françaises décident en effet qu'en vertu du principe de la souveraineté territoriale, l'étranger condamné ou acquitté par les tribunaux de sa nation à raison d'un crime commis en France peut, en tout état de cause, être poursuivi de nouveau en France pour le même fait. En outre, dans le cas particulier, l'accusé avait été l'objet d'un arrêt par contumace de la cour d'assises du département de l'Eure qui l'avait condamné à 10 ans de travaux forcés. Il était, par suite, dans les liens d'une ordonnance de prise de corps. Or, tant que la prescription ne sera pas accomplie, il ne peut sortir de cette situation et, s'il retournait en France, il serait toujours exposé à être arrêté et renvoyé devant la cour d'assises.

Ensuite de cette déclaration, la Chambre d'accusation du canton de Berne refusa de poursuivre et de juger l'accusé. Nous n'avons fait aucune objection à cette décision, attendu qu'il n'existe aucune disposition contractuelle avec la France sur la poursuite judiciaire des propres ressortissants, qui commettent une infraction dans l'autre pays (affaire Guédât).

Dans deux autres cas plus récents (Hurni et Imhorf), l'ambassade de France déclara par contre qu'après avoir été jugés en Suisse, les accusés ne seraient pas poursuivis en France.

14. Le gouvernement wurtembergeois avait demandé que F. Bütikofer, ressortissant bernois, qui avait commis en Wurtemberg un vol qualifié et s'était réfugié dans son canton d'origine, fût jugé et puni en Suisse pour ce délit. En transmettant le dossier au gouvernement bernois, nous l'avîmes de cette réquisition et l'invitâmes à faire procéder à des poursuites pénales. La Chambre d'accusation du canton de Berne se refusa toutefois à donner suite à l'affaire, attendu que le gouvernement wurtembergeois n'avait pas donné l'assurance exigée par l'art. 2 de la loi fédérale sur l'extradition aux Etats étrangers du 22 janvier 1892, que B., une fois qu'il aurait subi la peine à laquelle il aurait été condamné en Suisse, ne serait pas poursuivi une seconde fois pour le même fait par les autorités wurtembergeoises.

Nous avons répondu au gouvernement bernois qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer la loi fédérale aux poursuites pénales à tenter contre B. Le Tribunal fédéral et nous-mêmes avons, à réitérées fois, jugé (voir arrêts du Tribunal fédéral, XVII, pages 193 et 498, XIX, pages 129 et 137, ainsi que la circulaire du Conseil fédéral au sujet de l'application de la loi fédérale du 28 juin 1892, chiffres I et IV) que les rapports de la Suisse vis-à-vis des pays avec lesquels elle a conclu des traités d'extradition sont régis exclusivement par ces traités, aussi longtemps que ceux-ci restent

en vigueur ; d'où il résulte qu'on ne saurait invoquer la loi fédérale dans des cas régis par les traités internationaux. Or, l'art. 2, alinéa 2, du traité d'extradition entre la Suisse et l'Empire allemand contient une disposition expresse relativement aux poursuites à intenter contre les Suisses ayant commis un délit en Suisse ; les deux Etats contractants ont, en cette matière, suivi la même jurisprudence (voir affaire Thierstein, Feuille fédérale de 1893, II, page 68).

En l'espèce, toutes les pièces relatives au délit relevé contre B. nous ont été transmises par le gouvernement wurtembergeois, conformément à l'article 2 du traité d'extradition, avec la réquisition de faire juger B. par les tribunaux suisses pour le vol par lui commis. Il y avait lieu dès lors d'intenter des poursuites (art. 2, alinéa 2, du traité) en Suisse contre l'inculpé ; il est d'ailleurs incontestable que la loi du canton d'origine de B. prévoit et punit le vol, c'est-à-dire l'infraction dont B. est accusé.

Par ces motifs, nous avons statué que les autorités bernoises étaient tenues de poursuivre et juger B., sur quoi la Chambre des mises en accusation prit les mesures nécessaires ; elle ne le fit toutefois, d'après ses déclarations, que parce que l'inculpé insistait pour être jugé et qu'une prolongation de la détention préventive n'était pas justifiée, B. avouant les faits qui lui étaient reprochés ; la Chambre se réservait, si le cas devait se présenter à nouveau, de soulever le conflit de compétence.

Les autres cantons qui eurent à poursuivre les Suisses à la demande de l'Allemagne (Zurich, Saint-Gall, Vaud) n'ont pas hésité à se charger d'emblée des poursuites judiciaires.

15. A Constantinople, un Suisse y domicilié, le nommé F. Anreim, originaire de Littau, canton de Lucerne, relieur, protégé allemand, fut condamné par le tribunal consulaire allemand, du chef de vol qualifié, à 4 semaines de prison et aux frais. Il purgea sa condamnation dans les cellules de l'hôpital allemand de Constantinople, mais ne put acquitter les frais de la procédure, s'élevant à la somme de 45 francs.

La légation allemande recourut à notre intervention pour obtenir le remboursement de ces frais. Nous n'avons pas hésité à faire auprès des autorités lucernoises les démarches nécessaires. En effet, le paiement dont il s'agit nous parut s'imposer par le fait que, autrement, nos compatriotes établis dans les pays à capitulations, où la Suisse n'a pas encore de représentants, couraient le risque de se voir privés de toute protection légale. Les autorités lucernoises nous firent parvenir d'ailleurs immédiatement la somme réclamée.

III. — COMMISSIONS ROGATOIRES.

16. En 1895, notre Département de Justice et Police a été appelé à coopérer dans 143 cas (131 en 1894 et 155 en 1893) à la transmission de commissions rogatoires adressées par des autorités étrangères aux tribunaux suisses et *vice versa*. Ces mandats judiciaires se rapportaient à des affaires civiles dans 64 cas et pénales dans 79 autres.

La Suisse en a adressé 21 à la France, 16 à la Belgique, 7 à la Grande-Bretagne, 7 aux Etats-Unis d'Amérique, 4 à la Turquie, 3 à la République argentine, 3 à l'Egypte, 2 au Danemark, 2 à la Russie, 2 à la principauté de Monaco, 2 à Tunis, 2 à l'Espagne, 2 au Chili, 1 à l'Allemagne, 1 à l'Autriche, 1 à la Hollande, 1 à la Roumanie et 1 à la Chine.

Quant aux commissions rogatoires provenant de l'étranger, nous en avons reçu 36 de la France, 14 de l'Espagne, 6 de la Russie, 3 de l'Italie,

2 de la Belgique, 1 de la République argentine, 1 de l'Allemagne, 1 de la Grèce, 1 de la Grande-Bretagne et 1 de l'Autriche-Hongrie.

A la fin de l'année, ces commissions rogatoires étaient toutes exécutées, sauf 9 adressées de Suisse aux autorités étrangères et 1 adressée par l'étranger à la Suisse.

17. La police des étrangers de Fleurier, canton de Neuchâtel, s'est adressée au bailliage de Hall, royaume de Wurtemberg, pour le prier de vouloir bien mentionner, sur l'acte d'origine d'une famille originaire de Hall, la naissance d'un enfant qui n'y figurait pas encore. Toutefois le bailliage renvoya la lettre à son adresse, en observant que la demande formulée devait être faite en langue allemande ou être accompagnée d'une traduction dans cette langue.

Comme l'égalité de droit des langues française et allemande est admise pour les relations entre les autorités suisses et allemandes, nous avons prié la légation allemande à Berne de vouloir bien interposer ses bons offices, à l'effet d'obtenir que le bailliage de Hall fit droit à la demande faite en français par la direction de police de Fleurier. Sur ces entrefaites, le gouvernement wurtembergeois rendit en effet le bailliage de Hall attentif à l'irrégularité de son mode de procéder et lui enjoignit en même temps l'ordre de faire droit, et cela sans autre formalité, à la demande de l'autorité de police de Fleurier.

18. A l'instance d'un tribunal français, l'autorité bernoise devait procéder à l'interrogatoire d'une personne qui était inculpée d'extorsion de fonds et qui demeurait chez un secrétaire de légation étrangère à Berne. Comme le personnel des légations étrangères est au bénéfice de l'extraterritorialité, elle se demandait si une citation à comparaître devant le préfet de Berne pouvait être signifiée au domicile du secrétaire de la légation en question. Notre Département de Justice et Police répondit que, dans le cas particulier, rien ne s'opposait à la citation et à l'interrogatoire. Bien que demeurant chez un secrétaire de légation, la personne dont il s'agit n'était pas membre de sa famille et ne faisait pas non plus partie de ses gens. Elle n'était pas, dès lors, au bénéfice de l'extraterritorialité. Le personnel d'une légation étrangère ne saurait d'ailleurs, en aucun cas, donner asile à des tiers recherchés par les tribunaux.

19. Une femme Mayer, demeurant à Mellingen, canton d'Argovie, était actionnée devant le tribunal civil du district de Bregenz. Comme elle refusait d'accepter la signification des pièces qui lui étaient destinées et que le tribunal supérieur du canton d'Argovie refusait également de se prêter à cette signification, en se référant à l'article 59 de la constitution fédérale, la légation austro-hongroise réclama notre intervention. Nous avons cependant dû refuser notre concours dans cette affaire. Ni la législation intérieure du pays, au point de vue de l'organisation judiciaire et de la procédure civile, ni les conventions en vigueur entre l'Autriche-Hongrie et la Confédération ne nous permettaient d'astreindre les autorités du canton d'Argovie à procéder à la signification en question. Les cantons ont leur propre législation et par conséquent aussi le droit incontesté de s'administrer eux-mêmes. Enfin, il n'existe pas de convention internationale pour la signification réciproque des actes judiciaires, citations, etc., entre les deux pays.

IV. RAPATRIEMENTS.

20. Le nombre des demandes de rapatriement d'enfants abandonnés et d'individus tombés à la charge de la bienfaisance publique s'est élevé en 1895 à 113 (133 en 1894 et 132 en 1893), concernant 139 personnes.

La Suisse en a reçu 48 de l'étranger, savoir : 37 de la France, 4 de l'Italie, 3 de l'Allemagne, 2 de l'Autriche et 2 de la Belgique, concernant 58 personnes, dont 21 enfants abandonnés, 33 aliénés et 4 indigents. De ces 58 personnes, 6 n'ont pas été reconnues ; 42 reconnues par la Suisse ont été rapatriées ; dans un cas, la demande de rapatriement a été retirée avant la fin des négociations ; 9 demandes (concernant 9 personnes) sont reportées à 1896.

De son côté, la Suisse a transmis à l'étranger, par la voie diplomatique, 65 demandes de rapatriement, savoir : à la France 32, à l'Italie 24, à l'Autriche 5, à l'Allemagne 1, à la Russie 5, à la Grande-Bretagne 1 et à la Roumanie 1, concernant 81 personnes, dont 30 orphelins et enfants abandonnés, 38 aliénés et 13 individus tombés à la charge de la bienfaisance publique. De ces personnes, 45 ont été reconnues par les Etats étrangers et rapatriées, tandis que, pour une, le rapatriement n'a pas été admis ; à l'égard de 21 individus, on n'était pas encore fixé au 31 décembre. 8 demandes, concernant 13 personnes, ont été retirées par les Gouvernements cantonaux avant la fin des négociations.

En outre, dans 8 cas, nous avons été requis par l'Allemagne d'accorder le transit, sur territoire suisse, de ressortissants italiens atteints d'aliénation mentale ou tombés à la charge de la bienfaisance publique en Allemagne et qui devaient être rapatriés aux frais de l'état requérant. Nous avons fait droit à ces demandes.

De juillet 1894 à la fin de juin 1895, les autorités de police des cantons du Tessin, Uri, Schwyz, Zoug, Zurich et Schaffhouse ont rapatrié en Allemagne 207 Allemands expulsés d'Italie (260 en 1894). Les frais occasionnés par ces rapatriements s'élèvent à la somme de 5,557 fr. 90. Ils ont été remboursés par le Gouvernement italien, conformément à la convention du 16 février 1881, sur le service de police dans les stations internationales du chemin de fer du Gothard et à la déclaration du 11 novembre 1894/12 janvier 1895, sur le même objet.

21. La nommée Carolina Civatti, d'origine italienne, résidait dans le canton du Tessin. Elle fut l'objet d'une intervention diplomatique auprès du gouvernement italien, en vue de son rapatriement pour cause d'aliénation mentale, mais put quitter guérie, avant la fin des négociations, l'établissement où elle avait été internée provisoirement. Le Conseil d'Etat du Tessin entendait subordonner à son égard la permission de résider ultérieurement dans le canton à la condition qu'en cas de nouvelle maladie, les autorités italiennes se chargeassent immédiatement de son entretien, sans échange préalable de notes.

Le ministère italien trouva cette réserve contraire aux stipulations de la convention italo-suisse de 1875, sur l'assistance gratuite des malades indigents. Par cette convention, les deux états se sont engagés, disait-il, à pourvoir au traitement des indigents de l'autre partie jusqu'à ce que leur rapatriement puisse s'effectuer sans danger. Il ne pouvait être admis d'exception à cette règle. Le gouvernement italien transmet deux certificats constatant la nationalité de la femme Civatti et son droit de domicile dans

une commune italienne déterminée. Si jamais la susnommée venait à tomber de nouveau malade, les autorités italiennes pourraient, sur la production de ces documents, faire droit, sans difficulté et sans délai, à une demande tendant à obtenir son rapatriement.

22. Luigi Palmer, sujet italien, avait quitté Monteggio (Tessin) en y laissant seul un fils en bas âge. S'étant rendu dans le canton de Neuchâtel, il pria les autorités tessinoises de vouloir bien rapatrier son garçon en Italie, attendu que, disait-il, il se trouvait hors d'état de pourvoir à son entretien.

La direction de police du canton du Tessin désirait que les autorités italiennes fussent invitées, par la voie diplomatique, à se charger de cet enfant. Nous n'avons pas cru devoir satisfaire à ce désir. Il était à prévoir, en effet, que le gouvernement italien ne ferait pas droit à une demande formulée dans ce but, mais répondrait que le fils Palmer ne pouvait être considéré comme un enfant abandonné, puisque son père avait en Suisse un domicile connu, était apte au travail et pouvait être astreint dès lors à s'occuper de lui. Au reste, Luigi Palmer n'était pas privé de ressources au point de ne pouvoir contribuer, tout au moins en partie, à l'entretien du jeune garçon. S'il ne pouvait et ne voulait pas envoyer à la commune de Monteggio les secours nécessaires, il ne restait qu'une chose à faire, disions-nous, lui renvoyer son enfant. Les autorités neuchâteloises ne pouvaient pas s'opposer à ce qu'un enfant mineur fût conduit à l'endroit où réside son père. Si, dans la suite, le père et le fils venaient à tomber à la charge de la bienfaisance publique, le canton de Neuchâtel pourrait les renvoyer dans leur pays d'origine par mesure de police, suivant l'article 2 du traité d'établissement avec l'Italie, du 22 juillet 1868.

V. POLICE. AFFAIRES DIVERSES.

23. Le Conseil fédéral a été invité par l'ambassade de la République française à prendre part au 5^e congrès pénitentiaire international à Paris. Nous décidâmes d'envoyer des délégués et désignâmes comme tels MM. C. Stoos, professeur à Berne, docteur en droit, et Guillaume, docteur en médecine, directeur du bureau fédéral de statistique. Le congrès, qui siégea du 30 juin au 10 juillet 1895, s'occupa de diverses questions de législation criminelle, du régime pénitentiaire, des mesures préventives à prendre au sujet des mineurs. Genève, Vaud et Berne avaient envoyé des délégués spéciaux.

24. Un comité avait organisé à Bordeaux un congrès international qui s'était proposé d'étudier diverses questions relatives à la protection de l'enfance. Nous avions été invités à y prendre part officiellement et avions reçu le règlement des séances, mais nous apprîmes que la ville de Bordeaux avait pris seule l'initiative de ce congrès, qui n'avait aucun rapport avec le congrès international tenu à Anvers en 1894, où la Suisse se fit officiellement représenter et qui s'occupa spécialement de la protection de l'enfance abandonnée. Aussi avons-nous renoncé à faire représenter la Suisse à Bordeaux. Par la suite, nous avons appris que ce congrès avait été essentiellement français, voire départemental, sans aucun caractère international.

25. La société suisse d'utilité publique a pris l'initiative d'un congrès

international devant siéger à Genève en 1896, à l'occasion de l'exposition nationale ; il traiterait la question du paupérisme et spécialement l'assistance des ressortissants étrangers indigents. Un comité s'est constitué à Genève pour organiser ce congrès, dont M. Lachenal, président de la Confédération, a accepté la présidence d'honneur.

Des congrès internationaux de ce genre ont déjà eu lieu à Bruxelles en 1856, à Francfort-sur-le-Mein en 1857, à Londres en 1862, à Milan en 1880, à Paris en 1889 et à Chicago en 1893.

Appelés à nous prononcer sur l'utilité de ce congrès, nous avons déclaré qu'il s'y débattrait sans aucun doute des questions intéressantes et qu'il pourrait contribuer au développement des rapports internationaux entre les Etats. En ce qui concerne l'objet même des délibérations, nous rappelâmes que la plupart des Etats d'Europe admettent et appliquent déjà des règles générales identiques en matière de traitement des étrangers indigents résidant sur leur territoire. Ces règles peuvent se résumer comme suit : ces personnes sont, au lieu de leur domicile, secourues et assistées comme le sont les ressortissants du pays même, sans que l'Etat d'origine soit tenu à rembourser les frais d'assistance. Toutefois, l'Etat du lieu de résidence n'a pas l'obligation d'assister les étrangers d'une façon permanente ; si le cas se présente, il a le droit de demander au pays d'origine le rapatriement de l'indigent ou, éventuellement, le paiement d'un subside. Le paiement d'un subside n'intervient toutefois qu'exceptionnellement ; la plupart des Etats n'accordent pas de secours en espèces à leurs ressortissants à l'étranger. Le plus souvent, il est procédé au rapatriement des étrangers tombés à la charge de l'assistance publique.

Les traités d'établissement que la Suisse a conclus avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, l'Espagne, la France, l'Angleterre, les Pays-Bas (protocole additionnel), le Danemark, la Russie, la Serbie, contiennent des dispositions de cette nature. La Suisse négocie actuellement avec la Belgique en vue de la conclusion d'une convention spéciale réglant la matière dans le même sens.

La Suisse, vous le savez, applique sur son territoire, en vertu de l'article 45, troisième alinéa, de la constitution fédérale, le même principe dans les relations intercantionales : Une fois qu'un ressortissant d'un autre canton est tombé en permanence à la charge de la bienfaisance publique, la commune ou le canton d'origine est invité à fournir les secours nécessaires, sinon il est procédé au rapatriement de l'indigent. Jusque-là, c'est au canton ou à la commune du domicile qu'il incombe d'assister le Suisse indigent, établi ou en séjour. La loi fédérale du 22 juin 1875, concernant les frais d'entretien et de sépulture des ressortissants pauvres d'autres cantons, faite en exécution de l'article 48 de la Constitution fédérale, a imposé une nouvelle obligation aux cantons, en les astreignant à pourvoir à ce que les secours nécessaires et un traitement médical soient donnés aux ressortissants nécessiteux d'autres cantons qui tombent malades et dont le retour dans leur canton d'origine ne peut s'effectuer sans préjudice pour leur santé ; en cas de mort, ils doivent être ensevelis décemment. Le canton d'origine n'a pas à rembourser de frais de ce chef. Il est à votre connaissance que cette règle de notre droit national a passé elle aussi dans le droit international, grâce aux traités et à la réciprocité que se doivent les Etats.

26. Charles Hohl, citoyen suisse, demeurant à Bâle, était l'agent d'une

société suisse d'assurances sur la vie, à laquelle il devait, pour des opérations d'assurances, quelques centaines de francs ; le débiteur avait été cautionné par G. Nass, à Buschweiler (Alsace). Hohl n'ayant pas payé sa dette, Nass fut cité devant le tribunal du district de Huningue (Alsace). Nass contesta devoir, affirmant que sa signature apposée sur l'acte de cautionnement était fausse. Hohl, sur la demande de la compagnie d'assurances, comparut volontairement devant le tribunal pour témoigner contre Nass. Le président du tribunal ne procéda pas à son audition, mais après lui avoir fait décliner ses nom et prénoms, ordonna son arrestation pour falsification de titre. Là-dessus Hohl fut condamné par le tribunal de Mulhouse pour ce délit à plusieurs mois d'emprisonnement.

Nous sommes intervenus auprès du gouvernement allemand en faveur de Hohl, en exposant que, si ce dernier avait comparu à l'audience du tribunal de Huningue, sur la demande que lui en avait faite la partie demanderesse, c'était qu'il s'attendait à comparaître en qualité de témoin et rien que comme tel. Le gouvernement allemand répondit que l'examen de l'affaire l'avait convaincu que c'était à tort que l'arrestation et la condamnation de Hohl étaient incriminées comme contraires au traité, sous prétexte que Hohl se serait présenté comme témoin devant le tribunal de Huningue et devait dès lors compter sur l'inviolabilité. Si Hohl avait comparu dans une instance pénale devant le tribunal de Huningue, ensuite d'une assignation à comparaître qu'il eût reçue en Suisse, il est certain qu'il n'eût pas pu être mis en état d'arrestation pour le faux en écritures par lui commis (article 13 du traité d'extradition entre la Suisse et l'Allemagne, du 24 janvier 1874). Mais tel n'est pas le cas dans l'espèce. Abstraction faite de ce que l'article 13 n'est applicable qu'aux témoins comparant dans une affaire pénale, il faudrait, pour que cet article 13 reçût en l'espèce son exécution, qu'à l'instance des autorités de l'un des Etats, le gouvernement du témoin lui eût transmis la citation de comparution, en l'invitant à y donner suite. Or, Hohl avait comparu volontairement, après s'être entendu avec le demandeur en l'instance civile, parce qu'il comptait, par sa déposition, écarter les soupçons qui s'étaient produits au sujet de l'authenticité de la signature et faire obtenir gain de cause au demandeur. S'il eût été entendu comme témoin, il eût très vraisemblablement, au premier délit par lui commis, ajouté le faux témoignage. Dans ces circonstances, l'application qui a été faite du § 163 du code de procédure civile allemand était entièrement justifiée.

27. J. Klausler, citoyen suisse, avait été expulsé d'Allemagne par mesure de police, pour y avoir soi-disant pris part à l'agitation ouvrière. Il nous demanda de faire des démarches auprès du gouvernement allemand pour obtenir que son expulsion, qui aurait été ordonnée en violation du traité d'établissement entre la Suisse et l'Allemagne, fût révoquée. A nos yeux, la mesure incriminée n'impliquait toutefois aucune violation du traité de 1890, puisqu'à son article premier il n'accorde aux ressortissants de l'un des Etats le droit de s'établir sur le territoire de l'autre qu'à la condition de se conformer aux lois et règlements de police et que l'article 4 réserve à chacun des Etats la faculté d'interdire le séjour, soit ensuite de jugement, soit pour motifs politiques, aux ressortissants de l'autre Etat. Chacun d'eux est entièrement libre d'édicter sur son territoire telles prescriptions de police qu'il jugera convenables, sans que l'autre Etat ait à les

examiner ou à contester les mesures prises en exécution de ces prescriptions.

Pour ces motifs, nous ne sommes pas entrés en matière sur cette pétition.

28. Sur l'ordre de la préfecture de Laufon (Berne), Auguste Fischer, homme âgé, qui n'avait ni papiers de légitimation, ni moyens d'existence, avait été conduit à Bâle et de là dirigé sur l'Allemagne, cela sans que son origine ou son identité eussent été constatées et au mépris de l'article 8, alinéa 3, du traité d'établissement entre la Suisse et l'Allemagne, du 31 mai 1891, qui prescrit les formalités à remplir préalablement au rapatriement. Fischer ne tarda pas à être arrêté par la police badoise et, comme il ne put être établi qu'il fût d'origine allemande, le gouvernement badois nous demanda de le reprendre. Les autorités bernoises se virent dans l'obligation de se charger de lui.

29. Une autorité cantonale posa la question de savoir si des déserteurs autrichiens qui avaient acquis la nationalité suisse pouvaient, munis d'un passeport suisse, voyager en Allemagne sans avoir à craindre pour leur liberté ou si les autorités allemandes livreraient à l'Autriche ces personnes, nonobstant leur nationalité suisse.

La seconde alternative fut tranchée affirmativement, attendu que la convention de février 1831, entre l'Autriche et la Prusse, aux termes de laquelle les deux états extradent l'un à l'autre les déserteurs, aurait été expressément renouvelée par le traité de Prague, pour être exécutoire sur tout le territoire de l'empire d'Allemagne.

Le fait qu'un déserteur autrichien aurait acquis la nationalité suisse ne pourrait empêcher son extradition à l'Autriche par l'Allemagne, puisque cet individu était encore Autrichien au moment où il déserta. De plus, les traités d'extradition ne s'opposent pas à ce que des ressortissants d'un troisième état soient extradés. L'Allemagne aurait en conséquence eu le droit, et même elle aurait été tenue, de par les dispositions susvisées, de donner suite d'emblée à une demande d'extradition formulée par l'Autriche-Hongrie et de faire rechercher le déserteur autrichien naturalisé suisse, pour le livrer à l'Autriche, malgré la production de papiers de légitimation, au cas où il aurait été trouvé sur territoire allemand.

30. Les autorités du canton des Grisons ont demandé qu'il fût fait des démarches auprès des autorités italiennes, en faveur d'une Italienne résidant dans le canton des Grisons et qui réclamait sa fille, retenue par la commune d'origine. Nous répondîmes qu'il nous était impossible de donner suite à cette requête, attendu qu'il n'appartenait pas aux autorités suisses de prendre fait et cause pour des étrangers vis-à-vis de leur pays d'origine ; qu'il ne restait dès lors à la requérante qu'à s'adresser à l'autorité supérieure italienne ou à la légation d'Italie à Berne, à qui il incombe de veiller aux intérêts des ressortissants italiens.

31. A la demande du gouvernement glaronnais, nous sommes intervenus auprès de la légation des Etats-Unis, pour faire obtenir un nouveau passeport, à Charles Straub, coiffeur, établi depuis longtemps à Glaris et

qui, en 1870, avait acquis la nationalité américaine. Le consulat américain à Horgen exigeait de Straub qu'il s'engageât sous serment à rentrer dans les deux ans en Amérique. Nous fîmes observer à la légation qu'il paraissait difficile de subordonner la remise d'un passeport à une déclaration de cette nature, que Straub était dans une bonne situation financière à Glaris et qu'il n'entendait pas la risquer en retournant de si tôt en Amérique. Sa famille et lui désiraient rester citoyens des Etats-Unis.

La légation répondit qu'un passeport ne pouvait être délivré à Straub que moyennant l'engagement solennel pris par lui de retourner en Amérique — il n'était pas fixé de délai — et d'assumer tous les devoirs incombant au citoyen américain.

En communiquant cette réponse au gouvernement glaronnais, nous ajoutâmes que Straub ne pouvait pas être délié de ces obligations, imposées par le droit public américain. L'article IV du traité suisse-américain n'y avait rien changé et n'y pouvait rien changer, attendu qu'il appartient à tout état de déterminer à son gré les conditions auxquelles les citoyens obtiennent des papiers de légitimation.

32. Dans un autre cas, il s'est agi d'obtenir de la légation des Etats-Unis la remise d'un nouveau passeport pour une dame Maukel, devenue citoyenne américaine par son mariage et qui était revenue dans sa commune d'origine en Suisse. Son âge avancé et ses infirmités ne permettent pas à dame Maukel de supporter les fatigues d'un voyage en Amérique. Elle n'en fut pas moins tenue de prendre l'engagement de retourner aux Etats-Unis dans un délai déterminé ; il lui fut promis toutefois que son passeport serait renouvelé, au cas où, à l'expiration du terme fixé, il ne lui serait pas possible d'entreprendre le voyage.

33. Un de nos consulats nous ayant informés qu'il arrivait fréquemment que les actes d'origine produits par les citoyens suisses en voyage n'étaient pas revêtus de la légalisation des chancelleries cantonales et que les gouvernements étrangers ne considéraient pas ces papiers comme suffisants, nous avons adressé une circulaire aux gouvernements cantonaux pour les inviter à pourvoir à ce que les autorités communales fissent apposer par les chancelleries les légalisations requises. Les formulaires pour actes d'origine, aussi bien que le concordat du 28 janvier 1854 et l'arrêté du Conseil fédéral du 16 mars 1885 (Feuille fédérale de 1885, volume II, page 152), prévoient d'ailleurs la légalisation.

Nous ajoutions dans la circulaire que les citoyens suisses se rendant temporairement à l'étranger font mieux, dans la plupart des cas, de se munir, comme papiers de légitimation, d'un passeport que de leur acte d'origine. En effet, la majorité des états étrangers remettent à leurs ressortissants, pour un voyage à l'étranger, des passeports comme papiers de légitimation. Cette pièce contient le signalement du porteur, ce qui, dans certaines circonstances, est d'une grande utilité.

34. Une direction de police cantonale avait exprimé l'opinion qu'un individu condamné dans ce canton en vertu du code pénal fédéral, pour détérioration d'appareils télégraphiques, ne pouvait pas être recherché pour subir sa peine, attendu qu'il est allé s'établir ailleurs en Suisse. C'est là une erreur, puisqu'il s'agit d'un jugement rendu en application d'une

loi fédérale. Ces jugements sont exécutoires dans toute la Suisse, quel que soit le lieu de résidence du condamné. Il suffit d'envoyer un extrait du jugement à la direction de police du canton où réside le condamné, en invitant l'autorité à pourvoir à l'exécution de la peine.

35. Le comité central de la société suisse de protection de détenus libérés avait demandé que la Confédération lui fournit un subside annuel de 500 francs, pour permettre de secourir et de rapatrier les Suisses expulsés de France et dirigés sur Genève et Porrentruy. Le Comité faisait essentiellement valoir, à l'appui de sa demande, que les Suisses expulsés de France arrivaient pour la plupart dans un triste état, mal vêtus, dénués de vivres et d'argent, si bien qu'il leur était impossible de regagner leurs foyers. Aussi se mettent-ils à vagabonder dans le pays, surtout à la frontière, tombant à la charge de la bienfaisance publique, ou sont appréhendés par la police comme délinquants; souvent, ils rentrent en France, d'où on les refoule après un certain temps. Le comité central constitué en 1893 par les sociétés suisses de protection des détenus libérés fut chargé en conséquence de s'occuper de ces expulsés. Malgré tout son bon vouloir et celui des personnes avec lesquelles il se mit en rapport à Genève et à Porrentruy, il fut impossible, faute de ressources suffisantes, pour faire le nécessaire et le comité demanda un subside de la Confédération. Nous reconnûmes que ses efforts pour faire disparaître cet état de choses méritaient la reconnaissance et l'appui des autorités et accordâmes un subside de 500 francs par an, à la condition qu'il nous serait fait, à la fin de chaque exercice annuel, un rapport détaillé sur l'emploi de cette somme.

36. Pour répondre à une question qui nous avait été posée par le gouvernement belge, nous avons dû, par circulaires, demander aux chancelleries d'état s'il existe et comment est organisée dans les cantons une surveillance des aliénés libérés. Il résulte des rapports que nous avons reçus que dans les cantons de Fribourg et du Tessin, les autorités communales sont spécialement chargées de surveiller les ressortissants de la commune sortis d'un établissement d'aliénés; aucune disposition légale n'a été toutefois édictée sur ce point. Ailleurs, des comités, composés de particuliers, s'acquittent de cette tâche, tel est le cas dans les cantons de Zurich, Berne, Bâle-ville, Saint-Gall, Argovie, Thurgovie et des Grisons. En outre, on s'occupe à Genève de la constitution d'un comité de cette nature.

37. Nous avons publié dans la feuille fédérale de 1895, volume IV, page 183, un avis recommandant instamment aux jeunes filles qui se rendent à l'étranger, pour y chercher des places, de n'en jamais accepter avant de s'être renseignées sur la famille dans laquelle elles doivent entrer.

Nous avons, de plus, communiqué aux cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève, où ces cas sont les plus fréquents, un rapport de notre légation à Vienne, attirant l'attention des jeunes filles sur d'autres points encore. Les bureaux de placement à l'étranger procèdent comme suit: ils publient dans un journal suisse une annonce demandant, pour une bonne famille, dans une ville importante une première bonne ou quelque autre domestique. A la jeune fille qui fait ses offres, on répond que la personne qui a fait insérer l'annonce cherche une

bonne de confiance, non pour elle, mais pour une noble famille. On engage la jeune fille à venir se présenter au bureau de placement, où elle pourra loger et apprendre l'adresse de la famille. Mais le plus souvent la jeune fille ne trouve pas la place qui lui était offerte ; on la rassure, on lui fait observer qu'elle n'aurait pas convenu ; on la fait loger quelque temps au bureau de placement, puis, on l'expédie quelque part à la campagne. La jeune fille a à payer sa pension pour le séjour plus ou moins long qu'elle a fait au bureau, et, de plus, pour avoir été placée, une somme qui n'est jamais inférieure à 10 florins. Si elle est dans l'impossibilité de s'acquitter immédiatement, le bureau fait retenir par ses maîtres ces frais sur ses gages, ou garde les papiers et les effets jusqu'à ce qu'il ait été payé ou les remet à la famille contre versement des frais, si bien que la jeune fille se trouve être débitrice de ses nouveaux maîtres dès son entrée dans la famille, et, par conséquent, liée. Aussi aucune jeune fille ne devrait-elle se rendre à l'étranger avant de connaître exactement le nom et l'adresse de la famille qui l'a engagée ; il faut aussi fixer à l'avance les gages et le service qu'elle aura à faire. Toute jeune fille suisse qui se trouvera à l'étranger dans une fâcheuse situation, ou dont les papiers et effets seront retenus, devra immédiatement faire appel à l'intervention du consulat ou de la légation suisse la plus rapprochée.

38. Le bureau de placement, P. Clees, à Luxembourg, a publié dans les journaux suisses de nombreuses annonces offrant des places bien rétribuées. Aux personnes qui s'adressaient à lui, le bureau réclamait l'envoi d'une somme de 10 francs, soi-disant pour couvrir les frais de correspondance et autres. Mais une fois en possession de l'argent, le bureau ne donne plus signe de vie et l'expéditeur en est pour son argent.

Nous avons, par circulaire, attiré sur ce point l'attention des Directions de police cantonales, pour leur permettre de mettre le public en garde contre les manœuvres fallacieuses de P. Clees.

39. En 1895, le public a été exposé à de nouvelles tentatives d'escroqueries, pratiquées comme suit par des personnes opérant à l'étranger : Des marchands de vins français expédiaient à l'adresse d'un Suisse, une enveloppe contenant une lettre et un effet de change destinés à une autre personne, domiciliée généralement à l'étranger. Si le destinataire renvoyait la lettre et l'effet de change à l'expéditeur, il recevait de lui, quelques jours plus tard, une réponse par laquelle, tout en remerciant chaudement pour l'envoi, il s'excusait de l'erreur commise. En témoignage de sa gratitude, il offrait un tonneau de cet excellent vin dont il était question dans la première lettre, cela à un prix excessivement avantageux, pour mieux marquer sa reconnaissance du service rendu. Et quand arrivait le tonneau, il contenait un breuvage imbuvable.

De plusieurs cantons, on nous a fait parvenir des lettres de cette nature, accompagnées d'effets de change. Nous avons adressé toutes ces pièces à notre légation à Paris, avec prière de les remettre à l'autorité française aux fins de faire poursuivre les escrocs. Ces démarches obtinrent un résultat : le juge d'instruction de Bordeaux fut appelé à diriger une instruction pour tentative d'escroquerie contre un certain Paul Durand.

40. Les escrocs espagnols, dont il a été si souvent question, conti-

nuent, à un moindre degré toutefois, leurs tentatives d'escroqueries et expédient des lettres en Suisse. Il ne s'agit plus d'un trésor caché ; c'est maintenant la succession d'un général espagnol qui sert d'appât. Ce général a fait un legs important à la personne qui doit servir de dupe, à la condition qu'elle se charge de la tutelle de la fille orpheline du testateur. Mais la liquidation de la succession soulève des difficultés dont on ne peut venir à bout que moyennant une certaine somme que le destinataire est prié d'envoyer à l'auteur de la missive. Les lettres étaient signées José Andreu, curé, et venaient pour la plupart de Madrid.

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Décret sur la répression du vagabondage et de la mendicité.

23 mai 1896.

Léopold II, roi des Belges, souverain de l'Etat indépendant du Congo, à tous présents et à venir, salut.

Sur la proposition de notre Secrétaire d'Etat, nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — Tout individu de couleur trouvé en état de vagabondage ou mendiant sera arrêté et traduit devant le tribunal répressif de première instance compétent.

Art. 2. — Le tribunal vérifie, autant que possible, l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits en justice du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 3. — Le tribunal met à la disposition du Gouvernement, pour être internés dans un des établissements désignés à l'article 6, pendant un an au moins et sept ans au plus, les individus valides qui exploitent la charité comme mendiants de profession, et ceux qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état habituel de vagabondage.

Art. 4. — Pourront également être mis à la disposition du Gouvernement, pour être internés pendant un temps ne dépassant pas un an, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances mentionnées à l'article précédent.

Art. 5. — Le Gouverneur général pourra en tout temps faire reconduire à la frontière les individus de nationalité étrangère, adultes et valdes, qui seront trouvés mendiants ou en état de vagabondage ou qui auront été mis à sa disposition pour être internés.

Art. 6. — Il sera pourvu à l'établissement de « maisons ou ateliers de travail » où seront internés les vagabonds mis à la disposition du Gouvernement.

Les individus valides internés seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Le Gouverneur général arrête le régime intérieur et la discipline des ateliers de travail, et fixe les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés selon leur âge, leurs aptitudes, leurs antécédents et leur degré de moralité.

Les jeunes vagabonds resteront, pendant la durée de leur internement, séparés des individus d'un âge plus avancé.

Art. 7. — Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur ce jour.

Donné à Bruxelles, le 23 mai 1896.

LÉOPOLD.

FRANCE

Décret instituant un Conseil supérieur de la marine marchande.

21 avril 1896 (1).

Le Président de la République française,
Sur la proposition du ministre de la marine,

Décète :

Article premier. — Il est institué auprès du ministre de la marine un conseil supérieur de la marine marchande.

Ce conseil, placé sous la présidence du ministre de la marine, est composé de trente-huit membres nommés par décret.

Art. 2. — Le conseil supérieur de la marine marchande a deux vice-présidents pris dans son sein et nommés par décret.

Il a, en outre, un secrétaire et un secrétaire adjoint, lequel a voix consultative.

Art. 3. — Le conseil délibère et donne son avis sur toutes les questions dont il est saisi par le ministre de la marine comme rentrant dans les attributions de son département et qui touchent aux intérêts des navigateurs, des pêcheurs et des armateurs, ainsi qu'à la police de la navigation et à la sécurité en mer.

Il peut être chargé par le ministre de procéder à des enquêtes sur certaines questions.

Il peut, avec l'agrément du ministre, appeler dans son sein, à titre consultatif, des personnes désignées par leurs connaissances spéciales, toutes les fois qu'il le juge utile pour éclairer ses délibérations.

Art. 4. — Le ministre de la marine est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel*, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* de la marine.

Fait à Paris, le 21 avril 1896.

Félix FAURE.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la marine,

Edouard LOCKROY.

— Le rapport de M. Lockroy au Président de la République motive ainsi le décret qui précède :

Une mesure qui s'impose comme le complément nécessaire de la direction de la marine marchande créée par le décret du 7 de ce mois est l'institution d'un conseil supérieur de la marine marchande, à l'instar de ce qui existe dans la plupart des pays maritimes.

Ce conseil aurait à élucider toutes les questions qui lui seraient soumises par le ministre de la marine et qui touchent aux intérêts des navigateurs, des

(1) *Journal officiel* du 23 avril.

pêcheurs et des armateurs, ainsi qu'à la police de la navigation et à la sécurité en mer.

Il prêtera un très utile concours à l'administration de la marine de l'Etat, qui ne saurait se désintéresser de tout ce qui concerne la marine marchande, dans laquelle se recrutent les équipages de notre flotte et dont le matériel peut, en cas de guerre ou d'expéditions d'outre-mer, offrir de précieuses ressources pour l'action militaire.

Il n'y a pas, en effet, deux marines : celle de l'Etat d'un côté, et celle du commerce de l'autre. Il n'y en a qu'une. La marine marchande est la disponibilité, la réserve de l'armée navale.

La tâche du conseil supérieur sera donc de donner aux questions dont il sera saisi une solution en harmonie à la fois avec les intérêts de la flotte et avec ceux de la marine marchande.

Le régime de l'inscription maritime, qui a fait l'objet de deux importants projets de loi actuellement soumis aux délibérations du Parlement, donnera lieu à nombre de questions d'application qui devront être étudiées par le conseil supérieur de la marine marchande. De même, la réglementation des pêches maritimes appelle une réforme d'ensemble que le conseil aura à préparer de concert avec l'administration.

Je ne puis passer ici en revue toutes les questions sur lesquelles il va y avoir lieu de statuer, notamment en matière d'assistance aux gens de mer, de sociétés de secours mutuels et d'enseignement professionnel pour les marins pêcheurs. Nul doute que la marine militaire ne profite des mesures qui seront prises en vue d'améliorer le sort et les intérêts économiques des inscrits et de ceux qui vivent des industries de la mer. Ces mesures, en attachant par un lien plus fort et plus sérieusement maritime les inscrits à leur profession, ne pourront que contribuer à consolider notre organisation navale.

Le champ des travaux du conseil supérieur de la marine marchande est très vaste. Mais j'ai la conviction qu'en le composant, comme j'ai l'honneur de vous le proposer, de représentants du Parlement et des différentes branches des industries maritimes (armements, ports de commerce, navigation, pêches, chantiers de construction, assurances maritimes, etc.), ce conseil rendra de grands services et sera pour l'administration de la marine un très précieux collaborateur.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Nous avons mentionné (V. plus haut, p. 45) la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre l'Allemagne et le Japon. Ce traité a été soumis au Reichstag : le mémoire qui l'accompagne expose qu'à partir de la mise en vigueur de ce traité, qui pourra avoir lieu au plus tôt le 17 juillet 1899, la juridiction consulaire allemande sera supprimée. En revanche, à partir de ce moment, l'empire du Japon tout entier sera ouvert aux Allemands et au commerce allemand. Les dispositions du traité relatives au commerce entre les deux pays sont basées en général sur le principe de la réciprocité.

Une exception est faite en ce qui concerne les droits de douane. Le Japon accorde à l'Allemagne, en dehors de la clause de la nation la plus favorisée, un tarif conventionnel. Par contre, l'Allemagne ne concède au Japon que le traitement de la nation la plus favorisée, traitement dont les provenances japonaises ne jouissent pas jusqu'ici dans l'empire allemand.

Le nouveau tarif conventionnel, qui pourra être mis en vigueur dans six mois à partir de l'échange des ratifications, pourvu que les dispositions relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'y opposent pas, fixe les droits d'entrée au Japon pour la plupart des articles d'importation provenant d'Allemagne. En ce qui concerne les articles pour lesquels les droits ne sont pas fixés, les droits pourront encore, à l'avenir, être déterminés à volonté par le Japon. Il en est de même des droits d'exportation.

Les droits du nouveau tarif conventionnel se trouvent, en général, augmentés ; ils sont néanmoins modérés, si on les compare à ceux des autres pays. Ils atteignent 5 à 10 p. 100 de la valeur des marchandises importées. L'importation allemande au Japon en 1896 a atteint, d'après un relevé provisoire, la somme de 26 millions 85,000 marks. Le traitement de la nation la plus favorisée accordé par l'Allemagne au Japon profitera surtout aux soieries japonaises.

COLONIE DU CAP

La session du Parlement a été ouverte le 1^{er} mai.

Le gouverneur, dans son discours, a parlé de l'entrée d'une force armée dans le Transvaal, contrairement au droit des gens.

Cet événement, a-t-il dit, a été profondément déploré par tous les colons honnêtes et a produit les résultats les plus regrettables.

Le gouvernement du Cap a la confiance que le gouvernement anglais prendra des mesures pour empêcher le renouvellement d'un malheur qui a fait courir un grave danger aux rapports d'amitié qui existent entre les colons anglais et leurs voisins.

Le Volksraad de l'Etat libre d'Orange a voté une résolution chargeant son gouvernement d'informer le haut commissaire du Cap de la dénonciation

du traité d'extradition passé entre la République d'Orange et la Chartered Company, parce que l'Etat libre d'Orange ne considère pas la Chartered comme un gouvernement.

ESPAGNE

L'ouverture des Chambres a eu lieu le 11 mai.

M. Canovas a remis à la reine le discours du trône.

Dans ce discours, la régente rappelle les lois votées par les Chambres au sujet des réformes à introduire à Cuba et à Porto-Rico. Malgré ces réformes, l'insurrection a éclaté à Cuba, car les rebelles veulent leur indépendance et non leur autonomie locale. Si l'insurrection triomphait, l'œuvre de la civilisation à Cuba ferait un pas en arrière. La propriété, l'industrie et le commerce de cette île n'accroîtraient pas avec son indépendance.

La nation espagnole ne peut rester indifférente à l'avenir de ses enfants égarés par l'ambition politique, et elle ne peut abandonner la mission civilisatrice que lui imposent son histoire et son honneur.

Le discours fait l'éloge des Cubains restés fidèles à l'Espagne, qui aura toujours les bras ouverts pour recevoir les insurgés qui se repentiront.

Il affirme que l'Espagne n'a reculé et ne reculera devant aucun sacrifice pour maintenir son autorité à Cuba.

Il déclare que le gouverneur général de Cuba est convaincu que l'application de réformes n'amènerait pas maintenant la paix, mais au contraire entraverait l'œuvre de la paix ; toutefois, le gouvernement n'abandonne pas le projet d'étudier une autre législation à appliquer définitivement aux Antilles quand le moment en sera venu.

Le discours assure que l'insurrection est en décroissance et qu'elle serait déjà anéantie si les insurgés ne recevaient pas des secours fréquents et importants de l'étranger, où l'opinion publique est trompée sur la situation politique et administrative de Cuba. Cependant, ces secours n'auraient pas suffi à prolonger la lutte sans le chimérique espoir, qu'ils ont entretenu parmi les insurgés, d'obtenir la protection d'une grande puissance. Il est à espérer que la déception que les insurgés éprouveront à cet égard contribuera à rétablir la paix.

Le discours du trône annonce un projet dont le but sera d'établir aux Antilles un personnel administratif et financier ayant un caractère exclusivement local, afin de permettre au pays d'intervenir dans ses affaires pécuniaires, tout en maintenant intacts les droits de souveraineté de l'Espagne.

La reine déclare que l'Espagne a multiplié les offres qu'elle a faites aux insurgés dans la première insurrection. Elle ajoute que les rapports de l'Espagne avec les puissances étrangères sont excellents. La conduite correcte et amicale des gouvernements des républiques américaines en présence de l'insurrection cubaine est une preuve que chaque jour se développe davantage l'intérêt qui resserre les liens qui les unissent à l'Espagne.

Aux Etats-Unis, malgré les grands efforts tentés, une partie de l'opinion publique est hostile, tandis que le président et son gouvernement ne se sont pas départis de la ligne de conduite qui correspond à la loyale amitié qui a toujours existé entre les deux pays depuis le commencement de cette république.

Le discours déclare encore que le pape a donné un nouveau témoignage de sa prédilection envers l'Espagne en offrant sa médiation.

La reine loue l'armée et la marine, qui luttent à Cuba. Le gouvernement s'occupe d'augmenter la défense de la péninsule et des colonies. Bientôt toute l'armée aura des fusils du nouveau modèle. Elle aura une artillerie complète. La régente rappelle que l'Espagne augmente sa marine de 25 canonniers et de plusieurs autres bâtiments.

Le budget extraordinaire contiendra des propositions pour l'acquisition de nouveaux vaisseaux et la réforme des arsenaux.

Le gouvernement présentera des déclarations signées avec le Japon au sujet de la délimitation des possessions espagnoles et japonaises en Extrême-Orient.

Le discours du trône se termine en disant que, pour obtenir l'équilibre du budget, quoique les circonstances du moment ne soient pas favorables, il faut persévérer dans la décision d'augmenter les recettes.

De nouveaux sacrifices seront demandés aux contribuables, mais ces sacrifices contribueront au développement de la richesse nationale, et le gouvernement espère obtenir des moyens extraordinaires qui lui permettront d'obtenir des ressources dans des conditions plus avantageuses.

Le discours ajoute que le gouvernement est décidé à maintenir énergiquement le crédit public. Il respectera strictement les engagements contractés, notamment à l'égard des capitaux étrangers, sans oublier que le développement de la richesse nationale doit servir de base à tout système financier.

Le discours annonce enfin la réforme de la loi de recrutement et celle de l'administration municipale provinciale.

ÉTATS-UNIS

L'adoption du système métrique a de nouveau échoué.

La Chambre des représentants du Congrès, après avoir voté cette innovation à une faible majorité, s'est ensuite déjugée, sous prétexte que l'on n'avait pas compris que cette façon de calculer, de compter, de peser et de mesurer à la façon des Arabes, serait obligatoire pour tout le monde. Le projet a été renvoyé finalement au comité du commerce qui l'enterra.

On est aujourd'hui sous le régime de l'acte de 1866 dont voici le dispositif :

« Il sera légal dans tous les Etats-Unis de se servir du système métrique pour les poids et mesures : aucun contrat, aucune transaction d'affaires, aucun plaidoyer, devant n'importe quelle cour, pourront être considérés comme non valables ni être l'objet de la moindre opposition pour ce motif que les termes de poids et mesures dont on se servirait dans ces actes seraient ceux du système métrique. »

Le nouveau bill était ainsi conçu :

« A partir du 1^{er} janvier 1901, le système métrique des poids et mesures sera le seul système légal reconnu aux Etats-Unis... »

C'est après avoir voté ce texte qu'un membre ayant demandé si les autres systèmes pouvaient être employés concurremment, et la réponse ayant été négative, on a eu recours à un artifice de procédure pour neutraliser le vote antérieur.

FRANCE

Dans la séance de la Chambre du 30 mai, a été déposé au nom du Gouvernement un projet de loi déclarant colonie française Madagascar et les îles qui en dépendent. Voici l'Exposé des Motifs qui l'accompagne :

Messieurs, depuis huit mois, les troupes françaises sont entrées à Tananarive, et le régime diplomatique et politique de la grande île n'est pas encore défini. Il est inutile d'insister sur les inconvénients d'un tel retard, tant en ce qui concerne la pacification intérieure de notre nouvelle possession qu'en ce qui touche aux problèmes internationaux posés par la conquête.

Dès le début de l'entreprise, deux systèmes se sont trouvés en présence :

l'un consistait à placer Madagascar sous le protectorat de la France ; l'autre, à faire de l'île une colonie française. La Chambre sait que le cabinet présidé par M. Ribot s'était prononcé pour le régime du protectorat avec toutes ses conséquences. C'est ce régime qui était institué, soit par le projet de traité remis au général Duchesne, soit par l'acte unilatéral télégraphié le 18 septembre, et qui devait être signé exclusivement par la reine.

Le cabinet auquel nous succédons n'a pas cru devoir adopter ce système. Le traité signé par le général Duchesne n'a pas été ratifié, et la reine a dû signer un acte nouveau, qui écartait la formule du protectorat avec ses conséquences. Dans le nouvel acte, la reine « prenait connaissance de la déclaration de prise de possession de l'île de Madagascar par le Gouvernement français ». On établissait ainsi un état de fait qui « n'entraînait pas, à proprement parler, de cession ou d'adjonction de territoire ». Il s'opérait seulement un « démembrement de la souveraineté » qui laissait à la reine une partie de ses pouvoirs, ceux qui concernent l'administration intérieure de l'île.

Telles étaient les déclarations portées devant la Chambre.

La prise de possession de l'île avait, d'ailleurs, déjà été notifiée aux puissances par dépêche du 11 février 1896. Cette notification a donné lieu, avec les principaux cabinets intéressés, à des échanges de vues qui ont motivé, de la part de certaines puissances, des demandes d'éclaircissements sur la portée d'une « prise de possession de fait » tant au point de vue diplomatique qu'au point de vue judiciaire et législatif.

Celles des puissances qui sont liées avec Madagascar par des traités antérieurs ne nient pas que la disparition de la souveraineté indigène et la substitution pleine et entière de la souveraineté de la France à celle du gouvernement hova auraient pour effet de faire disparaître *ipso facto* les anciens traités ; mais elles ne paraissent pas disposées à tirer les mêmes conséquences d'une simple déclaration de prise de possession.

Cependant si, en raison des sacrifices faits par la France pour établir son autorité à Madagascar, nous voulons assurer à nos nationaux et à nos produits une situation privilégiée dans la grande île, il est nécessaire que cette question des traités antérieurement existants soit tranchée dans le plus bref délai.

C'est dans ces conditions que le cabinet actuel a dû reprendre l'étude de la question. Pouvait-il revenir en arrière et s'efforcer de restaurer le système du protectorat, détruit en quelque sorte avant même de naître, par l'acte unilatéral signé par la reine le 18 janvier ? Comme le disait M. Charmes dans la séance du 19 mars 1896, « la reine ayant signé un second traité, pouvait-elle lui en faire signer un troisième ? »

Les événements ont marché. Des déclarations sont faites et notifiées ; des décisions inéluctables ont été arrêtées. En présence de faits acquis et consommés, le Gouvernement, considérant les grands sacrifices faits par la France pour la conquête de l'île, tenant compte de la nécessité de mettre fin à une incertitude et à un état de troubles qui, en se prolongeant, menacent tous les intérêts engagés dans ce pays, vous propose de déclarer par une loi que l'île de Madagascar et les îlots qui en dépendent sont désormais une colonie française.

Dans l'état actuel des choses, cette solution nous a paru la plus claire, la plus simple, la plus logique, la seule propre à dissiper les obscurités qui enveloppent encore l'avenir de Madagascar.

Cette disposition de principe n'implique, d'ailleurs, dans notre pensée, aucune modification en ce qui concerne la méthode à appliquer dans le gouvernement et l'administration intérieure de l'île. Prému contre les inconvénients et les périls de toute nature qui résulteraient d'une immixtion trop directe dans les affaires du pays et des excès du fonctionnarisme, le Gouvernement n'entend nullement porter atteinte au statut individuel des habitants de l'île, aux lois, aux usages, aux institutions locales,

Deux indications vous permettront, d'ailleurs, messieurs, de déterminer et de limiter, en même temps, à ce point vue, la portée de la décision que nous sollicitons de vous.

Selon le régime du droit commun en matière coloniale, les lois françaises s'étendront désormais à l'île de Madagascar ; mais, modifiées ou non, elles n'y entreront en application qu'au fur et à mesure qu'elles y auront fait l'objet d'une promulgation spéciale.

Il est également conforme aux précédents appliqués par un certain nombre de puissances coloniales et par la France elle-même que, dans l'administration intérieure, l'autorité des pouvoirs indigènes puisse être utilisée. La reine Ranavaloa conservera donc, avec son titre, les avantages et les honneurs qu'ils lui confèrent ; mais ils lui sont maintenus, dans les conditions de l'acte unilatéral signé par elle « sous la souveraineté de la France ». Il en sera de même des chefs indigènes, avec le concours desquels nous croirons devoir administrer les populations de l'île, qui ne sont pas placées sous la domination hova.

Tel est, messieurs, dans ses grandes lignes, le système que nous vous prions d'adopter pour mettre fin promptement aux incertitudes qui ont duré trop longtemps sur la nature et le principe de notre établissement dans la grande île africaine.

Dès que les questions de l'ordre diplomatique auront été réglées en vertu de l'acte que nous sollicitons de vous, nous vous demanderons d'établir promptement le régime économique de Madagascar, et nous serons prêts à vous faire connaître, au besoin dans un débat spécial, les vues du Gouvernement sur l'organisation générale de notre nouvelle colonie de l'Océan indien.

Extraditions en 1893.

Le Compte général des Travaux de la Justice criminelle en France et en Algérie pendant l'année 1893 (1) contient la brève mention suivante :

Le nombre des extraditions, chose regrettable, va toujours en diminuant. De 427 en 1880, il est tombé à 333 en 1892 et à 307 en 1893. Il se décompose ainsi : 107 extraditions accordées à la France et 200 autorisées par la France.

HONGRIE

L'exposition du millénaire a été ouverte à Buda-Pest, le 1^{er} mai. M. Daniel, ministre du commerce, a adressé à l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, l'allocution suivante :

« Majesté impériale et royale apostolique, très gracieux souverain, la faveur du Tout-puissant a permis à ce pays d'atteindre dans la plénitude de sa force et de sa prospérité le moment où il célèbre la fête de son millénaire. C'est là une faveur spéciale du destin.

« C'est vraiment un fait merveilleux que ce pays, dont la muse de l'histoire a dit qu'il avait été pendant des siècles le rempart de la civilisation occidentale, n'ait pas été emporté par les flots orageux qu'ont soulevés les événements du monde.

« La génération actuelle éprouve une double joie en voyant que la Providence lui permet de célébrer le millénaire de sa chère patrie sous le sceptre du souverain dont le règne plein de sagesse a achevé la magnifique éclosion de la vie constitutionnelle et développé de la façon la plus vigoureuse la civilisation dans toutes les institutions de notre belle patrie.

(1) Il aurait été intéressant d'avoir certains détails que l'on donnait autrefois au sujet des pays auxquels l'extradition était demandée ou accordée ainsi que des faits pour lesquels elle était pratiquée. L'auteur du rapport regrette la diminution du nombre des extraditions ; il serait utile de savoir à quelle cause il attribue cette diminution.

« Le pays entier a contribué de toutes ses forces et de toute son âme à la réalisation de l'exposition ; mais la joie la plus véritable et la plus profonde qui émeuve tous les cœurs provient de ce que le roi qui porte la couronne de la nation, celui qui est le premier des Hongrois, et l'auguste reine entourée d'un amour enthousiaste, ainsi que les autres membres de l'auguste famille souveraine, ont daigné augmenter l'éclat, le prestige et la grande magnificence de l'exposition par leur coopération et par leur présence. »

L'empereur et roi a répondu dans les termes suivants :

« C'est avec une joie sincère que nous sommes venus assister à l'ouverture de cette exposition qui marque une période de l'histoire du pays ; mais nous nous réjouissons surtout en voyant que la célébration du millième anniversaire de la fondation de l'Etat hongrois est rehaussée par une œuvre pacifique aussi éminente que la représentation des résultats d'un travail utile et du développement plusieurs fois centenaire des ressources intellectuelles et matérielles du pays.

« Cette exposition prouvera, je l'espère, au monde entier que la nation hongroise, qui a maintenu glorieusement cet Etat pendant mille ans, au milieu de maintes circonstances adverses, a su non seulement défendre en tout temps le trône et la patrie par son courage sur les champs de bataille, mais a au-si acquis dans le domaine intellectuel une place honorable, qu'elle occupe au milieu des peuples civilisés.

« L'exposition sera en outre un témoignage du zèle et du dévouement avec lesquels tout le pays s'est efforcé de la réaliser, ainsi que de l'empressement et de la sympathie des nations étrangères, auxquelles nous sommes reconnaissants de nous avoir envoyé pour l'exposition un grand nombre d'objets pleins de valeur et on ne peut plus précieux au point de vue de notre histoire.

« Elle prouvera enfin que bien que les citoyens hongrois suivent, sur le terrain des luttes politiques, plusieurs voies différentes pour arriver à faire triompher leurs sentiments patriotiques, tous sont unis et entièrement d'accord dans leur fidélité envers la sainte couronne de Hongrie, dans leur travail utile, dans les efforts qu'ils font pour repandre le savoir et pour augmenter ainsi le bien-être et la gloire du pays.

« Je souhaite sincèrement que cette entente et cette fraternelle union s'étendent, pour le faire prospérer, à tout ce qui peut servir à rendre heureux et sûr l'avenir de mon bien-aimé royaume de Hongrie, et que le succès obtenu jusqu'à présent constitue, sans inspirer cependant aucune présomption, un puissant encouragement à travailler et à progresser encore.

« Nous prions Dieu d'exaucer nos prières et de protéger et bénir cette exposition que je déclare ouverte. »

ITALIE

Débats sur la politique extérieure.

Séance de la Chambre du 9 mai. — M. Lucifero questionne le ministre des affaires étrangères sur les intentions du Gouvernement en Tripolitaine. Il demande qu'il n'y ait rien de changé en ce pays, au détriment de l'Italie.

Le duc de Sermoneta répond :

M. Lucifero, en me posant cette question, pense évidemment au conflit qui a éclaté en avril sur la frontière de la Tunisie et de la Tripolitaine. L'importance de cet incident a été très exagérée par les journaux. Le Gouvernement français a donné sur ce point les plus amples assurances sur ses intentions. Les craintes de M. Lucifero n'ont donc aucun fondement.

Si le Gouvernement, dit en terminant le ministre des affaires étrangères,

ne se souvenait pas que l'équilibre dans la Méditerranée est le suprême intérêt de notre pays, il trahirait tous ses devoirs.

M. Lucifero espère que le Gouvernement, en toute occasion, tout en maintenant les rapports cordiaux avec tout le monde, saura entretenir l'amitié des puissances qui pourront aider le mieux l'Italie à maintenir l'équilibre dans la Méditerranée.

La discussion s'est alors engagée sur les affaires d'Abyssinie. Le ministre des affaires étrangères a d'abord pris la parole.

Au milieu de l'attention générale, il déclare que le ministère, en publiant le *Livre vert*, n'a obéi à aucun sentiment de rancune, mais a voulu faire connaître toute la vérité, afin de permettre au pays et au Parlement de juger la situation et d'établir les responsabilités.

Les documents qui ont été publiés ne compromettent pas l'Italie, ils démontrent au contraire qu'elle est restée fidèle à son amitié avec l'Angleterre. Ils démontrent aussi quels étaient les projets d'expansion coloniale du Cabinet Crispi.

Interrompu un instant par les violentes interruptions des crispiniens, le ministre défend le Gouvernement, qui a été accusé de ne pas comprendre ce qu'impose l'honneur national, parce qu'il s'est opposé aux tentatives de ceux qui voulaient créer de faux courants dans l'opinion publique et entraîner la nation à sa ruine. (Bruit et protestations au centre. — Bravos à gauche.)

Le Gouvernement ne songe pas à abandonner la colonie, et ce serait une légèreté impardonnable que de quitter maintenant Massaouah. Au contraire, la décision prise de renoncer au Tigré, permettra d'éviter les lourds sacrifices que coûterait la réoccupation du territoire perdu.

Kassala sera conservée, bien que le général Baldissera fût disposé à l'évacuer, au moment où l'on apprit que l'Angleterre, afin de reconquérir le Haut-Nil et de venir en aide à l'Italie, préparait une expédition.

L'orateur ne se dissimule d'ailleurs, pas que l'occupation de cette ville nécessitera de grosses dépenses, et que la campagne entreprise par les Anglais sera longue et difficile.

La question de Kassala doit être résolue conformément aux intérêts communs de l'Angleterre et de l'Italie, et à l'amitié qui, depuis de longues années, unit les deux nations. Cette entente forme l'une des bases principales de la politique de l'Italie.

Il ne faut pas méconnaître que, depuis le traité d'Ucciali, l'Abyssinie est devenue une puissance militaire qui pourrait attaquer l'Italie au moment où celle-ci serait engagée dans une guerre en Europe, et influencerait ainsi les événements qui se passeraient sur le continent.

Une politique de recueillement est donc nécessaire pour le moment. Plus tard, on verra. Le Gouvernement, dans sa conduite en Afrique, s'inspirera des volontés du Parlement nettement exprimées.

— M. Cavallotti prononce ensuite un long et vif réquisitoire contre le ministère Crispi dont il demande la mise en accusation après le procès du général Baratieri.

Le général Ricotti, ministre de la guerre, raille les partisans de la guerre à outrance qui ont trouvé leur formule dans l'ordre du jour présenté par M. Sonnino.

Il faudrait 150,000 hommes, un milliard et demi et une guerre de cinq ans, pour conquérir l'Abyssinie. Il faudrait encore lutter de longues années et occuper militairement le pays, avant d'avoir obtenu une complète pacifi-

cation. Le Gouvernement s'oppose à cette folie et il croit être l'interprète des sentiments du pays.

Le Gouvernement a ordonné au général Baldissera de délivrer Adigrat et de poursuivre l'ennemi, s'il le battait dans une rencontre. Si, au contraire, les Abyssins n'opposaient pas de résistance, le général Baldissera avait ordre d'évacuer Adigrat et l'Agamé. La retraite volontaire des Abyssins laisserait, en effet, Adigrat toujours exposée à leurs attaques, et ce point ne serait plus un gage aux mains des Italiens contre le Négus, mais un gage aux mains du Négus contre l'Italie.

Le général Ricotti donne lecture des dépêches échangées avec le général Baldissera, au sujet d'Adigrat et de Kassala, qui sera conservée, à moins que les exigences militaires n'en décident autrement.

Le ministre de la guerre lit ensuite une dépêche du général, qui considère comme opportun de rapatrier une douzaine de bataillons inutiles en Afrique, pendant la saison chaude. On pourra toujours, s'il est nécessaire, les renvoyer en Afrique à l'automne.

En attendant, dit l'orateur, le général Baldissera se retirera derrière la ligne du Mareb et de la Belesa et fortifiera la position importante de Sénafé, de manière à former un triangle formidable avec Asmara et Massana.

Tenter de délivrer les prisonniers par la force équivaldrait à entamer une guerre à outrance. Le Gouvernement préfère employer des moyens pacifiques et même, s'il le faut, payer une rançon pour arracher cette épine au cœur de l'Italie.

Les cent quarante millions votés par la Chambre suffiront à toutes les dépenses. Il est peu probable que les Tigrins attaquent la colonie. S'il en était autrement, le général Baldissera, après les avoir repoussés, reporterait la frontière à Adoua-Adigrat; mais cette frontière, moins forte que celle du Mareb-Belesa, aurait l'inconvénient de perpétuer les hostilités. Le retour aux anciens confins rendra possible, au contraire, un *modus vivendi* avec le Négus.

— Dans la séance de la Chambre des députés du 11 mai, MM. Aguglia et Cirmenti posent une question au Gouvernement sur la demande de la Russie de faire passer par Massauah un détachement de la Croix-Rouge se rendant en Abyssinie.

M. Bonin, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, répond en faisant l'historique de la demande de la Russie pour l'envoi d'un détachement de la Croix-Rouge au secours des Italiens et des Abyssins. M. Bonin, en ce qui touche la demande de passage par Massauah du détachement destiné aux Abyssins, dit que cette demande était appuyée de motifs humanitaires et, en principe, ne pouvait qu'être accordée. Mais on apprit ensuite que la composition de ce détachement lui donnait un caractère militaire; d'autre part, à la suite des atrocités commises par les Abyssins, dont le général Baldissera a fait alors connaître la nouvelle, le Gouvernement italien crut devoir prier le Gouvernement russe, d'abord de suspendre le départ du détachement, ensuite de renoncer à le faire débarquer à Massauah.

Ces déclarations furent accueillies avec le même esprit amical qui les avait dictées et elles n'ont aucunement altéré les rapports de bonne amitié que le Gouvernement italien tient à cœur de maintenir avec la Russie.

M. Cirmeni réplique.

Il accuse de contradiction la conduite du Gouvernement et dit que ce refus ne saurait avoir contribué à améliorer les rapports peu cordiaux italo-russes.

M. Bonin, reprenant la parole, confirme ses déclarations et ajoute que si les rapports avec la Russie couraient jamais le risque d'être de quelque façon

troublés, cela ne serait certes pas par les actes du Gouvernement italien, qui a à cœur de maintenir de bons rapports avec la Russie, mais plutôt par la prolongation de semblables discussions.

L'incident est clos.

— MM. Berio, Biancheri, Bertollo et d'autres députés demandent si le Gouvernement entend exprimer la reconnaissance de l'Italie envers la République Argentine à propos de la manifestation par laquelle, le 25 mars, à Buenos-Ayres, la République Argentine voulut s'associer au deuil des Italiens pour les événements d'Afrique et donner une nouvelle preuve de son affection et de sa vive amitié pour le peuple italien.

Le duc di Sermoneta, ministre des affaires étrangères, répond que la manifestation de Buenos-Ayres fut une telle manifestation d'affection qu'il ne s'en trouve pas de semblables dans l'histoire. Environ 60.000 personnes défilèrent devant la résidence de notre représentant. Cette démonstration de la jeune République Argentine ajoute un nouveau lien à tous ceux qui nous unissent, et il formera un souvenir bien cher dans le cœur des Italiens.

M. Berio remercie le ministre; il s'associe à ses patriotiques paroles et à ses remerciements pour la République Argentine.

— Dans la séance du 23 mai, de la Chambre des députés, M. Imbriani développe son interpellation sur la politique étrangère en Europe. Il dit que les plus grands dommages pour l'Italie proviennent de la politique africaine de la triple alliance. Il désire connaître les pactes de la triplice et il demande si c'est un protectorat ou une garantie, et dans ce cas de quoi et de qui. En attendant, il demande que le Gouvernement démente que les armes de la triplice interviendraient pour réprimer les agitations populaires possibles.

M. Imbriani demande quelle conduite veut suivre le Gouvernement vis-à-vis de l'Angleterre qu'il dit être en grande partie responsable des massacres d'Arménie. Il parle longuement de la politique anglaise qui est une politique intéressée. La mission de l'Italie est éminemment civilisatrice.

Partant, l'orateur s'étonne que l'Italie ait suivi constamment la politique anglaise. Il déplore qu'on ait employé tous les moyens pour accroître nos dissentiments avec la France, avec laquelle nous voudrions et pourrions nous entendre. M. Imbriani continue : On cherche à taquiner la Russie et on cherche à nous assujettir en tout à l'Allemagne et à son empereur. (Une voix : C'est notre ami.) M. Imbriani réplique : C'est notre ami, seulement pour son profit. Il affirme qu'avec la triplice, vainqueurs ou vaincus seront les serfs de l'Allemagne. (Une voix : Comme avant nous l'étions de la France.)

M. Imbriani : Nous ne voulons être sujets ni de la France, ni de l'Allemagne, ni de l'Autriche.

M. Imbriani demande ce qu'on manipula à l'occasion de l'entrevue de Venise. Bientôt nous serons à un autre renouvellement de la triplice. C'est pour cela qu'il a pris la parole. En présence du malheur africain et en présence de la question méditerranéenne, et devant le fait que l'Adriatique est devenue une mer exclusivement autrichienne, l'orateur désire qu'une parole du président du Conseil puisse le tranquilliser.

M. di Rudini répond que si M. Imbriani est tenace dans ses opinions, lui aussi fut toujours constant dans ses principes. Il a toujours cru et croit toujours que la triple alliance est une nécessité et que, si elle n'existait pas, il faudrait la créer. On a parlé plusieurs fois des dommages causés à l'Italie par la triplice; mais on ne les prouva jamais. La triplice ne causa jamais la moindre charge, tandis qu'elle eut pour effet de conserver pendant de longues années la paix. L'Italie est dans la triplice dans les mêmes conditions que l'Autriche et l'Allemagne. Comment donc peut-on affirmer que l'Italie subisse un protectorat? M. di Rudini proteste hautement contre cette sup-

position. Si M. Imbriani avait eu l'honneur de connaître personnellement l'empereur allemand, il aurait reconnu en lui un vrai et sincère ami de l'Italie. C'est un roi et un souverain de très noble esprit et de sentiments élevés.

La politique étrangère de l'Italie continue sans changement depuis beaucoup d'années. Cela montre qu'elle est vraiment nationale et populaire. Lorsque M. Imbriani fit allusion à l'amitié de la France avec la Russie, il me fournit un argument et confirma la thèse qu'aucun Etat ne peut rester isolé. Il est heureux que M. Imbriani ait parlé de nos rapports avec l'Angleterre parce que lui, ministre, pourra répéter encore une fois que l'amitié avec l'Angleterre complète le système de nos alliances. Cette amitié dérive non seulement du sentiment, mais des intérêts, parce que les intérêts de l'Angleterre et de l'Italie dans la Méditerranée sont d'accord.

M. Imbriani parle de taquineries politiques envers les autres Etats.

M. di Rudini répond qu'il peut assurer M. Imbriani que le ministère actuel est absolument contraire à cela, parce que la triplice vise la paix entre toutes les grandes puissances. Quelques-uns ont même accusé M. di Rudini de tendresse envers la France et la Russie. Mais M. di Rudini s'honore de cette accusation, laquelle prouve qu'il fait de la politique cordiale aussi avec les puissances qui ne font pas partie de la triplice, cordialité qui existe d'ailleurs dans les rapports entre la Russie et l'Allemagne, entre l'Autriche et la France. Il conclut que la politique du Gouvernement est de maintenir solidement la triplice et de maintenir en même temps les rapports cordiaux et affectueux avec toutes les puissances, notamment avec la Russie et la France.

M. Imbriani déclare n'être pas satisfait. Il dépose une motion rappelant le Gouvernement à une politique étrangère nationale et plus conforme aux droits de l'Italie.

Sur la proposition de M. di Rudini, acceptée par M. Imbriani, la motion de ce dernier sera discutée après le budget.

ROUMANIE

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (*Séance du 24 avril/6 mai*). — M. I. Gradishteano développe son interpellation sur la participation de la Roumanie au millénaire hongrois. Il constate que le gouvernement n'a pas cru devoir se prononcer jusqu'ici clairement à ce sujet. Ce qui est certain, c'est que notre ministre à Vienne et notre consul à Budapest ont été présents aux fêtes d'inauguration de Pesth. La question est de savoir si une telle participation est compatible avec notre dignité.

Quel est le sens des fêtes de Pesth ? C'est la commémoration de l'invasion magyare en Europe, invasion qui a mis fin à l'indépendance de plusieurs duchés slaves et roumains. Elles ont encore pour but de faire croire à l'existence d'un Etat unitaire politique hongrois, abstraction faite des nationalités non-magyares qui le composent.

Les choses étant ainsi, quel besoin avions-nous d'aller à Pesth ? L'orateur croit que les règles de la courtoisie de voisin à voisin ne nous imposaient nullement une pareille démarche.

On n'aurait pas pu nous en vouloir de nous abstenir d'une fête qui nous rappelle un des faits les plus douloureux de notre histoire, car l'invasion magyare a provoqué la perte de la cohésion de la race roumaine.

Quand l'Allemagne célébrera le centenaire de son unité, elle n'invitera certainement pas le pays qu'elle a vaincu en 1870.

Voyez ce petit peuple, les Serbes, qui ont su maintenir avec plus de force leur dignité nationale.

Aller à Pesth, c'est témoigner de l'amitié aux Magyars. Il n'était pas nécessaire de leur faire une telle avance quand la situation de nos congénères en Transylvanie est encore si précaire.

Dans son discours de la salle Orphée, M. Dém. Stourdza demandait que nous élevassions la voix pour protester énergiquement contre les procédés oppressifs des Magyars. L'orateur a été plus modeste ; il a demandé tout simplement que nous n'allions pas à Pesth. Malheureusement, bien des choses ont changé depuis un an.

Ce serait le cas de dire : *Quantum mutatus ab illo*. M. Stourdza fait aujourd'hui ce qu'il reprochait à ses adversaires politiques. Il accusait les conservateurs d'avoir jeté la zizanie dans les rangs des conducteurs du peuple roumain d'outre-monts, afin de rendre celui-ci plus disposé à accepter les conditions de M. Hieronymi. Le reproche est exact, mais il s'adresse non pas aux conservateurs, mais à M. Stourdza. L'histoire des derniers mois en est une preuve éloquente. Il nous a été donné de voir une apostasie complète de la part de M. Stourdza dans la question nationale. Vous avez commis une mauvaise action. (*Applaudissements.*)

M. Dém. Stourdza ne répondra pas aux accusations de M. Gradishteano.

La Roumanie ne pouvait pas empêcher les fêtes du Millénaire. Chaque pays a ses fêtes ; nous avons la fête du 10 mai, nous avons célébré le centenaire de Horia, l'inauguration du pont sur le Danube, fête à laquelle l'étranger a pris part. Quand un pays célèbre une fête de ce genre, d'habitude il invite les autres pays à y prendre part. L'Allemagne a procédé ainsi lors de l'ouverture du canal de Kiel.

La Hongrie, en célébrant son Millénaire, a également invité tous les pays de l'Europe à se faire représenter à Pesth, et nous, Roumains, à moins de commettre un acte discourtois et de nous exclure du concert européen, nous ne pouvions pas faire bande à part. La Roumanie prendra prochainement part à une autre grande fête : le couronnement du Tzar à Moscou. Il faut éviter des démonstrations provocatrices.

Je comprends les sentiments qui doivent nous animer envers nos conationaux qui appartiennent à d'autres Etats : mais ces sentiments doivent être réglementés par la position du royaume. Celui-ci doit être notre première et notre constante préoccupation. C'est là que se trouve engagée notre responsabilité tout entière.

Toute démonstration, et principalement toute démonstration publique, doit avoir sa mesure. Je n'hésite pas à dire que, lorsque les démonstrations passent au delà des limites d'une démonstration pacifique et prennent un aspect provocateur, elles peuvent porter un dommage à la position du pays et ne peuvent qu'être désapprouvées par le gouvernement, ainsi que par tout citoyen consciencieux.

Hier a eu lieu une démonstration faite par les étudiants. Nous l'avons laissée libre, parce que nous pensons que toute démonstration pacifique doit être libre. C'est ce que nous avons demandé étant dans l'opposition, c'est ce que nous donnons étant au gouvernement.

Quand ces démonstrations deviennent néanmoins provocantes, le gouvernement ne peut les approuver et il est certain qu'il aurait été mieux qu'elles n'eussent pas eu lieu.

Hier ont été étalés des drapeaux à inscriptions provoquantes. Ce n'était ni bien, ni sage. Si des drapeaux à inscriptions analogues eussent été portés ailleurs, des conflits auraient pu naître. Quand tout le monde tâche d'éviter des conflits, est-ce bien, est-ce prudent, est-ce sage de les provoquer ?

Le gouvernement ne peut que désapprouver de pareils actes. En laissant aux étudiants toute liberté, le gouvernement était en droit d'attendre que toute leur attitude fût plus correcte. Quand nous jouissons de toutes nos

libertés, il faut les respecter, car ce n'est qu'ainsi que nous leur donnerons de la force. Des actes irréflechis peuvent compromettre les situations les mieux établies.

Si de pareilles provocations avaient eu lieu à Paris ou à Berlin, le lendemain l'Europe aurait pu se trouver en flammes. Nous ne sommes ni l'Allemagne, ni la France : mais nous avons une position qu'il ne faut pas exposer inutilement et sans penser plus loin aux conséquences qui en résulteraient.

Il doit exister en toutes choses une limite, qui ne doit pas être dépassée, et le gouvernement espère que personne n'oubliera que le premier devoir d'un bon citoyen est celui de respecter la position de sa propre patrie.

RUSSIE

Les fêtes du Couronnement ont commencé le 23 mai par une proclamation au peuple moscovite, conçue dans les termes suivants et lue par des hérauts d'armes :

« Notre très auguste, très haut et très puissant souverain l'Empereur Nicolas Alexandrowitch, étant monté sur le trône héréditaire de l'Empire de Russie, du royaume de Pologne et du grand-duché de Finlande qui en sont inséparables, a daigné ordonner, à l'exemple des très pieux souverains, ses glorieux ancêtres :

« Que la sainte solennité du couronnement et du sacre de sa Majesté Impériale ait lieu, avec l'aide du Tout-Puissant, le 14 du mois de mai ; en outre, Sa Majesté a ordonné d'associer à cet acte sacré son auguste épouse l'Impératrice Alexandra Feodorowna.

« Par la présente proclamation, cette solennité est notifiée à tous les fidèles sujets de Sa Majesté, pour qu'en ce jour, si ardemment désiré, ils élèvent vers le roi des rois leurs plus ferventes prières, afin que, par Sa Grâce toute puissante, Il daigne bénir le règne de Sa Majesté, et maintenir sous son sceptre la paix et la tranquillité publiques, à la plus grande gloire de son saint nom et pour l'inaltérable prospérité de l'empire. »

Le couronnement a eu lieu le 26 mai, avec une très grande solennité.

Le lendemain a été publiée une proclamation impériale dont voici l'analyse :

Le Tsar promet de soulager les humbles et les malheureux, même ceux qui le sont par leur propre faute, afin qu'ils puissent participer à la joie commune en entrant dans une nouvelle voie.

Le manifeste indique les quinze catégories des différents adoucissements de peines que comportera l'amnistie. Abandon sera fait des impôts impayés pour la Russie d'Europe et la Pologne. Le manifeste parle d'une certaine réduction temporaire de l'impôt foncier. Les amendes sont réduites ou remises. Des créances de l'Etat de différentes catégories sont annulées. Les condamnations pour délits peu graves sont effacées. Les exilés en Sibérie pourront, après douze ans, choisir librement leur résidence ; même faculté sera accordée, après dix ans, aux exilés cantonnés dans les gouvernements non sibériens ; cette mesure ne s'étend pas aux capitales des gouvernements et ne fait pas rentrer les intéressés dans leurs droits.

Les criminels internés en Sibérie ou dans des gouvernements éloignés où une résidence déterminée leur est imposée verront leur peine réduite d'un tiers.

Les déportés pour la colonisation deviendront cultivateurs au bout de quatre ans, au lieu de dix ans, comme jusqu'ici.

Les condamnés aux travaux forcés verront leurs peines réduites d'un tiers ; les condamnations aux travaux forcés à perpétuité sont commuées en vingt ans de la même peine ; beaucoup d'autres condamnations sont adoucies.

Les délais de prescription sont raccourcis. Les criminels d'Etat, selon le degré de leur culpabilité et suivant le repentir qu'ils témoigneront, pourront bénéficier de réductions de peines en plus de l'amnistie générale.

Les déportés qui auront subi leur temps d'exil pourront, par leur conduite sans tache et leur vie laborieuse, être réintégrés dans leurs droits.

Les dossiers des crimes d'Etat qui, d'après la loi, ne jouissent pas de la prescription, seront classés, en tant que, depuis leur perpétration, quinze ans se seront écoulés.

Les fugitifs de Zarthum, de la Pologne et du gouvernement de l'Ouest qui n'ont commis aucun meurtre, ni vol, ni incendie pour soutenir le mouvement insurrectionnel polonais, seront, s'ils reviennent dans leur partie, obligés de prêter serment de fidélité, mais ils seront exempts de la surveillance de la police et ils auront le libre choix de leur résidence. Les fugitifs qui ont commis les crimes ci-dessus mentionnés resteront, s'ils reviennent, pendant trois ans sous la surveillance de la police ; leur résidence leur sera désignée par le ministre.

TRANSVAAL

Le Volksraad a été ouvert le 4 mai.

Le président Krüger a prononcé un discours.

Il a déploré la mort du général Smit, qui, a-t-il dit, est une grande perte pour le pays.

Il attribue l'invasion du docteur Jameson à la malveillance et à des buts égoïstes.

M Krüger a dit qu'il s'était toujours laissé guider dans sa conduite par la pensée de développer la prospérité de la République par les moyens les plus paisibles.

Il est convaincu que le désir du Volksraad est de l'aider dans cette tâche.

Il a le ferme espoir que l'Assemblée contribuera au rétablissement de la tranquillité et de la paix, afin que le pays entre dans une ère de prospérité profitable à tous.

Malgré les derniers troubles, les rapports avec les puissances étrangères sont restés amicaux.

Le président espère qu'une conférence pourra avoir lieu prochainement avec l'Etat d'Orange pour discuter les conditions d'une union plus étroite entre les deux Etats.

Le président constate ensuite que l'industrie minière est prospère. La question de main-d'œuvre pour les mines se présente sous un aspect encourageant.

M. Krüger passe ensuite aux affaires intérieures. Il annonce que des projets concernant l'instruction publique et l'agriculture sont en préparation. La situation financière est bonne.

Le président fait appel au Volksraad et l'engage à remplir pendant cette période troublée les devoirs difficiles qui lui ont été confiés par la volonté du peuple, et à se dévouer de toutes ses forces aux intérêts de la République.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

La Conférence internationale dont nous avons annoncé la réunion à Paris (V. plus haut, p. 117), a, dans sa séance du 4 mai, abouti à la signature des actes dont la teneur suit :

ACTE ADDITIONNEL modifiant les art. 2, 3, 5, 7, 12, 20 et les nos 1 et 4 du Protocole de clôture y annexé de la Convention du 9 septembre 1886.

Article premier. — La Convention internationale du 9 septembre 1886 est modifiée ainsi qu'il suit :

I. — Art. 2. — Le premier alinéa de l'article 2 aura la teneur suivante :

« Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un de ces pays, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux ».

Il est, en outre, ajouté un cinquième alinéa ainsi conçu :

« Les œuvres posthumes sont comprises parmi les œuvres protégées ».

II. — Art. 3. — L'article 3 aura la teneur suivante :

« Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, mais qui auront publié ou fait publier, pour la première fois, leurs œuvres littéraires ou artistiques dans l'un de ces pays, jouiront, pour ces œuvres, de la protection accordée par la Convention de Berne et par le présent Acte additionnel ».

III. — Art. 5. — Le premier alinéa de l'article 5 aura la teneur suivante :

« Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale. Toutefois, le droit exclusif de traduction cessera d'exister lorsque l'auteur n'en aura pas fait usage dans un délai de dix ans à partir de la première publication de l'œuvre originale, en publiant ou en faisant publier, dans un des pays de l'Union, une traduction dans la langue pour laquelle la protection sera réclamée ».

IV. — Art. 7. — L'article 7 aura la teneur suivante :

« Les romans-feuilletons, y compris les nouvelles, publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'Union, ne pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays, sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause.

« Il en sera de même pour les autres articles de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro.

« A défaut d'interdiction, la reproduction sera permise à la condition d'indiquer la source.

« En aucun cas, l'interdiction ne peut s'appliquer aux articles de discussion politique, aux nouvelles du jour et aux *faits divers* ».

V. — Art. 12. — L'article 12 aura la teneur suivante :

« Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

« La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays ».

VI. — Art. 20. — Le deuxième alinéa de l'article 20 aura la teneur suivante :

« Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union ».

Art. 2. — Le Protocole de clôture annexé à la Convention du 9 septembre 1886 est modifié ainsi qu'il suit :

I. — Numéro 1. — Ce numéro aura la teneur suivante :

« I. Au sujet de l'article 4, il est convenu ce qui suit :

« A. — Dans les pays de l'Union où la protection est accordée non seulement aux plans d'architecture, mais encore aux œuvres d'architecture elles-mêmes, ces œuvres sont admises au bénéfice des dispositions de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel.

« B. — Les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue sont admises au bénéfice des dispositions de ces actes, en tant que la législation intérieure permet de le faire, et dans la mesure de la protection qu'elle accorde aux œuvres nationales similaires.

« Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale, au sens de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des conventions privées entre les ayants droit ».

II. — Numéro 4. — Ce numéro aura la teneur suivante :

« 4. L'accord commun prévu à l'article 14 de la Convention est déterminé ainsi qu'il suit :

« L'application de la Convention de Berne et du présent Acte additionnel aux œuvres non tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine au moment de la mise en vigueur de ces actes, aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les Conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

« A défaut de semblables stipulations entre pays de l'Union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu dans l'article 14.

« Les stipulations de l'article 14 de la Convention de Berne et du présent numéro du Protocole de clôture, s'appliquent également au droit exclusif de traduction, tel qu'il est assuré par le présent Acte additionnel.

« Les dispositions transitoires mentionnées ci-dessus sont applicables en cas de nouvelles accessions à l'Union ».

Art. 3. — Les pays de l'Union qui n'ont point participé au présent Acte additionnel seront admis à y accéder en tout temps sur leur demande. Il en sera de même pour les pays qui accéderont ultérieurement à la Convention du 9 septembre 1886. Il suffira, à cet effet, d'une notification adressée par écrit au Conseil fédéral suisse, qui notifiera à son tour cette accession aux autres Gouvernements.

Art. 4. — Le présent Acte additionnel aura même valeur et durée que la Convention du 9 septembre 1886.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans la forme adoptée pour cette Convention, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'une année.

Il entrera en vigueur, trois mois après cet échange, entre les pays qui l'auront ratifié.

Déclaration interprétant certaines dispositions de la Convention de Berne du 9 septembre 1886 et de l'Acte additionnel signé à Paris le 4 mai 1896.

Les Plénipotentiaires soussignés de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, de Monaco, du Monténégro, de

la Norvège, de la Suisse et de la Tunisie, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit, en ce qui concerne l'interprétation de la Convention de Berne du 9 septembre 1886 et de l'Acte additionnel de ce jour :

1° Aux termes de l'article 2, alinéa 2 de la Convention, la protection assurée par les actes précités dépend uniquement de l'accomplissement, dans le pays d'origine de l'œuvre, des conditions et formalités qui peuvent être prescrites par la législation de ce pays. Il en sera de même pour la protection des œuvres photographiques mentionnées dans le n° 1, lettre B, du Protocole de clôture modifié.

2° Par œuvres publiées, il faut entendre les œuvres éditées dans un des pays de l'Union. En conséquence, la représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale, l'exécution d'une œuvre musicale, l'exposition d'une œuvre d'art, ne constituent pas une publication dans le sens des actes précités.

3° La transformation d'un roman en pièce de théâtre, ou d'une pièce de théâtre en roman, rentre dans les stipulations de l'article 10.

Les pays de l'Union qui n'ont point participé à la présente Déclaration seront admis à y accéder en tout temps, sur leur demande. Il en sera de même pour les Pays qui accèderont, soit à la Convention du 9 septembre 1886, soit à cette Convention et à l'Acte additionnel du 4 mai 1896. Il suffira, à cet effet, d'une notification adressée par écrit au Conseil fédéral Suisse, qui notifiera à son tour cette accession aux autres Gouvernements.

La présente Déclaration aura même valeur et durée que les actes auxquels elle se rapporte.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans la forme adoptée pour ces actes, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'une année.

La Conférence a, de plus, émis les vœux suivants :

Il est désirable :

I. Que, dans tous les pays de l'Union, la loi protège les œuvres photographiques ou les œuvres obtenues par des procédés analogues, et que la durée de la protection soit de quinze ans au moins.

II. Que les législations des pays de l'Union fixent les limites dans lesquelles la prochaine Conférence pourrait adopter le principe que les œuvres musicales publiées doivent être protégées contre l'exécution non autorisée, sans que l'auteur soit astreint à la mention de réserve.

III. Que les conventions spéciales conclues entre des pays faisant partie de l'Union soient examinées par les Parties contractantes respectives en vue de déterminer les clauses pouvant être considérées comme restées en vigueur conformément à l'article additionnel de la Convention de Berne ; que le résultat de cet examen soit consacré par un acte authentique et porté à la connaissance des pays de l'Union par l'intermédiaire du Bureau international, avant la réunion de la prochaine Conférence.

IV. Que des dispositions pénales soient insérées dans les législations nationales afin de réprimer l'usurpation des noms, signatures ou signes des auteurs en matière d'œuvres littéraires et artistiques.

V. Que des délibérations de la prochaine Conférence sorte un texte unique de Convention.

Les mesures électriques.

L'électricité affirme chaque jour ses étonnants progrès par les réglementations pratiques qu'elle nécessite au point de vue de la sécurité, de la circulation et de l'éclairage. Elle se vend, s'achète et se distribue couramment. Une nouvelle preuve de sa vitalité et de son développement se trouve dans la nécessité qui s'est imposée de fixer par décret avec une précision complète les unités de mesure électriques.

Un rapport adressé à ce sujet par M. G. Mesureur, alors ministre du commerce et de l'industrie, vient d'être sanctionné par un décret du président de la République, en date du 25 avril 1896, définissant et fixant un système international des unités électriques.

La France aura eu l'honneur de faire faire ce nouveau pas à l'électricité et de définir nettement les bases indispensables pour les marchés, les contrats et la rédaction des cahiers des charges. Mais le système adopté mérite bien le nom d'« international ». Il résulte en effet des travaux d'une série de congrès dans lesquels la question a été agitée par des savants de toutes les nations.

Le premier de ces congrès eut lieu en 1881 à la suite de la première exposition internationale d'électricité ; il recommandait un système rationnel et simple d'unités électriques établi sur les bases étudiées par l'association britannique.

Une conférence internationale réunie à Paris, en 1882 et 1884, sur l'initiative française, admit les valeurs choisies, mais en ne les déclarant valables que pour une durée de dix ans.

Les recherches continuèrent : des échanges d'idées à ce sujet eurent lieu aux Expositions universelles de Paris, en 1889, et de Chicago, en 1893.

La réglementation actuelle couronne ces travaux qui ont été nombreux. Elle rend désormais obligatoire, tout au moins dans les services publics et dans les transactions qui les intéressent, l'emploi des unités acceptées pratiquement par tous les grands Etats. L'obligation que s'impose spontanément la France de faire usage du système en question dans la plupart des transactions privées contribuera certainement beaucoup à en répandre l'usage et facilitera indirectement, mais d'une façon évidente, la conclusion d'un accord international unanimement désiré.

Certes, il n'y a pas là une innovation comparable dans son éclat à celle de la création de notre admirable système métrique. Mais elle lui est intimement liée, elle en dérive et accroîtra le nombre des services que rend, en toute occasion, au monde entier, le système métrique, de plus en plus apprécié à la valeur de sa lumineuse et scientifique simplicité.

Nous ne saurions résumer ici le beau « Rapport sur les unités électriques internationales » présenté à la commission des unités électriques, le 7 mars 1896, par le savant M. Violle. Les très nombreux intéressés en trouveront le texte dans le *Journal officiel* du 2 mai 1896. Nous nous contenterons de donner le texte du décret auquel ce rapport a abouti. Le voici :

Article premier. — Dans tous les marchés et contrats passés pour le compte de l'Etat, dans toutes les communications faites aux services publics et dans les cahiers des charges dressés par eux, le système international d'unités électriques, tel qu'il est défini ci-après, sera seul et obligatoirement employé.

Art. 2. — L'unité électrique de résistance, ou *ohm*, est la résistance offerte à un courant invariable par une colonne de mercure à la température de la glace fondante, ayant une masse de 14,4521 grammes, une section constante et une longueur de 106,3 centimètres.

Art. 3. — L'unité électrique d'intensité, ou *ampère*, est le dixième de l'unité électromagnétique de courant. Elle est suffisamment représentée pour les besoins de la pratique par le courant invariable qui dépose en une seconde 0,001118 gramme d'argent.

Art. 4. — L'unité de force électromotrice, ou *volt*, est la force électromo-

trix qui soutient le courant d'un ampère dans un conducteur dont la résistance est un ohm. Elle est suffisamment représentée pour les besoins de la pratique par les 0,6974 ou 1000/1434 de la force électromotrice d'un élément Latimer Clark.

On y trouve la définition nette de ces termes si nouveaux encore, quelque peu ardu, mais auxquels la diffusion de l'électricité sous toutes ses formes accoutume et accoutumera, de plus en plus, les plus indifférents.

Situation commerciale, industrielle et financière du Transvaal en 1895.

Cette situation est présentée par M. Aubert, Consul de France à Prétoria, dans un rapport adressé par lui au Ministre des Affaires étrangères, le 20 avril 1896. Nous donnons l'analyse de ce remarquable document (1).

M. Aubert trace le tableau suivant de la situation de la République sud-africaine :

La prospérité dont jouit depuis plusieurs années la République sud-africaine n'a fait que s'accroître en 1895. Le commerce et l'industrie, loin de s'arrêter dans leur essor, y ont pris un développement inconnu jusqu'alors. L'immigration augmente et est principalement composée d'éléments sérieux, actifs, intelligents. Le réseau ferré s'est étendu jusqu'à la colonie de Natal, de sorte qu'il existe actuellement trois voies de pénétration de la mer en Transvaal. Le trafic intérieur s'est accru considérablement et prouve que la culture du sol, jusqu'à présent stationnaire, est également en progrès. Les revenus publics donnent un excédent constant. Tout semble donc contribuer à rendre ce pays le plus prospère et le plus florissant de l'Afrique du Sud.

Les importations au Transvaal.

La valeur des importations dans la République sud-africaine a été, en 1895, de 245,407,600 francs. soit une augmentation de 84 millions de francs comparativement à 1894, et de 111 millions comparativement à 1893. Ces importations se sont réparties de la façon suivante :

La colonie du Cap, grâce à ses trois ports, Capetown, Port-Elizabeth et East-London et à ses vastes ressources agricoles, contribue pour la plus large part au trafic du Transvaal. Elle a importé, en 1895, pour 172,704,000 francs de marchandises, contre 112,598,000 francs en 1894, et 87,645,000 francs en 1893, alors que ses lignes ferrées ne pénétraient pas encore au Transvaal.

Natal a encore vu baisser ses importations en 1895. Elles ont été de 24,559,000 francs, soit 500.000 de moins qu'en 1894.

Delagoa bay, par contre, a importé pour 24,978.850 fr. en 1895, contre 11,620,000 francs en 1894, résultat qui est loin de répondre aux expectatives qu'avait fait maître l'ouverture du chemin de fer de Lourenço-Marques à Prétoria.

Les relations avec la République d'Orange ont plus que doublé en 1895. Elle a importé pour une valeur de 23,165,000 fr. de produits agricoles et industriels, tandis qu'elle n'en avait écoulé que pour 11,351,000 fr. en 1894.

Les marchandises importées en 1895 provenaient : d'Europe, 61.4 0/0, du Cap, 16.8, de Natal, 7.3, de la République d'Orange, 9.4, de Delagoa bay, 2.5, d'autres pays (Amérique et Australie), 2.6. Comparativement à 1894, la proportion a été un peu plus favorable (1 0/0) pour la République d'Orange, pour l'Australie et l'Amérique, et a baissé de 3 0/0 pour Natal.

Les importations du Cap comprennent une grande quantité d'articles européens et américains provenant de ses entrepôts et, en outre, des céréales, des farines, des fourrages, des fruits, des vins, des alcools, des voitures, des charrettes, du poisson frais.

(1) Pour la situation en 1894, V. *Archives*, 1895, II, p. 248.

Natal importe ses thés, ses sucres, ses fruits, des bois ouvrés et nombre de marchandises d'outre-mer.

La République d'Orange des produits agricoles, des légumes, du gibier, du bétail, et tous les objets de consommation.

Delagoa bay est essentiellement un port de transit pour les produits européens et australiens. La colonie de Moçambique ne produit guère que de l'alcool et des farines.

L'Amérique importe une grande quantité de machines industrielles et agricoles, des outils, des meubles bon marché, des bois de charpente, des conserves de légumes et de fruits, de poisson, de viande. L'Australie envoie au Transvaal des farines, des bois et jusqu'à du beurre conservé frais dans la glace.

M. Aubert donne le relevé total des marchandises importées en 1895 ; on peut résumer comme suit ce tableau :

A de rares exceptions près, l'importation de tous les articles a considérablement augmenté en 1895, comparativement à 1894. Cette augmentation a été pour les machines, outils et accessoires de 21,710,000 fr. ; la mercerie, les modes, la bimbeloterie, de 6,252,000 fr. ; les meubles, objets d'ameublement et articles de ménage, de 2,518 000 fr. ; les ouvrages en fer et en métal, de 5,115,000 fr. ; la sellerie, la maroquinerie, les chaussures, de 2,042,000 fr. ; les bois bruts et ouvrés, de 4,062,000 fr. ; les vêtements, la lingerie, etc., de 3,999,000 fr. ; les voitures, etc., de 2,718,000 fr. ; le coke, de 477,000 kilog. ; le ciment, de 3,900,000 kilog.

Tous les objets de consommation ont largement contribué à l'accroissement du trafic : les animaux de basse-cour pour 157,000 têtes ; le bétail pour 170,000 têtes ; le beurre, la margarine pour 419,000 kilog. ; les bonbons pour 256,000 fr. ; le café pour 900,000 kilog. ; les confitures pour 100,000 fr. ; les épiceries pour 1,244,000 fr. ; le fromage pour 1,220,000 fr. ; les légumes frais et conservés pour 2,414,000 fr. ; les œufs pour 127,000 douzaines ; le poisson frais pour 273,000 fr. ; le sel pour 1,658,000 kilog. ; le sucre pour 1,246,000 kilogrammes ; la viande, le gibier pour 332,000 fr.

Les farines, blés, mais, riz représentaient une quantité de près de 49 millions de kilogrammes en 1895, soit près de 13 millions de plus qu'en 1894. Le Transvaal est donc encore loin de suffire aux besoins toujours croissants de sa population et à l'alimentation de sa cavalerie, pour laquelle on a importé 16 millions de kilogrammes de fourrages en 1895.

La quantité de boissons, bières, vins, spiritueux, importée en 1895, a été de 7,053,000 litres, en augmentation de 2,500,000 sur 1894. Le commerce des vins et des alcools du Cap a surtout profité de cette augmentation.

Il n'est que trois articles dont l'importation ait diminué en 1895, notamment la dynamite importée pour compte particulier, ce qui s'explique par le retrait des permis accordés pendant la période transitoire lors de la revision du monopole des explosifs ; la houille, par suite du grand développement qu'a pris l'industrie houillère dans le pays, et le matériel de chemin de fer, conséquence de l'achèvement du réseau ferré.

Le commerce français.

M. Aubert s'exprime en ces termes au sujet des relations commerciales existant ou devant exister entre la France et le Transvaal :

Le commerce français a fait des progrès incontestables dans la République sud-africaine ; mais il est malheureusement impossible de les chiffrer. Il en sera toujours ainsi et nos débouchés dans la République sud-africaine ne prendront pas un réel développement tant qu'il n'existera pas de communications directes entre la France et la côte orientale d'Afrique, par où nos produits pourront pénétrer dans l'intérieur et être écoulés à chances égales avec les articles allemands et anglais. Nos grandes compagnies ont étudié différents projets ; elles ont envoyé en Afrique des inspecteurs qui ont fait

des enquêtes sommaires, et, sous prétexte qu'on ne pouvait pas leur assurer à l'avance une quantité de fret et de revenus déterminée, elles ont renoncé à l'entreprise. Une d'elles a même envoyé un vapeur à l'essai, croyant voir immédiatement affluer toutes les marchandises disponibles. Les négociants ne se sont naturellement pas souciés de rompre leurs anciennes relations pour profiter d'une occasion qui ne se renouvellerait peut-être pas, et la compagnie qui avait tenté la chose, de s'écrier qu'elle avait bien jugé, qu'il n'y avait rien à faire.

Nos compagnies jouissent cependant de primes à la navigation, il existe de nombreux éléments de fret entre la France et l'Afrique; à la faveur d'un service régulier nos relations avec ces contrées ne peuvent que se développer, comme se sont développées, grâce à la ligne de Hambourg par Naples à Natal, les transactions entre l'Allemagne, l'Italie et l'Afrique du Sud; le nombre des voyageurs français et même étrangers ne peut qu'augmenter lorsqu'ils seront certains de trouver à bord de nos navires le confort et les avantages qui font défaut, la plupart du temps, sur les bâtiments rivaux.

Le bruit fait autour de mon rapport de l'année dernière a eu, du moins, pour heureux résultat de révéler, pour ainsi dire, le Transvaal à nos commerçants, à nos industriels. Il n'y a jamais eu pareille affluence de Français à Johannesburg comme depuis six mois. Un des derniers vapeurs en a apporté une trentaine, banquiers, ingénieurs, journalistes, négociants, employés. Petit à petit, une colonie se forme, elle ne peut que contribuer à produire un courant régulier d'affaires entre la métropole et l'Afrique du Sud, en y introduisant ses goûts, ses besoins particuliers, de même que les Anglais, les Allemands, les Hollandais voient leur commerce augmenter précisément par les rapports qu'ils ouvrent ou entretiennent avec la mère patrie.

Il est regrettable, toutefois, que la plupart des agents et commerçants français qui cherchent à s'établir dans le pays soient dépourvus de ressources suffisantes ou ne soient pas assez soutenus pour être en mesure d'entrer en concurrence avec les maisons rivales étrangères.

Il faut lutter avec elles à armes égales, c'est-à-dire avec des capitaux. Les tentatives timides et faiblement appuyées sont condamnées d'avance à l'insuccès. M. Hugot, représentant de la chambre de commerce de Paris, a, d'ailleurs, donné, avec une compétence à laquelle je ne puis prétendre, des conseils si judicieux et si pratiques à ce sujet que je ne puis que référer à son remarquable rapport ceux de nos commerçants qui s'intéressent à ce pays et désirent s'y créer des débouchés.

Je me permettrai, seulement, de compléter les observations de M. Hugot par un conseil à l'adresse de nos négociants en vins. Ils ont dû remarquer, en consultant le tableau des importations qui précède, l'énorme quantité de vins du Cap qui a été introduite au Transvaal pendant l'année dernière. A quoi cela tient-il? Ces vins sont-ils donc tellement supérieurs aux vins d'Europe au point de leur être préférés par les consommateurs? Ils ne sont pas meilleurs, tant s'en faut, ils sont même ou trop sucrés ou trop alcoolisés; mais ils sont moins chers. Tandis qu'une bouteille de vin ordinaire du Cap coûte de 2 à 3 fr., nos vins de Bordeaux ne peuvent pas se vendre à moins du double; dans les hôtels et les bars, on n'en trouve même pas à moins de 10 fr.

Les vins d'Europe ont à supporter les frais de transport par mer, ce qui les rend évidemment plus chers. Mais il serait possible d'obvier à cet inconvénient en expédiant les vins par grandes quantités et en barriques, au lieu de les faire venir en caisses. On les ferait ensuite mettre en bouteilles, capsuler et étiqueter sur place. On pourrait, de cette façon, abaisser le prix de revient de moitié, au moins, surtout si, comme les Allemands et les Italiens qui nous font également une grande concurrence, nous avions un service direct de vapeurs sur la côte orientale de l'Afrique.

Il n'est, de même, pas de courrier qui ne m'apporte quelques lettres de

maisons de Bordeaux ou de Cognac me demandant l'adresse d'un bon agent ou représentant pour le placement de leurs produits. A l'exception de trois ou quatre Français qui sont déjà en rapport avec des maisons françaises, il n'y a pas d'agents s'occupant du placement des vins et cognacs en Transvaal. Force m'est donc invariablement de répondre à ces demandes par l'envoi de l'adresse des quelques maisons de gros de Pretoria et de Johannesburg qui mettent, toutefois, régulièrement au panier toutes les lettres et les prix courants qui leur sont adressés en français et en monnaie française. Pour faire des affaires en vins et cognacs dans ce pays, comme en tous autres articles, d'ailleurs, il faut s'y établir avec un stock de marchandises et avoir un représentant actif, intelligent et parlant couramment l'anglais.

Je reçois aussi une quantité innombrable de demandes d'ingénieurs, d'employés, d'artisans qui ont tous recours à moi pour se procurer une place ou se créer une situation en Transvaal. Je dois non moins invariablement décliner la responsabilité d'engager des personnes, souvent avec de la famille, dont je ne puis apprécier ni les capacités, ni les aptitudes, à venir tenter la fortune dans un pays où les conditions d'existence et de travail sont si différentes de celles de France, et où le commerce et l'industrie sont presque exclusivement entre les mains des Anglais qui écartent systématiquement comme employés tout ce qui est étranger.

La vie à Johannesburg.

Pour terminer cet aperçu du commerce du Transvaal, voici quels étaient les prix des principaux articles, tels qu'ils étaient cotés récemment à Johannesburg (la livre anglaise vaut 0 kilo 453 ; le pied anglais 0 mètre 304 ; le gallon 4 litres 543 ; le pouce 0 mètre 025).

	Francs.	
Lait condensé, la douzaine	8.75 à	9.07
Thé, la boîte de 13 livres.....	12.50	13.10
Confitures, la douzaine.....	13.76	15. »
Café (Rio), les 100 livres.....	115.62	118.75
Savon, genre Marseille la caisse de 50 livres..	20 »	21.25
Riz, la livre anglaise	0.26	0.30
Lard, —	1.55	»
Homards en boîte, la douzaine.....	22.50	»
Homards en boîte du Cap, la douzaine	12 15	»
Saumon en boîtes d'Amérique, la douzaine ..	10.60	11.26
Sardines, la douzaine	6.25	7.50
Sucre blanc de Natal, les 100 livres.....	34.37	35.75
— blond, les 100 livres.....	33.12	»
— brun —	27.87	27.50
Farine —	27.50	30 »
Whiskeys, la caisse de 12 bouteilles.....	55 »	75 »
Bitters, la caisse de 12 bouteilles.....	52.50	53.75
Cognac, la caisse de 12 bouteilles.....	62.50	143.75
Genièvre, la caisse	52.50	55 »
Bière anglaise, la caisse.....	28 »	»
Bière allemande, la caisse	27.50	»
Ciment, par tonneau de 440 livres.....	65.62	»
Madriers, par pied courant.....	0.93	1.07
Planches pour plafonds, par pied carré	0.41	»
Planches pour planchers.....	0.41	»
Tôle galvanisée, par pied courant.....	0.72	0.77
Dynamite n° 1, par caisse	109.35	»
— gélatine —	134.32	»
Huile minérale de Russie, par gallon.....	5 »	»
Huile de baleine, par livre.....	0.62	»

Paraffine, par caisse de 2 gallons 1/2	18.16	19.35
Bougies, par caisse de 25 paquets de 4 livre..	16.87	17.17
Acier à foret; par livre	0.53	0.60
Rails, par tonnes de 2,000 livres	337.50	338.10
Traverses pour voies légères, la pièce	1.80	1.90
Pelles, par douzaine	39.35	40.60
Marteaux, par livre	0.57	"
Mercure par bouteille de 90 livres	262.50	275
Cyanure, par livre	2.05	2.10
Tuyaux de 2 pouces, par pied	1.12	"
— 3 —	1.97	"
— 4 —	2.80	"
— 6 —	5	"
Litharge, par quintal anglais	45	47.50
Asbeste, par livre	1.02	"
Sacs à grain, la pièce	0.75	0.90
Batteries électriques, la pièce	312.50	"
Fer en barres, la livre	0.22	0.25
Acier, la livre	0.67	"
Câble de chanvre de Manille, la livre	0.58	0.67

Ajoutons que la population de Johannesburg et de ses nombreux faubourgs était évaluée à la fin du mois de décembre dernier à 136,000 habitants, dont 45,000 pour Johannesburg-ville.

Les mines d'or.

Nous ne pouvons suivre M. Aubert dans l'étude détaillée qu'il fait de l'industrie dans la République sud-africaine. Nous devons nous borner à analyser les passages du rapport relatifs à l'industrie des mines d'or.

La production des mines d'or de la République sud-africaine a été, en 1895, de 2,509,851 onces (78,035 kilos, soit une augmentation de 243,998 onces (7,587 kilos) comparativement à l'année précédente. Les différents districts ont contribué comme suit à cette production, d'après les rapports de la Chambre des mines pour Johannesburg et Heidelberg et d'après les données officielles pour les autres districts.

	Onces	Kilog.
Pretoria	316	10
Heidelberg	43.659	1.357
Klerksdorp	90.841	2.825
Malmani	829	26
Vallée du Kaap	63.046	1.960
Zoutpansberg	8.727	271
Lydenburg	63.506	1.975
Vryheid	470	15
Carolina	30	1
Witwatersrand	2.238.430	69.595
	<hr/> 2.509.851	<hr/> 78.035

Le tableau suivant indique les progrès faits par cette industrie pendant les douze dernières années, d'après des rapports officiels :

	Onces	Kilog.
Production en 1884	2.918	91
— 1885	1.737	54
— 1886	10.032	312
— 1887	48.940	1.522

Production en 1888	279.600	8.693
— 1889	430.800	13.394
— 1890	540.360	16.800
— 1891	835.316	25.977
— 1892	1.289.498	40.092
— 1893	1.575.397	48.981
— 1894	2.265.853	70.448
— 1895	2.509.851	78.035
	<hr/>	<hr/>
	9.775.128	304.399

On se fera une idée de la prodigieuse activité que déploie cette industrie par les chiffres suivants empruntés au rapport de l'ingénieur des mines de l'Etat pour 1895 : Galeries de mine foncées, 123,517 mètres ; puits forés, 48,220 mètres ;

Mineral extrait, 4,377 142 tonnes ; mineral broyé, 3,903,333 tonnes ; résidus enrichis produits, 41,626 tonnes ; résidus traités, 3,209,242 tonnes ; ouvriers employés aux mines, 7,523 blancs et 54,127 noirs.

Les mines d'or du Rand.

La production des mines d'or des districts de Witwatersrand (plus communément appelé le Rand) et d'Heidelberg, dépassant les 9/10^e de la production aurifère totale du Transvaal, nous nous occuperons uniquement du Rand.

Voici le tableau de la production mensuelle des mines du Rand en 1895. (M. Aubert publie le tableau détaillé pour toutes les mines en production.)

Mois	Produit du bocardage.	Produit des résidus	Banques	Total en kilos.
Janvier	3.645	1.805	67	5.517
Février	3.439	1.744	81	5.264
Mars	3.720	1.948	83	5.750
Avril	3.703	1.980	110	6.794
Mai	3.911	2.048	91	6.050
Juin	4.105	2.040	102	6.247
Juillet	4.111	2.016	74	6.201
Août	4.142	2.127	60	6.329
Septembre	4.089	1.927	39	6.055
Octobre	4.001	1.953	36	5.990
Novembre	4.076	1.965	29	6.070
Décembre	3.852	1.800	34	5.686
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	46.794	23.353	805	70.955

Le progrès constaté en 1894 ne s'est donc maintenu que dans une plus faible proportion en 1895.

La production totale du Rand depuis 1887 a été de 282,490 kilog., savoir : En 1887, 787 kil. ; en 1888, 7,156 ; en 1889, 11,480 ; en 1890, 15,384 ; en 1891, 22,673 ; en 1892, 37,643 ; en 1893, 45,967 ; en 1894, 70,448 ; en 1895, 70,952.

Le nombre de bocards employés pendant l'année a varié de 2,250 en février, à 2,870 en novembre, soit une moyenne de 25,60 par mois. Leur travail a atteint son maximum en décembre, 4,20 tonnes de mineral par bocard, tandis qu'il n'avait pas dépassé 3,84 en 1894, 3,81 en 1893, 3,62 en 1892, 2,95 en 1891, 2,76 en 1890, 2,28 en 1889 et 1,84 en 1888. Le rendement en or par tonne bocardée a varié entre 12 et 15 grammes.

Les résidus (taillings) traités en 1895 ont produit 751,141 onces d'or (23,353 kilos), soit 32 0/0 de la production totale, et 79,173 onces (2,461 kilos).

de plus qu'en 1894 avec un rendement moyen de 7 grammes par tonne de taillings. Les différents procédés employés pour traiter les résidus ont donné : cyanuration 14,116 kilos, mac arthia forest 6,269, chloruration 2,260, siemens et kalske 708.

La main-d'œuvre dans le Rand.

Les mines du Rand ont employé, en 1894, 6,807 employés ou ouvriers blancs qui ont reçu 44,327,050 fr. de salaires, et 50,648 nègres qui ont reçu, à raison de 75 fr. par mois, 45,583,200 fr. de salaires.

M. Aubert s'exprime ainsi au sujet de la main-d'œuvre :

Le problème de la main-d'œuvre a incontestablement une importance vitale pour l'industrie minière ; mais il ne serait pas juste de rendre le gouvernement responsable du manque de travailleurs, qui se fait de plus en plus sentir par suite du développement extraordinaire qu'a pris l'exploitation des mines.

L'Afrique du Sud offre un champ illimité de recrutement d'ouvriers nègres. Le Basutoland, le Swaziland, le Zoulouland, le Transvaal, les colonies portugaises de la côte Est possèdent une population noire pouvant être évaluée à plusieurs millions d'individus, qui pourrait aisément fournir les 50,000 travailleurs dont on a besoin, sans qu'on fût obligé d'avoir recours à l'importation de coolies chinois ou indiens, comme d'aucuns l'ont proposé.

Sans se poser en champion de la race noire, il faut cependant reconnaître que les nègres sont considérés comme des êtres qu'on peut traiter et exploiter à son gré. Nombre de mines sont tellement mal aménagées, si mal aérées, que les nègres y sont fréquemment asphyxiés ou doivent être remontés à la surface à moitié suffoqués. Dans d'autres, il existe à proximité de l'exploitation des cantines et des magasins, patronnés par les compagnies, où l'on pousse les nègres à dépenser tout leur argent pour les empêcher de s'amasser un petit pécule, afin de les retenir plus longtemps ; ou bien on les oblige, dans le même but, à se pourvoir à des prix excessifs, dans les magasins des compagnies qui les emploient, de tous les objets qui sont nécessaires.

Au lieu de favoriser l'épargne et l'économie chez les nègres et d'encourager ainsi les autres à se décider à travailler, on les exploite de toutes les façons et, après quelques mois de travail, ils s'en retournent dans leurs tribus à peu près aussi pauvres que quand ils sont venus. Si le gouvernement intervient, on l'accuse de despotisme et d'atteinte à la liberté du commerce.

Je n'entends pas dire qu'il en soit partout ainsi. Au contraire, nombre d'entreprises ont soin de leurs nègres. Celles-là aussi manquent rarement de bras. Mais il suffit que quelque compagnie traite ses ouvriers de la façon que je viens d'indiquer pour que le recrutement des travailleurs soit entravé, compromis même, car le nègre est très patient, il ne se plaint pas et supporte, à moins d'être poussé à bout et excité, tout ce qu'on lui fait endurer ; mais, rentré chez lui, il suppute ses bénéfices, voit qu'ils sont bien maigres ; il raconte ce qu'il a souffert, ce qu'on lui a extorqué et cela suffit pour empêcher toute une tribu de retourner dans les mines. Tous les agents recruteurs vous diront, de plus, qu'il leur est plus facile de recruter des nègres pour travailler à la surface. A quoi cela tient-il ?

C'est pour prévenir et remédier aux abus dont les nègres sont victimes que la colonie de Natal a institué une agence spéciale à Johannesburg afin de protéger les Zoulous qui y sont engagés.

La compagnie du chemin de fer a, de son côté, pris des mesures spéciales et nommé des conducteurs nègres pour guider les Cafres qui voyagent sur son réseau et empêcher qu'ils ne tombent entre les mains d'exploiteurs ou de fripons ; et je vois journellement sous mes yeux, très bien fonctionner ce service.

La situation politique dans le Rand, les réformes.

M. Aubert s'occupe ensuite de la question des « réformes » soulevée par les uitlanders.

Pour toutes les questions qui ont été soulevées, il importe que l'industrie, le commerce, les compagnies et les autorités mettent chacun de la bonne volonté à les amener à solution. Le gouvernement, de son côté, s'est toujours, quoi qu'on dise, montré disposé à étudier et à prendre en considération les améliorations et les réformes dont on lui démontre la nécessité ou l'utilité ; mais à la condition aussi qu'elles ne lui soient pas réclamées la menace à la bouche ou les armes à la main.

Ces réclamations ne sont malheureusement pas toujours frappées au coin d'une parfaite bonne foi.

En ce qui concerne les réclamations économiques qui ont été formulées, je ne puis fournir de meilleure preuve de leur inanité ou, du moins, de leur exagération, qu'en donnant, d'après les rapports des compagnies, le relevé des frais d'exploitation, par tonne de minerai traitée, des principales entreprises du Rand pendant les dernières années. Il en ressort que ces frais ont été en diminuant malgré les difficultés toujours croissantes que le travail des mines a nécessairement à surmonter en avançant en profondeur.

De plus, si, comme on veut le faire croire, l'industrie est tellement écrasée et entravée dans son développement par les charges que le Trésor fait peser sur elle, comment expliquer que le montant des dividendes payés en 1893, d'après le tableau que j'en ai donné, se soit élevé à la somme de 3,994,044 liv. st. (99,851,100 fr.), tandis qu'il n'avait été que de 1,981,854 liv. st. (49,546,350 fr.) en 1894.

L'année 1895 a vu naître 536 nouvelles compagnies, au capital nominal de 77,545,470 liv. st. (1,938,536,750 fr.), pour l'exploitation des richesses de toute nature de l'Afrique du Sud et plus particulièrement du Transvaal.

Quant aux entreprises du Matabéléland et Mashonaland, sur lesquelles je crois m'être assez clairement prononcé, et les derniers événements n'ont que trop confirmé mes appréciations, elles sont aux mains de 142 compagnies, dont le capital représente une somme de 24,844,793 liv. ou de 621,119,825 francs.

La situation financière du Transvaal.

La situation financière de la République est particulièrement prospère. En 1895, les recettes budgétaires se sont élevées à 108,972,000 fr., supérieures de 5 834,550 francs aux dépenses. De sorte qu'au 1^{er} janvier dernier, le Trésor possédait un excédent total de 30,666,275 fr.

Les recettes budgétaires les plus importantes sont celles perçues dans les zones minières : licences d'explorateurs, 12,355,800 francs, licences de mineurs, 1,214 675 francs ; licences d'emplacement, 1,290,750 francs ; douanes 16,034,675 francs, etc.

Le service télégraphique a pris un développement énorme. Les recettes des télégraphes ont atteint l'an dernier 5 millions de francs, dont 2,700,000 de câblesgrammes. Le service des postes a reçu 37 millions de lettres, journaux, imprimés ou colis postaux. Enfin la caisse d'épargne postale avait au 31 décembre dernier, à l'avoir de 6,339 déposants une somme de 4,303,100 francs, malgré la panique dont la population de Johannesburg a été prise à la fin de l'année et qui a amené le retrait de 1,031,040 francs du 28 au 31 décembre.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des deux Mondes.

1^{er} mai. — *Manning* : *I. Les années protestantes*, par F. de Pressensé. — *Le règne de l'argent. L'internationale de l'or et la « Bancocratie »*, par A. Leroy-Beaulieu. — *Napoléon et Caulaincourt* (à propos du dernier volume de M. Vandal).

13. — *Le gouvernement de la défense nationale : I. L'Avènement*, par Etienne Lamy. — *Manning : II. Les années catholiques*, par F. de Pressensé. — *Marie Antoinette et Madame du Barry*, par Pierre de Nolhac. — *Rome*, d'Em. Zola, par René Doumic.

Le Correspondant.

10 mai. — *Le Comte de Montalembert et la Seconde République*, par le vicomte de Meaux. — *Cuba* (article anonyme exposant très clairement les causes de la situation actuelle qui est exceptionnellement grave). — *Les annexions italiennes en 1860 : L'invasion des Etats pontificaux, Lamoricière, Castelfidardo*, par P. de la Gorce. — *Organisation du haut commandement dans l'armée française*, par le comte de Villebois-Mareuil.

23. — *A propos du 25^e anniversaire de la Commune. Le P. Captier*, avec des lettres inédites, par Jules Simon. — *Le Comte de Montalembert sous l'Empire : L'Académie, les derniers travaux, la maladie, la mort*, par le vicomte de Meaux. — *La Piraterie au Tonkin*, par Maurice de Cerné. — *La Russie et le Saint-Siège*, par H. Delorme (d'après une publication récente du P. Pierling).

La Revue de Paris.

1^{er} mai. — *Le parti modéré, ce qu'il est, ce qu'il devrait être*, par J.-P. Lafitte. — *Le partage de l'Afrique : l'exploration*, par G. Hanotaux (exposé fort intéressant des travaux des principaux explorateurs). — *Portraits*, par le baron d'Haussez. (La plupart sont fort piquants ; la bienveillance généralement, la justice quelquefois sont absentes, surtout quand il s'agit de partisans du Gouvernement de Juillet.)

13. — *L'âme du voyageur*, par le prince Henri d'Orléans (suite de notes prises en différents pays et ayant pour but de rendre le charme particulier des voyages). — *Souvenirs de jeunesse*, par Munkacsy (ils remontent à 1848, c'est-à-dire à l'époque de la terrible lutte entre les Autrichiens et les Hongrois). — *Proudhon*, par Em. Faguet (étude d'ensemble). — *La vérité sur la mort de l'abbé Prévost*, par Henry Harnisse. (On voit comment s'est formée la légende qui a été pendant longtemps acceptée au sujet de cette mort.)

Revue politique et littéraire.

2 mai. — *Arrêde Barine*, par Fréd. Loliée. — *En Grèce*, notes et croquis, par Paul Monceaux. — *Lettre de Madagascar* (la culture et l'élevage dans l'Amérique). — *Un voyage en Moscovie au temps de Louis XIII*, par Jules Guilleminot. — *Un prédicateur populaire au XV^e siècle*, par Em. Faguet (à propos du livre de M. Thureau-Dangin sur saint Bernardin de Sienne).

9. — *La famille impériale de Russie en 1886*, par Gaston Lanson (notes et souvenirs d'un précepteur intérimaire des enfants de la famille impériale, parmi lesquels se trouvait le czar actuel). — *M. Jules Méline*, par Pierre Puget. — *Jingoes et Jingoisisme aux Etats-Unis*, par Auguste Moireau. — *M. Léon Say économiste*, par Frédéric Passy.

16. — *Aperçu sur les élections municipales de Paris*, par J. Turquan (étude statistique).

23. — *La famille impériale de Russie en 1886. Séjour à Livadia*, par G. Lanson. — *Tolstoï et Zola*, par Em. Faguet. — *La politique extérieure : de Cuba au Cap*, par Ch. Giraudeau.

30. — *Le Tzaroff des comédiens*, par M. Legouvé (d'après le livre du célèbre comédien Regnier, publié récemment sous ce titre). — *La famille impériale de Russie en 1886. notes et souvenirs*, par G. Lanson (séjour Sebastopol et à Moscou : l'auteur de ces intéressantes notes dit que, s'il est oiseux de dire que les Russes ne sont pas des barbares, ils en ont pourtant

quelque chose : la jeunesse, l'énergie, les réserves intactes de spontanéité et de dévouement. La civilisation les a affaiblis, sans les vieillir et sans les dessécher). — *Comment écrire sur la guerre*, par le général Dragomirov. — *Etats-Unis et Angleterre*, par Aug. Moireau (attitude respective des deux pays dans l'affaire des limites du Vénézuéla).

Bibliothèque universelle et Revue suisse.

Mai. — *L'exposition nationale suisse à Genève*, par Ed. Tallichet. — *La Sibérie ignorée*, d'après un récent voyage, par Michel Delines (cinquième et dernière partie). — *Mœurs bourgeoises en France du XIII^e au XVI^e siècle*, par A. de Verdilhac (à propos des curieuses publications de M. Alfred Franklin). — *En Bohême*, notes de voyage, par Louis Léger.

Le Mémorial diplomatique.

10 mai. — *La diplomatie française et la question égyptienne*. — *Le Cardinal Galimberti*, par le chevalier Mac Swiney. — *Le livre vert italien sur l'Erythrée* (analyse).

17. — Programme officiel du couronnement de l'Empereur de Russie.

24. — Livre vert sur l'Erythrée (suite).

31. — Le Sacre de Moscou. — Livre vert sur l'Erythrée (suite).

Journal du droit international privé et de jurisprudence comparée.

1896. III-IV. — *De l'application des lois étrangères en France et en Belgique*, étude critique de jurisprudence, par A. Lainé. (Examen approfondi d'une question capitale au sujet de laquelle les tribunaux des deux pays se sont trop souvent gravement mépris : au cas où, d'après le droit international privé reçu dans un pays, la loi applicable à tel ou tel rapport juridique est une loi étrangère, en quel sens doit s'entendre cette règle ?) — *De la condition des étrangers en France au point de vue de la résidence et de la profession*, par MM. Copineau et Henriet (étude détaillée d'une matière d'un grand intérêt pratique ; après avoir indiqué les diverses situations de l'étranger en France, les auteurs examinent successivement le décret du 2 octobre 1888 qui a exigé une déclaration de tous les étrangers qui veulent établir leur résidence en France et la loi du 8 août 1893 qui soumet à des conditions particulières les étrangers qui viennent en France exercer une profession ; de nombreuses applications sont relevées). — *De la validité des jeux de bourse dans les rapports internationaux*, par G. Diena, privat docent à l'Université de Bologne. — *De la législation contre les anarchistes au point de vue international*, par Loubat, procureur de la République (étude comparative des lois récentes de divers pays qui ont eu pour but de combattre les ennemis de tout ordre social et les partisans de la violence. L'œuvre n'est pas complète : il faut non seulement perfectionner les lois intérieures, mais prendre des mesures internationales pour saisir les anarchistes partout où ils se trouvent. L'extradition doit être admise pour tous les délits ayant un caractère anarchiste. De plus, on doit user largement du droit d'expulsion contre les anarchistes. « Ainsi pourchassés et rejetés par les nations comme des pestiférés, les apôtres de la dynamite et du poignard seront ramenés dans leur pays où, mieux connus et mieux surveillés, ils seront mis plus facilement dans l'impuissance de nuire »). — *De la nationalité et du droit d'expulsion*, par R. Habert (difficultés spéciales aux mineurs). — Chronique : *Extradition*, affaire Cornélius Herz (d'après le *Times* : on peut seulement remarquer qu'on a insisté sur l'état d'épuisement du docteur Herz, que les médecins ont déclaré ne pouvoir être transporté à Londres. Une fois le refus d'extradition, le mourant a pris ses dispositions pour passer en Amérique).

— Questions et solutions pratiques : Titre de noblesse acquis à l'étranger par un individu réintégré ensuite dans la qualité de Français ; situation de la femme étrangère au point de vue de l'hypothèque légale sur les immeubles de son mari situés en France. — Bulletin de jurisprudence en matière de droit international : *France* (chèque, commission rogatoire, compétence, jugement étranger, monnaie, nationalité, régime matrimonial, succession, testament) ; *Allemagne* (connaissance, conflit de lois au sujet de la responsabilité de l'armateur) ; *Angleterre* (police d'assurance contractée par un Anglais avec une Compagnie étrangère, extradition d'un Anglais à la Belgique, protection des œuvres photographiques) ; *Autriche* (marque de fabrique, signe distinctif) ; *Espagne* (procuration donnée à l'étranger) ; *Italie* (application de la Convention d'Union de la propriété industrielle, saisie à l'intérieur de produits portant des marques contrefaites ; succession immobilière, loi applicable) ; *Monaco* (contestation entre étrangers, saisie-arrêt) ; *Suède* (effets d'un jugement étranger) ; *Suisse* (caution *judicatum solvi* ; loi applicable à une convention intervenue entre personnes de nationalités différentes) — *Documents* : Traites de 1889 entre Etats de l'Amérique du Sud sur le droit international privé et circulaires du Ministre du commerce de France sur la protection des marques de fabrique françaises à l'étranger.

Mémoires du duc de Persigny, publiés par M. H. DE LAIRE, COMTE D'ESPAGNY, ancien secrétaire intime du duc. 1 vol. in-8°, Paris, 1896, Librairie Plon.

Parmi les livres qui ont trait au second Empire, voici certainement celui qui jettera la plus vive lumière sur son histoire : sans lui, il sera désormais impossible de l'écrire et même de la comprendre.

On savait depuis longtemps que M. de Persigny, l'ami fidèle, le serviteur dévoué du prince qui fut l'Empereur Napoléon III, avait laissé des Mémoires, mais on se demandait ce qu'ils étaient devenus. Confiés par lui à son secrétaire intime, M. le comte d'Espagne, avec des instructions particulières, ils viennent enfin de voir le jour.

On y trouve une foule de détails ignorés et des plus curieux sur les événements principaux du règne ainsi que sur les dessous de la politique impériale. Ce n'est pas un simple témoin, c'est l'acteur lui-même qui raconte le coup d'Etat, l'établissement de l'Empire, les origines, les conséquences de la guerre de 1866, etc., et enfin les raisons de la décadence, de la chute du régime auquel il avait voué sa vie.

Aucun ouvrage n'a encore présenté sous une forme plus saisissante, ni avec un intérêt plus soutenu, les péripéties de cette époque encore si peu connue.

M. le comte d'Espagne, tout en respectant scrupuleusement le texte de l'auteur, y a ajouté plusieurs documents inédits qui complètent cette œuvre remarquable de la manière la plus intéressante.

Il est à remarquer que ce ne sont pas des mémoires en forme, mais une série de monographies sur divers sujets, dont quelques-unes touchent à la politique extérieure, comme celles qui sont intitulées : *Sadowa*, *Castelfidardo*, *l'alliance anglaise*, *les causes de l'attitude de la France en 1866*. M. de Persigny critique vivement la politique suivie par le Gouvernement français dans le conflit entre la Prusse et l'Autriche, et il rapporte une curieuse conversation qu'il aurait eue en 1867 avec M. de Bismarck. Sur la politique intérieure, on relèvera de vifs dissentiments entre les principaux personnages du parti bonapartiste, l'antagonisme de M. de Persigny et de M. Rouher, l'antipathie de l'impératrice pour M. de Persigny. V. surtout le chapitre intitulé *l'Impératrice au Conseil*.

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FREMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

BELGIQUE — ETAT D'ORANGE

Traité d'amitié, d'établissement et de commerce.

27 décembre 1891 (1).

Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et S. Ex. le Président de l'Etat libre d'Orange, d'autre part, voulant développer et consolider les relations d'amitié et de commerce entre la Belgique et l'Etat libre d'Orange, ont jugé convenable de négocier un traité propre à atteindre ce but, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le comte de Mérode Westerloo, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Grand-Cordon des Ordres du Sauveur de Grèce, de l'Etoile de Roumanie, etc., Membre de la Chambre des Représentants, son Ministre des affaires étrangères ; et Son Excellence le Président de l'Etat libre d'Orange, M. Jeslein, Officier de l'Ordre de Léopold, Commandeur des Ordres de la Couronne de Chêne et du Mérite de Waldeck-Pyrmont, etc., plénipotentiaire spécial de l'Etat libre d'Orange,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le royaume de Belgique et l'Etat libre d'Orange et entre les citoyens des deux pays, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. — Il y aura liberté réciproque de commerce entre le royaume de Belgique et l'Etat libre d'Orange.

Art. 3. — Les citoyens de l'une et de l'autre partie contractante joui-

(1) *Moniteur Belge* du 26 février 1896. L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles le 11 février 1896.

ront, dans les deux pays, de la plus constante et de la plus complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de déléguer en leur nom. Enfin ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou seront accordés aux citoyens de la nation la plus favorisée, et ils seront soumis aux conditions imposées à ces derniers.

Art. 4. — Les citoyens belges dans l'Etat libre d'Orange et les citoyens de l'Etat libre d'Orange en Belgique seront exempts de tout service militaire, soit dans l'armée, soit dans la marine, soit dans la milice ou garde nationale, et, en aucun cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts, que ceux auxquels seraient soumis les citoyens du pays.

Il est convenu également que les citoyens des deux pays qui sont établis ou s'établiront sur le territoire de l'autre, jouiront de tous les avantages que les lois ou décrets en vigueur accordent ou accorderont à l'avenir aux étrangers immigrants, mais avec l'obligation de remplir les conditions imposées ou exprimées dans ces dispositions.

Art. 5. — Les citoyens belges dans l'Etat libre d'Orange et les citoyens de l'Etat libre d'Orange en Belgique jouiront d'une entière liberté de conscience. Les uns et les autres se soumettront, quant à l'exercice extérieur de leur culte, aux lois de chaque pays.

Art. 6. — Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront librement, sur le territoire de l'autre, voyager ou séjourner, commercer en gros et en détail, comme il est permis actuellement de le faire ou comme il le sera par la suite aux citoyens de la nation la plus favorisée, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, transporter des marchandises et des espèces et recevoir des consignations, tant de l'intérieur que des pays étrangers, suivant les lois de chacun des deux pays, sans être assujettis, pour ces opérations, à d'autres obligations, charges ou restrictions que celles qui sont imposées aux indigènes, sauf les précautions de police qui sont employées à l'égard des nations les plus favorisées.

Ils seront, les uns et les autres sur un pied de parfaite égalité, libres, dans leurs achats et leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques importés ou produits dans le pays, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation ; en se conformant toutefois aux lois et aux règlements en vigueur

Ils jouiront de la même liberté pour diriger leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs déclarations, ou se faire représenter par des personnes qu'ils choisiront comme fondés de pouvoirs, facteurs, agents consignataires ou interprètes, pour l'achat ou la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises. De même, ils auront le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs compatriotes, par des étrangers ou par les citoyens du pays comme fondés de pouvoirs, facteurs, agents consignataires ou interprètes, en se soumettant en tout aux lois du pays, et sans avoir à payer comme étrangers aucun surcroît de salaire ou de rétribution.

Art. 7. — Les citoyens de chacune des deux parties contractantes auront le droit, sur le territoire de l'autre, de posséder des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux.

Les Belges jouiront, dans tout le territoire de l'Etat libre d'Orange, du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des citoyens de cet Etat, selon les lois du pays, sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû, dans les mêmes cas par les nationaux ; réciproquement, les citoyens de l'Etat libre d'Orange, jouiront, en Belgique, du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des Belges, selon les lois du pays, sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas exigé des nationaux dans les mêmes cas. La même réciprocité entre les citoyens des deux pays existera pour les donations entre-vifs.

Lors de l'exportation des biens recueillis ou acquis, à quelque titre que ce soit, par des Belges dans l'Etat libre d'Orange ou par des citoyens de l'Etat libre d'Orange en Belgique, il ne sera prélevé sur ces biens aucun droit de détraction ou d'émigration, ni aucun droit quelconque auquel les indigènes ne seraient pas soumis.

L'exemption sus-mentionnée comprend, non seulement les droits de détraction qui pourraient être perçus par le trésor public, mais également tous les droits de détraction ou d'émigration dont la perception serait du ressort d'individus, de communes, de fondations publiques, de paroisses, de districts ou de corporations.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les successions à échoir à l'avenir et à toutes les translations de biens en général dont l'exportation n'a pas encore été effectuée.

Art. 8. — Pendant le temps fixé par les lois des deux pays pour l'entreposage des marchandises, il ne sera perçu d'autres droits que ceux de garde et d'emmagasinage sur les objets importés de l'un des deux pays dans l'autre, en attendant qu'ils soient expédiés pour la consommation intérieure ou en transit, ou bien réexportés, et, en aucun cas, ils ne payeront de plus forts droits d'entrepôt et ne seront assujettis à d'autres formalités que les objets importés de tout autre pays étranger.

Art. 9. — Les objets de toute nature venant de la Belgique ou expédiés vers la Belgique jouiront, à leur passage par le territoire de l'Etat libre d'Orange, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets provenant ou en destination du pays le plus favorisé.

Réciproquement, les objets de toute nature venant de l'Etat libre d'Orange ou expédiés vers l'Etat libre d'Orange jouiront, à leur passage sur le territoire belge, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant ou en destination du pays le plus favorisé.

Art. 10. — Les produits du sol et de l'industrie d'une des parties contractantes qui seront importés dans l'autre, destinés soit à la consommation, soit à la réexportation, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits autres ou plus élevés que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

Aucune restriction, aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des parties contractantes, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Toutefois, il est fait réserve au profit de l'Etat libre d'Orange, de la faculté de maintenir ou de concéder des avantages particuliers à un ou plusieurs des Etats ou colonies limitrophes, en vue des facilités accordées ou à accorder aux ressortissants ou aux produits de ces Etats pour le commerce frontière. Ces avantages ne pourront pas être réclamés par la Belgique comme conséquence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée, à moins qu'ils ne viennent à être étendus à un Etat non limitrophe, notamment à un de ceux dont relèvent ou relèveraient les pays auxquels lesdits avantages ont été ou seraient accordés; dans ce dernier cas, le bénéfice en serait immédiatement acquis aux ressortissants belges.

Art. 11. — Les dispositions des articles 8, 9 et 10 ne sont pas applicables aux mesures spéciales que les deux pays se réservent d'établir dans un but sanitaire ou en vue d'événements de guerre.

Art. 12. — Les objets, de quelque nature que ce soit, appartenant aux Belges ou aux citoyens de l'Etat libre d'Orange, qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux parties contractantes ou en haute mer, et qui seraient conduits ou découverts dans les ports, rivières, rades ou baies de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires, qui auront à payer, s'il y a lieu, les frais de reprise à déterminer par les tribunaux compétents.

Le droit de propriété devra auparavant avoir été prouvé devant ces tribunaux, et la réclamation être faite dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoir ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 13. — Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes que, indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et les citoyens de toute classe de l'un des deux Etats jouiront de plein droit dans l'autre des privilèges, immunités, franchises et réductions de droits consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée.

Le même principe sera applicable aux marchandises et objets quelconques appartenant à des citoyens ou au gouvernement de l'un des deux Etats et se trouvant dans les limites de la juridiction de l'autre.

Art. 14. — Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les deux hautes parties contractantes occasionnaient une interruption dans leurs relations d'amitié, et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale ou conciliante, le but de leur désir mutuel n'eût pas été complètement atteint, l'arbitrage d'une troisième puissance également amie des deux parties sera invoqué d'un commun accord pour éviter une rupture définitive.

Il est convenu que, dans le cas d'une interruption de relations ou d'une rupture complète, les citoyens du pays de l'une des hautes parties contractantes établis ou résidant dans les Etats de l'autre, exerçant le commerce ou quelque autre profession privée, auront la faculté d'y rester en continuant leur profession ou leurs affaires, sans être troublés dans la jouissance de leur liberté et de leurs biens, pour autant qu'ils se conduisent pacifiquement et qu'ils n'enfreignent pas les lois, et leurs biens et effets ne seront pas sujets à être saisis ou séquestrés et ne se-

ront soumis à aucun impôt que n'auraient point à payer, sur des biens de la même espèce, les citoyens du pays.

Art. 15. — Chacune des parties contractantes aura la faculté de nommer, pour la protection de son commerce, des consuls généraux, des consuls et des vice-consuls qui résideront sur le territoire de l'autre, mais avant d'entrer en fonctions, tout consul général, consul ou vice-consul nommé, devra obtenir, dans la forme usitée, l'exequatur ou l'autorisation du gouvernement auprès duquel il est accrédité, et chacune des parties contractantes aura le droit d'excepter les lieux ou les points de son territoire où il ne lui conviendra pas d'admettre des consuls généraux, des consuls ou des vice-consuls; il est d'ailleurs entendu que, sous ce rapport, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. 16. — Les agents diplomatiques, consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique dans l'Etat libre d'Orange jouiront de tous les privilèges, exemptions ou immunités dont jouissent ou jouiront les agents de même qualité de la nation la plus favorisée. Il en sera de même en Belgique pour les agents diplomatiques, consuls généraux, consuls et vice-consuls de l'Etat libre d'Orange.

Art. 17. — En cas de décès d'un citoyen belge dans l'Etat libre d'Orange ou d'un citoyen de l'Etat libre d'Orange en Belgique, l'autorité locale compétente doit immédiatement en donner avis à l'agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient; cet agent, de son côté, devra donner le même avis à l'autorité locale lorsqu'il en sera informé le premier.

L'autorité locale compétente complètera le dit avis par la remise d'une expédition en due forme et sans frais de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous les actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot, de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Art. 18. — Le présent traité demeurera en vigueur pendant six ans, à partir de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Bruxelles, dans le délai de douze mois, ou plus tôt si faire se peut. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de six années, son intention de ne pas renouveler ce traité, celui-ci continuera de subsister et d'être obligatoire pendant une année encore, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il se soit écoulé une année depuis le jour de la dénonciation faite par l'une ou l'autre des parties contractantes.

Art. 19. — Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi des Belges ainsi que par le Volksraad de l'Etat libre d'Orange.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés ci-dessus l'ont signé et scellé en double original.

Fait à Bruxelles, le 27 décembre 1894.

(L. S.): Mérode WESTERLOO.

(L. S.): Alfred JESLEIN.

PORTUGAL — RUSSIE

Convention commerciale.

9 juillet 1893.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, également animés du désir de développer les relations entre les deux Etats, ont résolu de conclure à cet effet une convention commerciale et de navigation, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, le conseiller Carlos Lobo d'Avila, ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères ;

Sa Majesté l'Empereur de Russie, le conseiller privé Dmitri Schévitch, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de Sa Majesté Très Fidèle ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre des mêmes droits et faveurs en matière de commerce et d'industrie qui sont ou seront accordés aux sujets de toute autre nation et ne pourront être assujettis à d'autres ou plus fortes contributions, restrictions ou obligations générales ou locales que celles qui seront imposées aux nationaux.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police, qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays contractants et applicables à tous les étrangers.

Art. 2. — Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre, en ce qui concerne la propriété des inventions, des marques et des modèles ou dessins industriels ou commerciaux, jusqu'à la conclusion d'une convention spéciale à ce sujet, de la même protection que les nationaux, pourvu qu'ils se conforment aux lois et règlements du pays.

Art. 3. — Le Portugal et la Russie se garantissent réciproquement qu'aucun autre pays ne recevra à l'avenir dans l'un des deux Etats contractants un traitement plus avantageux en ce qui concerne les entrepôts, la réexportation et la navigation en général.

Toutefois, cette disposition ne portera pas sur les traités que le Portugal a conclus avec la république Sud-Africaine, le 11 décembre 1875, et l'Etat libre d'Orange, le 10 mars 1876, ni sur les stipulations intervenues ou qui pourront intervenir entre le Portugal et le Brésil,

Art. 4. — Les produits d'origine portugaise énumérés dans le tarif A, joint à la présente convention, payeront en Russie, lorsqu'ils seront importés directement, les droits fixés par ledit tarif, sauf l'application de l'article suivant.

De même, les produits d'origine russe énumérés dans le tarif B, joint à la présente convention, payeront en Portugal, lorsqu'ils seront importés directement, les droits fixés par ledit tarif, sauf l'application de l'article suivant.

Art. 5. — Les produits d'origine portugaise énumérés dans le tarif A et la table A, joints à la présente convention, ne payeront pas en Russie, lorsqu'ils seront importés directement, d'autres ni plus forts droits que ceux que payeront les produits similaires de toute autre provenance, soit que ces droits frappent l'importation, soit qu'ils frappent la consommation, et qu'ils soient perçus par l'Etat ou par les administrations locales.

De même, les produits d'origine russe énumérés dans le tarif B et la table B, joints à la présente convention, ne payeront pas en Portugal, lorsqu'ils seront importés directement, d'autres ni plus forts droits que ceux que payeront les produits similaires de toute autre provenance, soit que ces droits frappent l'importation, soit qu'ils frappent la consommation, et qu'ils soient perçus par l'Etat ou par les administrations locales.

Art. 6. — Les prescriptions de l'article précédent ne s'appliquent pas :

1^o Aux faveurs ayant le caractère de privilèges que le Portugal a accordés ou accordera à l'Espagne et au Brésil ;

2^o Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux Etats limitrophes, pour faciliter le trafic local d'une zone frontière s'étendant jusqu'à 15 kilomètres de largeur ;

3^o Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement, relativement à l'importation ou à l'exportation, aux habitants du gouvernement d'Arkhangel, ainsi que pour les côtes septentrionales et orientales de la Russie d'Asie (Sibérie).

Il est bien entendu en outre que les dispositions des articles précédents ne s'appliquent ni aux stipulations spéciales contenues dans le traité passé entre la Russie et la Suède et la Norvège le 25 avril (6 mai) 1838, ni à celles qui sont ou seront relatives au commerce de la Russie avec les Etats et pays limitrophes de l'Asie, et que ces stipulations ne pourront dans aucun cas être invoquées pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les deux parties contractantes par la présente convention.

Art. 7. — Les manifestes remis à la douane du pays importateur devront contenir la déclaration de l'origine des marchandises.

Pour la preuve de cette origine, les Hautes Parties se réservent la faculté d'exiger ou des certificats délivrés par l'autorité locale du port de départ, ou tout simplement les factures, les uns et les autres documents devant être visés par le fonctionnaire consulaire compétent. Lesdits certificats seront délivrés gratis, et le droit de chancellerie pour le visa consulaire n'excédera point 900 reis, ou 1 rouble 25 copeks or.

Art. 8. — L'importation directe, à laquelle se rapportent les articles 4 et 5, consiste, en ce qui concerne le commerce maritime, dans l'embarquement des marchandises dans un port de l'une des Hautes Parties

contractantes, et dans leur débarquement, durant le même voyage, dans un port de l'autre Partie contractante, quelle que soit la nationalité du navire, et bien que celui-ci aborde, comme escale ou en relâche, un port d'une tierce puissance. Elle est démontrée par le manifeste et les connaissements. En ce qui concerne le commerce terrestre, sera censée directe l'importation qui s'effectuera en transit par les voies ferrées.

Art. 9. — Est assimilée à l'importation directe l'importation sous connaissement direct (*through bill of lading*) ou lettre de voiture, quand bien même les marchandises spécifiées sur lesdits connaissement et lettre de voiture auraient été transbordées ou déposées dans les entrepôts de transit des ports d'une tierce puissance, ou seraient parvenues à ces ports par une voie ferrée. Dans tous les cas ci-dessus, il sera exigé le certificat d'origine.

Art. 10. — Les deux gouvernements s'engagent à s'entendre, dans un délai plus ou moins rapproché, sur la conclusion d'un nouveau traité de commerce destiné à remplacer celui du 16,28 février 1851, qui a été dénoncé.

Art. 11. — La présente convention sera exécutoire pour le Portugal dans la Métropole et aux îles adjacentes (Madeira, Porto-Santo et Açores).

Elle entrera en vigueur sept jours après l'échange des ratifications et restera obligatoire pendant cinq années.

Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre douze mois avant l'échéance du terme sus-indiqué, son intention de faire cesser les effets de la présente convention, celle-ci demeurera obligatoire pour une période égale de cinq années, et à l'expiration de ce dernier terme et à défaut de dénonciation, elle sera prorogée pour des périodes successives d'une année.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Lisbonne, le 9 juillet 1895.

(L. S.) CARLOS LOBO D'AVILA.

(L. S.) DMITRI SCHÉVITCH.

Convention entre la Belgique et la Compagnie du Chemin de fer du Congo.

29 mars 1896.

Entre l'Etat belge, représenté par M. Paul de Smet de Naeyer, ministre des finances, d'une part,

Et la Compagnie du chemin de fer du Congo, Société anonyme, constituée le 31 juillet 1889, par actes passés devant M^e Van Halteren, notaire à Bruxelles, représentée par M. Jules Urban, président, et Albert Thys, administrateur directeur général, agissant au nom de ladite Société en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par le conseil d'administration dans sa séance du 27 mars courant, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

La convention du 28 mai 1894 est remplacée par la convention ci-après, pour autant que cette convention soit approuvée par la législature,

par l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer du Congo et par l'Etat indépendant du Congo :

Article premier. — Sous réserve du droit de priorité conféré aux actionnaires par l'article 13. second alinéa, des statuts, l'Etat belge s'engage à souscrire au pair 4,000 actions du capital et 6,000 actions ordinaires de 500 francs chacune, que la Compagnie du chemin de fer se propose d'émettre.

Les droits des nouvelles actions sont identiques à ceux qui sont attachés par les statuts aux actions de capital et aux actions ordinaires déjà existantes.

L'Etat belge s'engage, en outre, à garantir envers les porteurs, à concurrence de 1 million de francs, le service des intérêts et de l'amortissement des obligations à 3 0/0 que la Compagnie se propose d'émettre et qui seront remboursables, en soixante-six ans au plus, au moyen d'annuités légales prélevées sur les recettes du chemin de fer.

Les titres, dont la forme et le taux d'émission devront être approuvés par le ministre des finances, seront visés par la trésorerie. Après qu'ils auront été revêtus de ce visa, ils seront déposés dans la caisse de l'Etat pour compte de la Compagnie du chemin de fer du Congo.

La délivrance des obligations sera autorisée par le ministre des finances à mesure des besoins de la Compagnie.

Le versement de 5 millions de francs à effectuer par l'Etat belge pour couvrir sa nouvelle souscription d'actions sera affecté au remboursement des avances faites à la Compagnie en vertu de la loi du 29 juin 1895.

Le produit des obligations à émettre sera affecté, à concurrence de 5 millions de francs, au remboursement du solde de l'emprunt hypothécaire de 10 millions contracté par la Compagnie, et, à concurrence de 5 millions de francs, à la continuation des travaux.

Art. 2. — La Compagnie du chemin de fer du Congo s'engage à apporter à ses statuts les modifications ci-après :

« Art. 4. — Le capital social est fixé à 30 millions de francs. Il est représenté par 24,000 actions de capital, de 500 fr. chacune, et 36,000 actions ordinaires, de 500 fr. chacune.

« Il est créé, en outre, 4,800 parts de fondateurs, sans désignation de valeur, qui jouiront des avantages stipulés aux articles 29, 40, 41, 45 et 46 des présents statuts. Le nombre des parts de fondateurs ne pourra pas être augmenté. »

« Art. 5. — (Cet article sera complété en y mentionnant la souscription par l'Etat belge des actions nouvellement émises).

« Art. 42. — Pendant la période de construction du chemin de fer, il sera bonifié sur les sommes versées un intérêt intercalaire de 3 1/2 0/0 l'an aux actions de capital et aux actions ordinaires.

« Toutefois, cet intérêt ne sera payé qu'à concurrence du produit net de l'exploitation qui sera réalisé à partir du 1^{er} juillet 1896. Pour établir ce produit, il sera ouvert dans les livres de la Compagnie, à partir de la date ci-dessus, un compte spécial d'exploitation. Au crédit de ce compte seront renseignées les recettes brutes encaissées (telles qu'elles sont définies à l'article 4 *bis*, lettre B de la présente convention) et, au débit, toutes les dépenses d'exploitation, déduction faite de celles qui incombent au service de la construction à raison des transports que ce service

nécessite, étant entendu que le coût de ces transports sera évalué au prix de revient.

« Les dispositions du présent article sont applicables aux intérêts intercalaires arrivés à échéance depuis le 1^{er} juillet 1894. »

Art. 3. — Le tableau d'amortissement annexé aux statuts, et dont il est question à l'article 37, 4^e, sera modifié en tenant compte des 4,000 actions du capital et des 6,000 actions ordinaires qui seront émises.

Art. 4. — Sans préjudice au droit de rachat que l'Etat du Congo s'est réservé, l'Etat belge aura le droit de racheter la concession pendant les cinq premières années d'exploitation, aux conditions suivantes :

1^o Reprise des charges de la Compagnie ;

2^o Remboursement des actions de capital et des actions ordinaires au pair de 500 francs.

Moyennant l'accomplissement de ces conditions, l'Etat belge sera substitué à tous les droits de la Compagnie.

Cette disposition sera insérée dans les statuts, de même que l'article 4 *bis* ci dessous et les articles 30, 31 et 32 de la convention conclue le 9 novembre 1889 entre la Compagnie et l'Etat indépendant du Congo.

Art. 4 *bis*. — Les amendes et primes indiquées ci-après seront éventuellement appliquées ou allouées à la Compagnie en cas de rachat de la ligne par l'Etat belge :

a. Le prix de 560 francs pour les actions ordinaires sera réduit de (2 fr. 50) 2 fr. 50 pour chaque mois de retard dans l'achèvement de la ligne, si celle-ci n'est pas achevée jusqu'au Stanley-Pool à la date du 1^{er} février 1900 ; il sera augmenté de 2 fr. 50 pour chaque mois d'avance, si la ligne est achevée avant cette date. Dans le cas où le rachat aurait lieu avant l'achèvement complet de la ligne, le prix de 500 francs sera réduit ou augmenté de 2 fr. 50 pour chaque mois de retard ou d'avance, selon que les travaux seront en retard ou en avance à la date du 1^{er} du mois pendant lequel l'Etat fera sa déclaration de rachat, la progression normale des travaux étant estimée à 5 kilomètres par mois à partir du 1^{er} mars 1896, date à laquelle 165 kilomètres étaient construits.

b. Au moment de la déclaration du rachat, on établira quelle a été la recette brute annuelle moyenne, par kilomètre, depuis la mise en exploitation de la section complète de Matadi à Kimpessé Luvituku jusqu'à la fin du mois précédant la déclaration de rachat. (On entend ici par recette brute tout ce que la Compagnie aura perçu pour les transports de toute nature effectués par la ligne, à la seule exclusion des transports qu'auront nécessités les travaux mêmes de construction et d'entretien de celle-ci et le ravitaillement du personnel employé à ces travaux.) Si ladite recette annuelle brute dépasse 12,000 francs par kilomètre, il sera payé à la Compagnie, en sus du prix de rachat stipulé ci-dessus, une prime calculée sur le bénéfice net, de la manière suivante :

La partie de la recette kilométrique brute dépassant 12,000 francs sera multipliée par le nombre de kilomètres réellement exploités au moment de la déclaration de rachat. L'annuité ainsi obtenue sera capitalisée à 3 1/2 0/0 en tenant compte du nombre d'années restant à courir jusqu'à l'expiration de la concession : 25 0/0 du montant de la capitalisation seront attribués à la Compagnie.

Il est strictement entendu que le chiffre de 12,000 francs de recette kilométrique représente, dans l'esprit des parties, le montant des frais

d'exploitation de la ligne ainsi que des intérêts à 3 1/2 0/0 du capital à affecter par l'Etat au rachat de la concession. Si l'expérience démontrait l'insuffisance du chiffre de 12,000 francs servant à déterminer la recette kilométrique brute au delà de laquelle il y a lieu à partage de bénéfices, ce chiffre sera augmenté à due concurrence. Il ne sera en aucun cas sujet à réduction.

c. Si le prix auquel la Compagnie aura construit la ligne, entièrement terminée, revient, pour la partie comprise entre Kimpessé-Luvituku et le Stanley-Pool, à moins de 120,000 fr. par kilomètre, il sera attribué à la Compagnie une prime égale à la moitié de l'économie réalisée sur ce prix de 120,000 fr. Il est entendu que le prix dont il est question ici comprend tous les travaux d'art définitifs et tous les travaux de parachèvement, ainsi que l'armement complet nécessaire pour une exploitation rationnelle de la ligne, abstraction faite des recettes de l'exploitation, mais en tenant compte des charges financières de la Compagnie.

Pour l'application des paragraphes a et b, on considérera la ligne comme entièrement terminée à la date où elle aura été mise en exploitation régulière et convenable, même si, à ce moment, les travaux d'art définitifs ne sont pas achevés. La Compagnie aura un délai supplémentaire de deux ans pour l'exécution de ces travaux, et aucune des primes prévues par les lettres a, b et c ne lui sera acquise ni payée, si ce n'est après qu'elle aura achevé, dans ce délai, lesdits travaux définitifs et que l'Etat belge aura constaté que la ligne, y compris ces travaux, ainsi que le matériel roulant, se trouvent en parfait état de construction et d'entretien.

Dans le cas où le rachat s'effectuerait avant que la ligne soit terminée jusqu'à Stanley-Pool, les deux alinéas qui précèdent seront applicables à la ligne qui pourra, à ce moment, être régulièrement exploitée.

En cas de rachat avant qu'une période de deux ans se soit écoulée depuis la mise en exploitation de la section de Matadi-Kimresse-Luvituku, les primes et les amendes ci-dessus seront appliquées, mais la somme à payer ne pourra être inférieure à 600 fr. par action ordinaire, en sus du remboursement au pair des actions de capital et de la reprise des charges de la Compagnie.

Art. 5. — La Compagnie du chemin de fer du Congo s'engage à modifier, de la manière suivante, l'article 35 de la convention du 9 novembre 1889 avec l'Etat indépendant du Congo :

« Art. 35. — Si la Compagnie (sauf le cas de force majeure dûment constaté) n'achevait pas la ligne ou ne la livrait pas à l'exploitation, conformément au présent cahier des charges, dans le délai prescrit à l'article 11, elle encourrait pour chaque jour de retard une amende de mille francs, et si le retard se prolongeait pendant plus de six mois, l'Etat aurait le droit, soit d'achever ou d'exploiter lui-même la ligne pour compte et aux risques et périls de la Compagnie, soit de mettre fin à la concession en prononçant la déchéance de la Compagnie et en reprenant, à dire d'experts, les travaux déjà exécutés sur la section de la ligne non achevée et prête à être livrée à l'exploitation. La déchéance prononcée, dans les mesures qu'il aura à prendre pour assurer la continuation de l'exploitation et l'achèvement de la ligne, l'Etat sauvegardera les intérêts de la Compagnie du chemin de fer du Congo en lui réservant le produit

net de l'exploitation sur la partie de la ligne édiflée à l'aide des capitaux qui lui auront été fournis par ses obligataires et ses actionnaires.

« A cet effet :

« 1^o Pendant la période d'achèvement de la ligne, le bénéfice net sera établi en tenant compte de l'usage de la voie par les transports en service nécessaires à la continuation des travaux. Ces transports en service entreront dans le compte des recettes pour le montant des frais d'exploitation augmenté d'un-tantième de bénéfice qui sera déterminé par l'Etat et représentera d'une manière équitable le bénéfice de la Compagnie du chemin de fer du Congo pour l'usage de la voie.

« 2^o Après l'achèvement de la ligne, les capitaux fournis par la Compagnie du chemin de fer du Congo et la somme qui aura été nécessaire pour l'achèvement du chemin de fer seront additionnés pour servir de base à la ventilation proportionnelle du produit net pendant la durée de la concession. La part du produit net ainsi calculé et afférant au capital nouveau devra en tous cas représenter l'intérêt de ce capital à raison de 5 0/0 l'an et, le cas échéant, pour parfaire cet intérêt serait prélevée sur la part de la Compagnie du chemin de fer du Congo.

« Dans le cas où le bénéfice net d'une année ne suffirait pas à assurer au capital nouveau ce minimum d'intérêt de 5 0/0 l'an, la somme manquante sera prélevée sur les bénéfices des années précédentes, et ce avant toute répartition des bénéfices ».

Art. 6. — Le gouvernement belge pourra nommer un ou deux commissaires spéciaux près la Compagnie du chemin de fer du Congo.

Ceux-ci auront les mêmes droits de contrôle que les commissaires de la Société ; ils pourront assister à toutes les séances du conseil d'administration ; ils y seront convoqués avec communication de l'ordre du jour. Ils pourront également assister aux séances du comité permanent d'administration.

Cette disposition sera insérée dans les statuts de la Compagnie.

Art. 7. — La présente convention est faite sous réserve d'approbation par la législature, par l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie du chemin de fer du Congo et par l'Etat indépendant.

Art. 8. — La présente convention sera enregistrée gratis.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

AFFAIRES DE TURQUIE ⁽¹⁾

Correspondance relative aux Provinces asiatiques de la Turquie.

PREMIÈRE PARTIE

Événements de Sassoun et Commission d'enquête à Mouch.

N° 1. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

Constantinople, le 24 juillet 1894.
(Reçue le 30 juillet.)

Milord,

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, copie d'une dépêche que j'ai reçue du consul de Sa Majesté, à Erzeroum, suggérant que M. Hallward, après avoir pris possession de son poste à Van, soit autorisé à se rendre à Bitlis et à Mouch, et je recommande à votre bienveillante attention la proposition de M. Graves.

J'ai, etc.

Signé : Philip CURRIE.

PIÈCE JOINTE AU N° 1.

Le Consul Graves à Sir P. Currie.

Erzeroum, le 12 juillet 1894.

Monsieur,

Les informations qui me sont parvenues dernièrement, de sources particulières, dignes de foi, concernant la situation actuelle des affaires à Bitlis sont si déplorables, l'oppression et les exactions du vali Tachin Pacha auraient assumé

(1) *Livre Bleu* présenté aux deux Chambres du Parlement par ordre de Sa Majesté en septembre 1895,

de telles proportions, que je pense qu'il est désirable que Votre Excellence soit plus complètement et plus exactement renseignée à ce sujet.

Je serais d'avis, en conséquence, que M. Hallward, après avoir pris possession de son poste, à Van, fût autorisé à se rendre à Bitlis et à Mouch : il reviendrait à Van en suivant la rive nord et la rive orientale du lac. Ce voyage exigerait de 25 à 30 journées, y compris les séjours.

J'ai, etc.

Signé : R.-W. GRAVES.

N° 2. — Le Comte de Kimberley à Sir P. Currie.

Foreign-Office, le 31 juillet 1894.

Monsieur,

J'ai reçu la dépêche du 24 de ce mois, par laquelle Votre Excellence appuie la proposition du consul de Sa Majesté à Erzeroum, qui, en raison de la déplorable situation des affaires du district de Van, émet l'avis que M. Hallward, après avoir pris possession de son poste de vice-consul à Van, soit autorisé à se rendre à Bitlis et à Mouch, et je prie Votre Excellence d'informer M. Graves que j'autorise le voyage dont il s'agit.

Je suis, etc.

Signé : KIMBERLEY.

N° 3. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

(Télégramme.)

Constantinople, 31 août 1894.

(Reçu le 31 août.)

Je suis informé par la poste, en réponse à la demande que j'ai faite, que des Arméniens se sont soulevés à Talari, vilayet de Bitlis, et qu'un petit nombre de troupes a été envoyé sur les lieux pour réprimer la révolte.

J'ai fait cette demande après avoir reçu de M. Graves à Erzeroum, un télégramme m'annonçant un mouvement de troupes.

Le Grand Vizir m'a dit aussi que des soulèvements se produisent à Tokat, près de Sivas, comme à Talori, et qu'il est clairement prouvé que ces mouvements sont l'œuvre des Comités révolutionnaires arméniens.

N° 4. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

(Télégramme.)

Constantinople, 3 septembre 1894.

(Reçu le 3 septembre.)

Me référant à mon télégramme du 31 du mois dernier, la révolte de Sassoun est confirmée par un télégramme de M. Graves, à Erzeroum, qui ajoute que les mouvements de troupes continuent et que trois régiments de cavalerie irrégulière kurde, avec Hussein Pacha, chef kurde, doivent rejoindre les troupes à Mouch.

Hussein avait été arrêté et conduit à Erzeroum, au mois de juin dernier, mais il a été relâché.

J'ai adressé immédiatement, au Grand Vizir, une protestation énergique contre l'emploi de troupes irrégulières pour mettre fin aux troubles.

N° 5. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.
(Télégramme.)

Constantinople, 3 septembre 1894, 7 h. soir.
(Reçu le 3 septembre.)

Me référant à mon télégramme précédent de ce jour, concernant la révolte des Arméniens à Sassoun, l'information suivante vient de m'être donnée par le Grand Vizir : Le commandant en chef du 4^e corps d'armée, Mouchir Zéki Pacha, a reçu des instructions pour se rendre personnellement, avec un nombre suffisant de troupes régulières, d'Erzeroum à Talori afin de rétablir l'ordre.

Il lui est strictement prescrit de veiller à ce qu'aucun excès ne soit commis.

Pour remplacer les troupes régulières, trois escadrons (et non 3 régiments) de cavalerie hamidieh seront envoyés en garnison à Mouch, et ils ne pénétreront pas dans les districts où des soulèvements ont eu lieu.

N° 6. — Le Comte de Kimberley à Sir P. Currie.
(Télégramme.)

Foreign-Office, 4 septembre 1894.

J'ai reçu le télégramme de Votre Excellence, en date du 3 de ce mois, concernant la révolte de Sassoun, et j'approuve les représentations que vous avez adressées au Grand Vizir.

N° 7. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

Thérapia, le 4 septembre 1894.
(Reçu le 10 septembre.)

Milord,

Je vous transmets, à titre de renseignement, copie d'une dépêche du consul de Sa Majesté à Erzeroum, faisant connaître que plusieurs bataillons sont partis de cette ville dans la direction de Mouch, et que des mesures ont été prises pour appeler la réserve et pour enrôler les recrues.

La raison donnée pour expliquer ces préparatifs militaires considérables, est une révolte d'Arméniens à Talori, district de Sassoun, Vilayet de Bitlis. J'ai questionné le Grand Vizir à ce sujet, et il m'a répondu que les Arméniens se sont soulevés et qu'une grande quantité de sang a été répandue.

Il ne m'a été possible d'obtenir aucun renseignement détaillé sur ce qui s'est passé.

Le 3 de ce mois, ainsi que je vous en ai informé par le télégraphe, M. Graves a fait connaître que trois régiments de cavalerie irrégulière kurde avaient été envoyés dans le district soulevé et qu'un chef kurde, Hussein Pacha, de très mauvaise réputation, avait quitté Erzeroum dans l'intention présumée de prendre le commandement de ces troupes.

Ces renseignements m'ont paru avoir un caractère si grave que j'ai immédiatement adressé au Grand Vizir une lettre particulière, dont copie est ci-incluse, en appelant son attention sur le danger d'employer des troupes irrégulières pour la répression des troubles. Hier, je me suis présenté à la Porte, devant Son Altesse qui m'a assuré que les troupes hamidiés qui

seraient utilisées ne consistaient que dans trois escadrons et qu'elles ne dépasseraient pas Mouch, où elles tiendraient garnison en remplacement des troupes régulières qui quittaient cette ville pour se rendre à Talori.

Il m'a donné à entendre que les troubles étaient limités à cette dernière place, et qu'il n'était pas douteux que les Arméniens révoltés se disperseraient promptement aussitôt que paraîtraient les forces militaires envoyées pour rétablir l'ordre.

Il ajouta que le Mouchir Zéki Pacha, qui commande le 4^e corps d'armée, a reçu l'ordre de se rendre, en personne, à Talori, et que des instructions spéciales lui ont été données pour ne tolérer aucun excès. Le Grand Vizir s'est efforcé, en même temps, de me persuader que les régiments hamidiéhs n'étaient pas aussi indisciplinés que je le supposais, qu'ils étaient commandés par des officiers turcs appartenant à l'armée régulière, et qu'ils étaient instruits et exercés de la même manière que les régiments cosaques en Russie.

En ce qui concerne les rencontres qui ont lieu fréquemment entre les Kurdes et les Arméniens, le Grand Vizir m'a assuré que ces derniers étaient souvent les agresseurs ; que, dans les districts montagneux, il y avait peu de différence entre les deux races, que dans les régions cultivées, les Arméniens possédaient les meilleures terres, et qu'en raison de leur intelligence plus développée et de leurs richesses, les Kurdes se trouvaient entièrement dans leurs mains.

J'ai répondu à Son Altesse que les rapports que j'ai reçus des fonctionnaires du Consulat anglais contenaient des renseignements extrêmement différents tant au point de vue des régiments hamidiéhs qu'au point de vue des relations entre les Arméniens et les Kurdes.

J'ai, etc.

Signé : Philip CURRIE.

PREMIÈRE PIÈCE JOINTE AU N° 7.

Le Consul Graves à Sir P. Currie.

Erzeroum, le 25 août 1894.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que des ordres ont été reçus, ici, pour appeler la première réserve (Ikhtiyat) de la 8^e division (4^e corps d'armée) dont le quartier général est à Erzeroum. On dit, en même temps, que des mesures ont été prises pour enrôler les recrues de la levée de cette année, avant l'époque habituelle, et les établissements militaires déploient une activité considérable ; 2 bataillons du 25^e régiment d'infanterie ont quitté Erzeroum ; on suppose qu'ils se rendent à Mouch en même temps qu'un détachement d'artillerie de montagne, et on dit qu'un bataillon de chasseurs et deux autres bataillons d'infanterie sont en route d'Erzingian pour se rendre à Erzeroum.

Je reçois de différents côtés des rapports m'annonçant que de très sérieux désordres se sont produits dans le district de Sassoun, Vilayet de Bitlis, et il semblerait que la région de Sassoun se trouverait en pleine révolte. Il est, toutefois, difficile de croire que ces désordres soient les seuls motifs des grandes et coûteuses opérations militaires auxquelles il est procédé actuellement.

J'ai, etc.

Signé : R. W. GRAVES.

DEUXIÈME PIÈCE JOINTE AU N° 7.

Sir P. Currie au Grand Vizir.

(Traduction.)

Thérapia, le 2 septembre 1894.

Mon cher Grand Vizir,

Je viens de recevoir de très graves nouvelles d'Erzeroum ; si elles sont exactes, il se produira des événements qui ne manqueront pas d'avoir les plus déplorables conséquences au point de vue des intérêts de l'Empire.

On me dit que trois régiments de cavalerie irrégulière kurde sont envoyés contre les Arméniens à Sassoun.

On dit aussi que Hussein Pacha, de la tribu Haidaranli, dont les méfaits sont bien connus et qui avait été conduit à Erzeroum, il y a trois mois, sous escorte militaire, a quitté cette ville et doit se mettre à la tête des régiments en question.

J'ai à peine besoin de rappeler à Votre Altesse que ce sont les actes des troupes irrégulières, en Bulgarie, qui ont produit, en Europe, une si pénible impression et qui ont été la cause de tant de malheurs pour la Turquie. Je vous prie instamment, mon cher Grand Vizir, de faire tout votre possible pour empêcher que de semblables événements se reproduisent.

S'il est absolument nécessaire d'expédier des troupes à Sassoun, ne pourrait-on pas y envoyer des troupes régulières et bien disciplinées, et ne pourraient-elles pas être placées sous les ordres d'un officier d'une prudence connue et dans lequel Sa Majesté Impériale le Sultan aurait toute confiance ?

Avant tout, il doit être interdit aux régiments kurdes d'approcher des districts troublés.

Dans l'impossibilité de voir Votre Altesse aujourd'hui, je lui adresse ces quelques lignes afin de ne pas perdre de temps pour appeler son attention sur une question qui me paraît avoir une gravité exceptionnelle.

J'ai, etc.

Signé : Philip CURRIE.

N° 8. — Le Comte de Kimberley à Sir P. Currie.

Foreign-Office, le 13 septembre 1894.

Monsieur,

J'ai reçu la dépêche de Votre Excellence, en date du 4 de ce mois, relative aux mesures prises par le Gouvernement turc pour réprimer la révolte du district de Sassoun, vilayet de Bitlis.

J'approuve les termes de la note particulière que vous avez adressée au Grand Vizir, le 2 de ce mois, en insistant auprès de la Porte pour que, dans cette circonstance, elle n'emploie pas de troupes irrégulières.

Je suis, etc.

Signé : KIMBERLEY.

N° 9. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

(Télégramme.)

Thérapia, 20 septembre 1894, 2 h. 10 soir.

(Reçu le 20 septembre.)

Le Consul de Sa Majesté à Erzeroum me télégraphie que des ordres ont été donnés aux irréguliers kurdes de rester dans leurs foyers de Mouch, où l'on dit que le choléra aurait éclaté parmi les troupes ; on dit aussi que les réserves ont été licenciées.

On ne parle pas d'hostilités, et l'on croit que l'importance des troubles a

été grandement exagérée par les autorités de Bitlis ; Zéki Pacha est arrivé dans cette ville.

N° 10. — Le Consul Graves à Sir P. Currie.

Erzeroum, le 1^{er} septembre 1894.
(Reçu au Foreign-Office le 24 septembre.)

Monsieur,

Me référant à ma dépêche du 25 du mois dernier, j'ai l'honneur de vous informer que la révolte qu'on avait annoncée comme ayant éclaté dans le district de Sassoun, de Bitlis est pleinement confirmée, et qu'on procède activement à des préparatifs militaires pour la réprimer.

J'apprends que le fameux chef kurde, Hussein Pacha, de Patnotz, qui avait été placé ici sous la surveillance, il y a trois mois, a été autorisé, cette semaine, à quitter Erzeroum, et on croit généralement, bien que les autorités civiles et militaires gardent le silence à ce sujet, qu'il va rejoindre les troupes à Mouch avec une nombreuse cavalerie hamidieh, de la tribu Haidaranli.

Je n'hésite pas à dire que ces auxiliaires barbares ne sont capables que de commettre des rapines et des atrocités, et s'il est vrai qu'ils doivent être employés à réprimer des désordres intérieurs, on peut s'attendre aux plus désastreuses conséquences.

J'ai communiqué, en substance, ce qui précède à Votre Excellence par mon télégramme d'aujourd'hui.

J'ai, etc.

Signé : R. W. GRAVES.

N° 11. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

(Télégramme.)

Constantinople, 30 septembre 1894, 10 h. soir.
(Reçu le 30 septembre.)

Le Consul Graves me télégraphie que Zéki Pacha est passé à Erzeroum, de retour de Erzingian. M. Graves m'informe que les troubles ont été très exagérés et que les troupes vont être retirées de Mouch.

Zéki Pacha, paraît-il, ne prévoit pas de nouveaux troubles à Bitlis.

N° 12. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

(Télégramme.)

Constantinople, 4 octobre 1894, 7 h. 50 soir.
(Reçu le 4 octobre.)

Le vice-Consul Hallward me télégraphie de Mouch le rapport suivant sur les derniers troubles :

• Les Kurdes Bekiranlis qui viennent de Diarbékir passer l'été dans
• l'Autogh Dagh où se trouvent plusieurs grands villages arméniens, ont
• fait une irruption chez les Arméniens et ont emmené du bétail et d'autre
• butin. Les Arméniens, dans l'espoir de recouvrer leur propriété, ont
• attaqué les Kurdes, et dans la rencontre deux ou trois personnes de
• chaque parti ont perdu la vie. Cette affaire a été extrêmement exagérée
• par le Gouverneur de Bitlis qui a demandé une grande quantité de trou-

« pes pour apaiser les troubles. Au milieu du mois d'août, sept bataillons et un régiment hamidieh sont arrivés ici. Toutefois, le régiment hamidieh n'a pas dépassé les montagnes d'Autogh et s'est retiré au bout de dix jours. »

« Le colonel Ismaïl bey, commandant les troupes régulières, a attaqué les Arméniens et a pillé leurs villages. Plusieurs Arméniens ont été tués, et l'on dit que les troupes se sont rendues coupables d'horribles atrocités. J'ai l'intention de partir pour Bitlis dans deux ou trois jours, en passant par les lieux où des troubles se sont produits, afin de vérifier si les atrocités dont on a parlé ont été commises. »

« Le Mouchir est arrivé ici d'Erzingian il y a un mois ; il a passé quelques jours à Autogh Dag et en est revenu considérant l'affaire comme terminée. »

N° 13. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

(Télégramme.)

Constantinople, 5 octobre 1894, 3 h. 20 soir.

(Reçu le 5 octobre.)

Le vice-Consul Hallward me télégraphie de nouveau, de Mouch, qu'il vient d'apprendre qu'à Talori des villages et des églises ont été pillés et détruits, et qu'un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants ont été tués par les soldats. Il y a eu, le 3 de ce mois, quatre décès par suite de choléra, à Mouch, et la place est entourée d'un cordon sanitaire avec quarantaine de 10 jours. Bien que le vice-Consul consente à subir la quarantaine, le Gouverneur refuse de lui donner, sans un ordre de Constantinople, une escorte pour les villages Arméniens.

Dois-je communiquer ces renseignements à la Porte en lui demandant de faciliter, pour sa propre justification, le voyage du vice-Consul et insister pour que l'escorte soit accordée ?

N° 14. — Le Consul Graves à Sir P. Currie.

Erzeroum, le 12 septembre 1894.

(Reçue au Foreign-Office, le 8 octobre.)

Monsieur,

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint, à Votre Excellence, copie d'une dépêche que j'ai reçue du vice-Consul de Sa Majesté, à Van, faisant connaître qu'il a été informé que plusieurs soldats et zaptiehs ont été tués par des Arméniens au sud de Mouch, et qu'une force militaire considérable a été envoyée à la poursuite des auteurs de ce crime.

Cette information a rapport, sans doute, à quelque incident de la révolte de Sassoun dont il est question dans ma dépêche du 1^{er} de ce mois, ainsi que dans d'autres dépêches et télégrammes.

J'ai, etc.

Signé : R. W. GRAVES.

PIÈCE JOINTE AU N° 14.

Le Vice-Consul Hallward au Consul Graves.

Van, le 31 août 1894.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai été informé, de sources officiel-

les, que 2 zaptiehs et 10 soldats ont été tués, il y a huit ou neuf jours, par des Arméniens, dans un village du nom de Maidin (?) situé au sud de Mouch, et que quelques cavaliers « Hamidiés » et 6 bataillons d'infanterie ont été envoyés à la poursuite des auteurs de ce crime qui se sont réfugiés dans les montagnes de Sassoun.

Des informations officieuses me portent à supposer que des Kurdes, et non des Arméniens, ont été les auteurs de ce crime ; on dit que les soldats et les zaptiehs tentaient de s'emparer, en paiement de taxes, du bétail et des moutons appartenant à des Kurdes lorsqu'ils furent attaqués par les propriétaires du bétail, ce qui donna lieu aux faits rapportés ci-dessus.

Il paraît très improbable que des Arméniens du district de Mouch soient assez hardis ou assez forts pour faire un tel massacre des troupes du Gouvernement, car, au dire de tous, ils sont, pour la plupart, extrêmement pauvres et n'ont ni la volonté ni les moyens de commettre les crimes qui leur sont attribués par les autorités locales.

Il m'est impossible, aujourd'hui, de connaître la vérité, mais je ne manquerai pas de vous communiquer toutes les informations dignes de confiance qu'il me sera possible de me procurer, ultérieurement, à ce sujet.

J'ai, etc.

Signé : C. M. HALLWARD.

N° 15. — Le Comte de Kimberley à Sir P. Currie.

(Télégramme.)

Foreign-Office, 8 octobre 1894.

J'ai reçu le télégramme de Votre Excellence, en date du 5 de ce mois, concernant les renseignements qui vous sont parvenus sur les outrages commis par les troupes turques dans le vilayet de Bitlis.

Vous communiquerez ces renseignements au Gouvernement turc, et vous lui demanderez de faciliter, pour sa propre justification, le voyage de M. Hallward sur le théâtre des atrocités qui auraient été commises.

N° 16. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

(Télégramme.)

Constantinople, 9 octobre 1894, 9 h. 50 soir.

(Reçu le 9 octobre.)

Suivant les instructions contenues dans votre télégramme d'hier, j'ai fait part au Grand Vizir des informations que j'ai reçues du vice-Consul Hallward. Son Altesse assure que les sources d'informations de M. Hallward, y compris le Mutessarif de Mouch, qui agit sous l'influence d'un sentiment d'hostilité personnelle contre le Vali de Bitlis, ne sont pas dignes de confiance, et il refuse d'admettre l'exactitude de ces informations. Le Grand Vizir dit qu'en ce moment la présence de M. Hallward dans les districts troublés pourrait faire naître l'espérance d'une intervention anglaise et encouragerait à renouveler une insurrection maintenant supprimée ; il insiste, en conséquence, pour que le voyage du vice-consul soit ajourné à quelques semaines. Des facilités lui seront accordées pour l'entreprendre aussitôt que le cordon sanitaire sera supprimé, c'est-à-dire dans deux mois.

J'ai dit à Son Altesse que je devais vous en référer avant de lui donner une réponse.

N° 17. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.
(Télégramme.)

Constantinople, 10 octobre 1894, 11 h. matin.
(Reçu le 10 octobre.)

Le vice-Consul Hallward m'a télégraphié hier, de Mouch, me demandant de faire donner des ordres aux Valis de Van et de Bitlis pour qu'ils le laissent passer, avec sa suite, sans lui imposer de quarantaine, mais en le soumettant, en échange, à une inspection médicale avant son entrée dans les villes. Dix jours de quarantaine reporteraient, dit-il, son voyage en hiver. Il annonce dix décès le 7 et sept décès le 8, mais il dit que le choléra n'existe pas dans les villages, bien qu'ils communiquent avec la ville.

N° 18. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.
(Télégramme.)

Constantinople, 10 octobre 1894, 11 h. 30 matin.
(Reçu le 10 octobre.)

Pour faire suite à mon télégramme précédent, j'ai l'honneur de vous informer qu'à mon avis il n'y aurait aucune chance d'obtenir, pour M. Hallward, l'exemption de la quarantaine. Je me propose, en conséquence, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, de l'inviter à retourner immédiatement à Van.

N° 19. — Le Comte de Kimberley à Sir P. Currie.
(Télégramme.)

Foreign-Office, 12 octobre 1894.

J'ai reçu le télégramme de Votre Excellence, en date du 9 de ce mois.

Je vous prie d'informer le Grand Vizir que je regrette qu'il ait fait des objections au voyage projeté par le vice-Consul Hallward dans les districts troublés du vilayet de Bitlis, mais que, pour le moment, je n'insisterai pas à ce sujet.

Vous communiquerez la réponse que le Grand Vizir vous a faite à M. Hallward, et vous inviterez ce dernier à différer son voyage.

N° 20. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.
(Télégramme.)

Constantinople, 13 octobre 1894, 7 h. 30 soir.
(Reçu le 13 octobre.)

Suivant les instructions contenues dans votre télégramme d'hier, j'ai informé, aujourd'hui, le Grand Vizir que le vice-Consul Hallward serait invité à ajourner son voyage dans le district de Talori. J'ai prévenu Son Altesse qu'en raison de l'abandon de ce voyage, le Gouvernement de Sa Majesté ne se trouverait pas en situation de rectifier les versions, même les plus exagérées, qui pourraient parvenir en Angleterre au sujet de ce qui s'est passé. Le Grand Vizir m'a répondu qu'il avait communiqué à Rustein Pacha le rapport du Mouchir commandant les troupes, et que tout en admettant que des femmes et des enfants se sont enfuis du district pendant la lutte, il niait qu'aucun massacre ait eu lieu. Les troupes

sont, il est vrai, entre les mains des autorités, mais on restituera ce qui leur appartient à tous ceux qui viendront le réclamer. Les autorités vendront ce qui n'aura pas été réclaté et en distribueront le prix en secours.

N° 21. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.
(Télégramme.)

Constantinople, 20 octobre 1894, 10 h. 30 matin.
(Reçu le 20 octobre.)

Voyage du vice-Consul Hallward. Mon télégramme du 13 de ce mois. M. Hallward est, à présent, soumis à la quarantaine près de Mouch. Il se rendra ensuite à Bitlis, où il arrivera vers le 25. De Bitlis, il retournera à Van.

N° 22. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

Thérapia, le 15 octobre 1894.
(Reçu le 22 octobre.)

Milord,

Dès le 31 juillet dernier, et alors que je venais d'apprendre l'envoi de troupes dans les districts troublés, j'avais invité M. Hallward, dont vous avez approuvé le voyage, à se rendre à Mouch, mais un accident l'empêcha de partir de suite, et ce ne fut qu'à la fin de septembre qu'il put arriver dans cette ville.

Le 4 octobre, il m'a télégraphié que le choléra s'étant déclaré à Mouch, un cordon sanitaire avait été établi autour de la ville, et qu'une quarantaine de dix jours était imposée à toute personne se rendant à Sassoun. Il consentait à subir la quarantaine, mais les autorités turques refusaient de lui accorder une escorte avant d'avoir reçu des instructions de Constantinople.

J'ai demandé alors au Grand Vizir d'inviter les autorités de Mouch à donner à M. Hallward les facilités habituelles pour son voyage, mais sur les instances de Son Altesse qui craignait que la présence de M. Hallward dans les districts troublés ne fût de nature à encourager une nouvelle insurrection, son départ fut, avec votre approbation, ajourné pour quelque temps. M. Hallward lui-même faisait connaître que, à moins qu'il ne fût exempté de quarantaine, la saison était trop avancée pour lui permettre d'entreprendre son voyage.

Dans un télégramme que j'ai reçu de lui hier, il annonce qu'il ne peut certifier l'exactitude des renseignements qui lui ont été donnés à Mouch, et comme il ne peut se rendre sur le théâtre des événements, je suis, à présent, dans l'impossibilité de vous fournir un compte-rendu exact de ce qui s'est passé.

Cependant, il peut être utile de rappeler les circonstances dont la plupart ont déjà été portées à votre connaissance, et qui ont été la cause des lamentables événements dont il s'agit.

Le district de Sassoun, où Talori est situé, est la contrée la plus sauvage et la plus montagneuse du Guendj qui passe pour être le Mutessariflic le plus mal gouverné de l'empire. Les Arméniens qui l'habitent, différents en cela de ceux des districts des contrées moins élevées, appartiennent à une race sauvage et belliqueuse, à peine distincte des Kurdes, leurs voisins, qui exercent sur eux une espèce d'autorité féodale, mais qui,

en règle générale, ne les oppriment pas et se bornent à exiger d'eux des redevances et à requérir leur aide, comme vassaux, dans leurs démêlés et leurs querelles avec les autorités locales. Il y a, dans le district, 3,000 Arméniens et 15,000 Kurdes (1). Ces derniers n'ont jamais été entièrement soumis ; ils ne fournissent pas de recrues et ne paient pas d'impôt au Gouvernement ottoman.

Le colonel Chermiside, qui a fait pour moi une description du vilayet de Bitlis, s'exprime ainsi au sujet du district de Sassoun : « Sassoun est un district pauvre, montagneux, entrecoupé de gorges profondes et de précipices ; on dit que son nom lui vient de Sannazar, l'un des deux fils de Sennachérib. Il n'est traversé par aucune route de caravane, mais seulement par les sentiers que suivent les nomades dans leurs migrations. Il y a de bons pâturages et une grande quantité de forêts. De bonnes relations existent entre les Arméniens de Sassoun et les Kurdes, leurs anciens seigneurs féodaux. »

Les troubles paraissent avoir commencé pendant l'été de 1893, époque à laquelle des tribus kurdes, n'appartenant pas à ce district, ont attaqué et pillé le village de Talori. Le Mutessarif de Guendj s'y rendit avec une force armée ; on arrêta plusieurs Arméniens, mais pas un Kurde, et les soldats emportèrent tout ce qui n'avait pas été pillé par les maraudeurs. Le Mutessarif annonça aux autorités de Bitlis que les Arméniens s'étaient révoltés, et ces derniers, effrayés, cherchèrent un asile dans les montagnes où ils passèrent l'hiver.

Dès que M. Boyajian, agissant en qualité de vice-Consul à Diarbékir, m'eut informé, au mois de mai dernier, de ces incidents, je les portai à la connaissance du Grand Vizir qui me donna une autre version de l'affaire et me déclara que les Arméniens avaient attaqué des musulmans, et, après les avoir tués, avaient profané leurs cadavres. Il ajouta que la paix était complètement rétablie et que, de part ni d'autre, aucune arrestation n'avait été opérée. Cette version lui a, sans doute, été fournie par les autorités de Bitlis, mais suivant les informations recueillies par le Consul de Sa Majesté à Erzeroum, le récit de M. Boyajian est exact, et la mauvaise réputation de Tachin Pacha, Vali de Bitlis, ne permet d'accorder aucune confiance à ses assertions.

Suivant M. Graves, il y a des raisons de croire que le Gouverneur de Bitlis a secrètement encouragé les Kurdes à chercher querelle aux Arméniens et à les attaquer, mais que les hommes de Talori se sont défendus avec énergie et ont tué un grand nombre de leurs agresseurs. L'action des autorités paraît avoir été déterminée par le désir de détruire l'indépendance de ce district.

Les Arméniens de Talori étant retournés, au printemps, dans leurs villages, des gendarmes leur furent envoyés pour percevoir les taxes arriérées. Le peuple assura qu'en raison du traitement que les Kurdes leur avaient fait subir, ils étaient dans l'impossibilité de payer, ne possédant pas assez pour se nourrir, et, tout en protestant de leur loyauté envers le

(1) Ces chiffres sont extraits du rapport de M. Graves, mais ils s'appliquent seulement à une partie du district. Les nombres suivants sont fournis par le colonel Chermiside, d'après des sources officielles :

Caça de Sassoun (Arméniens).....	8.389
Caça de Modki id.	5.710
Caça de Khulp id.	699

Gouvernement, ils ajoutèrent qu'il leur était impossible de payer des impôts si les autorités ne les protégeaient pas contre les Kurdes.

Le Kaïmakam du district se rendit alors dans le village dont il insulta et maltraita les habitants. Les habitants de Talori, exaspérés par sa conduite, se jetèrent sur lui et le frappèrent. Le Kaïmakam annonça au Mutessarif de Guendj que les habitants des villages s'étaient révoltés, et demanda des forces pour les soumettre. 300 gendarmes lui furent envoyés, et les Arméniens de Talori et des villages voisins, au nombre de 1,500 environ, se retirèrent dans les montagnes. Les gendarmes ne pouvant les suivre, on demanda des renforts, et le Vali de Bitlis pria le commandant militaire d'Erzeroum de lui envoyer une force militaire considérable pour réprimer le mouvement qu'il décrivait comme une insurrection des Arméniens. On procéda immédiatement à de grands préparatifs militaires, les réserves furent appelées, des recrues furent enrôlées, et six ou sept bataillons furent expédiés d'Erzeroum à la fin d'août. Le 1^{er} septembre, M. Graves faisait connaître que trois régiments hamidiéhs, de cavalerie kurde, avaient été envoyés dans le district troublé, et que Hussein Pacha, Kurde de très mauvaise réputation, avait quitté Erzeroum dans l'intention supposée de prendre le commandement de ces troupes. Dès que cette information me parvint, j'appelai l'attention du Grand Vizir sur le danger d'envoyer des régiments hamidiéhs pour la répression des troubles, et je lui rappelai l'effet désastreux produit par l'emploi de troupes irrégulières en Bulgarie. Son Altesse me donna l'assurance que les troupes hamidiéhs qui, disait-il, ne se composaient que de trois escadrons, n'iraient pas plus loin que Mouch, où elles tiendraient garnison en remplacement des troupes régulières qui quittaient cette ville pour se rendre à Talori. Il ajouta que les troubles étaient limités à la place précitée, et qu'il n'était pas douteux que les Arméniens révoltés se disperseraient promptement dès que paraîtrait la force militaire. Zéki Pacha, le muchir du 4^e corps d'armée, avait reçu l'ordre de prendre le commandement en personne et de ne tolérer aucun excès.

Le Grand Vizir ajouta que dans les districts montagneux où la révolte s'était produite, il y avait peu de différence entre les Kurdes et les Arméniens, les deux races étant également sauvages et turbulentes. Il attribuait la révolte aux manœuvres des Comitès révolutionnaires qui, ayant déjà fait naître des troubles à Marsovan, à Yusgat et dans d'autres régions situées dans les parties les plus civilisées de l'Asie Mineure, avaient maintenant tourné leur attention vers les districts sauvages et montagneux du vilayet de Bitlis.

Il était absolument nécessaire, dit-il, de réprimer ces troubles avec rigueur, mais il n'y voyait aucune difficulté et croyait que la tranquillité serait bientôt rétablie.

Il résulte des rapports que j'ai reçus récemment que les troupes hamidiéhs n'ont pris aucune part aux opérations ; après être restées dix jours à Mouch, elles ont été licenciées.

M. Graves faisait connaître, le 29 septembre, que Zéki Pacha était de retour et que les troupes devaient quitter Mouch. Le Muchir ne prévoyait pas d'autres troubles et considérait comme très exagérés les rapports faits, à ce sujet, par le Vali de Bitlis. Le Grand Vizir m'a promis de me communiquer, en substance, le rapport officiel de Zeki Pacha, et il s'est engagé, aussitôt que le cordon sanitaire de Mouch serait supprimé et que la saison

le permettrait, à donner au vice-Consul Hallward toutes facilités pour visiter la scène des derniers troubles.

J'ai, etc.

Signé : Philip CURRIE.

N° 23. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

Thérapie, le 20 octobre 1894.

(Reçue le 25 octobre.)

Milord,

Me référant à ma dépêche du 15 de ce mois, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une copie d'un document qui m'a été communiqué par Saïd Pacha et qui paraît être la version turque de l'origine des événements de Talori. Ce memorandum ne contient pas les renseignements qui m'avaient été promis par le Grand Vizir concernant ce qui s'est passé dans le cours des opérations contre les Arméniens.

Son Altesse déclare ne pas connaître le nombre des personnes tuées.

J'ai prié M. Block de rappeler à Son Altesse qu'elle m'avait promis de m'envoyer le rapport du Muchir Zéki Pacha.

J'ai, etc.

Signé : Philip CURRIE.

PIÈCE JOINTE AU N° 23.

(*En français dans l'original.*)

Memorandum.

On n'a certainement pas perdu de vue le souvenir du fameux révolutionnaire Damadian qui, originaire de Hatchim, Vilayet d'Adana, avait suivi pendant huit années environ les cours de l'Ecole de Médecine civile, avait trempé dans l'échauffourée de Coum-Capou, et avait réussi, au moment où il était recherché, à s'enfuir à Athènes, et gagner de là la ville de Gênes.

A la faveur d'un déguisement, il était rentré plus tard, sous le nom de Mourah, par la voie d'Alexandrette et de Diarbékir, à Talori, où il a été enfin arrêté au moment où il se disposait à commettre de nouveaux méfaits. Ce révolutionnaire a eu un continuateur de son œuvre en la personne d'un certain Hamparsoum. Non content d'exciter les Arméniens à la révolte par la parole seulement, il les a poussés à attaquer la ville de Moush et à s'emparer des armes et munitions se trouvant au dépôt militaire, en massacrant tous les Musulmans qu'ils auraient rencontrés sur leur chemin. Passant pour un Européen, et se faisant fort de faire venir d'Angleterre des troupes en ballon au secours de ses coreligionnaires dans le cas où ils se dirigeraient contre l'autorité, leur assurant, d'autre part, que leur rébellion serait partout soutenue, il est parvenu à soulever la population arménienne d'une dizaine de villages situés dans ces parages. Il a formé ainsi des bandes armées de fusils Berdan non rayés et à pierre, de poignards, de hautzers (*sic*), de haches et d'autres engins de guerre, et avec leur concours il a attaqué, vers la fin du mois de juillet passé, d'abord la tribu de Vélikian, dont il a tué quelques-uns et dévalisé d'autres. Il s'est dirigé ensuite contre les tribus de Bekran et de Badikian, et s'emparant du neveu d'Omer Agha, un des chefs de la première de ces deux tribus, le nommé Hadjin, il l'a brûlé en emplissant son ventre de poudre de guerre. Il n'a pas épargné non plus les femmes musulmanes du village de Keliguzan, auxquelles il a infligé les derniers outrages avant de les mettre à mort d'une façon qui fait vraiment frémir. Les moyens employés à l'égard des hom-

mes ne le cédaient nullement en cruauté. Aux uns on attachait une corde au cou pour les traîner dans les rues, à d'autres encore on coupait les oreilles.

Jouissant du spectacle de leurs atrocités, ces bandes se livraient à toute sorte de propos insultants contre la religion de l'Etat, et poussaient des vivats en faveur de leur soi-disant Roi.

Le village de Keliguzan et quelques autres encore se trouvant sur leur passage, ont été incendiés.

En cette triste situation, le Gouvernement n'a pas failli à son devoir. Grâce aux sages mesures adoptées, ces bandes révolutionnaires ont été dispersées. Hamparsoum et le curé de l'église de Kizil, Migbirdiken, convaincu de complicité avec Hamparsoum et Damadian, ont été arrêtés avec tous leurs acolytes et livrés aux Tribunaux.

Quant aux femmes et enfants qui avaient été enlevés pendant le mouvement et enfermés dans des cavernes, ils ont été délivrés et réinstallés dans leurs villages.

Bref, la tranquillité a été rétablie.

Il ne reste plus que de procéder à la punition des coupables après leurs jugements.

N° 24. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

(Télégramme).

Constantinople, 29 octobre 1894, 12 h. 45 soir.

(Reçu le 29 octobre).

Je viens de recevoir une dépêche du vice-consul Hallward contenant des détails sur les événements du Vilayet de Bitlis. Il ne paraît pas douteux qu'un grand nombre d'Arméniens qui se sont rendus, sans résistance, ont été massacrés par les soldats réunis par le Vali de Bitlis sous prétexte de supprimer des troubles entre les Arméniens et les Kurdes. Ces soldats ont aussi détruit 25 villages arméniens pendant que les troupeaux étaient enlevés par les Kurdes.

Je me propose, si vous y consentez, d'envoyer directement un mémorandum au Sultan et de prier Sa Majesté Impériale de charger un agent, digne de confiance, de faire une enquête sur les lieux, le Grand Vizir n'ayant donné que des réponses très peu satisfaisantes aux dernières représentations que je lui ai adressées.

N° 25. — Le Comte de Kimberley à sir P. Currie.

(Télégramme).

Foreign Office, 30 octobre 1894.

J'approuve les mesures relatées dans votre télégramme d'hier, que Votre Excellence se propose de prendre par suite des détails que vous avez reçus de M. le vice-consul Hallward sur les actes des autorités turques dans le Vilayet de Bitlis.

N° 26. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

(Télégramme).

Constantinople, 2 novembre 1894, 10 h. 30 matin.

(Reçu le 2 novembre).

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai envoyé hier, à Sa Majesté Impériale, par l'entremise du secrétaire en chef du Sultan, un mémoran-

dum sur les massacres des arméniens dans le Vilayet de Bitlis, contenant un résumé des rapports du vice-consul Hallward, demandant qu'une enquête impartiale soit ordonnée et que les fonctionnaires responsables des massacres soient sérieusement punis si les renseignements fournis sont reconnus exacts.

N° 27. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

(Télégramme).

Constantinople, 3 novembre 1894, 10 h. 30 soir.

(Reçu le 3 novembre).

En réponse à mon mémorandum relatif au massacre des Arméniens dans le Vilayet de Bitlis, j'ai reçu du Sultan un long message dans lequel Sa Majesté dit : « Elle a lu avec horreur et tristesse le compte-rendu que je lui ai envoyé. Sa Majesté n'avait aucune connaissance de ces actes et dès qu'elle en a lu le récit, hier matin, elle a, sans retard, donné des instructions au Ministre de l'intérieur pour qu'il soit procédé à une enquête et a fait expédier à Zéki Pacha, commandant le 4^e corps d'armée, un télégramme lui prescrivant d'envoyer de suite un rapport ; et s'il résulte des investigations de Sa Majesté que les informations de Votre Excellence sont exactes, des mesures seront prises en conséquence ; le Vali de Bitlis sera considéré comme responsable s'il a réelement réuni les Kurdes de la manière indiquée par Votre Excellence. »

Le reste du message contient une justification de la manière dont les Arméniens sont généralement traités dans l'Empire turc et se réfère à leur conduite séditeuse et aux encouragements qu'ils reçoivent en Angleterre.

N° 28. — Sir P. Currie au Comte de Kimberley.

Constantinople, le 30 octobre 1894.

(Reçu le 5 novembre).

Milord,

Me référant à ma dépêche du 15 de ce mois, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une dépêche que j'ai reçue du vice-consul de Sa Majesté, à Van, rendant compte du massacre des Arméniens à Talori.

J'ai, etc...

Signé : Philip CURRIE.

PIÈCE JOINTE AU N° 28.

Le vice-consul Hallward à sir P. Currie.

Mouch, le 9 octobre 1894.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que suivant les instructions de Votre Excellence, j'ai quitté Van le 26 du mois dernier et suis arrivé ici le 30. Je suis descendu chez l'évêque catholique arménien. L'évêque est absent, mais j'ai été très bien reçu par son représentant qui m'a offert l'hospitalité.

A Tadvan, village situé sur la rive occidentale du lac, j'ai rencontré un officier, accompagné de Zaptiés, qui était porteur d'un message amical du Vali, le chargeant de m'escorter jusqu'à Bitlis. Je le remerciai en lui faisant connaître que je devais me rendre d'abord à Mouch et que j'espérais visiter ensuite Bitlis. Après avoir essayé de me dissuader d'aller à Mouch, il m'escorta une partie du chemin et retourna à Bitlis.

Dans le cours de mon voyage et depuis mon arrivée, j'ai entendu assez de témoignages pour me convaincre que les événements qui se sont produits dans ce pays sont beaucoup plus graves que je n'aurais pu le supposer d'après les vagues rumeurs qui couraient à Van. Je me rendis compte, très promptement, qu'il me serait impossible d'apprendre la vérité ici, où aucun étranger ne réside et dont tous les habitants chrétiens n'osent m'approcher. J'essayai de voir le représentant de l'évêque arménien orthodoxe (ce dernier étant en prison à Bitlis depuis deux ans), mais il m'envoya un urgent message me priant de ne pas me rendre auprès de lui. J'ai appris, indirectement, que beaucoup d'arméniens seraient heureux de me voir et de me fournir tous les renseignements qu'ils possèdent, mais ils ont une grande frayeur du Gouvernement et je dois reconnaître que leurs craintes sont justifiées par l'expérience. L'année dernière, M. Lynch, voyageur anglais, changea quelque monnaie dans la boutique d'un arménien et, après son départ, l'arménien fut jeté en prison et plus tard conduit à Bitlis où il fut relâché, au bout de quelques mois, après avoir donné une certaine somme d'argent au Vali.

Je me déterminai, alors, à me rendre dans le district en question et à faire mon possible pour apprendre la vérité sur les lieux ; j'informai le Mutessarif Jelat-ed-din, bey, qu'après avoir visité le Chanli Monastir, grand et fameux monastère arménien situé à environ 20 milles au Nord-Ouest de Mouch, je désirais, à mon retour, me rendre à Bitlis en passant par les trois villages de Semal, de Chinik et de Ghélii Guzan, ainsi que par le district de Talori. Ces trois villages sont dans le Sandjak de Mouch et il me promit de me donner une escorte pour m'y conduire, mais le district de Talori faisant partie du Sandjak de Ghinj et, par conséquent, hors de sa juridiction, il ajouta qu'on y avait peut-être établi un cordon sanitaire, le choléra étant à Mouch, que des cordons sanitaires avaient été placés en différents points, sur les limites du Sandjak de Mouch et qu'une quarantaine de dix jours y était imposée à tous les voyageurs venant des autres districts. Je lui répondis que j'étais décidé à courir cette chance, attendu que j'étais certain qu'il n'y avait pas de cordon sanitaire de ce côté. Dans les 24 heures qui ont précédé mon arrivée, il y a eu 32 décès par suite du choléra, mais il a diminué depuis. Le choléra a été apporté d'Erzinjian par les soldats et communiqué par eux à la population de la ville où il est actuellement entièrement confiné.

J'arrivai à Chanli Monastir le 2 de ce mois, mais je ne pus apprendre que peu de chose, car un officier de police s'y était installé et six des moines avaient été récemment arrêtés et se trouvaient en prison à Mouch ; il en restait deux, mais ils n'osaient rien dire.

Le jour suivant, à mon retour, je reçus une lettre du Gouverneur qui désirait me parler. Lorsque je fus près de lui, il était visiblement embarrassé et j'attendis quelques instants avant de savoir ce qu'il avait à me dire. A la fin, je lui annonçai qu'il était nécessaire que je partisse le lendemain pour Bitlis, comme je le lui avais déjà dit. Il me répondit qu'il avait reçu du commandant militaire une communication officielle lui faisant connaître qu'il restait encore un bataillon de soldats à Semal, qu'il était désirable de les préserver de l'infection et, qu'en conséquence, un cordon sanitaire devait être établi entre la ville et ce village. J'offris alors d'aller à Talori par un autre chemin ; il me répondit que je ne pouvais m'y rendre sans franchir le cordon de Semal et qu'il devait télégraphier au Mutessarif de Ghinj pour lui demander s'il n'y avait pas, là aussi, un cordon sanitaire. En résumé, il me donna clairement à entendre qu'il ne voulait absolument pas me laisser prendre cette route et je ne doute pas qu'il n'ait reçu, à cet effet, des instructions du Vali.

Le jour suivant, il m'envoya un officier de police avec une communication écrite, annonçant que tout le Sandjak était entouré de cordons sanitaires, qu'un cordon supplémentaire avait été placé du côté de Semal et de Talori et me demandant quel chemin je comptais suivre ; l'officier me dit que le Mutessarif désirait avoir immédiatement une réponse par écrit. Je lui écrivis alors, en le remerciant de sa communication, lui disant que je n'avais pas encore pris de

détermination au sujet de la route que je suivrais et qu'il me fallait quelque temps pour examiner cette question. Si l'on réfléchit que le choléra a été apporté par les soldats et que le bataillon qui se trouve à Semal est en communication avec les autorités de Mouch, le prétendu motif de les préserver de l'infection est d'une faiblesse lamentable.

J'avais, précédemment, expliqué l'objet de ma visite au Mutessarif ainsi qu'à Edhem Pacha, le commandant militaire, et je leur avais demandé s'ils pouvaient m'indiquer les motifs qui avaient fait envoyer des troupes dans le district de Talori. Ils me répondirent vaguement que la cause originelle des troubles était une querelle entre les Arméniens et les Kurdes. Je n'espérais pas obtenir d'eux beaucoup de renseignements, mais je pensais qu'ils pourraient me donner quelques explications sur les mesures sévères prises contre les Arméniens. Je ne pus les amener à me fournir aucune information à ce sujet ; en réalité, ils n'ont pas essayé d'imputer de fautes spéciales aux Arméniens. Ce que je compris surtout, d'après leur ton et leur conduite, c'est qu'ils étaient extrêmement désireux d'étouffer l'affaire.

Mes informations sont ainsi nécessairement très restreintes et il m'a été difficile de recueillir des faits bien précis. Le compte rendu suivant est le plus complet que je puisse fournir : toutefois je ne puis certifier l'exactitude de tous les détails.

A une distance de Mouch de 3 ou 4 heures de marche, vers le sud, dans une contrée montagneuse, se trouvent les trois villages que j'ai mentionnés plus haut et à 4 ou 5 heures plus loin, au sud, se trouve un groupe d'environ 25 villages qui a reçu le nom de Talori et qui borne le district de Sassoun. Ces trois villages (Semal, Chinik, Ghélii Guzan) et Talori sont purement arméniens, tandis que Sassoun est principalement Kurde. Les Arméniens et les Kurdes, leurs voisins, vivent généralement en bons termes, les premiers payant à ceux-ci certains subsides à la condition qu'ils leurs prêtent aide et protection en cas de besoin. Les relations, entre eux, paraissent avoir été très bonnes jusqu'à l'époque où, il y a trois ou quatre ans, les tribus Kurdes, Khianli, Badikanli, Bekiranli et autres qui infestent ce district, pendant l'été, commencèrent à voler et quelquefois même à tuer les habitants des villages arméniens ; depuis ce temps, la situation n'a fait qu'empirer.

Les villages de Semal, de Chinik et de Ghélii Guzan semblent avoir joui d'une plus grande tranquillité et n'avoir été que peu troublés par les exactions des Kurdes ou par celles du Gouvernement, leurs habitants vivant d'une façon patriarcale — 40, 50 et même plus dans la même maison ; ils sont particulièrement riches en troupeaux de toutes espèces.

L'année dernière, le Vali de Bitlis, sous quelque prétexte, fit appeler à Bitlis plusieurs des principaux chefs de ces villages, mais ils ne s'y rendirent pas, Son Excellence Hassan Tachin Pacha étant bien connu pour son adresse à exploiter « la question arménienne ». Je ne crois pas qu'il existe un seul arménien aisé, de Bitlis ou de Mouch, qui n'ait été emprisonné ou menacé de la prison et accusé de sédition dans le but de lui extorquer de l'argent. Les individus en question, craignant un semblable traitement, préférèrent rester chez eux. Cette conduite paraît avoir exaspéré Son Excellence et profitant de ce qu'une certaine agitation s'était produite, l'année passée, entre les Kurdes et les Arméniens, il envoya, au milieu du mois de juin, un bataillon de soldats dans ce district, en apparence pour protéger les Arméniens. En même temps, un sheik Kurde nommé Méhémet, fut appelé de Diarbékir à Mouch et commissionné pour recevoir une grande quantité de Kurdes qui, au mois de juillet dernier, s'assemblèrent en grand nombre dans le district de Talori.

Le bataillon de soldats vivait paisiblement, depuis six semaines environ, avec les habitants, quand, vers le commencement du mois d'août, des Kurdes Békiranlis de Diarbékir volèrent des bestiaux appartenant à l'un des villages et, comme les Arméniens essayaient de les reprendre, il s'ensuivit une rixe de peu d'importance, dans laquelle deux ou trois individus de chaque parti furent tués ou blessés. Les Kurdes vinrent alors à Mouch se plaindre au Gouverne-

ment, disant que tous les Arméniens étaient en armes et que, parmi eux, se trouvaient des étrangers qui les excitaient à la révolte. On dit que le commandant des troupes fit un rapport analogue.

Le Vali demanda, alors, de grands renforts de troupes qui lui furent envoyés d'Erzinjian, de Kharput, de Diarbékir, d'Erzeroum et de Van. Dès qu'elles arrivèrent, les Arméniens se rendirent à elles, sur la promesse qu'on leur fit de les protéger contre les Kurdes. Les troupes se mirent alors à massacrer ceux qui s'étaient rendus et tous ceux qui tombèrent sous leurs mains — hommes, femmes et enfants. Ils s'emparèrent de tout ce qui pouvait être emporté et brûlèrent, ensuite, les maisons. Le pillage et le massacre durèrent, dit-on, plusieurs jours et 25 villages, environ, furent presque entièrement détruits. Les Kurdes emmenèrent une énorme quantité de troupeaux de toutes espèces, mais ne participèrent pas, dans une grande mesure, aux massacres. On dit qu'ils ont emmené avec eux un certain nombre de jeunes filles et que beaucoup d'autres ont été enlevées par les soldats. Les églises ont été pillées et brûlées ; les vêtements sacerdotaux et les ornements d'église ont été vendus publiquement au marché de Mouch. J'ai entendu dire que d'abominables atrocités avaient été commises, par exemple, qu'on avait enterré des hommes vivants, fait sauter d'autres avec de la poudre, etc. Une femme de Talori m'a dit que 30 hommes avaient été enterrés vivants par les soldats ; les mêmes faits m'ont été rapportés de différents côtés, mais je ne possède pas les moyens d'en vérifier l'exactitude.

Il ne m'est pas possible, non plus, d'évaluer le nombre de ceux qui ont perdu la vie, mais d'après ce que j'ai appris, je suppose que le chiffre des tués est au moins de mille. J'ai vu un vieillard qui a erré dans les montagnes pendant environ trois semaines, accompagné d'un jeune enfant et qui a, enfin, trouvé un refuge dans un monastère. Il appartenait au village de Ghéli Guzan ; c'était un homme riche, il avait environ 40 personnes dans sa maison ; à l'exception de l'enfant, il ne sait ce qu'elles sont devenues ; il suppose que la plupart d'entre elles ont été tuées. Dans une autre circonstance, j'ai entendu dire que, dans une maison qui contenait 50 habitants, six d'entre eux seulement s'étaient échappés. Des femmes et des enfants, dans un état complet de dénûment, se trouvent dans la ville ; quelques-uns se sont rendus dans les villages de la plaine, d'autres ont cherché un refuge chez les Kurdes de Sassoun et, enfin, d'autres errent dans les montagnes, car les Arméniens qui habitent les environs n'osent pas les recevoir chez eux. Ce n'est qu'avec réserve que je donne des chiffres, ayant eu presque tous mes renseignements par oui-dire. Le vieillard dont j'ai parlé m'a dit qu'il supposait qu'environ 4,000 personnes avaient été tuées dans douze villages qu'il connaissait : si cela est exact, le nombre total s'élèverait à plus de 8,000, mais il est évidemment impossible de faire même une conjecture sur le chiffre des personnes qui ont perdu la vie, sans visiter les villages et sans se rendre compte du nombre des survivants. Environ vingt habitants des villages sont ici, un en prison, où on dit qu'ils souffrent beaucoup de la faim. Un des principaux Kurdes de Sassoun, Khishman Aga, est aussi en prison pour avoir eu des relations amicales avec des Arméniens.

Le commandant en chef du 4^e corps d'armée est arrivé d'Erzinjian au commencement de septembre ; il est reparti après être resté dix jours dans les montagnes. Le Vali s'était rendu à Mouch la veille de la venue du commandant en chef ; mais, en apprenant qu'il allait arriver, il partit immédiatement et ne le vit pas.

La principale responsabilité de toute cette affaire est attribuée au Vali de Bitlis et, autant que j'en puis juger, c'est avec juste raison. Un certain colonel d'état-major, Ismail Bey, était, je crois, le commandant des troupes ; un major nommé Salih, du bataillon de Mouch, passe pour avoir pris une part prééminente dans les massacres. Le Mutessarif actuel de Mouch n'est arrivé, ici, qu'au milieu du mois d'août et ne peut, par conséquent, partager la responsabilité du Vali ; jusqu'à quel point son prédécesseur est à blâmer dans cette affaire, c'est ce que je ne puis dire.

Sans l'attitude des autorités qui ont refusé de me laisser visiter le district, m'ont empêché d'avoir aucune communication avec la population, ici ou ailleurs, ont chargé la police de surveiller ma maison et de me suivre partout où j'allais, j'aurais pu supposer qu'il y avait quelque exagération dans les récits qui m'étaient faits. Leur but est évidemment de retarder toute enquête sérieuse jusqu'à l'hiver, époque à laquelle tous les districts montagneux seront sous la neige et où les communications avec le reste du monde seront extrêmement difficiles. Ils comptent, sans doute, qu'au printemps, il ne sera plus question de l'affaire. On dit que les autorités préparent un document, qui sera signé par les principaux habitants, déclarant que rien n'est venu troubler la tranquillité de la province, ou quelque chose d'approchant ; ce document sera, sans doute, envoyé à Constantinople et paraîtra, je le présume, en temps utile dans les journaux.

Il est nécessaire que des secours immédiats soient distribués aux infortunés survivants de ce terrible événement, car ils souffriront cruellement si on les laisse, sans abri et sans argent, affronter l'hiver rigoureux de ce pays. Quant aux chrétiens, en général, leur avenir est bien sombre, à moins que des mesures efficaces ne soient prises pour protéger leur existence et leurs propriétés. Les Kurdes et les fermiers des taxes les pillent avec impunité ; ils n'ont aucun moyen de se faire rendre justice et toute l'administration est injuste, corrompue et incapable au dernier degré.

J'ai, etc...

Signé : C.-M. HALLWARD.

N° 29. — Le comte de Kimberley à sir P. Currie.

Foreign-Office, le 7 novembre 1894.

Monsieur,

L'ambassadeur turc a renouvelé, aujourd'hui, les plaintes qu'il a déjà souvent formulées au sujet des encouragements qui, suivant lui, seraient donnés, en Angleterre, aux Arméniens mécontents.

Rustem Pacha n'a pas, dit-il, la pensée d'imputer au Gouvernement de Sa Majesté une intention quelconque de venir en aide aux sujets rebelles du Sultan, mais il est de son devoir de signaler ce fait que la correspondance entretenue entre ses fonctionnaires et les comités arméniens portent les Arméniens résidant en Turquie, à croire que les agitateurs reçoivent un appui officiel.

Je répondis que j'étais un peu surpris de ces plaintes réitérées attendu que Son Excellence savait parfaitement que le Gouvernement de Sa Majesté avait pris soin de s'abstenir de tout acte pouvant avoir l'apparence d'un manque d'amitié à l'égard du Sultan ou pouvant faire supposer qu'il donnait quelque encouragement aux sujets rebelles de Sa Majesté Impériale.

J'ajoutai que Votre Excellence avait fait connaître à la Porte les renseignements qui lui étaient parvenus de sources dignes de confiance, au sujet des cruautés infligées à des arméniens paisibles et qu'il était, évidemment, dans l'intérêt du Sultan, que Sa Majesté impériale ne fût pas laissée dans l'ignorance de ces faits.

Je lui dis que je venais de recevoir une dépêche du vice-consul anglais, à Van, contenant le résultat de ses recherches au sujet des massacres des arméniens qui auraient été commis par les soldats turcs dans le district de Bitlis.

Votre Excellence l'a communiqué au Sultan qui vous a exprimé l'honneur qu'il en éprouvait et qui a ordonné une enquête immédiate. J'espérais qu'il aurait pu se faire que ce récit fût exagéré, mais si, seulement,

la dixième partie des faits rapportés sont exacts, cela suffira, lorsqu'ils viendront à être connus, pour faire éclater l'indignation en Angleterre.

Le danger qui menace le Gouvernement turc ne vient pas, lui dis-je, des agitateurs, mais d'une administration vicieuse et corrompue. Je suis persuadé que le Sultan désire sincèrement que les arméniens soient traités avec justice de même que les autres sujets de Sa Majesté Impériale ; malheureusement, les autorités des provinces agissent, souvent, dans un esprit opposé, ce qui a pour résultat d'accroître la désaffection que les agitateurs ont pour objet de provoquer à l'égard du Gouvernement du Sultan.

Quant aux rapports des comités avec ce pays, j'ai assuré Son Excellence qu'il était complètement dans l'erreur s'il supposait qu'aucun encouragement officiel leur eût été donné ; au contraire, on a pris grand soin de ne rien faire qui pût être interprété dans ce sens.

Je suis, etc...

Signé : **KIMBERLEY.**

N° 30. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.
(Télégramme).

Constantinople, 8 novembre 1894, 6 h. 30 soir.
(Reçu le 8 novembre).

Le Sultan m'a envoyé aujourd'hui, par l'entremise de M. Block, un nouveau message dans lequel, tout en se plaignant des encouragements que les procédés de M. Hallward donnent aux arméniens, Sa Majesté fait connaître qu'Elle a reçu du Zéki Pacha et du Vali de Bitlis des télégrammes dont il promet de donner des extraits, dans quelques jours, lorsqu'il aura reçu de nouvelles explications.

D'après le message, ces télégrammes contestent l'exactitude des informations du vice-consul Hallward.

N° 31. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.
(Télégramme).

Constantinople, 9 novembre 1894, 3 h. soir.
(Reçu le 9 novembre).

Je me suis rendu ce matin chez Saïd Pacha, ayant reçu hier soir de la Porte un document non signé, intitulé : « Notice », faisant connaître qu'à Mouch et à Bitlis le vice-consul Hallward avait excité les arméniens à tenir des assemblées et à signer une adresse contre le Gouvernement Impérial et, qu'en outre, il avait été prouvé, après une enquête faite par les autorités impériales, que M. le vice-consul Hallward avait été jusqu'à pousser les arméniens à se révolter contre le Gouvernement impérial.

J'ai dit à Saïd Pacha qu'il était nécessaire de procéder, sans aucun retard, à une enquête sur des accusations aussi graves portées contre un fonctionnaire du Gouvernement de Sa Majesté qui, si elles étaient exactes, exigeraient une révocation immédiate, que je me proposais d'envoyer, de suite, l'attaché militaire de l'Ambassade pour faire une enquête à Bitlis sur la conduite du vice-consul et que le Vali devrait prouver ou rétracter ses accusations. M. Hallward recevrait l'ordre de se rendre de Van à Bitlis pour assister à l'enquête. Je me suis exprimé avec beaucoup d'animation et j'ai refusé de rester pour discuter l'affaire.

Artin Pacha était présent à l'entretien et il assura, ainsi que Saïd Pacha, que le document n'était pas officiel ; je répliquai que des accusations si graves contre un fonctionnaire anglais ne pouvaient pas être considérées comme non officielles. En réponse à une demande que je lui ai adressée aussitôt après avoir reçu le message du Sultan en date du 8 le ce mois, M. Hallward m'a télégraphié, hier, que ni lui ni son drogman n'avaient reçu d'adresse de la part des arméniens et qu'ils ont refusé d'en recevoir.

Je suppose que, par suite de ma démarche, les accusations seront retirées, mais je vous prierai de prêter votre appui à mes paroles et d'approuver la mission projetée du colonel Chermiside, dans le cas où Rustem Pacha vous entretiendrait de cette affaire.

N° 32. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.
(Télégramme).

Constantinople, 9 novembre 1894, 6 h. 30 soir.
(Reçu le 9 novembre).

Cette après midi, M. Block fut appelé au Palais et chargé de me remettre un message de Sa Majesté Impériale, faisant connaître que suivant un télégramme du Vali de Bitlis, les témoignages d'arméniens restés fidèles, qui ont déposé devant le Procureur public, ont confirmé les accusations déjà formulées par le Vali, contre M. Hallward, d'avoir réuni les arméniens pendant la nuit et de les avoir poussés à signer une adresse contre le Gouvernement. Le vice-consul, ajoute le Vali, est encore actuellement engagé dans des intrigues et parcourt le pays.

Le Sultan proteste contre la conduite du vice-consul et dit que si cette situation se prolongeait, la responsabilité en retomberait sur l'Ambassade. Je me propose, si vous y consentez, de répondre, simplement, que l'accusation de fomenter une révolte est si grave qu'elle doit être l'objet d'investigations immédiates et que le colonel Chermiside va se rendre à Bitlis dans ce but.

Le colonel est prêt à partir et se mettra en route dans peu de jours, si la menace de sa venue dans le voisinage de la scène des récents massacres ne suffit pas pour faire retirer toutes les accusations contre le vice-consul. Le Vali cherche simplement, dans le but d'opposer une défense à la découverte de ses méfaits, à en imposer au moyen de faux rapports appuyés par de faux témoins.

J'ai une entière confiance dans la prudence et la loyauté de M. Hallward qui m'a assuré que les allégations du Vali n'avaient aucun fondement ; de plus, je lui avais télégraphié à Mouch, le 9 octobre, lui recommandant d'être extrêmement prudent.

Il est retourné à Van le 5 novembre.

N° 33. — Le comte de Kimberley à sir P. Currie.
(Télégramme).

Foreign-Office, 10 novembre 1894.

J'ai reçu votre télégramme du 9 du courant (1) concernant l'accusation d'exciter les arméniens de Mouch à la révolte contre les autorités impéria-

(1) Voir n° 31.

les, formulée par la Porte contre M. le vice-consul Hallward. J'approuve entièrement la conduite de Votre Excellence à ce sujet et je suis d'avis que vous insistiez sur la proposition que vous avez faite d'envoyer le colonel Chermside faire une enquête sur les accusations.

N° 34. — Le comte de Kimberley à sir P. Currie.

(Télégramme).

Foreign-Office, 10 novembre 1894.

J'approuve complètement la ligne de conduite suggérée par Votre Excellence dans son télégramme d'hier (1) relatif aux accusations formulées par la Porte contre le vice-consul Hallward. Il est, à mon avis, très désirable que le colonel Chermside se rende à Bitlis sans délai.

Il importe d'obtenir des informations plus complètes sur le massacre des arméniens, et le retrait d'accusations formulées d'une manière si détaillée ne doit pas être accepté sans contrôle.

N° 35. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.

Thérapia, le 4 novembre 1894.
(Reçu le 12 novembre).

Milord,

La dépêche de M. le vice-consul Hallward en date du 9 du mois dernier dont copie était jointe à ma dépêche du 30 du même mois, laisse peu de doutes sur l'exactitude des renseignements contenus dans ses télégrammes de Mouch, en ce qui concerne le massacre des arméniens et la destruction de leurs villages dans le district de Talori.

J'avais tenu le Grand Vizir au courant de ces informations et je l'avais prié de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer de la situation réelle des choses. Il prit, d'abord, mes observations en bonne part, bien qu'il n'admit pas l'exactitude de mes renseignements, mais, dernièrement, il m'a montré de la répugnance à s'occuper de cette affaire, et il ne voulut pas recevoir un mémorandum officieux que j'offrais de lui laisser et qui contenait, en substance, les informations qui m'étaient parvenues. Il y avait des raisons de douter que ces informations eussent jamais été portées à la connaissance du Sultan et je pensai qu'il était à propos, après que des détails complémentaires m'eurent été fournis par la dépêche de M. Hallward, de les communiquer directement à Sa Majesté Impériale.

Ayant obtenu, à ce sujet, votre approbation par le télégraphe, j'écrivis le mémorandum dont copie est ci-incluse et je priai M. Block d'en remettre une traduction en turc au secrétaire en chef du Sultan, pour qu'il la communique à Sa Majesté, ce qui fut fait le 1^{er} de ce mois.

Hier matin, M. Block fut appelé au Palais et la réponse du Sultan, dont copie est ci-incluse, lui fut lue par un secrétaire qui l'avait écrite sous la dictée de Sa Majesté Impériale.

Vous voudrez bien remarquer que, bien que les informations du vice-consul Hallward soient attribuées à de faux témoignages des arméniens, il est admis qu'en réalité il a été infligé des châtimens sommaires et que le Gouvernement impérial a chassé « les pillards » du district de Talori.

(1) Voir n° 32.

Il reste encore un doute sur la question de savoir si les arméniens se sont réellement révoltés et s'ils ont opposé, aux troupes, une résistance armée. Le récit de M. Hallward est confirmé par les informations que l'Ambassade de France a reçues de son agent consulaire à Diarbékir et par des lettres particulières provenant du lieu des troubles. En recourant à Zéki Pacha, commandant du 4^e corps d'armée, il n'est pas probable, je le crains, qu'on obtienne des renseignements certains sur la conduite du Vali, mais comme il est arrivé à Talori après les massacres et qu'il passe pour avoir exprimé l'opinion que les troubles qui ont motivé l'envoi des troupes avaient été fortement exagérés, il est possible qu'il ne soutienne pas entièrement le Vali. En outre, les mesures que, suivant M. Graves, il prend actuellement pour réprimer les Kurdes, donnent quelque raison d'espérer qu'il ne considère pas l'état des affaires comme satisfaisant.

Mes représentations, si elles n'ont pas d'autre résultat, serviront à démontrer, en tout état de cause, que les actes des autorités provinciales sont surveillés et que l'exactitude des rapports qu'elles envoient à Constantinople est de nature à être mise en doute.

J'ai, etc...

Signé : Philip CURRIE.

PREMIÈRE PIÈCE JOINTE AU N° 35.

Mémoire.

L'ambassadeur anglais a, dans plusieurs occasions, porté officiellement à la connaissance de la Sublime Porte, la substance des dépêches télégraphiques qui lui étaient envoyées de Mouch par le vice-consul anglais, à Van, et qui contenaient le récit des événements qui se sont récemment produits dans le Vilayet de Bitlis. Le vice-consul avait l'intention d'aller de Mouch à Bitlis, en passant par les districts troublés, dans le but de vérifier l'exactitude des informations qui lui étaient parvenues, mais il en a été empêché par les autorités sous le prétexte que les routes étaient interceptées par des cordons sanitaires. Il s'est trouvé, par suite, dans l'impossibilité absolue de vérifier, sur les lieux, l'exactitude des détails qui lui ont été fournis; les informations qu'il vient d'envoyer, par dépêches, proviennent de témoins oculaires et de sources dignes de foi, et elles sont de si sérieuse nature que l'ambassadeur pense qu'il négligerait ses devoirs envers le souverain auprès duquel il est accrédité, s'il ne portait pas à la connaissance du Sultan, lui-même, les faits dont il est instruit et s'il ne priait respectueusement Sa Majesté Impériale de charger un agent digne de confiance, ne se trouvant pas sous l'influence des autorités locales, de faire une enquête complète sur les circonstances de l'affaire.

Voici le résumé des faits contenus dans les rapports du vice-consul :

Au mois de juin dernier, le Vali de Bitlis envoya un bataillon de soldats dans le district de Talori, en apparence pour prévenir le retour des désordres qui s'étaient produits, l'année précédente, entre les Kurdes et les Arméniens. En même temps, il faisait venir de la région de Diarbékir, à Mouch, un Sheikh Kurde, nommé Mehemet, et le chargeait de réunir des troupes kurdes qui, en conséquence, s'assemblèrent, en grand nombre, au mois de juillet dernier, dans le district de Talori.

Les soldats vécurent paisiblement avec les habitants jusqu'au commencement d'août, époque à laquelle quelques Kurdes Bekiranlis, de Diarbékir, volèrent des bestiaux appartenant à un village arménien.

Les habitants essayèrent de reprendre leur propriété et il s'ensuivit une rixe dans laquelle deux ou trois personnes ont péri. Les Kurdes se plaignirent alors aux autorités, disant que tous les Arméniens étaient en armes et qu'il se trouvait parmi eux des étrangers qui les poussaient à la révolte. Le Vali envoya alors de grands renforts de troupes provenant de différentes garnisons. Lorsqu'elles arri-

vèrent, les Arméniens se rendirent à elles sur la promesse qui leur fut faite qu'ils seraient protégés contre les Kurdes, mais, en dépit de cette promesse, les soldats massacrèrent ceux qui s'étaient rendus et beaucoup d'autres encore, y compris les femmes et les enfants; ils pillèrent et brûlèrent les villages dont 25 furent presque entièrement détruits. Les Kurdes emmenèrent les troupeaux de toutes espèces et ainsi qu'un grand nombre de femmes. Les églises furent saccagées et brûlées, les habillements des prêtres et les ornements sacrés furent vendus publiquement dans les rues de Mouch.

On dit que d'abominables atrocités ont été commises et que le nombre des tués s'élève à plusieurs milliers.

Des femmes et des enfants dénués de tout se sont réfugiés à Mouch, d'autres dans des villages de la plaine et d'autres errent dans les montagnes. Il est nécessaire de distribuer immédiatement des secours à ceux qui ont survécu aux massacres et qui sont réduits à la plus grande misère. Zéki Pacha, commandant en chef du 4^e corps d'armée d'Erzinjian, n'est arrivé dans le district qu'après les massacres.

L'ambassadeur ne doute pas que ces faits ne soient contestés par les autorités qui, dit-on, auraient déjà préparé des documents démentant qu'aucun désordre se soit produit, mais il a la confiance que Sa Majesté Impériale ne se contentera pas de démentis provenant de sources intéressées et qu'Elle prescrira une enquête sérieuse sur la conduite de Hussein Tahsin Pacha, Vali de Bitlis, qui est principalement responsable des lamentables événements qui se sont produits, sur celle du colonel d'Etat-major Ismail Bey, qui commandait les troupes et sur celle du major Salik, du bataillon de Mouch qui passe pour avoir pris une part prééminente dans le massacre des habitants des villages.

L'ambassadeur croit que cette enquête démontrerait la fausseté des rapports d'après lesquels les Arméniens se seraient insurgés à l'instigation d'un agent révolutionnaire. Les désordres qui ont eu lieu ont eu pour cause les attaques des Kurdes contre les Arméniens et la résistance que ces derniers leur ont opposée.

Le Vali est d'abord à blâmer pour n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour prévenir les attaques des Kurdes et sa conduite ultérieure paraît avoir été inspirée par l'intention bien déterminée de détruire les villages arméniens du district de Talori.

DEUXIÈME PIÈCE JOINTE AU N° 35.

Réponse de Sa Majesté le Sultan au Mémorandum précédent.

Sa Majesté déclare qu'Elle connaît parfaitement les dispositions amicales de Votre Excellence à son égard et à l'égard de l'Empire et il ne lui est pas venu, un instant, à l'idée, qu'en portant ces matières à sa connaissance, Votre Excellence eût le désir de soulever la question arménienne.

Sa Majesté n'a aucune connaissance des incidents relatés par M. Hallward dont les informations proviennent, probablement, de sources indignes de confiance. En effet, Sa Majesté a reçu, le 2 de ce mois, un télégramme du Vali de Bitlis, lui faisant connaître que M. Hallward était arrivé dans cette ville et qu'avec l'aide de son drogman, il avait secrètement réuni, pendant la nuit, quelques arméniens suspects de sédition et leur avait demandé de rédiger un « Mazbata » ou rapport contre le Gouvernement, qu'en conséquence, ce rapport lui avait été remis et que, de plus, il les avait informés qu'il était chargé par le Gouvernement anglais de faire une enquête sur les abus dont ils ont à se plaindre.

Sa Majesté déclare, en outre, que de même que dans d'autres pays il existe des nihilistes, des socialistes et des anarchistes qui essaient d'obtenir du Gouvernement des concessions et des privilèges qu'il est impossible de leur accorder et que des mesures ont été prises contre eux, de même il a été pris des mesures contre les Arméniens qui, pour arriver à leur but, inventent ces his-

toires contre le Gouvernement et, se voyant encouragés par des fonctionnaires anglais, s'enhardissent jusqu'à commettre ouvertement des actes de rébellion que le Gouvernement a parfaitement le droit de réprimer par tous les moyens en son pouvoir.

Sa Majesté a reçu aujourd'hui un autre télégramme du Mutessarif de Dersin, faisant connaître que dans le district de Pallo, dans un village appelé Habab, les Arméniens qui précédemment s'étaient adressés à l'ambassade de Sa Majesté, se sont assemblés secrètement lundi dernier, qu'ils ont préparé un manifeste (probablement un programme de révolution) et qu'ils ont ouvert une souscription dans le but de se procurer des fonds pour les soldats de leur cause qui doivent être payés à raison de dix piastres par tête. On dit que le patriarche a envoyé des instructions aux Arméniens du Diarbékir et qu'ils se réunissent une fois par semaine, à l'église, pour arrêter les mesures à prendre. On dit aussi que sept étrangers, dont quelques-uns sont anglais, voyagent dans les provinces dans le but de nouer des intrigues avec les Arméniens.

Sa Majesté ajoute que Votre Excellence peut se souvenir que les Bulgares avaient forgé de semblables histoires contre le Gouvernement, qu'ils ont procédé comme les Arméniens le font aujourd'hui et que le Gouvernement anglais accorda une certaine protection à la Bulgarie qui forme maintenant une province séparée. Toutefois, il n'est pas possible que cela se produise en ce qui concerne les Arméniens. La population arménienne est disséminée sur une grande étendue de pays et, sur aucun point, les Arméniens ne se trouvent en majorité. Leurs espérances ne peuvent, dès lors, jamais se réaliser et on ne doit pas ajouter foi à toutes les histoires exagérées d'oppression et de persécution qu'ils inventent pour éveiller la sympathie de l'Europe et leur faire atteindre un but impossible. Malheureusement, beaucoup d'informations inexactes sont envoyées aux journaux anglais qui, considérant comme vrais les faits qui y sont relatés, donnent de fausses impressions à leurs lecteurs. Sa Majesté compte sur l'aide de Votre Excellence pour combattre cette impression et Elle a la confiance que vous vous efforcerez de prévenir la publication de fausses nouvelles par la Presse anglaise.

Le Gouvernement ottoman était, naturellement, forcé de prendre des mesures rigoureuses pour réprimer une sédition, et lorsque le peuple résiste aux autorités, les armes à la main, il est tout naturel que le Gouvernement leur inflige un châtement sommaire. Il y a peu de temps, en Italie, des désordres ont été durement réprimés. L'Angleterre elle-même a recours, dans les Indes, aux mesures les plus rigoureuses pour dompter les révoltes et, même en Egypte, l'Angleterre a sévèrement réprimé les troubles.

Sa Majesté Impériale a traité les Arméniens avec justice et modération, et tant qu'ils se conduiront bien, une entière bienveillance leur sera témoignée, mais des ordres ont été donnés pour que, s'ils se révoltent ou s'adonnent au brigandage, les autorités en usent avec eux comme ils en usent avec les autorité — d'ailleurs il est recommandé aux autorités Impériales de les traiter avec justice et loyauté.

Sa Majesté a lu avec horreur et chagrin le compte-rendu que Votre Excellence lui a adressé. Sa Majesté n'avait aucune connaissance de ces faits et, hier matin, dès qu'Elle a lu le Rapport, Elle a immédiatement prescrit au ministre de l'Intérieur de faire une enquête et Elle a fait envoyer, à Zéki Pacha, commandant du 4^e corps d'armée, un télégramme lui demandant un rapport immédiat, et s'il résulte des investigations de Sa Majesté que les informations fournies par Votre Excellence sont exactes, des mesures seront prises en conséquence; si le Vali de Bitlis a réellement rassemblé des Kurdes de la manière indiquée par Votre Excellence, il sera considéré comme responsable des événements.

Revenant à la question du pied d'égalité sur lequel Sa Majesté a placé ses sujets Arméniens, le Sultan fait remarquer qu'après les récents tremblements de terre des secours en nature et en argent ont été donnés aux Arméniens et aux institutions arméniennes dans la même proportion qu'aux autres. Des Arméniens

ont occupé les postes les plus élevés de l'administration et, sous ce rapport, ils ont eu plus que leur part dans la faveur de Sa Majesté Impériale, si l'on tient compte de leur nombre et de leur situation dans le pays.

Sa Majesté a, dernièrement, fait établir une statistique et il en résulte qu'il n'y a pas moins de soixante à soixante-dix Arméniens employés dans le Département de sa Liste civile et que le chef des employés de la Liste civile est un Arménien, Michail Pacha Portocal. Ainsi il répète qu'ils ont plus que leur part dans la faveur de Sa Majesté Impériale et que dans son esprit, il n'y a, contre eux, aucun *parti-pris*. C'est une mauvaise impression qui a prévalu en Angleterre au sujet des Arméniens et il n'est pas vrai qu'ils aient été opprimés. Depuis un temps immémorial, ils ont joui d'une complète liberté en ce qui concerne leurs églises, leurs écoles et leur langage ; tous les récits contraires émanaient d'Arméniens et malheureusement, il y était ajouté foi en Angleterre ; le Sultan conclut en disant qu'il a confiance dans l'ambassadeur pour faire connaître la vérité à l'Angleterre, qu'on a tort en croyant que les Arméniens sont persécutés et il compte sur l'aide de l'ambassadeur pour effacer la mauvaise impression qui existe à cet égard.

Une autre question a, en outre, appelé l'attention de Sa Majesté ; Elle a remarqué que M. Hallward annonce que les autorités préparent des documents pour se disculper. Sa Majesté ne peut pas le croire ; Elle a déjà reçu des documents de la part de la population qui remercie le Gouvernement Impérial d'avoir chassé les pillards de cette partie du pays.

N° 36. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.

(Télégramme.)

Constantinople, le 15 novembre 1894, 6 heures du soir.

(Reçu le 15 novembre.)

M. le vice-consul Hallward télégraphie de Van que plusieurs Arméniens de Bitlis ont envoyé un télégramme au Grand Vizir et aux autres chefs de Départements à Constantinople accusant d'extorsion le Gouverneur général de ce Vilayet et demandant une enquête.

M. Hallward ajoute que le nombre des personnes échappées de Sassoun est plus grand qu'on ne le supposait, les fugitifs s'étant dispersés de tous côtés.

N° 37. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.

(Télégramme.)

Constantinople, le 15 novembre 1894, minuit.

(Reçu le 16 novembre.)

Le 11 de ce mois, j'ai envoyé à la Porte une communication écrite ainsi que je vous le fais connaître par ma dépêche du 15 du même mois (1), informant le Gouvernement ottoman que le colonel Chermiside allait se rendre à Bitlis afin de faire une enquête sur les accusations dont M. Hallward a été l'objet et demandant que les facilités habituelles lui fussent accordées pour son voyage, la date de son départ étant fixée au 14. Le 13 de ce mois et ce matin même, Saïd Pacha est venu me trouver et me demander, au nom du Sultan, de ne pas donner suite à la mission du colonel Chermiside. J'ai répondu à Son Excellence que j'avais des instructions positives, à ce sujet, du Gouvernement de Sa Majesté et que cette question ne dépendait plus de moi.

(1) Voir le n° 42.

Parmi les différents projets que nous avons discutés, il a été proposé que le Vali de Bitlis fût rappelé, et que l'enquête fût faite par le consul d'Erzeroum au lieu du colonel Chermside et, afin de gagner du temps pour l'examen de l'affaire, je consentis à ce que le départ du colonel Chermside fût retardé jusqu'à samedi, mais j'ajoutai que ce jour-là, il partirait sans faute.

Les deux propositions ci-dessus furent rejetées par le Sultan.

Le message suivant vient de m'être officiellement communiqué par Saïd Pacha, par l'intermédiaire de M. Block :

« Sa Majesté Impériale enverra, dans un délai d'une semaine, à partir de demain, une Commission chargée de faire une enquête sur les événements qui se sont produits dans le district de Sassoun et sur les faits mentionnés dans le memorandum présenté le 1^{er} novembre à Sa Majesté Impériale par l'ambassadeur de Sa Majesté. »

« Le Sultan considère qu'il est de son intérêt de s'enquérir des faits qui lui ont été rapportés ; il assure l'ambassadeur de Sa Majesté que l'enquête sera faite d'une manière juste et impartiale et que les coupables seront punis. La Commission sera composée de deux ou trois aides de camp du Sultan et d'un fonctionnaire civil, tous hommes dignes de confiance, qui prêteront serment de faire un rapport conforme à la vérité. Sa Majesté n'ajoute pas foi aux accusations d'exciter les Arméniens à la révolte, portées contre le vice-consul Hallward ; elle les considère comme nulles et sans valeur et elle les retire. »

Saïd Pacha a informé M. Block qu'en conséquence de ce message, il était prêt à écrire une nouvelle note retirant les accusations portées contre M. Hallward ou à supprimer la note précédente. Je vous prie de m'autoriser à accepter les propositions du Sultan à la condition qu'elles seront strictement maintenues, et à suspendre le départ du colonel Chermside dont Sa Majesté Impériale a montré une ferme résolution de ne pas autoriser la mission par le motif qu'elle porterait probablement les Arméniens à se soulever et serait la cause d'une nouvelle effusion de sang.

Je pense qu'en raison de la détermination de Sa Majesté, la mission du colonel Chermside ferait plus de mal que de bien aux Arméniens.

N^o 38. — Le comte de Kimberley à sir P. Currie.

(Télégramme.)

Foreign-office, le 16 novembre 1894.

Je consens à suspendre le départ du colonel Chermside pour Bitlis en raison des circonstances mentionnées dans le télégramme de Votre Excellence, en date d'hier, et principalement par le motif que sa mission pourrait occasionner une effusion de sang et serait de nature à nuire à la cause des Arméniens.

J'autorise Votre Excellence à accepter les propositions du Sultan et à exprimer à Sa Majesté Impériale la satisfaction qu'a éprouvée le Gouvernement de Sa Majesté en apprenant qu'il est déterminé à faire procéder à une enquête complète et impartiale sur les événements qui se sont récemment produits dans le district de Sassoun.

N° 39. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.

*(Télégramme.)*Constantinople, le 17 novembre 1894, 7 h. 30 du soir.
(Reçu le 17 novembre.)

MASSACRES DE BITLIS

Conformément aux instructions contenues dans votre télégramme d'hier, j'ai informé le Gouvernement turc que le Gouvernement de Sa Majesté acceptait les propositions du Sultan.

Je fais actuellement tous mes efforts pour obtenir que la Commission d'enquête, mentionnée dans le télégramme que je vous ai adressé le 16 novembre, soit immédiatement envoyée sur les lieux.

N° 40. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.

*(Télégramme.)*Constantinople, le 18 novembre 1894, 2 h. 30 du soir.
(Reçu le 18 novembre.)

Le Sultan m'a envoyé, ce matin, un message peu satisfaisant, m'informant qu'il a l'intention de remplir sa promesse en ce qui regarde l'envoi d'une Commission d'enquête à Bitlis, mais que cette affaire exige du temps et des préparatifs.

J'envoie au Palais un message énergique en réponse à cette communication et j'écris à Saïd Pacha en termes plus énergiques encore, en appelant son attention sur le danger d'un plus long délai.

Je vous serais très obligé si vous vouliez bien parler dans le même sens à Rustem Pacha.

N° 41. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.

*(Télégramme.)*Constantinople, le 18 novembre, 6 h. 30 du soir.
(Reçu le 18 novembre.)

Je vous ai informé par mon télégramme de ce jour, que j'envoyais à la Porte et au Palais des communications ayant pour but d'obtenir que la Commission chargée de l'enquête sur les massacres de Bitlis parte sans délai.

Saïd Pacha, en recevant ma lettre, a promis de faire tout son possible. Sa Majesté Impériale a répondu à mon message par l'intermédiaire de M. Block, qu'Elle s'était déjà mise en communication avec deux personnes, qu'Elle en choisirait très prochainement une troisième, mais que des préparatifs considérables étaient nécessaires en raison de la rigueur de la température.

Le Sultan a répété qu'il ne croyait pas à l'exactitude des accusations et il dit qu'il n'envoie la Commission, qui doit partir, au plus tard, lundi 26, que dans le but de maintenir de bons rapports avec l'Angleterre.

N° 42. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.

Péra, le 15 novembre 1894.
(Reçu le 19 novembre.)

Milord,

En me référant à mon télégramme du 9 de ce mois (1), j'ai l'honneur de

(1) Voir n° 31.

vous envoyer ci-joint, copie d'une notice que j'ai reçue de la Sublime Porte, accusant M. Hallward, vice-consul de Sa Majesté, à Van, d'exciter les Arméniens contre le Gouvernement turc, et demandant qu'ordre lui soit donné de retourner à Van.

Une copie de ma réponse est également ci-incluse.

J'ai, etc.

Signé : Philip CURRIE.

PREMIÈRE PIÈCE JOINTE AU N° 42.

Notice.

(En français dans l'original.)

Le Gouverneur-Général du Vilayet de Bitlis télégraphie que M. le Consul d'Angleterre à Van, qui se trouvait à Mouch, s'est rendu dernièrement à Bitlis et qu'à son instigation les Arméniens se trouvant dans ces deux villes ont tenu des conciliabules et signé une Adresse contre le Gouvernement Impérial qu'ils lui ont remise.

L'enquête effectuée par les autorités Impériales a établi, en outre, que le dit Agent, tout en exhortant, par l'entremise de son Drogman, les Arméniens à tenir de pareilles réunions, a été jusqu'à les pousser à se soulever contre le Gouvernement Impérial.

L'attitude de cet Agent se passe de tout commentaire. Aussi n'y a-t-il aucun doute que l'Ambassade de Sa Majesté la Reine, lorsqu'elle en aura pris connaissance, ne veuille bien lui infliger la réprimande qu'il a encourue et l'inviter, comme elle a bien voulu déjà le laisser espérer, à rentrer immédiatement à Van.

Le 8 novembre 1894.

DEUXIÈME PIÈCE JOINTE AU N° 42.

Mémoire.

L'ambassadeur anglais a reçu de la Sublime Porte, avec beaucoup de surprise et de regret, une « Notice » datée du 8 novembre qui, entre autres accusations contre M. le vice-consul Hallward, fait connaître que « l'enquête effectuée par les autorités Impériales a établi que ledit Agent a excité par l'entremise de son Drogman les Arméniens à tenir des réunions et qu'il a été jusqu'à les pousser à se soulever contre le Gouvernement Impérial ».

L'accusation d'exciter à la révolte les sujets de Sa Majesté Impériale, est d'un caractère si grave et si injurieux, non seulement pour le vice-consul, mais encore pour l'Ambassade de Sa Majesté, que l'Ambassadeur se considère comme étant dans l'obligation de prendre des mesures immédiates pour la faire vérifier avec soin.

Dans ce but, il a décidé que le colonel Chermiside, attaché militaire de l'Ambassade, que sa longue expérience de l'Asie Mineure et sa connaissance de la langue turque rendent spécialement apte à cette mission, partirait immédiatement pour Bitlis où se trouvera le vice-consul.

Après avoir appris des autorités les faits sur lesquels elles ont fondé leur accusation, le colonel Chermiside fera, pour renseigner et éclairer le Gouvernement de Sa Majesté, une enquête approfondie sur la conduite de M. Hallward.

Il est inutile d'ajouter que si l'accusation d'exciter les Arméniens à la révolte est établie, des mesures très sévères seront prises contre le vice-consul.

Aussitôt que la date du départ du colonel Chermiside sera définitivement fixée, l'Ambassadeur demandera à la Sublime Porte d'accorder, pour son voyage, les facilités habituelles.

Ambassade anglaise, le 11 novembre 1894.

N° 43. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.

Constantinople, le 15 novembre 1891.
(Reçue le 19 novembre.)

Milord,

Me référant à ma dépêche précédente, en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer que Saïd Pacha est venu me trouver ce matin et m'a remis, par ordre du Sultan, le Mémorandum ci-joint concernant les troubles qui se sont produits dans le Villayet de Bitlis.

Il a ajouté que Sa Majesté me demandait de communiquer ce document au Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai, etc.

Signé : Philip CURRIE.

PIÈCE JOINTE AU N° 43.

Mémorandum.

(En Français dans l'original.)

Des révoltés Arméniens portant des armes de provenance étrangère et se permettant de commettre des méfaits se sont réunis à des rebelles Kurdes et ont brûlé et dévasté des villages Musulmans sis dans ces parages. Pour donner une idée de la férocité de ces bandes Arméniennes, elles ont entre autres brûlé vif un Musulman après lui avoir introduit dans le ventre des matières fulminantes.

Des troupes régulières ont été envoyées sur les lieux avec ordre de mettre les habitants paisibles à l'abri de toutes ces déprédations; et à l'encontre des calomnies que l'on a débitées par rapport à cette expédition militaire, les troupes ont non seulement protégé et respecté la partie soumise de la population ainsi que les femmes et les enfants, mais encore elles ont, en remplissant loyalement leurs devoirs, rétabli l'ordre et la tranquillité publique à la satisfaction des habitants paisibles. On a prétendu aussi que les Kurdes se seraient emparés des meubles, effets, et bestiaux des Arméniens fugitifs.

Tel n'est pas le cas. Ce sont les brigands eux-mêmes qui les ont emportés avec eux dans les montagnes avant de se mettre en révolte, et confiés à la garde de leurs acolytes Kurdes. Il n'est pas vrai non plus qu'il y ait eu enlèvement par les Kurdes de plusieurs femmes Arméniennes; ces femmes composant la famille des bandits susnommés se sont rendues elles-mêmes de leur propre gré auprès des insurgés Kurdes.

En ce qui regarde les villages Arméniens qui auraient été détruits, il s'agit précisément des villages des révoltés Arméniens que ceux-ci ont vidés avant de se livrer au brigandage. Quant au contenu d'un certain rapport prétendant que les Arméniens seraient opprimés et maltraités par la tribu Kurde « Bekranli », ce fait est entièrement controuvé; et ce qui plus est, le malheureux brûlé avec torture par les Arméniens faisait partie de la tribu en question.

N° 44. — Le comte de Kimberley à sir P. Currie.

(Télégramme.)

Foreign office, le 19 novembre 1894.

J'approuve entièrement vos actes faisant l'objet des télégrammes de Votre Excellence, en date du 18 de ce mois.

Dans l'intérêt de la Porte, je pense qu'il est essentiel que les investigations sur les récents événements dans le Vilayet de Bitlis soient impartiales et approfondies, et je désirerais que vous fissiez comprendre que

nous devons insister pour envoyer sur les lieux le colonel Chermiside, afin de nous renseigner, à moins que la Commission ne soit constituée d'une manière satisfaisante, qu'elle parte immédiatement en faisant toute diligence possible pour accomplir sa mission.

N° 45. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.

(Télégramme.)

Constantinople, le 21 novembre 1894, 6 h. 40 du soir.

(Reçu le 21 novembre.)

La liste ci-après qui m'est fournie par Saïd Pacha, est celle des membres choisis pour former la Commission d'enquête sur les massacres de Bitlis. Ils nous sont inconnus; deux d'entre eux sont aides de camp du Sultan et passent pour avoir fait leurs études à Berlin.

Mehemed Ali Pacha, général de brigade, aide de camp du Sultan; Son Excellence Abdallah Pacha, général de division et aide de camp du Sultan; Medjid Effendi, directeur de la correspondance au Ministère de l'Intérieur et Eumer, bey, directeur des caisses d'épargne de Constantinople.

Le Ministre des affaires étrangères dit que la Commission partira avant dimanche prochain.

N° 46. — Le comte de Kimberley à sir P. Currie.

Foreign office, le 21 novembre 1894.

Monsieur,

J'ai reçu votre dépêche du 15 de ce mois, me transmettant copie d'une « Notice » qui vous a été envoyée par la Sublime Porte et qui accuse M. le vice-consul Hallward, sur le témoignage du Gouverneur général de Bitlis, d'exciter les Arméniens contre le Gouvernement turc.

La réponse faite à cette communication par Votre Excellence dans un Mémoire dont une copie était aussi incluse, a l'entière approbation du Gouvernement de Sa Majesté.

Je suis, etc.

Signé : KIMBERLEY.

N° 47. — Le comte de Kimberley à sir P. Currie.

(Télégramme.)

Foreign office, le 22 novembre 1894.

Dans une conversation, j'ai entretenu aujourd'hui l'ambassadeur turc de la Commission de Bitlis, en insistant auprès de la Porte sur la nécessité de faire une enquête immédiate sur les événements récents survenus dans le district de Sassoun.

Rustem Pacha m'a assuré qu'il allait transmettre mes observations à la Porte, par le télégraphe.

N° 48. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.

(Télégramme.)

Constantinople, le 22 novembre 1894, 10 h. 20 s.

(Reçu le 22 novembre.)

Saïd Pacha déclare que la date fixée pour le départ de la Commission d'enquête sur les massacres de Bitlis, sera maintenue.

Les membres de la Commission dont je vous ai communiqué les noms par mon télégramme d'hier, paraissent avoir été bien choisis.

N° 49. — **Sir P. Currie au comte de Kimberley.**
(Télégramme.)

Constantinople, le 23 novembre 1894, 2 h. 45 s.

(Reçu le 23 novembre.)

Le Gouvernement ottoman a publié des décrets conférant des décorations au Mufti de Mouch qui passe pour avoir excité les troupes contre les chrétiens et à Zéki Pacha, commandant du 4^e corps d'armée.

Le Mutissarîf de Mouch qui a protesté contre les massacres, a été destitué.

La nomination de la Commission a été officiellement notifiée à la Presse. La Notice fait connaître que la Commission est envoyée pour faire une enquête sur la conduite criminelle de brigands Arméniens; elle nie absolument que des massacres aient eu lieu.

Hafiz Tewfik et non Mehemed Ali est le second membre de la Commission.

N° 50. — **Le comte de Kimberley à sir P. Currie.**
(Télégramme.)

Foreign office, le 23 novembre 1894.

La communication, relative à la Commission de Bitlis, qui fait l'objet de votre télégramme de ce jour, est d'une nature si grave, que le Gouvernement de Sa Majesté doit, sans retard, lui donner la plus sérieuse attention.

Je dois, cependant, exprimer la surprise et la peine que j'éprouve en apprenant que l'enquête est indiquée comme devant porter sur la conduite criminelle de brigands Arméniens et non sur la véracité des rapports annonçant les massacres des Arméniens; que, même avant que l'enquête ait été faite, le rapport présenté par Votre Excellence au Sultan et au Gouvernement turc est publiquement déclaré inexact; que des décorations ont été données à deux officiers turcs impliqués dans les récents événements et que le Mutessarîf, qui a protesté contre les massacres, ait été privé de son emploi.

Votre Excellence recevra des instructions après que j'aurai consulté mes collègues, car les choses ne peuvent rester dans la situation actuelle.

N° 51. — **Sir P. Currie au comte de Kimberley.**

Péra, le 17 novembre 1894.

(Reçu le 26 novembre.)

Milord,

Me référant à mon télégramme du 15 de ce mois, j'ai l'honneur de vous envoyer copie d'un Mémoire de M. Block, contenant le compte-rendu de ses entrevues avec le Ministre des affaires étrangères et Surreya Pacha, secrétaire particulier du Sultan, relative à la visite projetée du colonel Chermiside à Bitlis, dans le but de faire une enquête sur les accusations portées contre M. Hallward, vice-consul de Sa Majesté à Van.

J'ai, etc.

Signé : Philip. CURRIE.

PREMIÈRE PIÈCE JOINTE AU N° 51.

Mémoire de M. Block.

Jeudi soir, 15 du courant, Saïd Pacha m'a fait demander et m'a informé que le Sultan à qui il avait entièrement répété la conversation qu'il a eue avec Votre Excellence, avait refusé d'éloigner le Vali et qu'il s'opposait au départ du colonel Chermide et à la visite de M. Graves à Bitlis. Sa Majesté est convaincue que la présence du colonel Chermide ou celle de M. Graves enhardirait les Arméniens et les encouragerait à des actes de rébellion; qu'il pourrait en résulter une explosion de fanatisme et entraîner de très sérieuses conséquences et une effusion de sang.

Enfin, le Sultan dit que, ainsi que l'ambassadeur en avait exprimé le désir dans son Mémoire du 1^{er} novembre, il allait envoyer une Commission pour s'enquérir de ce qui s'est passé à Talori et se livrer à des investigations sur les faits rapportés dans le *Mémoire* de Votre Excellence. La Commission se composera de deux ou trois aides de camp de Sa Majesté et d'un fonctionnaire civil, tous dignes de la plus grande confiance. Ils seront obligés de prêter, devant Sa Majesté, le serment de rendre fidèlement compte du résultat de leurs recherches et Sa Majesté elle-même les avertira et leur fera connaître qu'en cas d'abus de leurs pouvoirs, ils encourront le plus sérieux châtimement. La Commission partira avant le 23 courant.

Sa Majesté prendra toutes les précautions nécessaires pour que l'enquête soit faite de la manière la plus juste et la plus impartiale et s'il est prouvé que des fonctionnaires du Gouvernement ou d'autres personnes soient coupables de mauvaise administration ou d'irrégularités, des mesures rigoureuses seront prises à leur égard.

Saïd Pacha fit alors remarquer à Sa Majesté, que la Commission ne pourrait pas se renseigner au sujet des accusations portées contre M. Hallward, accusations qui sont l'objet de la mission du colonel Chermide, et que Votre Excellence ne pourrait pas admettre qu'elle fit une enquête au sujet de faits reprochés à un fonctionnaire anglais, à quoi le Sultan répondit qu'il n'ajoutait pas foi aux accusations portées contre M. Hallward; qu'il les considérait comme nulles et sans valeur et qu'il les retirait.

Je dis à Saïd Pacha que cela n'était pas suffisant, attendu que les accusations avaient été faites par écrit, par la Porte.

Son Excellence a répondu qu'elle retirerait le document ou l'annulerait au moyen d'un autre, suivant que Votre Excellence en exprimerait le désir.

Saïd Pacha m'a demandé de prier Votre Excellence, de sa part, de solliciter du Gouvernement de Sa Majesté le retrait des instructions relatives au colonel Chermide.

Hier, je fus appelé au Palais et Surreya Pacha me donna lecture d'un document émanant de Sa Majesté, contenant la version turque des événements de Talori et répondant au *Mémoire* de Votre Excellence. Je l'ai transcrit et vous envoie ci-joint la traduction.

Le message du Sultan ajoute, que malgré les informations qu'il a reçues, il a décidé, suivant le désir exprimé par Votre Excellence et dans le but de se procurer un compte-rendu plus exact de tout ce qui est réellement arrivé, d'envoyer une Commission qui partira dans deux ou trois jours.

Le reste du message est conforme à la communication faite le jour précédent par Saïd Pacha, que j'ai rapportée ci-dessus, avec la seule exception que le fonctionnaire civil n'était pas mentionné.

Signé : Adam Block.

Péra, le 19 novembre 1894.

DEUXIÈME PIÈCE JOINTE AU N° 51.

Mémemorandum communiqué à M. Block.*(Traduction.)*

Quelques brigands Arméniens ont eu l'audace d'exciter une révolte dans les montagnes de Talori; ils ont rempli, avec de la poudre, le ventre d'un Musulman et y ont mis le feu; ils ont massacré un grand nombre de Musulmans, brûlé des villages Musulmans et violé des jeunes Musulmanes.

Des troupes Impériales furent envoyées pour protéger la population paisible et des ordres stricts ont été donnés de disperser les rebelles, mais de n'inquiéter en rien ni les femmes ni les enfants, ni la partie de la population restée fidèle, et suivant les rapports qui parviennent de ce district, ces ordres ont été strictement exécutés.

Dans une communication reçue de l'ambassadeur anglais, il est dit, que, suivant un rapport du consul de Van, un certain nombre de villages Arméniens ont été dépeuplés et détruits, que 3,000 individus ont été tués, que les églises ont été pillées, que les ornements sacrés et les vêtements sacerdotaux ont été vendus publiquement dans les rues de Mouch, et qu'un certain nombre de femmes ont été enlevées par les Kurdes.

La communication de l'ambassadeur signalait l'opportunité d'envoyer un fonctionnaire faire une enquête sur l'affaire.

Il résulte des renseignements pris au sujet des allégations contenues dans cette communication, qu'elles paraissent complètement dénuées de fondement, que ces fausses informations ont été fournies au consul par des personnes mécontentes et séditeuses et que personne, excepté les rebelles, n'a été inquiété. Tout cela a été communiqué, en détail, à l'ambassade.

Il résulte évidemment de ce qui précède qu'il n'y a aucune raison de destituer le Vali ou tout autre fonctionnaire ni de les appeler à Constantinople.

N° 52. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.*(Télégramme.)*

Constantinople, le 26 novembre 1894, 1 h. 45 s.

(Reçu le 26 novembre.)

Je vous envoie aujourd'hui, par la poste, une dépêche de notre consul à Erzeroum transmettant une dépêche de M. Hallward datée, à Van, du 6 novembre.

M. Hallward raconte en détail les mêmes horreurs qui ont été décrites dans le « Times » du 17 novembre; dans une lettre publiée par le Comité Arménien.

M. Graves, dans sa dépêche d'envoi, confirme l'exactitude des faits rapportés par M. Hallward.

N° 53. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.*(Télégramme.)*

Constantinople, le 26 novembre 1894, 9 h. 50 s.

(Reçu le 26 novembre.)

Le bateau à vapeur français qui doit transporter, à Trébizonde, la Commission de Bitlis, partira demain au point du jour.

Les membres de la Commission sont déjà à bord.

N° 54. — Le comte de Kimberley à Sir P. Currie.
(Télégramme.)

Foreign-Office, le 26 novembre 1894.

L'ambassadeur turc est venu me trouver aujourd'hui, sur ma demande, et je lui ai fait part de la pénible impression qu'a faite sur le Gouvernement de Sa Majesté, la manière dont la nomination de la Commission d'enquête sur les récents événements du district de Sassoun, a été officiellement notifiée à Constantinople.

Je l'ai informé qu'il y aurait, le 28 du mois, un autre conseil de cabinet qui décidera de la conduite à tenir par le Gouvernement de Sa Majesté, et j'ajoutai que je ne pouvais pas graver trop profondément dans son esprit, la gravité et l'étendue des conséquences que cette annulation complète de l'enquête promise pourrait entraîner ; qu'il était même possible que cela donnât naissance à une Question Européenne.

Son Excellence dit qu'il n'avait pas connaissance de la notification et ajouta qu'il allait immédiatement et par le télégraphe informer la Porte de mes observations.

N° 55. — Sir P. Currie au comte de Kimberley.

Constantinople, le 21 novembre 1894.

(Reçu le 27 novembre.)

Milord,

Comme suite à ma dépêche du 17 de ce mois, j'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, copie d'un memorandum de M. Block contenant le récit des entretiens ultérieurs qu'il a eus avec Surreya Pacha, premier secrétaire du Sultan, concernant l'envoi d'une commission turque pour faire une enquête sur les récents événements qui se sont produits dans le Vilayet de Bitlis.

Je joins aussi une copie de la lettre que j'ai adressée à Saïd Pacha et dont il est question dans le dernier paragraphe du memorandum de M. Block.

J'ai, etc.

Signé : Philip CURRIE.

PREMIÈRE PIÈCE JOINTE AU N° 55.

Mémemorandum de M. Block relatif aux événements de Talori
et à la Commission d'enquête.

19 novembre. — Le 17, j'ai demandé à Surreya Pacha, premier secrétaire du Sultan, d'informer Sa Majesté que votre Excellence avait reçu de lord Kimberley un télégramme vous autorisant à ajourner le départ du colonel Chermiside, que vous en aviez immédiatement, dans la soirée du 16, informé, par lettre, Saïd Pacha, que votre Excellence désirait faire remarquer « que c'était aux « représentations extrêmement énergiques de Saïd Pacha qu'était dû l'abandon « pour le présent de la mission du colonel Chermiside, que Saïd Pacha avait « assuré que la présence d'un militaire ferait croire inévitablement les aspi- « rations des arméniens, les enhardirait à commettre des actes illégaux et « conduirait probablement à une effusion de sang, que votre Excellence, bien « qu'elle fût d'avis que le colonel Chermiside aurait dû partir le 19, a « fini par céder aux violentes représentations de Saïd Pacha et a informé « le colonel Chermiside que sa mission était suspendue ; qu'en raison « de l'explosion d'indignation qui se produirait infailliblement dans la Presse « Européenne, il était de la plus grande importance que la commission « partit immédiatement ainsi que cela a été promis par Sa Majesté Im-

« périale. Qu'en réalité, c'était seulement à cette condition que le Gouver-
 « nement de Sa Majesté, toujours attentif à veiller aux intérêts de la Turquie
 « et du Sultan, avait consenti à ce que le colonel Chermiside ne partit pas et
 « que si la commission ne se mettait pas en route avant 3 ou 4 jours, il serait
 « trop tard, et qu'on perdrait ainsi les seuls moyens possibles de combattre le
 « mauvais effet des récits publiés par la Presse. Que l'envoi de la commission
 « est, par conséquent, de la plus grande importance ; qu'il eût été préférable
 « qu'elle partit il y a 15 jours ; qu'il était juste temps, mais que si on laissait
 « encore s'échapper cette opportunité, le Gouvernement de Sa Majesté se trou-
 « verait presque dans l'impossibilité de modérer l'opinion publique en Angle-
 « terre. » J'exprimai aussi notre satisfaction de voir que le Sultan avait décidé
 l'envoi d'une commission.

Surreya Pacha expédia immédiatement ma communication au Sultan, mais ce ne fut que le lendemain matin, dimanche, que Son Excellence me fit appeler et m'informa que le Sultan n'avait pas encore choisi les membres de la commission, que naturellement cela prendrait quelque temps, car ce choix devait être fait avec le plus grand soin ; que les membres de la commission auraient à étudier tous les documents relatifs à l'affaire, à recevoir les instructions de Sa Majesté et à faire les préparatifs nécessaires pour leur départ et pour un voyage difficile dans une contrée couverte de neige. Cependant la commission partirait, Sa Majesté en reconnaissant la nécessité, mais cela demande du temps. Enfin le Sultan a exprimé le désir que Votre Excellence s'efforce de combattre le mauvais effet des publications faites dans la Presse Anglaise et dans la Presse Européenne.

Après avoir communiqué à Votre Excellence les termes du message, je suis retourné au Palais et, suivant les instructions de Votre Excellence, j'ai envoyé au Sultan, par l'entremise de Surreya Pacha, un message faisant connaître « que Votre Excellence avait appris avec satisfaction que le Sultan reconnais-
 « sait la nécessité d'envoyer une commission et l'importance de choisir les
 « hommes les plus capables de remplir cette mission, mais que Votre Excel-
 « lence désirait faire remarquer qu'il était encore plus important de fixer défi-
 « nitivement la constitution et la date du départ de cette commission ; que
 « c'était en s'appuyant sur la promesse de Sa Majesté que la commission parti-
 « rait dans 2 ou 3 jours que Votre Excellence avait pu déterminer le Gouverne-
 « ment de Sa Majesté à ajourner la mission du colonel Chermiside. »

J'ajoutai : « Que Votre Excellence ferait certainement de son mieux, ainsi que
 « le Gouvernement de Sa Majesté, pour combattre l'effet de la publication de
 « ces événements, dans la Presse, mais que vous désiriez faire remarquer, de
 « la manière la plus énergique possible, que vous et le Gouvernement de Sa
 « Majesté se trouveraient sans force pour venir en aide au Sultan si la com-
 « mission ne partait pas avant vendredi. Que tout retard est dangereux et que
 « Votre Excellence avertit solennellement Sa Majesté que le temps presse, et
 « que si vous ne pouvez pas, dans un jour ou deux, faire connaître au Gouver-
 « nement de Sa Majesté la constitution de la mission et son départ avant ven-
 « dredi, notre grand désir d'être utile à Sa Majesté ne serait plus d'aucun
 « secours et les mesures dignes d'éloge que Sa Majesté a décidé de prendre
 « perdraient certainement toute leur valeur. »

Arif bey, le chambellan, m'apporta la réponse du Sultan faisant connaître qu'il avait déjà songé à deux personnes et qu'il réfléchissait sur le choix d'une troisième pour faire partie de la commission ; qu'il avait reçu tous les documents envoyés, que la commission partirait avant lundi 26 et que les ordres seraient donnés pour faciliter son voyage à Bitlis. En même temps, Sa Majesté n'admet pas que l'Angleterre ait le droit d'insister pour l'envoi d'une commission, qu'il s'agit d'une affaire intérieure qui concerne le Gouvernement Impérial, seul, et que s'il en envoyait une, actuellement, c'était seulement, par considération pour les représentations amicales de l'Angleterre avec laquelle il désire maintenir les bonnes relations actuellement existantes. Sa décision en ce

qui concerne la commission, doit être considérée comme un acte d'amitié et de courtoisie.

20 novembre. — Dans l'après-midi du même jour, Votre Excellence a envoyé à Saïd Pacha, une lettre que Son Excellence a communiquée au Sultan et ce matin, Saïd Pacha m'a demandé de vous informer que le Sullan a répondu que *sans faute*, la commission partirait avant dimanche, que deux de ses membres étaient désignés — (Saïd Pacha ne connaît pas leurs noms) — et que les deux autres vont être désignés de suite. J'ai remercié Saïd Pacha, de notre part, pour le message; Son Excellence a fait part de vos remerciements au Palais et m'a dit qu'il me ferait connaître les noms des membres de la commission aussitôt qu'il les connaîtrait lui-même.

Signé : Adam BLOCK.

DEUXIÈME PIÈCE JOINTE AU N° 55.

(En français dans l'original.)

Sir P. Currie à Saïd Pacha.

Péra, le 18 novembre 1891.

Mon cher Ministre,

J'ai été vivement peiné en recevant ce matin un message que Sa Majesté Impériale m'a fait l'honneur de me transmettre par l'entremise de Surrey Pacha. J'ai eu le regret d'apprendre que Sa Majesté Impériale a l'intention de retarder l'exécution immédiate de la promesse que Votre Excellence m'a autorisé de la part de Sa Majesté à transmettre à mon gouvernement; c'est-à-dire, qu'une commission d'enquête serait envoyée dans le délai d'une semaine à compter du 15 courant au Vilayet de Bitlis. C'est, comme Votre Excellence le sait, sur la foi de ces assurances que j'ai amené mon gouvernement à suspendre la mission du colonel Chermiside, qui était devenue nécessaire à cause des graves accusations portées par le gouvernement impérial contre le vice-consul anglais à Van. Ces assurances ont été publiées dans l'espoir d'arrêter le plus possible l'émotion suscitée par les rapports sur les événements de Sassoun, qui sont en train d'arriver de plusieurs sources.

Je prie Votre Excellence de rappeler à Sa Majesté Impériale que lorsque je communiquai, il y a dix-huit jours, à Sa Majesté Impériale les rapports de notre vice-consul et que je suggérai l'envoi d'une commission, j'espérai être utile à Sa Majesté, et lui montrer d'avance un moyen par lequel elle pourrait échapper à la responsabilité que l'Europe ne manquerait pas de lui attribuer pour les actes des autorités locales, s'ils n'étaient pas soumis à une enquête indépendante.

L'urgence d'une telle enquête est aujourd'hui beaucoup plus grande. Les informations, qui n'étaient alors qu'en route, sont maintenant arrivées et commencent à être répandues par la presse européenne. A moins que le gouvernement anglais et les autres gouvernements qui veulent du bien à l'Empire Ottoman ne puissent dire qu'une commission d'enquête est déjà partie, ou est sur le point de partir, il deviendra impossible d'arrêter le torrent d'accusations, fausses ou vraies, qui sera tourné contre le Sultan et son gouvernement et qui pourra avoir des effets aussi regrettables que ceux qui ont suivi les incidents en Bulgarie.

Veuillez, etc.

Signé : Philip CURRIE.

(A suivre).

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Décret relatif aux juridictions de Madagascar.

9 juin 1896 (1).

Le Président de la République française,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 2 avril 1891 qui a institué des tribunaux français à Madagascar ;

Vu le décret du 24 août 1892, portant organisation des tribunaux français à Madagascar ;

Vu le décret du 28 mars 1894 sur l'organisation de la justice à Diégo-Suarez et à Nossi-Bé ;

Vu le décret du 11 décembre 1895, portant rattachement de l'administration de Madagascar au ministère des colonies (2) ;

Vu le décret du 28 décembre 1895, portant organisation de la justice à Madagascar (3) ;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Décète :

Article premier. — La justice est rendue à Madagascar et dépendances par une cour d'appel, des cours criminelles, des tribunaux de première instance, des justices de paix à compétence étendue, des justices de paix et par des tribunaux indigènes.

Art. 2. — Les audiences des tribunaux français et indigènes sont publiques, au civil comme au criminel, excepté dans les affaires où la publicité sera jugée dangereuse pour l'ordre ou les mœurs. Dans tous les cas, les jugements seront prononcés publiquement ; ils devront toujours être motivés.

TITRE I

SECTION 1^{re}. — *Des tribunaux français.*

Art. 3. — La cour d'appel a son siège à Tananarive. Les tribunaux de première instance siègent à Tananarive, Tamatave et Majunga.

Les justices de paix à compétence étendue sont établies à Diégo-Suarez et à Nossi-Bé.

(1) *Journal officiel* du 10 juin.

(2) V. *Archives*, 1895. IV, p. 291.

(3) V. *Archives*, 1895. IV, p. 293.

Les résidents peuvent être chargés, par arrêté local soumis à l'approbation du ministre des colonies, des fonctions de juge de paix dans les localités où il n'existe pas de tribunal de première instance.

Art. 4. — Un procureur général, chef du service judiciaire, exerce l'action publique dans toute l'étendue de l'île et de ses dépendances et remplit les fonctions du ministère public près la cour d'appel.

Il lui est adjoint un substitut chargé de l'assister dans les fonctions du ministère public.

Art. 5. — Les tribunaux de première instance sont composés d'un juge-président, d'un procureur de la République et d'un greffier.

En matière civile et commerciale, ils connaissent en dernier ressort des actions personnelles ou mobilières jusqu'à la valeur de 3,000 francs en principal et des actions immobilières jusqu'à 150 fr. de revenus déterminés soit en rente, soit par prix de bail. En premier ressort, leur compétence est illimitée.

Comme tribunaux de simple police et de police correctionnelle, ils connaissent en dernier ressort de toutes les contraventions de police et, à charge d'appel, de toutes les autres contraventions et de tous les délits correctionnels.

Art. 6. — Les justices de paix à compétence étendue de Diégo-Suarez et de Nossi-Bé jouissent, en matière civile, commerciale et répressive, d'une compétence identique à celle des tribunaux de première instance institués dans l'île.

Art. 7. — Les résidents investis des fonctions de juges de paix et assistés de leur secrétaire-greffier, connaissent, en matière civile et répressive, de toutes les affaires qui sont de la compétence des juges de paix en France, conformément à la législation métropolitaine.

Ils connaissent, en outre, de toutes les actions personnelles ou mobilières dont la valeur n'excède pas 1.500 fr. et des demandes immobilières jusqu'à concurrence de 100 fr. de revenu, déterminé soit en rente, soit par prix de bail, à charge d'appel devant la cour d'appel de Tananarive.

Art. 8. — Les résidents investis des fonctions judiciaires et assistés de leur secrétaire-greffier connaissent également en premier ressort des délits déferés aux tribunaux correctionnels, à la condition que ces délits aient été commis par des Européens ou assimilés ou par des indigènes ou assimilés contre des Européens ou assimilés.

Ils suivent en matière correctionnelle et de simple police la procédure des tribunaux de simple police en France.

Ils se saisiront eux-mêmes d'office ou seront saisis directement par la citation donnée au prévenu à la requête de la partie civile.

Art. 9. — La cour d'appel se compose d'un président, de deux conseillers et d'un greffier. Elle connaît :

1° De tous les appels des jugements rendus par les tribunaux français de première instance et les juges de paix à compétence étendue, en matière civile, commerciale et de police correctionnelle ;

2° Des appels des jugements en matière civile et commerciale et de police correctionnelle, rendus par les résidents chargés de la justice ;

3° Des demandes formées par les parties ou par le procureur général en annulation des jugements de simple police pour incompétence, excès de pouvoir ou violation de la loi.

Art. 10. — L'étendue du ressort des tribunaux de première instance et des justices de paix est déterminée par un arrêté du résident général, soumis à l'approbation du ministre des colonies.

Le ressort des justices de paix à compétence étendue de Nossi-Bé et de Diégo-Suarez demeure fixé par le décret du 28 mars 1894.

Art. 11. — Des interprètes assermentés sont spécialement attachés au service des divers tribunaux et répartis selon les besoins, par arrêté du résident général.

SECTION II. — *Des cours criminelles.*

Art. 12. — Des cours criminelles sont instituées à Tananarive, Tamatave, Majunga et Diégo-Suarez.

La cour criminelle de Tananarive se compose du président de la cour d'appel, président ; de deux conseillers à la cour et de deux assesseurs.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des conseillers à la cour, il pourra être remplacé par le juge-président du tribunal ou, à défaut, par un fonctionnaire désigné par le résident général.

Les fonctions du ministère public devant la cour criminelle sont remplies par le procureur général et, à son défaut, par son substitut.

A Tamatave, Majunga et Diégo-Suarez, la cour criminelle se compose du juge-président du tribunal ou du juge de paix président, de deux fonctionnaires désignés par arrêté local et de deux assesseurs.

Les fonctions du ministère public seront remplies à Tamatave et Majunga par le procureur de la République, et à Diégo-Suarez par un fonctionnaire désigné par le résident général.

Art. 13. — Les assesseurs adjoints aux cours criminelles seront désignés par le sort sur une liste de dix notables français domiciliés dans le ressort de la cour criminelle et jouissant de tous leurs droits civils et politiques, dressée chaque année par le résident général. Les assesseurs ont voix délibérative sur toutes les questions soumises à la cour.

Les cours criminelles de Tananarive, Tamatave, Majunga et Diégo-Suarez connaissent des crimes commis par des Européens ou assimilés dans tout le territoire de Madagascar et dépendances. Elles connaissent, en outre, des crimes commis par des indigènes ou assimilés contre des Européens ou assimilés dans leur ressort.

Art. 14. — Dans les localités autres que Tananarive, Majunga, Tamatave et Diégo-Suarez, le résident général pourra instituer, s'il en est besoin, des cours criminelles spéciales composées, sous la présidence du résident, juge de paix, de deux fonctionnaires désignés par le résident général.

Ces cours criminelles spéciales connaîtront seulement des crimes commis par des indigènes ou assimilés au préjudice d'Européens ou assimilés. Elles appliqueront la loi française.

Art. 15. — Les crimes ou délits commis par des indigènes ou assimilés au préjudice d'indigènes ou assimilés sont jugés, conformément aux lois locales, par un tribunal composé, sous la présidence du résident, juge de paix, de deux assesseurs indigènes. Dans le ressort des tribunaux de Tananarive, Majunga, Tamatave et Diégo-Suarez, le tribunal, composé également de deux assesseurs indigènes, sera présidé par le juge président du tribunal de première instance.

SECTION III. — *Des tribunaux indigènes.*

Art. 16. — Les tribunaux indigènes institués par la législation locale sont maintenus.

Ils connaissent, conformément aux dispositions de la législation locale, de toutes les affaires civiles.

Les indigènes peuvent se soustraire entièrement à la compétence des tribunaux indigènes en déclarant, dans un acte, qu'ils entendent contracter sous l'empire de la loi française.

TITRE II. — *Compétence des tribunaux français.*

Art. 17. — Les tribunaux français connaissent de toutes les affaires civiles et commerciales entre Européens et assimilés, entre Européens ou assimilés et indigènes et entre indigènes, sauf les exceptions prévues à l'article 18 ci-dessus.

Art. 18. — Les tribunaux français connaissent également de tous les crimes, délits et contraventions commis dans l'étendue du ressort soumis à leur juridiction, à quelque nation qu'appartient les accusés ou inculpés.

Art. 19. — En matière civile et commerciale, les tribunaux français appliquent les dispositions du code civil et du code de commerce en vigueur en France.

En matière de simple police, de police correctionnelle et en matière criminelle, ils ne peuvent prononcer d'autres peines que celles établies par la loi française.

TITRE III. — *De la procédure.*SECTION I^{re}. — *Procédure devant les tribunaux français.*

Art. 20. — Toutes les instances civiles sont dispensées du préliminaire de conciliation ; néanmoins, pour toutes les affaires qui, en France, sont soumises à ce préliminaire, le juge devra inviter les parties à comparaître en personne, sur simple avertissement, sans frais.

Art. 21. — La forme de procéder en matière civile et commerciale devant les tribunaux français est celle qui est suivie, en France, devant les tribunaux de commerce.

Art. 22. — Le délai pour interjeter appel des jugements contradictoires en matière civile et commerciale est de deux mois à partir de la signification à personne ou au domicile réel ou d'élection.

Ce délai est augmenté à raison des distances, dans les conditions qui seront déterminées par un arrêté du résident général.

A l'égard des incapables, ce délai ne courra qu'à partir de la signification à personne ou au domicile de ceux qui sont chargés de l'exercice de leurs droits.

Dans aucun cas, l'appel ne sera reçu contre les jugements par défaut qui ne seront pas devenus définitifs. Il n'y aura lieu à appel des jugements interlocutoires qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce jugement.

Art. 23. — Il pourra être institué, par arrêté du résident général, auprès des tribunaux de Madagascar et dépendances, des avocats défenseurs chargés de plaider et de conclure, de faire et signer tous actes nécessaires à l'instruction des causes civiles et commerciales et à l'exé-

cution des jugements et arrêts et de défendre les accusés et prévenus devant les tribunaux criminels ou correctionnels.

L'intervention des avocats défenseurs ne sera jamais obligatoire, et les parties pourront agir et se défendre elles-mêmes. Dans ce cas, la forme à suivre pour les significations consistera dans le dépôt des actes par les parties, dans les délais légaux, au greffe du tribunal.

Le greffier donnera un récépissé desdits actes énonçant la date du dépôt et devra, sous sa responsabilité, les signifier à la partie adverse dans les vingt-quatre heures.

En matière de grand criminel, lorsque l'accusé n'aura pas fait choix d'un avocat défenseur, il lui en sera nommé un d'office. Cet avocat défenseur sera désigné par le président parmi les avocats défenseurs mentionnés ci-dessus, les officiers ou les simples citoyens qu'il jugera capables d'assister l'accusé dans sa défense.

Art. 24. — En matière correctionnelle ou de simple police, le tribunal est saisi par le ministère public ou directement par la citation donnée au prévenu, à la requête de la partie civile.

Art. 25. — Dans le cas de crime, aussitôt que l'information est terminée, le procureur général, s'il est d'avis qu'il y a lieu de traduire l'accusé devant la cour criminelle, dresse l'acte d'accusation et demande au président de la cour criminelle, à Tananarive, l'indication d'un jour pour l'ouverture des débats.

Lorsque l'affaire est du ressort des autres cours criminelles, le dossier, avec l'acte d'accusation, est transmis à l'officier du parquet chargé du ministère public devant la cour criminelle, lequel demande au président de cette cour l'indication d'un jour pour l'ouverture des débats.

L'ordonnance du juge et l'acte d'accusation sont signifiés par le greffier à l'accusé, auquel toutes les pièces de la procédure sont communiquées sur sa demande ou à son avocat défenseur.

Art. 26. — La forme de procéder en matière criminelle et correctionnelle, ainsi que les formes de l'opposition et de l'appel, sont réglées par les dispositions du code d'instruction criminelle relatives à la procédure devant les tribunaux correctionnels.

Les présidents des cours criminelles sont en outre investis des pouvoirs énumérés par les articles 268 et 269 du code d'instruction criminelle.

Le mode de procéder en matière de simple police est réglé par les sections 1^{re} et 3^e du chapitre 1^{er}, titre 1^{er} du livre II du code d'instruction criminelle.

Art. 27. — Les arrêts rendus par les tribunaux à Madagascar ne sont pas susceptibles de recours en cassation, si ce n'est dans l'intérêt de la loi et conformément aux articles 441 et 442 du code d'instruction criminelle.

Art. 28. — Les fonctions d'huissier sont remplies par les agents de la force publique désignés par le résident général, sur la proposition du procureur général.

SECTION II. — *Procédure devant les tribunaux indigènes.*

Art. 29. — Les dispositions des lois indigènes et les usages locaux concernant la procédure et les débats, la tenue et la police des audiences, continuent à recevoir leur exécution.

TITRE IV. — Attributions spéciales.

Art. 30. — Le procureur général, comme représentant l'action publique, veille, dans l'étendue du ressort des tribunaux français, à l'exécution des lois, ordonnances et règlements en vigueur, fait toutes réquisitions nécessaires, poursuit d'office les exécutions des jugements et arrêts dans les dispositions qui intéressent l'ordre public, signale au résident général les arrêts et jugements en dernier ressort, passés en force de chose jugée, qui lui paraissent susceptibles d'être attaqués par voie de cassation, dans l'intérêt de la loi ; surveille les officiers de police judiciaire et les officiers ministériels ; requiert la force publique dans les cas et suivant les formes déterminées par les lois et décrets.

Comme chef du service judiciaire, il veille au maintien de la discipline des tribunaux français et provoque les décisions du résident général sur les actes qui y seraient contraires.

Il examine les plaintes qui peuvent s'élever de la part des détenus et en rend compte au résident général.

Il fait dresser et vérifier les états semestriels et les documents statistiques de l'administration de la justice, qui doivent être transmis au ministre des colonies.

Il inspecte les registres du greffe ainsi que ceux de l'état civil.

Il réunit, pour être envoyés au ministre des colonies, les doubles registres et documents divers destinés au dépôt des archives coloniales.

Art. 31. — En toute matière, le procureur général peut autoriser la mise en liberté provisoire, avec ou sans caution.

Art. 32. — Indépendamment des attributions qui leur sont conférées par les articles 5 et 6, les juges-présidents de première instance et les juges de paix à compétence étendue remplissent les fonctions et font les actes tutélaires attribués aux juges de paix par la loi française, tels que les appositions et levées de scellés, les avis de parents, les actes de notoriété et autres actes qui sont dans l'intérêt des familles.

Art. 33. — Les résidents chargés de la justice dans les provinces remplissent les fonctions de juge d'instruction et d'officier de police judiciaire pour les crimes commis hors du ressort des tribunaux français par des Européens ou assimilés ou par des indigènes ou assimilés, de complicité avec des Européens ou au préjudice d'Européens.

Art. 34. — Les greffiers institués près la cour d'appel et près les tribunaux de première instance, remplissent, en outre, les fonctions de notaire dans l'étendue du ressort de ces mêmes tribunaux.

Hors de ce ressort, les fonctions de notaire sont exercées par des officiers ou des fonctionnaires désignés par le résident général.

TITRE V. — Dispositions diverses.

Art. 35. — En cas d'empêchement de l'un des magistrats désignés ci-dessus, il sera pourvu à son remplacement par le résident général.

Art. 36. — Les conditions d'âge et d'aptitude pour les magistrats titulaires et les greffiers sont les mêmes qu'en France.

Art. 37. — Tout ce qui concerne la fixation des jours et des heures des audiences, leur police, les tarifs, les droits de greffe, la discipline sur les notaires et fonctionnaires attachés au service de la justice, sera réglé par des arrêtés, provisoirement exécutoires, rendus par le résident général et soumis à l'approbation du ministre des colonies.

Art. 38. — Seront promulguées, selon les formes prescrites, les dispositions des lois et codes français qui sont rendues applicables à Madagascar et dépendances.

Art. 39. — Les dispositions du décret du 28 décembre 1895, relatives au costume, à la solde et à la parité d'office des magistrats à Madagascar et dépendances, restent en vigueur.

Art. 40. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* des colonies.

Fait à Paris, le 9 juin 1896.

Félix FAURE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

André LEBON.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

DARLAN.

— Ce décret a été ainsi motivé par le rapport suivant qu'a adressé au Président de la République M. André Lebon, ministre des colonies :

Monsieur le Président,

Au lendemain de la conquête et pour satisfaire aux besoins urgents du moment, le département des colonies prépara un décret, revêtu de votre signature le 28 décembre 1895, organisant provisoirement le service de la justice à Madagascar et dépendances.

Plusieurs mois d'occupation effective ont permis d'étudier à loisir la situation intérieure de l'île et de déterminer ses besoins réels.

Le projet de décret ci-joint, préparé conformément aux conclusions des études faites sur place par les autorités françaises, a pour objet d'établir dans notre nouvelle possession un personnel judiciaire plus restreint, moins dispendieux, et de munir ces magistrats moins nombreux d'une compétence plus large que celle qui leur était conférée par le décret du 28 décembre 1895.

Le présent décret supprime quelques sièges de la magistrature, dont l'utilité n'a pas été reconnue immédiate. La cour d'appel est réduite de trois conseillers à deux. Le poste de lieutenant de juge attaché au tribunal de Tananarive est supprimé ; enfin, les justices de paix qui, à Tananarive, Tamatave et Majunga, devaient fonctionner auprès des tribunaux de première instance institués dans ces villes, sont supprimées et les affaires de leur compétence seront désormais jugées par les tribunaux de première instance.

Le service de la justice à Madagascar se trouve donc réduit à une cour d'appel siégeant à Tananarive, à trois tribunaux de première instance installés à Tananarive, Tamatave et Majunga, et à deux justices de paix à compétence étendue fonctionnant à Diégo-Suarez et Nossi-Bé.

Le résident général pourra, en outre, si les besoins du service l'exigent, conférer par arrêté aux résidents les fonctions de juge de paix.

Tous ces tribunaux connaissent, conformément au système du décret du 28 décembre 1895, de toutes les contestations entre Européens ou assimilés ou entre Européens ou assimilés et indigènes.

Le projet de décret permet, en outre, aux indigènes de porter par convention privée leurs différends devant les tribunaux français ; les tribunaux indigènes conservent néanmoins, sauf l'exception ci-dessus indiquée, la connaissance de toutes les affaires civiles entre indigènes ou assimilés.

En matière répressive, les tribunaux indigènes conservent la connaissance des crimes et délits commis par des indigènes contre des indigènes, lesquels

sont jugés d'après la loi locale. Le tribunal est néanmoins placé sous la présidence du résident français qui, s'il y a lieu, empêche l'application des peines admises par les coutumes locales, lorsqu'elles sont contraires aux principes d'humanité que notre occupation doit faire prévaloir dans l'île.

Tous les crimes commis à Madagascar par des Européens ou assimilés, au préjudice d'Européens ou assimilés, seront jugés par les cours criminelles instituées à Tananarive, Tamatave, Majunga et Diégo-Suarez, et composées de trois magistrats ou fonctionnaires et de deux assesseurs français.

Les crimes commis par des indigènes au préjudice d'Européens ou assimilés dans le ressort des tribunaux de Tananarive, Tamatave, Majunga et Diégo-Suarez, seront jugés par ces mêmes cours criminelles, mais sans l'assistance d'aucun assesseur. Lorsque ces crimes auront été commis hors du ressort de ces tribunaux, les auteurs seront déférés à des cours criminelles spéciales formées par arrêté local et composées du résident juge de paix, président, et de deux fonctionnaires désignés par le résident général.

Telles sont les données principales du projet de décret réorganisant le service de la justice à Madagascar et dépendances, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

FRANCE

Décret interdisant l'importation des armes à Madagascar.

6 juin 1896.

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 11 décembre 1895, fixant les pouvoirs du résident général de France à Madagascar ;

Vu les articles 8 à 14 inclus de l'Acte général de la conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890 ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

Décète :

Article premier. — L'importation, la vente, le transport et la détention d'armes à feu quelconques, de la poudre, des balles et des cartouches, de la dynamite et de toutes autres matières assimilables, sont interdits dans toute l'île de Madagascar et ses dépendances, sauf les cas et sous les conditions ci-après déterminées.

Art. 2. — Les armes à feu et les munitions à l'usage des troupes ou des forces de police ne sont pas soumises aux dispositions du présent décret.

Art. 3. — La vente, le transport et la détention des fusils à silex non rayés et des poudres de traite peuvent être autorisés par le résident général ou par ses délégués. Cette autorisation est obligatoire ; toute personne convaincue d'avoir négligé de la demander serait passible des peines prévues à l'article 6 du présent décret.

Art. 4. — A titre purement individuel, l'importation, le transport et la détention des armes à feu perfectionnées et de leurs munitions, c'est-à-dire autres que les fusils à silex non rayés et la poudre de traite, pourront être autorisés par le résident général.

Cette autorisation sera délivrée uniquement :

1^o Aux personnes offrant une garantie suffisante que l'arme et les munitions dont elles seraient autorisées à faire usage ne seront pas cédées, vendues ou données à des tiers ;

2° Aux voyageurs munis d'une déclaration de leur gouvernement constatant que l'arme et les munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

Art. 5. — Les armes à feu et les munitions déjà importées à Madagascar seront exceptionnellement laissées à la garde des importateurs, à charge par eux de les représenter à toute réquisition de l'autorité.

A cet effet, dans les trois jours qui suivront la promulgation et la publication du présent décret par les soins du résident général à Tananarive, et sa publication dans chaque chef-lieu de résidence par les soins du résident, les commerçants devront faire par écrit la déclaration détaillée de toutes les armes et munitions existant dans leurs magasins.

Elles ne pourront être retirées de ces magasins sans autorisation du résident général ou de son délégué.

Art. 6. — Toute personne convaincue d'avoir, contrairement aux dispositions du présent décret, introduit, cédé ou vendu des armes ou des munitions prohibées, sera punie d'une amende de 1,000 à 2,000 fr. et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans ou de l'une de ces deux peines seulement.

Toute personne coupable d'avoir contrevenu aux règles du présent décret en ce qui concerne le retrait des armes et des munitions des magasins particuliers sera punie d'une amende de 500 à 1,000 francs.

Art. 7. — L'article 463 du code pénal, qui prévoit les circonstances atténuantes, est applicable aux cas prévus dans l'article précédent.

En cas de récidive, la peine sera portée au double.

Toute condamnation entraînera la confiscation des armes et munitions irrégulièrement détenues, cédées ou vendues, ainsi que celle du navire employé pour leur introduction.

Art. 8. — Toutes dispositions contraires au présent décret et jusqu'à présent en vigueur, soit à Madagascar, soit dans ses dépendances, sont et demeurent abrogées.

Art. 9. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 6 juin 1896.

Félix FAURE.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
André LEBON.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

L'ambassadeur extraordinaire de Chine, Li-Hung-Tchang, a été reçu en audience solennelle par l'Empereur le 14 juin. Voici la teneur de l'allocution qu'il a prononcée :

Je me présente avec respect devant Votre Majesté, plein d'admiration pour le grand empire d'Allemagne, ce legs reçu des ancêtres de Votre Majesté et dont les conquêtes dans le domaine de la civilisation, dont la force morale, la grandeur et la gloire attirent depuis longtemps, de près et de loin, l'attention de l'humanité.

La Chine et l'empire représenté par Votre Majesté sont, depuis longtemps, en rapports d'amitié et ces relations amicales sont excellentes comme elles ne le sont avec aucune autre puissance contractante. Lors des négociations de l'année dernière pour la rétrocession de Liao-Tong du Sud, c'est par l'aide puissante du gouvernement de Votre Majesté que cette affaire, dans ses différentes phases, a abouti à un résultat favorable. La Chine a gravé ce fait en souvenir reconnaissant sur les tables de la mémoire.

Quand, à l'époque où j'exerçais les fonctions de gouverneur général du Petchili, je procédai à l'organisation d'une école militaire, j'étais pleinement conscient de ce que l'armée allemande était la première du monde. Votre Majesté a gracieusement désigné alors les officiers à envoyer dans ce but en Chine en qualité d'instructeurs. L'activité de ces officiers a été d'un grand avantage pour l'armée placée sous son administration.

Pour l'achat de navires de guerre et de matériel de guerre de toute sorte, la Chine s'est adressée à l'industrie allemande dans le courant de nombre d'années, et l'Allemagne nous a témoigné une prévenance sans réserve et dans une pleine mesure. J'en rends ici témoignage avec gratitude et respect, en donnant l'assurance que nous en serons à jamais reconnaissants.

Aussi, malgré mon âge avancé, n'ai-je pas hésité à entreprendre ce long voyage à travers les mers et à venir personnellement remettre à Votre Majesté la présente lettre de mon gracieux souverain, afin, d'une part, de témoigner de ses sentiments d'amitié pour Votre Majesté, et d'autre part, de pouvoir accomplir un vœu que je formais depuis longtemps, celui d'exprimer très respectueusement à Votre Majesté ma haute estime personnelle.

J'espère que Votre Majesté voudra bien apprécier les motifs qui ont porté l'empereur de la Chine à m'envoyer en qualité de son ambassadeur extraordinaire et prêter appui à ma mission, pour l'affermissement d'une amitié éternelle entre l'Allemagne et la Chine dans le but de leur participation commune aux bienfaits de la paix.

L'allocution de Li-Hung-Tchang, prononcée en langue chinoise, a été traduite en langue allemande par le secrétaire d'ambassade Detring, directeur des douanes chinoises.

L'empereur a répondu :

C'est pour moi une haute satisfaction de saluer, en qualité d'ambassadeur extraordinaire de S. M. l'empereur de la Chine, un homme d'Etat qui a déployé pendant de longues années une activité d'une portée si haute.

Je vois avec plaisir dans votre mission un gage précieux des sentiments d'amitié de votre puissant souverain pour moi et pour l'empire d'Allemagne. C'est d'un cœur sincère que je répons à ces sentiments.

Mon désir et mon ferme espoir sont aussi que l'amitié entre la Chine et l'Allemagne, qui a fait ses preuves dans le passé, qui est basée sur les mêmes intérêts de la paix et de la civilisation et que vous vous êtes constamment efforcé, Monsieur l'ambassadeur, de conserver et d'affermir, se maintiendra intacte aussi dans l'avenir, et que les rapports multiples fondés sur cette amitié se développeront pour le bien des deux pays.

Je vous prie, Monsieur l'ambassadeur, d'exprimer à S. M. l'empereur de la Chine ma reconnaissance pour votre mission et pour la lettre impériale que vous venez de me remettre, ainsi que mes meilleurs vœux pour son bonheur durable et pour la prospérité de son grand empire.

Je vous souhaite la bienvenue à ma cour et dans ma capitale.

— On a inauguré, le 18 juin, un monument en l'honneur de l'empereur Guillaume 1^{er} au sommet du Kyffhäuser, montagne poétisée par la légende de Frédéric Barberousse. Les frais, s'élevant à plus d'un million de marks, ont été couverts par les souscriptions des associations d'anciens militaires. L'empereur assistait à la cérémonie avec des représentants princiers de tous les Etats allemands.

Le général de Spitz, président du comité du monument, l'a remercié d'être venu assister à la cérémonie et l'a assuré de la fidélité des anciens soldats.

Le professeur Westphal, capitaine de la réserve, a prononcé ensuite le discours d'inauguration. Il a dit que, depuis sept cents ans, aucun empereur n'était monté au Kyffhäuser. Il a rappelé la grande époque de la fondation de l'empire et de l'union de tous les peuples allemands sous le sceptre de Guillaume le Grand. Il a ajouté que les associations d'anciens militaires constituaient un rempart contre les entraînements auxquels des hommes sans patrie voulaient soumettre le peuple allemand.

L'empereur a répondu dans les termes suivants :

« J'éprouve une joyeuse émotion à me trouver au milieu de vous avec les augustes souverains confédérés pour inaugurer le monument que des centaines de milliers d'anciens soldats de toutes les parties de l'Allemagne ont consacré, par une coopération unanime, à la mémoire de mon auguste grand-père, Sa Majesté l'empereur et roi Guillaume 1^{er}, sur cette montagne entourée des souvenirs du temps passé.

« L'inauguration de ce monument est le digne épilogue des fêtes commémoratives des victoires de la grande guerre.

« Je remercie tous ceux qui ont imaginé, favorisé et accompli cette œuvre incomparable, et en premier lieu le sérénissime souverain qui a daigné la placer sous sa protection spéciale. Je sais que le souvenir du grand empereur est gardé religieusement jusqu'au dernier soupir par ceux à qui il a été donné de suivre ses étendards victorieux et d'exposer avec lui leur vie pour l'unité de notre chère patrie.

« Le monument érigé ici est un symbole impérissable de ce sentiment, mais un rôle encore plus élevé et plus noble lui est assigné : il devra être pour les générations futures une exhortation à rester unies et à être fidèles et dévouées à l'empereur et à l'empire, au souverain et au pays, à être fermement attachées à ce qui a fait la grandeur de la patrie, à mettre l'honneur de l'Allemagne au-dessus de tous les biens terrestres.

« Si l'esprit qui a créé ce monument demeure vivace dans le peuple allemand, grâce à la bénédiction du Tout-Puissant, que j'implore, la patrie affron-

tera avec une confiance inébranlable tous les orages que l'avenir peut lui réserver, et la vue du monument élevé aujourd'hui comme un symbole, produira les effets espérés par les fondateurs de l'œuvre.

« C'est avec une véritable satisfaction que j'ai reçu le nouveau serment de fidélité de mes anciens soldats. Je sais que leur devise : *Avec Dieu pour l'Empereur et l'Empire*, n'est pas une parole vide de sens.

« Puisse ce sentiment animer toujours les associations d'anciens militaires et se perpétuer jusque dans l'avenir le plus éloigné, en se propageant dans toute la nation !

« Puisse le peuple allemand ne jamais manquer d'hommes égalant par leur fidélité, leur esprit de sacrifice et leur patriotisme, ceux qui ont servi sous le grand empereur et auxquels il a été ainsi donné de contribuer à l'accomplissement de l'œuvre de sa vie, le rétablissement de l'Empire allemand ! Dieu le veuille ! »

AUTRICHE

Dans sa séance du 6 juin, la Chambre des députés a adopté la loi relative aux dispositions pénales en matière d'exploitation d'entreprises d'émigration ; de même, elle a voté une réglementation de l'émigration, et a pris une résolution invitant le gouvernement à conclure des traités spéciaux avec les Etats où se trouvent de nombreux émigrés autrichiens ; ces traités auraient pour but de procurer au gouvernement autrichien des renseignements authentiques sur les naissances, les mariages et les décès des sujets autrichiens en pays étranger.

AUTRICHE-HONGRIE

Les délégations se sont réunies à Pesth à la fin de mai.

En répondant aux allocutions des présidents, le souverain a exprimé, en termes émus, la reconnaissance que lui inspirent les témoignages de fidélité et d'attachement qui lui ont été donnés à l'occasion de la perte douloureuse faite récemment par la famille impériale.

Il a constaté avec satisfaction que les relations de l'Autriche-Hongrie avec toutes les puissances sont restées très amicales, et il a ajouté que l'on trouve une nouvelle preuve de ce fait dans les chaleureuses félicitations que les souverains et les chefs des Etats étrangers lui ont adressées lors des fêtes du millénaire hongrois.

L'empereur a déclaré ensuite que l'attitude de la triple alliance, qui s'est montrée ferme dans toutes les questions importantes touchant aux intérêts européens et a prouvé qu'elle avait conscience de son but, a beaucoup contribué à maintenir la paix de l'Europe, en dépit des nombreux symptômes inquiétants qui se sont manifestés l'an dernier en Orient.

« Les efforts que mon gouvernement a faits en cette circonstance en s'entendant complètement avec nos alliés éprouvés, a dit, en outre, l'empereur, ont été appuyés d'une façon sympathique par toutes les grandes puissances.

« Ils ont provoqué, spécialement en ce qui concerne le maintien du *statu quo* dans la presqu'île des Balkans, une unanimité qui durera, comme il faut l'espérer, et permettra aux relations internationales de conserver leur caractère pacifique.

« La reconnaissance du prince de Bulgarie par la puissance suzeraine, qui est maintenant un fait accompli, a aussi une grande importance au point de vue de la consolidation de cet état de choses.

« Nous suivons avec une chaleureuse sympathie les événements qui se produisent sur le théâtre de la guerre d'Afrique, où l'armée de notre fidèle allié a tenu haut l'honneur du drapeau italien dans une lutte difficile contre un adversaire très supérieur en nombre ».

L'empereur a rappelé ensuite que les travaux de rectification du cours du Danube, entrepris aux Portes-de-Fer, ont été achevés cette année.

Il a dit qu'il espérait que l'accomplissement de cette œuvre exercerait une influence bienfaisante sur les relations commerciales, dont le gouvernement s'efforce de favoriser le développement.

Il a fait remarquer que l'administration militaire avait maintenu l'augmentation de ses demandes de crédits dans les limites de l'exercice précédent, et que l'organisation et l'armement de l'armée et de la flotte de guerre seraient continués conformément au programme adopté.

Il a constaté, en outre, que les affaires de la Bosnie et de l'Herzégovine suivraient un cours normal et a terminé en souhaitant que les travaux des Délégations fussent couronnés du meilleur succès.

Dans l'allocution qu'il avait adressée précédemment à l'empereur, M. de Chlumecky, président de la délégation autrichienne, avait fait ressortir l'amour sincère et solidement fondé que la paix inspire à l'Autriche, qui n'éprouve aucun besoin d'expansion et n'a pas intérêt à ce que l'état de choses actuel soit modifié.

Il a ajouté que, bien au delà des frontières de la monarchie, l'empereur était estimé comme un des principaux défenseurs de la paix, comme un vrai prince de la paix.

M. de Chlumecky a fait ensuite allusion aux nombreux malheurs qui ont rendu de plus en plus étroits les liens qui unissent l'empereur et ses peuples, et en particulier à la douloureuse épreuve que la famille impériale a endurée récemment.

Le 16 juin, la Délégation autrichienne, en séance plénière, a discuté le budget des affaires étrangères.

M. Kramarz, jeune-tchèque, attaque la triple alliance.

L'orateur déclare qu'en dépit de toutes les assurances au sujet de son inaltérabilité, la triple alliance s'est modifiée dans les derniers temps, comme tout ce qui a trait à la politique européenne dont le cadre s'est élargi au point d'embrasser le monde entier. Les événements qui se sont produits en Bulgarie ont démontré de quel faible secours sont pour l'Autriche la triple alliance et son appui amical. La position défensive même de l'Autriche à l'égard de la Russie n'existe plus.

« Nous ne voulons que la paix, dit l'orateur, et nous pouvons très bien, par conséquent, tout en nous entendant avec la Russie et en maintenant des rapports amicaux avec les Etats des Balkans, veiller au maintien de la paix dans la péninsule balkanique. Nous pourrions alors travailler, de concert avec la Russie, à l'amélioration du sort des chrétiens de la Turquie, ce qui est du devoir le plus strict de toutes les puissances chrétiennes ».

Le comte Wurmbrand réfute les arguments de M. Kramarz. L'orateur déclare que la politique de l'Autriche suit heureusement une orientation sur laquelle les Allemands, les Polonais et les Hongrois sont d'accord. Les Tchèques seuls sont hostiles à la triple alliance.

« La question d'Orient, poursuit le comte Wurmbrand, intéresse le monde entier ; elle est beaucoup trop importante pour que l'Allemagne puisse, à la longue, y rester indifférente. La triple alliance reste le grand fondement de notre politique. Nous continuons tous à reconnaître que la politique qui favorise le développement indépendant des Etats balkaniques et qui maintient l'existence de la Turquie trace la bonne voie. La meilleure garantie de la paix consisterait dans un accord complet, au sein de la triple alliance ; au sujet de l'avenir des Etats balkaniques, une entente avec la Russie serait d'ailleurs parfaitement possible ».

M. Geszmann, antisémite, commence par affirmer que les Délégations ne

sont qu'une machine à voter et qu'elles n'exercent aucune influence sur la politique étrangère.

L'orateur parle ensuite des mesures destinées à favoriser l'exportation à l'étranger de produits autrichiens et propose une résolution dans ce sens.

M. Barenther, national allemand, déclare qu'en tant que représentant du peuple allemand il ne peut que manifester ses sympathies pour la triple alliance.

« L'Allemagne, depuis sa fondation, s'est toujours montrée une amie fidèle et sûre de l'Autriche. C'est pourquoi le ministre des affaires étrangères d'Autriche ne peut rien faire de mieux que de s'assurer, dans toutes les questions importantes de politique internationale, l'assentiment de l'empire allemand ».

M. Schwarz, jeune-tchèque, fait ressortir l'importance de la question tchèque au point de vue de la politique internationale. L'orateur estime qu'il n'est pas sûr que l'Autriche-Hongrie, dans le cas d'une crise en Orient, puisse compter sur la triple alliance. Après avoir protesté contre l'attitude du ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie dans la question de l'expédition du Soudan, M. Schwarz termine en déclarant que les Tchèques désirent ardemment une paix qui serait maintenue à l'aide d'un désarmement général et de l'établissement de tribunaux d'arbitrage.

M. de Zaleski, parlant au nom des Polonais, dit que l'orientation politique que ce parti a toujours approuvée est restée la même et restera la même à l'avenir. Seul le mouvement du moteur qui actionne le navire de la politique est devenu plus énergique. Les Polonais, dit l'orateur, approuvent cette modification ; car une attitude énergique et consciente du but à atteindre est non seulement conforme à la dignité et au prestige de la monarchie, mais encore de nature à assurer le maintien de la paix qui est le but principal de notre politique.

L'orateur exprime sa pleine confiance au comte Goluschowsky.

Les Polonais, poursuit M. de Zaleski, approuvent sans réserve la politique de la triple alliance et accueillent avec satisfaction, comme de nouvelles garanties pour la paix, l'assurance que l'Autriche-Hongrie entretient des rapports amicaux avec toutes les puissances, de même que l'affirmation que l'indépendance des Etats balkaniques demeure le point principal de la politique de l'empire.

M. Kramarz, répondant au comte Wurmbrand, conteste que la Hongrie forme le pont entre l'Orient et l'Occident. L'orateur déclare que les Tchèques sont pour une entente avec la Russie, qu'ils considèrent comme le seul moyen de nature à garantir le maintien de la paix. Les Tchèques ne tirent aucun avantage de la Russie et ne lui demandent rien. Mais ils ont, en tant que Slaves, des sentiments d'amitié pour tous les Slaves, aussi bien pour les Polonais que pour les Russes, aussi bien pour les Serbes que pour les Bulgares, les Croates et les Ruthènes.

M. de Barwinski déclare que la triple alliance a été une institution défensive très efficace et que c'est à cette alliance qu'on doit le maintien de la paix en Europe.

L'orateur ne doute point de la sincérité des tendances pacifiques du gouvernement russe actuel, étant donné surtout que le tzar et le ministre des affaires étrangères de Russie passent pour être des amis de la paix. Toutefois, l'orateur affirme qu'il existe, au sein de la société russe, de nombreux éléments qui ont inscrit sur leur drapeau l'hostilité contre « l'Occident pourri » et contre la triple alliance.

M. de Barwinski insiste sur les mesures de russification dont sont l'objet les Polonais, les Tchèques et les Ruthènes, de même que les peuples n'appartenant

pas à la famille slave. C'est grâce à l'influence de l'élément panslaviste que la nation ruthène, qui compte 18 millions d'âmes en Russie, se voit privée de toute possibilité de progrès dans la voie de la civilisation.

L'orateur affirme également que le comité de bienfaisance slave se livre à une propagande active parmi les populations slaves de l'Autriche.

La Délégation décide de passer à la discussion des articles.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. Steinwerder et de Zaleski, le rapporteur, M. Dumba, résume le débat.

Finalement la Délégation adopte le budget des affaires étrangères, ainsi que les crédits supplémentaires, et repousse la résolution Geszmann.

BELGIQUE

Une conférence internationale s'est réunie en mai à Bruxelles pour s'occuper de la question du jaugeage des bateaux d'intérieur. Le but de cette conférence, dont la Belgique a pris l'initiative et à laquelle ont pris part des délégués de l'Allemagne, de la France, de la Hollande et de la Belgique, était d'arriver à affranchir les bateliers qui traversent la frontière des inspections onéreuses auxquelles les astreint aujourd'hui l'obligation de soumettre leurs bateaux à un nouveau jaugeage dans les pays voisins.

Grâce à la bonne volonté de tous les représentants des pays en cause, la conférence a réalisé d'une manière complète le but qu'elle s'était proposé d'atteindre.

L'entente est basée sur le règlement néerlandais, arrêté, il y a deux ans, pour la navigation sur le Rhin. L'honneur de la réussite revient donc aux deux plus petits pays ayant pris part à la conférence : la Belgique et la Hollande, dont les travaux antérieurs ont servi de modèle pour les travaux de la conférence de Bruxelles, puisque c'est le règlement rhénan néerlandais qui est la base du système adopté.

Les délégués français et allemands ont, de leur côté, rivalisé de zèle et de bonne grâce pour faire aboutir les efforts de leurs collègues néerlandais et belges.

Il n'y aura plus, désormais, qu'un seul et unique modèle de certificat de jaugeage : chaque pays aura qualité pour délivrer des procès-verbaux valables dans les autres pays. Enfin, le commerce et l'industrie trouveront dans ces certificats une précision telle qu'ils pourront s'y reporter en toute confiance pour le poids de la cargaison, un pesage ultérieur devenant inutile.

BRÉSIL

Le second congrès des Etats-Unis du Brésil s'est ouvert le 14 mai, et lecture a été donnée par le président du message annuel.

Ce message est extrêmement développé ; il s'occupe très longuement des questions de politique extérieure et intérieure, du mouvement économique du pays, des tarifs douaniers et de la situation financière.

En commençant, il rappelle l'allégresse ressentie par tout le pays à la nouvelle de l'acte de pacification signé le 23 août 1893 par les généraux Galvao de Queiroz et Silva Tavares, acte qui fut complété par l'amnistie concédée par le Congrès.

La fin de la guerre civile a été le signal d'une période de paix dont avait besoin le pays pour réparer les désastres causés par la période antérieure et appliquer et développer les institutions républicaines.

Malgré les agitations des premiers jours de la République, le progrès matériel et moral des Etats de l'Union est notable, et prouve à l'évidence l'influence puissante et bienfaisante du nouveau régime ; et il n'est pas à craindre que ces Etats, jouissant aussi des bienfaits de leur autonomie, consentent à rétro-

grader jamais à la condition de provinces gouvernées par le centre, sans vie propre, etc.

Le Président parle ensuite des relations du Brésil avec l'étranger, lesquelles sont partout des plus cordiales :

Dans le but d'éviter les causes et la répétition de conflits désagréables, la France et le Brésil sont convenus de soumettre la question de limites à l'arbitrage en modifiant, jusqu'à ce que le jugement arbitral soit rendu, le *statu quo* de 1844-1862. La légation brésilienne à Paris est chargée de négocier à cet effet et de poursuivre la discussion des réclamations provenant du conflit de Mapa.

Quant au différend avec l'Angleterre au sujet de l'occupation de l'île de la Trinité, le gouvernement a refusé l'arbitrage proposé par le cabinet anglais, et suppose que cet incident ne rompra pas les relations entre le Brésil et l'Angleterre, et qu'il se résoudra à l'amiable.

Parlant des autres nombreuses réclamations de la part des nations étrangères, dans lesquelles, dit le message, l'action officieuse de la diplomatie se confond parfois pour ainsi dire avec l'action officielle, il ajoute cette déclaration assez importante : que le protocole signé le 12 février dernier pour la solution des réclamations italiennes a ouvert une nouvelle phase pour les relations entre le Brésil et l'Europe.

Le Dr Prudente de Moraes parle ensuite des bons rapports existant avec les autres Républiques sud-américaines, disant que l'idée d'un congrès de ces républiques pour établir des règles précises en vue de la solution des questions pouvant surgir entre elles, fait son chemin et s'impose de plus en plus ; et dans cet ordre d'idées, le président rappelle qu'il a accepté de servir d'arbitre entre la Bolivie et le Pérou, au sujet d'une invasion de territoire.

Un traité d'amitié, commerce et navigation, a été conclu avec le Japon ; avec la Hollande a été signé un nouveau traité d'extradition.

Abordant ensuite la partie financière, le président déclare avoir persévéré à suivre le plan qu'il a adopté, d'exécuter loyalement la loi, de réduire les dépenses publiques autant que possible, et d'exercer un contrôle rigoureux sur la perception des revenus.

En dépit de ce programme administratif, qui a tant contribué à ramener l'ordre dans les finances de la nation, en dépit de la tranquillité intérieure assurée par la pacification du Rio Grande do Sul, supprimant ainsi une source de dépenses pour le Trésor et de troubles pour le pays, en dépit d'un grand emprunt extérieur contracté par le gouvernement, qui a pu ainsi s'abstenir d'influencer le marché du change, en dépit du retrait de la circulation de 30 millions de milreis de papier-monnaie, le change, à l'étonnement de tous, est tombé à un taux qui déconcerte l'esprit de tous ceux qui connaissent les grandes richesses du pays.

Pendant les derniers mois, il est vrai, les importateurs, augmentant leurs commandes, ont dû se procurer beaucoup de traites, et, d'autre part, la récolte du café a été faible, mais cela ne justifie pas, en présence de la valeur des exportations, une telle dépréciation du change.

Cet état de choses semble indiquer un manque de confiance dans le crédit de la république, et il est nécessaire de combattre les causes qui engendrent et entretiennent ce mal.

Les revenus ordinaires ne sont pas suffisants pour couvrir les dépenses, constamment grossies par des crédits spéciaux, et ainsi s'accumulent les déficits auxquels il faut faire face au moyen d'emprunts aggravant les charges financières de l'Etat. La grande nécessité du moment est un budget voté en temps utile et reposant sur les principes de l'économie. L'aspiration constante des Brésiliens devrait être d'établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses.

Parmi les causes qui ont le plus contribué à troubler la situation financière

du pays, par l'influence qu'elles ont exercée sur l'esprit du peuple, la plus importante, la plus propre à produire la dépression du change est celle qui provient de la confusion que présente la monnaie fiduciaire en circulation et qui résulte de l'émission excessive des banques. Aux mesures déjà décrétées pour le retrait du papier-monnaie il est donc nécessaire d'en ajouter d'autres qui constituent un plan capable de régulariser la circulation. Comme créancier de la Banque de la république, laquelle ne peut payer tout d'un coup sa dette sans mettre son existence en danger, l'Etat fédéral possède un droit précieux dans lequel il peut trouver les moyens d'opérer le rachat graduel du papier-monnaie sans augmenter les obligations du Trésor et sans troubler la situation par des changements trop subits.

En assumant, en même temps, la responsabilité des émissions des banques et en transférant au Trésor les dépôts de celles-ci, le gouvernement sera en mesure de hâter le rachat en temps opportun au moyen des obligations retirées de la circulation. Il y a à cet effet des ressources sûres, indépendantes des lois du budget, dans la dette de la Banque de la république, avec ses intérêts, et dans les obligations représentant les dépôts qui garantissent les billets émis.

Si ces bases, ou d'autres, que l'on pourrait proposer, sont adoptées, et si les ressources qu'elles offrent sont renforcées par un budget en équilibre, la situation pourra être, dans un laps de temps réellement court, réduite à des proportions raisonnables.

Le message termine en disant que de plus amples informations se trouvent dans les rapports respectifs de chaque ministère, qui sont ou vont être distribués, et que le gouvernement se tient entièrement à la disposition du congrès pour fournir tous les éclaircissements dont celui-ci pourrait avoir besoin.

CHINE

Un décret de l'Empereur a ordonné la création d'un service général des postes. Il sera d'abord appliqué, sous la direction de sir Robert Hart, à tous les ports ouverts. La nouvelle organisation ne pourra porter atteinte aux services postaux qui, dans ces villes, sont déjà établis par les puissances.

On estime que l'installation définitive du service postal peut demander trente années.

ÉGYPTE

Nous avons fait connaître (*Archives*, 1896, I, p. 323) la difficulté soulevée par la demande que le Gouvernement égyptien a adressée aux commissaires directeurs de la Caisse de la Dette publique pour être autorisé à prélever sur le fonds de réserve général, affecté à la garantie des porteurs de titres de certains emprunts publics, une somme de 500,000 livres pour les besoins de l'expédition militaire du Soudan. Nous avons vu que l'autorisation avait été accordée par la majorité des commissaires malgré l'opposition des commissaires français et russe. Un groupe de porteurs français de titres égyptiens a fait alors signifier au Gouvernement et aux commissaires de la Dette l'*assiguation* suivante :

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize et le vingt-six mars au Caire,
A la requête de Messieurs :

1^o Herbault Nemours, banquier, ancien syndic de la Compagnie des agents de change de Paris, domicilié en la dite ville, 22, rue de l'Elysée;

2^o Henrotte Hubert, président de l'Union des banquiers de Paris et de Province, domicilié à Paris, 12, rue de Clichy;

3° Hoskier Emile, banquier, domicilié à Paris, 18, avenue de Messine;

4° Lacombe Louis, ancien sénateur, avocat à la Cour d'appel de Paris, domicilié en la dite ville, 108, rue de Vaugirard;

Tous élisant domicile dans le cabinet de M^e A. Padoa bey, avocat près la Cour d'appel d'Alexandrie,

J'ai soussigné Hercule Chronia, huissier près le Tribunal Mixte du Caire,

Attendu que les requérants sont propriétaires et porteurs, pour des sommes importantes, de titres de la Dette unifiée Egyptienne;

Attendu qu'il est à la connaissance des requérants que le Gouvernement Egyptien a demandé à la Caisse de la Dette publique le prélèvement sur le Fonds de réserve des sommes nécessaires à faire face à l'expédition de Don-gola;

Attendu que ni le texte ni l'esprit du décret du 12 juillet 1888 n'autorisent un prélèvement de cette nature;

Qu'en effet, d'une part, les prélèvements ne sont autorisés que dans le cas de dépenses engagées avec l'avis préalable de la Caisse de la Dette publique, — d'autre part, que ces dépenses doivent avoir un caractère extraordinaire;

Qu'il est de notoriété publique que la Caisse de la Dette n'a pas été préalablement consultée avant l'engagement de cette dépense;

Qu'il ne s'agit pas non plus de dépenses extraordinaires au sens attaché à ce mot par le législateur;

Qu'on ne saurait faire rentrer dans cette disposition des dépenses telles que celle d'une expédition au Soudan qui pourrait absorber le fonds de réserve tout entier, laissant ainsi le Gouvernement hors d'état, le cas échéant, de faire face aux éventualités qu'on a eues spécialement en vue;

Que, d'ailleurs, il est prouvé par les explications données au Parlement britannique que l'expédition a été décidée beaucoup moins dans un intérêt égyptien qu'en vue d'autres intérêts;

Qu'il y aurait violation du décret du 12 juillet 1888 qui a imposé comme première charge du Fonds de réserve l'obligation de parfaire éventuellement l'insuffisance des revenus affectés;

Attendu que les Commissaires de la Dette, eussent-ils été préalablement consultés et fussent-ils unanimes, sont incompétents pour autoriser un prélèvement tendant à détourner l'actif du Fonds de réserve de sa destination;

Que c'est seulement aux Puissances qui ont autorisé la création du Fonds de réserve, et en ont déterminé la destination, qu'il appartient de la modifier;

Qu'en agissant autrement, les Commissaires excéderaient manifestement les limites de leur mandat et se rendraient ainsi personnellement responsables de la violation des garanties assurées aux dits porteurs par les actes internationaux, garanties que les dits Commissaires ont pour devoir de défendre et qu'il leur est interdit de compromettre;

Par ces motifs, et sous les plus amples réserves de tous autres moyens, ai fait défense expresse :

1° Au Gouvernement Egyptien, en la personne de S. E. le Ministre des finances, domicilié et demeurant au Caire, d'ordonner une dépense quelconque afférente à l'expédition du Soudan sur le Fonds de réserve général;

2° A Messieurs les Commissaires de la Dette publique, pris en leur qualité et au besoin en leur nom personnel, tous domiciliés au Caire;

D'avoir à payer une dépense quelconque afférente à l'expédition de Don-gola sur le Fonds de réserve général;

3° A M. Mog bey, contrôleur de la Caisse de la Dette, pris tant en cette qualité qu'au besoin en son nom personnel, domicilié au Caire; et

4° A M. Mahdi bey, caissier de la Caisse de la Dette, pris tant en cette qualité qu'au besoin en son nom personnel, domicilié au Caire;

D'avoir, pour les dépenses en question, à se dessaisir des fonds représentant l'actif du Fonds de réserve à moins que par justice il n'en soit autrement ordonné;

Et de même, ai assigné les susnommés à comparaître le lundi treize avril mil huit cent quatre-vingt-seize, à neuf heures du matin, par devant le Tribunal mixte du Caire, chambre civile, aux fins de voir dire que les Commissaires de la Dette publique n'ont ni qualité ni droit pour autoriser le prélèvement sur le Fonds de réserve des dépenses occasionnées par l'expédition de Dongola;

Voir dire qu'ils ne peuvent à aucun titre distraire ni se prêter à distraire quelque somme que ce soit du dit Fonds de réserve pour l'usage ci-dessus, à peine de responsabilité personnelle et solidaire et sous toutes autres conséquences de droit;

Le tout avec dépens et exécution provisoire du jugement à intervenir nonobstant opposition ou appel sans caution.

Etc., etc., etc.

Les 8 et 9 avril, le mandataire du Syndicat français a fait signifier, en outre, les deux actes dont voici le texte :

Notification de fins additionnelles au Gouvernement et aux Commissaires de la Dette.

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize et le huit avril, au Caire,

A la requête de Messieurs :

1^o Herbault Nemours, banquier, ancien syndic de la Compagnie des agents de change de Paris, domicilié en la dite ville, 22, rue de l'Elysée;

2^o Henrotte Hubert, président de l'Union des banquiers de Paris et de Province, domicilié à Paris, 12, rue de Clichy;

3^o Hoskier Emile, banquier, domicilié à Paris, 18, avenue de Messine;

4^o Lacombe Louis, ancien sénateur, avocat à la Cour d'appel de Paris, domicilié en la dite ville, 108, rue de Vaugirard.

Tous élisant domicile dans le cabinet de M^e A. Padoa bey, avocat près la Cour d'appel d'Alexandrie.

Je, etc., etc., etc.

Tenant la citation notifiée le 26 mars 1896,

Et, vu qu'il résulte d'affirmations publiques non démenties que, le dit jour 26 mars 1896, MM. les Commissaires Anglais, Allemand, Austro-Hongrois et Italien de la Caisse de la Dette publique auraient, nonobstant l'opposition de Messieurs les Commissaires Français et Russe, délibéré de verser au Gouvernement égyptien, pour les besoins de l'expédition du Soudan, une somme de cinq cent mille livres égyptiennes sur le Fonds de réserve général et auraient effectivement versé au dit Gouvernement pour le dit objet deux cent mille livres égyptiennes.

C'est pourquoi, par les motifs ci-dessus et ceux énoncés à la dite citation,

Ai déclaré et signifié :

1^o Au Gouvernement Egyptien, en la personne de S. E. le Ministre des finances, domicilié et demeurant au Caire;

2^o A Messieurs les Commissaires de la Dette, tous domiciliés au Caire,

Que, en l'instance formée par la dite citation, les requérants concluront additionnellement qu'il plaise au Tribunal :

Dire pour droit qu'il a été porté atteinte au droit acquis des requérants.

De même suite, condamner le Gouvernement Egyptien à reverser et payer à la Caisse de la Dette publique, pour être restituée au Fonds de réserve général, conformément à la loi, la dite somme de deux cent mille livres égyptiennes, avec intérêts du 26 mars 1896.

Dire et ordonner que Messieurs les Commissaires de la Dette seront en leur

dite qualité de Commissaires de la Dette publique également tenus directement à reverser les susdites deux cent mille livres égyptiennes au dit Fonds, au moyen des sommes qu'ils peuvent ou pourront ultérieurement avoir en mains appartenant ou revenant au Gouvernement Egyptien et que Messieurs les Commissaires Allemand, Autrichien, Anglais et Italien seront tenus en outre personnellement et solidairement avec le Gouvernement Egyptien au dit versement au cas où il ne serait pas effectué par le dit Gouvernement.

Sous réserve de toutes autres réparations et de tous autres droits.

Avec exécution provisoire du jugement à intervenir, nonobstant opposition ou appel, sans caution et condamnation en tous dépens.

Etc., etc., etc.

Somation en intervention aux Commissaires des Domaines de l'Etat.

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize et le neuf avril, au Caire,

A la requête de Messieurs :

1^o Herbault Nemours, banquier, ancien syndic de la Compagnie des agents de change de Paris, domicilié en la dite ville, 22, rue de l'Elysée ;

2^o Henrotte Hubert, président de l'Union des banquiers de Paris et de Province, domicilié à Paris, 12, rue de Clichy ;

3^o Hoskier Emile, banquier, domicilié à Paris, 18, avenue de Messine ;

4^o Lacombe Louis, ancien sénateur, avocat à la Cour d'appel de Paris, domicilié en la dite ville, 108, rue de Vaugirard.

Tous élisant domicile dans le cabinet de M^e A. Padoa bey, avocat près la Cour d'appel d'Alexandrie.

Je, etc., etc.,

Attendu qu'il résulte d'affirmations publiques non démenties que, le 26 mars 1896, Messieurs les Commissaires Anglais, Allemand, Austro-Hongrois et Italien de la Caisse de la Dette publique auraient, nonobstant l'opposition de Messieurs les Commissaires Français et Russe, délibéré de verser au Gouvernement Egyptien, pour les besoins de l'expédition du Soudan, une somme de cinq cent mille livres égyptiennes sur le Fonds de réserve général et auraient effectivement versé au dit Gouvernement pour le dit objet une somme de deux cent mille livres.

Vu les décrets des 2 et 7 mai 1876, la Loi de liquidation du 17 juillet 1880, la Convention de Londres du 18 mars 1885 et les décrets des 27 juillet 1885, 12 juillet 1888, 6 juin 1890,

Attendu que le dit Fonds de réserve forme le gage non seulement des six Puissances qui ont donné leur garantie à l'emprunt de neuf cent mille livres égyptiennes, mais aussi des porteurs d'obligations de l'Emprunt Domanal pour le service de cet emprunt et de son amortissement ;

Qu'en cet état il ne pouvait, sans l'adhésion des dites six Puissances, tout au moins sans le concours unanime des six Commissaires de la Dette, être fait emploi du dit Fonds de réserve pour les besoins de l'expédition de Dongola ;

Que, par suite, la délibération susdite a été illégale et empreinte d'excès de pouvoir ;

Que le dit versement a porté atteinte aux droits acquis des requérants ;

Et attendu que, les Commissaires des Domaines étant, en dehors du droit individuel des porteurs d'obligations de l'Emprunt Domanal, préposés à la conservation des droits généraux attachés à la garantie du service du dit emprunt et de son amortissement, les requérants ont intérêt à ce que les dits Commissaires figurent dans le débat actuellement pendant entre les requérants, le Gouvernement égyptien et autres, par-devant le Tribunal mixte du Caire, sur la dite application du Fond de réserve.

C'est pourquoi, et au nom des requérants propriétaires et détenteurs de titres importants d'obligations domaniales ;

Ai sommé :

Les trois Commissaires des Domaines de l'Etat pris en leur susdite qualité,

domiciliés et demeurant au Caire, d'intervenir et conclure eux-mêmes en la dite instance fixée à l'audience du lundi treize avril, courant du mois, à neuf heures du matin, par-devant la première chambre du tribunal civil mixte du Caire, où la susdite cause sera utilement appelée.

Etc., etc., etc.

Le Tribunal mixte du Caire a, le 8 juin, rendu le jugement suivant :

LE TRIBUNAL MIXTE,

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Attendu que MM. Herbault et consorts, porteurs de titres de la Dette unifiée, prétendant que c'est en violation des garanties à eux données et contrairement à la lettre et à l'esprit du décret du 12 juillet 1888, que la Caisse a autorisé le prélèvement par le Gouvernement sur le Fonds de réserve général, de diverses sommes spécialement affectées par divers décrets aux porteurs de titres pour les employer à l'expédition militaire de Dongola, ont assigné : 1^o le Gouvernement égyptien à l'effet de s'entendre condamner à restituer au dit Fonds de réserve les sommes qui auraient été indûment prélevées par lui ; et 2^o MM. Money, Morana, baron de Richthofen et comte Zaluski, à l'effet de se voir condamner solidairement avec le Gouvernement, à défaut de restitution des sommes dont s'agit par ce dernier ;

Attendu que MM. Louis et Yonine, en leur qualité de Commissaires de la Caisse de la Dette, ont assigné le Gouvernement égyptien, en basant leur demande sur les mêmes motifs que MM. Herbault et consorts, ont déclaré agir conformément aux dispositions de l'article 38 de la Loi de liquidation et demandé que le Gouvernement égyptien soit condamné à restituer les sommes indûment prélevées par lui, dont il vient d'être parlé ;

Attendu qu'il y a lieu de joindre les deux instances, vu leur connexité ;

Attendu qu'à l'audience, les Commissaires des Domaines, répondant à la sommation à eux signifiée, à la requête de MM. Herbault et consorts, ont déclaré intervenir dans le débat ;

Que sont intervenus également les Syndicats Zervudachi et consorts, Stagni et consorts ;

Attendu que M. Bouteron, en sa qualité de Commissaire des Domaines, prétendant que, par suite du dit prélèvement par le Gouvernement, les droits des porteurs de titres de la Dette domaniale, résultant des décrets des 12 juillet 1888 et 6 juin 1890, ont été violés, a conclu aux mêmes fins que le Syndicat Herbault et consorts ;

Attendu qu'à ces demandes, fins et conclusions, le Gouvernement égyptien et MM. Money, Morana, baron de Richthofen et comte Zaluski ont opposé une exception d'incompétence à laquelle se sont ralliés MM. Chekib pacha et Gibson, Commissaires des Domaines, et les Syndicats intervenants ;

Attendu que les dits Syndicats intervenants ont soulevé des fins de non-recevoir, tant contre les demandes dont s'agit que contre l'intervention de M. Boucheron ;

Attendu enfin que le Gouvernement et les Commissaires Money, Morana, baron de Richthofen et comte Zaluski ayant conclu à ce qu'il ne soit statué que sur la question de compétence, le Tribunal a ordonné de joindre l'incident au fond ;

COMPÉTENCE :

Attendu que le Gouvernement égyptien formule ainsi son exception dans ses conclusions :

« Attendu, en effet, que la décision prise par le Gouvernement d'accord avec la Caisse de la Dette, d'affecter à un usage déterminé une partie du Fonds de réserve, constitue un acte de gouvernement ou, en d'autres termes, de souveraineté, qui échappe, par sa nature même, à l'appréciation ou à l'examen de l'autorité judiciaire. »

Que, de leur côté, MM. Money, Morana, baron de Richthofen et comte Zaluski disent :

« Que le Tribunal ne pourrait connaître des dispositions prises par le Gouvernement égyptien d'accord avec la Commission de la Caisse de la Dette publique sans commettre un véritable excès de pouvoir, car le Gouvernement, en demandant le prélèvement de 500,000 L. E. sur le Fonds général de réserve, et la Commission de la Caisse de la Dette publique, à la majorité des votes, en accordant ce prélèvement pour l'expédition de Dongola, ont agi les deux comme pouvoir souverain préposé à la gestion des intérêts généraux de l'Etat, et, comme tels, ne sauraient raisonnablement être assignés par-devant le Tribunal, contrairement aux dispositions de l'article 11 du Règlement d'organisation judiciaire, d'après lequel les Tribunaux mixtes ne peuvent interpréter, ni arrêter l'exécution d'une mesure administrative; qu'ainsi donc le prélèvement sur le Fonds de réserve avec l'assentiment de la Commission de la Dette constitue, comme dans les Etats constitutionnels pour tout emploi des deniers de l'Etat affectés avec vote du Parlement, un acte de l'exercice de la souveraineté, échappant à la compétence des Tribunaux, beaucoup plus encore que de simples mesures administratives. »

Attendu que le Gouvernement égyptien ne cherche même pas à démontrer qu'en demandant aux Commissaires de la Dette le prélèvement dont s'agit, il y eu de sa part acte de souveraineté, mais il prétend que, dès que l'autorisation de prélever a été donnée par la Commission de la Caisse de la Dette, l'acte de souveraineté est parfait;

Attendu que, ni le Gouvernement égyptien, ni les Commissaires sus-nommés n'établissent à l'aide de documents légaux qu'en effet la Commission de la Caisse de la Dette publique ait un rôle à peu près semblable à celui d'un Parlement dans un Gouvernement constitutionnel, qu'en un mot MM. les Commissaires aient reçu un mandat politique, qui leur accorde certaines immunités et notamment ne les rend pas justiciables des Tribunaux mixtes;

Attendu que, dans ces circonstances, il est nécessaire de rechercher quel est le véritable caractère du mandat donné aux Commissaires de la Dette vis-à-vis des porteurs de titres;

Attendu que les rapports entre le Gouvernement égyptien emprunteur et les porteurs de titres prêteurs sont régis par une série de décrets, dont le premier est en date du 2 mai 1876, décrets qui ont été rendus en partie en vertu du droit souverain du Khédive, et en partie avec l'assentiment des Puissances;

Attendu que le décret du 2 mai 1876, instituant la Caisse de la Dette publique, porte dans son préambule : « Avons résolu d'instituer une caisse spéciale chargée du service régulier de la Dette publique, et de nommer à sa direction des Commissaires étrangers, lesquels seront, sur notre demande, indiqués par les Gouvernements respectifs, comme fonctionnaires aptes à remplir le poste auquel ils seront nommés par nous en qualité de fonctionnaires égyptiens »;

Qu'à l'article 4, il est dit :

« Les actions qu'au nom et dans l'intérêt des créanciers, en grande partie étrangers, la Caisse et pour elle ses directeurs croiront avoir à exercer contre l'administration financière, seront portées devant les Tribunaux mixtes »;

Que la simple lecture du dit article 4 indique clairement que les Commissaires sont des mandataires légaux des porteurs de titres et que compétence est donnée aux Tribunaux mixtes dans toutes les contestations pouvant naître entre les directeurs de la Caisse et l'administration financière;

Attendu qu'à l'article 39, la Loi de liquidation du 17 juillet 1880 a maintenu, avec force exécutoire, toutes les dispositions des décrets antérieurs, concernant les attributions de la Commission de la Dette publique qui ne sont pas contraires à la dite loi;

Attendu que complétant les dispositions de l'article 4 du décret du 2 mai 1876, elle dit à l'article 38 : « Les Commissaires de la Dette, représentants légaux des porteurs de titres, auront qualité pour poursuivre devant les Tribunaux de la Réforme contre l'administration financière, représentée par notre ministre des Finances, l'exécution des dispositions concernant les affectations de revenus, le taux de l'intérêt des dettes, la garantie du Trésor et généralement toutes les obligations qui incombent à notre Gouvernement en vertu de la présente loi, à l'égard du service des dettes privilégiées et unifiées » ;

Qu'il ne saurait donc être douteux que c'est la loi qui a donné aux Commissaires de la Dette la qualité de mandataires légaux des porteurs de titres et édicté que toutes contestations pouvant exister entre le Gouvernement et les porteurs de titres représentés par les Commissaires doivent être portées devant les Tribunaux mixtes ;

Attendu qu'on a objecté que cette attribution de juridiction n'a trait qu'aux contestations entre la Commission de la Dette et le Gouvernement égyptien et ne saurait s'étendre au delà ;

Mais attendu que le dit article 38, qui a réglementé le droit d'action des Commissaires de la Caisse vis-à-vis du Gouvernement n'a pas pu avoir pour effet de priver les porteurs de titres du droit d'action que leur confère la loi ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de s'attarder à démontrer, ce qui est l'évidence même, que, mandataires légaux, les Commissaires de la Caisse sont, comme tous les mandataires légaux (syndics de faillite, séquestres), soumis aux règles du droit commun et régis dans leurs rapports, soit avec l'Etat, soit avec les porteurs de titres, par tous les décrets rendus en la matière depuis 1876, ainsi que par les codes mixtes, décrets et lois qui forment le droit public interne de l'Egypte et que les Tribunaux mixtes ont le pouvoir d'interpréter et la mission de faire observer.

Attendu que si, depuis son institution, la Commission de la Caisse de la Dette a été investie à diverses reprises, par les Puissances, de délégations politiques ou législatives, ces délégations n'ont été données qu'à titre temporaire ;

Qu'il suffit de rappeler à cet égard les réserves faites par le Ministre de France à l'occasion du projet de loi sur le timbre et les patentes, et spécifiant que cette délégation n'avait « qu'un caractère exceptionnel et ne constituait à aucun degré une extension de compétence pour l'avenir » ;

Qu'il découle donc de tout ce qui précède, que ce n'est que par exception que les Commissaires ont eu un mandat politique portant sur des objets déterminés, mais qu'en tant que « représentants légaux des porteurs de titres, ils n'ont qu'un mandat civil régi par les règles du droit commun » ;

Qu'ils ne peuvent donc repousser la demande dont s'agit, en invoquant un pouvoir souverain dont jusqu'à ce jour ils n'ont pas été investis par les Puissances ;

Attendu que si, aux termes du décret du 6 juin 1890, les Commissaires de la Dette sont les mandataires des Puissances qui ont garanti l'emprunt de 1885, ils n'en sont pas moins les mandataires légaux des porteurs de titres du dit emprunt garanti, et que, par suite, leur situation légale vis-à-vis de ces derniers est la même que vis-à-vis des porteurs de titres des autres dettes ;

Attendu que l'exception du Gouvernement et des dits Commissaires manque de fondement de ce premier chef ;

Attendu qu'en admettant que l'acte dont s'agit puisse être qualifié d'acte de souveraineté, l'exception d'incompétence ne saurait être recevable, qu'en effet ce n'est pas la première fois que le Gouvernement soulève la dite exception et qu'il est inutile de rappeler ici les divers arrêts qui décident que « les traités internationaux régissant les emprunts publics constituent une limitation à l'exercice du droit éminent de l'Etat emprunteur, et confèrent aux

« porteurs de titres une base légale des droits acquis; que les Tribunaux mixtes sont, dès lors, compétents, aux termes de l'art. 11 du Règlement d'organisation judiciaire, pour statuer sur les atteintes que tout acte gouvernemental, toute mesure administrative contraire à ces traités, peuvent faire subir aux droits d'étrangers porteurs de titres »;

Attendu que la demande dont est saisi le Tribunal ne conteste en rien le pouvoir souverain du Gouvernement égyptien de faire l'expédition de Dongola comme toute autre expédition militaire, qu'elle se base sur la violation des droits conférés aux porteurs de titres, sur l'inexécution des engagements pris vis-à-vis d'eux par le Gouvernement ou encore sur une atteinte portée à un droit acquis; qu'il ne saurait donc être douteux que les Tribunaux mixtes ont toute compétence pour en connaître;

FINS DE NON-RECEVOIR :

Attendu que les fins de non-recevoir soulevées par les parties peuvent se résumer ainsi : 1° défaut de qualité des porteurs de titres pour ester en justice, soit contre le Gouvernement, soit contre les Commissaires; 2° nullité de l'assignation de MM. Louis et Yonine; 3° défaut de qualité de MM. Louis et Yonine, ainsi que de M. Bouteron, en tant que faisant partie de la minorité dans leurs Commissions;

SUR LE DÉFAUT DE QUALITÉ DES PORTEURS DE TITRES :

Attendu que l'on avance que l'art. 4 du décret de 1876 et l'art. 38 de la Loi de liquidation ont conféré aux Commissaires de la Dette le droit d'ester en justice dans l'intérêt des créanciers, et l'on ajoute « que cet acte a toujours été interprété en ce sens que les créanciers du Gouvernement égyptien étaient dépouillés du droit d'agir individuellement et qu'ils étaient liés par le mandat général exclusif et irrévocable consenti en leur nom par leurs pouvoirs souverains respectifs »;

Attendu qu'il vient d'être démontré, à propos de la compétence, que les Commissaires, dans leurs rapports avec les porteurs de titres, n'ont qu'un mandat ordinaire régi par les règles du droit commun;

Que l'on n'a produit aucune décision de la Cour d'appel mixte faisant connaître que les articles 4 et 38 doivent être interprétés dans le sens indiqué ci-dessus; qu'au contraire la teneur des articles cités, et l'étude de l'ensemble des divers décrets ayant trait aux emprunts de l'Etat conduisent à une interprétation toute différente;

Attendu que si la thèse soutenue par les demandeurs en exception était admise, on arriverait à proclamer l'irresponsabilité complète des Commissaires de la Caisse, de telle sorte qu'ils n'auraient plus une souveraineté limitée, comme ils l'ont prétendu, mais un pouvoir absolu;

Qu'en effet ils pourraient répondre à l'autorité qui les a nommés mandataires légaux, qu'ils n'ont pas à lui rendre compte de leur mandat, mais bien aux porteurs de titres, leurs mandants, et à ceux-ci qu'ils ont été dépouillés de toute action contre eux, et il en résulterait qu'ils n'auraient aucun compte à rendre à personne, ce qui est inadmissible;

Attendu que, mandataires légaux des porteurs de titres, ils doivent répondre à toute action intentée contre eux dérivant du droit commun;

Qu'il est au surplus inutile d'insister sur ce point, qu'il suffit de rappeler ici les articles 9, 10 et 11 du Règlement d'organisation judiciaire, qui déterminent la compétence dans les cas où une personne croit avoir à demander en justice réparation d'une atteinte à ses droits, sans qu'il soit nécessaire de citer les nombreux arrêts déjà rendus par la Cour d'appel mixte en cette matière, pour qu'il ne subsiste aucun doute sur la légitimité de l'exercice de ce droit d'action individuelle;

Attendu que notamment l'art. 11 du Règlement d'organisation judiciaire

précité édicte d'une manière formelle que les Tribunaux mixtes pourront juger, dans les cas prévus par le Code civil, des atteintes, etc., etc.

Qu'il n'est que trop évident que si, à l'article 4 du décret de 1876 et à l'article 38 de la Loi de liquidation, le législateur avait entendu faire une dérogation aux prescriptions contenues dans le Règlement d'organisation judiciaire et dépouiller les parties du droit à elles conféré par la loi, il l'aurait déclaré d'une manière précise, ce qui n'a pas eu lieu;

Attendu qu'en conséquence la dite fin de non-recevoir ne saurait être accueillie;

SUR LA NULLITÉ DE L'ASSIGNATION DE MM. LOUIS ET YONINE :

Attendu qu'il est superflu de rechercher si la nullité existe du moment que MM. Louis et Yonine, déjà mis en cause par MM. Herbault et consorts, pouvaient valablement prendre des conclusions à l'audience; qu'il est constant que les conclusions du dit exploit ont été renouvelées par MM. Louis et Yonine à l'audience; qu'il s'ensuit qu'il est sans intérêt de statuer sur la validité du dit exploit d'assignation;

SUR LE DÉFAUT DE QUALITÉ DE MM. LOUIS, YONINE ET BOUTERON :

En ce qui concerne MM. Louis et Yonine :

Attendu que l'on a allégué que la Commission de la Caisse seule avait qualité pour ester en justice, soit sur l'avis unanime de tous les Commissaires, soit à la majorité de ses membres, mais que jamais ce droit ne pourrait appartenir à la minorité de la Commission;

Attendu que le mandat donné aux Commissaires étant régi par le droit commun, il en résulte pour chacun d'eux un droit d'action toutes les fois que les intérêts des porteurs de titres qui lui sont confiés sont compromis par les autres Commissaires et que sa responsabilité personnelle peut être engagée;

En ce qui concerne M. Bouteron :

Attendu que l'intérêt des porteurs de titres de la Dette domaniale ne peut être discuté en présence du passage de l'art. 3 du décret du 12 juillet 1888, qui prévoit parmi les dépenses l'insuffisance annuelle de revenus de l'Administration des Domaines, et de l'art. 9 du décret du 6 juin 1890, qui porte *in fine* : « Le surplus sera employé pour les 9/10^e à l'amortissement de la Dette unifiée, pour 1/10^e à l'amortissement de la Dette domaniale »;

Attendu que le droit de tout porteur de titres de la Dette domaniale d'ester en justice pour atteinte à un droit acquis résulte tant des conventions des 31 octobre 1878 et 1^{er} février 1879 que de l'arrêt de la Cour d'Alexandrie en date du 1^{er} novembre 1878;

Que l'on ne saurait donc refuser ce même droit aux Commissaires des Domaines, représentant la collectivité des porteurs de titres de l'emprunt domanial;

Qu'il est également certain, ainsi qu'il vient d'être démontré pour les Commissaires de la Dette, que chaque Commissaire des Domaines a un droit individuel d'action, toutes les fois que sa responsabilité personnelle peut être engagée;

Attendu qu'après discussion sur les diverses exceptions, toutes les parties défenderesses dans les deux instances principales, ainsi que les parties intervenantes, sauf M. Bouteron, ont déclaré ne pas vouloir conclure sur le fond;

AU FOND :

Attendu, en fait, que le 19 mars 1896, le Gouvernement égyptien a demandé aux Commissaires-Directeurs de la Caisse de la Dette publique, l'autorisation de prélever sur le Fonds de réserve général que les porteurs de titres de certains emprunts publics prétendent être affecté à leur garan-

tie, une somme de 500,000 L. E. pour les besoins de l'expédition militaire du Soudan;

Attendu qu'à la séance du 26 mars, MM. Louis et Yonine ont déclaré que, cet objet dépassant la compétence de la Commission de la Dette, celle-ci ne pouvait délibérer valablement et qu'ils s'opposaient au vote sur la demande de crédit;

Attendu que, leur avis n'ayant pas prévalu, ils se sont retirés;

Que MM. Money, Morana, baron de Richthofen et comte Zaluski, Commissaires, ont accordé au Gouvernement égyptien l'autorisation qu'il demandait et lui ont remis de suite 200.000 L. E., et, le 18 avril, 150,000 L. E.;

Attendu que c'est après cette autorisation et ce versement de fonds que le Syndicat Herbault et consorts, MM. Louis et Yonine, en leur qualité de Commissaire de la Caisse de la Dette, et M. Bouteron, en sa qualité de Commissaires des Domaines, ont demandé la restitution au Fonds de réserve général des dites sommes;

Que le Tribunal a donc à trancher les questions suivantes :

1^o La Commission de la Caisse de la Dette publique a-t-elle pouvoir pour autoriser le prélèvement, sur le Fonds de réserve, des dépenses occasionnées pour l'expédition de Dongola?

2^o Cette autorisation porte-t-elle atteinte aux droits acquis des porteurs de titres de la Dette égyptienne?

Attendu que la Caisse de la Dette publique a été créée par décret du 2 mai 1876;

Que, dans le préambule du dit décret, il est formellement déclaré qu'elle a été instituée pour : « donner toute garantie aux porteurs de titres... pour assurer le service régulier de la Dette publique »;

Que l'art. 1^{er} de ce décret porte qu'elle est chargée de recevoir les revenus affectés et de les « destiner exclusivement » au paiement des intérêts et à l'amortissement de la Dette;

Que l'art. 4 confie à la Commission de la Dette la tutelle des garanties concédées aux porteurs de titres;

Attendu que toutes ces dispositions du décret de 1876 ont été confirmées par la Loi de liquidation du 17 juillet 1880;

Attendu qu'il y a lieu tout d'abord de faire observer que la dite loi, qui a modifié les engagements antérieurs pris par le Gouvernement vis-à-vis des porteurs de titres, a eu surtout pour objet d'assurer aux dits porteurs toute garantie dans l'avenir pour l'exécution des engagements pris vis-à-vis d'eux par l'Etat égyptien;

Qu'à cet effet, il a établi le budget de l'Etat et indiqué les sommes devant être affectées aux porteurs de titres et celles affectées aux besoins d'administration de l'Etat en décidant que les excédents de revenus seraient employés à l'amortissement;

Attendu que le législateur prévoyant que l'équilibre du budget établi par lui pouvait être détruit par de nouveaux emprunts a interdit, par l'art. 37, au Gouvernement, d'émettre aucun nouvel emprunt, de quelque nature que ce soit, sans l'avis conforme de la Commission de la Dette;

Attendu qu'il est donc dès à présent certain que, de par la Loi de liquidation, tous les fonds qui doivent servir à l'amortissement sont, dès le moment où ils entrent à la Caisse de la Dette, destinés exclusivement à la garantie des porteurs de titres pour l'exécution des engagements pris vis-à-vis d'eux, et que cette destination ne peut être modifiée que par une nouvelle loi;

Attendu qu'à la suite des événements de 1882, l'amortissement a été suspendu, et il allait être repris, lorsque le Gouvernement égyptien eut l'idée de proposer la création d'un Fonds de réserve;

Que, dans la lettre en date du 19 janvier 1888, adressée par le Gouvernement égyptien aux Commissaires de la Dette faisant part de son projet, il est

dit qu'il s'agissait de parer « aux diminutions de revenus ou aux charges « extraordinaires qui, à la suite d'événements imprévus, peuvent déranger « l'équilibre du budget, et aux incertitudes des déficits essentiellement « variables des Domaines et de la Daira Sanieh » ;

Attendu qu'à cette lettre la Commission répondait de la manière suivante :
 « En principe, nous avons reconnu les avantages que présenterait pour les « créanciers mêmes de l'Etat, la constitution d'un Fonds de réserve pouvant, « le cas échéant, pourvoir à l'insuffisance de revenus affectés, et créant « ainsi une garantie de plus pour le service de la Dette. »

Attendu qu'à la suite de cet échange de vues entre le Gouvernement et la Commission de la Caisse, le Gouvernement égyptien a saisi officiellement les Puissances à la date du 3 mars 1888 et leur a demandé de donner leur assentiment au dit projet de décret par la dépêche suivante :

« Le Gouvernement de Son Altesse le Khédive vient de décider la création « d'un Fonds de réserve en vue de parer aux diminutions de revenus et aux « charges extraordinaires qui peuvent accidentellement déranger l'équilibre « budgétaire de l'Etat. Le but de cette mesure et les moyens propres à en « assurer la réalisation ayant rencontré l'avis favorable de la Caisse de la « Dette, le Gouvernement, de concert avec MM. les Commissaires de la « Dette, a élaboré un projet de décret qui règle l'organisation du Fonds de « réserve, son emploi et les dispositions législatives à intervenir pour sa « constitution » ;

Il ajoutait : « Les porteurs de titres obtiendraient, ainsi, une garantie de « plus par ce fait que, en cas d'insuffisance des revenus affectés, la réserve « est appelée en première ligne à parfaire les sommes nécessaires au service « des dettes dont la Caisse de la Dette publique est chargée... »

« A un point de vue d'intérêt plus général, l'existence d'un Fonds de « réserve serait un gage précieux de sécurité et de stabilité pour les finances « du pays » ;

Attendu qu'il ressort clairement des déclarations contenues dans les documents visés plus haut, que la création du Fonds de réserve a été faite en vue de parer aux diminutions de revenus ou aux charges extraordinaires qui peuvent, à la suite d'événements imprévus, accidentels, déranger l'équilibre budgétaire de l'Etat, et que cette mesure est prise en vue de donner une garantie de plus aux porteurs de titres ;

Qu'en outre, il est bon de faire observer dès à présent que ce sont les ressources destinées à l'amortissement, ressources déjà spécialement affectées aux porteurs de titres par la Loi de liquidation qui doivent servir à former le Fonds de réserve général ;

Attendu qu'à la date du 12 juillet 1888, paraissait le décret constituant le Fonds de réserve, où il est dit à l'art 3 : « Le Fonds de réserve est destiné : « 1° en cas d'insuffisance des revenus affectés, à parfaire les sommes nécessaires au service des dettes dont la Caisse est chargée ; 2° à combler l'insuffisance des revenus non affectés pour pourvoir aux dépenses prévues « par l'art. 18 de notre décret du 27 juillet 1885 et autres consenties ou à « sentir par les Puissances ; 3° à des dépenses extraordinaires engagées conformément à l'avis préalable de la Commission de la Dette... » et l'article 4 :

« L'amortissement des dettes sera repris dans les conditions énoncées à « l'art. 22 de notre décret du 27 juillet 1885, dès que le Fonds de réserve aura « été intégralement constitué pour être suspendu de nouveau quand et tant « que, par suite des prélèvements opérés en vertu de l'art. 3 ci-dessus, son « capital sera inférieur à livres égypt. 2,000,000 » ;

Attendu qu'il est facile de voir, rien qu'à la simple lecture de la teneur de ces deux articles, tout l'intérêt qu'ont les porteurs de titres à veiller à ce que le Fonds de réserve général ne soit pas détourné de sa destination spéciale, ledit Fonds de réserve devant parer aux déficits budgétaires possibles et ensuite permettre à l'amortissement de reprendre son cours ;

Attendu que c'est la teneur du paragraphe 3 de l'art. 3 du dit décret :

« Le Fonds de réserve est destiné... à des dépenses extraordinaires engagées conformément à l'avis préalable de la Commission de la Dette », qui donne lieu à la difficulté actuelle;

Attendu que MM. Money, Morana, baron de Richthofen et comte Zaluski ont soutenu, dans leurs conclusions relatives à l'incompétence, qu'ils avaient le droit, aux termes du dit paragraphe, de voter toutes dépenses extraordinaires, de quelque nature que ce soit et ce, en vertu d'un mandat politique; qu'ils ont même déclaré dans leurs conclusions que le Gouvernement est propriétaire des dits fonds;

Attendu qu'il a déjà été établi que les dits Commissaires n'avaient pas de mandat politique dans leurs rapports avec les porteurs de titres et que leur mandat était régi par le droit commun;

Que le Gouvernement n'a pas le droit d'user des dites sommes comme propriétaire, puisqu'elles ont été affectées à la garantie des porteurs de titres et qu'elles ne peuvent recevoir d'autres destinations que celles prévues par la dite loi;

Qu'il s'agit maintenant d'interpréter ce que signifient ces mots « dépenses extraordinaires » insérés au § 3 du dit art. 3;

Attendu que tout d'abord ces mots « dépenses extraordinaires » démontrent que le mandat des Commissaires est essentiellement limité et ne saurait s'étendre aux dépenses de toutes natures ainsi qu'ils l'avancent;

Attendu que l'échange de correspondances entre le Gouvernement et la Caisse de la Dette publique indique que par le mot « extraordinaires » on n'a entendu parler que des seules dépenses accidentelles imprévues qui pourraient déranger l'équilibre du budget de l'Etat et porter ainsi atteinte aux intérêts des porteurs de titres;

Attendu, en conséquence, que par « dépenses extraordinaires » on doit entendre celles qui sont motivées par un accident imprévu, tel qu'une crue anormale du Nil, l'incendie de certains bâtiments de l'Etat, etc., etc., causes qui peuvent amener une diminution des revenus de l'Etat ou l'obliger à faire des travaux exceptionnels en vue de prévenir ou d'atténuer le mal, diminutions de revenus ou dépenses qui peuvent rompre l'équilibre du budget;

Attendu que cette interprétation qui s'impose, rien qu'à la lecture du passage des documents cités plus haut, se trouve très nettement expliquée par M. Milner, ancien sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances d'Egypte, dans son ouvrage *England in Egypt* :

« L'Egypte, dit-il, est un pays dont les revenus sont exposés, dans une « proportion exceptionnelle, à être affectés par les accidents naturels (physical accidents). Que le Nil soit exceptionnellement haut ou exceptionnellement bas une année quelconque et le budget est complètement « bouleversé, bien que l'état général des finances du pays soit exceptionnellement bon. Dans ces conditions, un Fonds de réserve est de première nécessité... »

Attendu qu'en résumé le mot « extraordinaires » dont s'agit ne peut être interprété que de la manière suivante : dépenses exceptionnelles, accidentelles, imprévues, et au sujet desquelles les mandataires légaux des porteurs de titres ont le devoir de sauvegarder avant tout les droits des dits porteurs, objet principal de leur mandat;

Attendu que le Gouvernement égyptien et le Gouvernement français ont, du reste, déjà interprété le dit article dans ce sens, lorsqu'en 1890, le premier a proposé d'affecter une partie du Fonds de réserve général à des dépenses militaires d'ordre intérieur, ce qui a été refusé;

Qu'ainsi on reconnaissait à ce moment qu'on ne pouvait toucher au Fonds de réserve général pour certaines dépenses militaires, sans l'assentiment des Puissances;

Attendu que si les dépenses militaires d'ordre intérieur ne doivent pas être

comprises dans les dépenses extraordinaires dont parle le paragraphe 3 de l'article 3, à plus forte raison celles nécessitées par l'expédition de Dongola, qui n'ont rien d'accidentel ni d'imprévu et n'ont certainement pas été faites en vue de sauvegarder d'une manière quelconque les droits des porteurs de titres;

Que dans tous les cas elles ne rentrent pas dans la catégorie de celles qui, aux termes du dit décret, peuvent être autorisées par la Commission de la Dette, puisqu'il est reconnu par tous qu'elles sont d'ordre purement politique;

Attendu que le décret du 6 juin 1890 vient encore démontrer que le § 3 de l'art. 3 du décret de 1888 ne peut avoir d'autre interprétation que celle qui a été donnée ci-dessus;

Qu'en effet il indique de quelle manière devra avoir lieu l'amortissement, et qu'il n'est que trop clair que si l'interprétation du Gouvernement était admise, c'est-à-dire que le Fonds de réserve général peut être employé à des dépenses de toute nature, les porteurs de titres n'auraient plus de garantie et leurs droits seraient illusoires;

Qu'il est démontré qu'il n'appartenait pas aux dits Commissaires de consentir le prélèvement dont s'agit, pour une expédition militaire, prélèvement qui peut porter la plus grave atteinte aux droits des porteurs de titres, anéantir la garantie à eux exclusivement destinée par la création du Fonds de réserve général;

Attendu que seules les Puissances pouvaient donner un tel consentement et modifier la destination du Fonds de réserve;

Attendu que tant que cette modification n'a pas eu lieu législativement, il est du devoir des Tribunaux de faire observer les prescriptions contenues dans les divers décrets en vigueur;

Attendu que les Commissaires n'ayant ni qualité, ni droit pour autoriser le dit prélèvement, il devient inutile de rechercher si leur décision devait être prise à la majorité ou à l'unanimité;

Attendu en ce qui concerne l'atteinte portée aux droits acquis des porteurs de titres, qu'il ne saurait être contesté que les sommes devant servir à l'amortissement, l'auront été spécialement affectées, que c'est avec ces sommes qu'a été formé le Fonds de réserve général et que dès lors en employant ces fonds à une autre destination que celle prévue dans le dit décret, on diminue tout au moins leurs sûretés, soit pour le paiement des coupons en cas d'insuffisance des revenus affectés, soit pour l'amortissement, si on ne les fait pas disparaître;

Attendu que l'on a essayé de soutenir que le droit individuel de chaque porteur de titres ne saurait lui permettre de demander la restitution des sommes prélevées au delà de l'atteinte réellement portée à son droit acquis; mais attendu qu'on oublie que la masse entière du Fonds de réserve est globalement affectée à la garantie de chaque créancier comme à la garantie collective de tous;

Qu'il y a là une indivisibilité de garantie dont on retrouve d'ailleurs le même caractère légal dans les autres sûretés réelles, telles que le gage et l'hypothèque, dont la totalité garantit chaque fraction de la dette (art. 669 du Code civil mixte et 2083 et 2090 du Code civil français);

Attendu que la violation du décret de 1888 dont s'agit étant établie, il importe de déterminer la responsabilité de chacun des défendeurs;

Attendu que parmi les personnes assignées se trouvent : Mog bey en sa qualité de contrôleur et Mahdi bey en sa qualité de caissier de la Caisse de la Dette;

Attendu qu'aucune demande n'ayant été formulée à leur encontre, il y a lieu de les mettre purement et simplement hors de cause;

Attendu, en ce qui concerne MM. Louis et Yonine, que les demandeurs

Herbault et consorts, reconnaissant que les dits Commissaires ont à bon droit protesté contre la décision prise par la majorité de la Commission, ainsi qu'il résulte du procès-verbal de la séance du 26 mars 1896, versé au dossier, ont renoncé à leur action à leur rencontre, et qu'il y a lieu de leur en donner acte;

Attendu, en ce qui touche le Gouvernement égyptien, qu'il est constant qu'il a retiré indûment des sommes provenant du Fonds de réserve général; qu'il y a lieu d'ajouter qu'en méconnaissant les engagements répétés pris par lui vis-à-vis des porteurs de titres et en violant des décrets qu'il ne pouvait ignorer, puisqu'ils émanaient soit de sa propre initiative, soit d'un accord avec les Puissances, il a commis une faute grave et que dès lors il doit être tenu de restituer, au Fonds de réserve général, les sommes par lui prélevées et de supporter les frais de l'instance;

Attendu, quant à MM. Money, Morana, baron de Richthofen et comte Zaluski, que c'est à tort qu'ils ont autorisé le prélèvement des dites sommes, au mépris des décrets susvisés, qui leur donnaient pour mission de n'employer la réserve du Fonds général que dans certains cas accidentels, mais toujours dans l'intérêt des porteurs de titres;

Qu'en agissant ainsi, surtout après la protestation de deux de leurs collègues dont il a été parlé ci-dessus, il ne saurait être douteux que leur responsabilité personnelle est engagée;

Mais, attendu que, les demandeurs principaux et M. Bouteron ne concluant à leur condamnation personnelle qu'au cas d'inexécution par le Gouvernement du présent jugement, il y a eu lieu de réserver, quant à présent, la décision sur ce point;

Attendu, quant à MM. Gibson et Chekib pacha, Commissaires des Domaines, que, tout en s'étant ralliés aux fins et conclusions prises par le Gouvernement égyptien et les Commissaires Money, Morana, baron de Richthofen et comte Zaluski, on doit constater qu'ils ne se sont présentés que sur la sommation de MM. Herbault et consorts et que, dès lors, les dépens de leur intervention doivent être supportés par la partie qui succombe dans l'instance;

Attendu, en ce qui concerne l'exécution, que, bien que le droit d'ester en justice ait été reconnu à MM. Herbault et consorts et à M. Bouteron, Commissaire des Domaines, et que, en principe, leurs conclusions soient accueillies, il importe de confier la dite exécution à MM. Louis et Yonine, soit collectivement, soit séparément, en la qualité qu'ils agissent, en laissant seulement à MM. Herbault et consorts et à M. Bouteron, es-qualités, le droit de faire exécuter le jugement en ce qui concerne les dépens;

Attendu, quant aux syndicats Zervudachi et consorts, Stagni et consorts, intervenants, que le Tribunal n'a qu'à leur donner acte de leur intervention, et mettre les dépens de leur intervention à leur charge;

PAR CES MOTIFS :

Où le ministère public en ses conclusions :

Joint les instances inscrites sous les numéros 1404 et 1525 de la XXI A. J., vu leur connexité;

Donne acte de l'intervention de MM. Bouteron, Gibson et Chéakib pacha, Syndicats Zervudachi et consorts, Stagni et consorts ;

Se déclare compétent;

Rejette toutes exceptions et fins de non-recevoir;

AU FOND :

Donne défaut contre le Gouvernement égyptien, MM. Money, Morana, baron de Richthofen et comte Zaluski, Gibson et Chekib pacha, les Syndicats Zervudachi et consorts, Stagni et consorts;

Met hors de cause MM. Mog bey et Mahdi bey ;

Donne acte à MM. Herbault et C^{ts} de leur renonciation à l'action à l'encontre de MM. Louis et Yonine ;

Dit que les prélèvements de la somme de 350,000 L. E., opérés à la date des 26 mars et 11 avril 1896, ont eu lieu en violation des droits conférés aux porteurs de titres par les décrets susvisés ;

Condamne en conséquence le Gouvernement égyptien à payer à la Caisse de la Dette publique pour être versée au Fonds de réserve général la dite somme de 350,000 L. E. pour les causes sus-énoncées, avec intérêts à raison de 5 0/0 l'an à partir du 26 mars et du 18 avril 1896, ainsi que toutes sommes qui ont pu être prélevées ou seront prélevées pour le même objet avec intérêts à raison de 5 0/0 l'an à partir de chaque prélèvement ;

Dit qu'il n'y a pas lieu de statuer quant à présent sur les conclusions prises à l'encontre de MM. Money, Morana, baron de Richthofen et comte Zaluski ;

Ordonne à MM. G. Louis, A. Money, J.-B. Morana, baron de Richthofen, comte Zaluski et Yonine, en leur qualité de Commissaires de la Dette publique, de retenir toutes les sommes qu'ils peuvent ou pourront ultérieurement avoir en mains appartenant ou revenant au Gouvernement jusqu'à concurrence des sommes qui auraient été prélevées dans les conditions rapportées ci-dessus, en y ajoutant les intérêts, et de les restituer au Fonds de réserve général ; dit que les poursuites en exécution du jugement ci-dessus auront lieu par toutes les voies légales aux requêtes et diligences de MM. Louis et Yonine en leur qualité de Commissaires de la Dette, soit collectivement, soit séparément ;

Condamne enfin le Gouvernement égyptien en tous les dépens vis-à-vis de tous demandeurs ou intervenants, à l'exception des dépens de l'intervention des Syndicats Zervudachi et C^{ts}, Stagni et C^{ts}, qui sont mis à la charge de ces derniers.

Prononcé à l'audience publique du Tribunal mixte de première instance au Caire, siégeant en matière civile, le 8 juin 1896 ; présents : MM. Prunières, président ; de Stoppelaar, de Sandey Castro, Ismaïl bey Serri, Joseph bey Aziz, juges ; Neguib bey Ghali, substitut du Procureur Général, et Lucchesi, commis-greffier.

— Sans attendre la signification du jugement qui précède et, dès le 11 juin, le Gouvernement égyptien a fait signifier aux parties en cause l'acte d'appel suivant :

CONTENTIEUX DE L'ÉTAT

DIRECTION DU MINISTÈRE DES FINANCES

L'an mil huit cent quatre-vingt-seize et le onze juin au Caire, à la requête du Gouvernement égyptien représenté par Son Excellence Ahmed Mazloum pacha, ministre des finances, pour lequel domicile est élu, à Alexandrie, en les bureaux du contentieux de l'Etat.

J'ai Angelo Janni, huissier soussigné près le Tribunal mixte du Caire, signifié à MM. :

1° Georges Louis, 2° Alexandre Yonine, tous les deux Commissaires de la Dette publique égyptienne, domiciliés au Caire, avec domicile élu dans le cabinet de M^e G. Privat, avocat ;

3° Morana, Jean-Baptiste, 4° le baron de Richthofen, 5° Alonzo Money, 6° le comte Zaluski, tous les quatre Commissaires de la Dette publique égyptienne, domiciliés au Caire et ayant élu collectivement domicile dans le cabinet de M^e T. Figari, avocat ;

7° E. Bouteron, Commissaire des Domaines de l'Etat, domicilié au Caire, avec domicile élu dans le Cabinet de M^e Babled, avocat ;

8° S. E. Chékib pacha, 9° Gibson, tous les deux Commissaires des Domaines

de l'Etat, domiciliés au Caire, avec domicile élu dans le cabinet de M^e T. Figari, avocat;

10^e C.-G. Zervudachi, Suarès frères et consorts, tous avec domicile élu dans le cabinet de M^e Carton de Wiart, avocat;

Que le requérant — tout en réservant son recours éventuel par toutes les voies de droit contre le jugement ci-dessous dans celles de ses dispositions qui ont statué par défaut sur la recevabilité et le fond de l'action — entend interjeter comme de fait il interjette formellement appel par les présentes du chef du jugement intervenu entre parties, le 8 juin courant, par lequel le Tribunal civil mixte de première instance du Caire s'est déclaré compétent et ce pour les torts et griefs qui seront ci-après déduits;

Et de même suite, aux mêmes requête et election de domicile que dessus, j'ai, huissier soussigné, cité MM. Georges Louis, Alexandre Yonine, E. Bouteron et, en tant que de besoin, MM. Morana, le baron de Richthofen, Money, le comte Zaluski, Gibson, S. E. Chékib pacha, tous ci-dessus pré-nommés et qualifiés ainsi que les sieurs Zervudachi, Suarès frères et consorts, à comparaître pardevant MM. le Président et Conseillers composant la Cour d'appel mixte siégeant à Alexandrie, à l'audience qui sera tenue au Palais de Justice, le vingt-et-un octobre 1896, à 8 h. 1/2 du matin et aux audiences suivantes, pour, là étant,

Attendu qu'à tort le Tribunal du Caire s'est déclaré compétent;

Que l'acte par lequel le Gouvernement égyptien a décidé — avec le consentement de la Caisse de la Dette — de prélever sur le Fonds de réserve, institué par le décret du 19 juillet 1888, une somme de 500,000 livres égyptiennes pour faire face aux dépenses de la réoccupation de la province de Dongola. constitue un acte de souveraineté;

Que les mesures prises par le Gouvernement pour l'organisation ou la disposition de ses finances publiques sont, en effet, ainsi que l'a proclamé la Cour dans son arrêt du 22 avril 1880 (Sursock contre Gouvernement), des actes de souveraineté échappant, par leur nature même, au contrôle de l'autorité judiciaire;

Que, postérieurement audit arrêt, l'organisation financière de l'Egypte a fait, il est vrai, l'objet d'arrangements internationaux (Loi de liquidation, Convention de Londres, etc.) qui ont eu pour but et pour effet d'apporter des restrictions à la souveraineté du Gouvernement égyptien, en matière de finances publiques;

Qu'il s'ensuit que le Gouvernement ne peut déroger auxdits arrangements qu'avec le consentement des Puissances, sauf, bien entendu, pour certains actes spécialement prévus et qu'aux termes des mêmes arrangements il peut faire avec le simple consentement de la Caisse de la Dette;

Qu'il s'ensuit également que toute mesure prise avec le consentement, soit des Puissances, soit de la Caisse de la Dette, suivant les cas, revêt le caractère d'un acte de pleine souveraineté;

Que, dans l'espèce, l'acte incriminé a été posé dans les formes et conditions prescrites par les arrangements internationaux;

Qu'en effet, le décret du 19 juillet 1888 constitutif du Fonds de réserve est affecté : « 1^o.... 2^o.... et 3^o à faire face aux dépenses extraordinaires engagées avec le consentement de la Caisse de la Dette. »

Que, se conformant scrupuleusement à ces dispositions, le Gouvernement a obtenu le consentement de la Caisse;

Que l'acte est donc parfait et que les Tribunaux ne peuvent l'apprécier;

Que les Tribunaux ont seulement à examiner si oui ou non les engagements internationaux ont été respectés ou, en d'autres termes, si oui ou non la Caisse de la Dette a donné son consentement;

Que c'est seulement au cas où celle-ci n'aurait pas donné son consentement qu'il y aurait violation des droits acquis et que, par suite, l'action serait compétemment introduite;

Mais que, devant la justification du consentement donné par la Caisse au prélèvement incriminé, ils doivent se déclarer incompétents;

Que le jugement soutient à tort que c'est là une dépense d'une nature telle que la Caisse de la Dette, fût-elle unanime, ne pouvait consentir et que les Puissances seules avaient qualité pour autoriser;

Que cette thèse va à l'encontre aussi bien du texte formel du décret que de la correspondance tant administrative que diplomatique qui en précède la promulgation;

Qu'il était loisible aux Puissances, en donnant leur assentiment à la création d'un Fonds de réserve, de stipuler soit que l'emploi ne pouvait en avoir lieu qu'avec leur consentement (ainsi qu'elles l'ont fait pour l'emploi des économies provenant de la Conversion), soit que l'emploi ne pouvait en avoir lieu qu'avec le consentement unanime des Commissaires (ainsi que cela a été fait pour le projet de loi des patentes); soit enfin que ce fonds ne pouvait être affecté qu'à telle ou telle catégorie de dépenses à l'exclusion de toute autre;

Qu'elles n'ont, au contraire, fait aucune réserve ou distinction quelconque et s'en sont rapportées entièrement à la décision de la Caisse de la Dette, décision qui se trouve ainsi, aux termes de la loi, avoir un caractère absolu;

Qu'il s'ensuit que tout prélèvement sur le Fonds de réserve autorisé par la Caisse de la Dette revêt un caractère souverain;

Que cette délégation en matière financière est analogue à celle qui a été conférée en matière pénale à la Cour d'appel mixte par le décret du 31 janvier 1889; que les actes posés, dans le premier cas, avec le consentement de la Caisse de la Dette, dans le second cas avec l'avis favorable de la Cour d'appel mixte, sont obligatoires pour tous et ne sauraient faire l'objet d'un recours devant les Tribunaux, soit de la part des tiers, soit de la part des membres de la minorité de ces Assemblées;

Que le jugement entrepris a donc déclaré à tort, sous prétexte d'interprétation, qu'un prélèvement pour une dépense de cette nature ne pouvait être consenti que par les Puissances, la Caisse de la Dette n'ayant ni qualité ni compétence à cet effet;

Que le Tribunal n'hésite pas à déterminer, de sa propre autorité, des catégories de dépenses extraordinaires pour lesquelles le consentement de la Caisse serait insuffisant;

Qu'il a fait ainsi œuvre non d'interprétation, mais bien de législation en apportant au décret des restrictions et réserves qu'aucune des Puissances n'a formulées avant la promulgation dudit décret, ni même jusqu'à ce jour;

Qu'il n'est point permis aux Tribunaux aux termes d'une jurisprudence constante, sous prétexte d'interpréter des accords et d'en rechercher l'esprit, de LES MODIFIER ET D'Y AJOUTER DES STIPULATIONS NOUVELLES, de même que là où le législateur n'a pas distingué, le juge ne peut ni ne doit distinguer;

Qu'il résulte de ce qui précède que la mesure prise par le Gouvernement, d'accord avec la Caisse de la Dette, a été prise en conformité des arrangements internationaux, qu'elle n'a violé aucun droit acquis et que les Tribunaux mixtes, en conséquence, aux termes de leur jurisprudence, ne peuvent en connaître;

Qu'à tort également le jugement invoque l'article 38 de la Loi de liquidation;

Que cet article constituant une véritable exception doit en conséquence être interprété restrictivement;

Que s'il attribue qualité aux Commissaires et compétence aux Tribunaux mixtes, c'est uniquement dans les actions introduites par les Commissaires contre l'administration financière représentée par le ministre des finances et non pas dans une action introduite par des porteurs ou par la minorité des Commissaires contre une décision prise par la majorité d'accord avec le Gouvernement et dans un des cas prévus par les arrangements internationaux;

PAR CES MOTIFS et tous autres à faire valoir en plaidant ou à suppléer même d'office au besoin,

Entendre LA COUR,

Mettre à néant le jugement du Tribunal du Caire, dont appel, et, faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, se déclarer INCOMPÉTENTE, condamner conjointement les demandeurs et les intervenants en tous les dépens tant judiciaires qu'extra-judiciaires de première instance et d'appel;

Et afin qu'ils n'en ignorent, etc...

Signé : ANGELO JANNI,

Huissier.

FRANCE

Situation des médecins et des étudiants étrangers.

Elle a donné lieu à une discussion à la Chambre des députés dans la séance du 9 juin.

M. Georges Berry. — Messieurs, il y a quelques mois, une agitation assez considérable se produisait dans toutes les villes de nos facultés de médecine. Etudiants, médecins et professeurs, s'associant dans la même protestation, s'élevaient contre l'envahissement des médecins étrangers.

Et, il faut bien le dire, ils avaient raison, car il s'agit là au premier chef d'une question de défense nationale et d'une question de justice.

Vous savez, en effet, que pour être docteur en médecine, que pour pouvoir prendre ses inscriptions à une faculté, il faut avoir conquis son baccalauréat. Or, contrairement à cette règle, on accorde aux étudiants étrangers le droit d'obtenir le doctorat en médecine sans qu'ils soient bacheliers. Ils n'ont qu'à montrer pour cela au secrétariat des facultés une équivalence, fournie à leurs compatriotes par les professeurs et par les gouvernements étrangers.

Certes, je suis le premier à vouloir ouvrir toutes grandes les portes de nos facultés. Plus, en effet, une nation reçoit chez elle d'étudiants étrangers, plus ceux-ci se pressent dans les salles de ses facultés et plus son influence intellectuelle grandit. Leur affluence est un témoignage de son élévation morale. De plus, en retournant chez eux, ces étudiants emportent des connaissances qu'ils doivent à des maîtres au souvenir desquels ils resteront attachés. Enfin ils les ont reçues dans une langue qu'ils n'oublieront pas plus que les relations établies entre eux et les camarades auxquels ils ont voué des sympathies qui s'effaceront difficilement. (*Très bien ! très bien !*)

L'Allemagne, qui l'a bien compris, donne à l'élément étranger une large hospitalité dans ses universités. Mais, aussi, si elle accorde des diplômes aux étudiants de toutes les nations, ce ne sont que des attestations scientifiques, ne conférant aucun droit d'ordre public. Ainsi un docteur en médecine de l'université de Berlin ne peut, de par son diplôme, exercer la médecine. Le droit à l'exercice est conféré à la suite d'un examen spécial subi devant un jury d'Etat étranger aux universités.

Chez nous, au contraire, nous conférons le doctorat en médecine à tous les étudiants étrangers, bacheliers ou non, et, par ce diplôme de docteur, nous les autorisons à faire une concurrence — disons-le — déloyale à nos nationaux, qui, eux, sont obligés, avant de commencer la moindre étude, de prouver qu'ils sont bacheliers.

Les conséquences d'un tel état de choses, vous les apercevez aisément. D'abord le recensement de ces derniers jours nous a appris que les médecins étrangers établis chez nous représentaient à l'heure actuelle, — ce chiffre est éloquent, — une proportion de 22 p. 100.

Laissez-moi vous citer un exemple qui est bien de nature à vous faire

toucher du doigt les graves conséquences de la facilité avec laquelle les étrangers obtiennent le droit d'exercer la médecine chez nous.

Dans une rue de Belleville, un brave médecin, que je connais beaucoup, exerce depuis trente ans comme officier de santé. N'ayant pas le diplôme de bachelier, il n'a pu obtenir celui de docteur en médecine. Or, il y a quelques mois, est venu s'installer en face de chez lui un docteur étranger qui, bien que non pourvu, lui aussi, du diplôme de bachelier, a pu néanmoins obtenir le grade de docteur en médecine, et cela parce qu'il avait l'avantage d'être étranger. Il a étalé sur sa porte une grande plaque portant ces mots : « M. X., docteur en médecine », et il n'a pas tardé à attirer à lui la clientèle de mon pauvre officier de santé. Après cela, est-il besoin d'insister pour vous faire condamner ces dérogations au règlement ? — car il s'agit là de véritables dérogations auxquelles je demande à M. le ministre de l'instruction publique de vouloir bien mettre un terme.

Nous arrivons bientôt à la fin de l'année scolaire et il s'agit de rassurer les étudiants en médecine français, il s'agit de ne pas leur laisser croire qu'on veut continuer à les placer sur un pied de défaveur vis-à-vis des étudiants étrangers.

A côté de la question des étudiants étrangers venant travailler en France se pose aussi celle des médecins qui, étant allés chercher ailleurs qu'en France et ayant obtenu, je ne sais comment, leur diplôme de docteur, peuvent, par autorisation de l'administration, par autorisation de la faculté, exercer en France ; vous le savez, — et je n'ai pas besoin d'insister sur ce point, — on vend en Amérique, et notamment à Philadelphie, des diplômes de docteur en médecine.

Il suffisait, il y a quelques années, à ces docteurs, avant la loi de 1892, d'une autorisation spéciale du Gouvernement pour qu'ils pussent exercer en France ; aujourd'hui, on leur fait subir trois épreuves, très faciles, et la plupart des étrangers et des Français qui sont allés se procurer bien loin leur diplôme de docteur, obtiennent aisément des dispenses de scolarité et des dispenses d'examen.

Il importe que M. le ministre de l'instruction publique prenne, sur les deux questions que je viens de signaler, une décision pour que dorénavant il ne soit plus apporté de dérogation au principe de la loi de 1892, qui veut que tout docteur en médecine français soit bachelier et qui, de plus, n'accorde le droit d'exercer en France qu'aux diplômés de l'Etat.

Donnez sans parcimonie, sans restriction, aux étudiants étrangers tous les moyens, toutes les facilités pour venir étudier la science médicale chez nous, pour suivre les leçons de nos professeurs, pour suivre les cours de nos écoles ; permettez-leur de rapporter à l'étranger, dans leur pays, les fruits de la plus large instruction. (*Très bien ! très bien !*) Mais, en aucun cas, ne leur concédez le droit d'exercer chez vous. Délivrez-leur un diplôme équivalent à celui de votre doctorat en médecine ; mais que cette équivalence n'autorise en aucune circonstance l'exercice de la médecine en France.

Il est bien entendu que ce ne sont pas là toutes mes aspirations et que je fais des réserves pour les questions qui ne peuvent être tranchées que par une loi.

En effet, si le Gouvernement peut, dès maintenant et par sa propre autorité, interdire l'exercice de la médecine aux étudiants étrangers qui ne sont pas pourvus du grade de bachelier, s'il peut n'accorder aucune autorisation, à l'avenir, aux médecins-docteurs à titre étranger, de pratiquer en France, il n'a aucun droit, sans le secours d'une nouvelle loi, d'interdire l'exercice de la médecine aux médecins étrangers bacheliers, c'est-à-dire valablement docteurs, qui ne sont pas naturalisés, qui n'ont pas fait de service militaire, interdiction que je considère comme tout à fait nécessaire et d'autant plus juste que nul licencié en droit ne peut être avocat s'il n'est pas Français ou naturalisé. C'est pourquoi j'ai pris l'initiative d'une proposition de loi en ce

sens, proposition qui sera examinée par une commission nommée dans les prochains bureaux.

Telles sont les observations que je voulais faire entendre à cette tribune au sujet des médecins étrangers. Je prie M. le ministre de l'instruction publique de vouloir bien nous dire ce qu'il pense de la question posée et de nous indiquer les mesures qu'il compte prendre pour assurer à chacun son droit.

Il doit d'ailleurs être fixé, puisque des décisions sur ce sujet ont été discutées et votées au conseil supérieur de l'instruction publique, dont il est le président né.

Je lui demande une satisfaction réclamée par l'opinion publique tout entière ; je lui demande de ne pas laisser se perpétuer l'injustice flagrante, inquiétante que je lui signale et qui doit être évidemment déplorée par tous ceux qui ont souci des intérêts français. Je lui demande enfin de ne pas laisser en France sur un pied de défaveur, au bénéfice des étrangers privilégiés, nos nationaux que nous devons avant tout protéger et que je considère comme un honneur de défendre à cette tribune. (*Très bien ! très bien !*)

M. le comte d'Hugues. — C'est cela ! La France aux Français.

M. Alfred Rambaud, ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Messieurs, la question que vient de me poser M. Georges Berry porte sur deux points : les médecins étrangers et les étudiants en médecine étrangers.

Sur le premier point, je passerai très rapidement. M. Georges Berry incrimine principalement l'article 5 de la loi du 30 novembre 1892. Cette loi, depuis les trois années qu'elle a été en vigueur, a permis à 103 médecins étrangers d'exercer en France. C'est une proportion que l'on peut considérer comme excessive, car, — veuillez le remarquer, — ces nouveaux autorisés viennent s'ajouter à un nombre déjà considérable de médecins étrangers autorisés à exercer en France. Le total aujourd'hui serait peut-être de 800, sur lesquels il convient, à la vérité, de défalquer 200 qui n'exercent pas du tout.

La plupart de ceux qui exercent habitent Paris, la plus faible partie résidant en province. Il est à remarquer aussi que les médecins étrangers établis à Paris choisissent de préférence les cinquième et sixième arrondissements, c'est-à-dire les quartiers les plus riches, et que ceux qui résident en province choisissent les villes d'eaux. Il est donc évident qu'ils font une concurrence directe, sur le meilleur terrain, aux médecins français.

Sur un point, je puis rassurer M. Georges Berry. Si la loi de 1892 a produit ses effets dans les trois dernières années, l'administration est allée, pour 1896, au devant des désirs de l'interpellateur ; car, pendant les premiers mois de cette année, il n'a été accordé qu'une seule dispense.

Quant au vœu exprimé par lui, à savoir que le ministre n'use pas du droit de la possibilité qui lui est accordée par la loi de 1892, je suis disposé à donner satisfaction à l'honorable député, sauf une réserve qui est justifiée par des considérations internationales.

Nos médecins français, pourvus du diplôme français, ne sont pas, vous le savez, dans les différents pays, soumis à la même règle. Il y a, par rapport à eux, ce que j'appellerai des pays d'exclusion (avec des nuances diverses, évidemment, pour chacun de ces pays) et, au contraire, des pays de liberté. Au nombre des pays qui se montrent peu hospitaliers à nos diplômés, il y a le Danemark, la Russie, l'Autriche, l'Allemagne, la Suisse, la Belgique. Je citerai, au contraire, comme types de pays hospitaliers à nos diplômés, la Hollande, la Grèce, la Roumanie, à plus forte raison la Serbie, la Bulgarie, où les études médicales ne sont pas encore complètement organisées.

Je demande donc d'apporter au vœu formulé par M. Georges Berry ce

simple amendement : « ... étant donné que les conventions et pratiques internationales seront respectées ».

Voilà pour la première question.

Je passe à la seconde, qui est beaucoup plus importante, car elle intéresse au plus haut degré le développement de notre enseignement supérieur, pour le progrès duquel le Parlement tout entier a toujours manifesté le plus vif intérêt. Je dois le dire à l'honneur de la France. Le Parlement, dans ses deux Chambres, sans aucune distinction de parti, a fait preuve à cet égard de la plus grande libéralité.

Quelle est, à l'heure actuelle, la statistique des étudiants étrangers en France ? Au 15 janvier 1896, leur nombre était de 1,828 ; et vous ne serez pas surpris d'apprendre que, sur ces 1,828 étudiants, 1,054 sont inscrits pour la médecine. En sorte que, en réalité, ce sont presque uniquement les étudiants en médecine qui font l'importance de ce débat ; eux seuls sont en question.

Le nombre des étrangers inscrits à nos facultés est en augmentation, cette année, sur l'année précédente. Au 15 janvier 1895, nous n'en comptions que 1,716, dont 1,126 pour la médecine. Remarquez qu'il y a de ce chef une augmentation sur le total, de l'exercice 1895 à l'exercice 1896, mais en même temps une diminution en ce qui concerne les étudiants en médecine. Mais cette diminution n'est qu'apparente. En effet, nos études de médecine proprement dites sont, vous le savez, précédées depuis peu de temps par une année passée à la faculté des sciences et consacrée à l'étude des sciences physiques, chimiques et naturelles. Or, beaucoup des étudiants qui figurent l'année prochaine comme étudiants en médecine sont inscrits en ce moment dans nos facultés des sciences.

La progression du nombre des étudiants en médecine étrangers a été constante dans les dernières années. Pour ne pas nous perdre dans les statistiques, je remarque seulement qu'en 1894 leur nombre n'était que de 693 ; au 15 janvier 1896, il était, comme je le disais, de 1054, soit 12 p. 100 du total des étudiants en médecine.

Il est très intéressant de voir comment ces étudiants étrangers se distribuent par nationalités. Je ne passerai pas en revue toutes les nationalités ; je me borne à citer quelques chiffres, dont on peut, je crois, tirer les conclusions. Ainsi, quels sont les pays qui, pour l'étude de la médecine, nous fournissent les plus forts contingents ? La Russie nous envoie 314 étudiants ; la Turquie, 150, auxquels il faut ajouter une douzaine d'Egyptiens ; la Bulgarie, 147 ; la Roumanie, 188 ; la Grèce 45.

Ces chiffres sont supérieurs à ceux que nous fournissent les anciens Etats, les grands Etats, déjà pourvus d'un outillage universitaire complet.

Si nous reprenons les noms de pays que je viens de citer, nous constatons qu'il s'agit de l'Europe orientale, de la jeune Europe, de nations nouvellement nées ou à la vie politique, comme la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce, ou nouvellement nées à la vie scientifique, comme la Russie.

Une considération sur laquelle je tiens encore à appeler l'attention de la Chambre, c'est que ce n'est pas seulement dans nos facultés de médecine, c'est-à-dire sous l'aspect d'une concurrence menaçante pour les médecins français, que les étudiants affluent dans nos villes universitaires. Il y a, en effet, accroissement du nombre des étudiants étrangers pour les autres facultés. Pour la faculté de droit, le nombre ne s'est pas beaucoup accru de 1890 à 1896 : il est monté seulement de 240 à 295 ; mais pour les sciences, dans la même période, le nombre est monté de 50 à 229 ; pour les lettres, il est monté de 24 à 213.

Il est évident que ces étudiants étrangers qui affluent dans nos facultés de droit n'ont pas l'intention de s'inscrire au barreau français et de briguer les sièges de la magistrature française ; il est évident que ces étudiants qui affluent dans nos facultés de sciences et de lettres n'ont pas la prétention de s'asseoir comme professeurs dans les chaires françaises. Il faut donc bien

admettre qu'on peut fréquenter nos facultés avec des buts désintéressés, pour le seul amour de la science. Et c'est justement sur les chiffres concernant les facultés de droit, de sciences, de lettres, qu'il faut insister pour montrer non seulement le progrès accompli dans notre organisation de l'enseignement supérieur, mais le progrès qu'a fait la réputation de la France scientifique dans l'estime du monde. (*Applaudissements.*)

Je relève, par exemple, un chiffre qui est tout à notre honneur : le nombre des étudiants allemands qui était seulement de 53 en 1895, s'est élevé, en 1896, au chiffre de 112, dont 16 seulement pour la médecine. Voilà un hommage rendu non plus par une jeune nation, mais par un grand Etat, un de nos plus redoutables rivaux dans toutes les branches de l'activité humaine, y compris l'enseignement supérieur et le progrès scientifique.

L'une des préoccupations de M. Georges Berry paraît être d'empêcher que les étudiants étrangers ne viennent gêner les étudiants français. leur disputer les places dans nos amphithéâtres, dans nos cliniques, autour des tables de prosection.

Je dois ici signaler à l'attention de M. Georges Berry les mesures qui ont été prises, depuis quelque temps, par l'administration de l'instruction publique à Paris, qui semble surtout le préoccuper. Le nombre des étudiants en médecine étrangers a été ramené de 802 à 749. Pourquoi ? C'est que l'administration, saisie de leurs demandes, a pris soin de leur fixer d'autres résidences que Paris, de décentraliser, de disséminer, entre nos facultés de province, cet afflux d'étudiants étrangers. C'est ainsi qu'il y a à Bordeaux 24 étudiants étrangers, 10 à Lille, 49 à Lyon, 127 à Montpellier, 70 à Nancy, 14 à Toulouse. Total, 294, pour les facultés de province.

Il faut ajouter à ces 294 étudiants en médecine, environ 118 étudiants étrangers qui suivent, cette année, les cours de sciences qui précèdent les études médicales proprement dites et qui n'ont pas été admis à Paris, mais bien répartis entre les facultés de province ; de sorte que, pour l'année prochaine, ce sera un total de 416 étudiants étrangers, qui, ainsi répartis, ne pourront être accusés d'augmenter l'encombrement dans les cours et services annexes de la faculté de médecine de Paris. (*Très bien ! très bien !*)

Je crois que M. Georges Berry sera tout à fait d'accord avec moi quand je vous demanderai de ne pas fermer les portes de nos facultés aux étudiants étrangers (*Très bien ! très bien !*), parce que cet afflux d'étrangers est le plus précieux hommage qui puisse être rendu à l'œuvre accomplie par le Parlement français depuis environ vingt années. (*Très bien ! très bien !*)

Messieurs, l'œuvre du Parlement et de l'administration a été secondée par un comité qu'il faut que vous connaissiez : c'est le comité de patronage des étudiants étrangers. Ce comité a été successivement présidé par Pasteur et par Jules Simon. Il a un secrétaire général très actif, M. Paul Melon, qui a multiplié ses voyages, en Orient surtout, et qui, patiemment et laborieusement, a tissé en quelque sorte le réseau de l'influence française qui s'étend sur une grande partie de l'Europe et principalement sur l'Europe orientale.

Or, ce comité de patronage a adressé dernièrement une circulaire aux universités étrangères pour leur faire savoir qu'il se proposait de faciliter aux étudiants étrangers l'accès de nos facultés et leur séjour en France pour le temps de leurs études. La lettre était signée « Pasteur ». Le même comité a distribué un volume contenant la nomenclature de nos divers enseignements en France, notamment à Paris ; et cette nomenclature, qui est considérable, qui constate une richesse et une variété d'enseignements inouïes jusqu'à ce jour, a été un sujet d'étonnement, une véritable révélation pour l'Europe et pour l'Amérique savante. On ne croyait pas que nous eussions fait tant de progrès depuis 1870 ; on nous croyait toujours dans le même état qu'avant la proclamation de la troisième République.

Cet étonnement des étrangers ne doit pas vous surprendre, car, en France même, ceux qui voudront se rendre compte de la multiplicité et de la variété des enseignements que l'on donne dans nos grandes écoles et dans nos

facultés auront aussi l'impression de quelque chose de nouveau et de prodigieux. Ce sont là des choses qu'on ignore encore trop, que ceux mêmes qui les ont votées et rendues possibles ne savent pas assez.

A la suite des révélations et des avances faites par notre comité de patronage, il nous est venu des réponses de tous côtés, de tous les pays ; nos offres ont été accueillies de toutes parts, même des deux Amériques. Permettez-moi d'emprunter quelques lignes à la réponse du recteur de l'université de Washington. Il nous écrivait ceci : « Il est grand temps que la France s'affirme. Déjà, aux Etats-Unis, un professeur ne compte pas s'il n'a été formé en Allemagne. Toutes les universités américaines sont des échos de l'Allemagne. »

Notez bien ce regret exprimé par un Américain. Un autre Américain, professeur dans une école de médecine, précise encore ce regret. Il nous dit :

« Prenez garde ! Les savants qui ont séjourné en Allemagne, et dont le nombre va croissant chaque jour, sont aujourd'hui légion. Ils commencent à influencer l'opinion américaine en faveur de cette nation, et le culte de la science germanique qui se fonde en Amérique prépare la voie à la politique allemande. Tous ceux qui aiment profondément la France ne peuvent que déplorer cet état de choses qui tend aussi sérieusement à affaiblir son prestige, surtout dans un pays appelé à d'aussi hautes destinées que les Etats-Unis... Nous qui sommes les amis de la France et qui redoutons un peu la germanisation, nous la prions de faire tous ses efforts, de prendre toutes les mesures qui pourraient étendre son influence, et de former ainsi une légion étrangère qui propagera au loin son influence morale et son autorité intellectuelle. » (*Très bien ! très bien !*)

Voilà le ton des réponses que le comité de patronage a reçues d'Amérique. On a, en conséquence, aussitôt formé deux comités franco-américains de patronage pour les étudiants. L'un fonctionne à Paris, l'autre en Amérique. Le résultat de cette action ne tardera pas à se faire sentir : ce sera l'accroissement du nombre des étudiants américains dans nos facultés.

Je n'ai pas à vous rappeler, messieurs, un fait récent, un de ces faits qu'on pourrait appeler parisiens, parce qu'il a excité une certaine curiosité dans tout le public. C'est l'arrivée, il y a quelques semaines, à Paris, d'une petite armée d'étudiants écossais conduits par lord Reay ? Vous savez comment ils ont été accueillis chez nous, à la Sorbonne, dans le monde officiel ; vous vous rappelez que M. le Président de la République française a tenu à honorer de sa présence les fêtes qui leur furent données. Ce que l'on sait moins, c'est le sentiment d'étonnement que manifestèrent ces Ecossais : ils ne pouvaient s'imaginer que de telles transformations eussent été réalisées dans notre organisation scientifique, et l'un d'eux nous disait :

« L'université impériale de France, considérée comme une machine à examens, donnerait tout à fait une fausse impression de l'enseignement français, si l'on ne rendait hommage aux grands progrès qui ont été accomplis depuis 1870 et à la reconstitution de véritables universités comme celles de Montpellier, de Lyon, de Bordeaux et de bien d'autres villes. La meilleure preuve que j'en puisse donner, c'est que moi, qui ai la responsabilité d'indiquer aux étudiants écossais, parmi les universités étrangères, celles où ils peuvent le plus utilement poursuivre leurs études, je suis amené, de plus en plus, à leur recommander Montpellier ou Paris, tandis qu'autrefois c'est à Berlin et à Heidelberg que je les aurais envoyés de préférence. » (*Très bien ! très bien !*)

Voici une voix qui nous arrive d'une petite nation représentée par le protecteur de l'université d'Agram, Mgr Strossmayer, l'évêque patriote, la plus haute personnification de la nationalité croate. Voici ce que nous écrit l'évêque d'Agram :

« Ma nation désire ardemment entrer en relations avec la France, parce qu'elle sent que l'appui d'une France forte, puissante, glorieuse, est nécessaire aux peuples qui ont de généreuses aspirations, parce que la Croatie

veut se rendre digne de la protection de cette France qui est, par une loi divine, nécessaire à la culture, à la liberté et à la prospérité de l'Europe entière. »

Ces témoignages peuvent se multiplier. Au Monténégro, c'est le prince Nicolas, le prince régnant, qui a pris sous sa protection le comité de patronage des étudiants ; et il est bon de rappeler ici, pour montrer comment s'enchaînent les faits, que le protecteur actuel du comité de patronage est un ancien élève d'un lycée de Paris. (*Applaudissements.*)

En Serbie, c'est le ministre de l'instruction publique qui a augmenté le nombre des bourses pour les jeunes Serbes qui viendraient étudier en France. De Bulgarie, c'est toute une colonie qu'on nous a envoyée, et qui s'est principalement établie à Nancy. Mêmes adhésions sympathiques de la Roumanie, de la Finlande, de l'Egypte. Voici ce que nous écrit un haut fonctionnaire égyptien :

« J'ai eu le bonheur d'être élevé dans votre beau pays. Aussi Français qu'un étranger peut l'être, je sens combien puissants, combien durables sont les liens qui me rattachent à la France par mon éducation première. Croyez-moi... » — Vous entendez, messieurs, que c'est un patriote égyptien qui parle. — « Croyez-moi, l'empire des âmes vaut mieux que celui des intérêts. » (*Très bien ! très bien !*)

Je laisse de côté d'autres témoignages venus de beaucoup plus loin, des deux Amériques, d'Arménie même, car il y a maintenant une colonie d'étudiants arméniens à Nancy.

Que signifient toutes ses colonies d'étudiants étrangers qui viennent s'établir non seulement à Paris, mais dans nos autres villes universitaires ? Ces colonies de Bulgares, de Russes, de Roumains, de Grecs, de Serbes, etc., démontrent éloquemment le relèvement scientifique de la France. Et l'on voit ainsi, à la fin du dix-neuvième siècle, se reproduire cette ancienne gloire de ce qu'on appelait naguère le pays latin, et, au moyen-âge, la Montagne Sainte-Geneviève, dans les rues étroites de laquelle s'élevaient et subsistent de vieux collèges sur les frontons desquels on lit encore : collège des Escossois, collège des Irlandois. C'est cela, messieurs, c'est cette gloire ancienne que nous tendons à restaurer. (*Très bien ! très bien !*)

Sans remonter si haut, rappelez-vous une récente et magnifique période pour l'influence politique et intellectuelle de la France. C'était aux approches de la Révolution de 1848. La France libérale, la France fière des conquêtes de 1789, éprise de justice internationale, par la voix de qui parlait-elle aux peuples de l'Europe, aux jeunes nations, surtout aux nations opprimées ? C'était surtout par la voix de trois hommes : Edgar Quinet, Michelet, Mickiewicz, et l'addition de ce dernier nom aux deux autres vous montre précisément le caractère presque cosmopolite, tant il était élevé, de cet enseignement.

Des jeunes gens qui se sont assis alors sur les bancs, devant les chaires de ces trois hommes, beaucoup ont été des martyrs et des héros, car les paroles qui tombaient de ces chaires étaient des paroles d'encouragement, des paroles de vie, des paroles de résurrection qui versaient aux âmes des auditeurs comme un cordial d'héroïsme ; ces jeunes gens, les uns dévoués à la tâche d'affranchir leurs peuples, sont tombés victimes de leur dévouement, décapités, fusillés, pendus par les diverses réactions ; d'autres, au contraire, furent des victorieux ; ils ont réussi à faire leur patrie libre ou contribué à l'agrandir. (*Très bien ! très bien !*)

Ce qu'on venait chercher alors, aux approches de 1848, à Paris, c'étaient simplement des paroles, des paroles de vie ; ce qu'on vient chercher aujourd'hui, c'est encore de la vie, mais ce sont des choses plus pratiques, c'est la science moderne dans ses derniers développements ; c'est la science des Sainte-Claire-Deville, des Pasteur, des Dumas, pour ne parler que des morts.

Comme le disait tout à l'heure M. Berry, propager la science française, la

langue française, c'est propager aussi le goût de toutes les choses françaises. Et l'exportation des idées françaises peut-elle donc aller sans l'exportation des autres produits français ? Il y a toujours eu corrélation entre ces deux espèces d'exportation. (*Très bien ! très bien !*)

Et revenant à cet empire des âmes dont nous parlait tout à l'heure un patriote égyptien, je crois pouvoir ajouter que l'empire des âmes ne va pas sans l'empire des intérêts. Plus haut que les intérêts matériels, nous placerons toujours les sentiments désintéressés. (*Très bien ! très bien !*)

Et, messieurs, le goût des choses françaises, l'amour de la France que les étrangers viennent puiser chez nous, va quelquefois très loin : il va jusqu'au dévouement. Rappelez-vous, dans les tragiques années de 1870, 1871, cette légion d'Orient formée de jeunes gens étrangers : Grecs, Roumains, de toutes les nations d'Orient, qui avaient étudié chez nous et qui revenaient nous apporter, dans nos épreuves, le concours de leurs armes et de leur bravoure. (*Applaudissements.*)

Aujourd'hui, parmi les membres du corps diplomatique à Paris, il en est un qui porte une seule décoration, mais c'est la plus belle des décorations françaises : la médaille militaire, et il l'a gagnée sur les champs de bataille de 1871. (*Nouveaux applaudissements.*) Voilà ce que peut produire le goût de la culture et de la science françaises.

Or, si nous disions ici un mot, si nous insérions dans nos procès-verbaux une ligne qui pût inquiéter ces étudiants, dont on nous annonce, de tous les points de l'horizon, la prochaine arrivée, il faudrait le déplorer, car ce mot que nous dirions ici serait amplifié, répété, colporté partout par nos rivaux, et, tandis que l'on dirait que nous fermons la porte de nos universités, celles de nos rivaux en influence intellectuelle s'ouvriraient encore plus largement à nos clients découragés. Des pays où l'on nous aime, par exemple de cette vieille colonie française qui s'appelle le Canada et qui se prépare à nous envoyer ses fils, on nous demanderait : « Où voulez-vous que nous envoyions nos étudiants français ? Voulez-vous que nous les envoyions dans les universités anglaises ou allemandes ? » (*Très bien ! très bien !*)

Appréciez, comprenez, messieurs, les inquiétudes des petites nationalités de l'Orient européen et de l'Amérique. Elles craignent toutes de succomber sous la suprématie d'une nationalité envahissante, et, pour sauver la leur, c'est sur nous qu'elles veulent s'appuyer. Ce même sentiment, nous l'avons constaté même chez la grande et puissante nation des Etats-Unis. Donc, messieurs, pour le renom de la France, par respect pour ses traditions les plus nobles, je vous conjure de ne rien faire qui puisse décourager les sympathies, restreindre l'afflux des étudiants étrangers dans nos universités.

Mais comme l'intérêt du corps médical français doit être aussi l'objet de nos préoccupations, il nous reste à étudier un système qui concilie cet intérêt et celui de notre enseignement supérieur, et à rechercher une combinaison qui permet d'accueillir tous les étudiants étrangers sans distinction ; mais qui ne leur laisserait pas la latitude, à leur sortie de l'école, et munis du diplôme, d'entrer nécessairement en concurrence avec les médecins français. (*Applaudissements.*)

M. Lannelongue (1). — Messieurs, j'ai été très heureux d'entendre les excellentes observations présentées par M. le ministre de l'instruction publique ; mais il m'a semblé qu'en présence de l'importance de la question, je dirai même de sa gravité, il était utile de ne pas accepter seulement des déclarations, quelle que fût la bouche qui les apportât ici, et qu'il fallait quelque chose de plus, une sanction à ce langage que j'approuve et dont je remercie M. le ministre de l'instruction publique. Cette sanction résultera d'un vote de la Chambre.

La question, en effet, est grosse d'intérêt et de conséquences. Elle vise

(1) M. le député Lannelongue est un éminent chirurgien et professeur à la Faculté de Médecine de Paris.

d'abord l'enseignement supérieur, dont il s'agit d'étendre ou de diminuer l'importance et l'action ; elle vise ensuite tous les étudiants en général, tous les étudiants, dirais-je, bien qu'elle se restreigne aujourd'hui aux étudiants en médecine ; mais elle sera sans doute la règle qui sera appliquée plus tard aux étudiants des autres facultés.

Elle vise enfin le corps médical professionnel, et elle ne se borne pas même aux points qu'a indiqués M. le ministre de l'instruction publique, attendu qu'il n'y a pas seulement le cas des étudiants étrangers devant l'enseignement supérieur, il n'y a pas que le cas des docteurs français devant les docteurs étrangers qui viennent en France, il y a aussi la question des étudiants étrangers qui concourent dans nos hôpitaux et celle des docteurs étrangers qui exercent à la frontière. Mais ces dernières ne relèvent pas du ministre de l'instruction publique : elles sont l'objet de dispositions particulières ; je ne les traiterai pas à la tribune, m'en tenant à la première qui, comme je viens de le dire, est assez grosse de conséquences.

Il est évident que l'équité la plus élémentaire, en dehors de toute espèce de chauvinisme et de toutes considérations personnelles, réclame que les étudiants en médecine français ne soient privés ni de leurs moyens d'étude ni de leurs matériaux de travail pour arriver à posséder une instruction suffisante et un développement scientifique complet. Il est non moins évident que le corps médical qui a identifié sa vie à sa profession et qui se trouve lié par elle au sol de ce pays, doit recevoir de l'Etat, qui lui impose de lourds sacrifices, une protection d'autant plus efficace que la profession médicale devient de plus en plus dure, difficile, et qu'elle est faite — permettez-moi de vous le dire, car je la connais, — de désintéressement, de labeur et de bienfaisance. (*Très bien ! très bien !*)

Je suis absolument convaincu que sur ce point nous sommes tous d'accord ; mais, en examinant la question, un autre horizon se découvre, plus étendu encore. Il est du devoir d'une grande nation de ne pas s'enfermer chez elle, de tenir ses portes largement ouvertes, surtout lorsqu'il s'agit d'enseignement supérieur (*Très bien ! très bien !*), surtout lorsque des étudiants étrangers viennent lui demander à s'instruire, et qu'ils sont attirés les uns par sympathie naturelle, les autres parce qu'ils savent qu'ils feront ici de bonnes études et qu'ils n'ignorent pas tout le soin que, depuis la République surtout, — je le dis à sa louange — les Gouvernements ont mis à rendre ces études fortes, à les développer de plus en plus au gré du souffle ardent des découvertes et du progrès. (*Très bien ! très bien !*)

Voilà les deux points de vue du problème, tous les deux également importants. Ils paraissent se contrarier si on se livre à un examen superficiel ; mais il faut chercher à les mettre d'accord, il faut chercher un lien harmonique entre eux, et j'espère indiquer ici une solution.

En ce moment de l'histoire des peuples, la question de suprématie en matière d'enseignement supérieur se pose moins que jamais. Toutes les nations, petites ou grandes, républiques, monarchies ou empires, s'inspirent dans leurs programmes de leur génie propre pour élargir le cadre des idées, pour accroître le domaine de la pensée et précipiter l'évolution scientifique dans toutes les directions, pour hâter le progrès, en un mot. Toutes ces nations savent qu'il n'y a plus de monopole littéraire ou scientifique, que s'il y a eu dans le passé des races privilégiées au point de vue de la création, des races qui sont géniales héréditairement, aujourd'hui toutes, sans exception, peuvent prétendre au progrès par un bon outillage, par des installations et des méthodes d'enseignement appropriées aux besoins scientifiques, littéraires, industriels et agricoles. (*Très bien !*)

Toutes les nations savent bien aussi que les hommes supérieurs qui ont la bonne fortune d'élargir le domaine de la pensée humaine ou de faire de grandes découvertes, sont non seulement estimés et honorés, mais qu'ils sont encore plus qu'utiles, je veux dire nécessaires à la vitalité et surtout à la grandeur d'une nation. (*Très bien ! très bien !*)

C'est parce que les nations savent tout cela qu'il s'est fait dans l'enseignement supérieur, depuis une vingtaine d'années, une transformation remarquable et dont il convient de bien saisir le sens. Ce n'est plus comme jadis, comme il y a cinquante ans, l'enseignement de la chaire, l'enseignement *ex cathedra*, comme on disait, dans une salle vide, sans mobilier, devant des étudiants qui venaient attirés par la nécessité de savoir quelque chose ou par l'éloquence d'un orateur ; non, l'enseignement supérieur tend de plus en plus, aujourd'hui, à se faire dans les laboratoires, dans les endroits plus retirés où le professeur — il est plus exact de dire : le maître — vit au milieu de ses élèves, où non seulement il les instruit, mais — et c'est là le point capital, dominant dans l'enseignement supérieur — où il les initie peu à peu aux recherches, où il en fait des hommes de progrès dès la première heure ; où, en même temps qu'il leur enseigne les principes de la science, il leur montre le sens dans lequel il leur importe de tracer le sillon pour développer le bien acquis. (*Très bien ! très bien !*) Aussi ne faut-il pas s'étonner d'apprendre que l'enseignement d'une science comme la géographie se fait dans une faculté de Paris qui est purement littéraire, la faculté des lettres. Cela ne jure plus aujourd'hui, parce qu'on fait des sciences à la faculté des lettres, comme on fait des lettres à la faculté des sciences. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Etant données ces notions, il ne faut pas s'étonner de voir que ces centres d'études doivent être situés dans des conditions particulières tout à fait spéciales. Ils ne doivent pas être isolés, et il convient qu'ils ouvrent largement leurs portes, qu'ils reçoivent tous ceux, quelle que soit leur nationalité, qui se présentent, et qu'on leur donne les moyens de travail dont ils ont besoin. Incontestablement, nos étudiants français doivent tous y trouver place et y travailler à l'aise ; mais il est excellent de voir se mêler à eux d'autres étudiants venus de loin, qui ne sont pas nos voisins, et qui n'ont ni les mêmes habitudes d'esprit, ni les mêmes idées. Viendraient-ils de très loin, des pôles de la terre, si je puis ainsi parler, il importe peu ; le choc de toutes leurs idées ne contribuera qu'à mieux faire jaillir la lumière. (*Très bien !*)

Voilà dans quelles conditions doit être fait l'enseignement.

Il se fait alors cet échange permanent d'idées qui est la condition même de la vie littéraire et scientifique ; grâce à lui, tous les progrès sont possibles ; sans lui, on risque de ne jamais aboutir. Une idée naît quelque part, mais elle va y rester stérile, parce qu'elle manque de ce je ne sais quoi, de cet atome invisible ou impalpable qui est nécessaire. Transportée ailleurs, elle germe et se transforme en applications merveilleuses.

Croyez-vous donc que les grandes découvertes de notre époque, ces grandes découvertes qui nous étonnent, soient faites tout d'une pièce et en un jour ? Non ! Elles sont en réalité faites de fragments, de morceaux, de découvertes plus petites ajoutées bout à bout. C'est l'histoire de la vie, qui en définitive ne se compose que de morceaux ajoutés les uns aux autres. Il n'y a pas de bond dans la nature, et il n'y a pas d'homme capable de découvrir aujourd'hui ce qui était totalement inconnu dans les siècles passés.

On parle quelquefois ici de solidarité. Eh bien, il y a une solidarité intellectuelle, la meilleure, je me permets de le dire, car elle conduit à la pénétration des nations les unes par les autres (*Applaudissements*). Elle se fait par la vie commune des individus, et c'est celle qui amènera le résultat que vous recherchez, de ce côté-ci de la Chambre (*l'orateur désigne l'extrême gauche*), permettez-moi de le dire, messieurs, par les moyens les plus détestables et que je réprouve de tout mon cœur. (*Réclamation à l'extrême gauche*)

M. Lannelongue. — Les circonstances m'ont fait homme politique, c'est pour cela que je crois avoir le droit d'en parler à un moment donné.

Ce sont ces notions qui ont été cause, comme le disait, il y a un instant, M.

le ministre de l'instruction publique, qu'il s'est formé naguère un comité de patronage dit des étudiants étrangers.

Pour vous, messieurs, qui n'en avez peut-être pas assez entendu parler, permettez-moi de vous lire non pas une longue citation, mais seulement quelques lignes qui vous indiqueront quel est le but de ce comité.

Le comité a pour objet :

« 1^o De faire à l'étranger la propagande pour attirer dans nos écoles le plus grand nombre possible de jeunes gens ;

« 2^o De donner aux jeunes étudiants, à leur arrivée en France, toutes les informations nécessaires, et pendant leur séjour un appui moral ;

« 3^o De favoriser par tous les moyens en son pouvoir le développement de l'enseignement français à l'étranger et particulièrement dans le bassin de la Méditerranée... »

Et ce n'est pas à Paris seulement que le comité trouve des collaborateurs. En Amérique, un ami de la France, M. Cyr, a publié une brochure *The great Schools of the Paris Latin quarter* destinée à faire connaître nos ressources. Il a réuni déjà plusieurs milliers de francs avec la pensée de créer sur la Montagne Sainte-Geneviève un *home* américain pour les étudiants de son pays.

A Paris, rue Saint-Jacques, n^o 42, il s'est formé, sous le patronage de personnes d'une haute valeur morale, un cercle où, dans des conditions propres à défendre la jeunesse contre les influences pernicieuses, tous les étudiants ont à leur disposition une salle de lecture, fournie de revues philosophiques et de journaux politiques, un fumoir et une salle de billard. Des groupes littéraires et scientifiques se sont formés parmi les cent cinquante jeunes gens qui se rencontrent là, et chacun de ces groupes est devenu un véritable cercle d'études correspondantes.

En même temps que ce comité se constituait en France sous les auspices des sommités de la science et de l'enseignement, il s'en formait de comparables à l'étranger ; des relations s'établissaient entre ces divers comités et dès ce moment les étudiants étrangers à Paris étaient sûrs de trouver bon accueil, bon asile et tous les renseignements particuliers dont ils avaient besoin.

De plus, on envoie dans chaque pays étranger un programme très complet et bien défini des cours de notre enseignement supérieur. Le fait était nécessaire, car il est assez curieux de savoir que dans une grande cité de l'Amérique on ignorait même qu'il y eût en France un enseignement supérieur. En même temps les comités similaires créés à l'étranger peuvent assurer à nos nationaux des conditions aussi avantageuses que celles que les étrangers trouvent en France.

L'Association générale des étudiants français elle-même n'a pas craint de s'associer aux mesures excellentes dont je viens de parler. Aussi suis-je bien certain que personne ne me contredira, ni ici ni au dehors, quand je dirai que ce ne seront ni les étudiants français, ni les médecins, ni mes collègues de la Chambre, ni le public qui trouveront mauvais que la France ouvre largement ses portes aux étrangers, qu'elle ne mente pas à son bon renom séculaire, qu'elle maintienne sa réputation de courtoisie exquise, d'accueil parfait, et qu'elle accorde largement à ceux qui viennent le lui demander, le pain intellectuel. (*Applaudissements.*)

Mais il ne faut pas oublier que notre attention n'est pas attirée seulement par ce grand courant que je me garderais bien de détourner en aucune manière. que personne ne doit songer à détourner à l'heure actuelle, et que nous allons dans un instant voir s'établir dans de justes limites.

En face de cette question se dresse celle des docteurs en médecine et des étudiants en médecine français qui réclament une protection.

Pour chercher la solution de ce problème, faut-il s'inspirer de ce qui se passe à l'étranger ? Faut-il imiter les grandes puissances ou se modeler sur les petites ?

Je réponds non, pour cette raison que les situations ne sont pas égales, qu'il n'y a pas parité absolue entre les étudiants étrangers et les étudiants français.

Les étudiants ou les docteurs en médecine français ne vont guère à l'étranger, et quand, par hasard, ils quittent la France pour faire un voyage, ce n'est presque jamais un voyage scientifique. Au contraire, les étrangers voyagent, les uns pour travailler, les autres pour profiter de leur voyage et se développer, passant deux, trois mois dans une université, quatre dans une autre. A Londres, il y a très peu de docteurs français, et si vous y cherchez des avocats français, vous n'en trouvez pas. Il y a à peine quelques médecins français en Allemagne. Au contraire, Paris et la province fourmillent de médecins allemands. Nous ne pouvons donc pas chercher à nous inspirer des législations étrangères, parce que les conditions ne sont pas pareilles et ne s'appliquent plus identiquement.

Je ne rappellerai pas les statistiques qu'a données M. le ministre de l'instruction publique, mais il est nécessaire de fixer en quelques mots le résultat de nos largesses à l'égard des étudiants étrangers.

Depuis 1884, le nombre total des étudiants français a toujours augmenté ; il a passé en dix ans de 2,634 à 4,337, soit une augmentation des deux tiers. Le nombre des étudiants étrangers, dans le même laps de temps, est passé de 616 à 837, et il est maintenant à 1,080, soit une augmentation de plus d'un tiers.

Quant aux docteurs étrangers, c'est une autre affaire ; on trouve que les causes de leur infiltration en France sont multiples. C'est d'abord la générosité du ministère ou plutôt des ministères, en un mot du Gouvernement ; ce sont ensuite les moyens occultes dont se sont servis les étrangers pour tromper nos administrations ; c'est enfin la loi elle-même. Je parle de la loi de 1892. Je ne rappelle pas — M. le ministre l'a fait — qu'en trois ans, de 1892 à 1895, le nombre des permis d'exercer accordés aux docteurs étrangers s'est élevé à 103, alors qu'en trente ans, de 1862 à 1892, il n'avait été que de 38. Par conséquent, en vertu de la loi de 1892, le nombre des médecins étrangers a augmenté dans une proportion triple de celle dont il s'était élevé en trente ans.

De plus, à la faculté de médecine de Paris, on crée, par an, environ un sixième de docteurs étrangers. Donc, pour toute une série de raisons et de causes multiples, il y a eu en France, depuis vingt ans, un afflux considérable d'étudiants et par suite de docteurs étrangers, afflux qui a été plus remarquable à partir de 1888. Il se produisit alors une forte poussée, une invasion d'étudiants, de Russes surtout, mais aussi de Bulgares, de Polonais, de Roumains, — je laisse les chiffres, M. le ministre les a cités, je n'y reviens pas, — de femmes même, car, sur 482 étudiants russes, il y eut 141 femmes en dix ans, et plus tard le chiffre des femmes est devenu presque égal à celui des hommes.

Je me hâte de dire que beaucoup de ces étudiants ne sont pas allés jusqu'au bout de leurs études, les deux tiers des Russes ne les ont pas terminées et ont disparu. Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle, à Paris, nous avons non pas 521 étrangers docteurs, comme le dit M. Bertillon, sur 2,922 docteurs français, mais plus de 400 probablement, soit un septième, ce qui est énorme. De plus, en France, il y a environ un millier de docteurs, officiers de santé ou vétérinaires étrangers. Il est impossible de connaître exactement leur nombre, car on ne peut faire sortir un chiffre exact des statistiques officielles. En disant un millier à peu près, on serre de près la vérité.

Cette proportion est beaucoup trop grande. Aussi doit-on s'efforcer de mettre d'accord les deux termes du problème : 1^o donner l'accès des facultés aux étrangers dans la plus large proportion ; 2^o protéger nos nationaux. (*Très bien ! très bien !*)

La chose n'est pas impossible, loin de là ; il suffit de s'enquérir dans quel but les étudiants ou les docteurs étrangers viennent en France.

S'il est vrai qu'ils viennent ici uniquement pour s'instruire, prendre le titre de docteur et retourner ensuite chez eux, alors faisons-leur bon accueil, faisons tout notre possible pour les attirer.

Que M. Georges Berry me permette de lui dire cependant : je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui quand il avance que le bon renom d'une école est en raison du plus grand nombre de ses élèves étrangers. J'estime que la réputation d'une école, d'une faculté, dépend surtout non pas du nombre de ceux qui y viennent, mais de leur qualité. (*Très bien ! très bien !*)

Je dois ici signaler ce fait déplorable que les étudiants étrangers qui ont pour mission de rentrer chez eux pour y instruire leurs concitoyens ne viennent pas en assez grand nombre en France, parce que notre enseignement supérieur n'est pas complètement préparé pour ce résultat.

Nous devons donc attirer, autant que possible, les meilleurs, c'est-à-dire avant tout ceux qui veulent devenir dans leurs pays les éducateurs des autres, les futurs professeurs en un mot, et, ensuite, autant que possible, le plus grand nombre des autres.

Il convient donc de demander à ceux qui viennent en France s'ils veulent exercer la médecine chez nous. Si leur réponse est affirmative, je propose qu'on leur impose toutes les garanties qu'on exige des étudiants français. Et tout d'abord, la culture générale, c'est-à-dire les baccalauréats. Ils devront de plus, selon la loi, aller à la faculté des sciences, y passer un an, comme l'exige le règlement, et y obtenir le certificat d'études à l'aide duquel ils peuvent se présenter à la faculté de médecine.

L'étudiant étranger remplissant ces conditions comme tous les Français, se présentera à la faculté ; elle l'acceptera seulement si elle a de la place, car vous ne pouvez pas faire qu'on enferme dans une enceinte un nombre de jeunes gens qui ne peuvent pas y tenir.

M. Henri Lavertujon. — Agrandissez vos facultés.

M. Lannelongue. — Permettez, monsieur Lavertujon, vous allez comprendre pourquoi je fais cette restriction. La faculté de Paris ne peut pas accepter tous les étrangers ; mais Bordeaux, Toulouse, Montpellier, peuvent leur fournir des places.

M. Henri Lavertujon. — Ils n'iront pas !

M. Lannelongue. — Vous vous trompez, car cela se produit tous les jours. Du reste, ne pas les y envoyer, c'est porter une atteinte sérieuse à la vitalité de plusieurs facultés françaises, et il est inutile alors de créer des universités. Mais le fait est positif ; on envoie dans les facultés de province un très grand nombre d'étrangers, et cela ne modifie en rien leur situation.

La faculté de Paris recevra donc ceux qu'elle peut accepter ; les autres seront admis dans les autres facultés de France. A la fin de leurs études, ils obtiendront le diplôme de docteur français qui leur permettra l'exercice. On ne peut le leur refuser, ou du moins on ne le pourrait qu'à deux conditions sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure.

Voilà pour les étudiants en médecine étrangers qui veulent exercer en France : on les soumettra aux mêmes conditions que les Français : même degré de culture générale, même scolarité et mêmes examens.

Nous n'avons pas de raison pour accorder des privilèges à un docteur étranger qui veut exercer chez nous ; on ne nous en accorde pas à nous, sinon dans les Pays-Bas, en Grèce, en Roumanie et en Espagne. Partout ailleurs, on ne nous accorde aucun avantage, aucune faveur ; usons donc de réciprocité, c'est notre devoir dans l'espèce et notre droit. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Les docteurs étrangers voulant exercer seront donc traités comme les

étudiants français, c'est-à-dire qu'on leur demandera le baccalauréat, le certificat d'études dans une faculté des sciences et toute la scolarité avec les examens.

Au contraire, les étudiants ou docteurs étrangers qui veulent venir chez nous s'instruire, prendre nos habitudes d'enseignement, recevoir notre culture intellectuelle, mais qui ne veulent pas exercer en France, obtiendront de nous toutes les facilités possibles. Il y aura des équivalences pour les baccalauréats, pour la scolarité. On leur tiendra compte des examens qu'ils auront passés à l'étranger ; en un mot, on leur accordera toutes les conditions possibles pour qu'ils puissent recevoir ici la généreuse hospitalité que la France leur a toujours donnée à Paris et ailleurs, dans toutes les facultés. Au bout de leurs études, vous leur donnerez un diplôme qui ne leur permettra pas d'exercer, mais qui sera cependant un diplôme de docteur, attestant qu'ils ont fait les mêmes études que les étudiants français et qu'ils sont docteurs français. Cela peut d'ailleurs leur donner le droit d'exercer chez eux, si leur législation le permet.

Telle est ma proposition. J'avais même imaginé d'appeler docteurs brevetés ceux qui ont droit à l'exercice de leur profession et tout simplement docteurs les seconds. Mais je ne tiens pas à cette appellation ; c'est une question de mots consacrant je crois une distinction importante à faire ; ce sera à voir.

Un pareil projet concède encore aux étudiants étrangers de grands avantages : nous ne leur demandons pas de service militaire, nous ne leur imposons pas la naturalisation.

Un membre à l'extrême gauche. — Pourquoi pas ?

M. Lannelongue. — Je vais vous le dire. D'abord pour faire le service militaire, il faut être naturalisé ; cela revient donc à dire qu'il faut demander aux étudiants étrangers de se faire naturaliser. Et puis on ne pourrait pas imposer aux femmes, aux doctoreses, la naturalisation. De plus, on ne saurait exiger la naturalisation à vingt et un ans, et comme il faut environ trois ans pour l'obtenir, on ne pourrait donc la réclamer qu'à vingt-cinq ou vingt-six ans. Or, vous n'ignorez pas que la loi fixe à vingt et un ans le service militaire.

M. Bovier-Lapierre. — On pourrait demander la naturalisation comme condition d'exercice de la médecine.

M. Lannelongue. — Cela n'a pas je crois grande importance, attendu que presque tous la demandent ! Les neuf dixièmes des étudiants russes, une fois reçus docteurs en France, demandent à être naturalisés, sans que cela soit exigé.

M. Pédebidou. — On peut leur demander de faire leur service militaire. Il n'y a qu'à modifier la loi du recrutement.

M. Bovier-Lapierre. — On ne peut pas leur demander de le faire à vingt-sept ans ; sinon on risque de tomber dans l'arbitraire.

M. Balsan. — C'est tout un projet de loi que vous proposez.

M. Lannelongue. — Je me permets d'ajouter qu'on pourrait demander une taxe militaire à ceux qui ont été dispensés du service militaire parce qu'ils sont étrangers. C'est la seule obligation qu'on pourrait leur imposer.

Quoi qu'il en soit, j'estime qu'il y a lieu de prendre des mesures. Je demande à la Chambre de donner une sanction aux excellentes paroles de M. le ministre de l'instruction publique, par l'ordre du jour que je remets entre les mains de M. le président. (*Applaudissements.*)

M. le président. — Je donne lecture de l'ordre du jour présenté par M. Lannelongue et M. Georges Berry :

- « La Chambre, voulant protéger, à la fois, les intérêts des médecins français et ceux de l'enseignement supérieur, invite le Gouvernement :
- « 1^o A ne plus accorder de dispenses aux docteurs étrangers ;
- « 2^o A ne conférer des diplômes donnant droit à l'exercice de la médecine qu'aux étudiants qui justifieront du grade de bachelier exigé des étudiants français ;
- « 3^o A donner aux étrangers les plus grandes facilités pour leurs études médicales et l'obtention d'un titre de docteur purement scientifique. »

M. Pédebidou. — Je demande la parole.

M. le président. — La parole est à M. Pédebidou.

M. Pédebidou. — Messieurs, la question qui s'agit devant vous est à la fois une question d'études et une question d'exercice de la médecine. M. le docteur Lannelongue vient, en excellents termes, de faire le départ entre ces deux ordres d'idées. Il veut comme nous tous ouvrir largement les portes de nos universités aux étudiants étrangers. L'intérêt national l'exige ; ces étrangers viennent apprendre notre langue, s'imprégner de notre esprit national ; rentrés dans leurs foyers, ils seront, peut-être inconsciemment, les agents d'exportation de notre influence. Il faut donc leur offrir toutes les ressources de nos facultés.

Mais à côté de la question des études, il en est une autre très grosse de conséquences : c'est celle qui a trait à la pratique de la médecine. Tous les étudiants étrangers ne viennent pas chez nous pour s'instruire : certains poursuivent un autre but : ils cherchent à se créer en France une situation et, parmi eux, il faut citer, au premier rang, les étudiants russes. M. Lannelongue nous le disait : s'ils suivent les cours de nos écoles, c'est pour conquérir un diplôme qui leur permettra d'exercer chez nous. Ils demandent volontiers la naturalisation. Ils ont une raison péremptoire ; chez eux, ils peuvent difficilement pratiquer la médecine ; bien plus, il ne leur est permis de l'étudier que sous certaines conditions.

En effet, messieurs, dans les territoires israélites de la Russie, c'est à peine si 10 p. 100 des étudiants ont le droit d'appartenir à cette confession. Dans les autres gouvernements, la proportion s'abaisse : elle est de 5 p. 100 du chiffre total des étudiants ; mais, à Moscou et à Saint-Petersbourg, à peine si 3 p. 100 des étudiants en médecine peuvent être pris parmi les israélites. Bien plus, dans ces deux villes, une condition essentielle leur est imposée : leur famille doit habiter Saint-Petersbourg ou Moscou. Messieurs, il ne suffit pas de demander à ces étudiants en médecine, dès le début de leurs études, une déclaration par laquelle ils feront connaître s'ils sont venus simplement chercher près de nous un complément de culture intellectuelle ou s'ils ont l'intention d'exercer la médecine en France. A mon avis, il est urgent de séparer nettement les deux questions. Autorisez les équivalences, monsieur le ministre, facilitez l'accès de nos facultés à tous les jeunes gens qui, leurs études terminées, reprendront le chemin de leur pays. Quant aux autres, — et nous savons combien, depuis trois ans, le nombre des médecins d'origine étrangère a augmenté, — exigez d'eux les conditions de scolarité qui sont imposées à nos étudiants : le baccalauréat et le certificat d'études physiques et naturelles. C'est la thèse de l'honorable M. Lannelongue ; elle ne me paraît pas complète. Nous devons être plus intransigeants, dans l'intérêt de nos nationaux. La Chambre leur doit sa protection ; elle ne saurait mieux faire que de réclamer des étrangers qui veulent pratiquer chez nous la naturalisation et le service militaire.

On objectera sans doute que la naturalisation est toujours précédée de formalités très longues ; elle n'est accordée qu'après trois années d'attente à dater de la date de la demande ; mais il est bien simple de modifier la loi et d'abréger les formalités.

En accordant aux étudiants étrangers les avantages que confère la qualité de Français, il faut aussi les obliger à en accepter les charges. C'est pour établir cette égalité des devoirs et des droits que je demande que les étudiants étrangers, désireux d'exercer la médecine en France et d'obtenir le bénéfice de la naturalisation, soient en même temps astreints au service militaire.

M. Georges Berry. — Il faut une loi pour cela.

M. Pédebidou. — Il faut que, comme tous les Français, ils apprennent, au milieu de nos soldats, à aimer leur nouvelle patrie.

Dans un ordre du jour, qui sera, dans quelques instants, lu par M. le président, je prends la liberté d'inviter M. le ministre de l'instruction publique à faire le partage entre les deux diplômes, qui, à mon sens, devraient, sous certaines conditions, être délivrés aux deux catégories d'étudiants étrangers : les uns venus en France à titre temporaire ; les autres déterminés à y exercer la médecine.

Je prie la Chambre de se rallier à ma proposition. (*Très bien ! très bien !*)

M. le président. — La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes. — Messieurs, le précédent orateur s'est montré beaucoup plus exigeant envers les étudiants étrangers que M. Georges Berry. Il soulève une question que ni M. Georges Berry ni M. Lannelongue n'ont jugé à propos de soulever. Or, si ces messieurs ne l'ont pas examinée, c'est qu'ils ont compris que cette question de naturalisation touchait à l'ensemble de notre législation nationale et internationale, et que celle-ci nous ne pouvons pas la modifier incidemment. (*Très bien ! très bien !*)

Il y a des points sur lesquels l'honorable M. Pédebidou n'obtiendra jamais satisfaction, car il y a une catégorie d'étudiants qui échapperait à la naturalisation, qui échapperait encore mieux au service militaire : ce sont les étudiantes. Or, elles sont très nombreuses dans nos divers contingents étrangers, surtout dans celui qui porte le nom de russe comme étiquette nationale, mais dont l'honorable M. Rousse a très bien défini le véritable caractère ethnographique.

Je crois qu'il faut, pour le moment, laisser de côté cette question, qu'on ne peut pas la trancher par un ordre du jour et, d'autre part, il est absolument nécessaire de résoudre immédiatement la question principale dont la Chambre a été saisie.

Je me suis mis d'accord avec MM. Berry et Lannelongue pour aborder le plus tôt possible ce débat à la tribune. Pourquoi ? Parce que nous serons bientôt, dans cinq mois, à la veille de la rentrée scolaire, et il faut que les étudiants français, d'une part, que les étudiants étrangers, de l'autre, les étudiants étrangers surtout, sachent sous quel régime ils viendront étudier en France. C'est précisément à cause de cette urgence qu'ajournant la discussion d'un projet de loi comme celui qu'avait proposé M. Berry, nous nous sommes ralliés à l'idée de proposer à la Chambre un ordre du jour sur lequel elle fera connaître sa volonté. (*Très bien ! très bien !*)

M. Gustave Rouanet. — Un ordre du jour ne peut pas modifier la loi.

M. le ministre. — C'est entendu ! Mais ce qu'on me demande, ce n'est pas de proposer l'abolition de la loi de 1892, c'est de m'engager à ne pas user de la possibilité que me donne cette loi à l'égard des médecins étrangers. De sorte qu'un ordre du jour, je le répète, suffit parfaitement pour permettre à la Chambre de faire connaître ses intentions. (*Très bien ! très bien !*)

M. le président. — Je donne lecture de l'ordre du jour déposé par MM. Pédebidou, Chapuis et Albert Pétrot :

« La Chambre,

« Considérant que l'intérêt national exige que les portes de nos universités soient largement ouvertes aux étudiants étrangers ; affirmant, d'autre part, la nécessité de réserver aux seuls Français l'exercice de la médecine ;

« Invite M. le ministre de l'instruction publique à poursuivre la création de deux diplômes : l'un, diplôme scientifique, délivré par les universités à tous les étudiants, sans distinction de nationalité ; l'autre, diplôme d'Etat, donnant seul droit à la pratique de la médecine en France, délivré par le ministre de l'instruction publique aux étudiants français et aux étudiants étrangers qui, naturalisés Français, auront satisfait à la loi du recrutement,

« Et passe à l'ordre du jour. »

Plusieurs voix. — Il faut un projet de loi, et non pas un ordre du jour.

M. le président. — Je n'ai pas à m'expliquer, bien entendu, sur le fond des deux ordres du jour présentés. Il me semble cependant — c'est un scrupule que je soumets à la Chambre — que le premier de ces deux ordres du jour, celui de MM. Georges Berry et Lannelongue, constituerait une modification à la loi, modification que la Chambre ne peut guère faire par voie d'ordre du jour. Le deuxième ordre du jour, au contraire, est simplement une invitation à poursuivre la création de deux diplômes, c'est-à-dire à présenter un projet de loi ayant pour objet la création de deux diplômes. (*Marques d'assentiment.*)

M. Georges Berry. — Je demande la parole.

M. le président. — La parole est à M. Berry.

M. Georges Berry. — Je voudrais fixer la Chambre sur l'état de la question qui me semble n'être pas suffisamment connu.

J'avais déposé, il y a trois mois, une proposition de loi visant tous les points qui ont été abordés à cette tribune. Sur l'observation de plusieurs de nos collègues et d'accord avec le Gouvernement, nous avons pensé qu'en laissant de côté plusieurs points qui seraient, comme celui que vient de soulever M. Pédebidou, renvoyés à la commission qui doit examiner ma proposition de loi, il y avait lieu cependant de prendre, dès maintenant, avant la rentrée des écoles, des déterminations urgentes, visées par notre ordre du jour.

En effet, il est écrit dans la loi que nul ne peut être docteur en médecine s'il ne se présente à la faculté avec son diplôme de bachelier.

M. Pédebidou. — Invitez le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant la loi actuelle.

M. Georges Berry. — Or, dans ces conditions, nous avons pensé que, sans avoir besoin d'une loi, nous pouvions demander au Gouvernement de n'accorder de diplôme donnant droit à exercer la médecine en France qu'aux médecins munis de leur baccalauréat.

M. Orsat. — Comment pourra-t-on poursuivre devant les tribunaux pour inexécution d'un ordre du jour de la Chambre ? (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

M. Georges Berry. — Il me semble que l'administration a bien le droit de ne pas autoriser les étudiants en médecine étrangers à être docteurs praticiens sans avoir le baccalauréat. (*Interruptions à gauche et au centre.*)

M. Isambard. — C'est la loi qui a accordé cette autorisation.

Je demande la parole.

Plusieurs membres. — Une loi seule peut modifier la loi actuelle.

M. Georges Berry. — C'est une tolérance. (*Nouvelles interruptions sur les mêmes bancs.*)

M. le président. — Messieurs, veuillez faire silence, et M. Berry me permettra d'ajouter que ce qui se passe en ce moment prouve une fois de plus que le règlement a bien raison d'inviter les députés à communiquer par avance leurs ordres du jour au président. S'ils voulaient bien le faire, ils pourraient s'entendre avec le président pour donner à ces ordres du jour

une forme qui serait d'accord à la fois avec le règlement et avec la loi. (*Très bien ! très bien !*)

Je l'ai dit plusieurs fois à la Chambre, les improvisations de textes en séance sont toujours pé illeuses (*Nouvelles marques d'approbation.*)

M. Georges Berry. — Il n'y a pas eu de ma part une improvisation de texte, monsieur le président, car l'ordre du jour que j'ai déposé avec mon collègue Lannelongue a été adopté, à l'unanimité, par le conseil supérieur de l'instruction publique.

M. Orsat. — Le vote du conseil supérieur de l'instruction publique ne comporte pas de sanction.

M. Georges Berry. — Dans tous les cas, ainsi que je le disais tout à l'heure, une proposition de loi a été déposée par moi : une commission va être nommée pour l'examiner. Si la Chambre croit qu'elle ne peut pas accepter notre ordre du jour et qu'une loi est nécessaire pour trancher les questions qui nous occupent, je n'insisterai pas, d'autant plus que tel avait été mon premier sentiment.

Ce que je désire avant tout, c'est que nous aboutissions et que nous donnions dans le plus bref délai à nos nationaux une satisfaction qu'ils attendent impatiemment. (*Très bien ! très bien !*)

M. le président. — MM. Lannelongue et Georges Berry modifient ainsi qu'il suit leur ordre du jour :

« La Chambre, voulant protéger à la fois les intérêts des médecins français et ceux de l'enseignement supérieur, invite le Gouvernement à déposer un projet de loi consacrant les trois principes suivants : 1° ne plus accorder de dispenses aux docteurs étrangers ; 2° ne conférer des diplômes donnant droit à l'exercice de la médecine qu'aux étudiants qui justifieront du grade de bachelier exigé des étudiants français ; 3° donner aux étrangers les plus grandes facilités pour leurs études médicales et l'obtention d'un titre de docteur purement scientifique ». (*Très bien ! très bien !*)

On demande l'ordre du jour pur et simple qui est repoussé, puis, après une discussion assez confuse, la Chambre vote sans scrutin l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, invitant le Ministre de l'instruction publique à déposer un projet de loi sur la situation des médecins et des étudiants étrangers en France, passe à l'ordre du jour. »

Situation de Madagascar.

Nous avons dit qu'un *Projet de loi* avait été déposé le 30 mai pour déclarer colonie française Madagascar avec les îles qui en dépendent, et nous avons donné l'*Exposé des Motifs* présenté par le Gouvernement (V. plus haut, p. 235). Voici le rapport fait par M. Le Myre de Vilers au nom de la Commission de la Chambre des députés, nommée pour examiner le projet de loi :

Messieurs, la déclaration de prise de possession de Madagascar, faite par M. le ministre des affaires étrangères dans la séance du 29 novembre dernier, a établi nos droits de souveraineté d'une manière incontestable, et la notification adressée aux puissances le 11 février ne pouvait laisser subsister aucune équivoque, s'en fût-il produit précédemment.

« Le gouvernement de la République, disait M. Berthelot, a été amené à occuper l'île par ses troupes et à en prendre possession définitive. »

Madagascar est bien une terre française.

Cependant quelques puissances font des réserves dans le but de conserver à leurs sujets les avantages commerciaux et les privilèges de juridiction dont ils jouissent. Pour mettre fin à ces réserves, le Gouvernement a pensé qu'il y avait lieu de proclamer Madagascar colonie française.

Les explications fournies sur ce sujet à votre commission lui ont paru décisives ; nous en reproduisons l'analyse succincte.

M. le ministre a rappelé qu'aux termes des déclarations de son prédécesseur, M. Berthelot, la souveraineté du territoire de Madagascar avait été « remise en de nouvelles mains par la prise de possession » et l'acte unilatéral du 18 janvier.

Tel était le point de départ des négociations engagées avec les puissances sous le précédent cabinet et tendant à amener la disparition des anciens traités conclus par celles-ci avec la reine des Hovas.

Des difficultés ayant été soulevées tant au sujet de la formule elle-même que des conséquences pratiques qu'elle pouvait entraîner, le Gouvernement a cru devoir recourir au dépôt du projet de loi qui dissipe toute ambiguïté.

M. Hanotaux a pu indiquer à la commission que cette déclaration catégorique entraînait d'elle-même l'adhésion de certaines puissances aux vues du gouvernement français.

Plusieurs membres de votre commission ont manifesté la crainte que, par une conséquence naturelle et inévitable, la constitution de Madagascar en colonie ne conduisit à une assimilation complète avec la métropole, assimilation devant entraîner un cortège de fonctionnaires inutiles et, par suite, imposer de lourdes charges aux contribuables français. L'exposé des motifs répond à ces objections :

« Cette disposition de principe, dit le Gouvernement, n'indique d'ailleurs, dans notre pensée, aucune modification en ce qui concerne la méthode à appliquer dans le gouvernement et l'administration intérieure de l'île. Pré-muni contre les inconvénients et les périls de toute nature qui résulteraient d'une immixtion trop directe dans les affaires du pays et des excès du fonctionnarisme, le Gouvernement n'entend nullement porter atteinte au statut individuel des habitants de l'île, aux lois, aux usages, aux institutions locales.

« Deux indications vous permettront, d'ailleurs, messieurs, de déterminer et de limiter en même temps, à ce point de vue, la portée et la décision que nous sollicitons de vous.

« Selon le régime du droit commun en matière coloniale, les lois françaises s'étendront désormais à l'île de Madagascar ; mais, modifiées ou non, elles n'y entreranno en application qu'au fur et à mesure qu'elles y auront fait l'objet d'une promulgation spéciale.

« Il est également conforme aux précédents appliqués par un certain nombre de puissances coloniales et par la France elle-même que, dans l'administration intérieure, l'autorité des pouvoirs indigènes puisse être utilisée.

« La reine Ranavaloa conservera donc, avec son titre, les avantages et les honneurs qu'il lui confère ; mais ils lui sont maintenus, dans les conditions de l'acte unilatéral signé par elle, sous la souveraineté de la France. Il en sera de même des chefs indigènes, avec le concours desquels nous croirons devoir administrer les populations de l'île qui ne sont pas placées sous la domination hova. »

M. le ministre des colonies n'a pas été moins affirmatif dans ses déclarations. Voici en quels termes il s'exprime :

« Le projet de loi présenté par le Gouvernement n'implique aucune conséquence nécessaire qui puisse entraîner des modifications dans l'administration du pays et obliger à l'application immédiate de notre législation, dans son ensemble, aux diverses tribus qui se partagent les vastes territoires de l'île. En d'autres termes, la formule de « colonie française » appliquée à Madagascar n'entraîne pas la création d'une administration compliquée, parce qu'il est possible de la mettre en pratique et d'organiser notre nouvelle colonie en utilisant le concours des autorités et des institutions locales ; des instructions ont d'ailleurs été données déjà au résident général en ce sens. En outre, cette mesure n'est pas de nature à substituer, *ipso facto*, les insti-

tutions de la métropole à celles du pays, parce que les intentions bien définies du Gouvernement ne tendent qu'à une amélioration progressive de la législation des autochtones en empruntant à la nôtre, au fur et à mesure des besoins et suivant les circonstances, ce qu'elle peut avoir d'applicable à des populations de races différentes, pour la plupart fort éloignées encore de nos idées de civilisation.

« La loi en projet, au point de vue international, annule la personnalité de l'Etat malgache qui disparaîtra comme entité juridique en devenant dépendance de la souveraineté française, mais elle ne peut avoir pour effet d'anéantir, par la vertu d'un vote des Chambres, le statut personnel des indigènes, lesquels ne peuvent être soumis raisonnablement, sans transition, aux exigences de notre « vie civile », ni d'abroger les lois ou usages locaux. Ces indigènes resteront régis par les coutumes de l'île et par les actes des autorités locales pris sous le contrôle et avec l'approbation du résident général.

« Les dispositions de la législation française qui leur seront dans la suite rendues applicables le seront grâce à des actes de l'autorité française, dans la mesure qui conviendra et après promulgation spéciale de la loi métropolitaine s'adaptant à la situation, conformément du reste à l'usage constant en matière coloniale.

« Le Gouvernement aura le devoir, et avec lui ses représentants dans la grande île, d'utiliser l'organisme local tout en le dirigeant. Les résultats obtenus, grâce à ce système qui approprie peu à peu les institutions mêmes du pays aux idées de la nation souveraine, au double point de vue politique et économique, par les Anglais dans l'Inde et en Birmanie, par les Hollandais dans les îles de la Sonde et par la France elle-même dans les établissements de la côte occidentale d'Afrique, etc ..., sont assez probants pour qu'il ne soit pas besoin d'insister davantage, et sur la possibilité d'en user dans notre nouvelle colonie, et sur son efficacité absolue.

« La reine Ranavaloa sera maintenue dans ses honneurs et avantages afin de rester l'instrument de notre domination dans l'Émyrne. Mais en ce qui concerne les tribus indépendantes dans les autres parties de Madagascar, les chefs indigènes seront appelés sans plus tarder à devenir les intermédiaires entre leurs compatriotes et nous, et s'habitueront ainsi à confondre leurs intérêts avec les nôtres. Ils assisteront les résidents qui les emploieront dans toute la mesure possible. En un mot, la loi qui sanctionnera nettement la prise de possession de Madagascar par une déclaration catégorique, ménagera en même temps l'autonomie des tribus autochtones et nous les conciliera au lieu de les éloigner de nous par le maintien absolu de l'hégémonie hova qui, généralisée, n'est qu'une fiction dangereuse.

« Cette loi n'aura pas pour conséquence de développer le fonctionnarisme colonial, puisque le Gouvernement est résolu à utiliser les éléments propres à chaque peuplade bien distincte, sous le contrôle des résidents réduits au nombre strictement indispensable.

« Les divers services de la colonie sont organisés et ne pourront s'augmenter, car les instructions données en ce sens au résident général sont des ordres formels. Dès maintenant, d'ailleurs, et sur la proposition même du résident général, des réductions sont à l'étude dans le cadre de la magistrature, et M. Laroche a reçu l'ordre d'organiser les services de la douane dans les conditions de la plus rigoureuse économie. »

C'est à tort que l'on confondrait l'annexion et l'assimilation. L'annexion est le fait d'incorporer, soit par cession, soit par conquête, soit par achat, un nouveau territoire dans le domaine national, en lui donnant ou en lui laissant le gouvernement qui convient le mieux à ses besoins ; l'assimilation constitue un mode d'administration en tout conforme à celui de la métropole. Cette méthode applicable seulement lorsqu'il s'agit de populations de même origine, arrivées au même degré de civilisation, ne saurait convenir à des

natifs ayant des mœurs complètement différentes des nôtres, presque toujours collectivistes, et que rien n'a préparés à nos lois individualistes.

En s'engageant dans une pareille voie, on ne ferait que porter le trouble dans les tribus où nous devons nous attacher à maintenir l'ordre et la sécurité. Notre devoir et notre intérêt nous commandent de conserver autant que possible l'organisation séculaire de nos sujets, tout en y introduisant les principes d'humanité et de solidarité qui font l'honneur de la France.

Nous n'avons qu'à nous inspirer des préceptes de Montesquieu.

« Les lois, dit-il, doivent être tellement propres au peuple pour lequel elles sont faites, que c'est un très grand hasard si celles d'une nation peuvent convenir à une autre.

« Il faut qu'elles se rapportent à la nature et au principe du gouvernement qui est établi ou qu'on veut établir, soit qu'elles se forment comme les lois politiques, soit qu'elles se maintiennent comme les lois civiles.

« Elles doivent être relatives au physique du pays, au climat glacé, brûlant ou tempéré ; à la qualité du terrain, à sa situation, à sa grandeur, au genre de vie des peuples, laboureurs, chasseurs ou pasteurs ; elles doivent se rapporter au degré de liberté que la constitution peut souffrir ; à la religion des habitants ; à leurs inclinations, à leurs richesses, à leur nombre, à leur commerce, à leurs mœurs, à leurs manières. Enfin, elles ont des rapports entre elles ; elles en ont avec leur origine, avec l'objet du législateur, avec l'ordre des choses dans lesquelles elles sont établies. »

Dans nos colonies de nouvelle formation, remontant au plus à trente-cinq ans, nous nous sommes toujours inspirés de ces principes. En Indo-Chine seulement, nous pratiquons six régimes différents : au Tonkin, le protectorat le plus serré ; en Cochinchine, la domination directe avec des conseils électifs dont font partie les indigènes ; au Cambodge, le protectorat sous sa forme la moins étendue ; en Annam, un gouvernement oligarchique, placé sous la surveillance d'un résident ; au Laos, un système mixte qui participe à la fois du protectorat et de la domination ; dans les territoires militaires, le commandement. La même diversité se rencontre à la côte occidentale d'Afrique, où la Guinée, la Côte-d'Ivoire et le Dahomey ont des institutions appropriées aux besoins des populations et aux intérêts de nos colons.

Nous avons pu ainsi réduire les charges de la métropole à leur dernière limite. La Cochinchine paye l'intégralité de ses dépenses civiles et militaires, plus un tribut de vassalité qui, en 1888 et 1889, dépassa 8 millions. Le Cambodge, le Laos, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Dahomey ne figurent pas au budget. Malgré le voisinage de la Chine, qui a rendu la pacification laborieuse, l'Annam-Tonkin ne coûte à la France que l'entretien des troupes : 25 millions pour une population de 45 millions d'âmes, 1 fr. 70 par habitant. Ces possessions, presque toutes prospères, et soumises au tarif général des douanes, ont créé un marché important pour la métropole, avec laquelle elles font 60 millions d'affaires, qui constituent aujourd'hui le principal aliment de notre marine marchande au long cours, sans compter les remises de fonds, provenant de bénéfices ou d'économies réalisées, qui atteignent une cinquantaine de millions, et viennent grossir chaque année l'épargne nationale.

De pareils résultats font le plus grand honneur à notre administration coloniale. Pourquoi n'obtiendrait-elle pas les mêmes à Madagascar ? Ce sera facile, si le Parlement et le Gouvernement décident en principe que les possessions d'outre-mer doivent payer sur le budget local, au début, leurs frais de souveraineté civile et, ultérieurement, les frais de souveraineté militaire, quand la sécurité sera définitivement assurée et l'outillage économique constitué. Nous ne craignons pas d'affirmer qu'en dehors des points de ravitaillement des flottes ou de pénétration d'influence, un établissement qui ne peut payer son administration civile et ses dépenses militaires est, ou mal administré, ou doté d'institutions au-dessus de ses ressources et de ses besoins.

Bien entendu, il ne peut être question des anciennes colonies, véritables départements français, soumis au régime du droit commun.

Quel que soit le mode de domination qui sera adopté, l'esclavage doit être aboli ; l'article 1^{er} du décret du 3 mars 1848 nous en fait une obligation formelle ; il est ainsi conçu :

« L'esclavage sera entièrement aboli dans toutes les colonies et possessions françaises, deux mois après la promulgation du présent décret dans les colonies ; tout châtimement corporel, toute vente de personnes non libres seront absolument interdits. »

Si le protectorat n'a pas été visé dans l'acte législatif, c'est qu'à l'époque, ce régime de gouvernement n'était pas pratiqué. Partout où flotte le pavillon de la France, l'homme recouvre sa liberté. C'est donc à tort que quelques personnes pensaient trouver dans le protectorat un artifice de forme ou de procédure qui fournirait les moyens d'ajourner la solution de cette importante question. Ne nous plaignons pas des exigences de la loi. Si son application nous a parfois créé de sérieuses complications, elle nous a évité de commettre, sous l'impression des difficultés de l'heure, des attentats contre la liberté humaine, plus nuisibles encore au maître, qui se démoralise, qu'à l'esclave, souvent inconscient de sa misère.

Mais la loi ne saurait être rendue exécutoire à Madagascar du jour au lendemain, sans mesures préparatoires, sur de vastes territoires plus étendus que la France, où notre autorité ne s'exerce pas, où même les explorateurs n'ont pas encore pénétré.

En agissant avec trop de précipitation, nous compliquerions singulièrement la lourde tâche de la pacification et du rétablissement de la sécurité. Que deviendraient les enfants, les vieillards, les infirmes, s'ils ne trouvaient plus un abri dans la maison de leur maître ?

Du reste, le législateur de 1848, malgré toutes les ardeurs de la lutte parlementaire engagée devant l'Assemblée nationale, prescrivait des délais et laissait au Gouvernement le soin de fixer la date de promulgation. Nous pensons que la même prudence devra présider à la grande réforme que nous poursuivons et que, tout en s'efforçant d'arriver le plus rapidement possible à l'affranchissement des esclaves, à la suppression de cette plaie sociale, il sera rationnel de procéder par étapes successives dans les différentes tribus.

Notre collègue, l'honorable M. Brunet, a fait observer avec raison que Nossi-Bé et Sainte-Marie-de-Madagascar, étant depuis de longues années colonies françaises, ne pouvaient pas être comprises dans le projet de loi qui vous est soumis. Telle, du reste, n'a pas été l'intention du Gouvernement. Les îles visées sont éparses sur les côtes de Madagascar, particulièrement dans le canal de Mozambique, et il était indispensable de les comprendre dans la déclaration de possession, afin d'éviter des difficultés internationales qui pourraient se produire ultérieurement.

Nous nous sommes longuement étendus sur des questions d'administration intérieure, bien que votre commission des colonies en soit déjà saisie (1) ; nous avons pensé qu'il était indispensable de vous faire connaître les conséquences de la loi présentée par le Gouvernement.

A notre avis, — et nous croyons l'avoir démontré par des exemples pris dans notre domaine, — la qualification de colonie, de possession, même de protectorat, n'a qu'une influence fort secondaire sur les charges qui peuvent incombent à la métropole du fait de la domination dans les pays tropicaux et équatoriaux. Quel que soit le régime, il dépend du département de ne pas accroître les frais de souveraineté, en évitant de donner à des populations primitives, à demi barbares, des institutions compliquées qui leur seraient plutôt nuisibles qu'utiles, en évitant également de promulguer

(1) Proposition de loi de MM. Denys Cochin, de Mahy, Clausel de Coussergues, Brunet et un grand nombre de nos collègues.

hâtivement des lois dont l'application exigerait un nombreux personnel. La Chambre, disposant des crédits, pourra toujours réprimer les abus, s'ils venaient à se produire. Qu'elle s'inspire de ce principe : que les colonies de domination ne doivent rien coûter à la métropole.

Messieurs, nous appelons votre attention sur le caractère essentiellement international de ce projet de loi, dont votre commission, s'associant aux vues du Gouvernement, vous propose l'adoption à l'unanimité de ses membres.

— Le projet de loi est venu en discussion dans la séance de la Chambre du 18 juin.

M. Louis Brunet a la parole.

Il tient à protester contre quelques-unes des énonciations de l'exposé des motifs, notamment en ce qui concerne la dénonciation de prise de possession faite aux puissances étrangères par le cabinet Bourgeois ; après cette dénonciation, ce que l'on propose aujourd'hui sera une superfétation. La question de la possession de Madagascar est, en effet, résolue depuis le vote presque unanime émis par la Chambre le 19 mars dernier.

C'est uniquement pour venir à bout du mauvais vouloir de l'Angleterre que le cabinet de M. Méline demande au Parlement de déclarer Madagascar colonie française ; et cette attitude de l'Angleterre a suffi à M. Hanotaux pour faire volte-face et abandonner la politique qui était la sienne, lorsqu'il faisait partie du cabinet Ribot. Ne s'était-il pas déclaré, en effet partisan résolu de l'établissement du protectorat à Madagascar ? Pourquoi ce revirement ?

1 L'orateur se demande quelle sera, sous le nouveau régime de colonisation, la situation de la reine Ranavaloa.

La reine Ranavaloa sera-t-elle vraiment souveraine ou faudra-t-il la considérer simplement comme un agent d'administration ? Il importe que cette importante question soit tirée au clair.

L'orateur demande en terminant, qu'au moment de régler la question de la colonisation, on se souvienne que nous n'avons besoin à Madagascar ni d'Anglais ni d'une reine quelconque, et que nous n'avons besoin de leçons de personne pour coloniser. C'est nous qui avons donné des leçons que l'Angleterre suit encore. (Très bien !)

M. Doumergue a la parole.

Il s'étonne de la résolution prise par le gouvernement, de maintenir la reine de Madagascar.

Après les sacrifices si considérables qu'a dû s'imposer la France, il est inadmissible qu'une reine subsiste à Madagascar.

L'administration hova constituera toujours pour nous un péril. Il faut la faire disparaître et laisser les tribus de la grande île africaine sous l'autorité directe de leurs chefs indigènes.

A Madagascar, on appelle les fahavalos les soldats de la reine et jamais on n'en viendra à bout tant que les hovas conserveront l'administration du pays.

Il ne s'explique pas non plus le changement d'attitude de M. Hanotaux dans la question du régime à appliquer à Madagascar ; le ministre actuel des affaires étrangères s'était toujours montré partisan irréductible du protectorat ; d'où provient son évolution subite ?

Et qui donc est responsable de tous les déboires diplomatiques que nous avons essuyés à Madagascar, sinon M. Hanotaux lui-même ; il remettait au général Duchesne, avant son départ, un acte à faire signer à la reine Ranavaloa, et qui réalisait le protectorat. Au cours de la campagne, il changeait d'avis et il envoyait au général Duchesne un acte tout différent du premier et réalisant non plus le protectorat, mais l'annexion.

Que fit M. Berthelot à son arrivée au pouvoir ? Il se contenta de reprendre le second acte envoyé par M. Hanotaux en se bornant à y supprimer les

mots (protectorat et ses conséquences) qui ne pouvaient servir qu'à créer des difficultés avec les puissances étrangères, puisqu'en fait cet acte unilatéral réalisait l'annexion.

Quant à la notification faite par M. Berthelot aux puissances étrangères de la prise de possession de Madagascar, elle était conçue en termes identiques à ceux dont se servit l'Angleterre pour notifier la réunion de la Birmanie à ses possessions de l'Inde : « Par commandement de l'impératrice-reine, il est donné avis que les territoires administrés par le roi Thu-Bo sont devenus portion des possessions de Sa Majesté. » Et de qui émanait cette notification ? de Lord Dufferin lui-même, actuellement ambassadeur d'Angleterre à Paris, et alors vice-roi des Indes. Il y avait un argument personnel qui avait sa valeur.

N'est-il pas à craindre que la nouvelle mesure adoptée ne serve de prétexte à l'Angleterre qui a échoué au Transvaal, visé par M. Cecil Rhodes, alors que MM. Hanotaux et Ribot le représentaient comme visant Madagascar, pour se dédommager sur un autre point où les intérêts français sont bien plus gravement en jeu ? Le mouvement sur Dongola et sur Souakim pourrait le faire supposer. (Applaudissements sur divers bancs.)

L'orateur s'étonne que l'on pense à annexer une nouvelle colonie au moment où le Tonkin et l'Indo-Chine meurent de misère et de famine. (Très bien ! sur les mêmes bancs. — Exclamations sur d'autres.)

Il considère que la théorie de l'expansion coloniale est autrement dangereuse que la théorie des doctrines collectivistes chères à M. Millerand. (Protestations sur un grand nombre de bancs. — Bruit.)

D'un autre côté, n'est-il pas à craindre, dans le cas où les puissances étrangères consentiraient à l'abandon de leurs traités à Madagascar, qu'on ne soit amené à leur faire des concessions sur le régime économique et douanier ? N'a-t-on pas vu, au cours de la campagne contre les Hovas, le correspondant de l'Allemagne jouir de privilèges refusés aux journalistes français ? (Applaudissements sur divers bancs.)

Le danger de la concurrence allemande est autrement dangereux pour nos intérêts commerciaux que celui de la concurrence anglaise. On voit aujourd'hui les Allemands prendre pied dans le monde entier au détriment des autres peuples.

M. de Mahy. — Je proteste. A Madagascar, le vrai péril est le péril anglais. (Mouvements divers.)

M. Doumergue ne fonde aucun espoir dans l'avenir colonial de Madagascar ; cette île ne produira rien, parce qu'il n'y aura plus personne pour mettre la terre en état de produire.

On va supprimer l'esclavage ; en cela on fera œuvre d'humanité et de justice, mais en même temps on supprimera la main-d'œuvre. A Madagascar, pas d'esclaves, pas de travailleurs et en décrétant une mesure humanitaire qui s'impose, on décrètera du même coup l'impossibilité de tout essai de colonisation.

L'orateur s'est rendu compte, par l'étude qu'il a faite l'an dernier du budget de l'Algérie, de ce que coûtait à l'Etat l'introduction d'une famille dans un centre de colonisation.

Il ne s'agit de rien moins que d'une somme de 10,000 francs par famille. Vraiment, si l'on doit dépenser à Madagascar de telles sommes pour arriver à y créer la petite colonisation, on est en droit de se demander si tous ces millions ne seraient pas mieux employés à venir en aide à nos cultivateurs français.

Le budget de la métropole sera obligé de supporter tous les frais de Madagascar. L'île est incapable de produire un centime. Et la charge retombera tout entière sur le dos du contribuable français.

Par contre, ce qui ne manquera pas à Madagascar, ce sera l'importation des fonctionnaires et aussi celle des soldats.

M. Hanotaux déclarait, au début, que l'expédition sur les côtes, ce serait l'expédition toujours ; c'est l'expédition à Tananarive qui sera l'expédition toujours, car pour assurer l'ordre dans toute l'île, il faudra une armée d'occupation d'au moins 25,000 hommes.

La vraie, la seule question qui se pose pour la Chambre, est de savoir si elle a un profit quelconque à faire de Madagascar une colonie française.

Elle n'a pas à se préoccuper de la mauvaise humeur de nos rivaux d'outremer. L'intérêt du contribuable prime tout. Et c'est pourquoi le projet du gouvernement doit être unanimement repoussé. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. d'Estournelles a la parole.

Il regrette d'être obligé de prononcer l'oraison funèbre du protectorat. Mais à quoi bon récriminer sur le passé ? L'essentiel est aujourd'hui de veiller à l'avenir si inquiétant de Madagascar.

Pour rassurer le pays, le gouvernement a le devoir de déclarer qu'il n'administrera pas sa nouvelle colonie comme il a fait si longtemps, comme il fait encore pour les autres. Une colonie n'est pas un département français ; les mêmes méthodes d'administration n'y sont pas applicables ; il importe de n'introduire à Madagascar ni conseils locaux, ni conseils départementaux.

M. Jaurès. — Pas de garnison non plus. (Mouvement).

M. d'Estournelles explique pourquoi il ne veut ni conseils locaux, ni conseils départementaux à Madagascar. On s'y figure mal l'état de l'opinion publique et il en est ainsi dans la plupart des autres colonies.

M. Deproge, député de la Martinique, proteste. Pourquoi donc suis-je ici, s'il n'y a pas d'opinion publique aux colonies ? (Bruit.)

Le président invite M. Deproge à se calmer. Il ne s'agit que de Madagascar.

M. d'Estournelles insiste sur la manière dont les conseils généraux gèrent les budgets locaux des colonies. Au Sénégal, quand il y a un excédent, on force le gouvernement à acheter des immeubles dont il n'a pas besoin, mais qui appartiennent aux conseillers.

Le conseil général du Sénégal, au lieu d'employer le surplus des fonds disponibles au dégrèvement des contribuables, a décidé, à l'unanimité et séance tenante, d'acheter, aux prix offerts, des immeubles appartenant à des conseillers généraux et sous le prétexte d'y loger des écoles du soir qui n'étaient pas encore créées. C'est ainsi qu'on a acheté une maison 130,000 francs à M. de Montfort.

M. le vicomte de Montfort. — Je m'empresse de déclarer que je n'ai rien de commun avec ce conseiller général. (On rit.)

M. d'Estournelles. — Chacun, d'ailleurs, a eu sa part. (Exclamations.)

Voix à l'extrême gauche. — Voilà la vraie colonisation !

M. d'Estournelles constate que le budget colonial est ruiné par les dépenses des travaux ordonnés par les conseils locaux des colonies, travaux mal ordonnés, mal exécutés et toujours inutiles.

A la Réunion, on a construit deux ports et un chemin de fer qui ont coûté plus de 67 millions et que M. Turrel, dans son rapport sur le budget des colonies, déclarait mal fait et sans utilité.

M. de Mahy proteste : le conseil général de la Réunion n'est nullement responsable de ces dépenses ; c'est une compagnie métropolitaine qui a pris l'entreprise de ces travaux et a profité des sommes gaspillées.

Voix à l'extrême gauche. — Le nom de cette compagnie, dites le nom. (Mouvements divers. — Bruit.)

Le président invite la Chambre à plus de calme. Il prie l'orateur de se renfermer dans l'objet du débat.

M. de Mahy continue à protester au milieu du bruit.

Le président. — Il n'est pas défendu cependant, monsieur de Mahy, de parler de la Réunion à la tribune !

Le silence finit par se rétablir et M. d'Estournelles continue.

Il faut bien qu'il spécifie les faits qui se passent aux colonies si l'on veut qu'ils ne se reproduisent pas à Madagascar.

Il donne lecture d'un extrait d'un journal de la Réunion déclarant que, dans l'île, les opérations électorales ne sont autre chose qu'un pur marchandage de votes.

MM. de Mahy et Brunet se lèvent et protestent bruyamment.

M. d'Estournelles déclare que, pour ne pas être taxé de malveillance par les représentants de la Réunion, il quitte leur île pour arriver aux Indes.

Là aussi, les élections se passent d'une façon absolument inadmissible.

M. d'Estournelles donne lecture d'une lettre d'un colon de Pondichéry affirmant que les élections se faisaient aux Indes sans la participation et la présence des électeurs. (Bruit sur divers banes.)

Les résultats électoraux sont même parfois envoyés à l'avance par des maisons de commerce à leurs représentants de Paris et des départements. (Bruit sur divers banes.)

L'orateur termine en déclarant que le pays attend autre chose à Madagascar que le développement des abus dont il vient de dresser le tableau. (Applaudissements.)

— La discussion a repris dans la séance du 20 juin. Après un discours de M. Pierre Alype réfutant les accusations portées par M. d'Estournelles contre certains fonctionnaires de l'Inde française, M. Bazille, député du Gard, a pris la parole pour demander au Gouvernement d'indiquer plus complètement et d'une façon plus précise ce qu'il veut faire au point de vue de l'organisation administrative de l'île. Il a vivement critiqué les observations présentées à la Commission par le Ministre des affaires étrangères et le Ministre des colonies.

M. Hanotaux a fait la déclaration suivante :

Messieurs,

Si désireux que je sois de ne pas m'attarder aux polémiques personnelles qui ont trop longtemps occupé l'attention de la Chambre, vous comprendrez qu'il m'est difficile de laisser sans un mot de réponse les critiques si vives de l'honorable député du Gard.

On m'accuse de contradiction !

Oui, messieurs, j'ai été un des partisans les plus chauds, les plus convaincus du régime du protectorat. Il n'y a pas une personne qui ignore, ici ou au dehors, que comme ministre du cabinet Ribot, comme publiciste, je défendis aussi énergiquement qu'il fut en moi, le régime inauguré à Madagascar par le traité de Tananarive. Personne n'ignore que, si le cabinet Ribot eût duré, c'est ce traité que nous serions venus défendre devant vous et que nous vous aurions demandé de ratifier. Personne n'ignore que nous aurions laissé à Madagascar le général Duchesne lui-même et les fonctionnaires expérimentés qui l'accompagnaient présider à la période de pacification qui accompagne toute conquête : que nous nous serions abstenus, autant que possible, d'envoyer des fonctionnaires nouveaux les remplacer et

qu'un système tout différent de celui qui a été inauguré malgré nous, nous eût dispensé de venir aujourd'hui solliciter vos suffrages.

Mais si M. Doumergue qui a compulsé avec tant de soin les articles que j'ai publiés pour la défense d'une cause que je croyais juste, avait pris soin de les lire jusqu'au bout, ou plutôt si sa polémique eût été plus équitable, peut-être eût-il bien voulu reconnaître que, dès le mois de mars dernier, c'est-à-dire bien avant que se fût produit l'événement que lui seul en France considère comme une catastrophe, un changement de ministère, que dès le mois de mars dernier j'avais reconnu, déclaré publiquement que la politique suivie, les déclarations faites, les actes accomplis rendaient désormais impossible l'exercice du protectorat à Madagascar.

Et voici, en effet, ce que j'écrivais dès cette époque, et j'espère que ces paroles fort claires me dispenseront de tout autre commentaire :

« Enfin ce qui est fait est fait. Comme l'a dit fort justement M. Francis Charmes, puisque la reine a signé un second traité, il ne s'agit pas de lui en faire signer un troisième. Le régime du protectorat est écarté ; le système de l'annexion l'a emporté. On jugera celui-ci à ses résultats.

« Ce que nous avons voulu marquer seulement, c'est que le système que nous avons soutenu et pour la défense duquel nous avons tenu ferme jusqu'au bout, présentait des avantages sur lesquels on a eu tort de fermer les yeux. Maintenant que le sort en est jeté, nous ne pouvons plus que souhaiter ardemment la réussite de la combinaison qui a été préférée, puisque c'est de son application que va dépendre désormais l'avenir de notre nouvelle possession de l'Océan Indien. »

Ceci, messieurs, était écrit et publié dès le 20 mars 1896, un mois avant qu'il fût question de la constitution du cabinet Méline.

Certes, si j'avais connu tout entière la situation telle que je l'ai trouvée en rentrant au quai d'Orsay, je n'aurais pu changer un mot à ces lignes, et c'est la conviction qui, j'espère, résultera pour la Chambre du court exposé que je vais avoir l'honneur de faire devant elle.

M. Doumergue et M. Brunet se sont efforcés de démontrer, jeudi, que nous n'avions pas eu même le mérite d'inaugurer ce régime de l'annexion qui est mis aujourd'hui en délibération.

Assurément, messieurs, et si nous soutenons aujourd'hui ce système, ce n'est pas par choix, c'est par nécessité. C'est qu'après avoir mûrement pesé et délibéré, nous avons pensé qu'il n'y avait pas d'autre issue à la situation politique et administrative dans laquelle nous nous trouvions engagés et qu'enfin il nous a paru qu'il valait mieux sacrifier un vain amour-propre à la nécessité du bien public, dans les circonstances qui nous étaient imposées.

Quelle est l'origine de cette situation nouvelle, messieurs ? Je vais vous la rappeler d'un mot : elle est dans la déclaration lue, devant vous, dans la séance du 27 novembre, par un de mes prédécesseurs, M. Berthelot. Voici les termes de cette déclaration :

« L'île de Madagascar est aujourd'hui possession française ; l'expédition a amené des sacrifices douloureux supérieurs à toutes prévisions et qui nous ont donné le droit d'exiger des compensations étendues et des garanties définitives... Quant aux obligations que les Hovas eux-mêmes ont pu contracter au dehors, sans avoir à les garantir pour notre propre compte, nous saurons observer les règles que le droit international détermine au cas où la souveraineté d'un territoire est, par le fait des armes, remise en de nouvelles mains. »

En même temps, M. Laroche, qui partait pour Madagascar, recevait des instructions identiques.

« Quant aux obligations contractées au dehors par le gouvernement hova, les conditions dans lesquelles nous sommes aujourd'hui établis à Tananarive ne nous imposent pas d'autres devoirs que celui de nous conformer aux règles du droit international applicables au cas où la souveraineté d'un territoire est, par le fait des armes, remise en de nouvelles mains. »

L'annexion, messieurs, la voilà. Elle est clairement exprimée, dans ces mots décisifs : Madagascar est désormais possession française. La souveraineté a changé de mains.

Quant au régime du protectorat, à quel moment précis a-t-il disparu ? Je vais encore éclairer M. Doumergue à ce sujet. Il a disparu à l'heure où l'on a rédigé le second projet d'acte unilatéral remis à M. Laroche.

Le premier, celui qui fut envoyé au général Duchesne par la dépêche du 18 septembre et qui d'ailleurs, n'ayant pas été signé ni ratifié, n'a jamais été qu'un projet, débutait ainsi :

« Article 1^{er}. Le gouvernement de S. M. la reine de Madagascar reconnaît et accepte le protectorat de la France avec toutes ses conséquences. »

L'acte unilatéral que M. Laroche a fait signer par la reine, débute ainsi :

« Sa Majesté la reine de Madagascar, après avoir pris connaissance de la prise de possession de l'île de Madagascar par le gouvernement français, déclare, etc. »

Voilà le moment précis où le protectorat a disparu. Cette situation nouvelle, messieurs, devait avoir, au point de vue diplomatique, comme au point de vue de l'administration intérieure de l'île, les conséquences inéluctables en présence desquelles nous sommes aujourd'hui placés.

Il appartient au ministre des colonies d'exposer devant vous ce qui se rapporte à l'administration intérieure. Je me bornerai à ce qui touche aux rapports avec les puissances.

La circulaire du 11 février, insérée au Livre jaune, notifia aux puissances le nouvel état de choses, dans les termes suivants :

« A la suite de difficultés survenues à Madagascar, dans l'exercice de son protectorat, le gouvernement de la République a été obligé d'intervenir militairement pour faire respecter ses droits et s'assurer des garanties pour l'avenir. Il a été ainsi amené à faire occuper l'île par ses troupes et à en prendre possession définitive. »

On discuta pour savoir quelle était la portée de cette nouvelle formule : « prendre possession d'un territoire ». Les juriconsultes s'efforcèrent même d'édifier autour de cette expression toute une théorie nouvelle de droit public.

Je n'apporterai pas ici, messieurs, l'exposé de ces discussions stériles. On ne peut changer la nature des choses, les règles du droit ne sont, en somme, que la synthèse de l'expérience des faits. Les questions se posent d'elles-mêmes, et elles exigent de claires réponses. On ne peut séparer les droits des devoirs, ni l'autorité de la responsabilité.

Aussi, messieurs, quand une fois le procès se fut engagé, au fond, devant les principales puissances intéressées, il s'est développé, il devait se développer, en vertu d'une logique inéluctable, dans le sens de la solution qui s'impose aujourd'hui.

La circulaire du 11 février avait motivé des réponses de diverses sortes, selon la situation diplomatique des puissances auxquelles elle était adressée. La plupart ont simplement accusé réception ; d'autres ont pris acte. Deux puissances, comme vous le savez, avaient des traités particuliers avec la reine de Madagascar : ce sont l'Angleterre et les Etats-Unis.

Lord Salisbury, en accusant réception à M. de Courcel, a ajouté « qu'il devait réserver tous les droits existants du gouvernement britannique à Madagascar, jusqu'à ce qu'il eût reçu communication des termes du traité qui a dû être conclu entre le gouvernement de la République et celui de Madagascar ».

M. Olney a répondu, le 26 février, à M. Patenôtre, en faisant des réserves « en ce qui concerne les droits conférés aux Etats-Unis par les traités ».

C'était évidemment là qu'était le nœud du débat, le sort fait à ces deux puissances devant entraîner celui des puissances qui n'ont que des traités contenant seulement la clause de « la nation la plus favorisée », c'est-à-dire l'Allemagne et l'Italie.

Aux réserves et aux demandes d'éclaircissements formulées par l'Angleterre et les Etats-Unis, M. Bourgeois répond, le 31 mars, dans les termes les plus nets. Il affirme que, dans la pensée du gouvernement français, le maintien des traités passés avec les puissances est incompatible avec la nouvelle situation créée par la conquête dans l'île de Madagascar et, ce principe posé, il réclame à la fois la juridiction sur les citoyens des deux puissances avec lesquelles le débat s'est localisé, et la liberté des tarifs douaniers.

Mais il est de nouveau interrogé par M. Eustis, ambassadeur des Etats-Unis, que cette formule de la prise de possession ne satisfait pas et qui pose nettement au gouvernement français une question précise :

« Si nous renonçons, nous, Américains, à notre traité, est-il entendu qu'il sera remplacé, au profit des citoyens américains résidant à Madagascar, par les conventions que les Etats-Unis ont passées avec la France ? »

Et alors le gouvernement français fait un pas décisif : le 16 avril, il répond :

« Par sa lettre du 14 de ce mois, Votre Excellence veut bien m'informer que son gouvernement, désireux de bien préciser la situation conventionnelle des Etats-Unis à Madagascar, lui a donné pour instructions de me demander si le traité qu'il a conclu le 13 mai 1881 avec la reine Ranavaloa doit demeurer en vigueur, ou bien être remplacé par ses conventions avec la France.

« En réponse à cette communication, je m'empresse de vous faire savoir que, dans l'opinion du gouvernement de la République, le maintien du traité du 13 mai 1881 est incompatible avec le nouvel état de choses créé par la prise de possession de Madagascar; je me hâte d'ajouter que par contre le gouvernement de la République est tout disposé à étendre à la grande île africaine l'ensemble des conventions dont bénéficient le gouvernement ou les citoyens des Etats-Unis en France et dans les possessions françaises et qui leur ont permis d'y entretenir des relations de toutes sortes si profitables aux deux pays. »

Messieurs, ne sentez-vous pas que, le jour où cette phrase est écrite, la fiction de la prise de possession a disparu, qu'on en est revenu au point de départ : à savoir que Madagascar est possession française et que, pour parler comme M. Berthelot, « la souveraineté a changé de mains », puisque ce sont des traités passés par la France avec d'autres puissances, c'est-à-dire des lois françaises en matière de souveraineté, qui vont désormais s'appliquer à Madagascar.

Ce grand pas accompli, le dialogue engagé avec les Etats-Unis d'Amérique se précisa singulièrement.

Le 2 mai, en réponse à M. Patenôtre qui avait été chargé de lui faire cette communication, M. Olney nous demande simplement de dissiper un dernier doute qui lui reste sur la formule employée par M. Bourgeois, à savoir que le gouvernement français était disposé à étendre, à la grande île africaine, l'ensemble des conventions dont bénéficient en France et dans les possessions françaises le gouvernement et les citoyens américains.

« L'information qui nous a été transmise, dit M. Olney, apparaît plutôt comme l'application courtoise d'une mesure discrétionnaire que comme un résultat nécessaire de la conquête de ce territoire et de son absorption dans le domaine de la France. Dans l'entretien que vous avez eu avec moi, j'ai cru comprendre que vous affirmiez nettement que la conquête de Madagascar par les armes françaises était complète et qu'elle comportait comme conséquence l'extinction de la souveraineté malgache et la substitution de celle de la France. Une déclaration catégorique de la part de votre gouvernement qu'il en est ainsi et que les traités entre les Etats-Unis et la France sont applicables à l'île de Madagascar en tant que territoire français me mettrait à même de donner au consul des Etats-Unis, à Tamatave, des instructions définitives et positives, etc. »

Cette réponse, messieurs, parvint au quai d'Orsay, alors que le cabinet Méline était déjà constitué.

Eh bien, je vous demande s'il lui était possible, à moins de vouloir bouleverser de fond en comble l'œuvre de ses prédécesseurs, à moins de renoncer à cette politique de « continuité dans les vues et dans les desseins » dont il s'était réclamé dans son programme, à moins de renoncer à l'obtention de résultats déjà acquis et de faire, en arrière, le plus inexplicable retour, s'il lui était possible de revenir à la formule du protectorat, de prétendre ranimer un système qui, encore une fois, avait eu ses préférences, mais qui, détruit dans le fond, détruit dans la forme, supprimé à l'égard des puissances par les notifications nécessaires qui avaient été faites, compromis, au point de vue de son application, par les faits accomplis, ne pouvait plus qu'embarasser de son poids inutile l'ère nouvelle que des décisions réitérées, publiques, connues de tous, avaient ouverte pour l'île de Madagascar.

Le cabinet actuellement aux affaires n'a pas pensé qu'il pût agir ainsi. Achevant, si je puis dire, la courbe qui avait été commencée par le précédent cabinet, il a cru qu'au point où en étaient les choses, des hésitations et des tergiversations ne pouvaient que compromettre l'avenir, sans parvenir à restaurer le passé.

D'autres considérations l'amenaient à prendre ce parti.

En même temps, en effet, que s'engageait avec les Etats-Unis la correspondance dont je viens de vous rendre compte, une autre correspondance parallèle se poursuivait avec l'Angleterre. Ici encore, nous rencontrions les mêmes réserves, les mêmes demandes d'éclaircissements. A l'opinion notifiée par le cabinet de Paris que les traités passés entre l'Angleterre et la reine de Madagascar devaient disparaître en présence du fait de la conquête, on répondait par une discussion juridique très nourrie, dont vous me permettez, messieurs, de vous lire seulement la conclusion :

« Le gouvernement de Sa Majesté se fonde sur la déclaration de 1890, formelle et sans réserves, sur les assurances de MM. de Freycinet et Hanotaux, sur les explications de M. Berthelot, sur les termes de l'engagement signé par la reine de Madagascar et sur les principes généralement admis du droit international, pour prouver que, comme il n'y a pas eu annexion ni transfert de souveraineté, les rapports de droit d'un protectorat de Madagascar avec leurs conséquences de la sécurité garantie aux intérêts britanniques subsistent toujours et qu'un traitement de faveur pour le commerce français est incompatible avec les droits dont la Grande-Bretagne continue de jouir en vertu de son traité. »

Cette conclusion aboutissait donc, sous une forme différente, aux mêmes résultats que la réponse des Etats-Unis. Le gouvernement britannique, s'appuyant sur le fait qu'il n'y avait pas d'annexion, refusait, notamment en ce qui concerne les questions des tarifs douaniers, à se ranger aux vues du gouvernement français.

En somme, ce qu'on nous demandait encore, c'était cette déclaration catégorique, dont il était question dans la note de M. Olney. Au point où en étaient les choses, nous n'avons pas cru qu'il y eût intérêt à la refuser plus longtemps.

Mais, messieurs, pour la faire, la Constitution nous imposait le devoir de venir devant vous.

Cette déclaration catégorique qu'on sollicitait de nous, cet acte décisif autorisant, à Madagascar, l'application des traités passés avec les autres puissances, elle ne peut émaner que du pouvoir souverain. Nous l'avons reconnu, et tout autre cabinet certainement, au moment de prendre une pareille responsabilité, eût agi de même.

C'est ainsi, messieurs, que nous avons été amenés à déposer le projet de loi au sujet duquel nous sollicitons vos suffrages.

En le votant, vous n'aurez certainement pas réglé toutes les difficultés qui naissent naturellement d'un acte aussi considérable que la conquête d'un

nouveau domaine colonial, important et étendu. Mais votre assentiment aura donné à ceux qui sont chargés de les résoudre une autorité et une force nouvelles. Dans un pays libre, messieurs, la force du gouvernement, au dehors, repose sur le concours éclairé du Parlement et du pays.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire à la commission, le simple dépôt du projet de loi a suffi pour nous assurer de l'adhésion à nos vues d'une des principales puissances intéressées. Il y a là un premier résultat considérable qui, par la force des choses, ne doit pas rester isolé.

Au moment où la France va aborder avec résolution le grave et difficile problème de la mise en valeur de cette nouvelle partie de son domaine colonial, au moment où elle doit achever la pacification du pays, ouvrir les routes et les voies de communication, faire entrer, en un mot, dans le courant de la civilisation un territoire considérable qui jusqu'ici en était exclu, il est naturel qu'elle réclame pour elle, pour son commerce, pour son budget, la juste contre-partie des sacrifices qu'elle a faits et de ceux qu'elle doit faire.

Nous ne doutons pas qu'ainsi envisagées les questions diplomatiques relativement secondaires qui peuvent subsister encore ne se résolvent rapidement.

En tout cas, il nous a paru nécessaire de ne pas les laisser se perpétuer et entraver, de leur lenteur, la marche générale de notre politique internationale.

C'est pourquoi, messieurs, me plaçant uniquement au point de vue diplomatique, mais après m'être entendu avec mon collègue des colonies, dont les sentiments ont été, d'ailleurs, dès le début et de tout point, conformes aux miens, je vous demande de voter, sans retard, le projet qui couronne les deux siècles et demi d'efforts par lesquels la France a préparé le jour où l'île de Madagascar nous appartiendrait sans retour et deviendrait définitivement une colonie française.

L'abbé Lemire a la parole.

Il demande si l'influence qui s'exercera sur Madagascar sera manifestement et ostensiblement française. En Orient, qui dit catholique dit Français, et qui dit protestant dit Anglais. (Protestations sur divers baues.)

Du haut de la tribune M. Lockroy a rendu hommage au dévouement et au concours zélé des missionnaires français. Quelle sera donc à Madagascar la politique religieuse du gouvernement ?

Il constate que les méthodistes anglais ont à Madagascar un budget de plus d'un million ; c'est à peine si les missionnaires français disposent de 200,000 francs, et, sur ce chiffre, le budget de l'Etat ne leur fournit rien. Il est certain que, si l'on s'était montré plus généreux à leur égard, on ne serait pas aujourd'hui en présence du gouffre qui effraye tous les patriotes. Si les membres de la Chambre qui se piquent de matérialisme et de philosophie à Paris, agissaient de même à Madagascar, ils ne feraient pas œuvre de bons Français. (Applaudissements à droite.)

M. André Lebon, ministre des colonies, a la parole.

Il déclare que le projet actuel n'apportera aucune modification à l'organisation actuelle de Madagascar.

Le ministre tient à relever quelques-unes des critiques portées contre nos colonies : il est certaines de ces colonies qui ne coûtent rien à la métropole.

M. Doumergue. — Lesquelles ?

M. André Lebon. — La Cochinchine, entre autres, qui non seulement se suffit à elle-même, mais encore rapporte à la métropole. Le ministre déclare que, dans toutes les colonies, il s'attachera à n'avoir plus recours qu'à l'administration indigène ; c'est dans ce sentiment qu'il conservera à Madagascar l'administration des fonctionnaires hovas. (Très bien ! très bien !)

Le ministre s'explique sur les dépenses civiles engagées à Madagascar.

Elles figurent au budget pour le chiffre de 1,899,000 fr., dont on a dépensé à l'heure actuelle 1,334,000 fr. environ. Il est certain que le cadre des employés civils a été trop largement établi et que certaines réductions s'imposent.

La Chambre peut être assurée qu'elles seront effectuées, qu'aucune dépense inutile ne sera plus faite pour Madagascar. (Applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

M. Guieysse tient à répliquer, puisqu'on a paru lui reprocher d'avoir engagé, comme ministre des colonies, les finances de l'Etat au-delà des limites nécessaires.

Le nombre des fonctionnaires envoyés par lui à Madagascar n'était nullement exagéré. On a parlé d'une véritable plethore de magistrats, alors que le ministre s'était borné à assurer le fonctionnement des tribunaux.

On a cru pouvoir réduire le nombre de ces magistrats. Souhaitons que le résident général ne vienne pas à bref délai réclamer une nouvelle augmentation du nombre des fonctionnaires ; mais il est probable que les circonstances obligeront le gouvernement lui-même à revenir sur sa décision. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

La discussion générale est close.

Le président donne lecture de l'unique article du projet de loi :

Est déclarée colonie française l'île de Madagascar avec les îles qui en dépendent.

M. Rameau se plaint que la déclaration projetée enlève à la France tous les bénéfices qu'elle était en droit d'attendre de l'établissement du protectorat au point de vue du régime douanier.

L'article unique du projet de loi est adopté par mains levées.

L'esclavage à Madagascar.

M. Denècheau a proposé un article additionnel portant que l'esclavage est supprimé à Madagascar.

M. de Mahy, président de la Commission des colonies, demande que cet article additionnel soit renvoyé à la Commission qui est déjà saisie de propositions similaires de MM. Denys Cochin, de Mahy et Brunet.

M. Leveillé appuie la demande de renvoi.

Il estime que la formule proposée par M. Denècheau est trop générale ; il faut avant tout procéder avec prudence et circonspection. (Très bien !)

Si on jette, du jour au lendemain, 500,000 esclaves sur les grandes routes de Madagascar, ce serait autant de recrues pour les fahavalos. (Très bien !)

On ne peut supprimer par une loi l'esclavage à Madagascar sans prendre aucune des garanties nécessaires pour la sûreté de notre nouvelle colonie. (Applaudissements au centre et sur divers bancs.)

M. Denècheau combat le renvoi.

Aux termes du décret de 1848, l'esclavage a cessé d'exister dans toute terre française, métropole et colonie ; pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas déjà pris les mesures progressives qui devaient préparer à Madagascar l'abolition de l'esclavage ?

Dans un article, M. Le Myre de Vilers estimait qu'il faudrait attendre jusqu'en 1914 avant de voir disparaître définitivement l'esclavage à Madagascar. Est-ce à cette limite de 1914 que va se référer le gouvernement pour mettre fin à une coutume odieuse et barbare ? (Très bien ! à gauche.)

M. Denys Cochin ne peut admettre qu'un soldat français puisse être obligé

à Madagascar à poursuivre un esclave fugitif pour le ramener à son maître. Il ne peut pas admettre, non plus, qu'un tribunal français puisse avoir à régler des questions d'esclavage.

Pour lui, l'article additionnel proposé par M. Denécheau est inutile. Le décret de 1848 suffit, et au delà, pour permettre d'abolir l'esclavage à Madagascar désormais colonie française, et il n'y a pas besoin d'une promulgation spéciale aux colonies, puisqu'il vise non seulement toute terre française, mais tous les citoyens français. (Applaudissements à droite et à gauche.)

M. Le Myre de Vilers, rapporteur, constate que l'accord est unanime dans toute la Chambre pour l'abolition de l'esclavage à Madagascar. La seule difficulté est de fixer les conditions d'exécution de cette abolition, et ces conditions ne peuvent être discutées utilement sans une enquête minutieuse faite sur place. (Exclamations à l'extrême gauche.)

Il faut abolir l'esclavage, mais avec prudence et même sous peine de soulever des difficultés considérables.

A Madagascar, en effet, l'esclavage ne se présente pas sous des aspects uniformes, il varie suivant les provinces.

Sur la côte est, on peut sans difficultés le supprimer dès aujourd'hui, et il en sera de même sur la côte ouest, quand nous y serons absolument les maîtres ; mais à l'intérieur, il n'en va pas ainsi.

Le nombre des esclaves est de 500,000 environ, peut-on jeter en liberté un tel nombre d'hommes, de femmes et d'enfants, sans prendre au préalable certaines mesures de police et de précaution ?

Avant l'occupation, les femmes esclaves avaient six ou sept fois la valeur vénale de l'homme. (Rires et exclamations ironiques à l'extrême gauche.) Depuis la conquête de l'île, la femme a repris sa valeur normale, 50 francs environ, parce qu'on sait que les enfants nés ou à naître ne seront plus esclaves.

Le gouvernement a pris en outre une sage mesure en décidant dès aujourd'hui, que les esclaves pourront se racheter progressivement en payant d'abord un acompte de 100 francs, puis des sommes de moins en moins élevées. (Exclamations bruyantes à l'extrême gauche.)

MM. Jaurès et Millerand. — C'est la violation manifeste du décret de 1848.

M. Le Myre de Vilers ajoute qu'on a déjà affranchi les esclaves des chefs rebelles à l'autorité française et à celle de la reine.

Il serait imprudent de jeter de nouveaux ferments de discorde dans un pays qui n'est pas encore entièrement soumis à notre domination. La Chambre aura la sagesse de procéder prudemment et progressivement. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. Isaac s'étonne que la troisième République oublie si volontiers les principes de la Constitution de 1848, déclarant que personne n'est esclave sur la terre de France.

On allègue que la libération des esclaves à Madagascar grossirait le nombre des bandits, des Fahavalos. Il n'en est rien. C'est au contraire l'esclavage qui développe le banditisme.

M. de Mahy, président de la commission, supplie la Chambre de ne pas compliquer le débat. Elle a déclaré Madagascar colonie française pour répondre aux difficultés soulevées par l'étranger, qu'elle se garde d'y mêler une autre question. Elle risque de n'en trancher aucune de manière complète.

M. de Mahy dépose l'ordre du jour suivant :

La Chambre invite le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que l'esclavage, qui est aboli en droit à Madagascar, soit aboli en fait, et à présenter dès l'ouverture de la session extraordinaire de 1897 un rapport sur les mesures qu'il aura prises et l'application qu'il en aura faite.

M. Jaurès dépose un ordre du jour ainsi conçu :

La Chambre, constatant que l'esclavage est aboli à Madagascar, passe à l'ordre du jour.

M. Méline, président du conseil, déclare que le gouvernement accepte l'application à Madagascar du décret de 1848.

Où, sur la terre de France, il ne saurait y avoir d'esclaves ! (Très bien !) Mais il importe de régler les dispositions transitoires.

Le gouvernement accepte tout ordre du jour qui comporte l'étude préparatoire de ces dispositions. Si la Chambre passait outre, elle assumerait la plus grave des responsabilités.

M. Jaurès répond qu'on ne peut séparer le droit du fait. En droit aujourd'hui, il n'y plus d'esclaves à Madagascar, et s'il plaît à l'un d'eux de réclamer sa liberté, il sera impossible de la lui refuser. Quant aux difficultés de fait, on les exagère à plaisir, suivant la tactique habituelle des esclavagistes. (Exclamations.)

Si la Chambre consent à l'ajournement demandé par la commission et par le président du conseil, elle affaiblira le principe même de la loi de 1848. Si elle spécifie la clause du rachat, comme l'a proposé M. Le Myre de Vilers, elle sanctionne du même coup le principe de l'esclavage. (Applaudissements à l'extrême gauche. — Bruit.)

M. Hanotaux est de ceux qui ont préparé l'expédition de Madagascar. Comment n'a-t-il pas prévu cette question ? On avait prévu tant de choses, notamment la concession de territoires à des financiers. On n'en a oublié qu'une : le souci de l'honneur de la France. (Exclamations sur divers bancs. — Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. André Lebon, ministre des colonies, réplique.

Il rappelle que l'article du décret de 1848 prévoyait une indemnité pour les propriétaires d'esclaves. Le gouvernement entend arriver, le plus vite possible, à l'émancipation des esclaves à Madagascar.

Cris à l'extrême gauche. — Elle existe déjà l'émancipation. (Bruit.)

M. André Lebon ajoute qu'il est impossible d'arriver à l'émancipation des esclaves sans payer des indemnités aux propriétaires comme on l'a décrété en 1848. (Nouvelles exclamations bruyantes à l'extrême gauche.)

Si la Chambre entend s'engager dans la voie de l'émancipation sans indemnité pour les propriétaires, le ministre des colonies déclare qu'il laissera à d'autres la responsabilité d'une telle mesure. (Applaudissements et mouvements divers.)

M. de la Porte estime que la question est résolue : par cela seul que Madagascar est désormais terre française, il ne peut plus y avoir d'esclaves à Madagascar.

Le gouvernement de 1848 a procédé sans délai ni mesure préalable à l'application du décret sur l'esclavage.

Par le seul fait de ce décret, l'esclavage est supprimé à Madagascar comme dans les autres colonies. Les esclaves de la grande île africaine aspirent d'autant plus à la liberté que la France la leur a promise par la proclamation du général Metzinger, et c'a été une faute énorme de ne pas tenir cette promesse en entrant à Tananarive. Comment fera-t-on aujourd'hui ?

Un nouvel ordre du jour signé de MM. de Mahy, Isaac, Gerville-Réache, Le Myre de Vilers, Deproge et Denys Cochin est déposé ; il est ainsi conçu :

L'esclavage étant aboli à Madagascar par le fait de la déclaration de colonie française, le gouvernement prendra des mesures pour assurer l'émancipation immédiate des esclaves.

M. Méline, président du conseil. — Le gouvernement accepte l'ordre du

jour de M. de Mahy, Gerville-Réache et Isaac. (Applaudissements sur un grand nombre de bancs. Exclamations à l'extrême gauche. — Bruit.)

M. Jaurès demande si la Chambre entend faire un acte sérieux. (Exclamations sur divers bancs. — Bruit.)

M. le Président invite M. Jaurès à s'abstenir de semblables expressions. (Applaudissements.)

M. Jaurès prétend que le gouvernement accepte un ordre du jour en contradiction avec les déclarations du ministre des colonies.

M. Méline président du conseil monte à la tribune.

Cris à l'extrême gauche. — Ce n'est pas le président du conseil que nous demandons, c'est le ministre des colonies. (Tumulte.)

Le président du conseil déclare qu'il comprend le mécontentement qu'il a causé à M. Jaurès en acceptant l'ordre du jour de MM. de Mahy, Gerville-Réache et Cochin. (Applaudissements.)

M. Méline explique que le gouvernement n'est nullement en contradiction avec lui-même. L'ordre du jour qu'il accepte spécifie, en effet, que des mesures seront prises pour amener l'émancipation des esclaves ; il n'en a jamais demandé davantage. (Applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

M. Marcel Habert insiste pour savoir si, à partir d'aujourd'hui, les esclaves à Madagascar auront le droit de réclamer leur liberté.

M. Denys Cochin s'étonne que l'unanimité de la Chambre ne se rencontre pas pour approuver le gouvernement de prendre si courageusement et si loyalement la responsabilité de l'émancipation des esclaves à Madagascar. (Mouvements divers.)

M. Jaurès déclare que, l'ordre du jour signé de MM. Gerville-Réache et Cochin étant l'expression de la politique qu'il opposait au gouvernement, il s'y rallie volontiers. (Protestations sur divers bancs. — Bruit.)

L'ordre du jour de MM. Gerville-Réache, de Mahy et Isaac est adopté à l'unanimité de 544 votants. (Applaudissements.)

L'ensemble du projet déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent colonie française est adopté par 329 voix contre 82.

GRANDE-BRETAGNE.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 5 juin*). — M. Hambury, secrétaire financier, dit que les gouvernements de France et d'Angleterre sont entièrement d'accord au sujet de la pose du câble télégraphique et téléphonique sous-marin entre Paris et Londres. Les fils terrestres qui doivent desservir ce câble sont déjà en construction. La question de la pose d'un second câble est encore à l'étude. Les dépenses pour la pose du câble seront partagées ainsi que les recettes par parts égales entre les deux gouvernements.

On ne croit pas jusqu'à présent qu'il puisse être fait de réduction sur les tarifs des communications de Paris à Londres.

Sir Charles Dilke demande si les gouvernements de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis ont consenti à ce que le changement du protectorat français à Madagascar en une annexion pure et simple transformant ainsi l'île en une colonie française, ait pour résultat de mettre fin aux engagements commerciaux et autres pris par le gouvernement de Madagascar avant la conquête de l'île.

M. Curzon répond qu'en ce qui concerne l'Angleterre, cette question est en ce moment soumise à l'attention du gouvernement, mais il n'est pas encore possible à M. Curzon d'annoncer les vues du gouvernement à ce sujet, et il n'y a aucune information quant aux vues du gouvernement américain au sujet de Madagascar. M. Curzon ajoute qu'il est probable que le gouvernement américain nous fera connaître ses vues sans que nous le lui demandions.

L'orateur, répondant à une autre question, dit que lord Cromer a été informé, par télégramme du 12 mai dernier, que le gouvernement anglais avait autorisé la marche en avant des troupes égyptiennes dans la vallée du Nil, afin d'assurer la sécurité des frontières égyptiennes pour faire une diversion en faveur de Kassala. Aucune communication préalable n'a été faite aux puissances, mais elles ont été informées, par la suite, que le gouvernement britannique avait autorisé la marche en avant des troupes égyptiennes.

Les différents buts de l'expédition leur furent en même temps expliqués.

M. Robertson demande si M. Chamberlain a demandé ou bien a reçu de M. Cecil Rhodes des explications sur le fait de la mention du nom de ce dernier dans des télégrammes chiffrés récemment publiés, ainsi que sur les indications basées sur la mention du nom de M. Rhodes dans ces télégrammes, accusant celui-ci de complicité dans une conspiration contre le Transvaal?

M. Chamberlain répond négativement à ces deux questions.

M. Labouchère expose que le gouvernement n'a pas fait connaître à la Chambre les communications échangées avec l'Italie et avec lord Cromer au sujet des opérations militaires dans l'est de l'Afrique. Les réponses du gouvernement aux diverses questions qui lui ont été posées ont toujours été vagues et indéfinies. On a dit à la Chambre que l'expédition avait pour but, d'une part, de garder la frontière égyptienne contre les attaques des derviches, et d'autre part de faire une diversion en faveur de Kassala. Quatre Livres verts italiens ont été publiés; depuis, M. Crispien a publié un contenant des dépêches qui avaient été manipulées. M. di Rudini a publié ensuite un second Livre vert: il est dur, ajoute l'orateur, que les dépêches présentées au Parlement italien soient refusées au Parlement anglais.

M. Labouchère voudrait savoir si lord Cromer a recommandé l'expédition et si le gouvernement a été informé que l'empereur d'Allemagne, pour maintenir la triple alliance, désirait que l'Angleterre vint en aide à l'Italie.

L'orateur voudrait avoir des dépêches exposant ce qui s'est passé dans les entrevues entre lord Salisbury et l'ambassadeur italien et entre l'ambassadeur anglais à Rome et le ministère italien.

M. Curzon dit que, M. Labouchère n'ayant pas donné avis préalable de la motion qu'il propose, il se bornera à répondre aux points principaux.

La doctrine exprimée par M. Labouchère est non seulement originale, mais elle conduirait, si elle était adoptée, à des résultats très gênants. Il n'y a pas encore trois mois que le gouvernement s'est décidé à faire certaines opérations militaires dans la vallée du Nil. Ces opérations, qui sont encore en train, donnent lieu à certaines communications avec plus d'une puissance européenne.

Malgré tout, M. Labouchère demande que ces communications soient publiées au jour le jour. Les communications de lord Salisbury avec le gouvernement italien se sont faites par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Italie. Il n'y avait qu'une seule dépêche de lord Salisbury dans le Livre vert italien.

Quant à la demande des communications de lord Salisbury au gouvernement italien et à l'ambassade d'Italie, M. Labouchère suppose l'existence de documents qui, en réalité, n'existent pas.

En ce qui concerne les communications échangées, le Foreign-Office refuse absolument de les faire connaître à la Chambre.

Au sujet de la lettre du ras Mangacha, le fait que deux copies de cette lettre ont été publiées n'impose pas l'obligation d'en expliquer toutes les circonstances.

En ce qui concerne les dépêches de l'ambassadeur italien au gouvernement italien, concernant les communications qui avaient été faites à ce dernier par lord Salisbury, elles semblent consister principalement en des gloses de l'ambassadeur sur la teneur réelle de ces communications. Le gouvernement britannique n'est pas responsable des communications de l'ambassadeur italien à son gouvernement. Le gouvernement anglais avait fait une certaine démarche dans l'intérêt de l'Egypte, et cette démarche avait en outre l'avantage d'être faite à un moment où l'Italie se trouvait en difficultés en Afrique. Cette coïncidence n'a rien d'extraordinaire.

Sir William Harcourt proteste contre le refus du gouvernement de donner à la Chambre cette information demandée.

Les communications avec l'Italie ont eu pour conséquence les opérations militaires, et il est incontestable, dit sir William Harcourt, que le ministre italien a déclaré comme étant une décision du conseil de cabinet du 10 mars dernier, que la marche en avant dans le Soudan se ferait dans l'intérêt de l'Italie. Lord Cromer avait approuvé cette marche en avant afin de dégager Kassala, mais il n'a pas été dit un mot de la nécessité de créer une nouvelle frontière d'Egypte. Les dépêches qu'on a publiées ont amené, dit-on, à croire que ce mouvement avait été commencé ou inspiré par la situation italienne, et que toutes les explications relatives à la frontière sont venues après coup.

Si le gouvernement n'avait à rougir de rien, pourquoi refuse-t-il cette information demandée?

Quel tort cela ferait-il au gouvernement d'apprendre à la Chambre ce qui s'est passé entre lui et les gouvernements italien, français et allemand? Le pays, inquiet quant aux résultats de l'expédition, attend anxieusement des explications.

M. Balfour répond que cela est absolument faux et incorrect.

Sir William Harcourt, dit-il, se trompe quand il suggère que le gouvernement a une grande quantité de correspondances diplomatiques avec des gouvernements étrangers et qu'il doit les déposer devant la Chambre pour expliquer les raisons de cette expédition.

Cette correspondance n'existe pas. Ce n'est qu'après la décision de marcher sur Dongola qu'il y a eu une correspondance avec les gouvernements étrangers au sujet des opérations militaires du Soudan.

La correspondance avec l'Italie formera le sujet d'un Livre bleu.

Nous avons, continue l'orateur, déclaré dans les termes les plus précis que la bataille d'Adoua et le siège de Kassala avaient pesé pour beaucoup dans notre décision au sujet de la date de l'expédition. Nous n'avons jamais cessé de déclarer très nettement que le plan de la marche en avant avait été dressé de manière à favoriser l'Italie, bien que la marche sur Dongola ait été elle-même, dans notre opinion, nécessitée uniquement par les intérêts égyptiens.

Si on n'avait jamais entendu parler des Italiens dans cette partie de l'Afrique, on aurait été quand même obligé d'entreprendre tôt ou tard la marche en avant.

M. Labouchère et sir William Harcourt semblent croire que le fait que le gouvernement anglais aurait vu avec un profond regret le triomphe des Derviches à Kassala est une preuve que nous pensions aux intérêts des Italiens à Kassala; mais ne comprennent-ils pas que lorsqu'on a affaire avec une nation non civilisée comme celle des Derviches, le fait même d'un triomphe de ces derniers sur les grandes puissances ne serait pas seulement une menace envers la puissance italienne, mais encore une menace sérieuse pour l'Egypte? Nous n'avons jamais caché que nous aurions considéré l'abandon de Kassala par les Italiens en face des Derviches triomphants comme un désastre, non seulement pour

l'Italie, mais aussi pour l'Egypte dont nous étions obligés de sauvegarder les intérêts.

M Balfour justifie ensuite la non-publication de la correspondance avec lord Cromer et il ajoute : Sir William Harcourt nous accuse ouvertement d'avoir tenues secrètes les informations que d'autres gouvernements auraient publiées, je conteste cette allégation. Nous avons suivi la politique traditionnelle de nos prédécesseurs. Notre politique et tous les motifs de cette politique sont devant la Chambre. Sir William Harcourt semble nous donner l'exemple du gouvernement italien qui publie ses papiers dans un Livre vert comme s'il devait être suivi par nous. Ce que le gouvernement italien fait est, je crois, exceptionnel, je pourrais même dire accidentel. Son action en cette affaire peut, sans aucun doute, trouver une excuse dans les récents événements politiques italiens, mais il est absolument certain qu'aucune correspondance ne pourrait avoir lieu entre les diverses puissances de l'Europe sans que ces puissances pratiquent une plus grande discrétion que celle qui a été pratiquée dans ce cas par le gouvernement italien.

La Chambre repousse, sans scrutin, la motion Labouchère.

— Le banquet annuel de la Chambre de commerce britannique à Paris qui a eu lieu le 3 juin, offrit un intérêt particulier à raison de ce que lord Dufferin qui doit se retirer prochainement de la carrière diplomatique, faisait ses adieux à la colonie britannique. M. Harding, président de la Chambre, a porté un toast à lord Dufferin. Il a dit quel était le regret de la Chambre de commerce de le voir quitter le service diplomatique où il s'est si brillamment illustré et a exprimé l'espoir que l'Angleterre saurait utiliser dans un autre champ son activité, sa haute expérience et ses qualités exceptionnelles.

Lord Dufferin a répondu par un discours que les applaudissements et les hourras unanimes de l'assistance ont fréquemment interrompu.

Après avoir remercié M. Harding et la colonie anglaise des manifestations de sympathie dont il est l'objet de leur part, lord Dufferin s'exprime ainsi :

« En premier lieu, je reconnais que c'est avec un chagrin sincère que je quitte cette charmante capitale, où nous avons vécu si heureux, lady Dufferin et moi, pendant ces quatre dernières années, où nous avons eu l'occasion de renouer des relations affectueuses avec nos amis français d'autrefois, et où nous nous sommes créé de nouvelles attaches avec un grand nombre des membres les mieux doués et les plus distingués de la société française actuelle ainsi qu'avec nos différents collègues du monde diplomatique.

« Dans tous les pays de l'Europe, on reconnaît qu'être ambassadeur à Paris est la récompense et l'honneur suprême de la carrière diplomatique, et l'on ne peut pas s'en étonner, lorsqu'on considère à quel haut degré toutes nos aspirations intellectuelles, sociales ou esthétiques les plus élevées peuvent être satisfaites dans l'enceinte de cette capitale.

« Depuis une époque très ancienne, Paris est la marque, la cité sainte des arts, des sciences, des grâces et des forces inventives qui forment, non qui créent la civilisation, et, au lieu de menacer sa souveraineté, les âges suivants ont seulement confirmé sa suprématie, suprématie dont la grande Exposition qui doit illustrer la naissance du siècle prochain sera, j'en suis sûr, le couronnement, le triomphe et l'apogée.

« Et comme je prononce en ce moment mon dernier discours et ma dernière confession, je ne puis m'empêcher de profiter de cette occasion pour exprimer ma reconnaissance aux différents hommes d'Etat de ce pays avec lesquels j'ai eu la bonne fortune d'être mis en relation.

« Chacun d'eux m'a traité avec l'indulgence, la courtoisie et la considération la plus grande ; quelques différends qui se soient élevés entre nous, jamais nos relations personnelles n'ont cessé un seul instant d'avoir le caractère le plus agréable et le plus cordial ; et de plus, pour ce qui est de ces différends eux-mêmes, grâce à la sagesse et aux sentiments amicaux dont s'inspiraient les

deux gouvernements et à l'estime qu'avaient l'un pour l'autre M. de Courcel et lord Salisbury, un grand nombre de problèmes épineux qui les ont provoqués ont été déjà enlevés du terrain de la discussion (y compris celui qui a été considéré à un certain moment comme le plus redoutable de tous, c'est-à-dire celui qui concerne Siam, sans compter une foule d'autres questions secondaires), ont été, dis-je, déjà enlevés du terrain de la discussion d'une manière satisfaisante pour les deux pays : et, bien que quelques différends se rattachant à des territoires riverains du Niger ne soient pas encore jugés, on a le droit d'espérer qu'ils seront réduits à néant par les ménagements conciliants de la commission internationale à laquelle ils ont été soumis. »

Lord Dufferin rend ensuite un cordial hommage à la presse de Paris qui, en dépit de la vivacité des polémiques, n'eut jamais de paroles violentes contre l'ambassade d'Angleterre.

« Il est vrai, dit-il, que lorsque je fus pour la première fois soumis à son examen perspicace et patriotique, la presse parisienne était disposée à observer vis-à-vis de moi une attitude, je ne sais guère quel mot employer, tenez, je dirai une attitude réservée ; mais il existait à cette époque une situation peu naturelle qui explique suffisamment les événements survenus. Et, comme j'avais conscience, lorsque je m'interrogeais intimement, d'avoir pleinement à cœur de remplir les devoirs de ma charge dans un esprit de loyauté et de conciliation, comme j'étais convaincu qu'aucun étranger n'aurait pu venir en France plus pénétré des qualités de ses habitants et plus sûr d'avoir déjà travaillé harmonieusement avec ses représentants en pays étranger, je n'hésitais pas beaucoup à croire que vos journalistes si éclairés finiraient par reconnaître que je souhaitais véritablement le bien de leur pays. Je dois dire que mes prévisions n'ont pas été déçues.

« Car, même dans les occasions où la polémique de presse entre les deux capitales prit un caractère de très forte véhémence, pour ne pas dire de violence, cette guerre de paroles échangées entre les journalistes n'atteignit pas l'ambassade qui demeura, dans la mêlée, non touchée et non assaillie même par la moindre suggestion injurieuse. »

Longuement, lord Dufferin expose les difficultés de la carrière diplomatique, les ennuis des débuts, les désillusions qu'elle laisse à beaucoup de ceux qui y étaient entrés avec le désir de s'y créer une grande situation et qui virent s'écouler leurs jours sans que leurs espoirs se réalisassent :

« Or, le changement de travaux et l'avancement dans les rangs, dit-il, sont ce qui vivifie toute carrière. C'est l'oxygène qui redonne de la vie au sang, de la vigueur à l'intelligence, de l'émulation à l'esprit d'initiative ; et je vous assure que la plus grande consolation pour ceux qui descendent de leur haute situation est de penser qu'ils créent de la place pour des hommes plus jeunes. Et cependant, une telle rupture avec son passé ne peut manquer d'être pénible, car elle n'est pas seulement la conclusion d'un chapitre, elle est la fermeture du livre. »

Et il termine par le tableau suivant qu'il fait du monde actuel et qui lui sert à mettre en lumière le rôle utile et considérable joué par la diplomatie :

« Quels que puissent être cependant les plaisirs et les ennuis de la carrière diplomatique, tout membre du service, même dans le poste le plus intime, peut se consoler en songeant que, s'il est travailleur, prudent et surtout dévoué au service, la peine qu'il prend ne sera pas perdue, et que, peut-être alors qu'il l'attendra le moins, son jour viendra. Car, bien que, comme pour toute chose, l'apparence extérieure de la diplomatie ait changé, en beaucoup de points, depuis le commencement du siècle, jamais les nations n'ont eu plus besoin de la chose elle-même qu'au moment actuel. Que voyons-nous autour de nous ? L'Europe entière n'est guère qu'un camp permanent de plusieurs millions d'hommes armés et chaque frontière se hérisse d'une double rangée de forteresses se menaçant et s'opposant l'une à l'autre. Nos ports sont bondés de

vaisseaux cuirassés, les mers en sont couvertes ; je dois reconnaître que l'Angleterre, se trouvant dans un cas de défense légitime, a dû ajouter à ses flottes sa modeste quote-part. Même dans l'Extrême-Orient, la passion pour l'expansion militaire s'est développée d'une manière inattendue.

« En somme, grâce au télégraphe, le globe terrestre n'est plus qu'un paquet de nerfs. Le trouble le plus insignifiant arrivé sur un point du réseau répercute un tremblement de sinistre augure à travers sa surface maladivement sensitive.

« Les anciens poètes nous disent que, lorsque Jupiter fronçait son sourcil, les salles d'or de son Olympe s'ébranlaient jusque dans leurs bases.

« Aujourd'hui il suffirait que l'un d'entre une demi-douzaine de personnages augustes parlât un peu fort, ou levât involontairement la moitié de son petit doigt, pour que, comme dans un ciel saturé d'électricité, l'équilibre instable du système politique européen actuellement existant fût renversé, pour que la guerre éclatât dans des circonstances plus horribles que tout ce que les hommes peuvent se rappeler et qu'elle enveloppât non seulement l'Europe, mais deux ou plutôt tous les continents à la fois. En effet, dans chacun d'eux, se trouveraient nécessairement en conflit des représentants et des rejetons des différentes nations en guerre.

« Aussi, mesdames et messieurs, c'est pour prévenir des catastrophes de ce genre que nous, hommes doux, aimables et paisibles, nous avons été inventés.

« En nous examinant, vous vous apercevrez peut-être que nous ne sommes que de pauvres et faibles gens et que notre mission constitue une faible sauvegarde contre des dangers aussi graves.

« Mais, telle qu'elle fonctionne, c'est encore ce que l'ingéniosité humaine a su trouver de mieux.

« Après tout, un fil très mince constitue un conducteur parfait d'électricité, et, depuis plus de cinquante ans, grâce à cet humble facteur, la paix a continué sans interruption entre votre pays natal et la nation dont la prospérité et le bien être sont si intimement liés à vos propres intérêts. »

Lord Dufferin a enfin exprimé le vœu que la Chambre de commerce anglaise puisse, longtemps encore, s'acquitter de ses bienfaitantes fonctions pour le profit mutuel de la France et de l'Angleterre.

ITALIE

Séance de la Chambre des députés du 7 juin. — La discussion qui a eu lieu à la Chambre des communes (1) a eu un grand retentissement à Rome. Dès le début de la séance de la Chambre, les députés italiens étaient présents à leurs bancs. M. Imbriani demande au Gouvernement s'il pense que le général Ferrero puisse garder plus longtemps son poste d'ambassadeur à Londres, après les déclarations faites hier à la Chambre des communes par M. Curzon et M. Balfour.

M. di Rudini et le duc de Sermoneta refusent de répondre immédiatement et la question est ajournée.

M. Fortis, au nom des crispiniens, demande si le Gouvernement consent à répondre immédiatement aux questions qui lui ont déjà été posées, relativement aux discussions auxquelles a donné lieu, dans la Chambre des communes, la publication du *Livre vert* italien.

Le duc de Sermoneta, Ministre des Affaires étrangères, constate qu'avant de publier des documents diplomatiques, il est d'usage de consulter les Cabinets étrangers. Le Gouvernement s'est toujours conformé à cette habitude, mais cela n'est pas obligatoire. Dernièrement, il s'agissait d'un cas exceptionnel, et le Gouvernement a cru qu'il devait publier intégralement tous les documents

(1) V. plus haut, p. 381.

qu'il avait entre les mains. De cette façon, le pays pourrait connaître la vérité, au moment où le Parlement avait à prendre de graves décisions. La publication du *Livre vert* a donné lieu à un échange d'explications très courtoises avec le Gouvernement anglais, et les explications ont servi à prouver une fois de plus combien sont solides les liens d'amitié qui unissent l'Italie et l'Angleterre.

M. Fortis déclare que la réponse du Ministre ne l'a nullement satisfait. Il critique longuement la conduite du Cabinet : il s'agissait, dit-il, de documents absolument confidentiels. Le Gouvernement devait se considérer comme obligé de consulter l'Angleterre. Le pays se trouvait dans des conditions exceptionnelles, mais cela n'empêchait pas de prendre l'avis du Gouvernement anglais, qui a eu la bonté d'excuser la faute commise.

M. Fortis demande ensuite quels motifs d'intérêt public obligeaient le Gouvernement à faire connaître les modifications apportées par lord Salisbury à sa lettre au ras Mangacha. D'ailleurs, la publication des documents n'a pas été entière. On a omis les pièces se rapportant aux négociations avec la France et la Russie, puis celles concernant l'expulsion des lazarisites de l'Erythrée. Pourquoi ?

Les documents que vous avez publiés, ajoute l'orateur, étaient de nature à troubler nos rapports avec une nation amie. Ce sont les Ministres anglais eux-mêmes qui vous ont suggéré l'idée d'invoquer comme excuses un état de choses exceptionnel.

En terminant, M. Fortis somme le Gouvernement de faire connaître les vrais motifs de cette publication qui a tant déplu au Gouvernement anglais.

Les Ministres anglais, ajoute-t-il, ont condamné votre conduite en affirmant que jamais l'Angleterre n'aurait agi comme vous l'avez fait, et les démentis donnés à notre ambassadeur auraient pu avoir des suites graves.

M. Fortis se réserve de reproduire ses arguments au moment de la discussion du budget des affaires étrangères.

M. Cavallotti dit que M. Fortis se sert de la discussion des communes anglaises pour attaquer le Gouvernement italien, ainsi que M. Labouchère se sert de la publication du *Livre vert* pour attaquer le Gouvernement anglais. Ils ont tort tous deux. La publication du *Livre vert* a été approuvée par le pays dans des circonstances aussi exceptionnelles que l'était la nécessité, pour le Gouvernement italien, de soumettre au Parlement tous les documents.

L'orateur demande qu'on examine les responsabilités de l'ambassadeur italien à Londres.

M. di Rudini rappelle que cette question a été déjà discutée dans une récente occasion, et que le Gouvernement a donné de très amples explications. Il n'y a pas lieu, en conséquence, de revenir sur la question ; s'il existe des usages diplomatiques qui doivent être respectés, il y a d'autres usages qui doivent également être respectés, à savoir de ne pas discuter de Gouvernement à Gouvernement du haut de la tribune parlementaire.

M. di Rudini répète ce qu'a dit le Ministre des Affaires étrangères, à savoir que le Gouvernement procéda à cette publication avec une suprême prudence ; il déclare qu'il ne le cède à personne dans le sentiment de la dignité du pays et qu'il sent aussi vivement que qu'il est et a été le Gouvernement d'un grand pays, un pays qui doit être respecté par tous.

L'incident est clos.

Au Sénat italien, répondant à une question de M. Camporeale sur le même sujet, le duc de Sermoneta a fait de nouvelles déclarations.

Tout d'abord il a dit qu'il était heureux d'être d'accord avec M. Camporeale sur la grande bienveillance qui est témoignée à l'Italie par le Gouvernement anglais, bienveillance qui fut toujours constante, comme cela résulte de cette discussion. Il est heureux aussi que cette manifestation se soit produite à propos de la discussion sur les *Livres verts*, car de tous les documents publiés il résulte

que la conduite du Gouvernement anglais a été correcte et loyale dans tous les rapports avec les diverses puissances, et a été empreinte d'une bienveillance spéciale envers l'Italie.

Le Ministre ajoute que, dans cette occasion, si le Gouvernement anglais a dû résister à une demande de l'Italie, il a su donner à son refus une forme si courtoise et il a su l'appuyer sur des motifs si nobles, que personne n'aurait eu le droit de s'en montrer offensé, ni même attristé.

Le second point mis en relief par M. Camporeale, relativement aux communications inexactes faites par notre ambassadeur, est tel que le Ministre n'entend pas y répondre maintenant, estimant que le devoir du Gouvernement est de répondre suivant sa conscience et sur des informations certaines.

Sur le troisième point, concernant le reproche et le sentiment de mauvaise humeur manifestés par le Gouvernement anglais, le duc de Sermoneta estime que ni le sentiment de mauvaise humeur ni ce reproche n'ont été manifestement exprimés.

L'orateur répète ce qu'il a dit à la Chambre concernant l'usage du Gouvernement de communiquer les documents à publier.

Nous avons dû, ajoute-t-il, dire au pays la vérité entière sur les choses d'Afrique, en un moment où le Parlement devait prendre de très graves résolutions ; il fallait sortir absolument des équivoques, d'autant plus qu'on nous combattait par des publications artificieusement incomplètes devant lesquelles nous devions faire connaître l'entière vérité.

Nous-mêmes avons compris la gravité de la décision que nous prenions, mais on ne pouvait pas hésiter.

Sur ces paroles, l'incident a été clos.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des deux Mondes.

1^{er} juin. — *La duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde sous Louis XIV : l'alliance et les fiançailles*, par le comte d'Haussonville (détails piquants sur la vie de la Cour de Savoie au xvii^e siècle). — *L'Australie et la Nouvelle-Zélande*, par Pierre Leroy-Beaulieu (étude d'après nature). — *De l'organisation du suffrage universel : la représentation réelle du pays dans les législations étrangères*, par Ch. Benoist. — *La grande épreuve de la Papauté*, par François Delaborde (à propos du livre de M. Noël Valois : *La France et le grand schisme d'occident*). — *Les colons français et le Comité Dupleix*, par G. Valbert. (Il s'agit d'une société d'encouragement à la colonisation fondée récemment par M. Gabriel Bonvalot, le célèbre voyageur.)

15. — *Le gouvernement de la défense nationale, les idées et les hommes*, par Etienne Lamy (portraits des hommes du 4 septembre). — *La carte religieuse de l'Allemagne contemporaine*, par Georges Goyau. — *Le mécanisme de la vie moderne : l'éclairage*, par le vicomte d'Avenel (histoire des divers procédés inventés ou perfectionnés depuis un siècle). — *L'armée de Ménélik*, par Albert Hans. (Des renseignements précis montrent que cette armée n'est pas à dédaigner, ainsi que les Italiens s'en sont aperçus.)

Le Correspondant.

10 juin. — *Marie-Antoinette : la reine, la femme, la mère*, par Max de la Rocheterie. — *L'Académie française pendant la Révolution*, par Edm. Biré. — *Organisation des troupes coloniales*, par le comte de Villebois-Mareuil. — *L'aumônerie militaire*, par Eug. Godefroy. — *Le constit scolaire au Canada*, par Cam. Derouet.

La Revue de Paris.

1^{er} juin. — *Souvenirs* (1848-1851), par le général Fleury. (Il est impossible d'être plus franc, certains emploieraient une autre expression, dans le récit des préparatifs du coup d'Etat.) — *L'armée coloniale*, par le lieutenant-colonel K... — *Etudiants étrangers et médecins étrangers*. (Etude de la question discutée récemment à la Chambre. L'auteur propose de faire une distinction : à ceux qui voudront exercer la médecine en France, mêmes obligations qu'aux nationaux quant aux conditions d'admission et quant aux examens ; aux autres, les plus larges facilités d'accès, les équivalences et les dispenses comme par le passé, délivrance d'un diplôme qui attestera la culture scientifique, mais ne donnera pas le droit d'exercer la médecine en France.) — *Encore l'examen de Saint-Cyr*, par Ern. Lavisse.

Revue politique et littéraire.

6 juin. — *Souvenirs inédits d'un prisonnier français en Allemagne* (1870-1871), par Edm. Neukomm (analyse et extraits). — *M. Gaston Paris*, par Em. Faguet (à propos de son élection à l'Académie française). — *Rome de M. Zola*, par Em. Gebhardt.

13. — *Faut-il rétablir le scrutin de liste ?* par J.-P. Laffitte. — *L'élection présidentielle aux Etats-Unis : Silhouettes de Candidats, les Républicains*, par Aug. Moireau. — *Tolstoï et Maupassant*, par Em. Faguet. — *Orateurs socialistes : Jules Guesde, Millerand*, par Pierre Puget.

20. — *Manuscrits inédits de Guillaume Budé*, les « *Adversaria* », par Eug. de Budé (livres où Budé jetait journellement des notes sur ses lectures, où il consignait ses observations personnelles, parfois même certains incidents de sa vie). — *Ondine Desbordes-Valmore*, par Fr. Loliée (à propos des singulières polémiques auxquelles a donné lieu l'existence de la pauvre femme, on est arrivé à s'occuper de sa fille qui faillit épouser Sainte-Beuve). — *Le grand père de Ménélik et le roi Louis-Philippe*, par le baron d'Avril (récit de deux missions remplies en Abyssinie par un savant français, Rocher d'Héricourt, en 1839 et 1842).

27. — *La légende de Waterloo*, par le colonel Patry (avec des croquis). — *Jésus selon Proudhon*, par Em. Faguet. — *La durée des ministères, essai de statistique*, par V. Turquan (travail curieux fait sur les ministères depuis le 4 septembre 1870).

Le Gérant : Gaston DUJARRIC.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LEON FREMONT.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

	Pages
1892	
Août. 12	<i>Italie-Zanzibar</i> . Concession à l'Italie sur la côte de Benadir. 133
1893	
Mai 15	<i>Italie-Zanzibar</i> . Convention additionnelle pour la concession de la côte de Benadir 137
—	— <i>Pêcheries de Behring</i> . Contre-mémoire américain. 2 et 141
1894	
Juillet. 24	<i>Grande-Bretagne</i> . Sir P. Currie au comte de Kimberley (événements de Bitlis). 327
Septembre 4	Sir P. Currie au comte de Kimberley (aff. de Sassoun). 275
Octobre 4	Sir P. Currie au comte Kimberley (massacres de Talori. 278
—	15 Sir P. Currie au comte Kimberley (rapport général). 282
—	20 <i>Turquie</i> . Mémorandum relatif aux événements de Talori. 285
—	30 <i>Grande-Bretagne</i> . Rapport sur le massacre des Arméniens à Talori. 287
Novembre 4	Sir P. Currie au comte de Kimberley (Mémorandum pour le Sultan et réponse). 294
—	7 Le comte de Kimberley à Sir P. Currie. 291
—	9 Sir P. Currie au comte de Kimberley (enquête sur des accusations portées contre des agents britanniques). 292, 293, 300 et 301
—	10 Le comte de Kimberley à Sir P. Currie. 294
—	15 Sir P. Currie au comte de Kimberley (opposition de la Porte à l'Enquête). 298
—	— <i>Turquie</i> . Mémorandum sur les troubles de Bitlis. 302
—	— <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Kimberley (Commission d'enquête). 302
—	19 <i>Turquie</i> . Mémorandum au sujet de la Commission d'enquête 304
—	— Autre Mémorandum. 307
Décembre 27	<i>Belgique — Etat d'Orange</i> . Traité d'amitié, d'établissement et de commerce. 261
1895	
Mai 16	<i>Grande-Bretagne — Pays-Bas</i> . Convention d'arbitrage. 8
Juillet. 9	<i>France — Grante-Bretagne</i> . Convention relative aux colis-postaux. 5
—	— <i>Portugal — Russie</i> . Convention commerciale. 266
1896	
—	— Compte de gestion du Conseil fédéral suisse. 19 et 189
Janvier. 25	<i>Autriche-Hongrie — Russie</i> . Arrangem. pour le régime à appliq. en temps d'épidémie au traficfrontière. 129
Février. 13	<i>France — Grande-Bretagne</i> . Convention additionnelle d'extradition 7
Mars. 29	<i>Belgique — Compagnie du chemin de fer du Congo</i> 268
Mai 4	<i>Union internationale de la propriété littéraire</i> . Actes additionnels 246
—	6 <i>France — Décret interdisant l'importation des armes à Madagascar</i> 318
Juin. 9	<i>France</i> . Décret sur l'organisation judiciaire de Madagascar. 311